

LA CAMPAGNE DE L'ARGONNE

1792

**THÈSE PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DES
LETTRES DE PARIS**

PAR ARTHUR CHUQUET

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

PARIS - LÉOPOLD CERF - 1886

PRÉFACE.

PREMIÈRE PARTIE. — VALMY.

CHAPITRE PREMIER. — SEDAN.

I. Le successeur de Lafayette. Labourdonnaye. Grimoard. Montesquiou. Biron. Custine. — II. Dumouriez. Sa vie. Son ministère. Ses menées en Flandre. Lettres à la commission des vingt et un, au président de l'Assemblée, à d'Abancourt. Il reçoit le commandement en chef de l'armée du Nord. Sa personne et son caractère. — III. Plan d'invasion des Pays-Bas. Motifs qui déterminent Dumouriez. Agathocle et Scipion. Dillon nommé commandant entre Sambre et Meuse par Dumouriez et les commissaires. Mesures d'offensive. Malgré Servan, Dumouriez regarde toujours du côté de Bruxelles. Arrivée de Westermann. Lettres de Servan. Départ de Dumouriez pour Sedan. — IV. Arrivée à Mézières. Accueil des troupes. Réparties du général. Galbaud envoyé à Verdun. Lettre aux commissaires. Dumouriez revient à son plan d'offensive. Sa dépêche du 29 août et le procès-verbal du conseil de guerre. Vouillers à Paris. — V. Anxiété de Servan. Ses lettres du 1er et du 2 septembre. Money. Gobert. Approche de Clerfayt. Dumouriez dans l'Argonne. Il a devancé les ordres du ministre. Opinions de Bülow et de Gouvion Saint-Cyr. Il faut rassurer Paris.

CHAPITRE II. — L'ARGONNE.

I. L'Argonne et ses défilés : les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois, le Chesne-Populeux. — II. L'armée de Sedan. Activité de Dumouriez. Son état-major. Ordre de bataille. Courage et discipline de l'armée. — III. Dillon à Stenay. Inaction de Clerfayt. Marche de Dumouriez sur Grandpré. — IV. La position de Grandpré. Miranda au Morthomme. Stengel à Saint-Juvin. — V. Marche de Dillon sur les Islettes. Ses craintes. Il se rejette en arrière. — VI. Galbaud aux Islettes depuis le 1er septembre. Arrivée de la garnison de Verdun. Son découragement. Funérailles de Beaurepaire. Panique. Galbaud abandonne les Islettes pendant un jour. — VII. Dillon se joint à Galbaud. Ordre de bataille de Dillon. Mesures défensives. Les Thermopyles de la France.

CHAPITRE III. — GLORIEUX ET REGRET.

I. Camp de Glorieux et de Regret. La pluie. La courée prussienne. Hostilité de la population. — II. Les officiers prussiens à Verdun. Les Verdunoises. Le prince royal et Mlle Morland. Conversations du témoin oculaire et du ferblantier Pierrot. — III. Conseil de guerre du 1er septembre à la côte Saint-Michel. Discours de Brunswick. Réponse des émigrés. Leur influence sur Frédéric-Guillaume. Hésitations de Brunswick. Sentiments de l'armée. La marche en avant est résolue. On écrasera d'un seul coup Dumouriez et Kellermann. — IV. Le plan de Brunswick. Tourner la position. Étape à Valmy. Dispositions. Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave de

Hesse aux Islettes. Démonstrations de Kalkreuth et de l'avant-garde prussienne. Rôle de Clerfayt.

CHAPITRE IV. — GRANDPRÉ.

I. Dumouriez à Grandpré. Proclamation aux habitants de l'Argonne. Petiet à Châlons. Miaczynski à Sedan. Le bataillon de Mouzon. Annonce de renforts. Duval au Chesne-Populeux. Colomb à la Croix-aux-Bois. Ardeur des troupes. — II. Les Prussiens veulent-ils assiéger Metz? Se dirigeront-ils sur Saint-Dizier? Plan de Dumouriez. Son erreur. Il se rend aux Islettes. Duval à Marcq et Dubouquet au Chesne-Populeux. — III. Le mouvement de Brunswick. Reconnaissance de Köhler. Arrivée des Austro-Hessois. Marche des Prussiens sur Grandpré. Escarmouche à Clermont. Dispositions des paysans. Leur horreur de l'ancien régime. La pluie et la boue. Retard des convois. Le camp de Landres ou camp de la Crotte. — IV. Exécution du plan de Brunswick. Les deux démonstrations du 12 septembre. Kalkreuth à Briquenay. Hohenlohe à Fléville. Courage des Français. Les tirailleurs.

CHAPITRE V. — LA CROIX-AUX-BOIS.

I. Le colonel Colomb. Imprudence de Dumouriez. — II. Le défilé de la Croix-aux-Bois pris par les Autrichiens (12 septembre) et repris par Chazot (14 septembre). Mort du jeune prince de Ligne. — III. Lettre de Billaud-Varenes. Retour offensif des Impériaux. Retraite de Chazot sur Vouziers. Dubouquet abandonne le Chesne-Populeux.

CHAPITRE VI. — MONTCHEUTIN.

I. Difficultés avant le 14 septembre. — II. Situation critique de Dumouriez. Son camp imposant devient détestable. Plan de retraite. Ordres et instructions. — III. Massenbach à Marcq. Son entretien avec Duval. Son retour à Landres. — IV. Retraite de l'armée française. La hauteur d'Autry. La division Chazot — V. Panique de Montcheutin. Suites funestes de la panique. Nouvelles terreurs de l'armée à Dommartin-sous-Hans. — VI. Habileté de Dumouriez. Proclamation aux gardes nationales de Châlons. Marceau. — VII. Nouveau plan de résistance. — VIII. Le camp de Braux-Sainte-Cohière.

CHAPITRE VII. — LA JONCTION.

I. Beurnonville. Les troupes du camp de Maulde. Dampierre. Belliard. Les demoiselles Fernig. — II. Lenteurs de Beurnonville. Sa retraite sur Châlons. Il arrive enfin le 19 septembre. — III. Kellermann. Ses lenteurs et ses incertitudes. Lettres de Luckner, de Dumouriez, de Servan. Marche de Kellermann sur Sainte-Menehould. Double jonction.

CHAPITRE VIII. — SOMME-TOURBE.

I. Retards de Brunswick. Épuisement de l'armée. Les maladies. La boulangerie. — II. Confiance imperturbable. Un extrait du *Moniteur*. Une éclaircie. La fumée dans un tableau de guerre. Incendie et pillage. — III. Plan de Brunswick. Mouvements de

l'armée. L'avant-garde à Servon. — IV. Le rapport du lieutenant de Loucey. Imprudence de Frédéric-Guillaume. Le duc de Weimar, Heymann, Köhler. Ordre de marcher à droite. — V. Massiges. Départ précipité. Les Maisons-de-Champagne. Irritation dissimulée de Brunswick. Pressentiments de Massenbach. La Champagne pouilleuse. Une nuit sans étoiles. Campement. Nouveaux incendies. Coups de fusil.

CHAPITRE IX. — VALMY.

I. Valmy, l'Yvron, la Lune. — II. Kellermann à Dommartin-la-Planchette (19 septembre). — III. Marche de l'avant-garde de Hohenlohe. Les premiers coups de canon. Valence à la Lune. — IV. Embarras de Kellermann. Encombres. Le tertre de Valmy. Dispositions habiles de Dumouriez. — V. Massenbach et Forstenbourg à la Lune. Attaque de Chazot. — VI. Arrivée de l'armée prussienne sur le plateau. Spectacle qu'offre l'armée française. Il faut assaillir le moulin. Hésitations de Brunswick et du roi. — VII. L'artillerie placée par Tempelhof. — Déploiement de l'armée prussienne. En avant. — VIII. Vive la nation ! Enthousiasme des troupes. Le *Ça ira*. Le feu de l'artillerie française. Témoignage du prince royal. Les Prussiens font halte. — IX. Canonnade de plus en plus vive. Goethe et la fièvre du canon. Bravoure du roi de Prusse. Intrépidité de Kellermann et de ses lieutenants. Dumouriez à la butte du moulin. — X. Explosion de caissons. Instant très critique. Massenbach et Brunswick. Les Français remis de leur émoi. Intensité de la canonnade. Résolution de Brunswick. Entretien avec Manstein et le roi. Tentative d'embauchage. — XI. Stengel sur l'Yvron. — XII. Conversion à droite. Fin de la canonnade. Tardive arrivée de Clerfayt. Orage. Fatigue et consternation. Un mot de Wolfradt. Paroles de Goethe et de Massenbach. Entretien de Brunswick et de Caraman. — XIII. Kellermann à Dampierre. — XIV. La journée du 20 septembre, son importance et ses résultats. — XV. Motifs qui déterminèrent Brunswick à suspendre l'attaque. Causes du succès des Français.

CHAPITRE X. — LES ISLETTES.

I. Dillon et ses lieutenants. Les gentilshommes verriers. Les francs-tireurs de l'Argonne. — II. Les Austro-Hessois. Les deux affaires du 17 et du 20 septembre. Marceau. Neuilly.

CHAPITRE XI. — L'ARMÉE DES PRINCES.

Illusions constantes des émigrés. Projets de Breteuil, de Fersen, de Mercy, de Mallet du Pan. Marche de la cavalerie des émigrés sur le Chesne-Populeux. Vouziers. Somme-Suippes. Arrivée tardive de la petite armée sur le champ de bataille. La *pétarade* de Valmy.

DEUXIÈME PARTIE. — LA RETRAITE DE BRUNSWICK.

CHAPITRE PREMIER. — PARIS ET CHÂLONS.

I. Le conseil exécutif. Grouvelle. Monge. Lebrun. Clavière. Roland. Danton, son énergie et son intelligence politique. Ses émissaires à l'armée, Fabre d'Églantine, Billaud-Varennés, Westermann. Sa liaison avec Dumouriez. Il empêche le gouvernement de quitter Paris. — II. Servan. Ses collaborateurs. Lacuée. Activité de Servan. Sa passion de la résistance. Son système de temporisation. Le bon Fabius. La vraie mission d'un ministre de la guerre. — III. L'Assemblée législative. Décrets. Longwy et Verdun. Apothéose de Beaurepaire. Les corps francs. Les fusils. Enthousiasme. Dons patriotiques. Le camp de Paris. Mesures tardives. Les « tyrannicides ». — IV. La grande levée et le camp de Châlons. Laclos. Luckner. Labourdonnaye. Indiscipline des volontaires de 1792. Ont-ils repoussé l'invasion? — V. La Commune de Paris. Massacres de septembre. *Terrible prépondérance* de Danton. Les commissaires. L'anarchie. Lutte des partis dans la Convention. Dislocation du conseil exécutif. Démission de Danton et de Servan. La France sauvée par son armée.

CHAPITRE II. — LA NÉGOCIATION DE MANSTEIN.

I. Les alliés ; dégoût de la guerre et désir d'en finir. Conférences de Vienne. Mission de Spielmann. Le quartier général prussien. Lucchesini. Manstein. Plan de Dumouriez. — II. Lombard. Mémoire de Fortair. Westermann au camp de Hans. Échange de Lombard contre Georges. — III. Manstein et Heymann au camp de Dampierre (23 septembre). Points essentiels. Naïveté de Kellermann. Proclamation de la République; Mission de Westermann à Paris. — IV. Nouvelles démarches de Manstein. Entrevue du 25 septembre. — V. Thouvenot au camp de Hans (26 septembre). Cartel d'échange. Curieuses paroles de Thouvenot. — VI. Tentatives d'embauchage. Le décret sur les déserteurs. Schneider à ses anciens camarades du régiment de Clerfayt. Massenbach à Dampierre. Trahison de Dillon. — VII. Second mémoire de Dumouriez (27 septembre). Intervention de Lucchesini. Déclaration ou troisième manifeste de Brunswick (28 septembre). Réponse de Dumouriez. Nouvelle lettre de Manstein (29 septembre). Rupture de la négociation.

CHAPITRE III. — LE CAMP DE LA LUNE.

I. Le camp des alliés. Les Prussiens à Hans et les Autrichiens à Valmy. — II. Détresse de l'armée. Manque de fourrages. Retards des convois. Le pain de munition. Décoction d'orge. L'eau de pluie. La dysenterie. Profond découragement des soldats. — III. Illusions persistantes des émigrés Propositions de Nassau-Siegen. Conseil de guerre du 24 septembre. Le maréchal de Castries. Nécessité de la retraite.

CHAPITRE IV. — LE CAMP DE SAINTE-MENEHOULD.

I. Ténacité de Dumouriez. Mot de Napoléon. Proclamation aux habitants de la Marne. Grand projet de réunion. Frégeville et

Baudinot au Fresne. Leur jonction avec Dubouquet. D'Harville à Aubérive. — II. La route de Vitry. Retard des convois. La disette. Propos de Dumouriez. Il mate les fédérés. Confiance et bon vouloir de l'armée. *Pro patria mori*. — III. Jalousie de Kellermann. Sa querelle avec Dumouriez. Lettre des deux généraux. Dumouriez écrit à Servan et à la Convention. Mission de Vialla. Recours à Danton. — IV. Servan. Ses craintes. Il désapprouve le plan de Dumouriez. — V. Les trois commissaires de la Convention. Prieur de la Marne. Sillery. Carra. Adhésion de l'armée au décret qui proclame la République. Aspect de Sainte-Menehould. Un *camp de plaisance*. La Marseillaise.

CHAPITRE V. — L'ÉVACUATION DU TERRITOIRE.

I. Le conseil exécutif désire négocier. Arrêté qui trompe l'opinion. Mission de Benoît et de Westermann. Instructions de Lebrun. Lettre de Dumouriez à Danton. — II. La grande énigme de la Révolution, Dumouriez prend seul et de son chef tous les arrangements. Son désir de conquérir la Belgique. Il croit à une rupture entre la Prusse et l'Autriche. Mouvements des armées. Marches et contre-marches de Kellermann. Faute de Dumouriez. Témoignages des contemporains. — III. Retraite des Prussiens (30 septembre-8 octobre). Leurs misères et leurs souffrances. Leur indiscipline. Les oiseaux de proie. — IV. Dillon et le landgrave de Hesse. Brunswick à Verdun. Entrevue du 8 octobre. Sommation de Verdun. Entrevue du 11 octobre. Reddition de la place. Adieux du prince royal à Mlle Morland. — V. Nouvelles conférences du 14 et du 18 octobre. Reddition de Longwy. Les Prussiens lèvent le masque. — VI. Singulière poursuite. Episodes. Débâcle de l'armée prussienne. Ce qu'a vu Goethe. - La forêt de Mangiennes. L'ennemi repasse la frontière. Complet délabrement. Marche forcée des Hessois sur Coblenz. — VII. Résultat des négociations. Division des alliés. La bagarre de Longuyon. Colère du roi de Prusse. Querelles des soldats. Sentiments de l'armée prussienne. Adieu, braves Français ! Propos démocrates. Politique de camp.

CHAPITRE VI. — DISPERSION DES ÉMIGRÉS.

L'armée des princes en Champagne. Incendie de Voncq. Misère et retraite. — Combats de Buzancy et de Sy. Représailles des paysans. Exécution des prisonniers. Episodes de la déroute. Injures contre le roi de Prusse et Brunswick. Ce que devient l'armée. Mépris qu'elle inspire aux alliés. Ordonnance de l'empereur. Le landgrave de Hesse expulse les émigrés. Réponse des conseillers des princes à Bischoffswerder.

CHAPITRE VII. — LILLE ET THIONVILLE.

I. Félix Wimpffen. La place de Thionville. Sa garnison. Sommations. Bombardement. Blocus. Krieg, Moreaux, Sémélé, Hoche. Les enfants de la Fensch. — II. Les Autrichiens en Flandre. Leurs premiers succès. Le corps du duc de Bourbon. Lille. Les travaux du siège. La sommation. Bombardement. Héroïque constance de la population. Les renforts. Levée du siège.

CHAPITRE VIII. — CONCLUSION.

I. Mot de Steuben. Les douze fautes des alliés. La plus grave. Les Islettes. La pluie et la boue. Infériorité numérique. L'armée française. Les levées. La population. — II. La campagne au point de vue militaire. Une leçon qui ne profite pas. — III. Conséquences.

PRÉFACE

On se propose de raconter dans cette thèse la campagne de l'Argonne, c'est-à-dire la marche des Prussiens après la prise de Verdun, la résistance qu'ils rencontrèrent, leurs négociations avec Dumouriez et leur retraite.

La thèse se compose de deux parties : la première, Valmy, expose les événements depuis le jour où Dumouriez prend le commandement de l'armée des Ardennes jusqu'au moment où Kellermann le rejoint avec l'armée du Centre pour livrer le combat décisif de Valmy ; la seconde, La retraite de Brunswick, traite des pourparlers engagés par Brunswick, Manstein, Kalkreuth, Lucchesini avec les généraux français et de la marche rétrograde des troupes prussiennes.

L'auteur a déjà retracé dans un volume intitulé *La première Invasion prussienne, 11 août-2 septembre 1792*, le prologue de cette campagne, la prise de Longwy et de Verdun. Il s'est servi des mêmes sources pour composer sa thèse. Il a consulté, parmi les documents inédits, au dépôt de la guerre, les lettres des généraux et du ministre ; aux archives nationales, le registre de correspondance de Dumouriez et les papiers du général Galbaud ; à la bibliothèque et aux archives de l'hôtel de ville de Verdun d'autres papiers de Galbaud.

Les documents imprimés étaient en très grand nombre. Citons d'abord les ouvrages généraux : Hausser, *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Grundung des deutschen Bundes* (4e édit. 1869) ; Sybel, *Geschichte der Revolutionszeit* (4e édit. 1882) ; Ranke, *Ursprung und Beginn der Revolutionskriege* (2e édit. 1875) ; les articles de M. Albert Sorel (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet et 1er août 1884), le deuxième volume du recueil de Vivenot, *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiserpolitik Oesterreichs während der französischen Revolutionskriege* (1874), le premier volume de la *Geschichte der Kriege in Europa* dont les auteurs ont consulté le journal des marches de Clerfayt, les articles de Gebler dans l'*Oesterreichische militärische Zeitschrift* de 1833 — *der Zug der Altürten in der Champagne* —, le livre de Ditfurth sur l'armée hessoise, *die Hessen in den Feldzügen in der Champagne, am Maine und Rheine* (1881), l'ouvrage du capitaine hessois Renouard *Geschichte des französischen Revolutionskrieges im Jahre 1792* (1865), le second volume de la consciencieuse *Histoire de la ville de Sainte-Menehould et de ses environs*, par Claude Buirette (réimpression de 1882), la *Campagne de 1792*, articles publiés par le capitaine d'état-major Joinville dans le *Spectateur militaire* de 1840 et de 1841, le deuxième tome du *Tableau historique de la guerre de la Révolution de France* (1808) rédigé par un officier anonyme sur les notes de Grimoard et de Servan.

Le *Moniteur* et les autres journaux de l'époque renferment une foule de détails curieux. Mais les mémoires des contemporains ont surtout servi à l'auteur et lui ont permis de suivre jour et jour et pour ainsi dire, pas à pas l'invasion prussienne et la défense française. On peut les diviser en trois catégories : français, allemands et émigrés.

Plusieurs généraux ont raconté la campagne de 1792 ; ce sont, à l'armée des Ardennes, Dumouriez et ses lieutenants Dillon, Gobert, Money ; à l'armée du

Centre, Kellermann et Pully. Les mémoires de Dumouriez fourmillent d'inexactitudes légères, mais ils sont vrais en leur ensemble. Le compte rendu au ministre de la guerre par Arthur Dillon (1792) est intéressant. Le mémoire de Gobert, très court du reste, se trouve aux archives de la guerre. L'Anglais Money a publié, en 1794, *the history of the campaign of 1792* ; chose curieuse, ces souvenirs traduits en allemand dans l'année 1798, sous le titre *Geschichte des Feldzugs im Jahr 1792*, ont été traduits en français sur la version allemande — et fort mal — par Paul Mérat — Money, *Souvenirs de la campagne de 1792*, 1849 — . Kellermann a fait imprimer en 1793 un *Exposé de sa conduite* et rédigé pour le Comité de salut public un mémoire historique de la campagne de 1792 dont on doit se servir avec précaution. Le mémoire inédit du général Pully, *Notes sur la campagne de 1792*, est surtout relatif à la journée de Valmy et nous en avons reproduit tout ce qui mérite d'être cité. Il faut joindre à ces documents les *Mémoires* de Belliard (1842) et le *Journal* du commissaire des guerres Brémont, envoyé par le conseil de guerre de Mézières au quartier-général de Dumouriez — *Revue historique des Ardennes*, 1864, 1er semestre, p. 59-68.

Parmi les mémoires allemands, nous avons lu le premier volume des précieux mémoires de Massenbach, cet officier savant, original et emphatique — *Memoiren über meine Verhältnisse zum preussischen Staat und insbesondere zum Herzoge von Braunschweig*, 1809 — ; les *Réminiscences* du prince royal de Prusse, le futur Frédéric-Guillaume III, parues dans le supplément du *Militär-Wochenblatt* de 1846 — novembre et décembre [Reminiscenzen über die Campagne in Frankreich](#) — et inexactement traduites par Paul Mérat, en 1848, sous le titre *Documents relatifs aux campagnes en France et sur le Rhin* ; les *Souvenirs d'un vieil officier prussien* du caustique Valentini — *Erinnerungen eines alten preussischen Offiziers aus den Feldzügen von 1792, 1795 und 1794*, 1833 — ; les *Souvenirs* de Minutoli — *Militärische Erinnerungen aus dem Tagebuche des Generallieutenants von Minutoli*, 1845 — et son récit de l'expédition, si détaillé, si minutieux, mais si aride, qui n'oublie pas un mouvement ni une marche de l'armée prussienne — *der Feldzug der Verbündeten in Frankreich im Jahre 1792*, 1847 — ; les articles publiés dans la *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges* par G.... — Gaudy (année 1843, 4e fascicule) —, par Lossberg (1846, 1er fascicule), par Strantz (1831, 4e et 5e fascicules) ; la narration de l'officier anonyme qu'on nomme le [témoin oculaire](#), publiée en 1793 sous le titre *Briefe eines preussischen Augenzeugen über den Feldzug des Herzogs von Braunschweig gegen die Neufranken im Jahre 1792*¹ ; les lettres écrites en français pendant la campagne par le secrétaire royal Lombard et traduites en allemand par M. H. Huffer dans la *deutsche Revue* (février et mars 1883) ; l'autobiographie de l'aventurier Laukhard qui fit la campagne, comme simple soldat, dans le régiment de Thadden — *Laukhards Leben and Schicksale von ihm selbst beschrieben*. Troisième partie 1796 — ; les articles d'Archenholz et de ses correspondants dans l'impartiale *Minerva* de 1792 et de 1793 ; enfin la *Campagne de France*, de Goethe, éditée par nous en 1884.

Les mémoires des émigrés ne devaient pas être négligés. Mais nous n'avons presque rien tiré des *Mémoires d'un homme d'État* ; M. de Sybel les nomme fort justement [unzuverlässig](#) et les pages consacrées à la campagne de 1792 ne sont que des extraits du *Moniteur* ainsi que des mémoires de Dumouriez et de

¹ Nous citons d'après le texte allemand, divisé en trois livres ou [Pack](#), et non d'après la traduction, d'ailleurs assez bonne, attribuée à Desrenaudes (Paris, Forget, An III de la République).

Massenbach, auxquels l'auteur mêle rarement des lettres inédites. Aucun de nos devanciers n'avait tiré parti du fragment des mémoires de Caraman, paru dans la livraison du 15 novembre 1853 de la *Revue contemporaine*. Ajoutons encore les mémoires de d'Argens, de Marcillac et de Dampmartin¹ réunis dans les *Mémoires sur l'émigration*, réimprimés en 1877 par M. de Lescure, les *Mémoires d'outre-tombe*, de Chateaubriand (édition de 1860, 2e volume), les *Mémoires* de Las Cases (1819), le premier volume des *Mémoires historiques et militaires*, du baron de Crossard (1829), *Dix années d'émigration, souvenirs et correspondance*, du comte de Neuilly (1865), *Coblentz et Quiberon, souvenirs* du comte de Contades (1885), le *Journal d'un officier de l'armée des princes*, paru dans le tome IV de la *Revue rétrospective* (1886) et surtout l'*aperçu de la situation de l'Europe depuis le 10 août jusqu'au 20 novembre*, de Peltier — *Dernier tableau de Paris*, tome I, appendice au n° 5 —, les papiers de Fersen — *Le comte de Fersen et la cour de France*, 1878 —, l'extrait des mémoires de Nassau-Siegen, publié dans le tome VI du recueil de M. Feuillet de Conches, *Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame Elisabeth* (1873).

En s'aidant de ces documents, et d'autres encore, l'auteur a tenté de se faire le contemporain des combattants et des négociateurs de 1792, de vivre au milieu d'eux, dans leurs marches et dans leurs camps, de se pénétrer de leurs idées et de leurs sentiments, de voir les événements comme les uns et les autres les ont vus. Il n'a d'autre souci que celui de la vérité et il donnerait volontiers à cette thèse l'épigraphe que le témoin oculaire donnait à ses *Lettres sur la campagne du duc de Brunswick* : *Tros Rutulusve fuat, nullo discrimine habebo*.

¹ Il ne faut pas oublier, du même Dampmartin, son ouvrage paru en 1811 Quelques traits de la vie privée de Frédéric-Guillaume II.

PREMIÈRE PARTIE

VALMY

CHAPITRE PREMIER

SEDAN

I. Le successeur de Lafayette. Labourdonnaye. Grimoard. Montesquiou. Biron. Custine. — **II.** Dumouriez. Sa vie. Son ministère. Ses menées en Flandre. Lettres à la commission des vingt et un, au président de l'Assemblée, à d'Abancourt. Il reçoit le commandement en chef de l'armée du Nord. Sa personne et son caractère. — **III.** Plan d'invasion des Pays-Bas. Motifs qui déterminent Dumouriez. Agathocle et Scipion. Dillon nommé commandant entre Sambre et Meuse par Dumouriez et les commissaires. Mesures d'offensive. Malgré Servan, Dumouriez regarde toujours du côté de Bruxelles. Arrivée de Westermann. Lettres de Servan. Départ de Dumouriez pour Sedan. — **IV.** Arrivée à Mézières. Accueil des troupes. Reparties du général. Galbaud envoyé à Verdun. Lettre aux commissaires. Dumouriez revient à son plan d'offensive. Sa dépêche du 29 août et le procès-verbal du conseil de guerre. Vouillers à Paris. — **V.** Anxiété de Servan. Ses lettres du 1er et du 2 septembre. Money. Gobert. Approche de Clerfayt. Dumouriez dans l'Argonne. Il a devancé les ordres du ministre. Opinions de Bülow et de Gouvion Saint-Cyr. Il faut rassurer Paris.

I. La croisade entreprise par l'Autriche et la Prusse contre la France révolutionnaire n'avait, à vrai dire, commencé qu'au lendemain du 10 août 1792 ; mais les premiers coups qu'elle porta furent retentissants. L'armée d'invasion, composée de 42.000 Prussiens et de 15.000 Autrichiens, prenait Longwy le 23 août. Puis, tandis que les Autrichiens, commandés par Clerfayt, se dirigeaient sur Stenay, à quelque distance de Sedan, les Prussiens, continuant leur marche, mettaient le siège devant Verdun, et cette place se rendait le 2 septembre. La Champagne semblait ouverte. L'alarme était à Paris et dans toute la France qui voyait tomber l'une après l'autre ses barrières de l'est. L'Europe, suivant d'un œil attentif les progrès des alliés, croyait que les troupes de Frédéric-Guillaume II, fortes de ces heureux commencements, de leur vieille renommée, de leur discipline et des intelligences qu'elles avaient dans l'intérieur, pénétreraient bientôt jusqu'aux portes de la capitale.

Heureusement, la Révolution, surprise, avait encore deux armées composées de régiments de ligne et des volontaires de 1791, qui tenaient la campagne et demeuraient intacts : c'était celle des Ardennes, campée près de Sedan, sous les ordres de Lafayette, et celle du Centre ou de Metz, commandée par Luckner. Mais il fallait donner de nouveaux chefs à ces armées, sur lesquelles reposait le salut de Paris, et mettre à la place de Luckner et de Lafayette deux généraux qui eussent assez de bravoure, de talent et surtout de réputation de civisme et de

patriotisme pour satisfaire à la fois l'opinion et les soldats. Kellermann devint le successeur de Luckner¹. Il n'était guère apte à conduire de grandes opérations, mais il passait pour intrépide ; personne ne doutait de son activité, de sa vigilance, de son dévouement à la Révolution et à la France ; le soldat l'aimait et la faveur publique se déclarait pour lui. Luckner, étranger, équivoque, hésitant entre le parti populaire et la royauté déchue, d'ailleurs usé par l'âge, affaibli pour ainsi dire sous l'épreuve inattendue et redoutable de l'invasion, reçut le titre de généralissime et alla s'établir à Châlons, loin des troupes qu'il eut l'air de commander en chef, et qui, en réalité, échappèrent désormais à sa direction ; nous l'avons, écrivait Servan, porté à Châlons où il pourra être utile sans nuire à la chose publique ni aux généraux s'il était encore assailli par quelques mauvais conseils².

Mais, avant tout, il importait de remplacer Lafayette. On sait à quel point l'opinion s'était déchaînée contre lui. Le héros des Deux-Mondes, le chevalier de la Révolution, le fils aîné de la Liberté n'était plus que le singe de Cromwell ou de Monck, un Caïn, un factieux, un ami des despotes et un partisan de l'étranger, *le traître Motier*. Sa fameuse pétition du 28 juin et le rejet de sa mise en accusation par une majorité de 406 voix contre 224, furent une des causes du 10 août. Le décret qui l'absout, disait Chabot, a provoqué l'insurrection³. Le 13 août, le peuple de Paris se portait à la maison de Lafayette pour la piller et la Commune faisait effacer l'inscription gravée au-dessus de la porte. Le 14, les ministres se déclaraient convaincus de la nécessité d'enlever le commandement de l'armée du Nord à ce général qui n'avait plus la confiance de la nation⁴. Le 17, sur la proposition de Thuriot, l'Assemblée chargeait sa commission extraordinaire de lui *présenter un tableau des crimes de Lafayette*, et le lendemain le conseil exécutif annonçait, aux applaudissements de la Législature, qu'il avait rappelé le général à Paris⁵.

Quel serait le successeur de Lafayette ? Serait-ce Labourdonnaye, Grimoard, Dillon, Kellermann, Montesquiou, Biron, Custine, Dumouriez ? Le choix du conseil exécutif ne pouvait s'arrêter que sur un de ces huit personnages. Deux n'étaient encore que maréchaux de camp : Labourdonnaye et Grimoard. Le premier, employé sur la frontière de Flandre, devait, après un séjour de courte durée à Châlons, où il seconda Luckner dans l'organisation de l'armée de l'intérieur, recevoir le commandement de toutes les forces du département du Nord. Il était, avant la Révolution, sous-gouverneur des enfants du comte d'Artois, mais on le regardait comme un chaud patriote. Il avait paru dans les clubs et s'était lié avec les principaux jacobins. Il réunit, écrivait Biron, à beaucoup de zèle et d'activité les principes du plus pur patriotisme. Mais Labourdonnaye n'avait pas le moindre talent militaire ; il est, disait Dumouriez, d'une médiocrité qui le met à cent piques au dessous de Kellermann. Les soldats ne le connaissaient pas, et son

¹ Voir *Première invasion prussienne*, le chapitre intitulé *Metz*, p. 201 et suiv.

² Arch. guerre. Servan à Dumouriez, 29 août.

³ Séance du 17 août, *Moniteur* du 20.

⁴ Procès-verbaux du conseil exécutif, deuxième séance.

⁵ Voir sur les événements de Sedan, sur les desseins de Lafayette et son émigration, les détails complets donnés dans le volume précédent, *La Première Invasion prussienne*, p. 52-57.

esprit inquiet, hautain, avide d'indépendance, le rendait insupportable à tous les officiers généraux¹.

Grimoard, maréchal de camp depuis le 6 février 1792, commandait alors dans la Haute-Normandie. Il avait été chef d'état-major de Bouillé. De nombreux mémoires sur la défense des frontières et ses plans de guerre offensive en Allemagne et en Italie le signalaient à l'attention des hommes du métier. On connaissait son attachement à Louis XVI ; mais on savait aussi qu'il était loyal et ferme. Il avait montré le sang-froid de son caractère et les ressources de son esprit en réprimant au mois de mars les troubles du département de l'Eure. On le fit venir à Paris ; il refusa le commandement de l'armée que Servan lui proposait, mais il écrivit un mémoire sur la situation militaire de la France et demeura près du ministre pour le conseiller et dire son avis à chaque incident de la guerre².

Les six autres personnages que pouvait choisir le Conseil avaient le grade de lieutenant général. Mais Dillon était bien médiocre et passait, non sans raison, pour un royaliste déguisé. Kellermann devait remplacer Luckner. Montesquiou commandait l'armée du Midi ; il avait accueilli les commissaires de l'Assemblée avec empressement et fait reconnaître par ses soldats les décrets de la Législative. Mais, dit Grouchy, il était plus habile à caresser l'opinion publique qu'à la mériter, et politique plutôt que militaire, il ne réunissait aucun des talents qui font le générale³. D'ailleurs on le savait ami de Lafayette ; le 23 septembre Tallien l'accusait de désorganiser l'armée et Joseph Chénier proposait sa destitution ; on le laissa préparer lentement la facile invasion de la Savoie.

Biron était le fils d'un courtisan de Madame de Pompadour et le mari de cette Amélie de Boufflers dont tous les contemporains, excepté lui, ont loué l'angélique douceur. Il s'appelait Biron depuis la mort de son oncle ; mais il avait eu, sous le nom de Lauzun, d'innombrables bonnes fortunes qu'il a racontées dans d'amusants *Mémoires*. Il fut quelque temps le favori de Marie-Antoinette, et on vit la reine se parer d'une plume de héron blanche qu'il avait portée à son casque⁴. Ruiné par ses dissipations, par ses paris et par les courses de chevaux, il s'était jeté dans les aventures de la guerre et de la politique. Il servit en Amérique sous Rochambeau. Membre de l'Assemblée constituante, il se prononça pour la Révolution. Aussi, au mois de mai 1792, l'avait-on nommé général en chef de l'armée du Rhin. L'Alsace le demandait au ministre comme le seul officier-général dont les qualités civiles et militaires pouvaient la consoler de la perte de Luckner⁵. Mais on savait qu'il était attaché secrètement à ce parti d'Orléans qui ralliait tous les courtisans aigris et besogneux. On n'ignorait pas sa complaisante affection pour Philippe-Egalité, dont il plaidait la cause auprès de Rivarol et de Bouillé. Lui-même avouait à Servan qu'il était l'intime ami du duc d'Orléans, et il demanda pour le jeune duc de Chartres le grade de lieutenant-général et le commandement de la place de Strasbourg⁶. Enfin, il n'avait qu'une connaissance superficielle de la guerre ; on se rappelait son échec de Mons au mois d'avril ; Lafayette et Dumouriez disent l'un et l'autre qu'il n'était pas grand

¹ Arch. guerre, Biron à Servan, 29 août ; *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 70 : *Tableau historique*, II, 77 ; Dumouriez. *Mém.*, I, 349.

² *Tableau historique*, II, 77-78.

³ Grouchy, *Mém.*, I, 8.

⁴ *Mém.* du duc de Lauzun, p. p. Lacour, 1858, p. 191.

⁵ Dietrich à de Grave, 9 mai, et Victor de Broglie à Servan, 21 mai (arch. guerre).

⁶ Bouillé, *Mém.*, 249 ; Biron à Servan, 7 et 13 septembre (arch. guerre).

militaire et manquait du tact indispensable sur le champ de bataille¹. En réalité, Biron s'était amolli au milieu des applaudissements et des caresses des salons. La vie de frivolités et de plaisirs qu'il menait avant la Révolution, avait brisé en lui tout ressort énergique ; l'homme qui n'avait cherché que des succès de société et les fugitives faveurs de la mode, n'avait plus la force de jouer un grand rôle ; il garda sa tournure élégante et sa bravoure, mais le héros de roman ne put devenir un héros d'histoire. A l'armée du Rhin, il fut adoré de ses soldats qu'il sut discipliner et faire subsister ; on vanta son désintéressement, son esprit, sa grâce chevaleresque, l'aménité séduisante de ses manières ; les observateurs perspicaces le comparèrent à ce duc de Vendôme si populaire et si bienveillant envers tous, mais ils ajoutèrent qu'il avait l'indolence et la mollesse du vainqueur de Villaviciosa, sans avoir son génie. Biron se contenta, pendant son commandement, d'observer les Autrichiens d'Esterhazy et les émigrés de Condé ; il laissa le péril et l'honneur des opérations militaires à son lieutenant Custine².

Philippe-Adam de Custine avait commencé de bonne heure le métier des armes et vu la guerre dès son enfance ; à l'âge de sept ans, il assistait au siège de Maëstricht. Il avait étudié à Berlin et à Vienne la tactique allemande et causé, aux manœuvres de Potsdam, avec le grand Frédéric. Engoué des traditions du système prussien, il envoya son fils à l'Académie militaire des nobles, se proclama le disciple du comte de Saint-Germain, fatigua le soldat par de ridicules exercices et acquit la réputation d'un chef tracassier et brutal. Lorsqu'éclata la guerre de l'Indépendance américaine, il partit, après avoir échangé le régiment de dragons qu'il commandait et qui portait son nom contre celui de Saintonge-infanterie. Il fut, à son retour, nommé maréchal de camp. (5 déc. 1784.) Député de la noblesse du bailliage de Metz, il se déclara pour la Révolution. Employé aux armées après la session, et lieutenant-général depuis le 6 octobre 1791, il ne cessa de donner des gages aux partis avancés. Il comptait obtenir un grand commandement. Le dur et impitoyable colonel de dragons était devenu le plus indulgent des lieutenants-généraux ; il rudoyait l'officier, mais il -flattait le soldat. Sa moustache épaisse — on le surnommait le *général Moustache*, — son air martial, ses façons brusques et familières l'avaient rendu populaire dans l'armée. Sobre, robuste, très actif, disposé aux largesses, il possédait de grandes connaissances en administration militaire et savait écouter un bon avis. Mais, selon le mot de Biron, sa tête s'échauffait dans l'exécution³ ; l'ardeur de son tempérament l'engageait souvent dans un mauvais pas ; il avait gardé l'emportement de la jeunesse, et le péril où le précipitait sa fougue imprudente, achevait de lui ravir sa liberté d'esprit. Aussi, quoiqu'il fut très fier des compliments qu'il avait reçus de Frédéric II et de l'expérience qu'il rapportait de la guerre d'Amérique, hésitait-on à le nommer général, d'armée. Vainement il obsédait le ministère de ses projets, de ses plaintes, voire de ses dénonciations. On lui préféra successivement Lamorlière, Biron, Dumouriez et Kellermann. Chacune de ces nominations excita son dépit et sa colère. Le vieux Lamorlière avait été chargé de commander l'armée du Rhin par intérim et Custine devait le

¹ Biron, dit Latour-Foissac (arch. guerre), n'était que brave et courtisan, et, quoiqu'il passât pour l'homme de France qui eût le plus d'esprit, il manquait de ce feu du génie militaire qui voit et saisit au même instant le parti qu'il peut tirer d'une circonstance périlleuse et inattendue.

² Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, IV, 287-308 ; Gay-Vernon, *Custine et Bouchard*, 46-47 ; duc de Bellune, *Mém.*, I, 85, 91, 92 ; duc de Levis, *Souvenirs et portraits*, 192, 196, 199.

³ Biron à Servan, 23 août (arch. guerre).

secondé de ses conseils. L'ambitieux général se plaignit bientôt de la faiblesse de Lamorlière et de l'importance que s'attribuait le chef de l'état-major, Victor de Broglie ; à l'entendre, il n'avait pas assez d'autorité ; seul il jugeait sainement la situation ; seul il savait ce qu'il fallait faire, et si l'on restait sourd à ses avis, on devait s'attendre à tous les événements. Biron remplaça Lamorlière ; aussitôt Custine écrivit au ministre qu'on le nourrissait de couleuvres, qu'on ne cessait de lui donner de cruels dégoûts, que Biron n'avait ni ses longs services ni son expérience : Washington et Rochambeau, disait-il, ont jugé que M. de Biron devait être à mes ordres, et on vient de proposer le contraire ! Je puis assurer que je ne compterai jamais dans ma carrière militaire de journée de Mons. Il espérait succéder à Lafayette, et ce fut Dumouriez qu'on nomma. Je suis loin, écrivit Custine au ministre, de ne pas croire aux talents de Dumouriez, mais en ai-je moins montré que lui ! Ai-je moins prouvé de patriotisme, et une grande expérience, une grande habitude du commandement ne donnent-elles pas des droits ? Quelques jours plus tard Kellermann remplaçait le vieux Luckner à l'armée de Metz. Custine exhala de nouvelles plaintes. Je le dis nettement, mandait-il à Servan, cette nomination est le coup de pied de l'âne, et il s'écriait devant Biron : Quelle folie fera Dumouriez ? Brave sans doute, mais incapable de former ou de suivre un projet, pas plus d'habitude que Kellermann à manier des troupes. Et Kellermann ! Un homme de cette incapacité ! Quel plan peut-il sortir de sa tête ! Je le vois déjà en Bourgogne, si les ennemis font une marche sur lui. On conçoit que ces récriminations nuisaient beaucoup à Custine ; les jacobins de Strasbourg écrivaient assez justement qu'il n'était qu'un brouillon, tourmenté d'une ambition démesurée, et qui n'avait jamais su ni obéir ni commander¹.

II. Il ne restait donc qu'à choisir Dumouriez, et, dit un contemporain, on fut heureux de le trouver : son nom n'était point populaire, ni sa fidélité bien sûre, mais comme personnage politique et comme militaire, il pouvait rendre d'éminents services².

Il était né en Flandre, à Cambrai, le 25 janvier 1739, mais il descendait d'une famille parlementaire de la Provence. Il mêle ainsi le sang-froid du Nord à la vivacité méridionale. Son père, commissaire des guerres, et poète à ses heures, a fait une tragédie, *Démétrius*, et traduit le *Richardet* de Forliguerra. Après avoir étudié chez les jésuites du collège Louis-le-Grand et suivi son père en Hanovre, le jeune Dumouriez s'engagea comme volontaire dans le régiment de cavalerie d'Escars. Il reçut bientôt un brevet de cornette (21 octobre 1758) qu'il justifia par une bravoure extraordinaire. Il servait sous les ordres de Fischer, le plus habile chef de partisans qu'ait eu la France au XVIII^e siècle. A Warbourg, il rallia deux cents cavaliers autour du drapeau de son régiment et couvrit la retraite. La veille de Clostercamp, il fut assailli par des hussards prussiens et abandonné de son escorte ; il se battit avec fureur et ne se rendit qu'après avoir mis cinq de ses ennemis hors de combat, le visage brûlé par des grains de poudre, le front déchiré, le bras presque fracassé. Une balle de carabine l'aurait étendu mort ; un exemplaire des Provinciales qu'il avait dans sa poche, amortit le coup (15 octobre

¹ Arch. guerre, correspondance de Custine avec le ministre, lettres à Servan (4, 6, 14 juin), à Lajard (14, 16, 24 juillet), à Clavière (24 août), à Servan (2 septembre), à Biron (7 et 11 septembre) ; lettre des jacobins de Strasbourg au ministre (juin) ; sur Custine voir Jomini, Gouvion-Saint-Cyr et surtout Lavallette, *Mém.*, I, 123, et Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 48-49.

² Daunou, *Mém.*, édit. Barrière, 410.

1760). Il fut nommé capitaine et reçut la croix de Saint-Louis ; il n'avait alors que vingt-quatre ans. Réformé le 1er janvier 1763, il demeura quelque temps à Paris et se lia d'une étroite amitié avec Favier. Ce Favier, l'homme de France qui savait le mieux son Europe, était l'un des principaux agents de la diplomatie secrète de Louis XV ; il avait composé pour le comte de Broglie, qui fut l'âme de cette diplomatie, un livre complet sur la politique étrangère de la France, les *Conjectures raisonnées sur l'état de l'Europe* ; c'est le théoricien de la diplomatie révolutionnaire ; il critiqua le premier, avec une vive sagacité, le système autrichien et préconisa l'alliance de la France avec la Prusse ; Sémonville, Maret, Barthélemy le reconnaissent comme leur maître ; Favier, dit Dumouriez, m'apprit tout ce que je sais en politique¹.

Fatigué de son inaction, le jeune officier résolut de courir le monde, et dès lors, sa vie est celle d'un génial aventurier qui cherche partout à se pousser et à se produire, tire parti de chaque occasion et de chaque rencontre, tantôt faisant le soldat l'épée au poing, tantôt agent secret, toujours actif, résolu, prenant parfois la grande route, mais le plus souvent les chemins couverts et les voies souterraines. Cette existence équivoque et flottante a gâté Dumouriez ; il en a contracté les vices et gardé la marque jusqu'à ses derniers instants. Il étudia le fort et le faible de chaque pays, mais il joua tous les rôles, même ceux de condottiere et d'espion ; si son caractère se trempa fortement, il se défit de tous les scrupules.

Il s'offre d'abord à Gênes contre Paoli, puis à Paoli contre Gênes ; repoussé par la République et par le héros corse, il s'abouche avec Costa, chef d'un parti hostile à Paoli, débarque à Porto-Vecchio, trace quelques retranchements à Bogognano, se met à la tête des gens de Sartène et tente l'assaut de Bonifacio. A son retour en France, il se présente au duc de Choiseul qui le chasse. Il passe en Espagne ; il obtient une mission du marquis d'Ossuna ; il visite Lisbonne et Coïmbre, parcourt la région du Douro, recueille des notes de toute espèce, rédige pour le marquis d'Ossuna et le duc de Choiseul un système d'attaque et de défense du Portugal. Aide-maréchal général des logis dans l'expédition de Corse (10 mai 1768), il propose des plans, se querelle avec M. de Marbeuf, enlève des redoutes, essaie avec une poignée d'hommes de s'emparer du port de l'Ile Rousse et fait capituler le château de Corte. En 1770, Choiseul l'envoie en Pologne : Dumouriez était chargé d'organiser l'infanterie des confédérés de Bar². Il appela de France la crème des aventuriers et recruta des déserteurs ; il acheta des fusils de tous les côtés ; il fit sa place d'armes du château de Landskron. Mais d'Aiguillon le rappela ; il revint, certain que les Polonais, ces Asiatiques de l'Europe, comme il les nommait, perdraient bientôt leur indépendance.

Il entra dans cette diplomatie confidentielle et occulte qu'on appelait le *secret du roi*. Il en fut la victime. Louis XV l'avait chargé de se rendre à Hambourg pour y former un corps de sept mille hommes destiné à secourir la Suède contre la Russie. Mais la négociation où s'engagea Dumouriez fut tellement obscure que Louis XV lui-même n'y comprit plus rien ; le ministre de la guerre et le ministre des affaires étrangères en ignoraient chacun une partie ; le chef de la politique secrète, le comte de Broglie, ne savait pas qu'elle fût entamée. Dumouriez, arrêté à Hambourg par un exempt sur l'ordre du duc d'Aiguillon, se laissa mener à la Bastille. Il y lut, comme Mirabeau à Vincennes, une foule de livres, et

¹ Voir sur Favier, Senac de Meilhan, le duc de Broglie, A. Sorel.

² Il avait rang de mestre de camp depuis le 11 mai 1769.

répondit sur un ton goguenard aux questions de ses juges. Au bout de six mois, on lui donna pour prison le château de Caen. Il en sortit à l'avènement de Louis XVI et se maria. Il avait retrouvé dans un couvent de Caen sa cousine germaine, Mlle de Broissy, qu'il aimait avec ardeur douze ans auparavant. Elle avait vieilli ; ses traits étaient grossis par la petite vérole ; Dumouriez la revit sans trouble et sans battement de cœur. Mais elle eut une fièvre maligne ; il la soigna durant un mois, sentit renaître pour elle une tendre affection, et l'épousa. Ce mariage romanesque fut malheureux ; Mlle de Broissy était bigote et acariâtre, elle eut cent vingt domestiques en quinze ans. Les deux époux se séparèrent à l'amiable. Dumouriez prit une maîtresse, Mme de Barruel-Beauvert ; sa femme se retira dans un couvent de Paris.

Cependant Dumouriez était devenu colonel (1775) ; mais il n'avait pas de régiment à commander. Il rédigeait mémoires sur mémoires, tantôt contre le redressement de la Lys et la création d'un port militaire à Ambleteuse, tantôt sur l'insurrection des colonies d'Amérique et la défense des côtes de Normandie. Enfin, le 23 février 1778, il reçut le commandement de Cherbourg. Aide-maréchal général des logis de l'armée de Bretagne (1er juin 1779), brigadier d'infanterie (5 décembre 1781), il fut nommé maréchal de camp le 9 mars 1788. Il avait douze mille livres d'appointements. Mais ce qu'il voulait, c'était le pouvoir, c'était l'influence sur la destinée de son pays, le ministère ou le commandement d'une armée¹. Il allait entrer dans sa cinquantième année. L'âge des vastes pensées et des espérances glorieuses semblait passé pour lui. Mais il comptait toujours avec l'imprévu. Un jour, dans l'automne de 1788, il se promenait avec M. de Beuvron sur le port de Cherbourg ; **ne croyez pas, lui dit-il, que je reste longtemps encore à végéter ici ; un grand mouvement se prépare à Paris, je vais y aller et y faire fortune**². La Révolution éclata ; Dumouriez l'accueillit avec joie. Dès que le branle commença, il n'eut plus d'autre pensée que de devenir, selon l'expression du XVIIe siècle, le maître du bal. Il ne connut pas l'enthousiasme désintéressé des Constituants ; il n'embrassa la cause des réformes que par calcul et par ambition, comme faisait au même instant Napoléon Bonaparte³. Indifférent aux grandes idées qui passionnaient alors toute la France, il voyait dans la Révolution une carrière nouvelle qui s'offrait à son activité, une voie inattendue pour tenter encore le destin et prendre sur le tard un rapide essor.

Il ne rêvait pas la destruction de la royauté. Il avait servi la monarchie durant de longues années, et, sans se croire enchaîné à aucun régime, il se contentait de cette forme de gouvernement, à condition de tout mener. Il était soldat et voulait, dans l'état comme dans l'armée, la discipline, l'ordre, une forte autorité. Homme de vigueur et d'action, il méprisait les déclamations des clubs, détestait le fanatisme révolutionnaire, et se flattait de réprimer l'anarchie. Il se déclara donc ouvertement contre l'ancien ordre de choses ; il devint membre de la Société des Amis de la Constitution ; il se lia avec Mirabeau, avec Lafayette, avec la Gironde. Mais il fit à la cour ses premières et plus grandes avances. Dès 1789, il proposait à Louis XVI un plan qui devait empêcher la prise de la Bastille. Il était le condisciple et l'intime ami de l'intendant de la liste civile, Laporte. Chaudement

¹ J'ai ouï dire à Vioménil que dans les comptes que Dumouriez lui remit de l'argent du gouvernement (en Pologne), il avait reconnu la plus grande netteté. Dumouriez n'est pas intéressé ni avide d'argent ; tout ce qu'il a fait, n'a eu d'autre motif que l'ambition de jouer un grand rôle. Clermont-Gallerande, *Mém.*, III, 448.

² Clermont-Gallerande, *Mém.*, III, 449.

³ Voir la conversation de Napoléon avec Mathieu Dumas, *Souvenirs de Dumas*, III, 363.

recommandé par Laporte, Dumouriez s'offrit au roi qu'il appelait le plus honnête homme de son royaume. Il demanda successivement le commandement de Lyon et l'ambassade de Mayence. Enfin il s'engagea, s'il entra au ministère, à sauver la monarchie. Son plan était simple et audacieux : il fallait, pour vaincre les jacobins, se faire jacobin, abonder dans leur sens, adopter leur esprit et leur langage, puis se retourner contre eux. [Croyez-vous que je les aime plus que vous](#), disait-il un jour à Vaublanc, [laissez-moi faire et vous verrez](#). Après quelques hésitations, Louis XVI consentit à se servir de Dumouriez. On le fit venir à Paris ; on le nomma lieutenant-général (6 février 1792) ; on le pria d'aider de ses conseils le ministre Delessart ; nous sommes sûrs de lui, écrit Sainte-Foy dans un rapport secret, puisque c'est nous et nous seuls qui l'avons appelé dans des vues utiles¹.

Comme la cour, le parti girondin désirait l'avènement de Dumouriez au ministère. Il commandait la 12^e division militaire à Niort (depuis le 1^{er} avril 1791), et présidait le club de la ville, lorsque arrivèrent deux commissaires civils, Gallois et Gensonné, chargés par l'Assemblée constituante de faire un rapport sur les premiers troubles de la Vendée. Devenu membre de la Législative, Gensonné prôna Dumouriez à tout venant ; il vanta devant l'assemblée son patriotisme, ses lumières et l'ardeur de son zèle ; il proposa de le nommer général d'armée ou ministre. Bientôt Dumouriez eut, selon le mot de Sainte-Foy, un crédit vraiment magique sur les girondins ; comme eux, il haïssait l'Autriche et poussait à la guerre ; il lut au club des jacobins un mémoire diplomatique qu'on couvrit d'applaudissements. Brissot loua dans le *Patriote français* son expérience militaire et sa [connaissance des diverses cours de l'Europe](#) ; les hommes, disait-il, qui veulent de la vigueur, des lumières, du patriotisme, désireraient voir M. Dumouriez au ministère².

Chargé du portefeuille des affaires étrangères le 15 mars 1792, Dumouriez fit déclarer la guerre à l'Autriche. Il était convaincu qu'une grande diversion au dehors serait utile à la monarchie ; il comptait sur le succès et pensait que la victoire donnerait à la royauté le prestige, l'autorité et une armée ; lui-même, dit Mathieu Dumas, voyait dans la guerre un moyen certain de prendre l'ascendant sur ses collègues et de se rendre populaire. Son langage fut ferme et résolu ; sa politique habile et prévoyante³. Sa nomination avait surpris l'émigration et l'Europe. [Dumouriez, s'écriait Fersen, cet intrigant et très mauvais sujet, que le comte de Broglie avait employé dans la correspondance secrète de Louis XV et qui espionna ensuite le comte de Broglie !](#)⁴ Mais un des hommes les plus libéraux de l'époque écrivait alors à Dumouriez : [Votre zèle, votre activité, l'énergie que vous témoignez en parlant au nom du peuple français, commandent et justifient la confiance](#), et il exprimait son estime profonde pour le civisme et les talents du ministre patriote⁵.

Dumouriez tomba. Il avait cru diriger la Révolution ; il s'était imaginé qu'une fois ministre, il mènerait la France et la ferait marcher. Mais il oubliait qu'il y avait alors, comme sous Louis XV, un secret du roi, et que Louis XVI, en paraissant céder au parti populaire, demandait en même temps l'intervention de l'étranger ;

¹ *Mém.* de Malouet ; Vaublanc, *Mém.*, I, 383 ; pièces secrètes de l'armoire de fer, lettres de Laporte, de Dumouriez, de Sainte-Foy au roi (*Moniteur* du 9 décembre).

² *Patriote français* du 14 mars et du 16 juin.

³ Voir *l'Invasion prussienne*, p. 15 ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 106.

⁴ Fersen à Gustave III, Fersen, II. 213.

⁵ Victor de Broglie à Dumouriez, 2 mai (arch. guerre).

il méprisait les intrigues de l'émigration ; enfin, il se méprenait, comme la plupart de ses contemporains, sur la portée de la Révolution et sur sa force d'impulsion. La diplomatie occulte de Louis XVI, les manœuvres des émigrés, surtout la propagande, le fanatisme d'égalité, l'esprit de prosélytisme de la religion révolutionnaire rompirent les plans de Dumouriez.

Il osa se séparer de la Gironde. Il se moqua de l'austérité puritaine de ses collègues ; il donna la direction générale de son ministère à l'intrigant Bonne-Carrère, malgré l'opposition de Brissot. Il fit renvoyer Roland, Clavière, Servan et prit le portefeuille de la guerre. On jugera de son audace si l'on se rappelle qu'après cette crise de cabinet, il se présenta devant l'Assemblée et lut, malgré les murmures et les cris, un mémoire sur son nouveau ministère. *L'entendez-vous, dit Guadet, il s'avise de nous donner des conseils. — Eh, pourquoi pas ?* répliqua froidement Dumouriez. Il acheva la lecture de son mémoire, le signa, le déposa sur le bureau et sortit de la salle à petits pas, en fixant d'un fier regard les membres de la gauche. *On vous enverra à Orléans*, lui dirent quelques amis. — *Tant mieux*, répondit-il avec le même calme, *je me reposerai et y prendrai des bains et du petit lait*. Mais Louis XVI rejeta les décrets dont Dumouriez exigeait la sanction ; le général, joué par le roi, compromis, ne pouvant plus se maintenir, donna sa démission (18 juin)¹.

Il se rendit à l'armée du Nord. Il semblait avoir encouru la disgrâce de tous les partis. Marie-Antoinette le regardait comme un traître dont les protestations ne méritaient nulle créance. Brissot disait hautement que son patriotisme n'était qu'hypocrisie et l'appelait *le plus vil des intrigants*, un *saltimbanque en politique et en morale*. Lafayette l'accusait de trahison et avait annoncé publiquement qu'il cimenterait en vain par le sacrifice de ses trois collègues son *équivoque et scandaleuse existence* dans le conseil du roi².

Mais Dumouriez savait prendre le vent. Mathieu Dumas le vit, au 20 juin, coiffé d'un chapeau à larges bords et enveloppé d'une longue redingote, se mêler à la foule qui remplissait le jardin des Tuileries et montrer le Château d'un geste menaçant. Il était convaincu de la chute prochaine de la royauté. On lui avait donné le commandement du camp de Maulde. Mais, en même temps qu'il aguerrissait ses troupes et gagnait leur affection en partageant leurs bivouacs, il faisait parade de son zèle révolutionnaire ; il querellait Luckner et refusait de le suivre à Metz ; il s'élevait contre le fayettisme, *Ôtez Dumouriez d'où il est*, écrivait Alexandre de Lameth au ministre d'Abancourt, *car il est coalisé avec Lille, avec le département, les clubs et il vous jouera quelque mauvais tour*. Il flattait les jacobins, et l'on sait que, dès son entrée au ministère, le 19 mars, il se présentait devant eux, coiffé du bonnet rouge, embrassait Robespierre et promettait à ses frères et amis de triompher ou de mourir avec eux. Il se rendit au club de Lille et proposa la déchéance de Louis XVI. Il alla voir Merlin de Douai et lui dit que les intrigues l'avaient dégoûté de, la monarchie constitutionnelle. Il fit connaissance avec le paralytique Couthon qui prenait des bains de boue à Saint-Amand. Couthon, comme Gensonné, subit le charme de Dumouriez ; il vit les soldats du camp de Maulde entourer leur général en poussant des vivats et l'appeler leur père ; il écrivit à Paris qu'on pouvait compter sur Dumouriez ; *j'ai été*, disait-il, *prévenu contre lui, comme tous les patriotes, mais sa conduite,*

¹ Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 192-193.

² Mme Campan, *Mém.*, 325 ; Brissot, *Patriote français* des 14 et 16 juin ; Lafayette à l'Assemblée et à d'Abancourt.

depuis qu'il est à l'armée, m'a réconcilié avec lui, et je crois qu'il nous est très essentiel ; le camp de Maulde est le camp du patriotisme et de la liberté¹.

Dumouriez était donc sûr qu'il rentrerait en scène et que la Révolution, ayant besoin d'un capitaine, se tournerait vers lui². Il envoyait lettres sur lettres à la commission des Vingt-et-un³. Il demandait le commandement en chef des troupes du Nord qu'on avait eu la sottise de confier à Dillon. Il répondait du salut de la France, si on lui donnait beaucoup d'argent et carte blanche⁴. Tantôt il écrivait directement au président de l'Assemblée et faisait semblant de croire qu'il n'y avait plus de ministre ; la nation, avouait-il plus tard, m'aurait confondu avec les autres et ignoré qu'il existait un général prêt à verser son sang pour soutenir la cause du peuple⁵. Tantôt il prenait dans ses dépêches au ministre de la guerre le ton le plus insolent. D'Abancourt lui reprochait de n'avoir pas rejoint à Metz le maréchal Luckner ; Dumouriez répondait qu'il avait de puissants motifs pour rester en Flandre.

Je reçois votre lettre, disait-il, dans un moment de crise qui n'admet pas le persiflage. Je suis aux ordres de Dillon, je l'estime et je l'aime, il est mon ancien, je lui obéirai sans répugnance. Mais la nation jugera un jour s'il est avantageux dans cette circonstance que je sois à ses ordres. Je suis, par contre-coup, aux ordres de Lafayette. Cette mesure ne peut pas tenir, et je vous prédis qu'elle sera détruite ou par les circonstances ou par la prévoyance de l'Assemblée nationale. Au reste, j'ai eu lieu, dans ma carrière révolutionnaire, de juger que ce sont toujours de grands dangers ou de grandes fautes ou de grands malheurs qui sauvent la chose publique et la mènent à bien, contre tous les calculs de probabilité. Avec de la persévérance, j'aurai le bonheur d'être un des sauveurs de ma patrie, quelque obstacle qu'y apportent mes ennemis personnels.

Cette lettre est datée du 5 août⁶ ; cinq jours après, le trône s'écroulait et Lafayette exigeait de toutes les troupes du Nord le serment de fidélité à la constitution renversée. Dumouriez écrivit aussitôt à l'Assemblée qu'il resterait fidèle à la nation, qu'il ne reconnaîtrait jamais d'autre souverain que le peuple français, qu'il approuvait **sans détours ni ménagements la terrible catastrophe du**

¹ Cp. Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 1793, p. v : **Il voyait venir les événements afin d'en profiter** ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 215-216 ; Alex. de Lameth à d'Abancourt, 9 août (*Moniteur* du 20) ; Merlin de Douai à la Convention (*Moniteur* du 9 décembre) ; Correspond, de Couthon, 30 août, 165. et lettre du même à l'Assemblée, 19 août (Ternaux, III, 445-447).

² Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 1793, p. v. N'est-il pas curieux que le 16 septembre 1789 Dumouriez écrivait à M. de La Rozière : **Il se fera une coalition de rois : c'est alors que les hommes, comme vous et moi, qui ont percé par leurs talents, deviendront les chefs nécessaires de la nation pour défendre sa liberté** (Bertrand de Molleville. II, 34).

³ Louvet, *Mém.*, 1823, p. 62.

⁴ Dumouriez à Bourdin, 30 juillet 1792, *Catalogue d'autographes*, 28 novembre 1853 ; voir *Invasion prussienne*, p. 50-51.

⁵ *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 72.

⁶ Arch. guerre, Dumouriez à d'Abancourt, 5 août.

10 août à laquelle on devait s'attendre de la part d'une nation trompée, trahie et poussée à bout¹. Le conseil exécutif provisoire lui donna le commandement en chef de l'armée du Nord. Roland, Clavière, Servan oubliaient dans le péril public leurs rancunes privées et ne se souvenaient plus que le général les avait chassés du ministère. Servan disait à Dumouriez qu'il s'efforceraient avec lui de sauver la patrie et lui parlerait toujours avec une loyale franchise. Roland lui mandait qu'ils devaient tous deux servir la France chacun à sa manière ; vous ressemblez un peu, ajoutait-il, à ces preux chevaliers qui faisaient parfois de petites scélératesses dont ils étaient les premiers à rire et qui ne savaient pas moins se battre en désespérés, quand il s'agissait de l'honneur ; et il assurait Dumouriez qu'il le seconderait toujours dans le conseil².

Trois commissaires de l'Assemblée, Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde, s'étaient rendus au camp de Maulde. Dumouriez les reçut avec les plus grands honneurs. Leur arrivée fut annoncée par vingt et un coups de canon. Ils embrassèrent tous les colonels au nom de l'Assemblée en les priant de rendre ce baiser à leurs régiments. Un soldat qui s'esquiva aussitôt pour ne pas être reconnu, mit sa montre d'argent dans les mains de Bellegarde, en lui demandant de la donner à l'Assemblée pour les frais de la guerre. On entendait de toutes parts les cris de : *Vive la liberté, vive l'égalité, vivent nos représentants !* Les bonnets, écrit un témoin de cette scène, les chapeaux, les casques, les sabres, tout cela était en l'air ; chacun s'embrassait, se serrait, pleurait, et jamais larmes n'eurent plus de douceur. Après la revue, les commissaires regagnèrent le quartier général, au milieu d'une foule de soldats et au son de la musique militaire qui jouait le Ça ira et Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille. A neuf heures du soir arrivait le courrier, porteur du décret qui nommait Dumouriez général en chef. En un moment la nouvelle se répandit dans tout le camp ; ce fut, dit Couthon, un nouveau sujet d'allégresse universelle³.

Dumouriez avait alors cinquante-trois ans. Il était petit et laid, mais d'une laideur agréable. L'idée d'habileté politique et guerrière que rappelle son nom, paraissait dans toute sa personne. Il avait les traits nettement marqués, le teint brun, le front large, le nez aquilin, la bouche grande mais douce, souriante, parfois dédaigneuse, les yeux noirs et pleins de flamme. Sa figure expressive respirait à la fois la finesse et la résolution. Il s'habillait avec élégance et se poudrait à blanc. Il gesticulait vivement avec ses mains qu'il avait petites et ridées. Ses manières aisées, courtoises, brusques par instants et néanmoins sans rudesse, faisaient un contraste piquant avec sa tournure militaire et son air martial. Il avait en un mot la mine d'un homme de guerre, mais personne n'aurait deviné en lui l'officier de fortune. Le premier général de la Révolution avait toute la politesse et la grâce de la vieille monarchie⁴.

Aussi bien n'est-il qu'un parvenu dans le monde de la Révolution. Il eut l'instinct d'un nouveau système de guerre ; il inventa ou du moins exécuta le premier une manœuvre qui transforma la tactique, l'emploi des tirailleurs en grandes bandes ; il gagna sur les escarpements de Jemmapes la première victoire qu'aient remportée les armées républicaines ; il devina que la Prusse renoncerait à

¹ Lettre du 14 août (*Moniteur* du 19).

² Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 22 et 25 août ; Mme Roland, *Mém.*, I, 399.

³ Couthon, lettre du 19 août (Ternaux, III, 446) ; les commissaires à l'Assemblée, 19 août, *Moniteur* du 23 ; lettre du grenadier Belingre, *Moniteur* du 26.

⁴ Rœderer, *Œuvres*, 1854, III, 274 ; *Un séjour en France*, 22 ; voir le portrait de Dumouriez par Bonneville, et le signalement reproduit dans le *Curieux* du 1er mars 1884.

l'alliance de l'Autriche et ses négociations de 1792 ne sont que les préliminaires de la paix de Bâle signée en 1795. Mais il appartient encore à l'ancien régime ; il a tâté de la vie des cours ; ses souvenirs et ses antécédents le poursuivent sur le nouveau théâtre qu'il aborde ; il n'est pas le produit de l'époque orageuse où il entre en scène. C'est pourquoi la diplomatie fut le vrai talent de cet homme singulier élevé dans les traditions du XVIIIe siècle et nourri des écrits de Favier. Il mêlait sans cesse la négociation à la stratégie, et même dans les marches et les combats de l'Argonne et de la Belgique, son génie diplomatique se dessinait toujours. Ne disait-il pas, en faisant un retour sur lui-même : **Il y a peu de nos héros en état de manier l'arme de la politique** ¹ Que de combinaisons sensées il avait proposées pendant son ministère ! Il voulait garantir la paix du continent par une alliance entre la France et l'Angleterre, ouvrir au commerce des deux nations de vastes débouchés, affranchir les colonies espagnoles, faire de la Belgique un état fédératif et neutre, n'annexer désormais un pays que sous la réserve du consentement des populations. Que de justes prophéties il répandit dans les écrits qu'il publia durant son exil ! Il prédit que la possession de la Vénétie serait pour l'Autriche une cause de grandes guerres, que la Prusse serait inévitablement la tête du corps germanique, que l'Allemagne ne se relèverait de sa honteuse décadence que par **l'union et un homme-roi**. Il annonça dès 1809 la chute de Napoléon en exposant avec une merveilleuse sagacité que l'armée française n'était plus à ce moment la belle armée d'Austerlitz et d'Ulm. Il prophétisa la révolution d'Espagne de 1820 et l'indépendance de la Grèce. Il déclara que la Russie ne pourrait dominer sur le Bosphore parce qu'elle rencontrerait toujours l'opposition de l'Autriche, que l'une exercerait tôt ou tard son influence sur la Moldo-Valachie et la Bulgarie, et l'autre, sur la Serbie et la Bosnie, que dans ce cas l'Angleterre prendrait pied dans les îles de l'Asie-Mineure².

Ses talents militaires n'égalait pas sa capacité diplomatique ; il les estimait, a dit Jomini, au-dessus de leur réalité. Il ne sut pas, lorsqu'il envahit la Belgique, au mois de novembre, concentrer son armée et, après la victoire de Jemmapes, qu'il dut à la supériorité du nombre, il se contenta de suivre **à pas de loup** les traces des arrière-gardes ennemies³. Il n'avait connu la grande guerre que dans ces désastreuses campagnes où, selon son expression, le maréchal de Broglie jouait mix barres avec Ferdinand de Brunswick. De même qu'il y avait de l'agent secret dans sa politique, de même il y avait du capitaine d'aventures, du chef de bandes corses ou d'insurgés polonais dans sa manière de faire la guerre. Il n'avait pris part qu'à des housardailles commandées par Fischer ou à des combats dans les maquis ; il en retint toujours quelque chose.

Mais il possédait cette confiance en soi-même qui fait aussi la confiance publique **le plus fort des leviers dans les moments de révolution**⁴. Il savait comment on mène les Français et comment on gouverne l'homme-soldat. Malgré ses cinquante-trois ans, il avait ce feu, cet éclat, cette verve militaire qui séduisent les troupes et les entraînent ; il avait l'art de donner du cœur à son armée, de

¹ *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 71. On retrouve dans Dumouriez beaucoup de traits du caractère et du talent du comte de Broglie, même de ses défauts. (Mallet du Pan, II, 490).

² Boguslawski, *der General Dumouriez*, 1879, II, 289-298.

³ Jomini, *Hist. crit. et milit. des guerres de la Révol.*, II, 244.

⁴ Puget-Barbantane, *Mém.*, 1827, p. 85.

l'enflammer et, comme disait Servan, de l'électriser¹. Ses airs d'audace et parfois même de jactance, ses paroles où brillaient toujours la belle humeur et l'esprit gaulois, la tranquillité qu'il montrait au milieu de l'activité la plus grande et parmi les plus dangereuses agitations, égayaient tout son monde et inspiraient l'assurance. Il importait surtout, dans les premières guerres de la Révolution, de ne point paraître timide ; *si vous allez, écrit Monluc, ne parlant à personne, triste et pensif, quand tous les soldats auraient cœur de lion, vous le leur ferez venir de moutons*. Dumouriez s'entendait mieux qu'aucun autre général de son temps à dissiper les alarmes, à propager autour de lui par son attitude et son langage l'espérance et la joie, à relever le moral ébranlé, à mettre en jeu, selon sa propre expression, l'amour-propre national².

Au demeurant, c'était, comme dit Mme Roland, un roué qui se moquait de tout, hormis de ses intérêts et de sa gloire. Mais il avait les plus brillantes qualités. Tous ceux qui l'approchent pendant son ministère, sont comme éblouis et fascinés. Dumont avoue qu'il entraîne tout par son ascendant, et ses adversaires mêmes louent l'étendue de ses vues, sa promptitude de décision, son infatigable activité³. Il pétillait d'esprit et on cite partout ses bons mots ; il divertit Louis XVI dans le conseil des ministres, déride le grave Roland et mêle de justes vérités aux anecdotes amusantes. Il entendait, rapporte un de ses commensaux, tout ce qui se disait dans une compagnie et devinait ce qu'il n'entendait pas. Le style de ses dépêches et de ses mémoires, incorrect et négligé, a cependant de la vigueur et du nerf ; on sent, en le lisant, que ce général d'armée connaît les meilleurs écrivains de la littérature nationale. *Quelle différence, s'écrie Mme Roland, de cet homme tout vicieux qu'il est, avec Luckner qui fut quelque temps l'espoir de la France !*⁴

Il n'avait pas malheureusement cette volonté forte et suivie, cette froide fermeté de la raison, cette mâle fierté de l'âme qui font les grands hommes. Il eut des éclairs de génie ; il n'eut jamais ce que le génie a de mûr et d'achevé. Impatient et fougueux comme un jeune homme, semblable, dit un contemporain, à un peloton de salpêtre⁵, il ruinait ses combinaisons par une parole indiscrete ou par une démarche précipitée. Il comptait trop sur la fortune et sur les ressources de son esprit. Hardi, avantageux, plein de lui-même, il voyait toujours et du premier coup d'œil les beaux côtés d'une situation ; il oubliait ou méprisait les difficultés ; il avait le vice français du XVIIIe siècle, l'étourderie⁶. *Je trouvai en lui, écrit*

¹ Servan à Dumouriez, 10 sept. ; c'est aussi le mot de Mercy.

² Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 7 septembre. Il a, dit Peltier, tout ce qui séduit et attache les Français (*Dernier tableau de Paris*, tome I, appendice au n° 5, aperçu de la situation de l'Europe, p. 65).

³ Il vit, dit Mallet du Pan (II, 490), avec trois cuillerées- de soupe et dort trois heures sur vingt-quatre, couché sur un grabat ; personne n'est laborieux comme lui, et il lui arrive souvent de *faire mettre à côté de lui une pièce de viande, du pain et de l'eau, et de rester deux jours de suite à écrire sans débrider*. Cp. Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 161.

⁴ Mme Roland, *Mém.*, I, 384 et 413 ; Dumont, *Souvenirs*, 413 ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 132-133.

⁵ Mallet du Pan, *l. c.*

⁶ C'est le mot de Vaublanc, *Mém.*, I, 454 ; de Dumont, *Souvenirs*, 414 ; de Montmorin, *Correspondance entre Mirabeau et de La Marck*, III, 315 et 317 ; cp. Fersen, II, 70 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 402, et Bülow, *Esprit du système de guerre moderne*, trad. par Tranchant-Laverne, 1801, p. 237 ; *Jamais Français n'a été plus Français que Dumouriez*.

Fersen qui le vit après sa défection, un vrai Français, ayant de l'esprit et peu de jugement ; tout son plan a manqué par son excès de confiance dans ses forces.

Il eut un beau moment qui rachète peut-être ce qu'il y a de petit et de méprisable dans la fin de sa carrière. S'il a dicté des plans de campagne aux adversaires de Napoléon et fait cause commune avec l'étranger, s'il a mendié les subsides de Louis XVIII et vécu d'une pension de l'Angleterre, il repoussa l'invasion dans le mois de septembre 1792. Le souvenir de sa marche de Sedan sur Grandpré, de sa défense de l'Argonne, de son obstination au camp de Sainte-Menehould, de ses négociations adroites avec les Prussiens doit nous rendre indulgents pour ses erreurs et couvrir sa trahison, si grande qu'elle ait été. Louis-Philippe proposa vainement en 1814 de le nommer maréchal de France ; ne voyez-vous pas, lui dit Dumouriez, que j'ai sur le front écrit en lettres de feu ce qu'ils ne me pardonneront jamais ? C'est le mot *Champagne* !¹

III. A peine nommé général en chef, Dumouriez prêta devant les commissaires Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde le serment de vaincre ou de mourir. Il écrivit à l'Assemblée qu'elle lui donnait l'exemple du courage, lui promit de punir le crime de Sedan et jura qu'il étoufferait la rébellion de Lafayette, ce petit Sylla. Mon sang s'enflamme, disait-il avec emphase, quand je pense qu'une municipalité, aveuglée par un intrigant qu'elle a pris pour son idole, ait osé porter une main coupable sur les représentants de la nation, investis d'un pouvoir devant lequel tout doit plier². Après ces belles paroles, il envoya à Sedan un de ses officiers de son état-major, Chérin, accompagné d'un trompette.

Il ne songeait qu'à la conquête des Pays-Bas autrichiens ; c'était son projet favori, son idée fixe, et toutes les forces de son esprit se concentraient depuis longtemps sur ce seul objet. Rochambeau battu dès ses premiers pas, Luckner n'osant dépasser Courtrai, Lafayette représentant l'invasion de la Belgique comme fort hasardée, rien n'avait pu détourner Dumouriez de son dessein, et il se flattait de réussir où ses prédécesseurs avaient échoué. Il était Flamand et avait de grandes intelligences dans la Flandre française et autrichienne. En 1763, après son voyage en Corse, il avait passé quelques jours à Mons où il connaissait beaucoup de monde.

En 1790 il avait reçu du ministère une mission secrète et parcouru de nouveau la Belgique, explorant le terrain, étudiant à loisir son échiquier, se liant avec les chefs du parti démocratique³. Il avait la conviction que la Belgique était le point vulnérable de l'Autriche, qu'il suffisait de forcer résolument la frontière et de déployer des forces imposantes, que la population impatiente du joug étranger se soulèverait à la première nouvelle d'un éclatant succès et accueillerait les Français comme des libérateurs. Conquérir la Belgique, disait-il, c'était enlever à l'Autriche le plus beau fleuron de sa couronne⁴. Il savait d'ailleurs que cette invasion serait populaire ; elle était entreprise au nom de la liberté ; elle avait pour but d'affranchir un peuple très rapproché de la France par les mœurs et la langue. L'opinion s'était vivement émue lorsque les Belges avaient pris les armes en 1789 ; on s'était irrité contre Louis XVI qui demeurait tranquille au milieu de leur insurrection et leur refusait son appui ; on avait fait des vœux pour leur

¹ Vatout, *Le Palais-Royal*, 227. S'il nous abandonna, dit Thiers. il nous avait sauvés.

² Dumouriez au président de l'Assemblée, 18 août (*Moniteur* du 22).

³ Il devait cette mission à Lafayette. *Mém. de Lafayette*, III, 310.

⁴ *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 67.

indépendance ; tous les écrivains révolutionnaires, dit le comte de La Marck, étaient les apologistes et les prôneurs de l'insurrection belge ; Camille Desmoulins intitulait son journal *les révolutions de France et de Brabant* ; Servan approuvait la [grande idée d'établir la liberté dans la Belgique](#), et, dans la séance du 3 septembre 1792, Duhem proposait à l'Assemblée législative de suspendre les remerciements et les lettres de félicitation jusqu'à ce que le Brabant fût libre¹.

Un autre motif, plus puissant encore, déterminait Dumouriez à l'invasion de la Belgique. [Je ne me suis pas dissimulé](#), disait-il dans un rapport du 4 mai, [l'insubordination des troupes et l'inexpérience des officiers, mais j'ai compté sur le courage français](#). L'événement justifia sa prévision. Il craignait la confusion que produirait la guerre défensive, ordinairement circonspecte et timide. En restant sur la frontière, à cinquante lieues de Paris, on courait le risque, après un seul désastre, d'ouvrir à l'adversaire le chemin de la capitale. Il valait mieux envahir le territoire ennemi, porter hardiment la lutte dans les Pays-Bas autrichiens, pousser l'armée en avant, l'entraîner, lui donner de la vigueur et de l'élan, l'animer de cette vaillance entreprenante qu'ont toujours les troupes qui attaquent.

Tout entier à ce plan d'offensive, et persuadé qu'il fallait chercher en plein Brabant le salut de la France, Dumouriez écrivit à l'Assemblée qu'il allait [tenter la noble entreprise de porter la liberté dans les provinces qui frémissaient sous le despotisme](#). Il avait lu Plutarque, et, comme tous ses contemporains, il était hanté par les souvenirs de l'antiquité. Il se rappelait Agathocle assiégé dans Syracuse par l'armée punique et débarquant en Libye pour rendre à Carthage siège pour siège. Il se rappelait Scipion changeant soudain le théâtre de la guerre, descendant en Afrique et délivrant sa patrie par une audacieuse diversion. Dumouriez rêvait la même gloire qu'Agathocle et Scipion ; en annonçant aux [pères conscrits](#) de l'Assemblée législative la prochaine invasion de la Belgique, il ajoutait fièrement : [C'est ainsi que le peuple romain transportait son armée en Afrique, pendant qu'Annibal était aux portes de Rome !](#)²

Servan lui conseillait de prendre aussitôt le chemin de Sedan et de se mettre à la tête de l'armée de Lafayette. Mais Dumouriez ne l'écoutait pas ; quitter son camp de Maulde, c'était renoncer à l'expédition de Belgique, et rien ne lui tenait tant au cœur. Il objectait que son commandement, de Dunkerque à Montmédy, était trop étendu : qu'il ne pouvait à la fois envahir les Pays-Bas autrichiens et organiser la défense entre Sambre et Meuse ; qu'un seul homme ne suffirait pas à soutenir cet énorme fardeau ; il fallait donc le soulager et envoyer Dillon à Sedan.

Il est vrai que Dillon avait approuvé Lafayette après le 10 août ; il était suspect ; il n'osait plus traverser la grande place de Valenciennes et faisait un détour pour éviter la foule qui l'aurait hué³. Mais il s'était hâté de battre sa coulpe et de s'humilier devant les commissaires de l'Assemblée ; il leur avait déclaré qu'en rédigeant son ordre du jour du 13 août, il ne connaissait encore ni les faits ni les vrais coupables ; il leur avait assuré qu'il mourrait, s'il le fallait, pour la défense de la liberté, et que, quoique l'ancien de Dumouriez, il était heureux de servir

¹ *Correspondance entre Mirabeau et La Marck*, I, 135 ; arch. guerre, lettre de Servan, du 25 août ; *Moniteur* du 5 septembre.

² Dumouriez au président de l'Assemblée, 18 août (*Moniteur* du 22).

³ Money, *The history of the campaign of 1792*, p. 33.

sous ses ordres. Bellegarde, Delmas, Dubois-Dubay louèrent la loyauté de Dillon et les dispositions militaires qu'il avait prises ; Dumouriez vanta son patriotisme et ses talents. L'Assemblée avait décidé qu'il perdait la confiance de la nation et que le Conseil exécutif était chargé de pourvoir à son remplacement ; elle suspendit l'envoi du décret. Le 20 août, Dumouriez, avec l'approbation des commissaires, nommait Dillon [commandant le corps d'armée depuis la Sambre jusqu'à la Meuse, ci-devant sous les ordres de Lafayette](#). Dillon lui rendrait compte de ses mouvements et se concerterait avec lui sur les plans de défensive et d'offensive, mais il resterait maître des moyens et des détails de l'exécution¹. Il avait pour chef d'état-major le maréchal de camp Vouillers, pour lieutenants, le brave Chazot, l'officier du génie Gobert, le Polonais Miaczynski et l'Anglais Money ; pour escorte, le 6^e régiment de chasseurs à cheval. [Il a le caractère ferme, écrit Dumouriez, il viendra à bout de déraciner à Sedan l'esprit de rébellion : d'ailleurs, à son arrivée, il trouvera Lafayette mort ou émigré.](#)

Mais le 20 août, le conseil général du district de Douai dénonçait Dillon à la Législative, et Duhem l'accusait d'avoir morcelé ses troupes en petits paquets qui ne pouvaient résister à l'ennemi. L'Assemblée décréta de nouveau que Dillon avait perdu sa confiance, et Servan lui retira tout emploi. Dumouriez ne cacha pas son humeur. Dillon était le seul officier-général qu'il pût envoyer à sa place au camp de Sedan. Il affirma plus vivement que jamais la franchise et la droiture de son lieutenant. Il venait d'apprendre que Lafayette émigrerait et que Luckner céda le commandement de l'armée de Metz à Kellermann. [Quel général, mandait-il à Servan, serait assez audacieux pour jouer le rôle de Lafayette ou de Bouillé ? Lafayette n'a pu égarer ses troupes avec tous ses moyens de séduction ; aucun autre ne peut être assez fou pour tenter la même aventure ; entre Kellermann et moi, il serait bientôt mis à la raison. Vous pouvez assurer le conseil et l'Assemblée que la cordialité la plus fraternelle règnera désormais entre les généraux, tous animés du même esprit, tous *sans-culottes*.](#) Le ministre n'insista plus. Il écrivit à Dumouriez que le Conseil exécutif n'avait été que l'organe de l'opinion publique ; [songez, ajoutait-il, que l'on se masque bien, que l'on ne se change pas dans un jour : la voix du peuple est devenue plus que jamais la voix de Dieu ; mais c'est à votre sagesse que l'on s'en rapporte](#)².

Dumouriez crut avoir assez fait pour la défense de la frontière ; le reste regardait Kellermann et Dillon ; pendant que les armées de Sedan et de Metz arrêteraient les Prussiens, l'armée qu'il formait à Valenciennes envahirait la Belgique et [serait entraînée par la rapidité d'une guerre offensive](#).

L'offensive, tel était le mot qui revenait, comme un refrain, dans ses lettres à Servan. Prendre une offensive vigoureuse, déconcerter les alliés en ripostant à l'invasion de la Lorraine par l'invasion du Brabant, frapper un grand coup sur l'extrémité de leur ligne, changer le sort de la campagne par cette irruption imprévue et foudroyante en pays ennemi, voilà le rôle qu'il se réservait. Qu'importe que les coalisés prennent deux ou trois places : Longwy, Montmédy, Verdun ? Les succès de Dumouriez en Belgique changeront la nature de la guerre ; [non seulement, écrivait-il au ministre, ils seront un contrepoids dans la balance, mais ils la feront pencher en notre faveur.](#) Déjà commencent les

¹ Arch. guerre, ordre pour le lieutenant-général Dillon ; arch. nat., AA, 61, papiers de Galbaud, p. 110.

² Cp. sur ce curieux épisode la correspondance de Dumouriez et de Servan (arch. guerre), lettres du 20 au 25 août, et le *Moniteur* des 20, 22, 23 et 25 août.

préparatifs de l'invasion. Il appelle à son quartier général et prend pour aide de camp un de ses agents diplomatiques les plus avisés, Fortair, qui [suivra militairement la partie belge qu'il a si bien suivie politiquement depuis un an](#). Il fixe à 6.000 hommes le nombre des volontaires belges destinés à former l'avant-garde de l'armée qu'il ne nomme plus que l'armée offensive. Il projette d'organiser avec les déserteurs autrichiens et les soldats des régiments suisses huit bataillons francs composés chacun de huit cents hommes. Il prie le ministre de la marine de lui céder un officier d'artillerie, Thouvenot, qui dirige la fonderie d'Indret et dirigera celle de Malines. Il fait venir par Dunkerque des armes de la Hollande. Il nomme cinq lieutenants-généraux : Moreton, qui sera son chef d'état-major ; Beurnonville, qui l'avait activement secondé au camp de Maulde, et les trois commandants de Lille, de Douai et de Condé, Labourdonnaye, Marassé et O'Moran. Il fait des maréchaux de camp : Dampierre, colonel du 5e dragons ; Duval, colonel du 6e dragons ; La Marlière, colonel du 41e régiment d'infanterie ; Ruault, colonel du 56e ; Fiers, colonel du 3e régiment de cavalerie, etc. Il donne à Duval le commandement du camp de Pont-sur-Sambre, vacant depuis le départ de Dillon¹.

Vainement d'Hangest écrit de Sedan que les alliés investissent Longwy. Tant mieux : que les ennemis perdent leur temps devant les forteresses, et Dumouriez conseille à d'Hangest d'assaillir leur flanc droit pendant que Kellermann attaquera leur flanc gauche. Vainement les commissaires de l'Assemblée annoncent que Sedan ne saurait faire une longue résistance, qu'ils trouvent des hommes, du courage, du patriotisme, mais qu'il manque un chef, une direction à tous ces moyens ; Dumouriez répond que Dillon et Chazot sont en route. Vainement Servan représente qu'il faut renvoyer à l'hiver l'invasion de la Belgique, qu'il s'agit avant tout du salut de la capitale, qu'un patriote doit défendre sa propre liberté avant de conquérir celle des autres. Vainement il prie Dumouriez de se concerter avec Kellermann, de se mettre à la tête des troupes de Sedan et d'arrêter la marche des envahisseurs. Le général ne bouge pas et regarde toujours du côté de Bruxelles².

Mais les événements se déroulaient avec une rapidité imprévue. Longwy, qui devait tenir trois semaines, capitulait après trois jours de siège ; l'armée du Centre reculait sous les murs de Metz ; Prussiens, Autrichiens, émigrés se précipitaient en Lorraine et marchaient sur Verdun en criant [à Paris !](#) Dans la nuit du 24 au 25 août Westermann arrive de Sedan au camp de Valenciennes ; il confirme la nouvelle de la reddition de Longwy ; il annonce que d'Hangest ne sait que gémir, que l'armée réclame à grands cris un général, que Dillon n'ose se rendre au camp et attend à Givet les ordres de l'Assemblée ; que Chazot commande provisoirement les troupes, mais n'inspire pas la confiance. Les lettres de Servan se succèdent, pressantes et anxieuses. [Il n'y a pas un moment à perdre pour vous rendre à Sedan](#), écrit-il à Dumouriez ; [c'est mon avis, l'opinion du conseil et celle du public. Si quelque officier-général connu avait pu s'y rendre, on aurait vu votre résistance avec moins de peine, mais nul de vos](#)

¹ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 20 et 23 août ; Dumouriez à Fortair, 24 août (ce Fortair fut plus tard architecte, puis, grâce à la recommandation de Dumouriez, nommé par Macdonald chef de bureau adjoint au secrétariat général de la Légion d'honneur) ; *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 128 et 266 ; arch. nat.. AA, 61, papiers de Galbaud, p. 53 et 54 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 248-251.

² Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 23 août ; les commissaires à la commission extraordinaire, 23 août ; Servan à Dumouriez, 24 et 25 août ; Dumouriez, *Mém.*, I, 251.

subordonnés n'a jamais manié de troupes, et dans les circonstances où nous nous trouvons, la plus petite faute peut déterminer ou précipiter la chute de la liberté et même de la patrie. La sûreté de l'empire est confiée à votre zèle et à votre responsabilité. Les ennemis, ajoute Servan, se dirigeront sur Verdun ou sur Thionville ; s'ils se portent sur Verdun, tâchez de vous approcher de la place en remontant la rive gauche de la Meuse et de leur interdire le passage de la rivière ; s'ils attaquent Thionville, suivez-les, inquiétez leurs derrières et gênez les opérations du siège¹.

Dumouriez quitta la Flandre à contre-cœur, mais sans renoncer au dessein d'envahir la Belgique. Il fit venir de Lille à Valenciennes Labourdonnaye qui devait commander en son absence toutes les troupes du Nord. Il nomma Ruault gouverneur de Lille. Il chargea Moreton et le commissaire des guerres Malus de presser l'exécution des mesures qu'il avait méditées pour hâter l'invasion du Brabant². Le 27 août il partait en jurant à Moreton et aux commissaires de l'Assemblée qu'ils le reverraient bientôt et qu'avant la fin de l'année, la conquête des Pays-Bas autrichiens serait un fait accompli. Personne ne le crut, mais il tint parole. Il partait en poste, sans argent, sans chevaux de selle ; il n'emmenait que Westermann et son valet de chambre Baptiste.

IV. Le 28 août Dumouriez était à Mézières. Les membres du département lui rendirent visite ; il les blâma d'avoir encouragé la résistance de Lafayette, mais, dit-il, ils me parurent honteux et désireux de réparer leurs fautes³. Le même jour il se rendait à Sedan.

Le lendemain (29 août) il parcourut le camp. Une grande partie de l'armée était prévenue contre le nouveau général ; on le regardait comme un homme de plume dont la vie s'était passée dans les bureaux du ministère et dans de petits commandements ; on l'accusait d'avoir perdu Lafayette par ses intrigues. Il ne vit partout que des visages sombres et irrités ; pas de cris, pas de vivats, mais le silence d'une armée chagrine et méfiante. Un grenadier osa dire tout haut : *C'est ce b.....-là qui a fait déclarer la guerre*. Dumouriez entendit le mot : *Croyez-vous, répondit-il, gagner la liberté sans vous battre ?* Un autre cria : *A bas le général !* Il courut au bataillon d'où partait ce cri, puis, tirant son épée : *Que ce mauvais soldat, dit-il, vienne se mesurer avec moi !* Personne ne bougea. *Mes amis, reprit-il, cet homme est un lâche, indigne de demeurer parmi vous*. Le soldat fut maltraité par ses camarades, et Dumouriez acclamé⁴.

Son premier soin fut d'envoyer du secours à Verdun. Il donna l'ordre au lieutenant-colonel d'artillerie Galbaud de se jeter dans la ville avec deux bataillons et le nomma maréchal de camp *pour lier son sort à celui de la place et le faire respecter davantage de la garnison*⁵. Il assigna un autre emplacement à

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 252 ; arch. guerre, lettres de Servan, du 26 et du 27 août.

² Arch. Guerre, Moreton à Servan, 28 août.

³ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, lettre du 28 août, datée de Mézières ; *Moniteur* du 31. Chazot avait déjà fait appel au patriotisme ardennais dans une proclamation contresignée par le président et le secrétaire du conseil général, Philippoteaux et Gailly (27 août).

⁴ Dumouriez, *Mém.*, I, 253 ; Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 162 ; d'Allonville, *Mém. secrets*, II, 389.

⁵ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 29 août ; voir *Invasion prussienne*, chapitre de Verdun.

ses troupes, car il connaissait l'approche de Clerfayt et redoutait une attaque. Les magasins se trouvaient à Stenay, à quelques lieues en avant ; il les fit évacuer. Le camp établi entre la Meuse et la Chiers, sur les hauteurs de Vaux, était en l'air et occupait une trop grande étendue de terrain ; il le transporta sous les murs de Sedan, à Bazeilles. Il mit l'avant-garde à Mouzon sur la rive gauche de la Meuse et envoya Miaczynski à Stenay avec un millier d'hommes¹.

Qu'allait-il faire de cette armée ? Dès son arrivée à Sedan, il mandait à ses chers amis, Bellegarde, Delmas et Dubois-Dubay, qu'il avait le dessein de **côtoyer l'ennemi pour lui disputer le passage des rivières**. Il ordonnait à Duval de se rendre à Rethel avec les troupes du camp de Pont-sur-Sambre, soit pour se joindre à l'armée de Sedan, soit pour se diriger **sur les parties de la Champagne menacées par la marche rapide de l'ennemi**. Il annonçait aux trois commissaires qu'il **marcherait au travers de plusieurs départements** et les pria de se rendre à son camp : **il est absolument nécessaire pour moi et encore plus pour la patrie que vous veniez me joindre pour appuyer par le pouvoir qui vous est délégué toutes mes réquisitions**². Il voulait donc se porter, selon le désir de Servan, sur le flanc des alliés, leur barrer le chemin de Paris et peut-être empêcher la prise de Verdun, en un mot faire la guerre défensive.

Mais tout ce qu'il voyait et entendait autour de lui le convainquit bientôt que son armée ne pourrait soutenir le choc des Prussiens. **Il s'en faut de beaucoup, écrivait-il le 29 août à Servan, que l'esprit de cette armée soit aussi bon que celui du camp de Maulde. C'est la seule force militaire qu'on peut opposer, mais cette force est un fantôme et se détruira d'elle-même si les ennemis avancent sur nous**. Il revint donc à son plan d'offensive en Belgique. A Sedan, comme à Valenciennes, il persistait à croire qu'il fallait envahir le Brabant et **tenter un coup hardi qui déconcerterait l'adversaire**. En marchant au-devant des Prussiens, on courait à la défaite ; en reculant sur la Marne ou sur Paris, on exposait l'armée à la panique et à la débandade. Ne valait-il pas mieux attaquer les Pays-Bas autrichiens ? Les Impériaux, affirmait Dumouriez, se sépareront de leurs alliés pour nous suivre, et dès lors les Prussiens demeurés seuls et laissant trop de troupes en échelons pour garder leurs lignes de communication, seront accablés à la fois par Kellermann qui les prendra en queue et par Luckner qui les attend au passage de la Marne ; voilà le seul moyen de détourner l'invasion ; renforcez Kellermann à son camp de Metz, portez une grande force sur Châlons et attendez nos succès dans la Belgique³.

Pour obtenir plus sûrement l'approbation du ministre, il réunit un conseil de guerre auquel assistèrent les lieutenants généraux Dillon et Chazot, les maréchaux de camp Money, Miaczynski, Dubouquet et Vouillers, le colonel du génie de Lafitte-Clavé, l'adjutant-général Thouvenot⁴. Il a raconté dans ses Mémoires cette séance dramatique. Il assure qu'il déploya sur la table du conseil

¹ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.

² Bibliothèque de Verdun, *Verdun-Révolution*, II, p. 18, lettre de Dumouriez aux commissaires de l'armée du Nord, 28 août.

³ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 29 août.

⁴ Quoi qu'en dise Dumouriez, ni d'Hangest, ni Dietmann, ni Petiet n'assistèrent à ce conseil de guerre qui eut lieu, non pas le 28, mais le 29 dans la soirée. Lafitte-Clavé avait été lieutenant-colonel du génie à Cherbourg, puis colonel-directeur du génie à Valenciennes ; il connaissait très bien la frontière des Pays-Bas, et, lorsqu'il était capitaine de génie à Cambrai, en 1778, rédigea un excellent mémoire sur la *frontière de Flandre et du Hainaut, depuis Dunkerque jusqu'à Charlemont* (*Tableau hist.*, I, 10-61).

la carte de la Champagne et fit un éloquent discours. Il prouva que Verdun était perdu sans ressource, mais que l'armée de Sedan, malgré son petit nombre, était en état de défendre le sol de la patrie contre les Prussiens, qui seraient retardés dans leur marche par les sièges, par leurs équipages, par leurs propres convois. Dillon proposa de se retirer derrière la Marne, à Châlons ou à Reims, et tous les membres du conseil l'approuvèrent. Mais Dumouriez ne voulait en réalité qu'étudier ses lieutenants. Il leva la séance sans se prononcer, il retint auprès de lui Thouvenot dont il avait deviné les talents, il lui révéla son plan de campagne ; voilà, lui dit-il, en montrant sur la carte la forêt d'Argonne, voilà les Thermopyles de la France. Jamais, ajoute Dumouriez, la communication du feu électrique n'a été plus prompte que cette opinion sur le génie de Thouvenot ; pleins de confiance dès ce moment l'un dans l'autre, ils se jurèrent amitié et ne pensèrent plus qu'à détailler ce projet¹.

Le récit de Dumouriez est démenti par le procès-verbal du conseil de guerre et par les témoignages de Dillon, de Money et de Gobert. Loin de dire qu'il faut se porter derrière la Marne et en défendre le passage, tous les membres du conseil, Dillon et Chazot, Money et Miaczynski, Vouillers et Dubouquet, Lafitte et Thouvenot, affirment, avec Dumouriez, que le seul moyen de sauver la France est de faire une grande diversion dans les Pays-Bas autrichiens. Dillon, le premier, ouvre cet avis et déclare qu'on ne peut attaquer de front un ennemi formidable, que la Meuse est guéable en soixante-quatre endroits de Verdun à Stenay, que les Prussiens franchiront la rivière sans obstacle où et quand ils voudront, qu'il faut donc se jeter sur la Belgique en laissant de bonnes garnisons dans les places fortes de Sedan à Maubeuge. Après Dillon et comme Dumouriez, le conseil propose de changer la nature de la guerre et de la rendre offensive, de rassembler 40.000 hommes en Belgique, de diriger l'armée de Sedan sur Bruxelles et les troupes du camp de Maulde, renforcées de tous les volontaires de l'armée du Nord, sur la gauche de Tournay. Comme Dumouriez, le conseil pense que les Autrichiens abandonneront aussitôt leurs alliés pour défendre les Pays-Bas et que les Prussiens, réduits à leurs seules forces, s'arrêteront dans leur marche et se garderont bien de s'enfoncer dans l'intérieur de la France. Comme Dumouriez, le conseil avoue que ce parti semble extrême, mais il n'est que prudent, nous sortons le fléau de la guerre de notre propre pays et nous le portons chez nos voisins. Comme Dumouriez, le conseil prétend que l'invasion de la Belgique peut seule donner à l'armée de l'ensemble et de l'espoir et la sauver de la dissolution. Comme Dumouriez, le conseil s'oppose à la guerre défensive, trop méthodique et trop savante ; elle nous fera toujours faire des marches rétrogrades et nous ramènera à Paris avec les ennemis à notre dos. Si l'armée nous voit consulter les règles de la prudence et reculer devant l'ennemi, elle se méfiera de nous et se portera peut-être à des insurrections et au désordre. Un seul échec, et encore agitée par l'esprit de division que la fuite de Lafayette y a semée, elle se débande entièrement. Comme Dumouriez, le conseil déclare enfin que l'armée manque de tout et ne trouvera qu'en Belgique les ressources qui lui font défaut : c'est en Belgique que nous pensons unanimement qu'est le salut de la France, voilà notre opinion dernière². Vouillers fut chargé de porter à Paris le

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 254-257.

² Arch. guerre, procès-verbal du conseil de guerre du 29 août ; cp. Dillon, *Compte rendu au ministre de la guerre*, 1792, p. 9 ; Money, *The campaign*, 38 ; *Mémoire* de Gobert sur les opérations du 28 août 1792 au 3 août 1793 (arch. guerre).

procès-verbal de la délibération et d'expliquer au conseil exécutif les détails du plan d'offensive.

V. Cependant le ministre de la guerre avait appris l'arrivée de Dumouriez à Sedan. Il crut que le général,, renonçant à l'invasion de la Belgique, se dirigeait sur le flanc des alliés et n'avait plus d'autre but que d'arrêter leur marche sur la capitale. Depuis plusieurs jours, il ne cessait de **dire la même chose** à Dumouriez ; **je contrarie vos désirs les plus vifs, lui écrivait-il, mais croyez bien que, puisque j'insiste, c'est que je vois le salut de l'État et votre gloire attachés aux mesures que je prescris**¹. Soudain Vouillers arrivait à Paris ; il annonçait que Dumouriez était plus que jamais résolu, malgré les injonctions ministérielles, à pénétrer dans le Brabant, qu'il avait tenu conseil de guerre et que tous les officiers généraux de son armée s'étaient rendus à ses raisons.

Servan exposa la situation au conseil exécutif provisoire, et, le 1er septembre², après s'être entretenu longtemps avec Vouillers, après avoir consulté Lacuée et Grimoard, après avoir obtenu l'assentiment de Danton et de ses collègues, il écrivit à Dumouriez. L'invasion de la Belgique, disait-il, n'arrêterait pas les Prussiens ; **vous ne leur ferez pas changer le projet de marcher en avant, bien assurés, s'ils réussissent, de se faire rendre le Brabant ou de le reprendre dans un instant**. L'armée de Sedan devait diriger sa marche sur l'Argonne et le Clermontois, et se rapprocher de l'armée du Centre ; toutes deux se réuniraient et défendraient de concert le pays entre Meuse et Marne, pendant que derrière elles, sur l'Aisne, l'Oise et la Seine, on lèverait de nouvelles troupes et remplirait les magasins. L'affaire la plus importante, ajoutait Servan, est de gagner du temps, et qui gagne du temps, remporte des victoires : il faut organiser nos forces, augmenter notre matériel et nos approvisionnements, encourager les populations par le spectacle de nos efforts ; il faut convaincre l'envahisseur que nous voulons être libres. Kellermann marche à votre rencontre et vous secondera ; le pays est propre à la défensive ; si vous êtes contraints de l'abandonner, vous l'aurez ruiné par le séjour de votre armée, et les ennemis n'y trouveront pas de quoi subsister. En un mot, ralentissez la marche de l'invasion ; vous irez en Belgique, le conseil approuve votre plan, mais laissez-nous le temps de rassembler 30.000 hommes à Châlons.

Le lendemain, Servan apprenait que Verdun était investi de toutes parts et que Galbaud n'avait pu pénétrer dans la ville. Il écrivit encore à Dumouriez en termes plus pressants. **Au nom de la patrie, adoptez des plans dictés par les circonstances les plus impérieuses. Conduisez votre armée entre Meuse et Marne ; portez-vous sur Sainte-Menehould ou environs, ou même sur Châlons, en venant directement passer l'Aisne, pour vous en couvrir et arriver plus sûrement sur les bords de la Marne. Une fois derrière la Marne, si vous persistez dans votre idée, vous pourrez remettre cette armée à un lieutenant-général, dirigé par les conseils du maréchal Luckner, et aller faire votre tentative sur la Belgique**³.

Que ferait Dumouriez ? Refuserait-il d'exécuter les ordres du conseil provisoire⁴ ? On le savait confiant en lui-même, entêté de ses propres idées, peu disposé à se

¹ Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 27 et 29 août.

² Qu'on remarque bien cette date.

³ Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 2 septembre.

⁴ On retrouve un écho de ces alarmes dans le passage suivant d'un écrit de Robert Lindet, reproduit dans les Mémoires de Meillan (Exposé des motifs qui m'ont décidé à

plier au plan d'autrui. Mais le 3 septembre, Servan recevait la nouvelle la plus soudaine, la plus inespérée, la plus extraordinaire, la plus propre à produire l'effet d'un coup de théâtre. Deux jours après le départ de Vouillers, Dumouriez, abandonnant son plan d'offensive, avait pris le chemin de l'Argonne, sans même attendre la réponse du ministre¹ ! Le 1er septembre, pendant que Servan lui mandait de se porter entre Meuse et Marne, il marchait de Sedan sur Mouzon ; le 2 septembre, pendant que Servan le priait de passer l'Aisne, il courait de Mouzon à Grandpré ; lorsque Vouillers revint avec les instructions du conseil exécutif, l'armée qu'il croyait destinée à l'invasion de la Belgique, s'était saisie des défilés de l'Argonne et attendait les Prussiens sur la frontière de la Champagne !

Dumouriez avait-il remarqué dans le conseil de guerre que plusieurs membres n'adoptaient son plan que par déférence et pour ne pas lui déplaire ? Money raconte qu'en signant le procès-verbal il dit au conseil : Je ne donne mon adhésion que par respect pour vous, car vous connaissez le pays mieux que moi qui suis étranger ; mais je gage ma tête que vous n'aurez pas l'assentiment de l'Assemblée et des ministres ; entrer en Belgique, c'est laisser la route de Paris ouverte à l'invasion. — Quel est votre plan ? demanda Dumouriez. Money montra la carte et mit le doigt sur la rive gauche de la Meuse entre Sedan et Verdun : l'armée, répondit-il, doit se placer là pour défendre les passages de la rivière et jeter des secours à la fois dans Verdun et dans Sedan. Sinon, il faut se retirer dans la forêt et en garder les issues, en laissant un corps assez considérable chargé d'opérer sur les flancs de l'ennemi et d'inquiéter ses communications. J'ai signé le procès-verbal, ajouta Money, mais je prie M. de Vouillers qui porte notre lettre à Paris, de dire aux ministres que je l'ai signé contre mon opinion. Ces paroles firent quelque impression sur les membres du conseil ; il parut même à Money que Vouillers n'approuvait pas le plan de Dumouriez².

D'autres officiers que le général en chef n'avait pas consultés, apprirent avec surprise le résultat de la délibération. Quoi, s'écriait Gobert, on abandonnerait la Champagne aux Prussiens ! On tournerait le dos à l'ennemi ! On le laisserait marcher sans obstacle sur la capitale ! Que pourraient les Parisiens contre l'envahisseur, pendant que l'armée française serait en Belgique³ !

Mais Dumouriez tenait bon, et le 31 août, il déclarait encore qu'il ne désespérait pas de la chose publique, si le conseil exécutif adoptait son plan d'offensive. Comparez, mandait-il à Servan, la défensive faible, timide, et presque inutile, qui ruinera votre propre pays sans ressource, avec l'offensive imprévue, audacieuse, dont le succès est presque inmanquable, qui nous donnera 50.000 hommes de plus et le moyen de revenir sur Paris, par la route la plus courte et la meilleure avec une armée victorieuse contre une armée affaiblie par les longues marches, la désertion et les points intermédiaires qu'elle devra garder pour sa retraite⁴.

voter pour l'arrestation de trente-deux membres de la Convention) : Longwy et Verdun s'étaient rendus aux despotes ; Dumouriez allait transporter dans la Belgique et enlever à la France l'armée qui était sa seule ressource.

¹ Money, *The campaign*, 41: without waiting an answer to this extraordinary letter.

² Money, *The campaign*, 38-41 : ... some other general officers, who began to be of my opinion, I found that he (Vouillers) also thought as I did.

³ Arch. guerre, Mémoire de Gobert : Et cet avis prévalut, malgré l'indignation qu'il inspirait à un petit nombre qui n'avaient pas de voix au conseil !

⁴ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.

L'investissement de Verdun et l'approche de plus en plus menaçante de Clerfayt changèrent sa résolution. Il croyait, avec tous les officiers-généraux de son armée, que Galbaud aurait le temps de se jeter dans Verdun et que, grâce à ce secours, la place tiendrait au moins quinze jours ou trois semaines **qu'il pourrait employer utilement**¹. Mais, le 31 août au matin, on entendit à Sedan le bruit d'une lointaine canonnade. Elle est très forte, disait Dumouriez, et dure continuellement². Evidemment, les Prussiens investissaient Verdun et il était peu probable que Galbaud, parti du camp de Vaux dans l'après-midi du 29 août, fût entré à temps dans la ville.

Au même instant, on apprenait que Clerfayt s'était avancé par Longuyon et Marville, qu'il dépassait Montmédy, et, au lieu d'assiéger cette place, ne **faisait que la tourner**, qu'il campait sur les hauteurs de Juvigny, que ses éclaireurs poussaient des reconnaissances jusqu'aux environs de Stenay. L'Autrichien avait certainement l'intention de passer la Meuse à Stenay et de **tenir en respect le camp de Sedan**, pendant que d'autres colonnes de l'armée alliée traverseraient la rivière à Consenvoye et à Dun³.

Quel parti prendre ? Envahir la Belgique ? Mais Dumouriez croyait que cette invasion entraînerait Clerfayt à sa suite, et voici Clerfayt qui marche à sa rencontre et se met devant lui avec un corps dont les espions portent la force à 15.000 hommes. Aller au secours de Verdun ? Mais Clerfayt barre tous les passages. Garder le camp de Sedan et attendre dans cette position le choc des alliés ? Mais il faudrait trente ou quarante mille soldats, une considérable artillerie, la protection d'une puissante forteresse, et Sedan, avoue Dumouriez, n'est pas une place de guerre. **Ce camp**, écrivait-il quelques jours plus tard à Biron, **était détestable, et j'y aurais été pris avec toute l'armée ; j'avais en tête Clerfayt avec ses Autrichiens ; a quelques lieues de moi, les Prussiens assiégeaient Verdun, et je ne doutais pas que cette place ne dût être bientôt prise ; on pouvait me mettre entre deux feux**⁴.

C'en est fait. Il renonce à l'invasion de la Belgique, non sans peine, en gémissant sur la nécessité de rejeter un grand plan⁵. Il se résigne à cette défensive qui répugne à son génie aventureux et hardi. Les ennemis, disait-il dans le conseil de guerre du 29 août, **ne peuvent avoir que deux projets ; ou celui d'attaquer nos places, ou celui de passer entre Montmédy et Verdun, de traverser la Meuse à Stenay, d'entrer par la trouée d'Autry et de Grandpré sur la rivière d'Aisne, d'arriver à Châlons et de là, de marcher sur Paris**⁶. Il faut les prévenir, il faut courir à la trouée d'Autry, se poster résolument à l'entrée de l'Argonne, défendre le Chesne-Populeux, Grandpré, les Islettes, tous les chemins qui mènent de Lorraine en Champagne, attendre dans ces positions les renforts de Paris et l'armée de Kellermann. **Je ne peux**, écrivait-il dès le 31 août à Servan, **m'opposer au mouvement de Clerfayt, ni empêcher l'investissement de Verdun, et pour éviter un plus grand malheur, je serai peut-être forcé d'abandonner entièrement le cours de la Meuse et de me porter, par le chemin le plus court, c'est-à-dire par Chémery, Briulles et Grandpré sur la rivière d'Aire pour défendre la trouée d'Autry, tandis qu'un corps particulier se portera dans les gorges du Clermontois.**

¹ Procès-verbal du conseil de guerre du 29 août.

² Dumouriez à Servan, 1er septembre ; Dillon, *Compte rendu*, p. 45.

³ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.

⁴ Arch. guerre, Dumouriez à Biron, 9 et 28 septembre.

⁵ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 2 septembre.

⁶ Procès-verbal du 29 août.

Le lendemain, 1er septembre, sa résolution était définitivement arrêtée. Il appelait, non plus à Rethel, mais à Autry, Duval et les troupes du camp de Pont-sur-Sambre. Il mandait à ses amis Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde de le joindre sur-le-champ. Les places de Montmédy, de Sedan, de Mézières resteraient abandonnées à leurs propres forces, mais il s'agissait, avant tout, de barrer à l'envahisseur le chemin de Paris, et, comme disait Dumouriez, de sauver le tronc sans s'attacher aux branches.

On a prétendu que Servan avait le premier imaginé d'arrêter les Prussiens dans l'Argonne ; le ministre aurait conçu le plan et Dumouriez n'aurait fait que l'exécuter. Mais Servan a publié en 1795 une critique des *Mémoires* du général : il censure amèrement les fautes que Dumouriez commit en Belgique ; il lui reproche une ambition démesurée et **une envie de dominer pour laquelle il ose tout hasarder et tout risquer** ; il le blâme d'avoir poursuivi mollement les Prussiens dans leur retraite ; il ne dit pas un mot du plan de campagne qu'il aurait dicté. On sait également qu'il a composé, en collaboration avec Grimoard, un *Tableau historique* des premières guerres de la Révolution ; le deuxième volume de cet ouvrage traite de l'invasion prussienne en 1792 ; il fut rédigé sur les notes de Grimoard et de Servan par un officier anonyme ; cet auteur attribue à Dumouriez, et à Dumouriez seul, l'honneur de la résistance. Il est vrai que, le 31 août, Servan écrivait au général que si la guerre était transportée dans l'Argonne, elle serait plus défensive qu'offensive et conviendrait parfaitement au genre de troupes qu'il commandait. Il est vrai, que, le 1er septembre, il lui mandait que, sur l'avis du conseil exécutif provisoire, l'armée de Sedan devait diriger sa marche vers l'Argonne et le Clermontois. Il est vrai encore que, le 2 septembre, il pria Dumouriez de se porter sur Sainte-Menehould ou environs. Mais lorsque ces recommandations arrivèrent au général, il avait déjà pris le chemin de l'Argonne. Il devança les lettres du ministre et sa marche était commencée avant que Servan l'eût prescrite. Vous verrez, disait-il le 2 septembre à son ancien collègue, **vous verrez, en me suivant sur la carte, que je n'ai pas attendu que vous m'invitassiez à venir me placer dans les trouées de l'Argonne**, et il informait Luckner que le ministre de la guerre s'était rencontré avec lui sur toutes ses opérations et ses marches ; **j'ai prévenu les instructions qu'il m'a données**.

Quoi qu'on ait dit, Dumouriez a donc le mérite d'avoir reconnu le vrai point stratégique qu'il fallait défendre, la ligne de l'Argonne. Servan lui rendit cette justice et n'eut jamais la ridicule vanité de croire qu'il avait déterminé Dumouriez. **Je ne vous donnerai pas des éloges sur vos marches et votre plan**, écrivait-il le 4 septembre au général, **mais ou j'en juge mal, ou vos concitoyens vous loueront ; quant à moi, je vous dirai franchement que j'ai eu grand plaisir à vous suivre sur la carte**¹.

Dumouriez avait-il adopté le meilleur plan de campagne ? Bülow assure que le général avait raison de se jeter en Belgique ; il ne devait pas, dit-il, s'opposer directement aux Prussiens, et sa seule excuse est d'avoir craint le blâme des Parisiens, s'il cessait de couvrir leur ville. Dumouriez, ajoute Bülow, était à Sedan, et Kellermann à Metz. Au lieu d'aller à la rencontre de Dumouriez par un

¹ Voir toute la correspondance aux archives de la guerre. Ce n'est donc ni Servan, comme l'a prétendu Sybel, ni Lacuée, comme l'a dit Forneron, ni Mathieu Dumas, comme le soutient d'Allonville (*Mém. secrets*, II, 390) qui donna l'avis ou envoya l'ordre d'occuper les gorges de l'Argonne.

long détour, Kellermann devait attaquer les Autrichiens qui bombardaient Thionville, laisser un corps pour les contenir et un autre pour s'opposer aux entreprises de la garnison de Luxembourg, puis marcher avec le reste de son armée sur Trèves et Coblenz, en même temps que Custine s'emparait de Mayence et de Francfort. Les Prussiens, craignant d'être coupés de leurs magasins et de leurs parcs de réserve par Kellermann et Custine, n'auraient pas osé pénétrer en Champagne ; ils reculaient inquiets et en désordre sur Luxembourg ; mais Kellermann et Custine, concertant leurs opérations, les rejetaient en Westphalie. Cependant Dumouriez entra sans obstacle dans les Pays-Bas autrichiens ; les forteresses de la Meuse lui fournissaient une base solide d'opérations ; il arrivait en peu de temps jusqu'au Rhin et donnait la main à ses deux collègues ; dès 1792, la France était maîtresse du cours du grand fleuve de la Hollande à Bâle¹. Ce plan de Bülow est fort séduisant ; mais, en supposant que Dumouriez eût réussi dans son entreprise et conquis la Belgique, aurait-il été secondé par Kellermann et Custine qui ne souffraient pas de supérieur dans le commandement et ne surent pas, à la fin d'octobre, combiner leur action ?

Gouvion-Saint-Cyr développe dans ses mémoires un autre plan d'opérations. Il fallait, selon lui, abandonner à l'envahisseur les défilés de l'Argonne et ne pas même tenter de les défendre. Dumouriez, restant à l'abri du canon de Sedan et de Mézières, mais à portée de la forêt, aurait attendu ses renforts de Flandre et occupé l'Argonne après que Brunswick l'aurait franchie. Dès lors Dumouriez et Kellermann agissaient de concert, l'un sur la droite, l'autre sur la gauche des alliés ; au lieu d'arrêter de front l'envahisseur, les deux armées françaises réunies opéraient sur ses flancs et ses derrières, coupaient ses communications avec Luxembourg et Trèves, et le forçaient à la retraite². Ce plan de Gouvion-Saint-Cyr fut pendant quelques jours celui de Servan. **Il est instant, écrivait-il le 26 août à Dumouriez, de vous porter sur les derrières de l'ennemi, et je donne avis à Kellermann de se mettre de même sur ses flancs ; le seul moyen d'arrêter l'envahisseur est d'employer toutes nos forces à le resserrer sur ses flancs et ses derrières, et à lui ôter la ressource de subsister aux dépens du pays.** C'était aussi le plan de Vergniaud : quand ces hordes s'avanceront, disait-il à la tribune de l'Assemblée le 2 septembre, nos armées qui ne sont pas assez fortes pour les attaquer, le seront assez pour les suivre, les harceler, leur couper les communications avec l'extérieur³.

Mais en France il faut toujours compter avec l'opinion ; la direction de la guerre est soumise à l'influence du sentiment public, et l'émotion de Paris a plus d'une fois décidé du plan de campagne. Que Dumouriez envahît la Belgique ou qu'il suivit les Prussiens en les harcelant et les pressant entre son armée et celle de Kellermann, il laissait l'a route de la capitale ouverte aux coalisés, il jetait l'alarme dans une population défiante qui se croirait perdue et crierait à la trahison. **Les ennemis menacent Paris, disait Roland, c'est vers Paris que se dirige leur rage, c'est là qu'ils ont à exercer des vengeances, c'est là qu'ils espèrent dissoudre le gouvernement et profiter de leurs avantages**⁴. Servan écrivait à Dumouriez qu'il fallait connaître l'esprit de la capitale et des

¹ Bülow, *Esprit de la guerre moderne*, 231-234.

² *Mém. sur les campagnes des armées du Rhin*, I, p. LXIV, LXV.

³ Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 26 août ; discours de Vergniaud, 2 septembre, *Moniteur* du 4.

⁴ Roland à l'Assemblée. 3 septembre, *Moniteur* du 5 et 17 septembre.

départements, que le peuple ne voyait partout que perfidie et trahison, que si les troupes marchaient vers la Belgique on accuserait les ministres de *conniver* avec les royalistes ; prendre garde de *jeter le découragement dans les têtes* et *couvrir Paris*, tel était le mot d'ordre qu'il donnait au général ; il s'agit, ajoutait-il quelques jours plus tard, de prendre une position telle que l'ennemi *vous rencontre partout*¹. Dumouriez devait donc se placer entre Paris et l'envahisseur. Servan lui conseillait même de se rendre à Châlons et de manœuvrer derrière la Marne. Mais il y avait encore un rempart naturel à opposer aux alliés : la région montueuse et boisée de l'Argonne. Ce fut là que Dumouriez résolut d'arrêter l'invasion, et la nouvelle de son mouvement rassura Paris. *Il a rassemblé tout son monde*, disait Prudhomme, *et s'est emparé de toutes les hauteurs de l'Argonne et du Clermontois*, si bien qu'au lieu d'être stationnaire à Sedan, il est actuellement établi sur toutes ces montagnes ; il ferme absolument le passage à la colonne brunswickoise, et nous sommes plus qu'en mesure pour empêcher l'ennemi de *pénétrer*². Westermann avait accompagné Dumouriez dans l'Argonne. L'ennemi, mandait-il à Danton, *ne pourra pas entrer en Champagne et nous marchons droit à lui*³.

¹ Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 26 août, 1er et 17 septembre.

² *Révolutions de Paris*, XIII, 434.

³ *Journal des Jacobins*, correspondance 10 septembre (lettre de Westermann, du 3 septembre). Peut-on dire, au reste, que tel ou tel plan était meilleur que celui de Dumouriez ? Il y a, malgré tout, tant de hasard dans les choses de la guerre ! L'important, c'est que Dumouriez réussit. Rappelons-nous le mot de Voltaire : *Ce que M. de Guibert dit contre le héros de Denain me fait souvenir de M. de Folard, qui écrivait dans ses commentaires de Polybe : Le maréchal de Villars, après avoir donné le change aux ennemis, attaqua le corps qui était dans Denain, le fit tout entier prisonnier de guerre, s'empara de Marchiennes et prit cinq villes en deux mois ; je n'aurais rien dit de tout cela.*

CHAPITRE II

L'ARGONNE

I. L'Argonne et ses défilés : les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois, le Chesne-Populeux. — **II.** L'armée de Sedan. Activité de Dumouriez. Son état-major. Ordre de bataille. Courage et discipline de l'armée. — **III.** Dillon à Stenay. Inaction de Clerfayt. Marche de Dumouriez sur Grandpré. — **IV.** La position de Grandpré. Miranda au Morthomme. Stengel à Saint-Juvin. — **V.** Marche de Dillon sur les Islettes. Ses craintes. Il se rejette en arrière. — **VI.** Galbaud aux Islettes depuis le 10 septembre. Arrivée de la garnison de Verdun. Son découragement. Funérailles de Beaurepaire. Panique. Galbaud abandonne les Islettes pendant un jour. — **VII.** Dillon se joint à Galbaud. Ordre de bataille de Dillon. Mesures défensives. Les Thermopyles de la France.

I. L'Argonne sépare le bassin de la Meuse de la vallée de l'Aisne et s'élève comme une barrière de forêts entre la plaine des Trois-Évêchés et la Champagne pouilleuse. Elle s'étend entre les collines de l'arrondissement de Bar au sud et la forêt des Ardennes au nord, des sources de l'Aisne et de la Tête de Brémont aux environs de Sedan — bois d'Omont et de Mazarin —. Sa limite est marquée au sud-est par les villages de Villers, de Passavant et de Beaulieu, au nord-ouest par le Chesne-Populeux.

Elle est entourée par deux rivières, à l'ouest par l'Aisne, au sud-est par l'Aire. L'Aisne qui prend sa source à l'extrémité méridionale de la forêt, traverse Sainte-Menehould et se dirige vers le nord par la Neuville-au-Pont, Vienne-la-Ville, Servon, Autry, Grandham et Senuc où elle reçoit l'Aire : elle borde ainsi la lisière occidentale de l'Argonne et coule sur ses derrières ; si l'ennemi, venant de l'est, franchit l'Argonne, l'Aisne oppose encore un dernier obstacle à sa marche. L'Aire côtoie la forêt sur une longueur de trente-huit kilomètres ; elle arrose d'abord Neuville, Varennes, Apremont et Fléville ; puis elle fait un brusque détour vers l'ouest, coule entre Saint-Juvin et Marcq, traverse Grandpré et se jette, près de Senuc, dans l'Aisne dont elle est l'affluent le plus considérable.

L'Argonne est plutôt une suite de plateaux boisés qu'une véritable chaîne de montagnes. Aussi dit-on à la fois, *l'Argonne* et *la forêt d'Argonne*. Les hauteurs qui la composent, sur une longueur de quinze lieues, n'ont guère que cent mètres d'élévation au-dessus des thalwegs voisins¹. Mais, en certains endroits, la forêt a plus de trois lieues de largeur ; elle renferme des bois épais de hêtres, de bouleaux et de coudriers, de vastes clairières, des gorges escarpées, des

¹ Joinville, *Campagne de 1792* (précis clair et net paru dans le *Spectateur militaire*, déc. 1840, janvier-mars 1841).

vallées étroites et profondes, qui charment les yeux du voyageur et de l'artiste. Peu de routes, à l'exception de l'ancienne voie romaine, qui porte, dans le pays, le nom expressif de *haute chevauchée* et mène de Brizeux à Vienne-le-Château, en suivant la vallée de la Biesme ; des chemins pittoresques qui s'enfoncent sous la feuillée et parmi la fougère ; des maisons forestières ou de petits villages qui se cachent au milieu des taillis ; des scieries établies au bord des ruisseaux.

L'Argonne n'a plus aujourd'hui la même importance militaire qu'en 1792. Elle n'a plus arrêté l'invasion ; Blücher l'a tournée en 1814 ; la troisième armée prussienne ou armée de la Meuse l'a traversée sans obstacle en 1870. Mais dans l'automne de 1792, à une époque où les routes n'étaient pas entretenues avec le même soin qu'aujourd'hui, où presque toutes les voies de communication qui figurent actuellement sur la carte n'étaient pas encore pratiquées, où le pays présentait mille obstacles que les défrichements et les déboisements ont fait depuis disparaître, l'Argonne offrait des ressources de défense très sérieuses par ses étangs, par ses pentes rapides et abruptes — surtout celles du versant oriental qui regardent l'invasion —, par ses gorges ou *échavées*, par ses chemins encaissés qui formaient de véritables ravins. D'ailleurs la pluie qui ne cessa de tomber pendant le mois de septembre, détrempa le sol argileux et mêlé de calcaire ; elle rendit les routes de la forêt presque impraticables pour les voitures ; elle transforma les vallées en marécages ; elle fit déborder les ruisseaux dont les eaux coulent ordinairement à fleur de terre. Enfin, ces collines qu'on emporterait aujourd'hui, selon le mot d'un historien allemand, en poussant un simple hurrah¹, inspiraient alors un grand respect aux hommes de guerre et passaient pour d'imprenables positions. Il faut se souvenir que l'emploi des tirailleurs en grandes bandes, ce qu'on nomme l'ordre dispersé, était encore inconnu. Ce ne fut que dans les campagnes suivantes, sous l'impulsion de Dumouriez, de Custine et de Dugommier, que les généraux, éparpillant un bataillon, un régiment, parfois une brigade entière, enlevèrent des hauteurs qu'on regardait comme inexpugnables. Brunswick et ses lieutenants ne faisaient pas la guerre d'une façon aussi lâchée ; ils ne comprenaient pas qu'une armée pût s'avancer autrement qu'en masses épaisses et dans le meilleur ordre. Charles-Ferdinand n'osa lancer ses colonnes d'attaque ni sur les Islettes ni contre le tertre de Valmy ; comme tous les tacticiens du XVIIIe siècle, Frédéric II excepté, il ne pensait qu'à tourner l'adversaire et à le débusquer par de subtiles manœuvres².

Quoi qu'il en soit, une armée, suivie de son artillerie et de son train d'équipages, ne pouvait franchir l'Argonne que par cinq routes ou défilés. C'étaient du sud au nord, les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois et le Chesne-Populeux.

Le défilé des Islettes, long de 11 kilomètres et large de 300 à 500 mètres, n'est autre que la route qui mène à Paris par Sainte-Menehould et Châlons. Il tire son nom du village des Islettes et s'étend entre Clermont à l'est et Sainte-Menehould à l'ouest. Il faut le décrire avec détail. Le grand chemin qui part de Verdun traverse d'abord un plateau sur lequel subsistent encore des vestiges d'une voie romaine, franchit l'Aire près du hameau de Vraincourt et débouche par une rampe étroite au pied de Clermont-en-Argonne. Cette ville est située sur une

¹ Sybel, I, 556 ; ce ne sont, dit Ditfurth (*die Hessen*, 77), que des collines comme l'Allemagne de l'ouest et du centre en offre par centaines.

² Voir dans notre précédent volume, *Invasion prussienne*, p. 79-80 et p. 112-114, quelques détails plus complets sur la stratégie du temps.

hauteur escarpée qui domine la rive gauche de l'Aire ; ancienne capitale du Clermontois, cédée à la France par le traité de Liverdun (1632), puis donnée par Louis XIV à la maison de Condé qui l'avait conservée jusqu'à la Révolution, elle ouvre, à vrai dire, le défilé des Islettes, ou, comme on disait en 1792, la gorge du Clermontois. Au sortir de la ville, la pente de la route diminue insensiblement ; mais elle redevient assez raide à un quart de lieue, lorsqu'elle s'engage dans l'Argonne. entre deux hauteurs qu'on nomme dans le pays la Cardine et la Gorge aux Frênes. Bientôt elle entre dans la vallée du Huteba³ (ruisseau qui prend sa source au sud de l'Argonne, au bois de la Goulette, près de la gorge Charognier, coule au nord des Grandes-Islettes, à une portée de fusil de ce village, et se jette dans la Biesme près du château du bois d'Epense. Elle franchit le Hutebas, puis la Biesme. Cette petite rivière de la Biesme, qui donne son nom à la vallée, sort des étangs de Saint-Rouin, dans les bois de Beaulieu, se dirige d'abord vers le nord, en laissant sur sa rive droite les villages des Grandes-Islettes¹, du Neufour, de Claon, de La Chalade, du Four-de-Paris, et, tournant vers l'ouest, se jette dans l'Aisne, au-dessous de Vienne-le-Château, après avoir parcouru vingt-neuf kilomètres. Elle formait, au XIII^e siècle, la limite entre la France et l'empire germanique², comme depuis entre la Champagne et le Clermontois, comme aujourd'hui entre le département de la Marne et celui de la Meuse. C'est sur la rive gauche de la Biesme, en deçà des Islettes, que commence le défilé que le duc de Brunswick regarda comme inattaquable. La route gravit la côte qu'on nommait en 1792 et qu'on nomme encore la *côte de Biesme* ; c'est une montée étroite, difficile, très escarpée, qui passe, en faisant de nombreux circuits, à travers les bois de la Vignette et des Germeries ; elle présente, dit un contemporain, *d'une part une sorte de précipice, et de l'autre elle est dominée, ainsi que toutes ses avenues, par la montagne que l'on a coupée pour y faire passer la grande route*³. Mais la route actuelle n'est pas celle que barraient les Français en 1792 ; la vieille route, aujourd'hui abandonnée et coupée de fondrières, était plus haut et l'on voit encore à droite et à gauche, la place des batteries qui dominaient la vallée ; les habitants nomment même l'un des versants l'Affût du canon⁴. Arrivée à son point le plus élevé, la route traverse le plateau ; les bois cessent peu à peu pour faire place à des champs bien cultivés et à de riches vergers ; bientôt le chemin dépasse le hameau de la Grange-aux-Bois et descend par une longue rampe qui porte le nom de côte de Crèveœur dans la gracieuse vallée où est située Sainte-Menehould⁵, l'antique capitale de l'Argonne, entourée de tous côtés par des jardins et bâtie à la fois sur l'Aisne et sur un affluent de l'Aisne, la petite rivière d'Auve.

Le défilé de La Chalade est le chemin qui mène à travers bois, de Varennes à La Chalade. Ce dernier village, situé sur la Biesme, et célèbre autrefois par son abbaye de l'ordre de Cîteaux, est à six kilomètres au nord des Islettes et à neuf kilomètres au sud de Varennes.

¹ Ou les Islettes. On nomme Petites-Islettes une ferme située plus au nord, sur la rive droite de la Biesme, près du Neufour.

² Julien Havet, *La frontière d'empire dans l'Argonne* (Biblioth. de l'Ecole des Chartes, 1881, p. 383-428).

³ Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, 1882, II, 591. Le nom de la côte de Biesme lut défiguré par la plupart des auteurs contemporains qui disaient la *côte de Bienne*.

⁴ L'autre se nomme la Cavette.

⁵ On prononce Sainte-Menou et Dumouriez écrit le mot ainsi dans une dépêche du 1er septembre à Servan.

Le défilé de Grandpré est formé par l'Aire qui se jette dans l'Aisne à une lieue au sud-ouest de Grandpré¹. Cette ville qui fut, au moyen âge, la capitale d'un puissant comté, s'étend sur la rive droite de l'Aire, presque à l'extrémité du défilé, sur le chemin de Verdun à Vouziers. La route a suivi la rivière d'Aire, et s'inclinant, comme elle, de l'est à l'ouest, a traversé successivement les villages de Baulny, de Fléville, de Saint-Juvin ; puis franchissant un affluent de l'Aire, l'Agron, elle décrit une grande courbe près de la ferme de Belle-Joyeuse où aboutissent par le Morthomme, les chemins de Briquenay et de Buzancy, et se dirige par Grandpré sur Vouziers. La position de Grandpré offre ainsi plusieurs lignes de défense qui s'unissent les unes aux autres et se soutiennent réciproquement ; elles sont au nombre de trois, deux sur la rive droite, et la troisième, la plus importante, sur la rive gauche de l'Aire. C'est d'abord, à l'est du défilé, le ruisseau de l'Agron, que la route traverse au sortir de Saint-Juvin et qui coule du nord au sud par les villages de Verpel et de Champigneulle² ; c'est ensuite, à l'endroit où la route s'incline vers Grandpré et à l'extrémité du bois de Bourgogne, la position comprise entre le Morthomme et le grand chemin, de la ferme de Bellejoyeuse à la Chineray, derrière le bois des Loges et le village de Beffu ; c'est enfin, sur la rive gauche de l'Aire, dans la presqu'île que forme cette rivière avec l'Aisne, le massif de la forêt d'Argonne qui renferme les bois de Marcq et de Nègremont et s'élève en amphithéâtre au-dessus des prairies.

Le défilé de la Croix-aux-Bois était alors un simple chemin de charrettes partant de Briquenay. Il forme aujourd'hui une partie de la route nationale de Stenay à Vouziers par Nouart et Buzancy. Il monte du village de Boulton-aux-Bois, situé sur le ruisseau du Barasset, affluent de la Bar³ ; puis il traverse la forêt de Boulton, au milieu de laquelle il atteint 224 mètres d'altitude, les bois de la Croix-aux-Bois et le village du même nom ; enfin il se termine à cinq kilomètres de Vouziers, près du carrefour d'où se détache, en deçà de Longwé, la route de Grandpré.

Le défilé du Chesne-Populeux qui forme l'extrémité nord-ouest de l'Argonne, comprend en réalité deux passages : 1° la route du Chesne-Populeux à Quatrechamps — et de là à Vouziers —, entre les bois de Voncq, le village des Alleux et les bois de Vandy à droite, et les bois du Chesne, de la Maison-Rouge et Vaumailard à gauche ; 2° le chemin de Noirval, dans lequel la route du Chesne vient tomber à angle droit, au bourg de Quatrechamps, Ce dernier chemin va de Châtillon-sur-Bar à Vouziers ; il passe par le village de Noirval entre le bois du même nom et le bois Vaumailard, et longe sur toute son étendue la petite rivière de la Fournelle, qui prend sa source non loin de Noirval et se jette dans l'Aisne, à Condé-lez-Vouziers. Les deux défilés sont ordinairement confondus sous une même appellation ; on les nomme soit le défilé du Chesne-Populeux, soit avec plus de justesse et, selon le terme dont se sert Dumouriez dans ses lettres à ses

¹ La coupure de l'Aire a mille mètres d'ouverture à la base et trois mille mètres d'un sommet à l'autre. Elle est enfoncée de 92 mètres au-dessous des points culminants les plus voisins et de 54 mètres au-dessous des crêtes militaires. Les berges sont escarpées ; celles de gauche, boisées ; celles de droite, découvertes. (Joinville.)

² Il descend des plateaux ondulés du canton de Buzancy ; son embouchure sur l'Aire est dans le canton de Grandpré, au-dessous de Champigneulle.

³ La Bar, formée par tous les petits et nombreux ruisseaux qui traversent les prairies tourbeuses de Buzancy, a son cours entier dans le département des Ardennes et arrose six cantons, depuis celui de Buzancy jusqu'à celui de Flize où elle se jette dans la Meuse.

lieutenants, la trouée de Noirval. Ce débouché, dit le général, est très ouvert, très spacieux et beaucoup plus clair que les autres¹.

II. Tous les lieutenants-généraux et un grand nombre de lieutenants-colonels et d'officiers de l'état-major, entre autres, un cousin de Dumouriez, le dernier de ses parents, qui n'eût pas encore émigré, avaient abandonné l'armée de Sedan. Un seul lieutenant général, Le Veneur, revint à son poste au bout d'une semaine. Il n'avait pas suivi Lafayette, mais éperdu, consterné, redoutant la fureur des soldats, il s'était caché près de Mouzon, chez un M. de Pouilly. Dumouriez raconte dans ses *Mémoires* qu'il le tança vertement et le fit servir durant plusieurs jours comme soldat dans un régiment de hussards. L'anecdote est inexacte. Le Veneur suivit l'avant-garde en simple particulier et reçut bientôt un commandement. Il manquait de tête et ne sut pas seconder à Valmy l'exécution du plan de Dumouriez. Mais c'était un intrépide soldat qui déploya quelques mois plus tard une incroyable bravoure en s'emparant du fort Villate, et la postérité n'oubliera pas que Hoche le nommait son second père².

Il ne restait que trois maréchaux de camp : Ligniville, Dietmann et d'Hangest. Mais Ligniville commandait la place de Montmédy où il demeura pendant toute la campagne. Dietmann était un vieux routier, brave, borné, à jamais rouillé par la vie de garnison et par un long séjour à Lunéville, où il avait dirigé les manœuvres et le service de la petite gendarmerie. D'Hangest, commandant de l'artillerie, avait pris, comme le plus ancien, la succession de Lafayette, mais il avouait sa faiblesse et il s'était plaint amèrement de la lourde responsabilité qui pesait sur lui jusqu'à l'arrivée du nouveau général en chef³.

Dumouriez était le contraire de d'Hangest. Cet homme, toujours agissant et toujours plein de projets, ne redoutait pas la responsabilité, il courait au-devant d'elle et la portait légèrement ; celui qui la craint, disait-il, et qu'elle peut empêcher de prendre de grandes mesures, dans une crise aussi forte, est incapable d'être le sauveur de l'État⁴. Dès qu'il eut résolu de se jeter dans l'Argonne, il fit avec rapidité toutes ses dispositions et accepta gaiement la lutte contre Brunswick. Il connaissait Charles-Ferdinand, et chose curieuse, lui devait peut-être tout ce qu'il était. Pris par des hussards la veille de Clostercamp, il avait charmé le prince par son esprit, et Brunswick l'avait renvoyé au maréchal de Castries avec une lettre élogieuse. Il ne prévoyait pas, dit Dumouriez, que

¹ *Mém.*, I, 259 ; Dumouriez à Biron, 9 septembre, et à Duval, 10 septembre (arch. guerre).

² Cp. les *Mém.* de Dumouriez, I, 250, et sa lettre à Servan, du 9 septembre (arch. guerre) : Je n'ai point voulu rétablir Le Veneur dans son grade ; il me suffit pour cela qu'il ait déserté son poste ; je lui ai même refusé la permission de servir comme volontaire. Cependant il est à mon avant-garde.

³ Cp. sur Dietmann une lettre de Dumouriez à Servan (11 septembre), et Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 155 ; sur d'Hangest, voir ci-dessus, chapitre précédent. Il commandait le régiment de Grenoble-artillerie, quatrième de l'arme, lorsqu'en 1781 Claude-Victor Perrin, le futur duc de Bellune, se présenta devant lui pour s'enrôler ; il le trouva trop jeune et voulut le renvoyer, mais Victor savait jouer de la clarinette ; d'Hangest, touché de son désespoir, l'accepta comme musicien. (Duc de Bellune, *Mém.*, I, 22-23.)

⁴ Rapport du 13 juin, *Moniteur* du 16. Qu'on se rappelle sa dernière proclamation à ses soldats (3 avril 1793) ; mot d'ordre : *enfants, suivez-moi* ; ralliement : *je réponds de tout*.

cette lettre que lut le maréchal de Belle-Isle, ferait la fortune de cet officier, et que trente-deux ans après, le même homme commanderait une armée française contre lui en Champagne¹.

Mais, après tout, quelle que fût alors sa réputation, Brunswick n'était pas Frédéric II. Il n'avait marché sur Verdun, d'après une note d'espion que Dumouriez reçut le 31 septembre, qu'avec 58.000 hommes tant Prussiens et Impériaux qu'émigrés. Il était généralissime, mais Dumouriez savait que **des opérations militaires combinées entre plusieurs puissances ne réussissent pas**². Enfin, le hardi Flamand espérait être secondé jusqu'au bout par la fortune qui l'avait soudainement tiré de l'obscurité pour l'élever au ministère et le faire général d'armée.

Dès le 31 août, il écrit aux commissaires Delmas, Dubois-Dubay, Bellegarde et de nouveau il les invite à l'accompagner. **Je vous garderai des chevaux des émigrés pour vous monter, et, malgré tous nos embarras, nous n'en serons pas plus tristes**³. Il rappelle son neveu Schomberg, qui servait à l'avant-garde du corps de Bourbon et lui prédit un succès certain : **Viens, dépêche-toi**⁴. Il mande à Ligniville que la France a les yeux fixés sur Montmédy, que la garnison doit opposer à l'envahisseur une résistance digne d'hommes libres : **Que votre défense fasse juger à ces satellites du despotisme qu'ils ne peuvent pénétrer en France que pour y périr ou y respirer un air de liberté qu'ils reporteront chez eux avec l'horreur de la tyrannie**⁵.

Il organise le quartier-général et distribue les commandements. Vouillers, maréchal de camp depuis le 22 juillet, est nommé chef de l'état-major ; c'était, de l'avis de Dumouriez, un officier d'une grande expérience et d'un rare mérite, qui connaissait parfaitement les détails de l'infanterie⁶.

Pierre Thouvenot, frère de ce Thouvenot que le général avait tiré de la fonderie d'Indret, reçoit le grade de lieutenant-colonel et le brevet d'adjudant général. Il était auparavant capitaine au 44^e régiment d'infanterie et adjoint aux adjudants généraux de Lafayette. Brave, infatigable, plein de ressources, trouvant dans un jour d'action et par un instinct naturel une foule d'expédients, Thouvenot devint le confident de Dumouriez. C'est, dit celui-ci, l'officier le plus instruit de l'armée, le plus capable de me seconder, et il m'est absolument nécessaire pour la castramétation ; avec tous ses autres talents pour la guerre, il a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée, et la partie des campements et des reconnaissances⁷. L'avancement de Thouvenot fut prodigieux ; le 19 novembre 1792, il était maréchal de camp et chef de l'état-major de l'armée ;

¹ Voir ci-dessus, chapitre précédent, et Dumouriez, *Mém.*, I, 24.

² Dès le 30 mars (A. Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1884, p. 310). La note d'espion est aux archives de la guerre ; on remarquera qu'elle donne encore un chiffre trop élevé.

³ Arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 66, lettre de Dumouriez, du 31 août.

⁴ D'Allonville, *Mém. secrets*, II, 391.

⁵ Lettre à Ligniville du 30 août (catalogue d'autographes, 9 décembre 1878).

⁶ Dumouriez, *Mém.*, I, 249 ; lettre à Servan (29 août), et à Labourdonnaye (19 septembre) : **Vouillers, homme sage et de détails**. Il devint lieutenant-général, commanda l'année suivante l'avant-garde dans la retraite de Belgique et émigra avec Dumouriez.

⁷ Voir sur Thouvenot les *Mém.* de Dumouriez, sa lettre du 29 août à Servan, et *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 86 et 126.

mais ce fut lui qui, à Jemmapes, décida et conduisit l'attaque de la division de gauche.

Parmi les officiers dont s'entoura Dumouriez, on remarquait encore le lieutenant-colonel Montjoye, d'Arnaudin que le général jugeait très instruit, Macdonald¹ et Fortair.

Dillon fut mis à la tête de l'avant-garde alors composée de la compagnie franche des Ransonnets, de deux régiments de ligne, de deux bataillons de chasseurs et de quatre régiments de hussards et de chasseurs à cheval. Il avait sous ses ordres trois maréchaux de camp : Lamarche, l'Anglais Money et le Polonais Miaczynski. Lamarche, colonel du 5e hussards, était un vieux soldat plein de feu, dit Dumouriez, mais très facile à décourager ; il commanda l'armée du Nord en 1793 après la mort de Dampierre. Money avait combattu pendant la guerre de Sept-Ans dans les dragons d'Elliot et fait, comme maréchal-général des-logis de Burgoyne, la campagne d'Amérique. Il offrit son épée en 1789 à la Belgique insurgée et obtint le grade de major général. Des membres de l'Assemblée législative le recommandèrent à Servan ; il vint à Paris en 1792 et fut chargé d'organiser une légion sur la frontière belge. Lajard le nomma maréchal de camp (19 juillet). Money, dit Dumouriez, *n'a qu'un baragouin inintelligible et ne peut mener nos troupes* ; mais il devait défendre avec beaucoup de bravoure et de talent la côte de Biesme. Miaczynski arrivait de Paris, comme Money, avec le grade de maréchal de camp. Dumouriez l'avait connu de près en Pologne, où Miaczynski commandait ; avec Pulawski et Walewski les troupes de la confédération de Bar. C'était un aventurier sans scrupules, et Bertrand de Mulleville raconte qu'il proposa, pour une somme de deux cent mille livres, de faire battre l'avant-garde et d'entraîner ainsi la déroute de l'armée et la ruine du parti jacobin. Mais il connaissait parfaitement la guerre d'escarmouches. L'adjudant général de Dillon était Gobert, capitaine du génie, que Dumouriez venait de nommer lieutenant-colonel ; il réprima l'insurrection de Bologne en 1801 et tomba frappé à mort au combat de Baylen².

Le reste de l'armée comprenait deux divisions ; celle de gauche que dirigea plus tard le créole Miranda, était sous les ordres du lieutenant-général Chazot et du maréchal de camp Maltzen ; celle de droite, conduite par Dietmann, Stetenhoffen et Stengel, devait être placée sous le commandement de Le Veneur. D'Hangest qui fut nommé lieutenant général le 7 septembre, était à la tête du parc d'artillerie.

Le nouveau général en chef ne changea pas, comme il l'a dit, l'ordre de bataille adopté par son prédécesseur. Il garda les brigades créées par Lafayette, et les

¹ Macdonald était alors lieutenant au 87e régiment (ci-devant Dillon). On sait qu'il est né à Sedan le 17 novembre 1765 (voir son acte de naissance dans les *Ardennes illustrées* d'Elizé de Montagnac, II, 69-70), mais qu'il passa sa jeunesse à Sancerre, qui fut sa patrie adoptive. *Sa conduite, dit Philippe de Ségur, son extérieur, son esprit plaisaient ; il n'en fallait pas alors davantage, et il parvint sans difficulté jusqu'au titre de capitaine* (Séance du 15 janvier 1840 de la Chambre des Pairs). Macdonald conserva toujours un vif attachement pour Dumouriez et resta en correspondance avec lui.

² Voir sur Lamarche, Dumouriez, *Mém.*, II, 124 ; sur Money son propre livre, *The campaign*, et une lettre de Dumouriez à Servan, 11 septembre (arch. guerre) ; sur Miaczynski, Bertrand de Molleville, *Mém.*, II, 20-25, les *Mém.* de Dumouriez et sa lettre à Servan du 1er octobre ; sur Gobert, son mémoire déjà cité (arch. guerre) ; son fils, le baron Gobert, le célèbre philanthrope, lui fit élever un magnifique monument au Père-Lachaise.

bataillons de volontaires firent toute la campagne avec le régiment d'infanterie qui leur servait à la fois de soutien et de modèle. L'armée comptait environ 19.000 hommes, dont 37 escadrons et 25 bataillons, soit de troupes de ligne, soit de volontaires de 1791¹.

La défection de Lafayette avait ébranlé les courages pendant quelques jours. On était dégoûté, écrit Westermann, et tout avait jeté cette armée dans l'abattement et la désolation. Mais Dumouriez ranima les troupes par son attitude, par ses bons mots, par ses proclamations. Il parcourut le camp tous les jours, et promit aux soldats qu'il leur ferait voir bientôt ces fameux Prussiens. Sa présence, dit Galbaud, encouragea tous les esprits et il sut remédier à la désorganisation². On prit peu à peu le génie du général ; on devint, à son exemple, actif, alerte, confiant. On manquait de tout, mais, la plus grande gaîté, la gaité française de Dumouriez, régnait dans les marches et aux bivouacs. La discipline, mandait Westermann le 31 août, est parfaitement établie, et le plus grand ordre règne ; l'arrivée du général, son ardeur à voir et à régler tout par lui-même, a fait renaître l'espérance et l'allégresse ; il travaille jour et nuit ; il ne se donne, pour ainsi dire, pas le temps de dormir ni de manger³. On brûlait de se mesurer avec l'ennemi⁴. On ne songeait plus aux événements de Paris, et, lorsqu'on apprit les massacres de septembre, on n'en parla qu'avec horreur ; ces égorgements, disait Duval, méritent l'indignation de tout homme de cœur⁵. Quelques historiens prétendent que l'armée de Sedan était en proie à l'insubordination. Elle avait, au contraire, le plus vif sentiment du devoir, le respect du drapeau, le patriotisme. Elle sentait d'elle-même le besoin d'une

¹ L'ordre de bataille du 10 août (arch. guerre) donne les chiffres suivants : 27.581 hommes, dont 12.976 soldats de ligne, 8.230 volontaires et 6.375 cavaliers. Mais il suppose les régiments au complet (pas un seul qui n'ait 750 hommes) et il faut tenir compte des maladies, des désertions, des renforts envoyés à Verdun et à Longwy, des détachements laissés à Sedan. Gobert dit, il est vrai, que l'armée se composait de 25.000 hommes. Dumouriez ne semble pas avoir connu l'effectif exact de ses troupes ; il le porte tantôt à 17.000 (lettre à Biron, 28 septembre), tantôt à 20.000 (lettre à Servan, 7 et 8 septembre), tantôt à 23.000 hommes (*Mém.*, 254-255) ; il ne fit dresser un état de situation que le 20 septembre. Mais on lit dans une lettre de Dillon et dans le procès-verbal du conseil de guerre (29 août) que l'armée comprenait 25 bataillons et 37 escadrons faisant à peu près 19.000 hommes. C'étaient, en comptant les secours envoyés aux forteresses qui capitulèrent : 1° LIGNE : avant-garde : 6e et 8e (avec les 9e et 14e bataillons d'infanterie légère) ; division de droite : 17e (parti avec Galbaud le 29 août), 43e, 55e, 94e ; division de gauche : 29e, 71e, 98e, 99e ; flanqueras de droite : 54e (sans grenadiers), 600 hommes détachés de la ligne, 150 chasseurs du 55e ; flanqueurs de gauche : 83e (sans grenadiers), 600 hommes détachés de la ligne, 150 chasseurs du 47e ; réserve : six bataillons de grenadiers. 2° CAVALERIE : avant-garde : 5e et 6e hussards, 3e et 12e chasseurs ; aile droite : 3e, 7e et 15e cavalerie ; aile gauche : 21e et 23e cavalerie, 13e dragons ; flanqueurs de droite : 1er hussards et 11e chasseurs ; flanqueurs de gauche : 2e hussards et 6e chasseurs ; réserve : 2e, 7°. 10e et 12° dragons. 3° VOLONTAIRES DE 1791 (on les indique ici selon leur embrigadement, cp. *Invasion prussienne*, p. 76) : 1er de l'Aisne et 3e de Paris ; 4e de la Marne et 1er de la Vienne ; 1er de la Marne et 1er de la Sarthe ; 1er de la Meurthe et 2° de Saône-et-Loire (ce dernier parti le 29 août avec Galbaud) ; 1er de l'Allier (à Verdun) et 1er de la Charente ; 1er de la Seine-Inférieure et 5e des Vosges ; 4e des Ardennes (à Longwy) et 5e de la Meurthe ; 2e de la Marne et 3e du Nord (ordre de bat. 10 août).

² Galbaud, *Observations*, 12.

³ A Danton, *Journal des Jacobins*, correspondance du 10 septembre.

⁴ Procès-verbal du conseil de guerre, 29 août.

⁵ Massenbach, *Mém.*, I, 64.

discipline, rigoureuse en présence de l'ennemi et demandait à son général un règlement plus sévère¹. Elle aimait ses chefs et déclarait aux commissaires de l'Assemblée qu'elle ne voulait pas élire ses officiers, comme faisaient les volontaires, que **c'était le plus grand malheur qui pût arriver**². Dumouriez trouva dans ses troupes plus de vertus militaires qu'il ne l'avait cru. Un soldat du 8e régiment avait pris quelques nippes à une pauvre femme ; elle se plaignit à Money qui lui fit rendre son bien ; à peine le général avait-il tourné le dos, que les camarades du voleur se jetèrent sur lui, déchirèrent son uniforme et le fusillèrent sans pitié. Money raconte que partout les soldats respectaient scrupuleusement les propriétés ; il leur ordonna, au camp de Mouzon, de couper de l'orge et de s'en servir à défaut de paille ; ils s'y refusèrent obstinément. Il offrait cependant d'indemniser le possesseur du champ ; mais ils disaient qu'ils étaient venus dans l'Ardenne pour défendre leurs compatriotes, et non pour leur faire du tort, et qu'ils aimaient mieux coucher sur la terre, si humide qu'elle fût. Ils battaient le blé du paysan, ajoute Money, et ne lui demandaient en échange que la paille qui leur servait de litière³.

Cette armée était donc moins mauvaise qu'on ne l'a dit. On sait les éloges que lui donnait Lafayette⁴. C'est celle, écrivait Esterhazy, où règnent le plus d'ordre et le plus d'ensemble⁵. La cavalerie, rapporte Dumouriez, était composée des meilleurs régiments de France ; les bataillons de gardes nationales étaient bien disciplinés, aguerris par une année de campements, de marches et de combats perpétuels contre l'ennemi ; l'artillerie était nombreuse et excellente, ayant plus de soixante pièces de parc, outre les canons des bataillons⁶.

III. Il fallait se saisir en toute hâte des défilés de l'Argonne. Il était facile d'occuper les débouchés du Chesne-Populeux et de la Croix-aux-Bois qui sont le plus au nord. Dumouriez les négligea ; il marcha lui-même sur Grandpré, et donna l'ordre à Dillon de gagner les Islettes. Mais Grandpré est à douze lieues de Sedan où campait l'armée française, et à six lieues de Stenay que menaçaient les Autrichiens de Clerfayt. Les Islettes sont à dix lieues de Mouzon où Dillon s'était établi avec son avant-garde, et à six lieues de Verdun qu'assiégeaient les Prussiens. Si les alliés s'avisèrent de marcher sur les Islettes et sur Grandpré, ils avaient deux fois moins de chemin à parcourir que les Français.

Deux routes menaient de Sedan à Grandpré : l'une, qui n'est autre que le chemin de Rethel par le Chesne-Populeux et Vouziers derrière la forêt, c'était la plus longue et la plus sûre : l'autre par Stonne, les Grandes Armoises, Tannay, entre la forêt et la Meuse, non loin de Stenay, presque sous les yeux des avant-postes autrichiens, c'était la plus courte et la plus périlleuse.

Dumouriez calcula que, s'il suivait la première route, il aurait près de quinze lieues à faire, que l'ennemi devinerait ses desseins, que Clerfayt le préviendrait peut-être et se porterait aussitôt sur Grandpré, que les Prussiens avertis par le général autrichien, pousseraient sur-le-champ aux Islettes, qu'ainsi l'armée

¹ Dumouriez à Servan, 6 septembre (arch. guerre).

² Kersaint à l'Assemblée législative, séance du 30 août, *Moniteur* du 1er septembre.

³ Money, *The Campaign*, 55-57.

⁴ Cp. *Invasion prussienne*, p. 69 et 81.

⁵ Esterhazy à Spielmann (Vivenot, *Quellen*, II, 109).

⁶ Dumouriez, *Mém.*, I, 255 : **Nous avons 6.000 hommes de bonne cavalerie** (conseil de guerre du 29 août).

française serait coupée de Châlons et forcée de se retirer par Reims. Mais en prenant la seconde route, ne courait-il pas les mêmes risques ? Ne révélait-il pas son plan à l'adversaire ? Clerfayt ne se hâterait-il pas de le devancer à Grandpré ? Tout au moins ne chercherait-il pas à troubler sa marche, à lui enlever ses équipages et son artillerie ? Dumouriez résolut de tromper les Impériaux, de les éloigner de sa route, de leur masquer ses mouvements par une démonstration vigoureuse.

Dillon avait, depuis le 30 août, le commandement de l'avant-garde qui campait à Mouzon. Dumouriez lui donna l'ordre de se diriger sur Stenay, non pas pour défendre la ville qui est, disait-il, toute ouverte, mais pour inquiéter Clerfayt et tenir sur la rive gauche de la Meuse, en face de Stenay, la position de la Neuville¹. Dillon hésitait, objectait le manque de toutes choses et la défiance que lui inspiraient ses troupes. Il y a du désordre, lui écrivit Dumouriez, mais il ne faut prévoir ni lâcheté, ni fuite ; allons, de la gaité !²

Stimulé par Dumouriez, Dillon envoie Miaczynski à Stenay avec une compagnie de grenadiers, la compagnie franche des Ransonnets, un régiment de dragons et un régiment de chasseurs. Miaczynski passe la Meuse, traverse la ville et se porte à une lieue de là, au village de Baalon. Il est rejoint le 31 août par Dillon et Gobert qui mènent avec eux le 3^e et le 11^e chasseurs et tentent dans l'après-midi une reconnaissance au-delà de Baalon ; mais Clerfayt venait d'arriver à Juvigny, et son avant-garde marchait sur Stenay. A la vue des cheveu-légers autrichiens de Cobourg, Dillon ordonne la retraite ; on quitte le poste de Baalon, on rentre dans Stenay, on repasse la Meuse et se met en bataille derrière la rivière. L'ennemi, après avoir pillé les maisons de Baalon dont les habitants ont tiré sur ses troupes, parait si r la hauteur de Stenay et lâche quelques coups de canon. Dillon recule encore ; il se jette dans le bois de Dieulet où la cavalerie autrichienne le poursuit ; il devrait tenir bon dans la forêt et appeler à lui toutes les troupes de l'avant-garde ; il recule sur Pouilly, sur Beaumont et de là sur Mouzon³.

Les Autrichiens avaient passé la Meuse et occupé le poste de la Neuville. La route de Grandpré leur était ouverte. Mais Clerfayt n'avait reçu de Brunswick d'autres instructions que de couvrir le siège de Verdun et d'observer Montmédy. Il évacua la Neuville, il laissa à Stenay deux bataillons et deux escadrons, il en mit autant à Juvigny pour surveiller la route de Verdun et s'établit avec le reste dans le camp de Baalon. Il y demeura jusqu'au 7 septembre. Il est inconcevable, remarquait Dillon, qu'il ait laissé gagner aux Français la belle position de Grandpré sans les avoir attaqués.

Dumouriez profita de l'inaction de son adversaire. Il savait au reste que le méthodique Clerfayt ne chercherait pas à donner bataille et préférerait occuper le commode camp de Baalon. Il dissimula le mécontentement que lui causait la mollesse de Dillon et commença cette marche heureusement téméraire qui fut, selon le mot d'un historien militaire, un coup de partie décisif⁴. Il s'était mis lui-

¹ La Neuville est sur la rive gauche de la Wiseppe, à deux kilomètres à l'ouest de Stenay.

² Lettre de Sedan, 31 août, *Catalogue d'autographes*, vente du 3 décembre 1866.

³ Dumouriez à Servan, 1^{er} septembre, et *Mém.*, I, 263 ; Dillon, *Compte rendu*, 10-16 ; *Mém. de Gobert* ; Money, *The campaign*, p. 40-45 ; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 1833, II, 1, p. 34 35 ; *Gazette de France* du 15 septembre, bulletin de l'armée de Clerfayt.

⁴ *Tableau historique*, II, 93.

même à la tête du corps de bataille, composé de douze mille hommes ; un gros détachement, commandé par Chazot, escortait les équipages et l'artillerie.

Le 1er septembre, Dumouriez quittait Sedan et marchait sur Mouzon où il comptait camper. Il y trouva son avant-garde qu'il croyait à la Neuville ; mais, sans hésiter, il poursuivit sa route et s'arrêta non loin de Mouzon, sur le bord du grand chemin de Stenay ; il établit son quartier général à Yonck, et jeta de l'infanterie dans les bois de La Neuville.

Le lendemain (2 sept.), après avoir fouillé la rive gauche de la Meuse et s'être assuré que les Autrichiens ne l'inquiéteraient pas, il se portait par Stonne et les Grandes-Armoises sur La Berlière. Ce fut là qu'il apprit que Galbaud n'avait pu secourir Verdun et s'était retiré sur Sainte-Menehould. **Il faut du moins**, écrivit-il sur-le-champ à Galbaud, tirer de votre position tout le parti que vous pourrez ; il faut s'avancer plus haut que Sainte-Menehould jusqu'aux Grandes-Islettes, et vous fortifier derrière le canal de la Biesme ; vous pouvez ramasser tous les habitants des paroisses qui sont dans les bois, vous ferez des abatis et vous vous trouverez par ce moyen maître très facilement du chemin de Sainte-Menehould à Varennes et à Verdun¹.

Le 3 septembre² Dumouriez était à Grandpré. Il ne connaissait les lieux que par la carte et n'avait pensé jusque-là qu'à se poster derrière l'Aisne et à défendre les hauteurs ou, comme il le disait, la trouée d'Autry. Il ne parle que d'Autry dans ses dépêches au ministre³. Mais la position de Grandpré lui sembla si bonne, qu'il résolut d'y rester ; le 3 au soir, un détachement, commandé par Stengel, se portait à Saint-Juvin.

IV. Dumouriez établit son camp sur le plateau ou, comme il dit dans ses *Mémoires*, sur le grand amphithéâtre qui s'élève dans la presqu'île comprise entre l'Aire et l'Aisne et que couronnent les bois de Nègremont. L'Aire coulait sur le front du camp et l'Aisne en défendait les derrières. La droite de l'armée s'appuyait au plateau de Marcq et la gauche à Grandpré. La réserve était à mi-côte, à une faible distance de l'Aire, entre la ferme de Barbançon et le petit village de Chevières. Le parc d'artillerie fut installé derrière le camp, à Senuc, à l'extrémité des bois de Nègremont et de la presqu'île. Deux ponts de pierre sur

¹ Dumouriez à Servan, 2 septembre (arch. guerre), et *Mém.*, I, 263 ; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre (Biblioth. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 24).

² Et non le 4, comme il dit dans ses *Mém.* et comme l'ont répété tous les historiens. Cp. Dillon, *Compte rendu*, 15 ; Money, *The campaign*, 49 ; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre : **Je serai demain à Grandpré**, et Westermann à Danton (Grandpré, 3 septembre, *Journal des Jacobins*, corr., 10 septembre). Le 5 septembre Dumouriez écrit à Luckner : **Le 2, Chazot est venu camper à La Neuville-à-Maire ; je le couvrais, mon avant-garde à Saint-Pierremont et mon centre à la Berlière. Le 3, il est venu camper à Briquenay ; j'ai campé avec le corps de bataille à Beffu et mon avant-garde à Cornay et à Marcq. J'avais alors reconnu la grande trouée de Grandpré. J'y ai réuni 16 bataillons, 15 escadrons de cavalerie et de dragons, 6 escadrons de hussards et une petite avant-garde de flanqueurs d'un régiment d'infanterie et d'autres troupes légères. J'ai pris alors le 4 une position inexpugnable.**

³ Dumouriez à Servan, 1er septembre : **Je marche demain par Stonne sur le Chesne-Populeux, le 3 sur Vouziers, le 4 sur Autry ; 2 septembre : marcher le 4 sur Autry.** L'auteur du *Tableau historique* (II, 87) a vu et touché ce point ; le plan de Dumouriez se réduisit d'abord à se couvrir provisoirement de l'Aisne en occupant sur la gauche de cette rivière la petite ville d'Autry à cinq lieues au-dessous de Sainte-Menehould.

l'Aisne, l'un près de Senuc, l'autre un peu plus bas, à Grandham, facilitaient, le cas échéant, la retraite de l'armée.

Le château de Grandpré fut le siège du quartier général. Il appartenait à Sémonville, ami de Dumouriez, un des agents les plus actifs et des plus intrigants du nouveau régime. Sa situation sur une hauteur, les deux grosses tours qui le flanquaient, ses larges fossés, ses nombreux communs, le vaste parc qui l'entourait, faisaient de cet édifice un des plus beaux et des plus imposants de l'Ardenne¹.

Après avoir porté le corps de bataille sur la rive gauche de l'Aire, Dumouriez plaça son avant-garde en demi-cercle depuis le coude que fait la rivière près de Saint-Juvin jusqu'au bois de Bourgogne. L'avant-garde s'étendait ainsi sur une ligne oblique que couvrait le ruisseau de l'Agron et qui passait par Saint-Juvin, Beffu et le Morthomme. Beffu formait le centre de la position ; le Morthomme, la gauche, et Saint-Juvin, la droite. Les troupes de Beffu et du Morthomme pouvaient se retirer par deux ponts sur le village de Chevières ; celles de Saint-Juvin, par deux autres ponts, sur la hauteur de Marcq. Le poste du Morthomme, à la lisière du bois de Bourgogne, dominait la plaine. Il devait être commandé par le créole Miranda.

Ce remarquable aventurier qui fut un des meilleurs lieutenants de Dumouriez en Champagne et en Belgique, était né à Caracas, dans l'Amérique du sud. Proscrit par le gouvernement espagnol, il avait voyagé dans le monde entier et parlait presque toutes Les langues de l'Europe, Il était venu en France avec une riche collection de livres, de gravures, de tableaux et de statues ; mais il avait eu soin de se munir de lettres de recommandation signées par les orateurs de l'opposition anglaise. Il s'était lié pendant un séjour à Londres avec Fox, Sheridan et ce Priestley que les départements de l'Orne et de Rhône-et-Loirs appelaient à la Convention². Il entretint les Girondins de son horreur pour la tyrannie et leur annonça qu'il serait un jour le libérateur de l'Amérique espagnole ; ils accueillirent avec empressement cette précieuse recrue. Miranda possédait de grandes connaissances militaires ; il avait assidûment étudié les ouvrages de tactique ; il dissertait avec chaleur sur Alexandre et César, sur le maréchal de Saxe et Frédéric II, sur Folard et Guibert. Il reçut le 25 août, par l'entremise de Pétion, son brevet de maréchal de camp et arriva le 11 septembre à Grandpré. Il apportait à Dumouriez un exemplaire de Plutarque³.

Le poste de Saint-Juvin, tout près de la rivière, est un plateau arrondi et facile à défendre. Dumouriez y mit l'homme qu'il regardait comme le meilleur officier de son armée, le colonel du 1er hussards, Stengel. Il était suspect de *fayettisme* et, sans Dumouriez, Servan l'eût peut-être destitué⁴. Stengel fut nommé le 13 septembre maréchal de camp. C'est le Murat de la Révolution. Il avait la vue basse, et ce défaut toujours dangereux pour un soldat, surtout pour un soldat d'avant-garde, causa sa mort à Mondovi (17 avril 1796). Mais il a mérité les

¹ Ce château a été détruit par un incendie le 19 novembre 1834. Il avait été vendu à Sémonville le 11 septembre 1791 par la marquise Hennequin d'Ecquevilly ; c'est là qu'eut lieu en 1799 le mariage de Joubert et de Mlle de Sémonville (Elizé de Montagnac, *Ardennes illustrées*).

² Cp. Lafayette, *Mém.*, 342, *ses liaisons anglaises* et Ségur, *Mém.*, I, 462.

³ Sur Miranda voir Dumouriez, *Mém.*, I, 88 ; *Mém.* de Mme Roland, II, 345-358 ; Notes de Servan aux *Mém.* de Dumouriez, 35 ; Ségur, *Mém.*, I, 461.

⁴ Cp. *Invasion prussienne*, p. 53, le rôle de Stengel à l'armée de Sedan après le 10 août.

éloges de Napoléon qui le jugeait à la fois intelligent, adroit et alerte. Stengel, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, fut non seulement un excellent officier de hussards, mais un général consommé, il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mûr. On le vit à Lezegno précéder l'armée et préparer tout : lorsque Bonaparte arriva quelques heures plus tard, Stengel avait reconnu les défilés et les bois, trouvé des guides, interrogé le curé et le maître de poste, lié des intelligences avec les habitants, envoyé des espions de tous côtés, saisi les correspondances, traduit et analysé les lettres qui contenaient des renseignements utiles, pris les mesures nécessaires pour établir des magasins de vivres et rafraîchir les troupes¹.

Telle était la position choisie par Dumouriez. Les ennemis la trouvèrent très avantageuse et presque aussi formidable que les Islettes². Pour la forcer, il fallait chasser de la rive droite de l'Aire l'avant-garde de Stengel et de Miranda établie de Saint-Juvin au Morthomme derrière le ruisseau de l'Agron ; puis franchir la rivière sous le feu plongeant de l'artillerie française placée en trois endroits, au château de Grandpré, sur les pentes boisées de Nègremont et sur le plateau de Marcq ; enfin, après avoir délogé l'adversaire de Marcq et de Nègremont on trouvait un nouvel obstacle, l'Aisne dont Dumouriez pouvait disputer sérieusement le passage en se postant sur les hauteurs d'Autry.

V. Pendant que Dumouriez s'établissait à Grandpré, Dillon faisait diligence pour fermer les gorges du Clermontois et occupait les Islettes, mais non sans de vives angoisses et de singulières aventures. Après être demeuré le 10^r septembre à Mouzon, il avait marché le 2 jusqu'à Saint-Pierremont, et s'était porté le 3, par Buzancy, sur Cornay. Il se rendit à Grandpré pour prendre les dernières instructions du général en chef. Le lendemain (4 septembre) il dit à Money, avec une profonde émotion, que Dumouriez lui commandait de passer par Varennes, et de gagner les Islettes à travers la forêt. Cet homme est fou, s'écriait-il. Il insiste pour que je parte aujourd'hui, malgré mes pressantes représentations. J'ai beau lui dire que le pain n'arrivera que ce soir à Marcq et se trouvera à sept

¹ Dumouriez à Servan : le plus excellent officier que nous ayons pour conduire une avant-garde ; c'est un homme du plus grand mérite que cet avancement attachera à la cause de la liberté (6 septembre) ; c'est le meilleur officier de l'armée (7 septembre) ; c'est le seul bon officier que j'aie (11 septembre), et *Mém.*, I, 110 ; Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, I, 232, et II, 223-224 ; Bonaparte écrivait à Carnot le 9 mai 1796 : depuis la mort de Stengel, je n'ai plus un officier supérieur de cavalerie qui se batte. Henri Stengel était né à Neustadt dans le Palatinat. Il fut traduit en 1793 devant le tribunal révolutionnaire ; on l'accusait d'avoir causé les revers qui avaient précédé la défection de Dumouriez ; il fut acquitté à l'unanimité le 28 mai. Il avait ainsi retracé sa carrière militaire avant 1792 : Voyez un militaire qui servant trente-trois ans la France, l'a fait toujours avec intégrité. Lieutenant-colonel et commandant des hussards de Chamborant, j'ai toujours su contenir les officiers. On me fit passer au commandement du 9^e régiment des dragons, mais, sans me donner le temps de joindre, on me donna le 10^e des hussards et le commandement d'autres troupes de flanqueurs — il commandait en effet à l'armée de Lafayette les flanqueurs de droite —. Dumouriez me confia dès son arrivée à l'armée l'avant-garde. (Arch. nat., W, 272 doss. 41, pièce 26, p. 3 et 4.)

² Minutoli, *Erinnerungen*, 119.

lieues de moi, que les routes sont impraticables, que les Prussiens s'approchent. Vous verrez que nous serons attaqués dans notre marche sur Varennes !¹

Mais les Prussiens ne se montrèrent pas. On ne vit au loin que leurs vedettes sur la hauteur d'Avocourt. On traversa Varennes, on arriva sans encombre à la lisière des bois. **Que faut-il faire maintenant ?** demanda Dillon à Money. **C'est la seule fois**, assure ce dernier, **qu'il exécuta sur-le-champ ce que je lui conseillais**. Le chemin était défoncé par les pluies ; si l'on ne pouvait en prendre un plus court, rapporte un habitant du pays, on ne pouvait aussi en prendre de plus montueux et en plus mauvais état. Sur l'avis de Money, on détacha en avant-garde des pionniers qui réparèrent la route et l'aplanirent. Des paysans les aidèrent. La cavalerie passa d'abord ; l'artillerie vint ensuite ; Money formait l'arrière-garde avec deux canons, deux bataillons d'infanterie et le reste des pionniers chargés de barrer et de regâter le chemin.

On atteint ainsi la Pierre-Croisée, puis le village de La Chalade, dans un des endroits les plus resserrés des gorges du Clermontois. Mais Dillon apprend des officiers municipaux de La Chalade que Galbaud vient d'abandonner la côte de Biesme et de se retirer sur Châlons. On lui conte qu'une vive fusillade s'est fait entendre pendant la journée, que les Prussiens occupent les Islettes, qu'ils sont maîtres de Sainte-Menehould. Dillon, consterné, ordonne aussitôt à sa troupe de rebrousser chemin ; on quitte La Chalade ; on longe la rive droite de la Biesme ; à la nuit close, les soldats, harassés par cette marche qu'ils avaient commencée à quatre heures du matin, entraient à Vienne-le-Château².

VI. On a vu que le maréchal de camp Galbaud, chargé de secourir Verdun avec le 17^e régiment, le 2^e bataillon de Saône-et-Loire et quatre canons, arrivait le soir du 30 août à Varennes. Il était trop tard pour se jeter dans la place. Il résolut de se rendre à Metz par Ligny et Bar-le-Duc, et se porta sur Clermont³. Mais craignant de rencontrer encore les Prussiens, il se ravise, tourne à droite et prend la route de Châlons. Il traverse le village des Islettes, il gravit la côte de Biesme, il y laisse un poste de quelques hommes, il descend à Sainte-Menehould (31 août). Mais il avait compris l'importance du défilé. Il y revient le lendemain et parcourt les hauteurs qui dominant la vallée de la Biesme. Les habitants de Varennes l'avaient prié d'emmener avec lui les deux pièces de canon que l'Assemblée constituante leur avait données en récompense de l'arrestation de Louis XVI. Galbaud disposait donc de six pièces ; il en place quatre à la côte de Biesme et envoie les deux autres, avec le bataillon de Saône-et-Loire, à Florent. Il demande en toute hâte des renforts au conseil général de la Marne. Il somme le district de Sainte-Menehould d'ordonner à toutes les communes de la forêt d'Argonne de faire des abatis, de rompre les chemins, en un mot d'opposer aux Prussiens toutes les difficultés possibles. Le 2 septembre, au soir, il apprend la capitulation de Verdun, mais, dit-il lui-même, **le poste de Biesme était le seul obstacle qu'on pût opposer à l'ennemi ; mes deux bataillons, indignés de la**

¹ Money, *The campaign*, 49 ; lettre de Dillon à Galbaud (arch. nat., AA, 61, papiers de Galbaud, p. 74) ; Dillon, *Compte rendu*, 17.

² Cp. sur la marche de Dillon : Money, *The campaign*, 49-53 ; Gobert, mémoire (arch. guerre) ; Dillon, *Compte rendu*, 18 ; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 599.

³ Cp. *Invasion prussienne*, p. 231-232.

reddition de Verdun, me jurèrent que l'envahisseur ne passerait que sur leurs cadavres¹.

Le lendemain (3 sept.), la garnison de Verdun débouchait dans la plaine des Islettes. C'étaient les quatre bataillons de Mayenne-et-Loire, de l'Allier, de la Charente-Inférieure et d'Eure-et-Loir. Je croyais, raconte Galbaud, que, frémissant de rage, ils saisiraient avec empressement l'occasion de venger l'honneur français en restant avec moi. Il les vit arriver en désordre et comme en déroute, tirant des coups de fusil dans les arbres, criant à la trahison, ajoutant que tout était perdu, que les Prussiens étaient victorieux et invincibles, que leur armée couvrait les hauteurs du mont Saint-Michel et s'étendait sur les deux côtés de la grande route, de Verdun jusqu'à Clermont ! Le premier officier qu'il interroge ne répond qu'en donnant des marques de frayeur. Le général, indigné, le fait conduire à la prison de Sainte-Menehould. Mais cet exemple n'arrête pas les lâches discours et les cris d'épouvante. Des volontaires remettent leurs armes à Galbaud en disant qu'ils ne veulent plus combattre, et que, désarmés, ils sont sûrs de la pitié du vainqueur. Galbaud s'efforce de les rassurer ; il leur affirme que ce spectacle effrayant du camp des Prussiens est un étalage et une pure charlatanerie² ; il leur déclare qu'il faut défendre la patrie ; il leur ordonne enfin de rester avec lui pour renforcer les postes de Biesme et de Florent. Les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure obéissent, non sans répugnance. Mais les bataillons de l'Allier et de Mayenne-et-Loire se dirigent, sans écouter Galbaud, sur Sainte-Menehould ; Allier prétend qu'il doit, aux termes de la capitulation, se retirer à Reims ; Mayenne-et-Loire promet de revenir à la côte de Biesme, mais veut auparavant rendre les derniers devoirs à Beaurepaire.

Le bataillon de l'Allier entre à Sainte-Menehould et y demeure jusqu'au soir ; à huit heures, les officiers se présentent à la municipalité ; ils exposent que leur autorité est méconnue, qu'ils doivent prendre la route de Reims, que les soldats menacent de quitter le drapeau par bandes de quinze et vingt, qu'on les insulte dans la ville, et que, si l'on ne presse leur départ, ils tireront vengeance des outrages qu'ils ont essuyés. Les officiers municipaux enregistrent cette déclaration et ajoutent : et nous, déclarons n'avoir aucune connaissance des faits y énoncés. Le bataillon de l'Allier quitte la ville³.

Cependant Mayenne-et-Loire avait célébré les funérailles de Beaurepaire. Le cercueil qui renfermait le corps du commandant était placé sur un fourgon d'artillerie. A l'entrée de Sainte-Menehould, au pont où quatorze mois auparavant, la municipalité avait reçu Louis XVI, des volontaires du bataillon portèrent le corps sur leurs épaules. Beaurepaire fut enterré dans le cimetière de la ville, au pied de l'église du château. La pompe funèbre, dit un témoin oculaire, fut aussi noble qu'attendrissante ; c'était à qui de ses frères d'armes aurait l'honneur d'orner de la couronne civique le cercueil de ce chef ; officiers et

¹ Galbaud, *Observations*, 16-18 ; arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 72, réponse du conseil général de la Marne, 2 septembre.

² Arch. guerre, Galbaud à Servan, 11 septembre.

³ Déclaration des officiers du bat. de l'Allier, faite par devant la municipalité de Sainte-Menehould. Galbaud, *Observations*, 34-35.

soldats, tous payèrent le tribut de larmes dû à un militaire qui avait préféré la mort à la honte de rendre une place de guerre sans l'avoir défendue¹.

Mais, après l'enterrement de Beaurepaire, le bataillon de Mayenne-et-Loire refusa de tenir sa promesse et de regagner la côte de Biesme. Il prit, comme le bataillon de l'Allier, la route de Châlons, en prétextant qu'il avait reçu du commissaire des guerres Pichon l'ordre de se rendre à Chartres. On n'entendait dans ses rangs que des cris de colère contre Galbaud ; il avait causé la mort de Beaurepaire en quittant Verdun avant le siège ; il avait hâté la reddition de la ville en se portant trop tard à son secours ; il n'avait pas le droit de donner des ordres au bataillon qui ne relevait que du maréchal Luckner ; enfin, il n'avait pas assisté aux funérailles de Beaurepaire, quoiqu'on l'eût invité² !

Galbaud était, en effet, resté à la côte de Biesme. Il avait visité tous ses postes ; il avait mandé à Dillon et à Dumouriez le funeste découragement de la garnison de Verdun ; sa tournée faite et ses courriers expédiés, il se rendit à Sainte-Menehould. Il apprit avec une douloureuse indignation le départ des bataillons de l'Allier et de Mayenne-et-Loire. Ce qui l'irritait surtout, c'était la défection des volontaires que Beaurepaire avait commandés. Aussi, quelques semaines plus tard, lorsque l'adjudant-major Delaage parut à la barre de la Convention et flétrit la lâcheté des Verdunois, Galbaud ne se contenta pas : **Vous accusez de lâcheté les habitants de Verdun, s'écriait-il, et vous, fûtes-vous braves le 3 septembre ! Vous vous dites amis de Beaurepaire. Est-ce lui qui vous avait appris à dire que l'ennemi était invincible ? Ne vous souveniez-vous plus de m'avoir vu avec lui à Verdun ? Aviez-vous oublié qu'il m'honorait de son amitié ! Ne deviez-vous pas voir en moi, lorsque je vous montrais le chemin de l'honneur, l'exécuteur ponctuel de ses dernières volontés !**³

¹ Voici l'acte de sépulture : Le 2 septembre 1792, est décédé à Verdun Nicolas Beaurepaire, commandant le 1er bataillon des volontaires de Mayenne-et-Loire, et commandant militaire de la ville et citadelle de Verdun, âgé de cinquante-trois ans, et le lendemain son corps a été inhumé au cimetière de cette paroisse, par moi, curé soussigné, en présence de Louis Lemoine, lieutenant-colonel dudit bataillon, et d'Augustin Péhu, capitaine audit bataillon, qui ont signé avec nous. Gambet, curé. L. Lemoine, commandant en second, Péhu, capitaine (Registres de la paroisse de Sainte-Menehould). Cp. Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, p. 595. On ne sait plus exactement où Beaurepaire est enterré : **Ses cendres gisent ignorées au milieu de nous ; pas une pierre, pas une inscription en souvenir de ce stoïque soldat.** (Nidart, séance du 21 septembre 1872 du conseil municipal de Sainte-Menehould, *Revue de la Marne*.) M. Nidart croit, d'après le témoignage d'une veuve Guillaumet qui vit la cérémonie et se rappelait encore les coups de fusil tirés sur la fosse, que Beaurepaire est enterré au-dessous de la première ou de la seconde fenêtre de la chapelle Sainte-Catherine, à droite du portail qui donne sur le nord, en vue de l'Argonne, et, pour ainsi dire, en face de Verdun. Il est singulier qu'on n'ait pas encore fait de fouilles en cet endroit et déterré le corps. — Coulommiers a récemment élevé une statue à Beaurepaire. On eut quelque temps le même projet à Sainte-Menehould, en 1793, où le conseil général décidait d'élever à Beaurepaire une colonne pyramidale (Buirette, II, p. 595), et en 1872, où M. Nidart proposait de lui élever une statue. Le général Chanzy appuya la proposition de M. Nidart ; la ville offrit l'emplacement nécessaire, et M. René de Saint-Marceau avait déjà fait la maquette de la statue ; le projet n'eut pas de suite.

² Lettre authentique de Lemoine (Grille, II, 300-303) du 10 septembre : **Le bataillon reçut l'ordre de se rendre aux défilés de Clermont ; notre devoir était d'obéir et ce devoir fut méconnu.** Cp. la réponse des députés de Mayenne-et-Loire à Galbaud, p. 11 et 12.

³ Galbaud, *Observations*, 27. Cp. la lettre de Marceau du 7 septembre (Doublet, 142) : **300 lâches viennent de quitter leur drapeau soit par envie de retourner dans leurs foyers**

Mais Galbaud n'était pas au bout. Les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure, placés à la côte de Biesme et à Florent, avaient communiqué leur peur au 47^e régiment et au 2^e bataillon de Saône-et-Loire. C'était ce jour-là qu'un détachement prussien entra dans Varennes et arrêta le maire de la ville. Cette nouvelle acheva d'ébranler les courages ; on crut que les Prussiens s'approchaient, on n'osa pas les attendre, on cria qu'il fallait se retirer sur Châlons. La garnison de Verdun, dit Galbaud, avait entièrement désorganisé ma petite armée. Il manda les principaux officiers ; tous lui confirmèrent la panique des troupes et l'assurèrent qu'il suffirait d'une poignée d'hommes pour les mettre en fuite. Galbaud tint conseil pendant toute la nuit ; il croyait trouver encore dans les deux bataillons qui venaient de Sedan, assez de monde pour résister à l'adversaire et il se faisait fort d'arrêter les Prussiens avec quelques gens résolus jusqu'à l'arrivée des secours qu'il attendait de Dumouriez. Mais d'heure en heure des soldats arrivaient de Biesme et de Florent par petits pelotons ; en vain Galbaud les conjurait de regagner leur poste et de ne pas se déshonorer ; personne ne voulait l'entendre. Les lâches s'écriaient Marceau ; je regrette d'avoir été jugé digne de les commander !

Galbaud, désespéré, donna l'ordre d'abandonner la côte de Biesme. Il laissait derrière lui, disait-il, une des clefs de la France, mais les quatre bataillons qu'il emmenait pouvaient encore être utiles à la patrie. Il quitta Sainte-Menehould le matin du 4 septembre. Déjà les habitants de la ville cachaient ce qu'ils avaient de plus précieux ; la municipalité se préparait à recevoir les Prussiens et ordonnait le désarmement de la garde nationale et des bourgeois¹.

Pourtant il restait à Galbaud une lueur d'espérance. Il savait que Dillon marchait sur Varennes avec une avant-garde de 6.000 hommes. Il pria les administrateurs du district de lui dépêcher un courrier dès qu'ils auraient des nouvelles. Il était à trois lieues de Sainte-Menehould, au village d'Auve, où sa troupe faisait halte pour se reposer, lorsque le courrier arriva. Il apportait une lettre de Dumouriez et une autre de Dillon : Dumouriez annonçait à Galbaud que Dillon allait le joindre avec un corps d'infanterie et de cavalerie ; Dillon écrivait qu'il précipitait sa marche et passerait par Varennes, La Chalade et Florent. Presque au même instant un courrier de Châlons remettait à Galbaud une dépêche de Luckner qui le priait de tenir ferme dans sa position de Biesme **sans se compromettre et courir le danger d'être écrasé**. Galbaud lit ces lettres aux soldats. Le courage des troupes se ranime. Le 17^e et Saône-et-Loire, les premiers, demandent à revenir sur leurs pas. Les quatre bataillons rebroussement chemin. Le soir du 4 septembre,

ou par crainte ; la lettre de Billaud-Varennes (Rousset, *Les volontaires*, 79) et Arch. guerre, 9 sept. ; Les militaires de la garnison de Verdun sèment tour à tour sur leur route la consternation et la sécurité : la consternation en publiant que Verdun avait été livrée par les corps administratifs et les habitants, la sécurité en annonçant que le roi de Prusse et le duc de Brunswick les avaient comblés de bienfaits et leur avaient dit : *Vous n'avez rien à craindre de nos armées, nous ne venons pas pour vous faire la guerre, mais seulement pour rétablir Louis XVI sur le trône ; loin donc de vous opposer à nos efforts, votre intérêt exige que vous suiviez nos drapeaux ou que vous restiez tranquilles, d'autant mieux que vous êtes trahis partout et que par conséquent votre défaite est assurée* ; Dillon, *Compte rendu*, 19 ; Clavière à Galbaud, 10 septembre : le découragement où vos concitoyens paraissent être tombés en imaginant trop légèrement que les généraux se sont fait un système de les abandonner au milieu des dangers. Cp. *Invasion prussienne*, 260-261.

¹ Galbaud, *Observations*, 21 ; lettre à Servan, 11 septembre ; Buirette, II, 398-599 ; lettre de Marceau (Doublet. 142).

Galbaud occupait de nouveau la côte de Biesme pour y demeurer jusqu'à l'issue de la campagne. Mais durant toute une journée, le défilé des Islettes était resté sans défenseurs, et si 50 hussards prussiens s'étaient avancés sur la grande route, ils auraient peut-être changé le sort de la guerre¹.

VII. Voilà les événements dont la côte de Biesme était le théâtre pendant que Dillon marchait de Cornay sur Varennes et La Chalade. Les paysans qui voyaient les troupes de Galbaud se replier en désordre sur Châlons, s'imaginaient que les Prussiens étaient maîtres des Islettes, et Dillon, croyant trop légèrement à leurs rapports, se rejetait en arrière sur Vienne-le-Château. Il y passa la nuit du 4 au 5 septembre dans de cruelles perplexités. Mais le lendemain il apprit la vérité. Il vint aussitôt à Sainte-Menehould, et, sans s'arrêter, poussa droit à la côte de Biesme où l'attendait Galbaud².

Dillon avait été chargé par Dumouriez non seulement de tenir les Islettes, mais de défendre les gorges de l'Argonne de Vienne-le-Château à Passavant. Il établit son quartier général à la Grange-aux-Bois. Il ne mit pas un soldat de ligne à Sainte-Menehould ; les troupes qui gardaient la ville, se composèrent de dix compagnies de grenadiers de Reims, de 200 hommes d'un détachement de Seine-et-Oise, et d'une compagnie du 1er bataillon de Reims. Il répartit le reste de ses troupes et le peu de renforts qu'il reçut jusqu'au 30 septembre dans tous les villages qui bordent le cours de la Biesme, à La Chalade, à Claon, au Neufour. Il mit au Four des Moines, le long du ruisseau de Vaux, la compagnie franche des Ransonnets ; à Florent le 2^{fi} bataillon de Saône-et-Loire que commandait le lieutenant-colonel Chazault ; au village des Islettes, le 56^e régiment de hussards soutenu par 100 hommes du 6^e régiment d'infanterie et 100 hommes du 5^e bataillon des Vosges ; à la Verrerie, au bas de la côte de Biesme, 100 hommes d'un bataillon de la Marne ; à la côte de Biesme, 3 régiments de ligne, le 6^e, le 8^e, et le 17^e ainsi que le 1^{er} bataillon de la Charente-Inférieure, le 5^e bataillon des Vosges, le 4^e bataillon des grenadiers de la réserve commandé par Deville, une compagnie de grenadiers de la Meurthe, 160 volontaires de Vitry-le-François et 60 volontaires de Stenay ; à Futeau³ et à Courrupt, 100 hommes du 8^e régiment d'infanterie et ce 1^{er} bataillon d'Eure-et-Loir dont Marceau était le lieutenant-colonel en second ; à Beaulieu, le 96^e bataillon d'infanterie légère qui garda le château avec deux pièces de canon ; à Passavant, à la pointe de la forêt d'Argonne, presque toute la cavalerie, trois régiments de chasseurs, le 3^e, le 11^e, le 12^e, et le 6^e régiment de hussards, commandés par le colonel Frégeville qui devait enlever dans les villages des environs les vivres et les fourrages et pousser des reconnaissances sur le chemin de Bar-le-Duc⁴. A l'ouest de Passavant, à Chatrices et à Villers-en-Argonne cantonnèrent une compagnie de

¹ Pap. de Galbaud. Arch. nat., AA 61, Dumouriez, Dillon et le directoire de Sainte-Menehould à Galbaud, 4 septembre, p. 73, 74, 73 ; Biblioth. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 24 et 32 ; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre ; Luckner à Galbaud, 4 septembre ; Galbaud, *Observations*, p. 23 il ajoute que les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure ne purent se rallier entièrement : un grand nombre continua sa route pour Châlons, sans vouloir recevoir aucun ordre.

² Dillon, *Compte rendu*, 19 ; il arriva le 5 septembre à trois heures de l'après-midi.

³ Plus tard (le 16 septembre), le 58^e régiment de ligne. Dillon, *Compte rendu*, 29.

⁴ Tout l'honneur de ces dispositions revient à Dumouriez. *J'ordonne à Dillon de porter toute sa cavalerie, très inutile derrière les bois, à Passavant*, etc. (Dumouriez à Luckner, 7 sept.)

chasseurs de Reims et le 1er bataillon de Mayenne-et-Loire que Luckner avait, à la prière de Dumouriez, renvoyé de Châlons¹.

Gobert, chef de l'état-major, fit, en sa qualité d'officier du génie, le service d'ingénieur. Il ferma les chemins qui menaient à la forêt, de La Chalade à Beaulieu, par des barricades d'arbres renversés. Il éleva sur tout le front du village des Islettes un retranchement défendu par de grands abatis et en avant de ce retranchement deux petites redoutes². Galbaud prit le commandement de l'artillerie ; il réquisitionna de tous côtés des ouvriers et des soldats qui portèrent les canons à force de bras sur les hauteurs de la forêt ; il disposa vingt-cinq pièces en batteries au sommet et sur les côtés de la route. Si l'ennemi prenait le village des Islettes, il avait encore, dit Gobert, à passer la rivière de Biesme gonflée au-delà de ses bords par plusieurs retenues et à passer la chaussée, sur laquelle plusieurs batteries à différentes étages croisaient leurs feux ; on pouvait regarder le poste comme *inforçable*³.

Inforçable, il ne l'était pas aussi bien que le poste de Grandpré. Dumouriez disait superbement que les Islettes et Grandpré étaient les Thermopyles de la France, et qu'il serait plus heureux que Léonidas. Toutes les gorges et travées, mandait Westermann à Danton, sont occupées d'une manière si avantageuse qu'il est impossible de nous forcer⁴.

Dumouriez oubliait que sa ligne était trop considérable. Une armée qui se dissémine et se fractionne sur une longue étendue de collines, est nécessairement débordée. Lors même que toutes les routes seraient gardées, l'ennemi n'a besoin que de porter tous ses efforts sur un seul point ; une fois ce point forcé, et il l'est toujours par la supériorité du nombre et la vigueur de l'attaque, la ligne entière est rompue ; il suffit qu'elle fléchisse en un endroit :

¹ Luckner à Galbaud, 6 septembre (pap. de Galbaud, arch. nat.) ; Dumouriez à Luckner, 7 sept. ; le bataillon arriva le 8 septembre à Sainte-Menehould ; il devait se rendre le 14 au camp de Grandpré.

² Ces redoutes ne furent construites que le 17 septembre, après la première attaque des Hessois.

³ Mém. de Dillon et de Gobert ; Money, *The campaign*, 61-63 (ordre de bataille). Deux députés du corps électoral de l'Aube, venus à la côte de Biesme, faisaient l'esquisse suivante du camp de Dillon : Il est posté sur une éminence extraordinairement escarpée, défendue de tous côtés par des bois immenses dont toutes les issues sont jonchées d'abatis considérables, et tous ces différents postes sont hérissés d'hommes et de bombes à feu ; l'artillerie bien servie peut faire du haut du retranchement le feu le plus meurtrier : ce qui fait croire que 15 à 20.000 hommes peuvent défendre ces gorges contre une armée doublement forte. Je tiens du général lui-même qu'il ne croit pas que l'ennemi fasse de tentative pour forcer ce poste, parce qu'il serait sûr d'y perdre les deux tiers de son armée. Le député Beaupuy, commissaire de l'Assemblée législative, écrivait de Châlons à Servan : Les passades (des Islettes) sont inattaquables, parce que la nature offre à l'art des ressources infinies ; jetez les yeux sur la carte et voyez (Arch. guerre, lettre des deux députés du corps électoral de l'Aube, 7 sept., et lettre de Beaupuy, 9 sept.).

⁴ Dumouriez, *Mém.*, I, 265 ; Dillon, *Compte rendu*, 20 : la côte de Biesme est devenue pour la France le détroit des Thermopyles. Westermann à Danton, 10 septembre (Prudhomme, *Révolutions de Paris*, XIII, 491). Soit, répliquait Laclos, mais il faut être sûr d'avoir des Spartiates, et mourir n'est pas vaincre (lettre du 12 septembre, arch. guerre).

l'armée qui la défend, menacée sur ses derrières, n'a plus d'autre ressource que la retraite¹.

¹ Cp. Boguslawski, *Das General Dumouriez*, II, 22 ; l'écrivain allemand rappelle le passage des Balkans forcé en 1877 par les Russes.

CHAPITRE III

GLORIEUX ET REGRET

I. Camp de Glorieux et de Regret. La pluie. La courée prussienne. Hostilité de la population. — **II.** Les officiers prussiens à Verdun. Les Verdunoises. Le prince royal et Mlle Morland. Conversations du témoin oculaire et du ferblantier Pierrot. — **III.** Conseil de guerre du 1er septembre à la côte Saint-Michel. Discours de Brunswick. Réponse des émigrés. Leur influence sur Frédéric-Guillaume. Hésitations de Brunswick. Sentiments de l'armée. La marche en avant est résolue. On écrasera d'un seul coup Dumouriez et Kellermann. — **IV.** Le plan de Brunswick. Tourner la position. Etape à Valmy. Dispositions. Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave de Hesse aux Islettes. Démonstrations de Kalkreuth et de l'avant-garde prussienne. Rôle de Clerfayt.

I. Le jour même où Dillon arrivait aux Islettes, l'armée prussienne passait la Meuse (5 sept.). Le général Köhler resta seul à Haudiomont avec dix escadrons et deux bataillons pour observer de loin la route de Metz et les mouvements de Kellermann. L'avant-garde de Hohenlohe occupa les hauteurs de Sivry-la-Perche, et envoya sa cavalerie, ses fusiliers, ses chasseurs à Bethelainville, à Dombasle, à Rampont : elle tenait ainsi la route de Clermont et de Sainte-Menehould. Le corps de Kalkreuth, qui campait, depuis le 31 août, à Sivry-la-Perche, se porta plus haut, sur la route de Varennes, le centre à Marre, la droite à Chatancourt et à Cumières, la gauche à Montzéville, Le gros de l'armée quitta le camp de Bras en trois colonnes ; deux passèrent la Meuse sur des pontons près de Charny et de la ferme de Wameaux, la troisième traversa Verdun, de la porte Chaussée à la porte de France. Les trois colonnes s'établirent en avant de Glorieux, de Regret et de Jardin-Fontaine qui forment ensemble un des faubourgs de Verdun. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick fixèrent leur quartier-général, le premier à Regret et le second à Glorieux¹.

Le corps de bataille garda cette position jusqu'au 10 septembre. Le temps restait sombre et pluvieux. Nos tentes, dit Goethe, dont le régiment campait à Jardin-Fontaine, étaient dans l'état le plus lamentable ; les cordes se pourrissaient et se rompaient l'une après l'autre ; la toile battait la tête et les épaules du soldat². La dysenterie, ou, comme on l'appelait dans le Verdunois, la *courée prussienne*, faisait de jour en jour des progrès. Le soldat mangeait imprudemment des pommes de terre et des raisins qui n'étaient pas encore mûrs. Bientôt la moitié des compagnies fut presque incapable de service ; on recourut vainement au

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 144-148.

² Goethe, *Campagne de France*, 58.

poivre et au galanga ; tout le front de notre camp, écrit un témoin oculaire, était couvert d'excréments¹. L'hôpital, installé dans une grande caserne, se remplissait de malades — 200 à 300 dans certains régiments — et les visiteurs n'en sortaient qu'avec un profond sentiment de tristesse et de dégoût².

Le grand parti qui devait se prononcer contre la Révolution, ne se montrait pas. La population attendait l'issue de l'entreprise ou ne cachait pas son affection pour le nouveau régime. On commençait à voir que les gens même qui n'aimaient pas le 10 août, haïssaient plus encore l'étranger et l'émigration. On acquérait la certitude que pas un soldat ne passerait dans le camp prussien. Les administrateurs de Bar-le-Duc, Ternaux et Gossin, que Brunswick avait mandés à Verdun, refusaient de signer les réquisitions qu'on leur présentait et répondaient à toutes les menaces qu'ils ne pouvaient ni ne devaient engager d'aucune manière leur conscience. Les patriotes, enfermés dans la citadelle de Verdun, criaient aux Prussiens, à travers les barreaux de leurs fenêtres : *Nos ennemis se retireront, et bientôt nous serons libres*. Le lieutenant Minutoli avait fait prisonniers, dans un village des environs, deux volontaires ; l'un d'eux monta sur une borne, harangua les habitants, et leur affirma que rien n'était perdu, que les Prussiens ne pourraient pénétrer dans le cœur du pays sans courir les plus grands risques. Tant de signes, remarque Minutoli, nous prouvaient malheureusement que la France n'était rien moins que royaliste³.

II. Pourtant cette première semaine de septembre qui fut une halte en pleine invasion, ne laissa que d'agréables souvenirs aux officiers prussiens. Dès qu'ils avaient, après le service, quelques instants de loisir, ils venaient à Verdun et couraient la ville, tantôt achetant des dragées ou des liqueurs qu'ils envoyaient à leurs amis d'Allemagne⁴, tantôt s'attablant dans les hôtels, tantôt causant de la guerre et de la Révolution avec les habitants. Ils buvaient avec plaisir le vin de Bar-le-Duc, ce *petit vin de pays qu'on doit goûter sur place*. Il fallait, à chaque repas, apporter avec soi sa fourchette et son couteau, mais la cuisine française était si bonne ! Ils regardaient volontiers les jeunes servantes de la Lorraine, vives, accortes, résolues. Ils admiraient la beauté des Verdunoises, et Goethe rapporte qu'ils ne tarissaient pas en éloges sur la grâce de ces *charmantes enfants*. Elles ont, disait l'un d'eux, les cheveux et les yeux noirs. et la peau blanche comme la soie. Mais ce qui frappait surtout nos ennemis, c'était la

¹ J'ai trouvé l'expression de courée prussienne dans un acte du conseil général de la Meuse (arch. de l'hôtel de ville de Verdun, 18 mai 1793). Cp. le Témoin oculaire, I, 142 : *Un émigré disait que cette vue lui faisait mal au cœur ; ce sont des accidents militaires, répondit un lieutenant prussien, et lorsqu'on ne peut ni les voir ni les sentir, on reste près de sa maman ; id., p. 198.*

² *Réminiscences* du prince royal, 155. Cet hôpital était l'ancien hôpital du roi ; il fallut bientôt établir un hôpital supplémentaire qu'on nomma l'hôpital ambulante, dans les bâtiments de l'ancien couvent de Saint-Airy (Registres de la ville de Verdun, 12 octobre).

³ *Moniteur* du 8 septembre, lettre de Ternaux et de Gossin ; Laukhard, III, 139 ; Minutoli, *Erinnerungen*, 92-93 ; voir dans le volume précédent (*Invasion prussienne*, 256-258) la douleur et l'irritation de la population verdunoise ; j'ajouterai à tous ces témoignages celui d'un officier anonyme du régiment de Romberg que je citerai désormais sous le nom de Gaudy qui doit être son vrai nom : *in Verdun war die Stimmung nicht weniger als vortheilhaft fur die Verbündeten* (*Zeitschrift fur Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1843, IV, p. 11).

⁴ Cp. *Invasion prussienne, Verdun*, 253, dès le soir de la capitulation, les officiers achètent liqueurs et dragées.

dignité des Françaises, leur politesse aisée, leurs manières toutes pleines de simplicité et de pudeur. Les jeunes filles avaient une grande liberté ; on pouvait s'entretenir avec elles en l'absence de leurs parents, mais elles causaient avec autant de modestie et d'enjouement que si leur mère eût assisté à la conversation. Elles ne cherchent pas, raconte un officier, à briller par la toilette et ne semblent avoir aucune idée de coquetterie ; même dans les classes les plus pauvres de la société, elles savaient garder la réserve de leur sexe sans montrer le moindre embarras¹.

Le prince royal, se promenant un jour sur la grande route, rencontra des dames de Verdun qui venaient au camp prussien. Il lia conversation avec elles, mit pied à terre pour mieux causer, et, tenant son cheval par la bride, les accompagna quelque temps. Une blonde de dix-sept ans le charma par sa figure piquante et sa douceur ; il lui demanda la permission de la revoir. La mère, qui se nommait Mme Morland, n'osa refuser ; elle avait deux filles ; la cadette était celle qui plaisait au jeune prince ; l'ainée, mariée à un M. de la Platière, habitait Paris et eut la bonté, dit le futur Frédéric-Guillaume III dans ses *Réminiscences*, de me donner son adresse la veille de mon départ². Le prince fit de fréquentes visites aux dames Morland qui demeuraient dans la rue de la Belle Vierge ; c'est d'une fenêtre de leur appartement qu'il vit l'entrée de Monsieur à Verdun³. Au retour, il s'écarta de son chemin pour dire adieu à Mlle Morland, qui lui donna, comme souvenir d'amitié, quelques sous neufs de la République. Le prince les conserva, et lorsqu'il rédigea, dans les premières années de ce siècle, son journal de la campagne de 1792, il écrivit ces lignes où perce encore une tendre émotion ; *J'ai gardé ces pièces en l'honneur de Mlle Morland ; son souvenir m'offre constamment un vif intérêt, et je pense à cette époque avec reconnaissance et grand plaisir. Qui sait ce qu'elle est devenue, elle et sa famille !*⁴

D'autres officiers s'entretenaient avec les habitants. Le témoin oculaire raconte longuement ses conversations avec le ferblantier Pierrot qui demeurait aux Petits Escaliers. Ce ferblantier avait lu *l'Essai sur les privilèges*, de l'abbé Sieyès, le traité des *Droits et des devoirs du citoyen*, de Mably, et *l'Essai de catéchisme national*. Il dissertait avec l'officier sur la Révolution. Comme il arrive souvent aux contemporains, le Français et le Prussien attribuaient à de minces événements une importance excessive et ne saisissaient pas les causes profondes de ce grand mouvement. Pierrot possédait un exemplaire des Mémoires récemment publiés par Soulavie sous le nom de Maurepas ; il lisait à l'officier les passages relatifs au régiment de la calotte, à ses épigrammes, à ses chansons qui n'épargnaient personne. L'officier parlait à son hôte de l'affaire du collier qui lui semblait avoir une conséquence infinie⁵. Il discutait avec lui sur la

¹ Goethe, *Campagne de France*, 44-46 ; Témoin oculaire, I, 144.

² C'est le cas de rappeler ici l'anecdote qu'on trouve partout (Goethe, *Campagne de France*, 59) ; son hôte de Jardin-Fontaine remit à son domestique une lettre pour Paris, en ajoutant avec une ironie malicieuse *tu n'iras pas jusque-là*.

³ Cp. *Invasion prussienne*, 288.

⁴ *Réminiscences*, 154. D'après Mérat (*Verdun en 1792*, p. 122, note 1), Mlle Morland avait un frère qui fut colonel de cavalerie. C'est le Morland qui tomba mortellement blessé à la tête de son régiment dans une des charges de la bataille d'Austerlitz et dont la tombe existe encore dans le petit cimetière de Souilly, près de Verdun. Napoléon donna le nom du brave Morland à l'un des quais de Paris et maria sa jeune sœur à l'un des officiers de sa garde, le baron de Lassy.

⁵ L'affaire du collier avait fait autant de bruit en Allemagne qu'en France ; elle frappa l'imagination de Goethe, l'effraya, *comme aurait fait la tête de Méduse* et lui fournit le

meilleure forme de gouvernement. Pierrot lui soutenait qu'un homme ne doit pas exercer la puissance souveraine et que les élus de la nation ont seuls le droit de faire les lois ; la loi est un remède, disait-il, et ce remède ne peut être dicté que par les plus habiles de la nation, qui seuls connaissent le mal et la plaie. L'officier lui citait la Bible et saint Paul qui déclare que chacun doit obéir à l'empereur : **Remarquez, ajoutait-il, qu'au temps de saint Paul régnaient les plus despotiques des Césars. — Je suis le très humble serviteur de votre Bible,** répondait Pierrot, mais ce livre commence à passer de mode. Quant à votre Paul, il ne prêchait l'obéissance à l'empereur que pour éloigner des chrétiens tout soupçon de révolte ; mais je parie qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps et qu'en secret il recommandait à ses disciples de ne pas prendre son précepte au pied de la lettre. La puissance souveraine repose sur le droit du plus fort qui n'est autre que le droit des tigres, ou sur le droit de la guerre que le vainqueur exerce contre les vaincus. Henri II pouvait user de ce droit à Verdun ; mais Louis XVI ne le pouvait pas, et il fit peut-être plus de mal aux Verdunois que n'en fit Henri II ; c'était un despote. — **Qu'entendez-vous par un despote ? — C'est un homme qu'on nomme souverain et qui maltraite son peuple, malgré les lois de la nature ; tous nos Louis ont été des despotes.** L'officier défendait Louis XVI et objectait à Pierrot que les ministres avaient abusé de la faiblesse du monarque. **Eh bien ! répliquait le ferblantier jacobin, un despote est un malheur pour le pays, mais c'est un double malheur, s'il a le caractère faible, car l'État est en proie, non plus à un tyran, mais à une foule de tyranneaux. Grâce au ciel, nous n'avons plus de roi ! — Mais si nous rétablissons Louis XVI. — Jamais, s'écriait Pierrot, jamais la France ne redeviendra un pays d'esclaves. Votre roi de Prusse est, dit-on, un brave homme ; mais je vois avec peine qu'il s'efforce de nous remettre sous le joug. Sachez-le bien, il lui est tout aussi impossible de restaurer Louis XVI que de régner lui-même sur la France**¹.

III. Que faisait cependant le quartier général prussien durant ces précieux jours du 2 au 8 septembre que Dumouriez avait su mettre à profit avec tant de promptitude et de hardiesse ? On se rappelle le plan du circonspect Brunswick. S'emparer de Sedan qui deviendrait la principale place d'armes des alliés et le centre de leurs quartiers d'hiver, de Montmédy, de Mézières et de Givet, s'assurer une base solide d'opérations pour la campagne prochaine, tel était le dessein de Charles-Ferdinand². Il voulait entreprendre une guerre de sièges, et non une guerre de campagne. Il exposa ses intentions le 1^{er} septembre, avant la reddition de Verdun, au camp de la côte Saint-Michel, dans la tente du roi, après le dîner. Les princes de Hohenlohe, de Bade, de Nassau-Siegen, les émigrés Lambert et Pouilly, plusieurs autres officiers de l'armée prussienne assistaient à ce conseil de guerre improvisé. Brunswick déclara que depuis le 10 août, le parti royaliste, écrasé, ne pouvait plus servir la cause des alliés. Il se plaignit des émigrés qui tenaient si mal leurs promesses. Ils affirmaient que tous les espoirs et tous les cœurs se tournaient vers l'ancien régime. Mais on n'avait éprouvé partout que de la froideur et même de l'hostilité. Où étaient ces populations qui appelaient unanimement de leurs vœux secrets l'arrivée des alliés ? Où étaient

sujet de sa comédie du *Grand Cophte* ; cp. *Campagne de France*, 159-160, et les *Conversations avec Eckermann*, II, 184.

¹ Témoin oculaire, I, première partie.

² Cp. *Invasion prussienne*, 143. C'est ainsi qu'en 1812 Napoléon voulut un instant — et aurait dû — s'arrêter sur la Duna.

ces paysans, ces habitants des villes qui n'attendaient que l'approche du roi de Prusse pour faire éclater hautement leurs sympathies monarchiques ; ces commandants de forteresses qui devaient se rendre au premier coup de canon ; ces troupes de ligne qui s'empresseraient de se ranger sous le drapeau des coalisés, dès qu'ils auraient franchi la frontière ? Et l'on voulait marcher sur Paris ! Je ne désire pas, ajouta Brunswick, pousser cette pointe téméraire¹, ni laisser derrière nous ou sur nos flancs plusieurs places importantes. Il montra qu'on devait donner aux opérations une direction systématique, que la saison était déjà fort avancée, que la pluie gênerait entièrement les routes et rendrait plus difficiles la marche des troupes et le transport des vivres, enfin que les maladies sévissaient déjà dans l'armée et la désoleraient de plus en plus, à mesure qu'elle pénétrerait dans l'intérieur de la France. Au lieu de s'engager en Champagne, sous les averses continues, dans des chemins rompus qui retarderaient les convois, il valait mieux se saisir de toutes les forteresses de la Moselle et de la Meuse. Pendant que les Hessois du landgrave et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg mettraient le siège devant Thionville et Metz, l'armée prussienne, une fois Verdun rendu, remonterait vers le Nord, parallèlement à l'Argonne, s'emparerait de Montmédy, de Sedan, de Mézières et, soutenue par Clerfayt, irait au-devant de Saxe-Teschen qui devait assiéger Lille et pousser jusqu'à Givet. Les Prussiens seraient ainsi couverts sur leurs flancs par deux armées autrichiennes ; ils prendraient à revers les places fortes du Nord ; ils passeraient l'hiver sur la rive droite de la Meuse et au printemps de 1793, après s'être reposés et avoir reçu des renforts, ils marcheraient à des conquêtes presque certaines.

Le roi n'assistait pas à l'entretien. Aussi Brunswick s'exprimait-il avec chaleur et véhémence ; il parlait si haut que le prince royal l'entendit du dehors. Mais Lambert, Pouilly, Nassau-Siegen ne partageaient pas l'opinion du général en chef. Selon eux, il fallait percer dans le cœur du pays et refouler devant soi, sans leur laisser le temps de respirer, les troupes françaises qui tentaient de s'opposer au passage des alliés. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? La durée même de l'entreprise en augmentait les périls. On faisait une conquête, et toute conquête doit être rapide. Les places de la Meuse se rendraient-elles aussi facilement que Longwy ? Avait-on la certitude de ne rencontrer devant les forteresses qu'une faible résistance ? Montmédy se défendrait peut-être avec vigueur. Sedan et Mézières, si mauvais que fussent leurs ouvrages et si imparfaits que fussent leurs remparts, n'ouvriraient peut-être pas leurs portes sur une simple démonstration. Il faudrait donc passer l'automne à investir et à prendre des villes ! Le plan du duc de Brunswick était conforme aux règles de la tactique ; mais, ajoutaient Nassau et ses amis, la guerre qu'avaient commencée les coalisés, n'était pas une guerre ordinaire ; dictée par la politique, elle devait s'inspirer uniquement de la politique, et non des principes de la stratégie. Laisser derrière soi les places fortes et les garnisons, se contenter de Longwy et de Verdun qui suffisaient pour l'établissement des magasins et, le cas échéant, pour la retraite, fondre sur la Champagne comme un torrent qui déborde et que rien ne peut contenir, dissiper l'armée française en une seule bataille dont le gain était assuré par la discipline des soldats et les talents de leur général, ne frapper qu'un seul coup, mais un coup décisif, remporter en rase campagne une de ces victoires

¹ *Réminiscences*, 153.

éclatantes qui changent en un moment la face des choses, tel était le plan des émigrés¹.

Ce conseil de guerre dura plusieurs heures et, après une vive discussion, on se sépara sans avoir rien décidé. Mais Verdun se rendit le lendemain, et la capitulation de la seule forteresse qui barrait le chemin de la capitale, augmenta la confiance des audacieux. Le roi de Prusse crut désormais qu'avec sa petite armée il déciderait du sort de la France. Les plus glorieuses images s'offraient à son esprit : une campagne rapide qui l'égalerait à Frédéric II, le rétablissement d'un trône renversé, la reconnaissance de Louis XVI et de Marie-Antoinette, les acclamations qui salueraient son entrée dans Paris. Il combattit le plan du généralissime. Les émigrés qui formaient ses entours, l'encourageaient dans sa résolution ; ils vantaient son esprit chevaleresque, ils exaltaient la générosité prussienne, ils répétaient que la guerre régulière et méthodique ne mènerait à rien. Nassau-Siegen affirmait que les troupes prussiennes étaient les meilleures qui fussent dans le monde, et que tout devait céder à leur approche. Le baron de Roll et le baron de Breteuil joignaient leurs excitations aux discours de Nassau. Breteuil représentait au roi de Prusse les dangers que courait Louis XVI ; il s'agissait, disait-il, de sauver à l'infortuné monarque et la couronne et la vie. Quelle gloire pour Frédéric-Guillaume de restaurer le descendant de Louis XIV, de le tirer de la captivité, de l'arracher à la mort dont les jacobins le menaçaient ! Quel beau spectacle il donnerait à l'univers ! L'Europe entière admirerait la grandeur d'âme du roi de Prusse. Mais il fallait se hâter ; on devait, dans l'intérêt même de la politique prussienne, aller droit à Paris. Si l'on perdait du temps, Louis XVI et le Dauphin seraient immolés par la populace, et le comte de Provence, devenu roi, verrait-il dans Frédéric-Guillaume un bienfaiteur ? Lui saurait-il gré de ses sacrifices ? Non ; il serait ingrat, il se souviendrait seulement que les alliés l'avaient réduit à ne jouer durant l'expédition qu'un rôle subalterne².

Frédéric-Guillaume déclara qu'on irait de l'avant ; il savait, rapporte Nassau-Siegen, les jours de Louis XVI en danger, et désirait que l'on marchât sur Paris dans l'espoir d'en imposer davantage aux factieux. Comme toujours, Brunswick n'osa contredire le roi, et abandonna son plan qui était le plus sage. A Verdun, comme à Coblenz et à Trêves, il maudissait l'influence de ces gentilshommes français dont les promesses enivraient Frédéric ; mais il n'avait pas le courage de la combattre³.

Toutefois, il ne se soumit pas sur le champ à la décision du monarque. Plusieurs jours s'écoulèrent avant que Charles-Ferdinand eût adopté le parti qu'il désapprouvait au fond du cœur. Il n'avait encore aucune nouvelle des

¹ *Réminiscences*, 153-154 ; rapport de Lecoq (Hausser, I, 371) ; lettre sur la vie de Dumouriez, citée par Massenbach, *Mém.*, I, 324-325, et Massenbach, *Mém.*, I, 47 ; cp. Fersen, II, 358 : le duc ne veut pas avancer avant la réduction de ces trois places (Verdun, Montmédy et Thionville), et Minutoli, *Erinnerungen*, 97.

² Cp. *Invasion prussienne*, 277 ; Massenbach, *Mém.*, I, 96-97 ; Fersen à Breteuil, Fersen, II, 365 : Des étrangers, dit Massenbach (faisant allusion à Nassau), envoyés d'une souveraine dont les desseins politiques n'avaient d'autre but que l'Europe orientale et la ruine de l'état prussien, des étrangers dont la renommée militaire ne repose que sur les articles retentissants de journalistes gagés, ont décidé le passage de la Meuse et la marche sur Paris ; voir encore Manso, *Gesch. des preuss. Staates*, I, 245.

³ Il ne voulait pas déplaire à Sa Majesté, dit Nassau-Siegen, et l'intérêt du courtisan fut plus fort que le devoir du général consommé (*Feuilleton de Conches*, VI, p. 345).

mouvements de Dumouriez et de Kellermann. Il devinait que, s'il marchait sur Châlons, les deux généraux se jetteraient sur ses derrières. **Pouvait-on passer la Meuse, s'écrie un officier d'état-major qui fut le confident de Brunswick, tant qu'une armée française était à Sedan et une autre à Metz ? Ceux qui prétendent qu'on devait se diriger sur l'Argonne, dès le lendemain de la reddition de Verdun, ont appris l'art de la guerre chez les Iroquois !**¹

Brunswick attendit donc les événements. En vain Kalkreuth, qui comprenait l'importance des Islettes, disait hautement que le succès de la campagne dépendait peut-être de l'occupation de ce défilé. En vain, il envoyait un aide de camp et l'émigré Valory demander au duc la permission de se rendre maître du passage². Brunswick résistait aux instances réitérées de Kalkreuth. Il promettait d'exécuter le plan du roi, mais, convaincu que son souverain se trompait, il cherchait à gagner du temps et, au lieu de presser le départ de l'armée, s'efforçait de le retarder. Il faisait passer les troupes sur la rive gauche de la Meuse, mais les tenait immobiles dans leur camp. Il regardait en arrière, et non en avant. Il sondait tous les chemins, excepté le grand chemin de Paris. Les Verdunois commençaient à croire que les Austro-Prussiens se borneraient à la guerre de forteresses ; je viens d'apprendre, écrivait Gossin le 7 septembre au directoire de Bar-le-Duc, que, quelque chose qu'il arrive, les troupes prussiennes séjourneront sur la Meuse. Les généraux français étaient du même avis ; si Brunswick voulait aller à Paris, mandait Kellermann au ministre de la guerre, il se serait mis en marche le même jour qu'il a eu Verdun³.

On n'ignorait pas dans l'armée prussienne le débat qui s'était engagé au quartier-général sur cette grande question de la marche sur Paris. On confondait plaisamment les noms de Glorieux et de Regret qu'on déclarait prédestinés ; le hasard, disait-on, se plaît à ces coïncidences, il fait loger à Glorieux le roi ardent et avide de renommée, et à Regret le duc qui n'entreprend la guerre qu'à contre-cœur. Goethe, voyant passer Frédéric-Guillaume et Brunswick, demandait ironiquement à ses amis **quelle est celle de ces deux puissances qui prime l'autre, et laquelle décidera dans les cas douteux ?**⁴

Mais le parti de l'audace l'emportait sur le parti de la prudence. Nous voilà maîtres, écrivait le duc de Weimar, de la dernière forteresse qui pût arrêter notre course j si les Français ne se présentent pas en rase campagne, ils sont perdus ; s'ils se présentent, ils n'en seront pas mieux lotis⁵. Dès le 4 septembre, les compagnons de Goethe pensaient qu'il fallait s'avancer aussi vite que possible dans la direction de Paris, sans se soucier de Sedan et de Montmédy. Moi-même, avoue Goethe, j'avais dans l'armée prussienne et le duc de Brunswick une confiance sans limites, et il mandait au conseiller Schmauss : **nous laisserons Verdun derrière nous pour marcher contre les rebelles ; Paris en est venu à ce point de trouble et de folie que les deux partis béniront certainement la**

¹ Massenbach, *Mém.*, I, 54.

² Dampmartin, *Mém.*, 295 ; Nassau-Siegen, *Feuilleton de Conches*, VI, p. 346 ; Peltier, *Dernier tableau de Paris*, I, append. au n° 5, p. 84, notes.

³ Lettre de Gossin, Bibl. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 46 ; arch. guerre, Kellermann à Servan. 6 septembre.

⁴ Massenbach, I, 49 ; Goethe, *Campagne de France*, 25 et 56 ; Gaudy, 12.

⁵ Lettre de Charles-Auguste à Einsiedel, 3 septembre (Düntzer, *Goethe und Karl August*, II, 72).

puissance qui y rétablira le repos, n'importe à quel prix¹. Les officiers ne parlaient que du Palais-Royal et de ses plaisirs qui les dédommage raient bientôt de leurs fatigues. Les soldats se demandaient les uns aux autres combien il restait de lieues à faire jusqu'à Paris. Seuls, quelques vétérans hochaient la tête et rappelaient que les Français tenaient le même langage pendant la guerre de Sept-Ans et s'informaient à chaque pas s'ils étaient encore loin de Magdebourg et de Berlin². Je suis très éloigné de croire, assurait le prince Auguste de Gotha, qu'on arrive à Paris *sine vulnere et caede* ; ces messieurs comptent sans leur hôte³.

La marche en avant fut résolue. Brunswick connaissait enfin les desseins de Dumouriez et de Kellermann ; il avait appris que le premier s'était porté de Sedan sur l'Argonne et que le second suivait la route de Toul et de Bar-le-Duc pour se réunir à son collègue. Désormais, comme disait Massenbach, il était facile de résoudre le problème. On avait hésité jusqu'alors à battre les deux généraux isolément, car, si l'on attaquait Dumouriez, Kellermann se jetait sur les derrières des alliés et coupait leurs communications avec Luxembourg et Trêves ; si l'on assaillait Kellermann, Dumouriez faisait la même manœuvre et s'emparait de Longwy. Mais les deux généraux français avaient quitté leurs positions ; on n'ignorait pas le chemin qu'ils avaient pris ; on savait que ni l'un ni l'autre ne pourraient désormais interrompre ou menacer les opérations de l'armée austro-prussienne, une fois qu'elle serait en pleine marche ; on était maître de ses mouvements. Les visages, rapporte Massenbach, se rassérénèrent et notre courage, un instant indécis, fut ranimé. Dumouriez et Kellermann, opérant leur jonction, tenteraient d'arrêter de concert les coalisés soit dans l'Argonne soit au passage de la Marne. Tant mieux ; les Français, ajoute l'officier prussien, nous faisaient la partie belle ; ils venaient se concentrer à notre portée et comme sous notre main ; on les écraserait d'un seul coup. Brunswick, a dit Peltier, se flatta de pouvoir terminer la campagne par un succès complet en resserrant les ennemis qui venaient tous se rassembler entre Clermont et Châlons ; il voulait détruire à la fois toutes leurs meilleures troupes⁴.

Ce plan est longuement développé dans une missive en allemand, adressée par Esterhazy au référendaire Spielmann. Cet officier-général autrichien venait de rendre visite à Hohenlohe-Kirchberg et s'était entretenu à Luxembourg avec Lafayette prisonnier. Il écrivit, à son retour dans le Brisgau, ce qu'il avait vu et entendu. Sa lettre nous fait juger des sentiments de l'état-major et des projets qui s'agitaient dans les entours de Brunswick et de Frédéric-Guillaume ; elle nous découvre les espérances qu'échauffaient chez les Prussiens leurs premiers succès et les promesses inconsidérées de l'émigration ; l'avenir devait troubler ces belles combinaisons et déconcerter tous ces calculs, mais il est intéressant de les connaître. Je sais bien, dit à peu près Esterhazy, qu'on pourrait s'arrêter sur les bords de la Meuse et se contenter des avantages certains d'une première campagne. Mais la situation de Louis XVI est horrible et sans exemple ; elle nous

¹ Goethe, *Campagne de France*, 53 et 93 ; lettre à Schmauss, 10 Septembre (Wagner, *Archiv für Oeschichte deutscher Sprache und Dichtung*, I).

² Témoin oculaire, I, 197-198 ; cp. Massenbach, *Mém.*, I, 49.

³ *Goethe-Jahrbuch*, VI, p. 44 (art. de M. Suphan) ; sur Auguste de Gotha que Sömmerring nommait un archi-démocrate (*Erzdemocrat*, Hettner, Forster's Briefwechsel mit Sommerring, 1877, p. 565), voir *Invasion prussienne*, 132.

⁴ Massenbach, I, 55 ; Peltier, 83 ; Renouard, 170 ; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 1833, III, 71.

force à passer par dessus tout et à prendre une résolution extrême. Il faut, ajoute l'Autrichien, mettre fin et à la guerre et aux horreurs de Paris, donner aux factieux le coup de grâce avant l'hiver, ne pas leur laisser le temps de revenir à eux-mêmes, enfin éviter une seconde campagne. Nous devons donc réunir toutes nos forces puisque l'ennemi réunit toutes les siennes et permettre même aux deux ailes de l'armée française, jusqu'ici séparées par les premiers coups de l'invasion, de se joindre l'une à l'autre. Nous devons marcher droit à l'adversaire, le serrer de près, le battre, le disperser, répandre jusque dans Paris la crainte et l'effroi. Sans doute les troupes des rebelles occupent de fortes positions et disposent d'une nombreuse artillerie ; mais elles sont désorganisées et n'ont que des généraux très médiocres ; elles ne tiendront pas, elles abandonneront l'Argonne et se replieront sur Châlons. Il est vrai qu'elles se grossiront de la masse des sans-culottes qu'on rassemble dans cette ville. Mais quelle triste ressource ! Le pays de Sainte-Menehould à Châlons n'est qu'une plaine où de pareilles armées ne peuvent se poster et affronter une attaque. Elles seront contraintes de refluer vers Paris ; elles tenteront de se défendre dans la capitale avec l'aide de la populace, et on rapporte que le nouveau gouvernement a fortifié Montmartre et garni les hauteurs d'un grand nombre de canons. Mais il sera facile d'affamer et les troupes et la population, car on sera maître des rivières, et les guerres précédentes nous ont appris qu'on peut aisément couper les vivres aux Parisiens¹.

IV. L'armée prussienne ne pouvait marcher sur Châlons et de là sur la capitale que par deux routes. La première passe par le défilé des Islettes et Sainte-Menehould ; la seconde, par Bar-le-Duc, Revigny-aux-Vaches et Vitry-le-François. Cette dernière route était celle que suivait Kellermann ; les Prussiens l'auraient rejointe soit à Bar, soit à Revigny, soit entre ces deux endroits, par Nixeville, Souhesmes, Ippécourt et Chaumont-sur-Aire. Brunswick pensa quelque temps à la prendre. Des officiers de l'état-major allèrent reconnaître le pays entre Verdun et Bar-le-Duc ; on les vit courir dans la campagne, tenant à la main leurs chapeaux dont les galons éclatants auraient trahi au loin leur présence². Mais s'engager sur ce chemin, c'était s'éloigner des Pays-Bas autrichiens et de Clerfayt qui campait près de Stenay ; c'était alarmer Kellermann qui s'empresserait de se rejeter sur Toul et sur Metz ; or les Prussiens comptaient que Clairfayt formerait leur aile droite, et loin d'empêcher la jonction de Dumouriez et de Kellermann, ils voulaient la favoriser pour accabler l'armée française réunie.

L'autre route qui menait de Verdun à Châlons par Sainte-Menehould, était bouchée, depuis que l'avant-garde de Dumouriez avait pris possession des Islettes. Le 7 septembre, Brunswick et le roi se rendirent à Clermont ; ils gravirent la hauteur ; ils virent au loin la côte de Biesme couverte de troupes ; ils apprirent, en questionnant des gens du pays, que les Français avaient déjà construit des retranchements et dressé des batteries. Le duc se repentit alors de n'avoir pas écouté les conseils de Kalkreuth. Mais il était trop tard. Il n'essaya même pas de s'emparer du passage. Il craignit de perdre trop de monde dans une attaque où son armée serait exposée au feu plongeant de l'artillerie française, et, désespérant d'emporter de vive force la position, il préféra la

¹ Lettre d'Esterhazy à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II, 207-211.

² Massenbach, *Mém.*, I, 57.

tourner. C'était la manœuvre favorite des Prussiens ; la position des Français est bonne, disait-on au quartier-général, mais on peut la tourner en trois marches, et on la tournera¹.

Dumouriez tenait, outre les Islettes, Grandpré, la Croix-aux-Bois et le Chesne-Populeux. On forcerait un de ces trois passages, et la prise d'un seul défilé entraînant la prise des deux autres, on franchirait l'Argonne en trois endroits différents ; on longerait la chaîne des collines jusqu'à la hauteur des Islettes désormais impuissantes, et, comme un voyageur qui biaise lorsqu'il rencontre une barrière et se dévie de sa route que pour la regagner plus loin, on rentrerait, après un détour de quelques lieues, dans le grand chemin qu'on avait quitté à Verdun, dans le chemin qui mène à Châlons et de Châlons à Paris. Le duc, consultant la carte, posait le doigt sur Valmy, près de Sainte-Menehould ; c'était là qu'il s'arrêterait pour ravitailler son armée ; il y serait le 15 ou le 16 septembre². Il ne se doutait guère que ce village qu'il regardait comme une simple étape, serait le champ de bataille où l'armée française repousserait l'invasion prussienne, et que le nom de cette humble bourgade, où devait avoir lieu, contre toute prévision, le dénouement de la campagne, serait bientôt aussi fameux que celui de Leuthen et de Rossbach.

Ce plan arrêté, Brunswick prit ses dispositions, mais, comme à son ordinaire, lentement, prudemment, sans déployer la hâte fébrile de Dumouriez et son infatigable activité. Même à cette heure décisive, il hésitait encore, semblait agir avec mauvaise grâce et faire une tâche déplaisante. A voir ses délais et ses atermoiements, on sent que sa raison, son bon sens, son instinct militaire le retiennent sur les bords de la Meuse. Il pourrait, par la célérité de ses mouvements, diminuer les risques qu'il prévoit ; il perd le temps en longs préparatifs ; au lieu de payer d'audace et de marcher résolument, il tergiverse et s'attarde.

Il fit de Verdun le centre des ravitaillements de son armée. Il ordonna de cuire du pain pour neuf jours. Il laissa dans la citadelle une garnison de deux bataillons commandés par le général de Courbière³. Il réunit toutes les troupes dont il pouvait disposer. Je suis sûr, écrivait-il au major Tauenzien, le 7 septembre, que les armées ennemies se rassemblent entre Châlons et Sainte-Menehould et qu'elles ont des retranchements dans la forêt ; il est donc de la plus grande importance de rassembler toutes nos forces pour les en chasser⁴. Il assigna sa tâche et sa place à chacun de ses corps : les Hessois du landgrave et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg observeraient les Islettes, sans les attaquer, et s'empareraient de ce passage, dès que Dillon, tourné sur ses derrières, serait contraint de l'abandonner ; le gros des Prussiens marcherait sur Grandpré ; la cavalerie des émigrés se dirigerait vers le Chesne Populeux ; les Autrichiens de Clerfayt, soutenus par Kalkreuth, forceraient le débouché de la Croix-aux-Bois.

¹ Vivenot, *Quellen*, II, Esterhazy à Spielmann, 208.

² Breteuil à Fersen, Fersen, II, 366.

³ Le bataillon des grenadiers de Brunswick et un bataillon de Wolframsdorf. Il n'est pas impossible qu'on ait laissé Courbière à Verdun pour se débarrasser d'un importun censeur ; voir sur Courbière, *Invasion prussienne*, 116 et 145.

⁴ Sybel, I, p. 554, note ; cp. Gebler, art. cité, p. 71 ; dès le 6, Brunswick écrivait que Dumouriez et Kellermann voulaient réunir toutes leurs forces et ensuite faire tête à l'attaque des alliés.

Hohenlohe-Kirchberg devait d'abord couvrir le flanc gauche de l'armée prussienne. Il avait franchi le Rhin à Mannheim (2 août), et, traversant la région qui forme aujourd'hui la Bavière rhénane, le sud de la province du Rhin et le grand-duché de Luxembourg, passant par Kaiserslautern, Hombourg, Merzig et Remich, négligeant les deux places de Landau et de Sarrelouis, il venait d'entrer en France le 26 août, après une marche de trois semaines, et d'investir Thionville. Brunswick lui commanda, le 7 septembre, de se porter sur Clermont-en-Argonne avec le plus de troupes qu'il pourrait, de ne laisser devant Thionville que l'infanterie des émigrés et une faible division sous les ordres du feld-maréchal Wallis pour combler les vides que ferait son départ dans l'armée assiégeante, d'appeler sur la Moselle le corps autrichien que le général d'Erbach commandait à Spire¹. Hohenlohe-Kirchberg n'obéit qu'à regret ; il craignait, disait-il, et non sans raison, de laisser à l'ennemi les mains libres pour agir sur les derrières des alliés ; il valait mieux, selon lui, attaquer Metz et Sedan ; on obligerait ainsi les armées françaises à venir au secours de ces deux places ; on aurait l'occasion de donner bataille ; on prendrait ces deux importantes forteresses, en même temps que Thionville. Mais Brunswick répondit que des circonstances très pressantes rendaient la marche en avant nécessaire ; Hohenlohe-Kirchberg se rendit à Clermont-en-Argonne avec six bataillons et quatorze escadrons².

Les Hessois avaient franchi, le 30 août, la frontière française à Aubange ; ils devaient d'abord observer Montmédy et garder les communications entre Clerfayt et les Prussiens. Sur un contre-ordre de Brunswick, ils marchèrent sur Verdun et de là sur Clermont-en-Argonne où ils se joignirent aux Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg.

Tandis que les Austro-Hessois s'établissaient en face des Islettes et de la Chalade, l'armée prussienne ou, comme on la nommait, l'armée royale devait s'ébranler, avec les bagages et les fourgons de vivres, vers la trouée de Grandpré. Mais le mouvement essentiel était celui de Clerfayt. L'Autrichien était encore sur la rive droite de la Meuse dans le camp de Baalon ; il doit, d'après les instructions de Brunswick, passer la rivière, marcher sur Nouart et se porter au-devant des Prussiens à Romagne-sous-Montfaucon, presque à la même hauteur que Grandpré ; mais, après être resté deux ou trois jours à Romagne, afin d'abuser Dumouriez, il se rejettera brusquement vers le nord, reviendra sur Nouart, poussera rapidement jusqu'à Boulton et se saisira du défilé de la Croix-aux-Bois. Eu même temps le corps de Kalkreuth et l'avant-garde de Hohenlohe attireront l'attention de Dumouriez par de vigoureuses démonstrations sur Grandpré ; Hohenlohe menacera Saint-Juvin, et Kalkreuth, le Morthomme ; mais ce dernier, en réalité, formera l'aile gauche de Clerfayt, lui prêtera l'appui de ses douze escadrons et secondera l'attaque de la Croix-aux-Bois.

Tel est le plan de Brunswick : il donne, comme on disait depuis Louis XIV, des jalousies de tous côtés et inquiète l'adversaire sur tous les points ; mais, pendant qu'on tiraille sur la lisière de l'Argonne, pendant que ces fausses attaques font prendre le change à Dumouriez uniquement préoccupé de la défense des Islettes

¹ Ce fut une faute, et une faute grave ; ces troupes autrichiennes couvraient le haut Palatinat et tout le moyen Rhin en même temps qu'elles tenaient en échec les forces de la basse Alsace ; il ne resta plus à Spire que deux bataillons de Mayençais et le ije bataillon de Giulay : Custine défit aisément cette faible garnison.

² Vivenot, II, 193 ; Gebler, *id.*, p. 71. Il donne la lettre de Brunswick *die Umstände erheischen*...

et de Grandpré, Clerfayt se jette sur la Croix-aux-Bois et s'en empare. Ce plan imposait à l'Autrichien des marches et des contre-marches aussi fatigantes qu'inutiles ; il était digne de la vieille école qui finissait toujours et craignait de prodiguer le sang des soldats, mais il s'exécuta presque à la lettre, avec une scrupuleuse exactitude.

CHAPITRE IV

GRANDPRÉ

I. Dumouriez à Grandpré. Proclamation aux habitants de l'Argonne. Petiet à Châlons. Miaczynski à Sedan. Le bataillon de Mouzon. Annonce de renfort. Duval au Chesne-Populeux. Colomb à la Croix-aux-Bois. Ardeur des troupes. — **II.** Les Prussiens veulent-ils assiéger Metz ? Se dirigeront-ils sur Saint-Dizier ? Plan de Dumouriez. Son erreur. Il se rend aux Islettes. Duval à Marcq et Dubouquet au Chesne-Populeux. — **III.** Le mouvement de Brunswick. Reconnaissance de Köhler. Arrivée des Austro-Hessois. Marche des Prussiens sur Grandpré. Escarmouche à Clermont. Dispositions des paysans. Leur horreur de l'ancien régime. La pluie et la boue. Retard des convois. Le camp de Landres ou camp de la Crotte. — **IV.** Exécution du plan de Brunswick. Les deux démonstrations du 12 septembre. Kalkreuth à Briquenay. Hohenlohe à Fléville. Courage des Français. Les tirailleurs.

I. Pendant que Brunswick restait immobile sous les murs de Verdun, Dumouriez organisait en hâte la défense de l'Argonne. La confusion était grande encore ; l'armée des Ardennes¹ manquait d'officiers généraux ; presque aucun régiment de ligne n'avait de colonel et de lieutenant-colonel. Le service des subsistances n'était pas assuré. L'uniforme des soldats, surtout dans l'infanterie, tombait en loques. Faites-nous des sarraus en laine, écrivait Dumouriez, de quelque couleur que ce soit, et envoyez-les pour le 1er octobre : sans cette précaution, il sera absolument impossible de faire la guerre dans l'arrière-saison, et l'armée passera bien vite du murmure à la licence et au débandement. On n'avait même pas de cartes détaillées de l'Argonne. Faites chercher et venir, mandait Dumouriez à Luckner, les cartes de l'Académie sur lesquelles se trouve le théâtre de la guerre que nous faisons et que nous allons faire ; personne de nous ne les a².

¹ C'est le nom que porta désormais l'armée de Sedan ; on l'appela aussi l'armée du Nord, surtout après la jonction des troupes qui vinrent de Flandre, sous le commandement de Duval et de Beurnonville ; mais le nom d'armée des Ardennes prévalut tant que les troupes commandées par Dumouriez demeurèrent dans l'Argonne.

² Dumouriez à Servan, 6 septembre, et à Luckner, 7 septembre (arch. guerre). Il est inutile de louer le général ; Rochambeau, son ennemi, qui le nomme un intrigant et un ministre caméléon, reconnaît que l'activité de Dumouriez lui fit prendre des mesures d'une défensive bonne et militaire (*Mém.*, I, 426) ; Massenbach dit qu'il occupa l'Argonne avec la rapidité d'Achille (*Mém.*, I, 58) ; Gaudy, 12, qu'il prit d'excellentes mesures et agit avec une audace infatigable.

Quelques jours lui suffirent pour tout ranimer et tout rétablir ; je ne perds pas courage, disait-il à Servan, et je travaille au milieu des combinaisons militaires, des correspondances de gens effrayés, en un mot, du plus grand désordre.

Il adressait une proclamation aux populations de l'Argonne :

Citoyens, l'ennemi fait des progrès sur le territoire des hommes libres, parce que vous ne prenez pas la précaution de faire battre vos grains, de les porter sur les derrières, pour qu'ils soient sous la protection des troupes françaises, d'apporter au camp de vos frères les fourrages et les pailles qui vous seraient payés comptant par vos compatriotes, qui respectent votre propriété. Au lieu de cela, toutes vos subsistances sont dévorées par les satellites des despotes ; les chevaux sont nourris de vos fourrages sans qu'il vous en revienne aucun paiement ; c'est ainsi que vous-mêmes vous donnez à nos cruels ennemis les moyens de subsister au milieu de vous, de vous accabler d'outrages et de vous remettre dans l'esclavage. Citoyens, je vous somme, au nom de la patrie et de la liberté, de faire apporter dans nos différents camps vos grains et vos fourrages, en faisant constater par vos officiers municipaux les quantités que vous nous apporterez.

Je vous somme pareillement de faire retirer vos bestiaux et chevaux derrière nos camps ; sinon, je serai obligé, pour le salut de la patrie, de sacrifier vos intérêts particuliers, de me conduire avec vous comme se conduisent nos barbares ennemis, et de faire fourrager et tout enlever dans vos villages, afin qu'eux-mêmes n'y trouvent pas à subsister.

Vous particulièrement, districts de Sedan, Mézières, Grandpré, Vouziers et Sainte-Menehould, je vous invite à profiter de l'âpreté de vos montagnes et de l'épaisseur de vos forêts pour m'aider à empêcher l'ennemi d'y pénétrer.

En conséquence, je vous annonce que, si les Prussiens et les Autrichiens s'avancent pour traverser les défilés que je garde en force, je ferai sonner le tocsin dans toutes les paroisses en avant et en arrière des forêts d'Argonne et de Mazarin ; à ce son terrible, que tous ceux d'entre vous qui ont des armes à feu se portent chacun en avant de sa paroisse sur la lisière du bois, depuis Chevenge jusqu'à Passavant ; que les autres, munis de pelles, de pioches et de haches, coupent les bois sur la lisière et en fassent des abatis pour empêcher les ennemis de pénétrer ; par ce moyen prudent et courageux, vous conserverez votre liberté et vous nous aiderez à donner la mort à ceux qui voudront vous la ravir.

Je requiers, au nom de la loi et au nom de la patrie, tous les administrateurs des départements et des districts, tous les officiers municipaux, de donner des ordres sur leur responsabilité pour l'exécution des différents objets de cette proclamation. Quiconque y mettra obstacle sera dénoncé à l'Assemblée nationale comme lâche ou parjure ; mais

comme cette mesure serait trop lente, je déclare qu'en cas que j'y sois forcé, j'emploierai tous les moyens militaires que j'ai dans les mains, pour faire exécuter ce que je crois nécessaire pour le salut de la patrie¹.

Cette proclamation simple et énergique, fut envoyée à Sainte-Menehould et imprimée dans cette ville, par les soins du directoire, à plusieurs milliers d'exemplaires. Dumouriez remercia les magistrats de leur promptitude, les pria d'entretenir une correspondance journalière avec lui, stimula leur zèle et leur patriotisme : **bien loin d'être abattus par la lâcheté des administrateurs et des habitants de Verdun, reprenons un nouveau courage et aidons-nous mutuellement à résister à l'ennemi**².

En même temps il envoyait à Châlons un commissaire ordonnateur, l'actif et vigilant Petiet³, qui devait assurer pendant toute la campagne les approvisionnements de l'armée. Il nommait le maréchal de camp Miaczynski gouverneur de tout l'arrondissement de Sedan et de Mézières. Il donnait le commandement de la place de Sedan à un officier de grand mérite, nommé Naulzier, **lieutenant-colonel d'infanterie qui entend fort bien le service de l'artillerie**. Il renforçait la garnison de Sedan, en tirant deux mille hommes des forteresses de Givet, de Philippeville, de Marienbourg et de Rocroy. Il y mettait également un bataillon de trois cents hommes qu'on nommait le bataillon de Mouzon ; la moitié des soldats étaient des habitants de Mouzon qui avaient juré de faire la campagne et suivi l'armée française à Grandpré avec un drapeau et deux chariots remplis d'effets appartenant à la nation. Si les habitants de Longwy et de Verdun, disait Dumouriez, avaient montré le même courage et le même patriotisme, la France ne serait pas encore entamée. Il prescrivait à Miaczynski de tenir la campagne de conserver ses communications avec Montmédy, d'intercepter, de concert avec Ligniville, les convois qui venaient de Luxembourg et de Longwy, de former un corps de braconniers des Ardennes⁴.

¹ *Avis du général Dumouriez à tous les citoyens français des deux départements des Ardennes et de la Marne et particulièrement des districts de Vouzières (sic), Grandpré, Sainte-Menehould, Clermont, Sedan, Mézières, Rocroi et Réthel.* (Bibl. de la ville de Paris, *Rév. fr.*, n° 22143, 4 pages). Cp. le *Journal des Débats et Décrets*, n° 352, p. 255-256, et Ternaux, IV, 155-156.

² Arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 76, Dumouriez au directoire de Sainte-Menehould (sans date, probablement du 4 sept.).

³ Cp. sur Petiet, qui portait le titre de **commissaire général de l'armée du Nord, Invasion prussienne**, 87 ; on sait les grands services que l'intendance rendit dans cette campagne. Luckner rendait hommage aux talents de Petiet dans une lettre à Dumouriez (8 septembre) : **Le régisseur des vivres de votre armée, qui est ici, travaille avec activité à vous procurer ceux dont vous aurez besoin.** Petiet avait ordre de **faire un établissement à Châlons et d'établir des fours à Vouziers et à Sainte-Menehould.**

⁴ Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 5 et 6 septembre ; à Luckner, 5, 7 et 9 septembre ; Dillon, *Compte rendu*, 13. Miaczynski, traduit l'année suivante devant le tribunal révolutionnaire, n'a donné que peu de détails sur son commandement de Sedan : **Dumouriez me montra des inquiétudes pour la ville de Sedan, menacée par les Prussiens. j'ai formé la lésion des Ardennes** (arch. nat., W, 271, doss. 31, p. 4). C'est dans cette légion des Ardennes que servit, comme canonnier, la citoyenne Pochelat ; elle obtint le grade de sous-lieutenant ; la Convention décréta qu'elle avait bien mérité de la patrie et lui donna une pension annuelle de 300 livres (*Moniteur* du 29 juin 1793).

Il ne disposait que de dix-neuf mille hommes. Mais il avait, à la fin d'août, ordonné à Duval, qui commandait le camp de Pont-sur-Sambre, de le joindre à Rethel vers le 7 septembre. Duval tira du camp de Pont-sur-Sambre le 68^e régiment d'infanterie et le 2^e bataillon de volontaires de la Haute-Vienne ; de Dunkerque, le 19^e de ligne et deux escadrons du 3^e dragons ; de Valenciennes, quatre compagnies belges ; de Douai, un détachement de deux cents artilleurs ; c'étaient, en tout, 3.050 hommes.

Mais ces secours ne suffisaient pas. Il faut, écrivait Servan à Dumouriez, vous fortifier d'une partie de votre camp de Maulde et faire venir encore des places fortes du Nord tout ce qu'on pourra vous envoyer ; l'armée de Champagne doit tout absorber¹. Beurnonville reçut l'ordre d'amener à Rethel, vers le 14 septembre, un corps de dix mille hommes. D'autres renforts allaient quitter Châlons où Luckner, aidé de Laclos et de Labourdonnaye, organisait une armée de l'intérieur. Mais Dumouriez les attendait sans impatience ; il se défiait des **braves fédérés** et de leurs piques qui devaient faire merveille. Je ne désire de piques, disait-il ironiquement, qu'à la seconde campagne, lorsque nous poursuivrons les ennemis. Servan lui marquait que 2.400 hommes, armés et revêtus d'un uniforme, parlaient tous les jours de Paris, et le priaient de tirer de Châlons quelques bataillons de nouvelle levée. Mais Dumouriez se contentait d'informer Luckner de ses dispositions et de ses plans ; il ne comptait que sur ses renforts de Flandre, sur les secours de Kellermann, sur les vieilles troupes de ligne et sur les volontaires de 1791. Une des cités les plus patriotiques de l'Est, Reims, dirigeait sur Grandpré un corps de huit cents grenadiers bien équipés et bien vêtus, mais sans expérience ; Dumouriez les envoyait les uns à Sedan, les autres dans les gorges du Clermontois².

La trouée du Chesne-Populeux n'avait été gardée pendant quelques jours que par un faible détachement. Dumouriez, n'ayant pas assez de troupes pour fermer ce passage, y avait posté cent hommes d'infanterie et quelques dragons de la garnison de Sedan, pour figurer une défensive. Mais Duval fut exact au rendez-vous. Le 7 septembre, au jour fixé par Dumouriez, malgré la pluie et le mauvais état des chemins, il arrivait, après une marche forcée, au Chesne-Populeux, avec ses 3,050 hommes. Le général en chef, tiré d'inquiétude, félicita Duval et lui donna l'ordre de rendre la trouée de Noirval impraticable, en rassemblant, de gré ou de force, tous les paysans des environs, qui devaient, à grand renfort de pelles, de pioches et de haches, gâter les gués et les chemins et couper les ponts de la Fournelle³.

Au sud du Chesne-Populeux, entre le défilé de Noirval et celui de Grandpré, Colomb, colonel du 2^e régiment de dragons, occupait le poste de la Croix-aux-Bois avec deux bataillons d'infanterie, un escadron de ses dragons et quatre

¹ Arch. guerre, lettres des 3, 4 et 8 septembre.

² Servan à Dumouriez, 3, 4, 8 septembre ; Dumouriez à Servan, 6 septembre (arch. guerre) ; Dumouriez, *Mém.*, I, 279. Dillon, aux Islettes, renvoyait de même les bataillons et les corps francs **il lui faut absolument des hommes habillés, armés et en état de manœuvrer** (Babeau, *Lettres d'un député de la municipalité de Troyes*, 1814, p. 7, 7 septembre 1792). On a prétendu que Dumouriez avait reçu dans l'Argonne des renforts de volontaires de 1792 et de fédérés ; sa correspondance prouve qu'il n'en est rien ; il écrit le 6 septembre qu'il attend toujours 6000 hommes qui doivent arriver de Paris, le 7 que **pas un homme armé ne l'a joint depuis qu'il est à Grandpré**, le 8 qu'il **entend beaucoup parler de secours et ne voit pas arriver un seul homme**.

³ Dumouriez à Duval (arch. guerre, 8 septembre).

pièces de canon. Il devait élever des retranchements, faire des abatis et rompre, en avant de sa position, le chemin de Briquenay et de Boulton-aux-Bois. La droite de son détachement s'appuyait au ruisseau de Longwé et sa gauche, à celui de Noirval.

Le reste des troupes occupait la position de Grandpré, et, du Chesne-Populeux à La Chalade, une chaîne d'avant-postes établis en pleine forêt, rattachait l'extrême gauche de l'armée de Dumouriez à l'avant-garde de Dillon, par Marcq, Châtel, Apremont et le chemin romain.

L'ardeur des soldats était grande et Dumouriez assure qu'ils le secondaient parfaitement. Lorsqu'il parcourut son camp dans l'après-midi du 9 septembre, ses soldats l'entourèrent en grand nombre et le prièrent instamment de les mener au feu. Le général, écrivait Westermann à Danton, *ne cesse de travailler et il est impossible de prendre plus à cœur les intérêts de la patrie. Il a fait renaître la confiance. Chaque jour il va d'un camp à l'autre et parle aux soldats, s'occupe de leurs besoins, organise l'état-major de l'armée et se prépare au combat. Toutes les troupes attendent avec la plus vive impatience ce jour, comme le dernier des despotes, sans consulter le nombre de leurs ennemis, et paraissent bien décidées de vaincre ou de périr sur le champ de bataille ; je ne puis vous dépeindre le courage de cette armée*¹.

II. Dumouriez pensa, durant quelques jours, que les Prussiens avaient le dessein de mettre le siège devant Metz et de prendre leurs quartiers d'hiver dans les Trois-Evêchés. S'ils avaient eu l'intention de marcher sur Paris, n'auraient-ils pas, même pendant l'investissement de Verdun, détaché quinze ou vingt mille hommes qui se seraient emparés des gorges du Clermontois ? Pourquoi restaient-ils immobiles dans leur camp de Regret, sinon parce qu'ils attendaient la reddition de Thionville ? Kellermann venait de quitter Metz et menait lentement l'armée du Centre à la rencontre de son collègue. Dumouriez louait la prudence de ses mouvements et lui conseillait, ainsi que Servan, de s'arrêter à Ligny, entre Commercy et Bar-le-Duc : il pourrait, de là, soit faire sa jonction avec lui, soit revenir sur Metz menacé. Ni Dumouriez, ni Kellermann ne virent clair durant la semaine qui suivit la prise de Verdun. Tous deux croyaient que les Prussiens n'oseraient se porter sur Paris et n'avaient d'autre plan que d'attaquer Metz.

Déjà Dumouriez prenait ses mesures et dès qu'il voyait les ennemis marcher de Verdun sur Metz, il s'avancait *tout uniment* vers Stenay ; Billon quittait la côte de Biesme et le suivait avec son avant-garde, parallèlement au gros de l'armée ; Beurnonville, qui devait arriver le 14 septembre à Reims, se dirigeait sur Suippes, Dampierre et Revigny ; Duval quittait le Chesne-Populeux et allait à Sedan tenir tête aux Autrichiens de Clerfayt. Dumouriez, Dillon, Beurnonville se réunissaient à Kellermann ; l'armée française, forte de soixante mille hommes, forçait les Prussiens à lever le siège de Metz, non pas en leur donnant bataille, mais en les harcelant, en leur coupant les vivres, en faisant un désert autour d'eux ; entre le 25 et le 30 septembre, Frédéric-Guillaume éprouverait devant Metz le même sort que Charles-Quint.

¹ Arch. guerre. Dumouriez à Duval, à Biron (9 septembre) ; *Mém.*, I, 259 et 268 ; lettre de Westermann, du 10 septembre, datée de Grandpré (Prudhomme, *Révolutions de Paris*, XIII, p. 491) ; Babeau, *Lettres d'un député de la municipalité de Troyes*, 9.

Ce ne fut que le 8 septembre que Dumouriez revint de sa méprise. Je commence à croire, mandait-il à Luckner, que les Prussiens ont le projet de marcher sur Paris directement. Mais le péril qui s'approchait, ne l'effrayait pas. Depuis qu'il occupait l'Argonne, il était plus près de Paris que son adversaire ; il avait moins de chemin à parcourir que les Prussiens, pour se mettre entre eux et la capitale ; ils **décrivaient le cercle de l'arc dont il parcourait la corde**.

Mais les envahisseurs remonteraient-ils sur Sedan et Mézières en faisant le grand tour ou se dirigeraient-ils sur Bar-le-Duc et Saint-Dizier ? Souvenons-nous, disait Dumouriez, que dans toutes les guerres, depuis Charles-Quint jusqu'à Louis XIV, Saint-Dizier a été un des points par lesquels on a menacé d'entrer en France. Jusqu'au dernier moment, il s'imagina que l'armée prussienne ne l'attaquerait pas dans les gorges de l'Argonne.

Il n'avait garde néanmoins d'abandonner ces précieux défilés : si je les quitte, déclarait-il, et si l'ennemi s'en empare, nous sommes perdus. Mais ne pouvait-il, tout en restant maître de l'Argonne, assaillir les flancs de la **grande armée** ? Il projetait donc de se porter par la rivière d'Aire en avant de Saint-Dizier, pendant que Beurnonville viendrait de Rethel à Villers-en-Argonne ou à Revigny et que Kellermann marcherait de Ligny sur Bar-le-Duc ; **nous déboucherons tous à la fois, en rapprochant nos colonnes et nous nous trouverons plus de soixante mille hommes pour aller à la rencontre des Prussiens ; je flanquerai leur droite ; Kellermann se mettra à leurs trousses et leur fermera leurs derrières ; ils auront les Parisiens en tête, et au diable s'ils en réchappent !**

Bientôt ce plan hardi s'empara de l'imagination de Dumouriez, il ne voulait plus attendre le renfort de Beurnonville. Il faut, écrivait-il à Servan, saisir l'occasion au toupet, car, comme vous savez, elle est chauve par derrière. Vainement les Prussiens montraient en cet instant des têtes de colonnes à Varennes et à Clermont. Dumouriez n'envisageait dans ce mouvement qu'une feinte de Brunswick ; il croyait le gros de l'armée royale engagé sur la route de Bar-le-Duc. Il fit venir Duval sur la hauteur de Marcq (10 septembre), et le remplaça au Chesne-Populeux par le maréchal de camp Dubouquet, **vieux routier, comme Dietmann, et honnête homme, mais sans de grands talents**¹. Il avait ravitaillé Sedan et Mézières qu'il abandonnait, selon son expression, à la grâce de Dieu. **Je ne connais, disait-il, aucun corps dans cette partie pour entreprendre un siège : Clerfayt marche à grands pas sur les Pays-Bas**² ; d'ailleurs si les ennemis prennent ces deux mauvaises places, nous les reprendrons ensuite. Il laissait à Grandpré sept escadrons de cavalerie et six bataillons d'infanterie. Il emmenait la division de Duval, le corps de Stengel et la réserve. Il se portait le long de la forêt d'Argonne devant Varennes et Clermont pour fondre sur l'arrière-garde ou sur le flanc droit des Prussiens qu'il supposait en ce moment à la hauteur de Dillon. Ce dernier devait poster deux mille hommes aux Islettes, faire border les abatis par les paysans qu'il rassemblerait au son du tocsin, et, avec le reste de ses troupes, se diriger sur Passavant et Villers-en-Argonne, au sud de la forêt,

¹ Cette opinion de Dumouriez est confirmée par Dampierre ; **Dubouquet, nul pour les talents militaires, et qui ne sait que bavarder** (Dampierre à Danton, revue de la *Révolution française*, 14 juillet 1885, p. 36-37). Dubouquet était auparavant colonel du 49^e régiment d'infanterie et avait été nommé provisoirement maréchal de camp par Dumouriez (lettre à Servan, 29 août). Il reçut le brevet de lieutenant-général le 8 octobre.

² On voit qu'il était bien mal informé, pour ne pas dire bien léger, puisque, ce même jour, Clerfayt était à Romagne-sous-Montfaucon.

pour couvrir Sainte-Menehould. Dumouriez opérait sa jonction avec Dillon, puis avec Kellermann qui marchait alors de Bar-le-Duc sur Saint-Dizier ; toutes ces forces suivaient les Prussiens dans leur mouvement sur Châlons ; nous les tiendrons dans l'entonnoir ; tâchons seulement de tomber sur leurs bagages et leurs colonnes d'artillerie ; ils rétrograderont et cette contre-marche ne se fera pas facilement au travers des grands bois pour regagner Verdun ! C'était le 10 septembre qu'il communiquait ce plan à Kellermann et il ajoutait avec cet entrain, cette bonne humeur qu'il gardait toujours, même au milieu des plus terribles difficultés : J'espère que cette marche me guérira d'une colique que j'ai depuis vingt-quatre heures. Embrassez de ma part mon gros Valence que j'aime beaucoup, mais à qui je n'ai pas le temps de répondre ; il est possible que sous trois ou quatre jours je vous baise tous les deux en pincettes.

Ces beaux projets, comme les précédents, s'en allèrent en fumée. Dans la nuit du 10 au 11 septembre Dumouriez, changeant subitement sa détermination, envoyait contre-ordre à Stengel, à Dillon, à Kellermann et informait Luckner qu'il restait décidément à Grandpré, malgré l'impatience de l'armée : les Prussiens semblaient s'approcher de lui et se porter soit sur Grandpré, soit sur Sedan, et, après mûre réflexion, il ne voulait pas marcher en avant, à moins d'être bien en forces et d'avoir reçu le secours de Flandre.

On ne croirait pas en lisant les Mémoires du général, qu'il ait si tard démêlé la vérité. A l'entendre, il aurait attendu de pied ferme les ennemis et connu tous les mouvements de Brunswick par ses espions et ses éclaireurs. Sa correspondance prouve au contraire que les Prussiens surent le tromper sur leurs desseins. Les yeux tournés vers le camp de Regret que le gros des envahisseurs ne quitta que le 10 septembre, Dumouriez ne voyait pas Hohenlohe, Kalkreuth, Clerfayt marcher sur Grandpré par des chemins différents. Il ne voyait pas l'avant-garde prussienne se diriger lentement vers Sommerance, en face de ses avant-postes de Saint-Juvin. Il ne voyait pas le corps de Kalkreuth et les Autrichiens de Clerfayt s'approcher sourdement et à pas de loup du défilé de La Croix-aux-Bois. Sa sécurité fut si profonde que le 11 septembre il quitta son quartier-général et se rendit à Sainte-Menehould. Il s'entretint avec Dillon ; il visita les postes de la côte de Biesme et des Islettes ; il passa la revue des troupes ; durant tout un jour, il resta loin du gros de son armée¹.

Le lendemain, septembre, Dumouriez était de nouveau à Grandpré. Il apprit dans la journée que les Autrichiens s'étaient emparés, presque sans coup férir, du défilé de La Croix-aux-Bois ; sa ligne de défense était rompue ; les ennemis qu'il se flattait de tenir en échec, allaient le déborder sur son flanc gauche, lui couper la retraite, le forcer à mettre bas les armes !

III. Pendant que Kalkreuth prenait les devants pour se joindre au corps autrichien de Clerfayt, le duc de Brunswick restait dans son camp de Regret. Il attendait des nouvelles plus positives des mouvements de Kellermann et ne voulait se mettre en marche qu'après l'arrivée des Austro-Hessois.

Le général Köhler, posté à Haudiomont, observait encore la route de Metz. Il reçut le 8 septembre l'ordre de se porter par Verdun, Senoncourt et Chaumont

¹ Il ne dit pas un mot de ce voyage dans ses *Mémoires* ; cp. arch. guerre, Dumouriez à Luckner, 11 septembre ; Galbaud à Servan, 11 septembre ; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 602.

sur Bar-le-Duc. Il emmenait avec lui les dix escadrons de son régiment, deux bataillons de fusiliers et une batterie volante. Il laissa sur une hauteur, en avant de Chaumont-sur-Aire, un bataillon de fusiliers, deux escadrons et deux canons qui devaient couvrir sa retraite ; il mit le second bataillon de fusiliers, avec quatre canons, sur une hauteur près de l'église ; il fit camper près de la route les huit escadrons qui lui restaient. De là, il envoya de tous côtés des détachements en reconnaissance : deux cents cavaliers sur Bar-le-Duc, cent autres sur Saint-Mihiel, cent autres sur Ligny. Il sut bientôt que l'avant-garde de Kellermann avait traversé Ligny le 8 septembre. Dès lors il était évident que l'armée du Centre prenait la route de Bar-le-Duc et de Revigny pour se porter par ce long détour au secours de Dumouriez. Mais Brunswick calculait justement qu'avant l'arrivée de ce renfort, le grand coup serait frappé, et Dumouriez débusqué de l'Argonne¹.

Cependant les Austro-Hessois, chargés de masquer les Islettes, arrivaient sur les bords de la Meuse. Les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg avaient quitté leur camp de Richemont le 10 septembre ; ils campèrent le 11 à Conflans, et le 12, à Etain. Le landgrave de Hesse était depuis le 8 à Grand-Bras.

Brunswick jugea qu'il était temps de porter sur Grandpré le gros de l'armée prussienne. Le 10 septembre, entre sept et huit heures du soir, il réunit à Glorieux les généraux et les chefs d'état-major, et, dans une petite grange qu'éclairait à peine une seule lumière, il dicta les ordres de marche ; nous griffonnions, dit le prince royal ; au petit bonheur et en pleine obscurité².

Le 11 septembre, l'armée royale s'éloignait de son camp de Regret, en quatre colonnes. La pluie tombait à flots³. Dur pour lui-même afin d'être dur pour ses soldats, le roi de Prusse n'avait pas mis de manteau. Les comtes de Provence et d'Artois qui l'accompagnaient, n'osèrent se montrer plus douillets que lui ; ils partirent légèrement vêtus, mais on voyait à leur mine qu'ils affrontaient la bourrasque à contre-cœur ; ils étaient transpercés, remarque le prince royal, et offraient à nos regards un aspect lamentable. Un émigré s'indigna de la cruauté de Frédéric-Guillaume. Laisser mouiller ces augustes personnages, les exposer sans manteau à une pluie battante ! Vit-on jamais un spectacle plus désolant ! Il exhalait sa colère en présence de Goethe. *Que lui répondre*, dit le poète ; *l'aurait-on consolé en lui remontrant que la guerre est une mort anticipée qui rend les hommes égaux et impose à tous, même aux plus grands, la fatigue et le danger* ?⁴

L'armée prussienne longeait la lisière orientale de la forêt d'Argonne et traversait la bande de pays resserrée entre la Meuse et l'Aire. Elle campa, le 14 septembre, à Malancourt et le lendemain à Landres, en face de l'avant-garde française. Un détachement livra près de Clermont un heureux combat. Le lieutenant d'Auerswald, des hussards de Wolfradt, attaqua soudainement une troupe de Français qui venaient des Islettes et allaient au fourrage. Vingt hussards du 5e régiment, égarés dans un épais brouillard, furent faits prisonniers. Une compagnie de grenadiers du 6e régiment d'infanterie qui se laissa cerner dans les

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 208-209.

² *Réminiscences*, 155.

³ Fersen, II, 364 ; lettre de Breteuil : *Le temps ne favorise pas la marche d'aujourd'hui, la pluie a tombé fortement toute la nuit et continue.*

⁴ Goethe, *Campagne de France*, 61 ; *Réminiscences*, 155.

jardins de Clermont, se rendit à discrétion. Leurs armes, restées sur le pavé de la ville, furent envoyées par les habitants au camp de la côte de Biesme¹.

Mais ce petit engagement ne décidait rien. Dans tout le pays du Clermontois, comme une semaine auparavant en Lorraine et dans le Verdunois, l'armée prussienne n'avait trouvé que des villages à peu près vides. Les vieillards seuls étaient restés. On leur demandait s'ils aimaient la Révolution, et tous répondaient qu'ils détestaient l'ancien régime et que la seule idée du rétablissement de la dîme leur faisait horreur. Ils affirmaient unanimement que leur bien-être matériel s'était augmenté, qu'on les avait délivrés d'impôts écrasants et de ces droits de garenne et de chasse qui ruinaient leurs champs, que les grands domaines du prince de Condé étaient devenus la propriété des paysans, qu'il n'y avait plus de gens riches, mais que, dans vingt ans, tout le monde vivrait à son aise².

Docile à l'appel de Dumouriez, la population valide du pays s'était retirée dans les bois de l'Argonne avec tous les vivres et les fourrages qu'elle pouvait emporter³. La malveillance de ces gens-là, écrivait le secrétaire du roi de Prusse, nous enlève la paille, la saine nourriture et toutes les ressources qui pourraient diminuer nos maux⁴. Les alliés sentaient de plus en plus le péril de leur entreprise et l'impuissance de leur tactique contre cette sourde et tenace résistance qu'ils n'avaient pas prévue. On pouvait battre l'armée française, on pouvait pousser jusqu'à Paris, mais dompterait-on jamais la nation ? Soumettrait-on jamais les esprits ? Tous les Prussiens, du général au simple soldat, s'étonnaient que cette révolution si nouvelle et de si fraîche date fût réellement populaire et que ses principes eussent pris en si peu de temps au cœur des populations d'assez fortes racines pour résister désormais à tous les orages. *Vous verrez*, osait dire un paysan du Clermontois à un officier, *nous n'avons qu'un plan et qu'un but, employer tous les moyens pour vous rendre votre subsistance difficile*, et le Prussien qui rapporte ce propos, ajoute tristement que le paysan avait raison⁵.

L'armée royale arriva devant Grandpré, exténuée de lassitude, de froid et de faim. Durant ces deux jours plus funestes qu'un combat, la pluie n'avait pas cessé un seul instant⁶. Il semble, s'écriait Lombard, qu'elle se fasse un jeu de nous suivre dans nos mouvements, il suffit de nous mettre en marche pour qu'elle tombe aussitôt, c'est notre destinée depuis Coblenz⁷ ! Tous les narrateurs de l'expédition ne se rappellent qu'avec effroi les chemins qu'ils ont trouvés dans cette argileuse Champagne. On n'avancait, selon le mot de Goethe, qu'avec de grandes souffrances⁸. Pas un rayon de soleil, rapporte un lieutenant, n'égayait notre courage enfin brisé par de nombreuses fatigues, et dès lors,

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 206 ; Dillon, *Compte-rendu*, 22-23 ; Gobert, *Mém.* (arch. guerre) ; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 602.

² Témoin oculaire, II, 50.

³ A l'approche des alliés, dit Dampmartin (*Mém.*, 302), les campagnes sont désertes et les villages abandonnés ; les habitants, représentés comme favorables à l'ancien régime, cherchent un refuge loin de leurs foyers.

⁴ Lombard, *Lettres*, 316.

⁵ Témoin oculaire, II, 55.

⁶ Cp. le mot de Fersen dans son bulletin au roi de Suède (Fersen, II 374) : les grandes pluies qui sont tombées depuis quinze jours.

⁷ Lombard, *Lettres*, 305.

⁸ Goethe, *Campagne de France*, 60.

jusqu'à la fin de l'expédition, nos misères devaient s'augmenter en proportion croissante¹. Dès la première marche, raconte Minutoli, les voitures de vivres et même quelques pièces d'artillerie de l'avant-garde restèrent embourbées toute la nuit sur la route de Montfaucon et ne nous rejoignirent que le lendemain ; si l'avant-garde rencontrait de pareils obstacles, qu'on juge de l'état où le reste de l'armée trouvait les chemins² ! Laukhard, le mousquetaire du régiment de Thadden, assure qu'il pataugea le 10 et le 11 septembre à travers la boue la plus horrible **comme font les porcs**, et que, sans son extrême fatigue, il aurait déserté et passé aux Français³. La pluie pénètre le sol, mandait le secrétaire de Frédéric-Frédéric-Guillaume, et transforme tout ce pays en un vaste marais ; le pain n'arrive pas à l'heure fixée ; les chevaux épuisés succombent par centaines, les ambulances se remplissent de malades⁴. L'émigré Dampmartin confirme le témoignage de Lombard ; la disette, dit-il dans son style emphatique, laisse bientôt percer des symptômes effrayants ; quelques animaux, hors d'état de suivre leurs maîtres, et les raisins qui n'étaient point encore parvenus à la maturité, fournissent des ressources aussi tristes que funestes ; ces nourritures malsaines portent après elles les germes de la corruption ; une maladie contagieuse éclate avec violence et bientôt appesantit ses ravages⁵.

On espérait trouver au camp de Landres un peu de repos et de réconfort. Mais, comme toujours, les équipages avaient été retardés par le mauvais temps, par la boue, par la crainte des Français. L'infanterie prussienne, harassée, rendue, dut, de sept heures du soir à minuit, subir une épouvantable averse. On fit des **feux d'enfer** ; on y jeta tout ce qu'on avait sous la main, les chaises, les bancs, les tables, jusqu'à la chaire de l'église de Landres. Mais ces brasiers, dit le mousquetaire de Thadden, ne suffisaient pas à nous protéger contre le vent et la pluie. Enfin, au milieu de la nuit, les bagages arrivèrent. On dressa les tentes ; elles offrirent aux soldats le même abri misérable qu'à Praucourt⁶. Les uns passèrent la nuit à les maintenir, pour qu'elles ne fussent pas emportées par l'orage ; les autres, manquant de paille et n'osant s'étendre sur la terre boueuse, s'assirent sur leurs sacs ou leurs gibernes. Le diable soit de cette guerre, s'écriait-on ; pourquoi nous sommes-nous mêlés à des querelles qui ne nous regardaient pas ; la révolution est l'œuvre de Dieu, les patriotes font sa volonté et les émigrés ne sont que des coquins ! Goethe, qui s'efforçait de garder sa sérénité, dicta quelque temps au secrétaire Vogel des observations sur les couleurs, mais la pluie perçait la toile de sa tente et mouillait le papier ; il s'estima fort heureux de passer la nuit, comme à Praucourt et à Bras, dans la voiture du régiment de Weimar : nuit terrible, écrivait-il plus tard en un passage de son récit qui révèle ses propres inquiétudes et celles de ses compagnons, car nous étions entre ciel et terre, en face de l'ennemi qui pouvait à tout instant sortir de ses remparts de forêts et de montagnes !

Au lendemain de cette nuit affreuse (13 septembre), les soldats sortirent de leurs tentes **comme les truies de leurs étables** et vraiment, dit Laukhard, ils étaient aussi sales que ces animaux, lorsque la porcherie n'a pas été nettoyée pendant

¹ Strantz, art. cité (à partir du 8 septembre).

² Minutoli, *der Feldzug*, 206-207.

³ Laukhard, III, 141.

⁴ Lombard, *Lettres*, 316.

⁵ Dampmartin, *Mém.*, 302.

⁶ Cp. sur le camp de Praucourt, *Invasion prussienne*, 215-216.

six semaines. L'armée entière nomma ce camp qui n'était qu'un cloaque, le *Drecklager* ou le camp de la Crotte¹.

IV. Cependant, au milieu de la rafale et des misères de ces fangeux bivouacs, le plan combiné par Brunswick s'exécutait de point en point. De toutes parts, sur le front des positions françaises, avaient lieu les démonstrations destinées à tromper Dumouriez. Nos soldats, sortant de leurs taillis et de leurs baraquements faisaient face à l'adversaire, soit à Fléville, soit à Marcq, soit au Morthomme et à Briquenay. Mais, pendant que l'attention de Dumouriez était absorbée par la défense de Grandpré, les Autrichiens se saisissaient du passage de la Croix-aux-Bois.

Ces engagements livrés aux Prussiens par la première armée de la Révolution, ne sont racontés nulle part d'une façon complète et il faut entrer dans le détail. C'est le 8 septembre que commence la véritable campagne de l'Argonne, Kalkreuth, devançant le gros de l'armée royale, avait quitté son camp de Marre et s'était porté vers Montfaucon. Le 9 septembre a lieu la première escarmouche. Suivi de quarante hussards et d'autant de dragons, Kalkreuth marche sur Epinonville ; il ne rencontre que des chasseurs à cheval qui se retirent derrière l'Aire. Le 10, il entreprend une nouvelle expédition ; il franchit le pont de pierre d'Apremont à la tête de huit cents cavaliers et de deux bataillons de fusiliers ; il longe la rive gauche de l'Aire et reconnaît de loin le camp de Marcq et de Saint-Juvin. Le 11, il abandonne son camp de Montfaucon, se dirige sur Remonville et fait sa jonction avec l'Autrichien Clerfayt qui s'est avancé jusqu'à Nouart. Le 12, il se porte sur Briquenay, entre la Croix-aux Bois et Grandpré. Mais au moment où son infanterie passe le ruisseau de Briquenay gonflé par les pluies, la cavalerie française sort du bois du Morthomme comme pour s'opposer au passage. Kalkreuth la fait canonner par son artillerie légère, et notre cavalerie se retire. Mais, un instant après, un fort détachement d'infanterie que conduit Miranda, marche à la rencontre de Kalkreuth. Un combat s'engage en avant de Briquenay. L'infanterie de Miranda réduit au silence l'artillerie prussienne. Les tirailleurs français, répandus dans les bois, échangent des coups de fusil avec les chasseurs ennemis et les refoulent devant eux. Kalkreuth abandonne Briquenay en toute hâte et s'établit sur une hauteur, hors de la portée du canon. Mais il a perdu l'avant-train d'un affût, et l'obstiné général ne veut pas laisser aux mains de l'adversaire ce mince trophée. Il renvoie dans le village deux pelotons de fusiliers, commandés par les lieutenants Gauvain et Minutoli. Par un faux point d'honneur, dit ce dernier, et pour sauver l'avant-train d'un affût de canon, on expose deux officiers et deux pelotons d'infanterie ! Pendant que les artilleurs attellent l'avant-train et l'emmènent au galop, Gauvain et Minutoli postent leurs hommes derrière les murs des jardins et dans les chemins creux. Mais la cavalerie française menace de tourner Briquenay, et une batterie d'artillerie légère fait pleuvoir sur les fusiliers prussiens une grêle de boulets qui s'enfoncent dans la terre fangeuse sans ricocher et les couvrent de boue. Gauvain et Minutoli se replient lentement sur le corps de Kalkreuth².

¹ *Réminiscences* ; Minutoli, *der Feldzug*, 213 ; Lombard, *Lettres*, 316 ; Goethe, *Campagne de France*, 63-64 et 69 ; Témoin oculaire, II, 55-57 et 62 ; Laukhard, III, 141-142 et 145.

² Minutoli, *Erinnerungen*, 105-110, et *der Feldzug*. 198-200 ; Réflexions pour Miranda à ses juges (arch. nat., W, 271, dossier 30, p. 97 : ... [il repousse avec 2.000 hommes aux](#)

Le même jour, Hohenlohe, partant d'Ivoiry, faisait sur Marcq une grande reconnaissance. Suivi des hussards de Köhler et de Wolfradt, il passa l'Aire au gué de Fléville. L'impétueux Nassau-Siegen se jeta, l'un des premiers, dans la rivière, gravit les pentes escarpées de la berge, mit en fuite les vedettes françaises et poussa, avec Hohenlohe, Massenbach et le colonel de Prittwitz, au delà de Cornay, assez près du plateau de Marcq. Mais, à la distance de huit cents à mille pas, une troupe d'infanterie française, soutenue par quelques pièces de canon, s'avança contre les assaillants. Les hussards eurent ordre de la charger : ils furent reçus par un violent feu de mousqueterie et par quelques volées de canon ; ils tournèrent bride et repassèrent précipitamment la rivière ; la retraite, dit Massenbach, s'opérait dans un désordre qui lui donnait les apparences de la fuite. Hohenlohe craignit même un instant d'être coupé du gros de l'armée : un autre corps d'infanterie, sorti de Saint-Juvin, faisait mine de se porter vers Fléville et menaçait son flanc droit. Le prince s'empessa de gagner la hauteur de Sommerance, entre Fléville et Saint-Juvin, au sud de Landres. Ce fut là que campa l'avant-garde prussienne¹.

Ces deux attaques du 12 septembre, tentées par Hohenlohe et Kalkreuth, étaient fort honorables pour les troupes françaises. On avait éprouvé, reconnaît Caraman, une résistance de mauvais augure. Les Prussiens ne méprisaient plus leurs adversaires. Partout, dans la moindre escarmouche, les soldats de Dumouriez tenaient tête à l'assaillant. Les chasseurs à cheval tiraient de loin des coups de fusil sur les hussards de Köhler ; on les voyait à sept ou huit cents pas, épauler leur carabine, viser tranquillement l'ennemi, faire feu et disparaître aussitôt. Lorsque le prince Louis-Ferdinand², emporté par sa folle bravoure, courait aux vedettes françaises et entraînait avec lui, malgré l'ordre du général en chef, quelques cuirassiers de Weimar, une trentaine de fantassins, cachés dans un repli de terrain derrière la forge d'Alliépont, marchaient résolument à la rencontre de cette troupe de cavaliers et l'accueillaient par une salve bien nourrie. Dumouriez avait le droit de dire que les Prussiens n'avaient pu forcer ses postes. C'est du 12 septembre 1792 qu'il faut dater les commencements de

villages de More et de Briquenay 6.000 hommes tant infanterie que cavalerie. Minutoli raconte un singulier épisode de cet engagement. Il était en tête de sa compagnie et s'entretenait avec un camarade lorsqu'un trompette français, le prenant pour un officier de son parti, vint lui mettre un ordre de Miranda ou de Dumouriez. Le camarade de Minutoli, étonné, répondit involontairement : **Mais nous sommes siens !** Le trompette tourna bride aussitôt ; Minutoli le fit poursuivre, mais il était déjà loin. Il y a et il y aura toujours à la guerre, dit le lieutenant, de semblables mystifications ; c'est ainsi qu'à la veille de Kolin, un hussard autrichien se trouvait au milieu de l'état-major de Frédéric et copiait tranquillement les ordres du roi, lorsqu'on finit par le reconnaître ; il prit la fuite et on ne put le rattraper. — Remarquons, à propos du lieutenant Gauvain, qu'il se fit tuer l'année suivante en défendant avec héroïsme contre nos troupes le Faustburg, près de Stromberg.

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 210-211 ; Massenbach, *Mém.*, I, 59, note ; Renouard, 184.

² C'est le 14 septembre qu'eut lieu cette échauffourée racontée par Goethe et par le prince royal. Louis-Ferdinand, né le 18 novembre 1772 et tué à Saalfeld le 10 octobre 1806, est surtout connu par sa vivacité, son tempérament passionné et ses excès. Mais il avait la plupart des qualités qui font le grand homme de guerre, et ses contemporains s'accordent à reconnaître que, sans la paix de Bâle, il fût devenu un Condé prussien. Il y avait en lui, dit von der Marwitz, quelque chose d'extraordinaire, et Clausewitz affirme qu'il aurait été un capitaine de premier ordre. Il était, en 1792, attaché au régiment de Woldeck. Voir sur lui l'étude de Paul Bailleu, publiée dans la *deutsche Rundschau* d'octobre et de novembre 1885.

l'histoire de ces tirailleurs français qui devaient être employés durant les guerres de la Révolution et de l'Empire avec tant de succès, et qui, lancés en grandes bandes sur l'ennemi, contribuèrent par la hardiesse et la mobilité de leurs mouvements autant que par la justesse de leurs feux, à ruiner la vieille tactique des derniers lieutenants de Frédéric¹.

Mais ces deux engagements avaient pour but de tromper Dumouriez et de lui dérober l'attaque des Autrichiens de Clerfayt contre la Croix-aux-Bois. Il tomba dans le piège. Il s'imagina que les Prussiens voulaient emporter la position de Grandpré. Son lieutenant Dillon partageait son erreur ; il lui mandait que les alliés dirigeaient tous leurs efforts contre Grandpré, et le général en chef lui répondait : *Les ennemis vous ont abandonné pour se porter sur moi ; envoyez-moi des secours, sans cependant dégarnir la trouée de Clermont*. Dillon lui envoya 2.410 hommes, dont 742 de troupes à cheval et la moitié d'une compagnie d'artillerie légère.

Dumouriez crut même un instant que les ennemis ne faisaient contre lui qu'un simulacre d'agression et qu'ils avaient le dessein d'attaquer le défilé du Chesne-Populeux. *Je crois, écrivait-il à Dillon, que cette attaque n'est qu'une feinte pour attaquer la trouée du Chesne*. Il semblait avoir oublié complètement le passage de la Croix-aux-Bois. Soudain, dans l'après-midi de cette journée du 12 septembre où il se vantait d'avoir repoussé ses adversaires sur tout son front, il apprenait que La Croix-aux-Bois était au pouvoir des Autrichiens².

¹ Cardman, *Mém.*, 14 ; *Réminiscences*, 156 ; Goethe, *Campagne de France*, 66-67 ; Dumouriez à Kellermann (13 septembre) : *J'ai été attaqué hier sur tout mon front : l'ennemi a été repoussé partout*.

² Arch. guerre, Dumouriez à Dillon et Dillon à Luckner, 12 septembre ; *Mém.* de Gobert ; Dillon, *Compte rendu*, 24-25 et 77-78.

CHAPITRE V

LA CROIX-AUX-BOIS

I. Le colonel Colomb. Imprudence de Dumouriez. — **II.** Le défilé de la Croix-aux-Bois pris par les Autrichiens (13 septembre) et repris par Chabot (14 septembre). Mort du jeune prince de Ligne. — **III.** Lettre de Billaud-Varennes. Retour offensif des Impériaux. Retraite de Chazot sur Vouziers. Dubouquet abandonne le Chesne-Populeux.

I. Le passage de la Croix-aux-Bois, entre le défilé du Chesne-Populeux et celui de Grandpré, est, du nord au sud, le deuxième de l'Argonne. Dumouriez avait confié la garde de cette trouée au colonel Colomb, du 2^e régiment de dragons. Il connaissait l'expérience et la vigueur de cet officier : Colomb avait guerroyé en Amérique : il disposait de 1.200 hommes d'infanterie, d'un escadron de dragons¹, et de 4 pièces de canon de quatre ; il devait faire des abatis, creuser des fossés, rendre en un mot le défilé impraticable². Le 11 septembre, Colomb informa Dumouriez que le passage de la Croix-aux-Bois était inaccessible et pouvait être défendu par une poignée d'hommes ; il ajoutait que le 4^e bataillon de volontaires des Ardennes, venu de Longwy, et désarmé par la capitulation du 23 août, se trouvait à Vouziers ; il fallait donner des fusils à ce bataillon³ et lui confier la garde du défilé ; ses dragons et les 1.200 fantassins qu'il avait sous ses ordres, rejoindraient le gros de l'armée et seraient plus utiles à Grandpré qu'à la Croix-aux-Bois. Dumouriez, qui regardait Grandpré comme la clef de l'Argonne, approuva, sans réfléchir, la proposition du colonel Colomb. Il lui prescrivit de laisser une centaine d'hommes dans les abatis et de rentrer au camp. Il ordonna au commandant du parc d'artillerie de fournir au 4^e des Ardennes des armes et des munitions, et au lieutenant-colonel de ce bataillon d'occuper le défilé de la Croix-aux-Bois avec ses volontaires et 60 cavaliers de la gendarmerie nationale. Mais l'ordre de Dumouriez ne fut pas exécuté. Le commandant de l'artillerie négligea ou refusa de livrer les fusils, et le 4^e bataillon des Ardennes resta à Vouziers⁴. Le 12 septembre, le défilé de la Croix-aux-Bois

¹ Le 71^e régiment, le 2^e bataillon de la Meuse et le 1^{er} escadron du 2^e régiment de dragons.

² Dumouriez à Duval (arch. guerre).

³ C'était violer un article de la capitulation, et nous devons dire que, si le 2^e bataillon de la Côte-d'Or revint à Dijon, le 3^e bataillon des Ardennes reprit sa place dans l'armée de Dumouriez et fit le reste de la campagne.

⁴ Ce 4^e bataillon des Ardennes qui figure sur les ordres de bataille, n'a plus joué aucun rôle dans la campagne ; nous savons toutefois que le 21 septembre Servan commanda à Miaczynski de procéder sans délai à l'armement de ce bataillon (arch. guerre).

ne fut plus gardé, après le départ de Colomb, que par un capitaine et une centaine de soldats¹.

C'est la faute la plus grave de Dumouriez dans cette campagne². Il la confesse avec bonne grâce et s'accuse dans ses *Mémoires* d'avoir eu ce jour-là une impardonnable légèreté. Mais, si galamment qu'il reconnaisse ses torts, on ne s'explique pas qu'un général d'armée dégarnisse un poste aussi essentiel que la Croix-aux-Bois sur un simple rapport, sans avoir vu de ses propres yeux la position. Au lieu d'aller le 11 septembre aux Islettes, Dumouriez eût mieux fait de se rendre à la Croix-aux-Bois. Il préféra se fier aux cartes du pays. Il n'envoya pas à ce défilé, si proche de son quartier général, un officier de son état-major, Thouvenot, par exemple, qui, de son propre aveu, l'aurait parfaitement suppléé. Enfin, il négligea de mettre en batterie sur la route et les hauteurs qui bordent le passage, des canons de huit ou de douze, quoiqu'il en eût, dit-il lui-même, une assez grande quantité. Mais Dumouriez comme Biron, Custine, Dillon, et la plupart des généraux de l'ancien régime, agissait quelquefois à l'étourdie. Les hommes qui commandèrent les premières armées de la Révolution, avaient acquis leur expérience pendant la guerre de Sept-Ans ou celle d'Amérique ; ce fut pour eux une mauvaise école, ils s'accoutumèrent à tout faire à demi ou par à peu près. Vifs, hardis, brillants, ils avaient trop d'ardeur et de pétulance. Leur présence d'esprit et cette clarté française que le danger rend plus vive, les tiraient souvent des embarras où leur imprudence les avait jetés. Mais l'air du siècle les avait touchés, et, à la guerre comme dans les salons, exerçait sur eux sa détestable influence. La suite et le sérieux leur faisaient défaut ; il leur manquait un peu de la sagesse prussienne, un peu de l'habileté savante et des solides qualités de Brunswick, comme il manquait à Brunswick un peu de leur audace.

II. Clerfayt avait, comme on l'a vu, concerté ses mouvements avec Kalkreuth³ : le 7 septembre, il quitta son camp de Baalon, près de Stenay, traversa la Meuse et se rendit, par Beauclair, au petit village de Nouart ; le 8, il marcha sur Romagne et fit sa jonction avec Kalkreuth ; le 11, après être resté deux jours durant immobile, pour mieux tromper Dumouriez, il revint brusquement à son camp de Nouart ; le 12, il se porta sur Buzancy, puis sur Boulton-aux-Bois. Il sut bientôt par ses espions et, dit-on, par des habitants du pays, que le défilé de la Croix était presque entièrement dégarni de troupes. Quelques hussards et les

¹ Tel est le récit de Dumouriez dans ses *Mémoires*, I, 275-276. Sa correspondance n'entre pas dans les mêmes détails ; voici ce qu'il se borne à dire le 13 et le 18 septembre : [par la suite d'un ordre mal exécuté](#) (à Kellermann), [par une mauvaise exécution des ordres que j'avais donnés](#) (à Labourdonnaye), [par défaut d'exécution des ordres les plus clairs](#) (à Servan). J'ai cherché vainement un rapport ou une lettre du colonel Colomb.

² Minutoli, *der Feldzug*, 204. Boguslawski (Dumouriez, II, 31) admire l'aveu franc et mâle du général et ajoute : [voilà cette légèreté qu'on rencontre si souvent dans l'histoire de la France et qui fit réussir soixante-dix-huit ans plus tard, dans la même région, la surprise du corps de Faily à Beaumont par le IVe corps prussien !](#)

³ Voir la *Geschichte der Kriege in Europa* dont les auteurs ont consulté le journal des marches de Clerfayt.

chasseurs de Le Loup¹ s'engagèrent aussitôt dans l'étroit ravin où passe la route de Boult à Vouziers. Le chemin était à peine rompu ; on avait jeté les arbres au hasard ; les branches, enterrées à moitié, ne présentaient pas de pointes aux assaillants. Les chasseurs de Le Loup dérangèrent aisément ces abatis. Les hussards franchirent au galop la route où leurs chevaux auraient dû s'abîmer. Les cent Français qui gardaient le défilé s'enfuirent dans les bois après une faible résistance. Un détachement, à peine suffisant pour une reconnaissance, se saisit, en un instant, d'un des principaux passages de l'Argonne.

Dumouriez était dans son camp de Grandpré lorsqu'il vit arriver les fuyards. Il sentit trop tard la faute qu'il avait faite ; mais il s'efforça de la réparer sur-le-champ. Ce ne peut être, pensait-il, qu'une légère avant-garde qui a pénétré par l'endroit le plus impraticable et par dessus les abatis ; il était encore temps de l'attaquer pendant qu'elle rétablissait le chemin pour faire un passage à l'artillerie et aux bagages du corps d'armée qui la suivait². Il résolut de tenter le lendemain un vigoureux effort et de reprendre le défilé.

Chazot fut chargé de l'opération. Il était, dit Dumouriez, fort brave et fort exact. Mais, comme Dietmann et Dubouquet, il avait plutôt l'expérience du vieil officier que les lumières du général. Il servait depuis trente-neuf ans et avait passé par tous les degrés, depuis celui de simple soldat. Engagé en 1753 dans le corps des volontaires de Flandre, remarqué pour sa valeur pendant la guerre de Sept-Ans, employé longtemps dans la région des Ardennes, nommé colonel en 1788, et maréchal de camp en 1790, il était le seul officier-général de l'armée qui eût, après la journée du 20 juin, demandé le gouvernement républicain³. Il venait de recevoir son brevet de lieutenant-général (7 septembre). Ce fut le terme de sa fortune ; un destin jaloux sembla désormais s'attacher à lui. Il n'eut plus que des disgrâces. Il reprit, puis perdit le défilé de la Croix-aux-Bois ; il causa la panique de Montcheutin ; il ne put, à Valmy, s'emparer de la hauteur de la Lune ; enfin, il s'attira la haine féroce de Marat, parce qu'il avait arrêté des volontaires du bataillon Mauconseil, coupables d'assassinat. Chazot fut emprisonné pendant deux mois, puis suspendu, et, lorsqu'on le réintégra dans les cadres de l'armée, on le mit presque aussitôt à la retraite⁴.

Dès le 12 septembre, à six heures du soir, Chazot recevait l'ordre de reprendre le défilé. Il partit du camp de Grandpré avec 8 bataillons, 5 escadrons et 12 pièces de canon, pour tomber sur les Autrichiens, selon l'expression de Dumouriez, la baïonnette au bout du fusil, le sabre à la main et avec force mitraille⁵. Il devait se porter sur Vouziers en longeant l'Aisne, puis marcher de Vouziers sur la trouée de la Croix. Mais les chemins étaient en mauvais état ; l'artillerie s'embourba plusieurs fois ; les fourgons de vivres n'arrivèrent pas. Chazot n'entra que le

¹ Ces chasseurs de Le Loup, qui portaient le nom de leur major, étaient recrutés dans les Pays-Bas autrichiens ; ils avaient un uniforme gris de brochet à parements verts et à boutons jaunes. Minutoli, *der Feldzug*, 99.

² Arch. guerre. Dumouriez à Luckner et à Kellermann, 13 sept.

³ Lafayette, *Mém.*, III, 383 et 391 : J'ai connu le général Chazot à Clermont, disait Couthon à la Convention ; il y a fait la Révolution avec moi ; j'atteste qu'il m'a toujours paru un bon citoyen.

⁴ Dumouriez, *Mém.*, 249 et 261 ; Ternaux, IV, 563-576.

⁵ Chazot avait avec lui le 71e, le 98e et le 29e d'infanterie, le 1er bataillon de volontaires de la Meurthe, le 1er de la Sarthe, le 3e de Paris, le 3e des Ardennes et le 2e de la Meuse, quatre compagnies de Seine-et-Oise, deux escadrons du 9e dragons, deux escadrons du 23e de cavalerie et un escadron du 7e de cavalerie.

lendemain matin (13 septembre) à Vouziers, après douze heures de marche. Ses troupes étaient trop fatiguées pour faire encore les deux lieues qui les séparaient du défilé ; il remit l'attaque au jour suivant.

Le 14 septembre, à trois heures du matin, Chazot quittait Vouziers avec son détachement qui comptait environ cinq mille hommes. Il assaillit les Autrichiens à la pointe du jour. Pendant que la cavalerie attendait le moment de charger et que l'artillerie tirait sur le village et le château de la Croix, l'infanterie engageait une vive fusillade contre les Impériaux et, laissant la chaussée absolument libre pour la manœuvre des canons, s'avancait sur deux colonnes, au pas de charge, tantôt sur les hauteurs, tantôt derrière les haies et les buissons. Chazot avait fait chanter et jouer le Ça ira. Après une heure et demie de combat, les Autrichiens prirent la fuite.

Ils laissaient au nombre des morts le prince Charles-Joseph-Emmanuel de Ligne. Il avait reçu deux balles en chargeant, lui neuvième, une batterie française de trois canons qui s'était portée trop avant, sans être soutenue par l'infanterie. Il tomba de cheval et rendit l'âme presque aussitôt¹. On le fouilla ; on trouva dans sa poche une lettre inachevée qui révélait la triste situation de l'armée des alliés ; elle fut publiée dans le *Moniteur*.

Nous commençons, disait le prince, à être assez las de cette guerre où Messieurs les émigrés nous promettaient plus de beurre que de pain. Mais nous avons à combattre les troupes de ligne dont aucune ne déserte, les troupes nationales qui restent, tous les paysans qui sont armés ou tirent contre nous ou nous assassinent quand ils trouvent un homme seul ou endormi dans une maison. Le temps, depuis que nous sommes en France, est si détestable que tous les jours il pleut à verse et les chemins sont si impraticables que dans ce moment nous ne pouvons retirer nos canons. De plus, la famine ; nous avons tout le mal imaginable pour que le soldat ait du pain, et la viande manque souvent. Bien des officiers sont cinq, six jours sans trouver à manger chaud ; nos souliers et capotes sont pourris, et nos gens commencent à être malades. Les villages sont déserts, et ne fournissent ni légumes, ni eau-de-vie, ni farines. Je ne sais comment nous ferons et ce que nous deviendrons, Quelquefois on se donne le petit plaisir, comme moi².

Charles de Ligne avait au cou une chaîne d'or et un collier qui portait cette inscription : *L'amour me l'a donné*³. C'était le fils de ce prince de Ligne, l'aimable gentilhomme et spirituel écrivain qui nous a laissé tant de jolies pages sur ses contemporains et sur lui-même. Le prince aimait tendrement son fils et le traitait en camarade et en ami ; il le mena de bonne heure au feu, et le jeune officier se signala dans la guerre contre les Turcs par une impétueuse bravoure. Nommé lieutenant-colonel après la prise de Sabacz et décoré de l'ordre de Marie-Thérèse, Charles de Ligne écrivait à son père : *Nous avons Sabacz, j'ai la croix ; vous sentez bien, papa, que j'ai pensé à vous en montant à l'assaut*. Destitué de son grade parce qu'il avait pris part à l'insurrection brabançonne, il n'était plus que capitaine des hussards de Wurmser, mais il appartenait à l'état-major de

¹ On a faussement prétendu que le prince de Ligne avait été tué par un garde-forestier, Jacques le Forestier, du village de Toges ; voir le récit fantastique *Jacques le Forestier ou la défense de l'Argonne en 1792* dans les *Biographies et chroniques populaires du département des Ardennes*, par Hubert Colin, IIIe série, p. 211-225.

² Arch. guerre et *Moniteur* du 29 septembre.

³ Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, II, 612.

Clerfayt et avait, devant Longwy, dirigé les travaux du siège. Sa mort brisa le cœur de son père et fut déplorée des alliés. Il était, reconnaît Breteuil, le sujet le plus distingué de son âge parmi les Autrichiens, et je l'aimais depuis son enfance. Les émigrés, traversant le défilé, rencontrèrent un convoi funèbre qui se dirigeait vers le Hainaut ; c'était, dit Villeneuve-Barnaud, le corps du prince de Ligne ; on le portait au père dans sa terre de Belœil ; avec quel intérêt j'ai lu plus tard dans les lettres et pensées du prince de Ligne tout ce qui concerne ce fils chéri, auquel il donne de si touchants regrets !¹

III. A la nouvelle de la reprise de la Croix-aux-Bois, l'allégresse éclata dans le camp de Grandpré. Toute la journée du 13 septembre s'était passée dans une poignante anxiété. D'heure en heure des officiers portaient à Chazot l'ordre de tout tenter. Dumouriez ne cachait pas son inquiète impatience, et, dans la nuit du 13 au 14, à trois heures, avait souhaité bonne chance à son lieutenant ; il ne fallait, lui disait-il, qu'un coup de vigueur pour enlever le poste. Enfin, le 14, à onze heures du matin, il recevait de Chazot le billet suivant : De dessus mon cheval, je m'empresse de vous annoncer la prise que vous désirez. Je fais pousser actuellement l'ennemi dans les deux trouées des bois de Briquenay et de Bourgogne. Billaud-Varennes, membre de la commune de Paris, et, grâce à Danton, commissaire du conseil exécutif, était alors à Grandpré. Victoire, écrivait-il à Labourdonnaye, victoire ! Le général ennemi tué après quatre ou cinq heures d'action ! Un poste emporté ! La joie est dans l'armée qui s'est vue au moment d'être forcée aujourd'hui de lever le camp pour se replier sur Sainte-Menehould ! Dumouriez vous embrasse, pétillant de joie ; les Français triompheront !²

Mais les Autrichiens, délogés du village de la Croix, s'étaient retirés dans la forêt. Ils y trouvèrent un bataillon du régiment de Clerfayt qui venait les secourir. D'autres renforts arrivèrent bientôt. C'étaient trois bataillons d'infanterie et plusieurs escadrons de hussards d'Esterhazy. Les Impériaux revinrent à la charge. Chazot n'eut pas le temps de faire quelques préparatifs de défense. Mon unique embarras, mandait-il à Dumouriez, est de regâter la route. Je manque de bras et de haches. Les villages voisins sont déserts et ne peuvent me fournir aucun secours. Dumouriez lui reproche dans ses Mémoires d'avoir oublié deux chariots d'outils qu'il lui avait donnés pour établir des retranchements et dresser des batteries. Chazot, de son côté³, se plaint de n'avoir pas été soutenu et il semble, en effet, que Dumouriez devait ordonner à Dubouquet d'attaquer le flanc droit des Impériaux, tandis qu'une colonne, partie de Grandpré et filant le long des bois de Bourgogne et de Briquenay, aurait assailli leur aile gauche. Dumouriez promit même à Chazot de glisser des partis sur le bois qui le flanquait. Mais Kalkreuth était à Briquenay, prêt à porter secours aux troupes de Clerfayt, et Dumouriez craignait d'être accablé dans son camp par le gros de

¹ Prince de Ligne, *Mém. et mél.*, I. 178 ; Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, VIII, 236 ; *Réminiscences*, 151 ; Fersen, II. 372. Breteuil à Fersen, 16 septembre ; Villeneuve-Laroche-Barnaud, *Mém. sur l'expédition de Quiberon*, 82 ; préface, par Mme de Staël, de l'édition des *Lettres et pensées du prince de Ligne*, XI-XII : Il était blessé au cœur, et ses efforts pour le cacher rendaient plus déchirantes encore les larmes qui lui échappaient.

² Arch. guerre, Billaud-Varennes à Labourdonnaye, 14 septembre ; *Moniteur* du 17 septembre.

³ Mémoire de Chazot : *Explication sur l'attaque du poste de la Croix-aux-Bois*.

l'armée prussienne : pendant que vous allez attaquer, disait-il à Chazot, je me prépare à me défendre.

Quoi qu'il en soit, les Autrichiens attaquèrent de nouveau le village de la Croix, deux heures après l'avoir perdu. Ils surprirent les avant-postes français qui croyaient l'ennemi refoulé dans la forêt et la lutte terminée. Ils s'emparèrent des hauteurs qui dominent la route de la Croix et y établirent des pièces de position et des obusiers. Il fallait, assure un émigré, leur audace pour attaquer ce poste, et leur opiniâtreté pour l'emporter¹. Chazot fit une belle résistance. Ses bataillons, mis en désordre et fatigués par le combat du matin, ne se replièrent qu'en tiraillant avec vivacité². Les chasseurs de Le Loup qui pénétraient pour la seconde fois dans le défilé, combattaient au premier rang et souffrirent le plus du feu de l'infanterie française. Le bataillon de Clerfayt perdit trois de ses officiers. Chazot se retira sur Falaise et de là sur Savigny et Vouziers, sans être poursuivi. Il coupa derrière lui les ponts de l'Aisne : je m'occupai, dit-il dans son rapport, de n'être point entamé, et j'eus du moins cette satisfaction³. Ses cinq escadrons couvraient la retraite. Il abandonnait un canon, des affûts et plusieurs fourgons de vivres. On ignore le nombre de morts qu'il laissait sur le terrain ; aux traces de sang qu'ils virent sur l'herbe, les Impériaux jugèrent qu'il avait emporté tous ses blessés⁴. A onze heures, en plaine, en deçà de la rivière d'Aisne, il écrivait précipitamment à Dumouriez cette courte dépêche : Après avoir eu le plus grand succès, je viens d'être forcé à la retraite. J'avais cru d'abord que l'ennemi n'avait point de canons, mais une heure après l'attaque il m'a prouvé le contraire. Nous avons perdu quelques hommes des deux armes et une vingtaine de blessés. Les ennemis ont dû perdre beaucoup. Vous voyez, mon général, que ce que j'avais craint, m'est arrivé. Je vais me retirer à Vouziers.

Les Autrichiens eurent, au combat de la Croix-aux-Bois, 32 tués et 65 blessés ; 45 d'entre eux avaient disparu. Ils combattirent seuls dans cette matinée du 14 septembre⁵. Un bataillon prussien du corps de Kalkreuth, les fusiliers de Légar, était à quelque distance ; mais, raconte un lieutenant de ce bataillon, nous entendîmes les coups de feu, nous vîmes les éclairs de la fusillade, et les corps des Autrichiens morts ou mourants qu'on rapportait ; malgré notre ardent désir de prendre part à la lutte, nous ne fûmes cette fois qu'auditeurs et spectateurs⁶.

Le défilé de là Croix-aux-Bois était perdu sans retour, et la ligne française, percée sur un point, cédait bientôt sur un autre. Selon Dumouriez, le maréchal de camp Dubouquet qui gardait le débouché du Chesne-Populeux, aurait été le même jour assailli par les émigrés. Il faudrait donc placer au 14 septembre 1792 la première rencontre véritable entre républicains et royalistes, le premier combat où le drapeau tricolore et le drapeau blanc auraient fait face l'un à l'autre. Mais les émigrés n'arrivèrent au Chesne-Populeux que, le 18. Deux jours auparavant, dans la nuit du 16, Dubouquet évacua le défilé ; il se voyait coupé du gros de l'armée française ; il craignait d'être enveloppé ; il abandonna le

¹ Contades, *Souvenirs, Coblenz et Quiberon*, 59.

² Gebler : *das lebhafteste Gewehrfener*.

³ Minutoli. *der Feldzug*, 203.

⁴ Cp. le mémoire de Chazot et ses billets à Dumouriez (arch. guerre) ; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 883, VIIe fascicule, p. 73-75, et la lettre de Tauenzien à Brunswick, interceptée, traduite et lue par Billaud-Varennes à la Convention, *Moniteur* du 24 septembre et *Gazette de France*, 30 septembre.

⁵ L'affaire, commencée à six heures du matin, était terminée à dix.

⁶ Minutoli. *Erinnerungen*, 116, et *der Feldzug*, 202.

Chesne-Populeux et se replia par Neuvisy sur Rethel et de là par Perthes et Saint-Hilaire-le Petit sur Châlons. J'ignore où vous êtes, écrivait-il à Dumouriez, et je ne reçois aucun ordre ; j'ai pourtant le désir de vous joindre le plus tôt qu'il me sera possible¹.

¹ Cp., contrairement aux *Mémoires* de Dumouriez, I, 277, la lettre de Dubouquet du 17 septembre (arch. guerre).

CHAPITRE VI

MONTCHEUTIN

I. Difficultés avant le 14 septembre. — **II.** Situation critique de Dumouriez. Son camp imposant devient détestable. Plan de retraite. Ordres et instructions. — **III.** Massenbach à Marcq. Son entretien avec Duval. Son retour à Landres. — **IV.** Retraite de l'armée française. La hauteur d'Autry. La division Chazot. — **V.** Panique de Montcheutin. Suites funestes de la panique. Nouvelles terreurs de l'armée à Dommartin-sous-Hans. — **VI.** Habilité de Dumouriez. Proclamation aux gardes nationales de Châlons. Marceau. — **VII.** Nouveau plan de résistance. — **VIII.** Le camp de Braux-Sainte-Cohière.

I. La situation de Dumouriez à Grandpré était déjà difficile avant le 14 septembre. On manqua de pain plusieurs fois et le général avait raison de prévoir à Sedan, au conseil de guerre du 29 août, que **si son armée défendait les trouées d'Autry et de Grandpré, la pénurie durerait longtemps avant qu'on pût faire des établissements de vivres et des fours à Châlons et à Sainte-Menehould**¹. En outre, l'eau malsaine, les pluies abondantes, le froid précoce de la saison, les fréquents bivouacs avaient causé la diarrhée. La maladie fut légère et n'eut pas de suites fâcheuses ; mais elle laissa dans Grandpré un germe de dysenterie qui devait être funeste à l'armée prussienne.

Les soldats supportaient tout avec gaieté ; le voisinage des ennemis, loin de les intimider, entretenait leur bonne humeur ; ils avaient tous les jours de petits combats, dit leur général, ils ne s'ennuyaient ni ne se rebutaient pas. Mais beaucoup d'officiers ne dissimulaient pas leur mécontentement. Dumouriez, qui réunissait plus de vingt personnes à sa table, n'offrait à ses convives que de la mauvaise viande de mouton, une bière acide et du vin aigre². Il raconte qu'un matin, cinq généraux entrèrent dans sa chambre ; un d'eux, parlant au nom des autres, osa dire que l'armée était désolée par les maladies et par la plus dangereuse des maladies, le dégoût ; que les secours n'arrivaient pas ; que les Prussiens pouvaient marcher sur Bar-le-Duc et de là sur Vitry-le-François et Châlons ; qu'on devait les prévenir et se retirer derrière la Marne, dans un bon camp où les troupes recevraient des renforts et ne manqueraient de rien. Dumouriez répondit nettement qu'il était seul responsable et savait ce qu'il fallait faire. Mais les doléances continuèrent ; les critiques allèrent leur train ; plus d'un

¹ Arch. guerre, procès-verbal du conseil de guerre tenu à Sedan le 29 août.

² Etait-ce de ce vin de Mouzon que vantent les Mouzonnais, mais qui a donné lieu au dicton ; **Mon Dieu, délivrez-nous de la justice d'Omont, du pain de Sapogne et du vin de Mouzon ?**

officier écrivait à Paris ses réflexions, exagérait les forces des ennemis, les souffrances du soldat, les dangers de l'armée, et rejetait sur le général en chef tout le reproche de la situation¹.

II. Cependant le passage de la Croix-aux-Bois était perdu. Les alliés avaient percé l'une des trouées de l'Argonne ou mieux, selon l'expression de Dumouriez, ils avaient fait leur trouée. Clerfayt, maître du défilé, pouvait se porter rapidement sur les derrières de l'armée française, occuper Beaurepaire, Olizy, Termes, et barrer le passage de l'Aisne à Senuc. Dumouriez allait être cerné dans cette position de Grandpré dont il avait proclamé si haut la force défensive, et ce camp imposant devenait soudain détestable. *J'ai été sur le point, avouait-il à Servan quatre jours plus tard, d'être enveloppé, sans vivres, et, qui pis est, sans munitions de guerre, et de me faire tuer avec mon armée plutôt que de me rendre.*

Mais il connaissait la lenteur allemande² ; les Prussiens, disait-il, ne savent plus faire la guerre, et ne valent guère mieux que nous. Il se fiait à sa bonne fortune ; il comptait à la fois sur les événements et sur la maladresse de l'ennemi pour réparer ses échecs ; mon génie, mandait-il à Labourdonnaye, me dit que nous nous tirerons encore de ce mauvais pas³.

Il résolut de décamper sur-le-champ, de faire sa retraite avant que l'adversaire eût le temps de la lui fermer, et de se porter sur Sainte-Menehould. Mais il fallait déployer dans cette évasion plus de hardiesse, plus de rapidité, plus de secret encore que dans sa marche des premiers jours de septembre, lorsqu'il avait couru de Sedan à Grandpré, pendant que Brunswick était à Verdun et Clerfayt à Stenay. Il garda son sang-froid et son air tranquille ; il montra devant ses officiers et son armée la plus grande sécurité ; à le voir et à l'entendre, il semblait qu'on n'eût à craindre aucun danger.

Il fit d'abord fouiller la forêt jusqu'à Longwé par trois cents chasseurs. Mais les Autrichiens, croyant peut-être que les Français tenteraient le lendemain une nouvelle attaque, se bornèrent à garder le passage de la Croix-aux-Bois. Néanmoins Dumouriez plaça six bataillons et six escadrons avec quelques pièces de position à Termes, à Olizy, à Beaurepaire ; ce détachement faisait face au défilé de La Croix et devait arrêter les Autrichiens de Clerfayt, s'ils s'avisèrent de descendre sur Senuc. Le parc d'artillerie gagna les hauteurs d'Autry, sur l'autre rive de l'Aisne. Des officiers portèrent dans toutes les directions les instructions du général en chef. Dubouquet, qui commandait au Chesne-Populeux, était trop loin ; on le laissa libre d'agir à sa guise. Mais Chazot, qui s'était retiré sur Vouziers, eut ordre de partir à minuit avec sa division, de longer l'Aisne jusqu'à Vaux-les-Mouron et de faire sa jonction avec l'armée dans la plaine de Montcheutin. Beurnonville, qui venait de Flandre avec dix mille hommes, arrivait alors à Reims ; l'aide de camp que lui dépêcha Dumouriez — c'était Macdonald — lui commanda de se mettre aussitôt en marche, de côtoyer l'Aisne jusqu'à Attigny et de se diriger sur Saint-Hilaire-le-Petit et Suippes, pour se rabattre de

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 270-272.

² C'est son expression (7 septembre), et on disait alors couramment *la lenteur allemande, l'impétuosité française*. (cp. Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, XVIII) ; les temps sont bien changés.

³ Dumouriez à Labourdonnaye (13 septembre), à Luckner (14 septembre), à Servan (18 septembre), à Biron (28 sept.), arch. guerre.

là sur Sainte-Menehould. Un autre aide de camp se rendit à l'armée de Kellermann qu'il rencontra dans la nuit du 15 septembre à Vitry-le-François ; Dumouriez pria son collègue d'accourir à son aide et d'opérer en toute hâte une jonction décisive qui l'aurait sauvé, disait-il, si elle avait eu lieu quelques jours plus tôt. Vous avez été d'avis, écrivait-il à Luckner, que Kellermann ne vînt pas me joindre ; s'il était venu, ce petit désastre ne serait pas arrivé¹.

III. L'état-major des alliés se demandait ce qu'allait faire Dumouriez. Tant que dura le jour, le général français s'abstint de tout mouvement qui trahirait son prochain départ. Le camp de l'avant-garde, que les Prussiens voyaient des hauteurs de Landres et de Sommerance, offrait le même spectacle que les jours précédents ; le plateau de Marcq restait couvert de tentes ; dans les bas-fonds de Saint-Juvin s'agitaient, comme la veille et l'avant-veille, les chasseurs à cheval de Stengel qui tiraillaient jusqu'aux abords du village de Saint-Georges, tout près du quartier général prussien². Brunswick résolut de demander un rendez-vous à Dumouriez. Le major Massenbach fut chargé de porter cette proposition au camp français ; si Dumouriez acceptait la conférence, on se promettait de deviner ses desseins et peut-être de le gagner à la cause des alliés, car on n'oubliait pas la modération qu'il avait montrée dans son ministère et ses avances à Schulenbourg³. S'il refusait tout entretien, Massenbach, dont on connaissait la sagacité, aurait du moins recueilli d'utiles renseignements.

Massenbach partit de Sommerance et passa l'Aisne au gué de Fléville. Il trouva sur l'autre bord un officier français qui l'accueillit courtoisement et lui fit les compliments d'usage. On lui banda les yeux et six dragons le conduisirent à Marcq, au quartier général de Duval. Massenbach avoue qu'il regardait encore les soldats de la Révolution comme des Vandales et des Huns. *Au moins, dit-il à ses guides, menez-moi sur un bon chemin, car je n'ai pas envie de me casser le cou. — Ah ! s'écrièrent les dragons, vous parlez notre langue, citoyen ; n'ayez pas peur, nous sommes d'honnêtes gens, fiez-vous à la loyauté du soldat français.* Le major montait le cheval d'un hussard que des cavaliers de Wolfradt avaient capturé quelques jours auparavant et qui portait le numéro six. *Ma foi, dit tout à coup un dragon, voilà un de nos camarades qu'on a fait prisonnier de guerre ; c'est un cheval du 6e hussards.* Massenbach raconta comment le cheval était venu en sa possession : *C'est bon, c'est bon,* repartit un des soldats, *nous aurons aussi des vôtres.* Durant le chemin les dragons firent mille questions au major ; ils lui demandèrent ce que voulaient les alliés, s'ils étaient contents de leur expédition, s'ils croyaient entrer bientôt à Paris. Massenbach répondit évasivement ; mais la conversation de ces soldats l'intéressait ; il s'étonnait de les trouver si polis, si pleins de bonhomie, d'entrain et de belle humeur ; voilà donc les barbares, les soudards grossiers et fanatiques dont parlaient les émigrés ! La petite troupe arrivait à Marcq et le major mettait pied à terre lorsqu'il s'entendit appeler en allemand. Cette voix, dit-il, lui fut aussi agréable que celle de Scherasmin au chevalier Huon dans les solitudes du Liban⁴. C'était un officier

¹ Dumouriez à Luckner, 14 et 16 septembre (arch. guerre), et *Mém.*, I, 279.

² Minutoli, *Erinnerungen*, 119 ; voir plus haut la petite affaire qui eut lieu près des forges d'Alliépoint.

³ Cp. *Invasion prussienne*, p. 18.

⁴ Allusion à un passage de l'*Oberon* de Wieland, I, strophe 20, v. 28 :

O süsse Musik vom Ufer der Garonne !

de dragons qui avait voyagé en Allemagne ; il se nommait Lefort et descendait du célèbre Lefort, le maître et l'ami de Pierre-le-Grand.

Massenbach fut reçu par le général Duval, et son étonnement augmenta lorsqu'il vit un homme dont la prestance, les façons aimables et le langage mesuré auraient fait honneur aux officiers les plus distingués de l'armée prussienne. Il croyait trouver un général qui ne devait son grade qu'au hasard des événements ou à la faveur d'un parti. Duval ne s'était poussé dans le monde militaire qu'à force de courage et de longs services. Il avait alors cinquante-six ans, et ses beaux cheveux blancs, sa taille imposante, sa mine martiale, toute sa personne en un mot, reconnaît Massenbach, inspirait l'estime et le respect. Il avait, fait la campagne de Hanovre et pris part à l'expédition de Corse dans la légion de Soubise. Il était colonel du 6^e régiment de dragons et servait à Maulde lorsque Dumouriez le connut et l'apprécia. Duval lut nommé maréchal de camp et reçut le commandement des troupes de Pont-sur-Sambre. C'était, rapporte Dumouriez, un excellent officier et un homme d'un très grand mérite, d'un patriotisme très pur, d'une prudence consommée, qui joignait toutes les vertus civiles à de grandes qualités militaires. On a de Duval une lettre naïve et touchante qu'il adressait le 6 octobre à Merlin de Douai, après la retraite des Prussiens : *Je ne désire, écrivait-il au conventionnel, que la liberté de ma patrie, mes vœux sont à leur comble, aucune puissance de l'univers ne pourra nous asservir et je suis certain d'avoir mon ambition satisfaite, puisque je pourrai paisiblement retourner cultiver mon champ avec mes enfants et les rendre dignes d'une grande république. Il faut que les enfants sachent le mot patrie, république, avant celui de papa, maman*¹.

Duval retint Massenbach auprès de lui, pendant qu'une ordonnance allait annoncer au quartier général de Grandpré l'arrivée d'un parlementaire. Il causait sur un ton à la fois digne et familier. *Les alliés, dit-il au major, font une folie en intervenant dans les affaires intérieures de la France. Ils n'en ont pas le droit et ils supporteront les conséquences de la lutte qu'ils ont imprudemment engagée sur la foi des présomptueux émigrés. Vous croyez, Monsieur, arriver à Paris : mais moi qui sers depuis quarante-cinq ans, moi qui ai médité sur la guerre, je sais que vous n'irez pas à Paris, tout comme Charles XII n'est pas allé à Moscou. Nous connaissons la force de vos armées et la faiblesse de vos ressources. Vous trouverez quelque part votre Pultava. Alors vous penserez à moi... Comment le roi de Prusse a-t-il pu s'unir à cette perfide Autriche contre une nation dont il est l'allié naturel ?... Vous ne pourrez faire en France la contre-révolution ; vous rendrez seulement la révolution plus forte et plus puissante. Ne comptez pas que notre armée se range sous vos drapeaux. Nous autres, nous sommes de vrais Français et nous méprisons Lafayette. Ne vous fiez pas aux promesses des émigrés. Ils ont pour la plupart passé leur jeunesse dans les orgies de la cour et les voluptés de la capitale ; ils n'ont ni vertu ni énergie : ils ne connaissent ni*

¹ Arch. guerre, Duval à Merlin de Douai, 6 octobre. Voir sur Duval, Dumouriez, *Mém.*, I, 249, 259, 272, II, 117, et *Correspondance avec Pache*, 88. Duval, écrivait Biron à Servan (29 août), a dans toutes les occasions montré avec énergie son attachement à la Révolution. Il est, disait Dampierre à Danton (lettre du 23 octobre, revue de la *Révolution française*, 14 juillet 1885), excellent patriote et bon citoyen. Il refusa par modestie, au mois de novembre, le commandement des troupes du Nord que Dumouriez lui offrait, après l'avoir enlevé à Labourdonnaye, et servit sous Miranda avec le plus grand zèle jusqu'à la fin de la campagne de Belgique. Il devait se prononcer contre Dumouriez et faire arrêter Miaczynski.

l'armée ni le peuple. Si c'étaient des gens de cœur et d'esprit, ils seraient restés dans leur patrie, ils n'auraient pas abandonné au jour du danger et leur poste et leur roi. Je fais des exceptions ; il y a parmi les émigrés des hommes d'honneur, entraînés par la masse et qui rentreront bientôt dans leur pays... On vous a dit, ajoutait Duval, qu'il n'y avait plus de généraux en France, qu'on avait dû donner les commandements aux premiers venus ; mais, Monsieur, n'êtes-vous pas étonné de voir mes cheveux blancs ? Il y a dans notre armée beaucoup d'officiers qui en sont à leur troisième ou quatrième guerre et qui ont quitté leur famille pour défendre la liberté. Savez-vous que Dumouriez était maréchal de camp avant la Révolution ?¹

Duval se doutait que ses paroles seraient fidèlement rapportées au camp prussien. Il voyait son interlocuteur très attentif, car, dit Massenbach, je devais écouter et je n'étais pas venu pour m'engager dans une polémique et convertir mon homme. Duval parla donc des renforts considérables qu'on attendait, de Beurnonville qui devait arriver le jour suivant, de Kellermann qui n'était qu'à deux marches de Grandpré. La conversation se poursuivit jusqu'à dix heures du soir. Massenbach apprit alors que Dumouriez n'était pas à Grandpré et qu'il ne pourrait le voir ni ce jour-là ni le lendemain. Il prit congé de Duval. Lefort l'accompagna jusqu'au bord de l'Aire, et l'assura que Dumouriez n'imiterait pas Lafayette et qu'il n'était pas question d'un second Coriolan.

Le major savait désormais qu'il existait une armée française digne de ce nom. Tous les officiers qu'il avait vus dans le camp de Duval, avaient bon air et belle tournure ; j'eus dès lors, écrit-il, une favorable opinion de ces troupes qu'on nous représentait si misérables².

Mais il avait remarqué dans le camp une grande agitation ; des ordonnances entraînaient et sortaient à tout instant, des officiers s'approchaient de Duval qui les prenait à part et causait avec eux à voix basse. Que signifiaient ces allées et venues ? Pourquoi Dumouriez refusait-il toute entrevue ? Massenbach jugea que l'armée française se préparait à décamper. Le 15 septembre, avant l'aube, il court au camp de Landres ; il rencontre à moitié chemin le duc de Brunswick qui se rend aux avant-postes. Dumouriez, lui dit Massenbach, n'a pas voulu venir au rendez-vous ; il est vraisemblable que les Français battent en retraite. — Il le faut bien, répondit Brunswick ; Clerfayt est maître de la Croix-aux-Bois et tourne aujourd'hui la gauche de l'ennemi. Le duc envoya Massenbach au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume s'habillait lorsque le major entra dans sa chambre.

Massenbach rendit compte de sa mission. Il ne cacha pas l'impression que faisaient sur lui la bonne tenue de l'adversaire et sa fière allure. Il osa dire qu'il n'avait vu dans le camp français que des officiers décorés de la croix de Saint-Louis et que le général Duval était réellement vénérable par sa chevelure blanche et sa taille majestueuse³. Il ajouta que Dumouriez ferait certainement sa retraite. A peine Frédéric-Guillaume eut-il entendu le mot de retraite qu'il fut pris d'une violente colère. Pourquoi ne m'a-t-on pas annoncé que les Français

¹ Cette conversation est authentique ; cp. Massenbach, *Mém.*, I, 64-65 ; la lettre de Duval à Merlin de Douai (6 octobre), et les *Mém.* de Dumouriez, I, 281.

² Cp. Ségur arrivant au camp de l'armée de Washington (*Mém.*, I, 384) : Je m'étais attendu à voir des soldats mal tenus, des officiers sans instruction, des républicains privés d'urbanité ; je fus surpris de trouver une armée disciplinée où tout offrait l'image de l'ordre, de la raison, de l'instruction et de l'expérience.

³ Dumouriez, *Mém.*, I, 281.

décampaient ? Décidément, on n'est jamais sur ses gardes, on n'observe rien, on ne voit rien ! Il se jeta sur un cheval et courut en maugréant sur la route de Grandpré. Massenbach avait dit vrai. Durant la nuit du 14 au 15 septembre, Dumouriez s'était échappé

IV. Les retraites de nuit sont ordinairement désastreuses, parce que l'obscurité favorise la débandade et la panique. Mais décamper durant le jour, c'était s'exposer à la poursuite pressante de l'ennemi, c'était éveiller la vigilance de Clerfayt qui se hâterait de traverser le défilé de la Croix-aux-Bois et de prendre position sur l'autre bord de l'Aisne, c'était perdre l'avantage des hauteurs qu'il faudrait abandonner en exécutant son mouvement de retraite, c'était se soumettre, pendant le passage de l'Aire et de l'Aisne, au feu plongeant de l'artillerie prussienne qui s'emparerait naturellement des plateaux de Marcq et de Nègremont. Il fallait donc s'esquiver durant la nuit.

Heureusement l'obscurité était profonde, le vent soufflait par rafales, et les feux de l'avant-garde qui brûlaient comme d'habitude, faisaient croire de loin à sa présence. A minuit, Dumouriez quitta le château de Grandpré et se rendit à son camp. On n'avait pas encore plié les tentes ; par cette nuit noire et au milieu des mauvais chemins, la plupart des ordonnances chargées d'avertir les chefs de corps, s'étaient égarées. Dumouriez fit passer l'ordre de bouche en bouche, mais l'armée ne s'ébranla qu'à trois heures du matin. Ces retards pouvaient être sa perte, ils tournèrent à son avantage. Les soldats ignoraient le dessein de leur général ; ils marchèrent sans la moindre alarme avec plus de calme qu'on ne l'aurait attendu, dans un pareil moment, d'une armée if qui le nom prussien imposait encore, et, quoiqu'il n'y eut pas dans les mouvements, dit Dumouriez, toute la précision désirable, cette retraite précipitée **la plus hardie et la plus dangereuse** s'opéra sans tumulte et sans confusion¹.

Le 15 septembre, à huit heures du matin, les Français avaient passé l'Aisne sur les ponts de Senuc et de Grandham, et, après s'être rangés en bataille sur les hauteurs d'Autry, ils s'étendaient en colonnes de marche pour se diriger vers Cernay. Les meilleures troupes, celles que commandaient Duval et Stengel, furent les dernières qui franchirent la rivière ; après avoir formé l'avant-garde, elles formaient désormais l'arrière-garde et, selon le mot de Dumouriez, une arrière-garde très en règle. L'armée était sauvée. Elle avait couru le risque d'être enfermée sans ressource dans la presqu'île de l'Aire et de l'Aisne, ou d'être, pendant sa retraite, resserrée à Senuc entre Brunswick et Clerfayt et d'y trouver des Fourches Caudines. Une fois à Autry, sur la rive gauche de l'Aisne, elle pouvait se dire hors de danger. Dumouriez, entièrement rassuré, prit les devants avec le parc d'artillerie, et se rendit à Dommartin-sous-Hans où les troupes devaient camper le soir.

Il comptait sans la division de Chazot. Ce général, après avoir perdu le défilé de la Croix-aux-Bois, s'était retiré sur Vouziers. Il aurait pu marcher de là sur Rethel et, comme firent Beurnonville et Dubouquet, revenir à l'armée de Dumouriez en obliquant par Châlons et Aube. Luckner ou mieux Labourdonnaye et Laclos qui conseillaient le vieux maréchal, écrivaient à Dumouriez : **Beurnonville qui est à Rethel, Dubouquet qui est au Chesne, Chazot qui est à Vouziers, ne peuvent se réunir que derrière la Suipe, à Pont-Faverger.** Mais Dumouriez craignait d'être

¹ Dumouriez à Servan, 18 septembre (arch. guerre).

attaqué à tout moment ; il n'avait que fort peu de monde ; les huit bataillons et les cinq escadrons qu'il avait donnés à Chazot, étaient pour son armée un précieux soutien ; tout ce qui me fâcherait dans ce qui peut m'arriver, disait-il, c'est la séparation de la partie de mon armée qui se serait retirée sur Rethel. Il ordonna donc à Chazot de le joindre par Briey et Vaux-les-Mouron, en longeant la rive gauche de l'Aisne. Chazot devait quitter Vouziers à minuit et arriver, avant le reste de l'armée, dans la plaine de Montcheutin¹.

Dumouriez ne songeait pas que les troupes de Chazot étaient extrêmement fatiguées et que, durant la journée du 14, elles avaient fait le chemin de Vouziers à la Croix-aux-Bois et de la Croix-aux-Bois à Vouziers, en livrant dans l'intervalle un engagement de quatre heures. Il arriva ce qu'il était facile de prévoir. Chazot se mit en marche, non pas à minuit, mais à la pointe du jour ; il déboucha dans la plaine de Montcheutin lorsque l'armée toute entière avait déjà passé l'Aisne ; sa division, lasse et découragée par l'échec de la veille, reçut le premier choc des hussards prussiens qui suivaient les Français dans leur retraite ; elle se débanda. Mais si Chazot avait exécuté strictement l'ordre de Dumouriez, la panique de Montcheutin n'aurait pas eu lieu ; les hussards ennemis n'auraient rencontré que l'arrière-garde de Duval et de Stengel, qui se retirait en bon ordre et résista seule à la contagion de la déroute.

V. Que de fois on a blâmé le duc de Brunswick de n'avoir pas poursuivi les Français avec toute son armée ! On oublie que la retraite de Dumouriez, qui restera l'un des plus beaux titres de sa gloire militaire², s'était faite avec une extrême promptitude et que son armée, rangée en bataille derrière l'Aisne sur les hauteurs d'Autry, avait repris une très avantageuse position. On oublie la distance qui sépare Autry de Landres et de Sommerance, les mauvais chemins, la lenteur inhérente aux mouvements des alliés. On oublie enfin que les troupes de Brunswick étaient, selon le mot de Lombard, épuisées par les efforts d'une longue marche, par les affreux bivouacs du *camp de la Crotte*, par la dysenterie³.

Aussi le duc ne fit-il poursuivre les Français que par une partie de l'avant-garde de Hohenlohe. Après tout, il était maître de Grandpré ; en trois jours de marche, sans avoir livré bataille, par une simple manœuvre que l'état-major qualifiait de sublime, il avait débusqué Dumouriez. La journée, disait-il à Nassau-Siegen, vaut mieux qu'une victoire en rase campagne.

Hohenlohe avait quitté Sommerance avec les hussards de Wolfradt et de Köhler, cent dragons de Schmettau, deux bataillons de fusiliers et les chasseurs. Un détachement français occupait encore Saint-Juvin. Les hussards de Wolfradt le chassèrent du village et le rejetèrent sur Senuc. Quatre-vingts fantassins furent faits prisonniers et menés au quartier-général de Landres. Il y avait dans le nombre quelques Alsaciens ; le prince royal leur parla allemand et voulut les enrôler dans son régiment ; un seul accepta de servir contre la France⁴. Les

¹ Dumouriez à Luckner, 14 et 16 septembre ; à Servan, 18 septembre, etc.

² Peltier, p. 53 : *une fort belle retraite* ; de la Barre-Duparcq, *Portraits militaires*, 1853, p. 233-255 ; *Tableau historique*, II, 101 : *retraite infiniment délicate* ; Renouard, 192, reconnaît que Dumouriez avait déployé dans cette situation très critique présence d'esprit, habileté, promptitude de décision.

³ Lombard, *Lettres*, 306, 14 septembre. Ranke seul insiste sur ce point (*Ursprung*, 307),

⁴ *Réminiscences*, 156.

hussards arrivèrent à Senuc, aux bords de l'Aisne. Mais l'arrière-garde de Duval et de Stengel, postée sur l'autre rive, braqua sur eux son canon et leur envoya quelques boulets qui mirent le désordre dans leurs rangs¹.

C'est à cet instant que Chazot, parti de Vouziers à l'aube du jour, débouche dans la plaine de Montcheutin. Les éclaireurs prussiens l'avaient aperçu pendant qu'il suivait la rive gauche de l'Aisne et se dirigeait sur Vaux-les-Mouron. A cette nouvelle, Hohenlohe, renonçant à passer la rivière en vue de l'arrière-garde française, retourne sur ses pas ; il franchit l'Aire à Termes et l'Aisne près de Mouron, à un gué qu'avait découvert l'émigré Sombreuil ; il emmène avec lui les hussards, les dragons et la batterie volante de Schönermark.

Chazot prend ses dispositions de défense. Il fait passer à son infanterie, puis à ses voitures d'équipages et de fourrages, au nombre de cinq cents, la route qui traverse le bois d'Autry. Il place, à l'entrée de cette route, quatre pièces de canon et le 5e bataillon de grenadiers. Il poste dans la plaine le 12^e régiment de chasseurs à cheval et le 2e régiment de dragons, et à cinq cents pas en arrière, le reste de sa cavalerie qui s'étend sur une seule ligne.

Pendant ce temps, Hohenlohe avait préparé son attaque. La batterie volante de Schönermark prend en flanc la cavalerie de Chazot, et les hussards de Wolfradt, sortant du village de Montcheutin, se rangent en bataille. Aussitôt les dragons français tournent bride et s'engagent, malgré les ordres réitérés de Chazot, dans le bois d'Autry. Les chasseurs du 12e régiment font meilleure contenance ; ils restent dans la plaine, en avant de la ligne de cavalerie ; ils se portent à la rencontre des hussards prussiens, ils déchargent leurs pistolets, ils mettent le sabre à la main, ils poussent des cris de guerre, et Chazot qui voit de loin leur attitude résolue, espère le succès. Mais tout-à-coup, saisis d'une terreur panique, les chasseurs prennent la fuite. La cavalerie qui les soutenait encore, suit leur exemple. Le 5e bataillon de grenadiers, entraîné dans la déroute, jette ses sacs et ses armes pour se sauver plus vite. Les artilleurs abandonnent leurs pièces. Les charretiers coupent les traits des voitures. Chazot tente de rallier les fuyards ; quelques hommes se groupent autour de lui et reviennent aux pièces ; mais, au bout d'un instant, ils s'enfuient de nouveau en criant : *saue qui peut !* Un seul canonnier refuse de quitter son poste ; il se met à cheval sur sa pièce et, le sabre au poing, attend les hussards qui fondent sur lui ; on le somme de se rendre : *Non, non*, répond-il, *je mourrai sur ma pièce !* il tombe percé de coups. Cependant Chazot courait après ses cavaliers, leur reprochait leur lâcheté, leur criait de faire volte-face et de charger l'ennemi. Personne ne l'écoutait ; chasseurs, dragons, hussards, tous, dit-il dans son rapport, enfilaient le bois et disparaissaient. L'escorte même de Chazot se débanda. Le général n'eut bientôt autour de lui qu'un lieutenant de gendarmerie, un maréchal des logis du 2e dragons et deux domestiques qui menaient des chevaux en main. Il ne dut son salut qu'à la bravoure du régiment de Chamborant (le 2e hussards). Ce régiment est un des plus célèbres de nos annales militaires, et sa valeur ne se démentit pas un seul instant durant la première guerre de la Révolution². Seul, il demeura dans la plaine de Montcheutin et s'efforça d'arrêter l'ennemi ; après quelques charges vigoureuses qui coûtèrent aux Prussiens une trentaine d'hommes, il se retira sur la Malmaison dans le meilleur ordre, en couvrant quelques équipages

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 234.

² Il n'a cessé de se distinguer, écrivait Chazot, et Money (*The campaign*, p. 77) rend hommage à sa bravoure extraordinaire (*extraordinary bravery*).

qui se rendaient à Reims. Quarante de ces hussards rentrèrent le 18 septembre au camp de Dumouriez, amenant chacun un cheval pris sur l'ennemi¹.

Mais la panique avait gagné toutes les troupes. Après avoir traversé le bois d'Autry, les fuyards vinrent se jeter dans les colonnes du corps de bataille, en criant : **Nous sommes trahis, nous sommes coupés !** Toute l'armée, à l'exception de l'arrière-garde, se dispersa. Il n'y a pas eu d'action, écrivait Dumouriez, mais une fuite de dix mille hommes devant quinze cents hussards, et si ces quinze cents avaient suivi leur pointe ou si les Prussiens en avaient envoyé six mille, l'armée eût été perdue en entier².

Toutefois Duval et Stengel surent par leur sang-froid et leur fermeté maintenir l'arrière-garde. Leurs bataillons marchèrent vaillamment et sans balancer au-devant de la cavalerie prussienne. Les hussards n'osèrent les charger et revinrent à Grandpré. Ils avaient pris 8 officiers et 275 soldats, trente-six voitures, les quatre canons de la division Chazot et la caisse militaire qui ne renfermait que des assignats. Sombreuil avait eu la plus grande part à cet heureux coup de main ; il reçut sur-le-champ de Frédéric-Guillaume la croix de l'ordre pour le mérite³.

Dumouriez était sur les bords de la Bionne, à Dommartin-sous-Hans et traçait l'emplacement de son camp, lorsqu'il vit arriver les fugitifs. Il entendit les cris ordinaires : **A la trahison ! Tout est perdu ! L'année est en déroute ! L'ennemi est sur nos talons !** Il ne s'expliquait pas cette panique de son armée. Il change de cheval. Il court à bride abattue, avec le fidèle Thouvenot, à la rencontre des troupes. Il remarque, chemin faisant, que les fuyards appartiennent, non pas à l'arrière-garde, mais au corps de bataille. A demi rassuré, il arrive près d'Autry. Heureusement, Miranda, qui gardait sa présence d'esprit dans les instants les plus critiques, avait rallié l'infanterie⁴. Dumouriez lui donna l'ordre de mener l'armée, en trois colonnes, au camp de Dommartin, pendant que Duval et Stengel, couvrant la retraite avec l'arrière-garde, s'arrêteraient d'abord derrière la Dormoise, près des marais de Cernay, puis sur la rive droite de la Tourbe⁵.

¹ Dumouriez à Servan, 18 septembre. Chazot arriva le 18 (à Sainte-Menehould). En passant près de Ville-sur-Tourbe, il tomba sur un escadron ennemi. Hommes, chevaux, tout fut pris avec le commandant et amené à Sainte-Menehould. Les chevaux furent vendus au profit de la troupe qui les avait capturés. Ils avaient été mis au piquet dans la promenade du Jard et y étaient restés une journée entière. Ces animaux, excédés de fatigue et mourant de faim, mangèrent l'écorce de plusieurs arbres dont on fut obligé de remplacer la majeure partie ; ceux qui ne l'ont point été, se ressentent encore aujourd'hui de ce dommage et en portent les marques. (Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 605-606).

² Dumouriez à Luckner (16 septembre). Cp. le rapport de Chazot, *Explication sur la retraite de Grandpré* (arch. guerre).

³ Minutoli, *der Feldzug*, 236 ; Nassau-Siegen, VI, 349 ; Caraman, 15 ; Peltier, II, 284 ; Stengel faisait allusion l'année suivante, dans une lettre au président du tribunal révolutionnaire, au rôle qu'il joua dans cette journée du 15 septembre : **Un jour, on criait aussi à la trahison ; les troupes fuyaient de même sans rime ni raison ; Dumouriez m'ordonna de les rallier...** (arch. nat., W, 272, dossier 41, : pièce 26, p. 3).

⁴ Arch. nat., W, 271, dossier 30, p. 97, Miranda à ses juges : ... **Il coopère à sauver à Grandpré l'armée française par une retraite savante ; à Wargemoulin, il sait, au milieu du désordre d'une terreur panique, conserver et réunir sa division tout entière.**

⁵ On voit quelle est la vraie cause de la déroute de Montcheutin qu'on imputait alors à des **malveillants**, à des **traîtres** et à des **scélérats** : ce fut la panique de la division Chazot qui se communiqua au reste de l'armée, sauf à l'arrière-garde. Dumouriez écrit (lettre à Servan, 18 septembre) : **Je vous avoue qu'on a beaucoup trop tardé à opérer la jonction,**

Cependant la panique eut des suites déplorables. Plus de deux mille soldats avaient fui dans toutes les directions, à six lieues de Montcheutin et au-delà. Quelques-uns arrivèrent à Reims ; d'autres, à Châlons, à Vitry-le-François. Ils donnaient l'alarme sur leur passage et disaient partout que l'armée n'existait plus et que les généraux étaient vendus aux Prussiens. Ils rencontrèrent les renforts que Luckner envoyait à Dumouriez, et qui revinrent aussitôt sur leurs pas. Ils mirent le désordre dans l'armée que le maréchal rassemblait à Châlons, et Labourdonnaye écrivait à Servan qu'ail faisait tout son possible pour chasser ces deux cents fuyards qui jetaient la terreur parmi leurs camarades e. Pendant quelques jours, raconte Money, plusieurs de nos officiers-généraux ne surent pas ce qu'étaient devenus leurs bagages ; ils les croyaient enlevés par les hussards prussiens ; certains étaient tellement consternés qu'ils jugeaient la partie perdue ; d'autres supposaient même, ajoute Money, et d'autres espéraient que l'armée de Dumouriez n'oserait plus faire face à l'ennemi¹.

Dillon était à Sainte-Menehould le soir de cette fatale journée. La ville se remplissait de soldats affolés et d'équipages arrivant au galop. Il prit sur-le-champ des mesures énergiques. Il envoya des hussards jusqu'à Châlons pour arrêter les fugitifs. Il mit en prison deux cavaliers du 7^e régiment de cavalerie, que la frayeur avait poussés jusqu'aux Islettes. Il ordonna que tous les détachements épars dans les villages entre Villers et Sainte-Menehould se rendraient aussitôt au camp de Dommartin, sous peine d'infamie et de trahison. Il fit connaître l'arrestation des fuyards et lire l'ordre du jour suivant : **Les braves troupes de l'avant-garde sont prévenues que l'ennemi ayant attaqué une partie de l'arrière-garde du général Dumouriez, un petit nombre de lâches et de traitres à leur patrie ont abandonné leurs corps et ont cherché à répandre l'alarme et à calomnier leurs chefs et leurs généraux ; ils sont connus et seront punis. De**

que j'ai eu lieu de me croire sacrifié un moment et que j'attribue à cette opinion le mouvement de terreur dont l'armée a été saisie et qui a pensé tout perdre. Mais il est, croyons-nous, une autre cause qu'on n'a pas encore développée. Buirette dit, dans son *Hist. de Sainte-Menehould* (II, 604) que différents bataillons, nouvellement arrivés de la capitale, s'étaient joints à l'armée de Dumouriez et que ces troupes, sans subordination et peu faites au métier des armes, portèrent le trouble et le désordre partout où elles se trouvèrent. Non ; Dumouriez n'avait pas reçu de volontaires de la nouvelle levée. Mais de nombreuses recrues étaient arrivées à tous les corps de l'armée, et l'on sait ce qu'il en pensait : ce sont, disait-il, des enfants, des hommes mal tournés et trop faibles, des bouches inutiles (à Servan, 5 septembre). Aussi, le 6 septembre, demandait-il au ministre que ces recrues fussent mieux choisies. Mais elles ne cessaient d'affluer. Fortair, envoyé le 13 septembre à Reims, les rencontrait en grand nombre et mandait à Dumouriez en termes expressifs et vrais : **Ces hommes arrivent en foule, éperdus comme des étourneaux en pleine chasse... chaque individu cherche et demande à grands cris le corps auquel il prétend s'attacher, mais il n'obtient que difficilement l'indication certaine qu'il désire ; alors il se plaint, stationne, mange son argent, et se désespère.** Ce furent évidemment ces recrues, soldats de ligne et volontaires, venus de tous les points de la France, surtout de Normandie et de Bretagne (lettre de Dumouriez à Biron, 9 septembre), pour compléter les bataillons de l'armée des Ardennes, qui prirent peur d'abord et entraînèrent leurs compagnons. Grimoard (*Tableau historique*, I, 348) explique la déroute de Montcheutin, lorsqu'il dit dans ses considérations sur l'armée française que la proportion des recrues était trop forte et pouvait énerver la qualité et la fermeté des troupes pendant les premières campagnes.

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 283 ; Luckner à Dumouriez, 16 septembre (arch. guerre) ; Rousset, *Les volontaires*, 82 ; Money, *The campaign*, 77.

même que Dillon, les commissaires civils du pouvoir exécutif, Billaud-Varenes et Brochet, lancèrent une proclamation à l'armée. Ils rappelaient la double déroute de Mons et de Tournay ; **quoi ! c'est la troisième fois que cet attentat a été commis dans nos armées ! Des Français oublient tout-à-coup ce qu'ils doivent à la patrie ! Si l'ennemi se fût présenté dans ce moment de désordre, n'étiez-vous pas mis en pièces ?**¹

Mais cette funeste journée du 15 septembre réservait encore d'autres alarmes à Dumouriez. L'armée avait passé les petits affluents de l'Aisne, la Dormoise et la Tourbe. Elle campait sur la rive gauche de la Bionne, près de Dommartin-sous-Hans. Dumouriez, qui n'avait pas quitté les arçons depuis vingt heures, était descendu de cheval et allait se mettre à table, avec son état-major. Mais il avait eu tort de laisser ses troupes en arrière de la Bionne ; le soldat, encore sous l'impression de la déroute du matin, ne devait se croire en sûreté que lors qu'il aurait mis la rivière entre l'adversaire et lui. A six heures du soir, une nouvelle panique s'empare de l'armée. Tout le monde crie et recommence à fuir ; les artilleurs attellent leurs chevaux et veulent gagner une hauteur sur l'autre bord de la Bionne ; les troupes se mêlent et se précipitent vers la rivière ; le désordre, dit Dumouriez, était horrible. Le général remonte à cheval avec ses aides de camp et les dragons de son escorte ; il se jette au milieu des fuyards, il leur crie que les Prussiens sont loin et que l'arrière-garde, postée sur la Tourbe, à une lieue de là, n'a pas bougé. Mais, comme le matin, les soldats prétendent qu'on les trahit, et quelques-uns soutiennent à Dumouriez lui-même que Dumouriez a déserté. Le général et ses officiers dégainent et frappent à coups de sabre sur les fuyards. Enfin, l'ordre se rétablit ; mais tous les corps s'étaient confondus. Dumouriez fit allumer de grands feux et ordonna que l'armée passerait la nuit comme elle se trouvait².

Le lendemain, à la pointe du jour, il fallut, avec assez de peine, débrouiller ce chaos, former les troupes en plusieurs colonnes, et les mener dans le camp qu'elles devaient garder jusqu'aux premiers jours d'octobre, à Braux-Sainte-Cohière. La marche, écrivait le général en chef, fût fort belle et se fit dans le plus grand ordre. Mais il comprit plus que jamais que son armée ne pourrait combattre en rase campagne les troupes disciplinées et manœuvrières des Prussiens. Il devait temporiser, demeurer à l'abri des positions les plus fortes qu'il pût choisir, et **ruiner l'adversaire sans se battre**. L'événement du 15 septembre, lui mandait Servan, est une leçon pour se déterminer plus que jamais à ne hasarder aucune bataille ni même aucun grand combat ; toujours des défenses de poste, des attaques d'arrière-garde, d'équipages, de convois³.

VI. Dès le 16 septembre, Dumouriez fit quelques exemples rigoureux. Son lieutenant Dillon avait arrêté vingt-huit fuyards ; on leur rasa les sourcils et les cheveux, on leur ôta l'uniforme qu'ils étaient indignes de porter, on les chassa publiquement comme des lâches. On fusillera aujourd'hui ces soldats que le général se contentait d'expulser ignominieusement de son armée, et les sévérités dont il se pique, passeraient pour de l'indulgence. Mais on croyait alors

¹ Dillon, *Compte rendu*, 28, 34, 85 ; arch. nat., AA. 61, pap. de Galbaud, p. 100, ordre du 16 septembre ; proclamation des commissaires civils du pouvoir exécutif à l'armée du Nord, 16 septembre (arch. guerre).

² Dumouriez, *Mém.*, I, 282-284 ; lettre à Servan du 18 septembre (arch. guerre).

³ Servan à Dumouriez, 18 septembre.

qu'il valait mieux intimider que punir ; on répétait que le mobile le plus puissant était celui de l'honneur ; rappelons-nous, disait Servan dans son livre *Le soldat-citoyen*, que l'idée des autres fuit sur l'esprit de notre nation la plus grande impression, et que lorsque le maréchal de Richelieu eut annoncé que tout soldat qui s'enivrerait serait privé de l'honneur de monter à la tranchée, on ne vit plus un homme ivre dans l'armée¹.

Dumouriez ne fit donc fusiller personne. Il parle de punitions terribles dans ses lettres à Luckner et au ministre. En réalité il fut très débonnaire, il ne rechercha pas les auteurs de la déroute, il prit avec ses soldats le ton d'un père qui pardonne une faute, et acheva par là de gagner leur attachement².

L'armée était d'ailleurs, selon le mot de son général, repentante et honteuse. Elle rougissait d'avoir fui devant quelques hussards. Elle assurait à Dumouriez qu'elle voulait se battre pour laver sa tache. Il sut entretenir cette ardeur. Il montrait à ses soldats les avantages de leurs positions, il leur rappelait la force de leur artillerie, il leur affirmait à tout instant qu'il suffit d'avoir confiance en soi-même et dans ses chefs pour vaincre l'ennemi. Il leur disait que les Prussiens regrettaient de s'être *enfournés*³ dans le pays de France, et qu'ils seraient bientôt détruits par les maladies inévitables qu'engendraient la mauvaise saison, l'état désastreux des chemins et le manque de vivres. Il leur faisait l'éloge du 43e de ligne et des volontaires de Mayenne-et-Loire qu'il avait vus, durant la panique du 15 septembre, rester fermes à leur poste, et un ordre daté de Chateaufontaine et signé de Miranda *témoignait publiquement la haute approbation que ces deux bataillons méritaient par leur conduite*⁴. Il vantait leur nouvel esprit d'obéissance et de discipline. Il opposait adroitement leur vie de dangers et de sacrifices, leur désintéressement, leur amour de la liberté, leur dévouement pour leur général, à l'indigne conduite des bandes de fédérés qui s'agitaient à Châlons dans l'indiscipline. A Braux-Sainte-Cohière était la véritable armée de la patrie, composée des troupes de ligne et des volontaires de 1791, formés aux vertus militaires ; à Châlons, était une cohue de braillards et de motionnaires qui faisaient bon accueil aux fuyards de Montcheutin et refusaient de marcher au secours de leurs frères d'armes. Le 10 septembre, Dumouriez publiait une proclamation que le gouvernement ordonnait d'afficher partout et à Paris et dans les départements. Elle était adressée aux gardes nationales de Châlons.

Camarades, vous avez accueilli des lâches que vous auriez dû couvrir d'opprobre, et peut-être punir de mort. Ces lâches ne sont point une perte. Je sais qu'avant-hier on a voulu faire marcher plusieurs bataillons, parce qu'on me savait en danger ; je sais qu'ils ont retourné en arrière et qu'ils ont dit qu'ils ne marcheraient pas. Ô vous qui voulez venir vaincre avec moi, soyez subordonnés et surtout pas de motions ; je ne les crains point, et j'enverrai les motionnaires à Paris sous bonne et sûre escorte, pour qu'ils soient punis par les représentants de la nation... La perle des Prussiens est certaine. Si tous les corps que

¹ Servan, *Le soldat-citoyen*, 419 et 438 ; Dumouriez raconte dans ses *Mémoires* (II, p. 12] qu'il voulut plus tard établir la peine de mort et que son armée la demanda dans un moment d'enthousiasme, mais que les commissaires de la Convention s'opposèrent à cette mesure et qu'elle fut une des causes de l'exécution de Custine.

² Dumouriez, *Mém.*, I, 285 ; lettre à Luckner, 16 septembre (arch. guerre).

³ C'est un de ses mots favoris.

⁴ Réponse des députés de Mayenne-et-Loire à Galbaud, 1792, p. 15, note, certificat de Dumouriez et ordre du jour de Miranda.

j'attendais pour ma réunion étaient arrivés à temps à Grandpré, je leur aurais ouvert moi-même cette partie de la Champagne où ils ne peuvent pas vivre ; les circonstances les y ont amenés, et si l'on se réunit sous mes étendards avec la confiance que des enfants doivent avoir en leur père, je réponds de ces rois du Nord, de ces altesses sérénissimes, et de ces cordons de toutes les couleurs, de ces paladins français qui se qualifient encore de vains titres que nous leur avons enlevés. Ils iront à Paris puisqu'ils le désirent, ils iront en triomphe, mais ce sera à notre suite. Camarades, je n'ai qu'un mot de ralliement à vous donner, confiance. Si vous ne l'avez pas imprimé dans le cœur, ne venez pas avec nous, car nous ne vous recevrons pas¹.

Cette habile proclamation, jointe aux exemples qu'avait faits Dumouriez, à ses propos gais et réconfortants, à l'activité qu'il déployait, atténuèrent l'impression de découragement produite par la panique du 15 septembre. Dumouriez avait écrit au président de l'Assemblée qu'il répondait de tout L'armée se persuada que le génie de son général la tirerait d'embarras ; elle mit, dit un témoin oculaire, une entière confiance en son chef². On savait, rapporte Dillon, que l'armée prussienne marchait sur Sainte-Menehould, mais cette nouvelle ne répandit dans le camp que la plus vive allégresse ; on s'attendait à une action décisive, et chaque soldat paraissait la désirer ; aucun ne semblait en craindre l'issue³. Marceau, dont le bataillon était baraqué dans le bois de Courrupt, ne prononçait qu'avec respect le nom du brave général Dumouriez, qui montrait autant de talent que de courage. Il comparait la retraite de Grandpré aux belles retraites de Turenne. Il ne parlait qu'avec indignation des fuyards de Montcheutin. Des lâches, des traîtres, des scélérats enfin qui se disent Français et n'en ont que le nom, s'écriait-il, ont manqué de perdre l'empire et la liberté ! Environ quinze cents hussards ennemis suivaient la retraite dans l'espérance de faire quelque butin. On n'avait qu'à s'applaudir de l'ordre qui régnait dans la marche, quand tout à coup les scélérats ont quitté leurs rangs en criant qu'ils étaient trahis et coupés. Le désordre s'est mis dans cette portion de l'armée, et il a fallu tous les talents du général pour éviter le sort qui pouvait résulter d'une pareille horreur. Le généreux Chartrain n'éprouvait que mépris et aversion pour les fédérés de Châlons : Les lâches ont refusé de marcher à notre secours ! Ils voudraient vaincre sans combattre, et faire même chère ici qu'à Paris ! Pour nous, dévoués entièrement à la chose publique, nous méprisons ceux qui ne connaissent d'autre subordination que leur volonté, et nous emploierons tous nos moyens de force pour les faire rentrer dans l'ordre. Il exprimait les sentiments de toute l'armée⁴.

VII. Ministres, généraux, officiers de l'état-major, commissaires de l'Assemblée pensaient que Dumouriez se retirerait sur Châlons pour faire plus aisément sa jonction avec Kellermann. Tout porte à croire, écrivait le 16 septembre Billaud-Varennes à Labourdonnaye, que les armées de MM. Dumouriez et Kellermann, une fois réunies, se replieront sur Châlons, la place n'étant pas tenable⁵.

¹ *Thermomètre du jour*, n° 266, 22 septembre.

² Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, II, 605.

³ Dillon, *Compte rendu*, 31.

⁴ Doublet, *Marceau*, 145.

⁵ Billaud-Varennes à Labourdonnaye, 16 septembre : les commissaires à la commission de correspondance, 15 septembre (arch. guerre).

Mais, dès le 14 septembre, lorsqu'il se préparait à tirer son armée du camp de Grandpré, Dumouriez avait conçu le plan de la future résistance. Notre devoir, à Kellermann et à moi, disait-il à Luckner, est de couvrir Châlons et de ne passer la Marne que lorsque nous ne pourrons plus défendre ce côté-ci de la rivière, et il ordonnait à Beurnonville de le rejoindre à la hauteur de Sainte-Menehould. Luckner et Labourdonnaye l'approuvèrent ; le premier lui mandait qu'il fallait, avant tout, garder la gorge des Islettes ; le second, qu'il devait rester à Sainte-Menehould jusqu'au dernier moment¹.

Le plan de Dumouriez, formé avec autant de hardiesse que de promptitude, fait le plus grand honneur à son génie, à ce génie parfois étourdi et présomptueux, mais qui se composait d'un rare mélange de constance et de témérité. Vainement on lui conseillait de prendre, avec Kellermann, la position de Suippes, en avant de Reims et au nord de Châlons, de reculer de rivière en rivière, de se replier successivement sur la Vesle, sur la Marne, et de là sur la Seine.

S'il renonçait à défendre la position de Sainte-Menehould, il ne pouvait laisser aux Islettes l'avant-garde de Dillon qui serait aussitôt attaquée sur ses flancs et ses derrières. Fallait-il abandonner la côte de Biesme, ouvrir les gorges du Clermontois aux Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et aux Hessois qui feraient sur-le-champ leur jonction avec les Prussiens ? Je reste ici, déclarait Dumouriez, et je coupe l'armée austro-hessoise de la grande armée ; si je livrais le passage des Islettes, ce serait un renfort de vingt mille hommes pour le roi de Prusse².

Il laissait donc l'avant-garde de Dillon à la Chalade, aux Islettes, dans le sud de l'Argonne. Lui-même, avec le gros de ses troupes, se plaçait en avant de Sainte-Menehould. Il cessait, il est vrai, de couvrir Paris, mais il s'établissait sur les derrières des alliés. En vain, la colonne brunswickoise, comme on nommait l'armée prussienne, débouchait de Grandpré et occupait la route de Châlons. Dumouriez la forçait à suspendre sa marche sur la capitale et à se retourner contre lui. Brunswick ne coupait pas la retraite à Dumouriez ; c'était Dumouriez qui menaçait les communications de Brunswick.

Le rusé général savait depuis trois semaines que ses ennemis manquaient de vigueur dans l'exécution de leurs plans et de rapidité dans leurs mouvements. Il était sur qu'ils ne marcheraient de Grandpré à Sainte-Menehould qu'avec lenteur, comme ils avaient marché de Verdun à Grandpré. Il pensait qu'il aurait le temps de recevoir les renforts de Beurnonville et de Kellermann. En effet, le 18 septembre il n'était pas encore attaqué, et ce jour-là, Kellermann arrivait à deux lieues de lui, à Dampierre-le-Château, pendant que Beurnonville était à Tilloy. *L'armée des ennemis est formidable*, écrivait Dumouriez à Servan, *mais je n'avais jusqu'à présent qu'une poignée de monde ; il n'y a plus rien à craindre ; je suis égal en force* ; et lui aussi, non sans emphase, discernait à son armée, grossie des troupes de Beurnonville et de Kellermann, l'épithète de formidable. *Notre affaire est sûre*, ajoutait-il, *depuis que la jonction est assurée et presque faite*, et, avec une merveilleuse sagacité, avec un instinct vraiment prophétique, il affirmait que les Prussiens se retireraient dans quinze jours. *Ils sont*, disait-il encore, *accablés de maladies, exténués de fatigue et mourants de faim ; leur armée achèvera de se fondre dans la Champagne pouilleuse. Elle ne peut pas*

¹ Dumouriez à Luckner, 14 septembre ; Luckner à Dumouriez et Labourdonnaye à Servan, 15 septembre (arch. guerre).

² Dumouriez à Luckner, 17 sept., et à Servan, 18 septembre.

marcher sur Châlons que je couvre. Elle n'osera pas marcher sur Reims de peur d'être suivie et coupée. Elle cherchera peut-être à me donner bataille ; mais c'est à moi à éviter une affaire générale, pour les battre partiellement. *C'est à présent mon tour*. Labourdonnaye recevait à cet instant le commandement supérieur des forces de la Flandre ; Dumouriez lui promit de mener, avant le 10 octobre, trente ou quarante mille hommes à son secours et de pénétrer en Brabant au cœur de l'hiver¹.

C'était un Gascon du nord, et la jactance de l'aventurier reparaisait quelquefois dans les discours du général. Tout fier d'avoir remis au lendemain de Montcheutin quelque ordre dans son armée, il mandait avec aplomb qu'il aurait battu les ennemis, s'ils s'étaient présentés². Mais il faut reconnaître que dans ce mois de septembre 1792 qui fut la belle époque de sa vie, il eut une qualité essentielle, la plus précieuse que pût avoir en ces graves circonstances un général chargé de conduire des Français : la confiance en lui-même. Rien ne put le déconcerter ni altérer l'opiniâtre tranquillité de son âme. Un de ses biographes assure qu'il déploya toutes les ressources du génie militaire le plus étendu et que la défense de la Champagne est le chef-d'œuvre de la stratégie³. Non, Dumouriez commit des imprudences et des maladresses ; il faillit être cerné par son adversaire et abandonné par ses propres troupes ; mais au milieu de tant de périls ; et, comme s'il avait en lui-même un fonds inépuisable d'espérance, il méprisa les craintes qui troublaient tous les cœurs et à Paris, et à Châlons, et dans son armée même. La France ne pouvait être sauvée que par un homme de cette trempe. On lui souhaiterait plus de sérieux et de solidité. On voudrait le voir défendre l'Argonne, devenue le dernier rempart du pays, avec plus d'art et de savante habileté. On se prend à regretter qu'il n'ait pas toujours montré dans cette campagne la vigilance active et la sage prévoyance du capitaine qui tient dans ses mains les destinées de sa patrie. Il laissait trop à la fortune et menait la guerre avec l'assurance hardie d'un joueur ; il y a en lui du Villars beaucoup plus que du Turenne. Mais ce général au tenace optimisme qui répondait à tout instant du salut de la nation, était le seul qui sût exciter le zèle et animer les cœurs ; il réunit, disait Danton, aux talents du capitaine l'art d'échauffer et d'encourager le soldat⁴.

VIII. A une lieue de Sainte-Menehould, à droite de la route de Châlons, s'élève un plateau peu considérable qui domine un bassin de prairies marécageuses. Il s'appuie à l'Aisne et se prolonge sur une étendue de trois kilomètres depuis le village de la Neuville-au-Pont jusqu'au grand chemin. Il a, comme dit Dumouriez, la forme d'un S, ou mieux encore d'un demi-cercle dont Maffrecourt et Braux-Sainte-Cohière seraient les extrémités, et Chaudefontaine, le centre. Dumouriez établit son camp sur ce plateau. Il fixa son quartier-général à Sainte-Menehould, à une égale distance de ses troupes et de celles de Dillon. Il plaça la droite de son armée à Maffrecourt et son centre à Chaudefontaine ; il adossa sa gauche à la grande route, derrière l'Etang-le-Roi ; il fit dresser sur le front du plateau des batteries qui pouvaient balayer la vallée en tous sens. L'avant-garde, commandée par Stengel, occupait Braux-Sainte-Cohière et poussait jusqu'à

¹ Dumouriez à Servan, 18 sept., et à Labourdonnaye, 19 sept.

² Dumouriez à Luckner, 16 septembre.

³ Ledieu, *Le général Dumouriez et la révolution française*, 342.

⁴ *Moniteur* du 10 mars 1793, séance du 8.

Berzieux et Virginy ; elle devait arrêter par de vives escarmouches la marche des Prussiens, ne céder le terrain qu'après une longue résistance, ravager la région qu'elle abandonnait aux envahisseurs, ne leur laisser qu'un pays dépourvu de fourrages et de vivres, ne se replier enfin qu'avec lenteur derrière la Bionne, après avoir détruit tous les ponts ; si l'adversaire voulait livrer bataille, elle se posterait sur le mont Yvron¹.

Dumouriez ne se contentait pas de garder la rive gauche de l'Aisne. Sur l'autre bord, un bataillon de troupes de ligne était chargé de défendre le château de Saint-Thomas. Trois bataillons, parmi lesquels le 14^e d'infanterie légère, et de la cavalerie, sous les ordres de Duval, étaient à Vienne-le-Château, à Moiremont, à la Neuville-au-Pont ; ils reliaient l'armée de Dumouriez avec le corps de Dillon qui gardait le passage de la Chalade et le défilé des Islettes.

Dans cette situation, Dumouriez et Dillon unissaient étroitement leurs communications, l'un faisant face à Paris et l'autre à Verdun, tous deux, selon le mot de Dillon, se donnant la main et se défendant réciproquement.

¹ Stengel s'acquitta de cette tâche avec talent ; c'était, dit Minutoli, un homme de tête et d'expérience *von Kopf und Erfahrung* (*der Feldzug*, 229).

CHAPITRE VII

LA JONCTION

I. Beurnonville. Les troupes du camp de Maulde. Dampierre. Belliard. Les demoiselles Fernig. — **II.** Lenteurs de Beurnonville. Sa retraite sur Châlons. Il arrive enfin le 19 septembre. — **III.** Kellermann. Ses lenteurs et ses incertitudes. Lettres de Luckner, de Dumouriez, de Servan. Marche de Kellermann sur Sainte-Menehould. Double jonction.

I. Si le duc de Brunswick avait assailli Dumouriez entre le 16 et le 18 septembre, sans lui laisser le loisir de se remettre de la panique de Montcheutin, il l'eût aisément défait, car il avait l'avantage du nombre. Son attaque n'eut lieu que le 20 septembre : Beurnonville et Kellermann eurent le temps de secourir Dumouriez, et les Français étaient plus de cinquante mille lorsqu'ils virent les Prussiens se déployer en face de Valmy.

Mais Beurnonville et Kellermann n'avaient rejoint Dumouriez qu'après de longues hésitations et non sans revirements ; il fallut leur envoyer courrier sur courrier pour hâter leur marche, et l'armée campée à Braux-Sainte-Cohière ne reçut ses renforts qu'à la veille de la canonnade qui décida de l'issue de la campagne.

Beurnonville était né à Champignol, à quelques lieues de Bar-sur-Aube. Il n'appartient pas, comme on, l'a dit, à une famille noble ou bourgeoise. Son vrai nom est Pierre Riel, et son père faisait à Champignol le métier de charron¹. Napoléon devait lui donner le titre de comte, et Louis XVIII, celui de marquis. Mais en 1792, le futur pair de France détestait la noblesse et poursuivait les émigrés avec l'acharnement d'une haine roturière.

Successivement gendarme dans la compagnie de la Reine (14 mars 1766), volontaire au régiment colonial de l'Ile-de-France (10 janvier 1774) et porte-drapeau (10 août 1775), puis lieutenant de la compagnie des Suisses à la garde du comte d'Artois (21 septembre 1789), breveté colonel d'infanterie (10 décembre 1789), aide de camp du maréchal Luckner (6 mars 1772), Beurnonville avait été nommé maréchal de camp (13 mai) après la déclaration de guerre. Il fut à Maulde

¹ On lit dans ses états de service qu'il se nomme Pierre de Rielle, fils de Pierre et de Jeanne de Laurain, et la biographie Michaud assure qu'il est d'une famille de bourgeoisie. Montrol était plus près de la vérité lorsqu'il disait (*Résumé de l'histoire de la Champagne*, 1826, p. 369, note) que Beurnonville était fils d'un maréchal-ferrant. Voici du reste l'acte de naissance du futur maréchal et pair : Pierre fils de Pierre Riel fils de Pierre, charon, et de Jeanne Laurain, son épouse, né le dix may mil sept cent cinquante-deux a été baptisé le onze ducic mois en l'église de Champignol et a eü pour parain Pierre Riel soussigné et pour mareine Claudette Riel laquelle a déclaré ne sçavoir signer de ce enquisse. Signé : Riel, Maillard, curé de Champignol. (Copie de M. Maillard, instituteur à Champignol.)

le second de Dumouriez, il entra dans ses vues d'offensive, il l'aida, non sans succès, à discipliner les troupes ; le 22 août. il était promu lieutenant-général. Personne, à cette époque, n'a parlé de soi-même avec moins de modestie ; personne n'a menti plus hardiment dans les rapports officiels et poussé plus loin les exagérations retentissantes du style de bulletin. Sans souci de tromper l'opinion et l'histoire, Beurnonville transformait en bataille la moindre escarmouche et en victoires tous ses échecs ; à l'entendre, ses soldats ne cessaient de charger à la baïonnette et de faire des prodiges de valeur ; c'est le plus hâbleur des généraux de la Révolution. Il écrivait le 30 août aux commissaires de l'armée du Nord qu'il avait tué et blessé en différents combats plus de douze cents Autrichiens, sans avoir perdu un seul homme. Il jurait le 5 octobre à Dumouriez de prendre aux Prussiens jusqu'aux semelles de leurs souliers ; j'ai envie, ajoutait-il, de leur mordre les fesses. Le 20 décembre, il mandait au ministre de la guerre qu'il avait gravi des Gibraltar dans la neige jusqu'aux reins, et qu'en une seule affaire, où trois mille Autrichiens s'étaient enfuis devant son canon, il n'avait perdu que le petit doigt d'un chasseur ! Devenu ministre de la guerre, il annonçait à la Convention que Custine avait occupé, grâce à son artillerie, une des îles du Rhin et il terminait ainsi sa dépêche : Cette expédition ne nous a pas coûté de monde ; un volontaire du département des Vosges a malheureusement eu le bras cassé. L'emphase de son langage répondait à ces ridicules fanfaronnades. Il appelait Dumouriez son père et signait ses dépêches au général Ajax Beurnonville, votre fils aîné. Lorsqu'il sollicitait de Servan la confirmation de son grade de lieutenant-général, les derniers arrivés, s'écriait-il, viendraient cueillir la rose que j'ai cultivée avec tant de soin ! Il prenait volontiers le ton pathétique et solennel que le drame bourgeois avait mis à la mode. Dumouriez le chargea de désarmer le bataillon le Républicain ; je me suis présenté seul, disait Beurnonville à Pache, et j'ai lu les ordres dont j'étais porteur. J'ai sommé le bataillon de mettre bas les armes ; à l'instant, les armes sont tombées des mains de neuf cents citoyens pleins de respect pour la loi i des officiers, des volontaires se sont précipités. Je n'ai plus entendu que cris, gémissements. Vous le dirai-je, Monsieur ! Je n'ai pu résistera ce déchirant tableau, je n'ai pu retenir mes larmes et je ne puis les retenir encore en vous le retraçant. Je les ai fait relever, je les ai consolés, et il pria le ministre patriote et sensible de pardonner au bataillon ; je jouirai bien délicieusement un jour, si j'ai pu rendre neuf cents bons citoyens à la république¹.

Mais ce général d'avant-garde, incapable de diriger de grands mouvements, plaisait au soldat par son attitude martiale et sa parole sonore. Un Rémois, de passage à Reithel le 14 septembre, écrivait qu'il était adoré des troupes qui le voyaient à leur tête jour et nuit. Beurnonville ne vaut rien pour un commandement stable, disait Dumouriez, et les détails l'impatientent, mais il a la confiance de l'armée à cause de sa figure, de sa bravoure et de sa loyauté, il a cette réputation patriotique qui maintiendra l'esprit du camp de Maulde².

¹ Etats de service de Beurnonville (Iung, *Dubois-Crancé*, I, p. 352) ; lettres du même aux commissaires et à Servan, 30 août (arch. guerre) ; à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 506-508) ; à Pache (*Moniteur* du 23 décembre 1792, et Rousset, *Les Volontaires*, p. 91-92), à la Convention (*Moniteur* du 21 février 1793).

² Dumouriez à Servan, 11 septembre (arch. guerre) ; *Moniteur* du 17 septembre, lettre de Reims.

Il fut chargé de mener en Champagne les renforts de Flandre. Dumouriez, toujours préoccupé de la future invasion de la Belgique, hésitait à dégarnir la frontière du Nord. Servan surmonta ses scrupules ; les Autrichiens, affirmait-il avec raison, ne feront que parader en Flandre¹.

La petite armée dont Beurnonville avait le commandement, comptait dix mille six cents hommes et formait deux divisions qui se réunirent, le 10 septembre, à Avesnes. La première division, guidée par Beurnonville, se composait de deux régiments de ligne, de six bataillons de volontaires de 1791, de deux escadrons et de la légion belge. La seconde comprenait un régiment de ligne, un bataillon d'infanterie légère, quatre bataillons de volontaires de 1791, cinq escadrons et un détachement d'artillerie². Dampierre commandait cette seconde division. II était colonel du 5e régiment de dragons, mais Dumouriez l'avait nommé le 22 août maréchal de camp. Servan, qui lui confirma ce grade le 7 septembre, aurait voulu lui donner le commandement, de Lille. Dampierre devait contribuer à la victoire de Jemmapes, remplacer à la tête de l'armée du Nord Dumouriez fugitif, et recevoir, après sa mort sous les murs de Valenciennes, les honneurs du Panthéon. Intrépide, impétueux, téméraire, c'était, dit Dumouriez, un général de main³.

On remarquait encore dans cette petite armée Belliard, capitaine au 1er bataillon des volontaires de la Vendée et adjoint, depuis le 22 août 1792, à l'état-major de l'armée du Nord. C'est ce Belliard qui fut nommé général sur le champ de bataille d'Arcole, suivit Bonaparte en Egypte et prit part à toutes les guerres de l'Empire ; on le vit successivement à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Madrid, à la Moskowa, à Dresde et à Leipzig ; il devait mourir en 1832 pair de France et ambassadeur du gouvernement de juillet en Belgique.

Avec Beurnonville et les troupes du camp de Maulde, venaient en Champagne deux gracieuses et intrépides amazones, filles d'un secrétaire greffier de la municipalité de Mortagne, les demoiselles Théophile et Félicité Fernig. Elles étaient d'une taille assez petite et de constitution délicate. Elles avaient les yeux et les cheveux noirs, un nez bien formé, un teint frais, une physionomie à la fois douce et hardie, avec un air de noblesse qui inspirait le respect. Elles conservèrent dans les camps les vertus de leur sexe. Bien élevées et modestes,

¹ Servan à Dumouriez, 4 et 17 septembre (arch. guerre).

² *Première division* : 56e et 78e de ligne (camp de Maulde) ; 1er de La Seine Inférieure (Saint-Amand) ; 1er et 2e de Paris, 1er de la Vendée (Maulde) ; 1er de l'Aisne (Avesnes) ; 1er des Deux-Sèvres (Pont-sur-Sambre) ; 6e de dragons (Maulde) ; légion belge (Valenciennes). *Seconde division* : 45e de ligne (Landrécies) ; 10e d'infanterie légère (Avesnes) ; 3e de la Marne, 2e et 3e de la Meurthe, 4e de la Meuse, de dragons et 5e de chasseurs à cheval (Famars) ; 200 canonniers de Douai. En tout 10.594 hommes. (Arch. guerre, levée du camp de Maulde ; 3 septembre.)

³ Servan à Moreton et à Dumouriez, 9 septembre ; Dumouriez à Servan, 11 septembre. Tous les témoignages s'accordent sur ce point. Dampierre était plus soldat que général. Dumouriez dit dans ses *Mém.* (II, 110) qu'il *était audacieux jusqu'à la témérité* ; un correspondant de Prudhomme, appartenant à l'armée, écrit que Dampierre est *un braque, mais droit, patriote, sinon par principes, du moins par vanité, bon soldat, téméraire* (*Révolutions de Paris*, XV, 178), *le brave Dampierre, plus soldat que général d'armée* (Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, 171). Cp. sur Dampierre, *Invasion prussienne*, 47 ; il avait rallié son régiment à la déroute de Mons ; je sauvai l'armée, écrivait-il superbement à Danton, en formant mon régiment et le lendemain en manœuvrant pour arrêter l'ennemi (*Revue de la Révolution*, 14 juillet 1885, p. 36, lettre du 23 octobre).

rapporte Dumouriez, elles se sont montrées encore plus extraordinaires par leur pudeur que par leur courage¹, et les commissaires de la Convention écrivaient qu'au milieu de l'armée composée de jeunes citoyens, elles étaient respectées et honorées². Ou c'est le libertinage qui nous a guidées, disait plus tard l'une des héroïnes, ou c'est l'amour de la liberté et de la patrie ; nos camarades nous ont rendu justice quant à l'un de ces motifs ; pour l'autre, notre réponse se trouve dans le respect que notre conduite nous a partout valu de la part de l'armée³. Accoutumées dès leur enfance à monter à cheval, à faire de longues marches, à franchir de larges ruisseaux, à tirer de l'arc et à manier le fusil⁴, les deux sœurs étaient préparées à supporter les fatigues de la guerre. Dès le 29 avril 1792, au bruit de la canonnade de Mons, elles se rendaient à Valenciennes, sous un costume d'homme, pour recueillir des nouvelles. Au mois de mai, elles quittaient leurs habits de femme qu'elles ne devaient reprendre qu'au bout de deux ans, et revêtaient une sorte de caraco auquel pendaient cinq à six grosses houppes de laine aux couleurs nationales⁵. Elles se joignirent d'abord aux paysans qui repoussaient les incursions des partis autrichiens. Un jour, au milieu d'un bal, sur la place de Flines, on apprit l'approche des maraudeurs ennemis ; les danseurs s'armèrent aussitôt de fléaux, de pioches, de fusils, et conduits par Théophile et Félicité, se mirent à la poursuite des Impériaux. Bientôt les demoiselles Fernig se mêlèrent, en volontaires et avec l'approbation des généraux, aux troupes du camp de Maulde situé à peu de distance de Mortagne. Elles combattaient toujours au premier rang, et leur patriotisme, écrivait-on de Lille au *Moniteur*, a produit un enthousiasme que des patriotes seuls peuvent imaginer⁶. Elles étaient à l'embuscade du 26 août dressée par Beurnonville au village de Flines, et le général mandait à Couthon que les demoiselles Fernig qui aimaient la danse aux baïonnettes, avaient tué ou blessé leur bonne part d'Autrichiens, et repoussé l'ennemi jusqu'à l'entrée des bois⁷. Dumouriez, toujours avisé, citait les deux sœurs à ses soldats comme un modèle de bravoure et les menait avec lui dans les circonstances les plus importantes. On vit, au camp de Maulde, Félicité, revêtue de l'uniforme de garde national, tenir sur les fonts la fille d'un caporal de volontaires du Calvados. Dumouriez, parrain du nouveau-né, avait imaginé de le faire baptiser sur l'autel de la patrie par un curé constitutionnel au son de la musique militaire et en présence de toute l'armée. Il était suivi de Beurnonville et de Moreton qui signèrent avec lui l'acte de baptême ; Félicité volontaire, faisant partie de ladite armée, était accompagnée de son père et d'un capitaine du 2^e bataillon de l'Eure. Après la cérémonie, Dumouriez donna le bras à sa commère pour traverser le camp⁸. Lorsqu'il appela Beurnonville dans l'Argonne, il lui recommanda d'amener ses enfants, Théophile et Félicité. Elles vinrent à Sainte-Menehould et furent présentées aux conventionnels Carra, Prieur et Sillery qui les comparèrent à Jeanne d'Arc. Ces deux jeunes enfants, écrivaient

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 230.

² Lettre du 2 octobre, *Moniteur* du 4.

³ Duhem, *Notice biographique sur les demoiselles Fernig*, p. 110, note (*Mém. histor. sur l'arrondissement de Valenciennes*, t. IV, 1876).

⁴ Félicité abattait l'oiseau au tir des archers de la société de Saint-Sébastien à Mortagne, et la confrérie la proclamait reine. (Renseignements donnés par Wibaut. Bonhomme, *Correspondance inédite de Théophile de Fernig*, 1873, p. 179-180.)

⁵ Bonhomme, *Correspondance inédite de Théophile de Fernig*, p. 179.

⁶ *Moniteur* du 23 juillet.

⁷ *Moniteur* du 3 septembre.

⁸ Extrait des registres de la paroisse de Maulde, 2 août (Bonhomme, p. 180-182) et *Journal de Paris*, 12 août, lettre du camp de Maulde, du 8 août.

les trois commissaires à l'Assemblée¹, sont sans cesse aux avant-gardes et dans les postes les plus périlleux ; sous le règne de Charles VII une fille célèbre contribua à replacer ce roi sur le trône ; nous en avons maintenant deux qui combattent pour nous délivrer des tyrans qui nous ont opprimés tant de siècles. Les demoiselles Fernig reçurent un brevet provisoire d'adjoints aux adjudants généraux. Elles devaient, après la première campagne de 1792, suivre Dumouriez en Belgique et combattre sous ses ordres à Jemmapes, puis à Anderlecht où le général les nomma d'*intrépides guerrières*², à Maëstricht, à Tongres. Elles rallièrent à la déroute de Nerwinde les troupes commandées par Chance ! et mirent le sabre au clair pour arrêter les fuyards ; un d'eux, se retournant, menaçait Théophile de sa baïonnette ; *frappe*, lui dit-elle, *frappe, si tu l'oses, une femme qui te rappelle à l'honneur* ; Chancel, les larmes aux yeux, remerciait les héroïques jeunes filles d'avoir ramené ses soldats à leurs rangs³. Cependant la maison des Fernig à Mortagne avait été brûlée par les Autrichiens ; la Convention décida qu'elle serait reconstruite aux frais du trésor public ; ce décret ne fut pas exécuté, mais le département du Nord donna à la famille Fernig une maison toute bâtie à Bruay, près de Valenciennes⁴. Lorsqu'eut lieu la défection de Dumouriez, Théophile et Félicité ne se séparèrent pas du général ; *Savons-nous*, disaient-elles, *ce que c'était qu'une faction ? Dumouriez nous assurait qu'il voulait rendre la liberté à la France ; accoutumées à lui obéir, à le respecter* — il nous appelait ses enfants et nous avait adoptées —, nous croyions à ses paroles. Ignorantes des manœuvres politiques, notre erreur était excusable⁵. Mais, lorsqu'elles virent leurs camarades les regarder d'un œil sombre et méfiant, lorsqu'elles furent assaillies à coups de feu par leurs compagnons d'armes, elles devinèrent la vérité ; elles remirent à Dumouriez leur démission. Leur vie d'exil fut admirable ; elles reprirent les vêtements de leur sexe et gagnèrent courageusement leur vie ; Félicité tint à Bruxelles un bureau de loterie ; Théophile vendit des objets de toilette dans les foires de Belgique, mais son cœur battait encore à la nouvelle des prouesses françaises en Italie, et elle demandait à son cousin un portrait ressemblant de Bonaparte et de ses lieutenants⁶.

¹ Lettre du 2 octobre, *Moniteur* du 4.

² 14 novembre, *Moniteur* du 18.

³ Récit de Théophile, cité par Duhem, p. 115.

⁴ Mémoire de Théophile à la Convention, Duhem, p. 121.

⁵ Mémoire de Théophile à la Convention, Duhem, p. 122.

⁶ Telle est, débarrassée de tous les détails romanesques et légendaires donnés par Lamartine (*Hist. des Girondins*) et même par Bonhomme et Duhem, la biographie exacte des demoiselles Fernig. Leur père, Louis Fernig, originaire d'Alsace, mourut en 1816. Il avait cinq enfants, un fils et quatre filles. Le fils, Louis-Alexandre-Désiré, né à Château-l'Abbaye, le 12 juin 1772, ne fut, comme on l'a dit, ni comte, ni baron de l'Empire : chef de bataillon au service de la République helvétique, major au 112^e d'infanterie (30 frimaire an XII), adjudant-commandant (6 mars 1812), rappelé au service après la révolution du juillet, il ne reçut qu'en 1830 le grade de général de brigade et trois ans plus tard, la limite d'âge le forçait à faire valoir ses droits à la retraite. (*Revue critique* du 29 mars 1873. p. 208.) Il mourut en Egypte où il accompagnait M. de Rothschild, vers 1847. Dès quatre filles, l'aînée, Louise, se maria à un négociant d'Amsterdam, M. Nerenburger, français, né à Saint-Avold dans la Moselle. Aimée, la cadette, épousa le chef de bataillon, plus tard général Guillemillot. Les deux autres sont les volontaires de 1792. Maria-Félicité-Louise, née à Mortagne le 10 mai 1770, épousa le 18 août 1798 un officier belge, M. Vanderwallen, qu'elle avait sauvé, dit-on, à Anderlecht en le dégageant des mains des uhlands, et mourut à Bruxelles, le 4 avril 1841. Marie-Théophile-Françoise-

II. Le départ de Beurnonville n'eut pas lieu sans encombre. Lorsqu'il alla, le 8 septembre, camper avec sa division aux portes de Valenciennes, la population l'accusa de dégarnir la frontière et de livrer aux ennemis le département du Nord. On criait dans la ville que Beurnonville était un traître et qu'il fallait le pendre. Il se rendit sur la place et apaisa l'émeute¹.

Il arriva le 13 septembre à Reims. Mais la Croix-aux-Bois venait de tomber au pouvoir des alliés, et l'Argonne était ouverte. Dumouriez fit dire à Beurnonville par l'aide de camp Macdonald qu'il devait rejoindre l'armée en longeant la Suippe.

Beurnonville exécuta l'ordre du général en chef. Mais il apprit la déroute de Montcheutin ; il craignit de tomber au milieu des Prussiens victorieux et n'avança qu'avec une extrême prudence. Il était le 16 septembre au village d'Auve, lorsqu'il aperçut au loin les colonnes d'une armée qui se dirigeait en bon ordre sur Sainte-Menehould ; c'était Dumouriez. Beurnonville crut voir l'armée prussienne ; il n'eut même pas l'idée de pousser une reconnaissance à fond ; il se rejeta sur le champ en arrière, gagna La Chapelle sur la petite rivière de la Noblette, et entra le soir dans Châlons. *J'ai trouvé l'ennemi*, disait-il à Luckner, *placé à Courtemont, entre Dumouriez et moi*.

Ses soldats étaient accablés de fatigue ; ils avaient, ajoutait-il, marché durant huit jours et trois nuits sous une pluie battante, au milieu des boues, souvent par de mauvais chemins de traverse. Les trois mille hommes qui formaient son avant-garde logèrent dans la ville ; le reste campa aux environs. Tout ce monde était tellement harassé que Beurnonville n'osa se mettre en marche le lendemain. Vainement Dumouriez le pria de quitter Châlons le 17 septembre à minuit ; son armée a besoin de souliers, écrivait-il à Luckner, faites charger les souliers sur des voitures, on les distribuera ici².

Beurnonville ne quitta Châlons que le 18 septembre, sur un nouvel appel de Dumouriez. Il se porta sur la route de Sainte-Menehould le plus loin qu'il put, jusqu'à ce village d'Auve où il s'était arrêté deux jours auparavant, et y bivouaqua. Le lendemain, il entra au camp de Braux.

Il rejoignait Dumouriez à la veille de Valmy. C'était sa division que Gœthe et ses compagnons voyaient le 19 septembre défilier au loin en masses sombres. Un jour plus tard, cette division était rejetée de nouveau sur Châlons et l'armée française privée de dix mille hommes, qui devaient renforcer sur le mont Yvron l'avant-garde de Stengel et couvrir l'aile droite de Kellermann.

Norbertine, née le 17 juillet 1775 à Château-l'Abbaye, ne se maria pas et mourut près de sa sœur, à Bruxelles, le 2 avril 1819 ; sa correspondance avec son cousin Isidore Audeval, officier au 18^e de dragons, est fort intéressante ; je ne citerai que ce passage : *Je n'ai point un cœur de bronze, mon ami. Il fut sensible, mais stoïque dans sa fermeté ; il fut victime de sa résolution. Je me suis tue. Une année de prières n'a rien obtenu de moi. J'avais fait le sacrifice de toutes mes affections à ma patrie, et telle était la rigidité de mon dévouement que je lui fis celui de mon amour. J'ai quitté la France avec mes sentiments ; je les conservai tant que l'espoir de la légitimer ne me fut point ravi. Depuis cinq ans, ils sont brisés. Depuis cinq ans j'ai juré de renoncer... que dis-je ?... renoncé ?... j'ai juré de ne plus aimer.* (Lettre du 3 août 1801, Bonhomme, *Correspondance inédite de Théophile Fernig*, p. 149-150.)

¹ Belliard, *Mém.*, 1842, I, 69.

² Dumouriez à Luckner, 17 septembre (arch. guerre).

Beurnonville avait, en partant de Châlons, grossi sa petite armée de sept bataillons de fédérés organisés par Luckner et Labourdonnaye. Le maréchal, rapporte Belliard¹, ne savait comment ramener à l'ordre les fédérés ; notre arrivée les calma ; il y eut bien quelques querelles de café et de cabaret, mais ils n'y brillèrent pas. Il pria Beurnonville d'emmener avec lui une partie de ces bataillons parisiens pour s'en débarrasser ; ils furent placés au centre, se conduisirent bien et finirent par faire d'excellents corps.

Néanmoins, Beurnonville avait raison de dire à Labourdonnaye qu'on ne lui faisait qu'*un petit présent*. La force réelle de sa division, c'étaient les bataillons que Dumouriez avait formés au camp de Maulde par de petites actions répétées, en les tenant sans cesse sur la défensive, mais sur une défensive aussi active que possible et fort nuisible aux Impériaux². Ils venaient combattre avec joie, sous les ordres de leur ancien général, l'invasion prussienne en Champagne, comme ils avaient contenu l'invasion autrichienne dans les Flandres. Ces excellentes troupes, assure Dumouriez dans ses Mémoires, donnèrent des preuves d'un zèle et d'un attachement extrêmes³. Lorsqu'elles passèrent à Reithel *harassées et crottées, mais joyeuses*, elles dirent aux habitants qu'à Maulde elles voyaient l'ennemi tous les jours et n'aspiraient qu'à le revoir ; qu'on nous donne deux choses, s'écriaient les soldats : demain, séjour pour nettoyer nos armes, et après-demain, bataille⁴ !

¹ Belliard, *Mém.*, I, 69-70.

² Voir *Invasion prussienne*, p. 66.

³ Dumouriez, *Mém.*, I, 287.

⁴ *Moniteur* du 16 septembre, lettre de Reims. L'armée de Dumouriez comptait dès lors, à ce qu'il semble, 29 régiments ou bataillons de ligne et 28 bataillons de volontaires de 1791 : c'étaient, parmi les troupes de ligne, le 6e, le 8e, le 17e, le 19e, le 29e, le 43e, le 45e, le 54e, le 55e, le 56e, le 58e, le 68e, le 71e, le 78e, le 83e, le 94e, le 98e et le 99e (ci-devant Armagnac, Austrasie, Auvergne, Flandre, Le Dauphin, Royal-Vaisseaux, La Couronne, Roussillon, Condé, Bourbon, Rouergue, Beaune, Vivarais, Penthièvre, Foix, Hesse-Darmstadt, Bouillon et Deux-Ponts) ; le 9e, le 10e et le 14e bataillon d'infanterie légère et huit bataillons de grenadiers, — parmi les volontaires de 1791, le 1er, le 2e et le 3e bataillon de Paris, le 1er, le 2e, le 3e et le 4e de la Marne, le 1er, le 2e, le 3e et le 5e de la Meurthe, le 1er de l'Aisne, de la Seine-Inférieure, de la Vienne, de la Sarthe, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de l'Allier, de la Charente-Inférieure, d'Eure-et-Loir, de Mayenne-et-Loire, le 2e du Nord, de Saône-et-Loire, de la Meuse et de la Haute-Vienne, le 3e des Ardennes, le 4e de la Meuse, le 5e des Vosges. La cavalerie se composait des régiments suivants : les 3e, 7e, 15e, 21e et 23e cavalerie (ci-devant Commissaire-Général, Royal-Étranger, Royal-Allemand, Royal-Picardie et Royal-Guyenne) ; les 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 10e, 12e et 13e de dragons (ci-devant Condé, Bourbon, Colonel-Général, La Reine, Le Dauphin, Mestre de camp général, Artois et Monsieur) ; les 3e, 5e, 6e, 11e et 12e de chasseurs à cheval (ci-devant Flandre, Hainaut, Languedoc, Normandie et Champagne) ; les 1er, 2e, 5e et 6e de hussards (ci-devant Berchiny, Chamborant, Colonel-Général et Lauzun). On a compté dans cette liste — que nous avons dressée avec autant de soin et d'exactitude que possible, sans trop nous fier à l'ordre de bataille donné par Dumouriez — les troupes de l'avant-garde commandées par Dillon et postées aux Islettes. Il faut, il est vrai, en défalquer le détachement qui gardait le Chesne-Populeux et qui s'était replié sur Châlons ; il comprenait 4 bataillons et 2 escadrons de dragons (lettres de Dumouriez, du 18 et du 21 sept.). Mais, en somme, le général en chef avait calculé juste : *Je me trouverai, disait-il dès le 5 septembre, 48 bataillons, 4 régiments de hussards, 6 de chasseurs à cheval, 6 de dragons, 7 escadrons de cavalerie, eu tout 48 escadrons et à peu près 1.500 hommes d'infanterie légère, ce qui me fera à peu près 35.000 hommes. Ce chiffre était exact ; j'ai ici, écrit-il le 6 septembre, plus de 25.000 hommes réunis dans un bon camp, et Beurnonville va me rejoindre avec 10.000.*

III. Kellermann arrivait, en même temps que Beurnonville, au secours de Dumouriez. Il avait reçu le 2 septembre l'ordre de marcher par Ligny et Bar-le-Duc sur Revigny-aux-Vaches. Il quitta son camp de Frescaty deux jours plus tard, après avoir renforcé la garnison de Metz et donné le commandement de la place au maréchal de camp Favart. Il fut rejoint à Pont-à-Mousson par le détachement de l'armée du Rhin qu'amenaient Muratel et par la division du duc de Chartres, qui venait de Gravelotte en longeant la rive gauche de la Moselle. Si nous n'étions que vingt-deux mille hommes, disait plus tard Louis-Philippe, nous n'avions pas encore été si nombreux, et nos braves soldats s'embrassaient de joie¹.

Mais Kellermann ne voulait marcher que **très doucement**. Frappé de l'inaction des Prussiens qui restaient immobiles sous les murs de Verdun au lieu de marcher sur Paris, il s'imaginait, comme Dumouriez, qu'ils n'avaient d'autre plan que de se rabattre sur Metz. **A quoi, écrivait-il, cela pourrait-il les mener d'aller à Paris ? Ils trouveront dans cette ville infiniment de résistance. Ils nous trouveront sur leurs flancs et derrière, et leur armée sera perdue. Ce n'est donc qu'un faux bruit qu'ils ont répandu d'avoir ce projet et ils n'ont pris Verdun que pour avoir de quoi vivre et parce qu'ils étaient sûrs qu'il ne leur en coûterait pas grands frais... Je suis sûr que leur dessein est de s'emparer des Évêchés, de la Lorraine, de l'Alsace, Comté et Bourgogne. Les trahisons d'une part, la lâcheté de l'autre leur fera tout oser particulièrement sur le pays messin et l'Alsace. Dans le fait, que peut désirer l'Empereur dans tout ceci que d'avoir l'Alsace et la Lorraine ? Le roi de Prusse prendra Danzig ou le reste de la Silésie et s'étendra en Pologne jusque sur la rive gauche de la Vistule. Il ne faut point s'imaginer qu'il n'ait d'autre objet que de favoriser les princes et, pour leur amour, ruiner ses armées et son trésor**².

Cependant les Prussiens quittaient leur camp de Regret et marchaient vers le nord. Mais Kellermann, de même que Dumouriez, regardait leur mouvement comme une feinte ; ils cherchent, mandait-il à Servan, à m'attirer en avant le plus possible, et ensuite ils rétrograderont et tâcheront de s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine. Ses lieutenants partageaient la même illusion. Le 11 septembre, Valence croyait encore que Brunswick, n'osant risquer une bataille rangée, se porterait sur Metz : **Nous en serons fort loin ; Brunswick aura sur nous plusieurs marches et le temps de commencer son siège et d'essayer le succès ordinaire de ses bombes, avant que nous soyons à portée de le troubler ou même de jeter du secours dans la ville.**

Ainsi s'expliquent les lenteurs de Kellermann et ses haltes fréquentes. Il séjourne à Toul le 5 et le 6 septembre, marche le 7 sur Voïd, s'arrête à Ligny le 8 et le 9. Il ne devine pas encore les projets de l'ennemi ; il ne veut pas s'éloigner de la

A elle seule, l'armée de Dumouriez — celle qu'on nommait l'armée des Ardennes ou du Nord — était déjà égale en nombre à l'armée prussienne.

¹ Discours de Louis-Philippe au maire de Pont-à-Mousson, 13 juin 1831, *Moniteur* du 22 juillet 1831. On sait que le duc de Chartres avait reçu de Luckner l'ordre de se jeter dans Verdun avec quatre bataillons et cinq escadrons ; il poussa jusqu'à Mars-la-Tour, mais se heurta contre des forces supérieures ; il était revenu camper à Gravelotte. Voir *Invasion prussienne*, p. 225. L'ordre de bataille de l'armée du Centre porte 24 bataillons et 35 escadrons, en tout 22.117 hommes.

² Kellermann à Dumouriez, 6 septembre (arch. guerre).

Lorraine et du pays messin ; Dumouriez, Luckner, Servan louent la prudence de ses mouvements¹. Kellermann, disait Servan, peut, de Ligny, soit se rendre à Châlons ; soit se mettre en queue de l'ennemi, s'il descend la Marne ; soit tourner vers Metz, si les circonstances l'exigent ; soit enfin recevoir les secours de Luckner ; et le ministre conseillait au général de rester à Ligny jusqu'à l'heure où l'on serait enfin éclairé sur les desseins de Brunswick.

Mais le détachement de Köhler se portait alors vers Chaumont-sur-Aire et envoyait des éclaireurs aux environs de Saint-Mihiel². Kellermann crut que Brunswick voulait marcher sur Paris par Bar-le-Duc et Vitry-le-François. Il se hâta de quitter Ligny et vint camper le 10 septembre à Saint-Dizier ; il s'éloignait à la fois de Dumouriez et des Prussiens ; j'aime mieux, avouait-il à Servan, me porter droit sur Châlons et ne rien risquer contre des forces si supérieures.

Il resta le 11 septembre à Saint-Dizier. Mais plus que jamais, il était hésitant et perplexe. Les éclaireurs, envoyés vers Chaumont-sur-Aire, n'avaient rencontré que des pelotons de hussards prussiens épars dans la campagne. Dans cette incertitude, Kellermann revint sur ses pas et campa le 12 septembre à Bar-le-Duc. Il ne savait quel parti prendre ; tantôt il craignait de trop s'éloigner de la Lorraine et de Metz ; tantôt il voulait donner un coup de poigne à l'ennemi et il proposait à Dillon d'attaquer à Clermont les Austro-Hessois et à Dumouriez de cerner les Prussiens par leur flanc gauche³.

Mais le 13 septembre il reçut une dépêche de Dumouriez. Le défilé de la Croix-aux-Bois était forcé ; on espérait le reprendre ; cependant à la guerre, disait Dumouriez, il faut tout calculer, et Kellermann ferait bien de se rapprocher de lui, en se portant sur la petite rivière de Chée, près de Bettancourt et d'Alliancelles⁴.

Kellermann refusa de joindre Dumouriez et de s'associer à ses périls. La situation de son collègue lui semblait très critique ; il craignait d'être enveloppé dans sa défaite ; *l'affaire serait dite*, prétextait-il, avant que j'arrive. Il se rendit à Vitry-le-François par Revigny et Sermaize. Il pouvait, de là, soit donner la main à Dumouriez, soit marcher directement sur Châlons. Mais, en réalité, il n'avait d'autre dessein que de gagner la Marne ; tout l'engageait à s'approcher de Châlons, car c'était là que les ennemis allaient porter toutes leurs forces⁵.

Soudain, le 15 septembre, il recevait de Luckner la lettre la plus pressante et la plus impérieuse. Vous voudrez bien, lui écrivait le maréchal, vous porter avec votre armée sur Sainte-Menehould, en prenant le chemin que vous croirez être le plus court ; vous marcherez à marches forcées, et vous vous concerterez avec Dumouriez pour votre réunion. En même temps, un aide de camp, parti de Grandpré, annonçait que Dumouriez faisait sa retraite sur Sainte-Menehould et priaient instamment son collègue de venir à son aide, sans perdre un seul instant.

¹ Voir plus haut le chapitre Grandpré ; cp. Kellermann à Servan, 8, 9, 10, 14 septembre ; à Biron, 10 sept. ; Servan à Dumouriez, 9 sept. ; Valence à Biron, 11 sept. (arch. guerre) ; Valence conseillait même à Biron de confier à Custine la défense de Metz.

² Cp. le chapitre *Grandpré*, p. 105.

³ Kellermann à Biron, 10 sept. ; à Servan, 10, 12 et 14 sept. (arch. guerre) ; cp. les incertitudes de Dumouriez, p. 100-103.

⁴ Dumouriez à Kellermann, 13 sept., cinq heures du matin (arch. guerre).

⁵ Dillon, *Compte-rendu*, 24.

Kellermann n'hésita plus. Il avait envoyé le corps de La Barolière à Bar-le-Duc, pour protéger cette ville et assurer ses derrières¹. Il dirigea sa légion sur Sampigny pour y défendre les ateliers de construction de caissons. Il laissa ses gros équipages et une division de son artillerie de parc à Vitry-le-François, sous la garde du 19^e régiment de cavalerie et d'un bataillon de volontaires. Il envoya ses pontons à Poigny. Il ne conserva, *afin d'être plus libre de ses mouvements*, que 36 pièces de position avec double approvisionnement de bataille. Il fit jeter un pont sur la Marne pour devancer les Prussiens par la rive gauche de la rivière, s'ils marchaient sur Châlons. Les messages de Dumouriez, de Luckner, de Servan, se succédaient sans fin et sans relâche ; le général, craignant d'être attaqué à tout moment et accablé par le nombre, réclamait avec les plus vives instances le secours de l'armée du Centre ; le maréchal sommait Kellermann de joindre Dumouriez sans délai à quelque prix que ce fût, parce que le salut de la France dépendait de cette jonction ; le ministre ne cessait de répéter qu'il fallait soutenir Dumouriez et lui amener en diligence toutes les troupes qu'on pouvait rassembler².

Kellermann quitta Vitry-le-François et marcha sur Sainte-Menehould. *Je ferai l'impossible*, assurait-il à Servan, *et je vous promets que je donnerai une main très ferme à Dumouriez, dans quelque position qu'il puisse se trouver*. Il campa le 17 septembre à Fresne-sur-Moivre et le lendemain à Dampierre-le-Château. Il n'était plus qu'à deux lieues de Dumouriez. Mais tant de marches et de contre-marches fort maladroites³, entreprises sous une pluie violente et dans les chemins les plus affreux, avaient épuisé son armée et l'avaient, disait-il, mise dans le plus pitoyable état ; une partie de son infanterie n'avait plus de chaussures ; un grand nombre de volontaires étaient *tout nus*, et il priait le ministre de lui envoyer des souliers et des habits *sans avoir égard à la couleur*. *Nos soldats*, ajoutait-il, *ont la meilleure volonté, mais ils sont moins bien disciplinés que les Prussiens, et ils ont la mauvaise habitude de croire qu'on les a trahis ; il faut temporiser, nous ne faisons pas une guerre ordinaire*. L'esprit frappé par la panique de Montcheutin et par les désordres dont Châlons était le théâtre, il n'allait au-devant de l'ennemi qu'à son corps défendant. Il affirmait à Servan qu'il valait mieux s'établir à Suippes, à portée des secours qui viendraient de Paris et des départements, loin de cette ville fatale de Châlons où s'assemblaient des bandes indisciplinées de volontaires, loin de ce pays ingrat de Sainte-Menehould où les armées françaises seraient évidemment affamées, loin de ces Prussiens qu'il redoutait de plus en plus, à mesure qu'il se rapprochait d'eux. Il ne rejoignait Dumouriez qu'avec répugnance et sur l'ordre exprès du ministre. Il paraît, s'écriait-il amèrement, que tout est perdu sans mon arrivée ! Toutefois il se promettait bien de ne faire que ce qu'il voudrait. L'*ami Dumouriez* désirait sans doute engager une action générale ; mais Kellermann n'aurait garde de risquer étourdiment le sort de l'État, il ferait comprendre à son collègue que l'occasion n'était pas venue, il l'engagerait à la prudence, il s'efforcerait de

¹ Le corps de La Barolière qui formait le troisième corps d'avant-garde de l'armée du Centre (le premier était la légion de Kellermann et le deuxième, l'avant-garde de Deprez-Crassier), comprenait (d'après l'ordre de bataille du 5 septembre) le 1^{er} bataillon de grenadiers et les 8^e, 9^e et 10^e régiments de chasseurs à cheval (ci-devant Lorraine, Bretagne et Normandie).

² Ibid., Luckner à Kellermann, 15 et 17 sept. ; Servan à Kellermann, 16 et 17 sept.

³ *Mém. du général Pully* (arch. guerre) ; comparez Valentini, p. 6 *mit Schildkrötenschritten und ausweichenden Haken*, à pas de tortue, avec bien des écarts et des crochets.

calmer son ardeur, il saurait bien lui remontrer qu'il y avait une **manière sage et réfléchie de faire la guerre**¹.

Le lendemain du jour où Kellermann donnait ces beaux conseils, il était contraint d'accepter à l'improviste et dans une position défavorable le combat qu'il refusait de livrer la veille et, malgré quelques maladroites, grâce aux hésitations de l'adversaire, grâce à sa bravoure personnelle et à la bonne contenance de ses troupes, il pouvait se dire vainqueur. Mais n'est-il pas curieux qu'il ait fallu le conduire et le pousser à cette glorieuse journée, lui imposer, en quelque sorte, cette bataille à jamais mémorable du 20 septembre qui devait arrêter l'invasion prussienne² ?

¹ Voir, pour tout ce qui concerne la marche de Kellermann, sa correspondance aux archives de la guerre du 13 au 19 septembre.

² Aussi, le 21 septembre, commençait-il ainsi sa lettre confidentielle à Servan **pour ma gloire et celle de mon armée, rien ne pouvait, mon cher Servan, m'être plus agréable que ma jonction avec Dumouriez.**

CHAPITRE VIII

SOMME-TOURBE

I. Retards de Brunswick. Epuisement de l'armée. Les maladies. La boulangerie. — **II.** Confiance imperturbable. Un extrait du Moniteur. Une éclaircie. La fumée dans un tableau de guerre. Incendie et pillage. — **III.** Plan de Brunswick. Mouvements de l'armée. L'avant-garde à Servon. — **IV.** Le rapport du lieutenant de Loucey. Imprudence de Frédéric-Guillaume. Le duc de Weimar, Heymann, Köhler. Ordre de marcher à droite. — **V.** Massiges. Départ précipité. Les Maisons-de-Champagne. Irritation dissimulée de Brunswick. Pressentiments de Massenbach. La Champagne pouilleuse. Une nuit sans étoiles. Campement. Nouveaux incendies. Coups de fusil.

I. On a vu que, dans l'espace de deux jours, le 44 et le 45 septembre, par deux fois, la fortune favorisa le duc de Brunswick, et que, par deux fois, il manqua de hardiesse. Il aurait pu, lorsqu'il apprit le succès de la Croix-aux-Bois, envelopper Dumouriez en le faisant attaquer sur son front par les Prussiens et sur ses derrières par les Impériaux. Il manqua cette première chance. Mais le lendemain, une seconde se présentait qu'il laissait encore échapper. Ne pouvait-il envoyer à la poursuite des Français, non pas une partie de son avant-garde, mais son avant-garde tout entière, et dépêcher aux troupes de l'adversaire fugitif cette cavalerie prussienne qui n'eut jamais, durant la campagne, une plus belle occasion de se déployer et de faire merveille ? Chaque fois, comme à plaisir, Brunswick avait lâché prise.

Une faute plus grande encore fut de passer trois jours (15, 16 et 17 septembre) au camp de Landres dans une complète inaction. Il aurait fallu suivre de près l'adversaire sans lui permettre de respirer, et tirer parti de l'avantage de Montcheutin. On laissa Dumouriez prendre tranquillement le bon camp de Sainte-Menehould ; on le laissa réorganiser son armée ; on le laissa recevoir ses renforts de Beurnonville et de Kellermann.

Mais Brunswick savait que les maladies, les marches et les bivouacs des derniers jours avaient épuisé les troupes des coalisés. Il voyait la dysenterie continuer ses ravages. J'affirme, dit un témoin oculaire, que lorsque nous quittâmes le *camp de la Crotte*, les deux tiers d'entre nous avaient ce terrible mal¹. Le huitième de

¹ Laukhard, III, 149 ; et le prince royal lui-même écrit dans ses *Réminiscences*, à la date du 19 septembre, que sa santé n'était plus aussi bonne qu'auparavant et qu'il commençait à souffrir un peu de la diarrhée. C'est alors, ajoute Laukhard, que la vermine, cette plaie terrible, se mit à nous dévorer, et les officiers mêmes ne lui échappèrent pas.

nos bataillons, assure un autre, était complètement valide ; mais le reste de nos soldats ressemblaient, au moins pour la plupart, à des poitrinaires, et se traînaient languissamment comme le malade qui relève d'une fièvre longue et brûlante et qui sort pour la première fois¹. Enfin, il fallait attendre les fourgons de pain qui venaient de Verdun. L'institution de la boulangerie, écrit Massenbach, s'attachait à nos pieds comme un poids de plomb². Nassau-Siegen, malgré son hostilité manifeste contre Brunswick, confirme le témoignage du major prussien ; le mauvais arrangement qu'on avait établi pour l'arrivée des subsistances, nous força de nous arrêter et de perdre du temps à Grandpré comme à Verdun³.

II. Malgré ce retard, la confiance régnait dans le camp des alliés. L'Argonne était tournée ; Dumouriez ou le Léonidas français, comme on le nommait par ironie, avait dû quitter nuitamment ses inexpugnables Thermopyles ; les coalisés allaient regagner, presque sans coup férir, la route de Verdun à Paris. On s'entretenait du facile exploit de Montcheutin. Les hussards montraient joyeusement le butin qu'ils avaient fait. Un d'eux remit à Goethe des papiers découverts dans un fourgon. Le poète y trouva le *Moniteur* du 3 septembre. Il lut avec surprise cet extrait d'une lettre de La Haye : *Il n'y a plus à douter ici que la Lorraine et l'Alsace ne soient prêtes à subir le joug ; et de là jusqu'à Paris, qui pourra empêcher la colonne brunswickoise d'y arriver ? Il est vrai qu'elle n'en sortirait pas, et que, vit-on entrer soixante mille hommes, le seul faubourg Saint-Antoine est capable de les écraser.* Goethe a, dans son récit de la campagne, résumé ces lignes du *Moniteur* sous une forme plus saisissante : *Les Prussiens pourront venir à Paris, mais ils n'en sortiront pas.* Il montra l'article à ses compagnons qui le commentèrent diversement et finirent par s'en moquer. Le *Moniteur* avouait donc que les Prussiens arriveraient sans obstacle à Paris ; c'était l'essentiel ; il ne s'agissait que d'entrer ; on sortirait quand et comme on voudrait⁴.

Enfin, le 18 septembre, lorsqu'on eut assez de pain pour la subsistance du soldat, l'armée royale s'ébranla. Elle passa l'Aire, puis l'Aisne, et vint camper à Vaux-les-Mouron⁵. La pluie avait cessé pour quelques heures ; le ciel était serein ; on montait et descendait des coteaux couverts de vignes, on traversait de jolies vallées, on admirait en passant le château de Grandpré. Goethe ne se lassait pas de suivre du regard la longue file de cavaliers qui s'étendait sur la route au milieu de ce beau paysage. Il souhaitait un Van der Meulen pour immortaliser cette marche. Tout le monde, dit-il, me semblait à ce moment gai, animé, avide d'exploits. Quelques villages brûlaient dans le lointain, mais ces incendies empourpraient l'horizon, et à la vue de la fumée qui s'élevait lentement, le poète, gagné, lui aussi, par cet endurcissement de cœur que la guerre produit à la longue, s'écriait que la fumée fait bon effet dans le tableau d'une armée en mouvement !

¹ Témoin oculaire, II, 65.

² Massenbach, I, 68.

³ Cp. le chapitre *Montcheutin* et le témoignage de Lombard ; Nassau-Siegen, 349 ; Valentini, 7 ; Manso, I, 247 ; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 66.

⁴ Goethe, *Campagne de France*, 69, et *Goethe-Jahrbuch*, IV, 323-324 (conversation du poète avec Böttiger).

⁵ Elle laissait à Grandpré le bataillon des fusiliers de Legat pour garder le défilé et l'hôpital militaire, et celui de Schenk à Mouron pour garder le pont de l'Aisne. (Minutoli, *Erinnerungen*, 124.)

Cette éclaircie ne dura guère. La pluie revint bientôt, plus serrée, plus violente que jamais. L'armée pataugea de nouveau dans la fange. Le pays redevint sombre et désolé. On allait pénétrer dans la mauvaise Champagne, dans cette Champagne que Massenbach appelle la misérable et Goethe la mal famée ; singulière contrée, ajoute l'écrivain allemand, dont le sol crayeux et ingrat nourrit à peine des bourgades éparses çà et là ; on trouvait encore dans les habitations et dans les granges assez de nourriture pour les hommes et les chevaux, mais le blé n'était pas battu ; les moulins, les fours manquaient ; on commençait réellement à subir le supplice de Tantale¹.

Comme sur toute la route qu'avait suivie l'invasion, les villages étaient silencieux et abandonnés. Parfois, d'une fenêtre, un paysan tirait un coup de fusil sur les premiers hussards qui paraissaient ; on le saisissait aussitôt ; on le faisait passer par les verges ; on brûlait sa maison ; on ravageait le hameau ; on tuait les vaches qu'on trouvait dans les étables, et on laissait leurs entrailles et leur peau sur le chemin. Le corps de bataille suivait ainsi l'avant-garde à la trace ; il ne voyait, en traversant les villages, que des vitres cassées et des portes arrachées de leurs gonds ; si l'on jetait un coup d'œil dans les maisons, on n'apercevait que des lits brisés, des oreillers éventrés, du linge en lambeaux, de la vaisselle mise en pièces. Les officiers demandaient du lait aux rares paysans qu'ils rencontraient ; Messieurs, leur répondait-on, nos vaches sont mangées, d'où voulez-vous que nous tirions du lait² ?

III. Brunswick avait conçu le plan de tourner encore les ennemis et de leur couper à la fois les vivres et la retraite. L'avant-garde de Hohenlohe devait tendre la main, à travers l'Argonne, aux Austro-Hessois campés à Clermont et à Varennes, s'emparer de Vienne-le-Château, s'engager sur le chemin romain³, déboucher dans les bois à la Pierre Croisée, attaquer ainsi sur ses derrières et ses flancs le détachement posté à la Chalade, remonter la Biesme par Claon et le Neufour, forcer Dillon, attaqué de tous côtés, à quitter les Islettes. Dès lors, les communications de l'armée prussienne étaient directement établies avec Verdun ; les convois ne faisaient plus un long et périlleux détour par Grandpré ; les Austro-Hessois, devenus libres, se portaient au sud, de l'Argonne, à Futeau, à Passavant, et interceptaient la route de Vitry-le-François à Sainte-Menehould. Pendant ce temps, l'armée royale, ce noyau des forces des alliés, demeurée entre la Tourbe et la Bionne, observait le grand chemin de Châlons et pouvait le barrer à tout instant. Dès que les Français quittaient leur position de Sainte-Menehould et faisaient mine de se diriger sur Châlons, ils rencontraient les Prussiens, les Autrichiens de Clerfayt, les émigrés ; ils seraient contraints de livrer bataille en rase campagne ou de fuir en désordre. Une seule manœuvre de

¹ Goethe, *Campagne de France*, 71-72, il nomme le pays *verrufen*, et Massenbach, *elend*.

² En français dans l'original, *Témoin oculaire*, II, 75-76 ; *Réminiscences*, 157 ; Laukhard III 150.

³ Ce chemin romain est l'ancienne route militaire que suivaient les légions lorsqu'elles se rendaient de Reims à Metz. Il a été décrit par Æthicus dans son itinéraire des provinces ; il passe près de Saint-Hilaire-le-Grand, de Wargemoulin, de Berzieux et de Vienne-la-Ville (l'ancienne Auxenna), il s'élève ensuite, au delà de l'Aisne, dans les bois communaux, à travers les Hauts-Bâtis, jusqu'à la Biesme, près de La Chalade.

Brunswick obligeait Dumouriez à lâcher l'Argonne et à se retirer, non sans peine, derrière la Marne¹.

Déjà, dans la journée du 18 septembre, pendant que l'armée royale se porte de Landres à Vaux-les-Mouron ; Kalkreuth, de Longwé à Liry et à Marvaux ; Clerfayt, de la Croix-aux-Bois à Vouziers et à Semide ; le corps des émigrés, du Chesne-Populeux à Sainte-Marie-à-Py et à Saint-Souplet, l'avant-garde de Hohenlohe longe la rivière d'Aisne et s'établit sur ses deux bords, à la ferme de la Chapelle sur la rive gauche, au village de Servon et à la ferme La Noue de Beaumont, sur la rive droite. Au déclin du jour, Brunswick, à cheval, sans escorte, arrive à Servon. -Il emmène le major Massenbach pour reconnaître avec lui le chemin romain. L'officier observe qu'il se fait tard, que le chemin est au fond de la forêt, que les Français sont dans le voisinage. Brunswick ne l'écoute pas ; il pousse son cheval vers la lisière des bois de la Gruerie ; mais il voit au loin des soldats qui sortent des buissons. Il s'arrête et dit à voix basse, en regardant autour de lui, comme s'il craignait son ombre² : *Il est trop tard aujourd'hui. J'aurais dû venir plus tôt ; mais là-bas — et il montre de la main les hauteurs de Vaux-les-Mouron — on ne peut toujours briser son joug. Major, c'est ici que demain, à la pointe du jour, nous nous ferons de l'air ; notre aile gauche marchera en avant ; il faut chasser l'ennemi de l'Argonne ; nous aurons les Islettes, et sans verser beaucoup de sang. Vous savez que nous devons ménager nos soldats ; nous ne sommes pas nombreux.* Le duc rebroussa chemin et passa la nuit au camp de l'avant-garde, sur une botte de paille, comme le moindre soldat de son armée.

Le lendemain, 19 septembre, au matin, tandis que l'armée royale marche de Vaux-les-Mouron sur Massiges ; tandis que Kalkreuth se porte de Marvaux à Ripont et à Tahure, aux sources de la Dormoise, et couvre à la fois l'aile droite et les derrières de l'armée ; tandis que Clerfayt se dirige de Semide sur Manre, l'avant-garde commence le mouvement que Brunswick jugeait décisif. Un détachement, que le prince de Hohenlohe commande en personne³, quitte le camp de Servon et marche sur Vienne-le-Château pour traverser la Biesme et gagner de là, au milieu des bois, la Pierre Croisée, au-dessus de la Chalade.

IV. Mais le roi devait, cette fois encore, par sa fougue, imprudente, rompre les desseins du commandant en chef. Après avoir donné ses dernières instructions à Hohenlohe, le duc de Brunswick était parti de Servon et avait rejoint à Massiges le gros des troupes⁴. Il était midi. Frédéric-Guillaume allait se mettre à table.

¹ Massenbach, I, 76 ; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 67-68.

² Massenbach, *Mém.*, I, 71.

³ Hussards de Wolfradt, fusiliers de Gillern et de Forcade, chasseurs à pied, batterie volante de Schönemark.

⁴ Il avait auparavant gravi, entre Virginy et Malmy, la hauteur de Montremoy, pour observer au loin le camp français. Au pied du monticule, dans la plaine qui s'étend jusqu'à Berzieux, les hussards de Köhler escarmouchaient avec les hussards de Stengel. Les Français, dit Massenbach, étaient assez opiniâtres ; il semblait qu'ils eussent envie de repousser violemment nos avant-postes et de prendre eux-mêmes possession de la colline. Mais ils se replièrent ; les généraux se rendirent sur l'observatoire de Montremoy et purent voir très distinctement au delà de l'Aisne le camp ennemi ; on apercevait encore non loin de Vienne-la-Ville quelques feux de bivouac. Le Montremoy me parut être le mont Sinaï ; tout le peuple était au pied de la montagne et attendait la loi nouvelle. (*Mém.*, I, 72.)

Soudain se présente le lieutenant de Loucey, envoyé par le général Köhler ; il annonce que l'armée française quitte sa position de Sainte-Menehould : Köhler, en allant reconnaître les rives de la Bionne, a cru remarquer de grands mouvements à l'aile droite de l'ennemi. Cette nouvelle émut vivement Frédéric-Guillaume. Il s'imagina que Dumouriez, se voyant enveloppé, tentait de s'évader encore une fois, comme à Grandpré quatre jours auparavant. Il s'échauffa, dit Massenbach, comme le lion à qui semble échapper sa proie ; il n'avait pas encore eu l'occasion de faire briller son courage personnel et de regarder l'adversaire dans le blanc des yeux. En présence de Brunswick, sans le consulter, sans se soucier du plan du généralissime, Frédéric-Guillaume ordonne que l'armée se dirige aussitôt vers la route de Châlons pour barrer le passage à Dumouriez. Brunswick s'incline, comme toujours, et ne fait pas une seule objection ; peut-être croit-il, comme le roi, que le lieutenant de Loucey a dit vrai, que les Français, réveillés de leur sommeil, veulent se tirer à temps du réseau qui les entoure.

Mais au même instant le duc de Weimar et Heymann¹ entrent au quartier général. Charles-Auguste, accompagné de dix hussards d'Eben, s'est porté en avant de Massiges, à une lieue et demie du camp prussien ; il a vu de loin, à l'aide d'un excellent télescope anglais, la position de Dumouriez ; il déclare, ainsi que Heymann, qu'il n'a rien observé d'insolite, que l'armée française est immobile et semble rester sous ses tentes. Mais Frédéric-Guillaume s'était mis en tête que l'adversaire n'osait l'attendre et se dérobaient une seconde fois. Il répondit que le rapport du général Köhler lui paraissait exact et que les Français, comprenant l'imminence du danger, se hâtaient de décamper.

On se mit à table. Le duc de Weimar s'assit à côté de Frédéric-Guillaume. Pendant le repas, arrive le général Kahler. Il connaît la résolution du roi. Il prend peur, il craint les conséquences de cette marche subite, il veut dégager sa responsabilité. Il aborde Brunswick. Le duc, silencieux, lui montre de la main Frédéric-Guillaume. Köhler s'avance vers le roi ; il a vu, dit-il, quelque agitation à l'aile droite des ennemis, mais il n'ose affirmer qu'ils aient réellement l'intention de battre en retraite. Le duc de Weimar et Heymann appuient le témoignage du général Kahler, et assurent de nouveau qu'ils ont observé le camp français sans y remarquer le moindre mouvement.

Mais l'ordre était donné ; le roi ne le retira pas. Il était de ces caractères faibles qui croient être fermes lorsqu'ils ne sont qu'obstinés, et qui prennent l'entêtement pour de la force. Ses accès d'impatience et ses velléités belliqueuses lui semblaient des inspirations de génie militaire. Il persévéra dans son opinion et, en réalité, ce fut lui, et non Brunswick, qui mena ses troupes à Valmy².

V. L'armée prussienne devait passer à Massiges le reste de la journée. Des soldats de tous les régiments s'étaient dispersés dans les villages voisins pour chercher de l'eau, du bois et des vivres. On tirait des fourgons les batteries de cuisine, on mettait les chevaux au piquet. Massiges et ses alentours offraient l'animation et le tumulte d'un camp.

¹ Voir sur Heymann, *Invasion prussienne*, 119-120.

² Cp. sur cet épisode les *Mém.* de Massenbach, I, 94 et 105, sa conversation avec le général Köhler, la lettre du 17 sept. 1794 que Charles-Auguste de Weimar écrivait au major, App., 329-330, et Goethe, *Campagne de France*, 74-75. L'auteur du *Tableau historique* fait le même récit (II, 107).

Tout à coup, vers trois heures, l'armée reçoit l'ordre de marcher sans retard vers le sud. Hohenlohe venait d'entrer avec son détachement à Vienne-le-Château, il, avait passé la Biesme et approchait du village de la Placardelle, il allait se heurter aux troupes de Duval ; on lui commande de revenir sur ses pas, de l'autre côté de l'Aisne et de se diriger par Ville-sur-Tourbe et Virginy sur Somme-Bionne, où son avant-garde passera la nuit sous les armes, pour se remettre en marche au point du jour et gagner la route de Châlons. Parallèlement à l'avant-garde de Hohenlohe, l'armée royale, longeant la rive gauche de la Tourbe, se porte par Wargemoulin, Laval et Saint-Jean sur Somme-Tourbe. Plus loin, parallèlement à l'armée du roi et à l'avant-garde, le corps de Kalkreuth, auquel se joint la brigade du prince royal, s'avance par Perthes et Hurius sur Somme-Suippes. Clerfayt doit le suivre de près. Les équipages demeurent en arrière ; bagages, chariots, cent cinquante chevaux fatigués ou malades, voitures des commandants et des chefs supérieurs de l'armée, service des ambulances, tout ce qui peut retarder la marche des Prussiens, reflue sur les Maisons-de-Champagne, entre Rouvroy et Massiges. Le prince royal ne garde pas un cheval de main et ne retient près de lui que son brossier. Goethe laisse à son fidèle domestique, Paul Götze, sa chaise de poste et sa valise, enfourche un cheval, et se joint résolument aux officiers du premier escadron du régiment de Weimar. Les employés de la chancellerie et de l'intendance, les secrétaires du roi de Prusse et du généralissime, toutes les personnes de l'état civil de l'armée, restent aux Maisons de Champagne. Cette ferme isolée se transforme en un camp retranché ou, comme on dit, en une *Wagenburg* ou enceinte de voitures rangées les unes à côté des autres ; on n'y met, pour toute défense, qu'une pièce de 3, deux canons de 6 et le bataillon des fusiliers de Forcade¹.

On part en toute hâte, comme s'il s'agissait, non pas d'attaquer l'adversaire, mais de le fuir. On part, l'estomac vide, en maugréant contre l'état-major qui ne donne pas le temps au soldat de prendre un peu de nourriture². Le prince royal n'attendit même pas les hommes de sa brigade qu'il avait envoyés dans les villages des environs ; leurs camarades emportèrent leurs fusils et leurs sacs, et, lorsqu'ils revinrent, hors d'haleine, ils durent jeter à terre ce qu'ils avaient apporté et entrer aussitôt dans le rang³.

Les officiers de l'avant-garde ne cachaient pas leur désappointement. Ils comprenaient l'importance du mouvement dont Brunswick les avait chargés. Ils allaient s'enfoncer en pleine Argonne ; ils suivaient, rapporte l'un d'eux, la route

¹ Massenbach, *Mém.*, I, 77-78 ; *Réminiscences*, 157 ; Goethe, *Campagne de France*, 75 ; Hüffer, *Aus dem Nachlass Lombards*, 25 ; Témoin oculaire, II, 79.

² En chevauchant à côté de la colonne, on rencontrait plusieurs officiers de connaissance qui galopèrent ici et là pour hâter ou retarder la marche. On se causait, on s'arrêtait, on se groupait. Il se forma ainsi un cercle de douze personnes environ, connues et inconnues ; on questionna, on se plaignit, on s'étonna, on critiqua, on raisonna ; on ne pouvait pardonner au généralissime le dîner interrompu. Un joyeux compagnon souhaita une saucisse et du pain ; aussitôt un autre s'écria qu'il ne désirait qu'un rôti de chevreuil et une salade d'anchois ; tout cela ne coûtait rien, aussi ne se fit-on pas faute de pâtés, de friandises et des vins les plus exquis ; finalement, on eut un festin si complet qu'un de nous, dont l'appétit s'était réveillé outre mesure, maudit toute la société et déclara qu'il était absolument insupportable d'exciter et de torturer ainsi l'imagination, lorsqu'on manquait de tout. On se dispersa, et personne ne s'en trouva mieux. (Goethe, *Campagne de France*, 76-77.)

³ *Réminiscences* du prince royal, 157.

que prescrivait la raison et les règles de la guerre, et voilà qu'on leur faisait prendre un chemin opposé ! Ils n'avaient obéi qu'avec tristesse.

Leur inquiétude s'augmenta lorsqu'ils passèrent près de Montremoy et que Brunswick, qui venait sur la hauteur pour observer les positions françaises, fit appeler Massenbach. Jamais, assure le major, le duc n'avait eu l'air plus mécontent ; ses joues étaient brûlantes et ses yeux brillaient d'un éclat extraordinaire. **Notre avant-garde est là, dit-il à Massenbach. — La tête de la colonne est au pied de la montagne. — Avez-vous des guides ? — Oui, Excellence, j'ai quatre hommes du pays. — En voici deux encore, et ne les laissez pas échapper. — Mais, demanda Massenbach, le plan de Votre Excellence ne sera donc pas exécuté ? — Non, répondit le duc avec résignation, on trouve tout cela trop lent, on croit que l'ennemi décampe, on craint qu'il ne se dérobe, et, en conséquence, nous allons à droite.**

On peut s'imaginer, ajoute le major prussien, les pensées qui m'assaillirent. Il s'entretint durant la route avec ses guides. C'étaient des paysans de Virginy et de Wargemoulin. **Notre bon roi est mal conseillé, disait l'un d'eux, la reine se mêle du gouvernement et ne devrait pas s'en mêler, ce n'est pas l'affaire des femmes ; malheureusement, elle a plus d'esprit que le roi. Un autre racontait à l'officier la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes, tout près de là, de l'autre côté de la forêt : il l'aurait échappé belle, si les hussards qui devaient l'escorter, n'avaient pas eu peur des canons, et les canons n'étaient pas chargés !¹**

On était arrivé dans la plaine immense et désolée de la Champagne pouilleuse. Pas un bruit ne s'élevait ; tout paraissait immobile et muet. On ne voyait à l'horizon que de rares villages aux maisons blanches. Pas d'arbre, pas le moindre buisson ; le regard, écrit le prince royal, ne trouvait quelque variété que dans les faibles ondulations du terrain ; c'était **la vallée la plus triste du monde².**

La nuit vint, noire, profonde, sans lune et sans étoiles ; le vent soufflait avec rage. On avait recommandé le plus grand silence, car on s'imaginait que l'adversaire ignorerait jusqu'au dernier moment l'approche de quarante mille soldats. La marche silencieuse de cette longue file d'hommes dans les ténèbres avait je ne sais quoi d'étrange et de sinistre qui faisait battre le cœur du plus brave. **Nuit inoubliable, s'écrie Massenbach, dont l'obscurité était le symbole de notre propre obscurité politique-et stratégique !³**

Sur l'ordre de Frédéric-Guillaume, les troupes campèrent, en s'échelonnant à peu près sur le chemin de grande communication qui mène de Suippes à Valmy et que longe la ligne actuelle du chemin de fer : l'avant-garde à Somme-Bionne, le gros de l'armée à Somme-Tourbe, le corps de Kalkreuth et la brigade du prince royal à Somme-Suippes⁴.

¹ En français dans l'original, Massenbach, *Mém.*, I, 80.

² Mot de Goethe, *Campagne de France*, 76 ; comparez les *Réminiscences* du prince royal, 157.

³ Goethe, *Campagne de France*, 76 ; Massenbach, *Mém.*, I, 80 ; Laukhard, III, 151.

⁴ Le département de la Marne et surtout l'arrondissement de Sainte-Menehould renferment un certain nombre de villages et de hameaux dont le nom commence par le mot Somme et qui sont toujours situés à la source d'une rivière. C'est près de Somme-Bionne, de Somme-Puis (ou Sompuis), de Somme-Py, de Somme-Suippes, de Somme-Tourbe, de Somme-Vesle, de Somme-Yèvre que la Bionne, le Puis, la Py, la Suippe, la Tourbe, la Vesle et l'Yèvre prennent leur source. Citons encore, dans la Meuse,

Le roi coucha dans l'unique auberge de Somme-Tourbe. Le duc de Brunswick établit son quartier général à la porte de l'hôtellerie, sous une tonnelle. Les émigrés, qui suivaient l'état-major de Frédéric-Guillaume, s'emparèrent rapidement, en Français avisés, de tous les œufs du village. Goethe entra dans une maison et découvrit, au fond de la cave, quelques bouteilles de bon vin qu'il offrit à ses camarades¹. A Somme-Suippes, Kalkreuth, le prince royal et son frère, les officiers de l'état-major trouvèrent de la viande froide chez un meunier et dormirent dans la même chambre, près d'un bon feu de cheminée, les uns à côté des autres, sur la paille qui jonchait le plancher. A Somme-Bionne, Hohenlohe et ses officiers couchèrent sur la dure, près d'un petit feu, derrière le bataillon de fusiliers de Renouard. Partout, sur la longue ligne qu'occupait l'armée prussienne, les soldats mirent leurs fusils en faisceaux et passèrent la nuit en plein air. Le froid était très vif ; ils allumèrent d'énormes brasiers ; ils brûlèrent, pour se chauffer, des fermes entières, en promenant des brandons de paille dans les écuries et les granges. Ils coururent de tous côtés pour ramasser des vivres et parvinrent à ramener plus de cent cinquante bêtes de toute sorte. Des officiers voulurent les rappeler au sentiment de la discipline et leur défendre le pillage et l'incendie. Leurs efforts furent inutiles ; on était à la veille d'une bataille ; les généraux même, assis tranquillement auprès des feux de bivouac, regardaient, sans dire un mot, les soldats aller et venir, plumer la volaille qu'ils avaient dérobée, livrer à la flamme tout ce qu'ils trouvaient, chaises, tables, armoires, tonneaux, jusqu'aux portes des maisons et au bois des voitures².

C'est ainsi que dans la nuit qui précéda le combat de Valmy, les Prussiens allaient à la rencontre des Français, tout droit et tête baissée, sans faire une seule reconnaissance, sans envoyer en avant un officier d'état-major pour étudier le terrain, sans former un plan de bataille. Frédéric-Guillaume croyait surprendre et accabler aisément l'adversaire. Brunswick, voyant les soldats jeter les échelas à pleines poignées dans leurs feux, les blâmait de faire une flamme trop ardente qui dénonçait leur présence. Mais l'alarme était déjà donnée dans le camp de l'avant-garde ennemie ; à Somme-Bionne, des sentinelles du bataillon de Renouard aperçurent, à quelque distance, une vedette française et tirèrent sur elle sans l'atteindre ; notre marche, dit Massenbach, était désormais connue, et l'adversaire eut le temps de se préparer pour nous faire le lendemain une digne réception³.

Sommainsne, Sommedieue et Sommelongne aux sources de l'Aisne, de la Dieue et de la Lonne.

¹ C'est un des récits les plus piquants de sa froide *Campagne de France* (80-81). Tout près du feu j'aperçus une pesante et forte herse ; je m'assis dessus et glissai par dessous mon manteau mes bouteilles entre les dents de la herse. Au bout de quelque temps je sortis une bouteille, et mes voisins poussant des exclamations, je leur offris de la partager avec eux. Ils burent à longs traits, le dernier modérément, car il voyait bien qu'il ne me laissait que peu de chose. Je cachai la bouteille à côté de moi, sortis bientôt après la seconde, et bus à la santé de mes amis qui s'en régalerent encore une fois sans remarquer d'abord le miracle. Mais, à la troisième bouteille, ils crièrent au sorcier...

² Goethe, *Campagne de France*, 77-79 ; *Réminiscences*, 158 ; Massenbach, *Mém.*, I, 81 ; *Témoin oculaire*, II, 81-82 ; Laukhard, III, 151-152.

³ Massenbach, I, 81 ; Goethe, *Campagne de France*, 78.

CHAPITRE IX

VALMY

I. Valmy¹, l'Yvron, la Lune. — **II.** Kellermann à Dommartin-la-Planchette (19 septembre). — **III.** Marche de l'avant-garde de Hohenlohe. Les premiers coups de canon. Valence à la Lune. — **IV.** Embarras de Kellermann. Encombres. Le tertre de Valmy. Dispositions habiles de Dumouriez. — **V.** Massenbach et Forstenbourg à la Lune. Attaque de Chazot. — **VI.** Arrivée de l'armée prussienne sur le plateau. Spectacle qu'offre l'armée française. Il faut assaillir le moulin. Hésitations de Brunswick et du roi. — **VII.** L'artillerie placée par Tempelhof. Déploiement de l'armée prussienne. En avant. — **VIII.** *Vive la nation !* Enthousiasme des troupes. Le *Ça ira*. Le feu de l'artillerie française. Témoignage du prince royal. Les Prussiens font halte. — **IX.** Canonnade de plus en plus vive. Goethe et la fièvre du canon. Bravoure du roi de Prusse. Intrépidité de Kellermann et de ses lieutenants. Dumouriez à la butte du moulin. — **X.** Explosion de caissons. Instant très critique. Massenbach et Brunswick. Les Français remis de leur émoi. Intensité de la canonnade. Résolution de Brunswick. Entretien avec Manstein et le roi. Tentative d'embauchage. — **XI.** Stengel sur l'Yvron. — **XII.** Conversion à

1 Sur Valmy, voir le mémoire de Kellermann (arch. guerre), *l'Exposé de sa conduite*, 1793, son rapport du 21 septembre publié dans le *Moniteur* du 24, sa lettre confidentielle du même jour à Servan, *l'Esquisse de sa carrière militaire* rédigée sur ses notes par Botidoux ; les mémoires du général Pully et de Gobert (arch. guerre), les *Mém.* de Belliard et de Dumouriez. Tous les historiens ont reproduit, après l'auteur du *Tableau historique* et Toulangeon, le mémoire souvent inexact de Kellermann et négligé les sources prussiennes : Massenbach, Minutoli, le prince royal, le témoin oculaire, Strantz, Laukhard, la *Geschichte der Kriege in Europa* et la *Relation*, écrite à Hans le 24 septembre, au quartier général de Frédéric-Guillaume, des mouvements des armées combinées autrichienne et prussienne depuis la prise de Verdun jusqu'à la canonnade de Valmy. Cp. encore le fragment des *Mémoires* de Caraman (*Revue contemporaine* du 15 novembre 1853), le récit de Nassau-Siegen (*Feuillet de Conches*, VI, p. 353-355), Boguslawski, *Leben des Generals Dumouriez*, II, p. 45-53 ; Laugier et Carpentier, *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, 1837 (la précision des renseignements et leur concordance avec les relations allemandes me font croire qu'ils ont été fournis par Louis-Philippe lui-même). Le dépôt de la guerre possède deux travaux sur le combat de Valmy ; le premier, intitulé *Programme du combat de Valmy*, est dû au colonel Miot ; il est fort consciencieux et accompagné de notes abondantes ; le colonel a la bonne foi de reconnaître qu'il a trouvé dans les pièces dont il disposait, beaucoup d'*inexactitude* et de *confusion* ; mais lui aussi n'a pas connu les documents allemands ; le second travail, *Mémoire sur la campagne de 1792, comprenant la bataille de Valmy*, a pour auteur le chef d'escadron d'état-major Kieffer qui s'est contenté de reproduire le rapport de Kellermann et des passages entiers de l'Histoire de Sainte-Menehould de Buirette.

droite. Fin de la canonnade. Tardive arrivée de Clerfayt. Orage. Fatigue et consternation. Un mot de Wolfradt. Paroles de Gœthe et de Massenbach. Entretien de Brunswick et de Caraman. — **XIII**. Kellermann à Dampierre. — **XIV**. La journée du 20 septembre, son importance et ses résultats. — **XV**. Motifs qui déterminèrent Brunswick à suspendre l'attaque. Causes du succès des Français.

I. Deux lignes de hauteurs, d'une glaise aride, s'élèvent parallèlement l'une à l'autre en avant de Sainte-Menehould, à droite de la grande route qui mène à Châlons, non loin de la Bionne. La première ligne servait de camp à l'armée de Dumouriez¹. La seconde est séparée de la première par une vallée assez étroite, couverte à cette époque de profonds marécages, et comprend deux hauteurs : le mont d'Yvron et le tertre de Valmy.

Le mont d'Yvron — ou l'Yvron — s'étend entre la Bionne et la butte de Valmy. Le tertre de Valmy, séparé de l'Yvron par une prairie où coule, durant quatre mois de l'année, le petit ruisseau de Coupré, doit son nom au village qui se cache derrière lui, dans le bas du vallon². Sa crête est étroite et escarpée ; elle était alors couronnée d'un moulin à vent qu'on voyait de très loin³. Durant la journée du 20 septembre, l'Yvron devait être occupé par l'avant-garde de Dumouriez, et le tertre de Valmy, ou, comme on disait à cette époque, la *butte du moulin*, par le gros de l'armée de Kellermann.

A gauche du chemin qui conduit de Sainte-Menehould à Châlons et assez près de ce chemin, coule, parallèlement à la Bionne, la petite rivière d'Auve qui prend sa source près du village d'Auve et se jette dans l'Aisne à Sainte-Menehould. Elle traverse successivement Auve, Saint-Mard, La Chapelle, Gizaucourt, Dampierre, et reçoit, un peu au-dessous de Dampierre, un affluent, le ruisseau de l'Yèvre, sur lequel est situé le village de Voilemont. Gizaucourt et son château joueront un rôle dans le combat du 20 septembre ; l'extrémité de l'aile gauche de Kellermann s'étendra jusque là. Dampierre, sur l'Auve, et Voilemont, sur l'Yèvre, fourniront, le lendemain de Valmy et pendant les dix derniers jours de septembre, une solide position à l'armée du Centre.

La grande route de Sainte-Menehould à Châlons laisse donc à droite l'Yvron et — à une petite lieue — le village de Valmy, à gauche Dampierre-sur-Auve et Gizaucourt. Elle passe par Dommartin-la-Planchette, Orbeval et la Lune, pour descendre de là, presque en ligne droite jusqu'à Châlons, à travers une grande et triste plaine dont le sol crayeux commence à se couvrir de sapinières. C'est la route que Louis XVI avait suivie quinze mois auparavant, et suivie par deux fois, la première fois en plein silence, heureux et se livrant à l'espoir⁴, la seconde fois, abattu, désespéré, environné de gardes nationaux qui venaient en foule des villages du Clermontois, au son du tocsin, brandissant leurs fusils et leurs faux,

¹ Cp. le chapitre *Montcheutin*.

² De là le nom de Valmy (mi val). Ce village a 380 habitants ; il est à 12 kilomètres de Sainte-Menehould et à 4 kilomètres de la route nationale ; il est si bien caché par la hauteur qu'on voit à peine la flèche du clocher, et, le 20 septembre 1792, il ne reçut aucune atteinte de la canonnade.

³ Toutefois, ce moulin, disparu depuis, s'élevait, non pas au sommet du tertre, à l'endroit où l'on érigea la pyramide, mais un peu plus bas, à l'entrée du chemin creux qui mène au village. Michelet dit fort bien que le tertre de Valmy est *une espèce de promontoire, de mamelon avancé*.

⁴ Mme de Tourzel, *Mém.*, I, 313.

criant non pas *vive le roi* mais *vive la nation* et *vivent les patriotes*. Orbeval était alors la première maison de poste avant Sainte-Menehould ; c'est là que l'inquiétude avait saisi les fugitifs qui ne voyaient venir aucun des détachements promis par M. de Bouillé. C'est à Sainte-Menehould que le maître de poste Drouet avait reconnu Louis XVI. C'est à la descente de Dommartin-la-Planchette, au bas de la Grèverie, que le comte de Dampierre, seigneur de Hans, avait été massacré sous les yeux de la famille royale, qui reprenait captive le chemin de Paris et peut-être, le 22 juin 1791, en passant pour la seconde fois à Orbeval, Louis XVI vit-il à droite de la route le moulin de Valmy. Il ne se doutait guère que sa destinée se déciderait irrévocablement l'année suivante près de ce moulin, et qu'au milieu des mornes plaines qu'il traversait, l'armée étrangère, désormais son unique espoir, viendrait s'épuiser dans l'inaction, la misère et la faim.

La route, en partant d'Orbeval¹, s'élève par une longue rampe jusqu'à l'endroit où aboutissent deux chemins de traverse, celui de Somme-Bionne et celui de Gizaucourt. Ce carrefour porte le nom de la Lune qu'il doit, dit-on, à sa forme circulaire². On aperçoit de là Orbeval, Dommartin-la-Planchette, le tertre de Valmy et la chaîne de l'Argonne qui dessine dans le lointain ses sommets boisés. Il y avait alors au bord de la route une maison isolée qu'on nommait l'auberge — ou la cense — de la Lune³.

Ce lieu est très aride, sans plantation et sans ombrage, sans ruisseau, sans la moindre source ; il faut chercher l'eau jusqu'aux villages de Gizaucourt, de La Chapelle et de Saint-Mard où passe la rivière d'Auve. Au nord-est s'étend une plaine immense très fertile en froments ; mais au sud-ouest le sol, formé d'un calcaire crayeux, que recouvre à peine une légère couche de terre végétale, ne produit que des seigles et des marsages ; aussi, la limite de ce terroir stérile a-t-elle reçu le nom expressif de *marche à famine*. C'est sur ce plateau triste et désolé, le plateau de la Lune, que l'armée prussienne s'établit dans la journée du 20 septembre ; c'est de là que son artillerie canonna le tertre de Valmy ; c'est là qu'elle campa durant dix jours, en proie au découragement et à la dysenterie, dans de boueux bivouacs.

II. Kellermann était arrivé le 18 septembre à Dampierre-le-Château, dans la vallée de l'Yèvre, à quatre lieues de Sainte-Menehould. Il avait avec lui dix-sept bataillons d'infanterie et trente escadrons, en tout seize mille hommes⁴. Il se hâta, sur le conseil de Dumouriez, d'envoyer au camp de Braux quelques détachements dont l'arrivée remplit les soldats de confiance et de joie ; l'armée des Ardennes était certaine désormais que l'armée du Centre venait à son secours et combattait avec elle⁵.

¹ Orbeval forme aujourd'hui un écart de Valmy.

² Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 606.

³ Elle a été démolie il y a quelques années (en 1854 ou en 1855), et les matériaux servirent à construire une des fermes de Maigneux. La Lune est à 10 kilomètres de Sainte-Menehould, à 4 kilomètres de Dommartin-la-Planchette, à 2 kilomètres d'Orbeval et à 1 kilomètre de Gizaucourt ; c'est pourquoi Dumouriez dit dans ses *Mémoires* *hauteur de Gizaucourt* pour *hauteur de la Lune* et réciproquement.

⁴ Kellermann à Servan, 17 septembre (arch. guerre). Voir ci-dessus, chapitre précédent, les troupes qu'il avait laissées à Sampigny, à Poigny, à Vitry-le-François et à Bar-le-Duc.

⁵ Dumouriez à Devaux, lettre citée par Ternaux, IV, 539 ; elle est aux *arch. nat.*, W, 271, doss. 36, p. 5.

Le lendemain, 19 septembre, les troupes de Kellermann passèrent l'Auve en deux colonnes, l'une par Dampierre-sur-Auve, l'autre par Gizaucourt, et campèrent tout près de la grande route de Châlons, à Dommartin-la-Planchette¹. Dumouriez avait indiqué cette position à son collègue ; elle était, à l'entendre, excellente et formait potence ; en l'occupant, Kellermann se plaçait à sa gauche.

Les mouvements de Kellermann étaient à peine terminés qu'il reconnut le désavantage de sa position. Il avait à dos l'Auve et les marais fangeux qui couvraient alors les deux bords de la rivière ; sa droite était séparée de Dumouriez par un étang, l'étang le Roi, et sa gauche, dominée par la hauteur de Valmy. Comment ferait-il sa retraite s'il était battu ? Se replierait-il sur l'armée de Dumouriez ? Regagnerait-il la rive droite de l'Auve ? Mais en se rabattant sur Dumouriez, ses troupes n'avaient d'autre passage qu'une sorte de défilé entre l'étang le Roi et la rivière. Il fallait donc repasser l'Auve au pont de Dampierre. Mais la chaussée qui menait à ce pont était défoncée par les averses et remplie d'ornières si profondes que l'artillerie et les équipages n'avanceraient qu'avec d'extrêmes difficultés. En outre, le pont était mauvais et tellement étroit, que les fantassins devraient y défiler deux de front, et les cavaliers, homme par homme. Enfin, ne pouvait-on craindre que l'ennemi, se portant à la maison de la Lune, et marchant par sa droite, ne vint passer l'Auve à Gizaucourt, occuper le village de Voilemont, couper aux deux armées françaises la route de Vitry en même temps que celle de Châlons ?

Kellermann condamna sur-le-champ sa position². Il se rendit à Sainte-Menehould, et déclara nettement à Dumouriez, en présence de l'état-major, qu'il se retirerait le lendemain au delà de l'Auve, et camperait sur les hauteurs de Dampierre et de Voilemont ; il voulait, disait-il, conserver à tout prix ses communications avec Châlons, et Châlons était le point essentiel que ses instructions lui commandaient de protéger. Dumouriez ne fit aucune objection à son collègue, qu'il savait très pointilleux et que Servan avait négligé de mettre sous ses ordres. Mais il l'engagea vivement, si les Prussiens l'attaquaient, contre toute prévision, à prendre son champ de bataille sur les hauteurs de Valmy et de la Lune. De retour à son quartier-général, Kellermann ordonna que les équipages repasseraient l'Auve le lendemain de grand matin, et les troupes, une heure après.

Telle était la position des Français le 19 septembre au soir. L'armée des Ardennes campait à Braux-Sainte-Cohière, et l'armée du Centre à Dommartin-la-Planchette, toutes deux à droite de la grande route. Kellermann avait laissé son quartier-général à Dampierre-sur-Auve et fait occuper Gizaucourt par le 1er régiment de dragons. Son avant-garde, sous les ordres de Deprez-Crassier,

¹ Ou le petit pont. Le duc de Chartres coucha dans la maison du maire. Il revint en 1831 à Dommartin. Le maire de 1792 vivait encore et administrait toujours le village. Il était revêtu d'un habit qu'il avait prêté à son hôte trempé de pluie et n'ayant pas de quoi changer ; cet habit, soigneusement renfermé depuis cette époque, n'avait revu le jour que pour cette occasion solennelle (*Moniteur* du 11 juin 1831).

² C'est son expression (lettre à Servan du 21 septembre) ; elle prouve que Dumouriez accuse à tort Kellermann d'avoir confondu son instruction et pris son champ de bataille pour son camp. *Mém.*, I, 289. D'ailleurs, le 18 septembre, Dumouriez lui écrivait : Vous ne pouviez pas arriver plus à propos. Vous pouvez vous étendre sur les hauteurs de Dommartin-la-Planchette : la droite vers l'étang le Roi et la gauche dans la direction du moulin de Valmy, laquelle position vous mettra dans le cas de prendre en flanc les colonnes attaquant du côté de l'ennemi. (Papiers de Dumouriez. *Arch. nat.*, F⁷ 4598).

s'était portée vers le village de Hans, sur la Bionne, au pied du mont d'Yvron ; celle de Dumouriez, commandée par Stengel, avait reculé devant les hussards prussiens et s'était établie à la fois sur l'Yvron et sur le tertre de Valmy¹.

III. L'avant-garde prussienne avait passé la nuit du 19 au 20 septembre à Somme-Bionne. Elle se mit en marche le lendemain, entre six et sept heures du matin, en deux colonnes. Le duc de Brunswick était venu lui-même donner ses instructions au prince de Hohenlohe. Comme la veille, on n'avait qu'un seul but, rejoindre la route de Châlons en tenant toujours la crête des hauteurs. Une pluie fine et froide tombait depuis la pointe du jour, et un brouillard épais enveloppait la contrée d'un voile impénétrable. Hohenlohe et son chef d'état-major Massenbach déployèrent la carte de Cassini, et ordonnèrent aux paysans qui leur servaient de guides, de les mener droit à Maigneux². C'était une ferme située sur l'emplacement d'un village détruit par les Anglais au temps de Charles VII ; elle est à 800 mètres de la grande route et à 1.500 mètres de la maison de la Lune.

Les têtes des deux colonnes marchaient à la même hauteur. La première colonne était composée des hussards de Wolfradt et des dragons de Schmettau que suivait la batterie volante de Schönermark, des bataillons de fusiliers Renouard et Müffling, de la batterie de Decker, des régiments d'infanterie Hohenlohe et Kleist, enfin de la batterie Ostendorf. La seconde colonne comprenait les hussards de Köhler, deux bataillons de mousquetaires Vittinghoff, le premier bataillon de Wolframsdorf, et les trois batteries de Hüsser, de Puttkammer et de Berneck³.

L'avant-garde avait fait à peine quelques centaines de pas et Massenbach qui la précédait, causait avec le lieutenant de hussards Zawazky, lorsque retentirent des coups de canon, les premiers de la journée. Les artilleurs de Deprez-Crassier, postés en avant du mont d'Yvron, entre Hans et Valmy, ouvraient le feu sur la ligne sombre qu'ils voyaient se mouvoir au loin à travers la brume.

Mais Hohenlohe ne riposte pas. Il poursuit sa marche vers Maigneux et s'arrête à quelque distance de la ferme. Il porte sa cavalerie à droite du chemin de traverse qui mène à la grande route. Il place à gauche, près d'un bouquet de buissons⁴, les bataillons de fusiliers Renouard et Müffling, et derrière eux toute son infanterie. Il établit en avant des fusiliers la batterie volante de Schönermark, qu'il charge de canonner l'avant-garde ennemie dans la direction du mont d'Yvron. Mais une vapeur de plus en plus dense, couvrant la plaine, dérobe aux Prussiens la vue de l'adversaire, et la batterie française n'apparaît qu'à de rares intervalles, lorsque le vent fait çà et là une trouée dans le brouillard.

Tout à coup, pendant que les boulets qui parlent de l'Yvron, tombent au hasard sur la gauche de l'avant-garde prussienne, une grêle de projectiles s'abat sur sa droite. Une autre batterie française vient de s'installer sur la route de Châlons, à

¹ Lettre du fils de Kellermann à Lachasse de Werigny (arch. guerre, classé au 21 septembre) et *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 56.

² Maigneux, ou, comme on disait alors, la Garenne-Maigneux, écart de Valmy, se compose aujourd'hui de trois fermes.

³ Voir sur ce prologue de la journée les *Mémoires* de Massenbach, I, 81-83 et Minutoli, *der Feldzug*, p. 245-247.

⁴ A peu près dans le prolongement de la ligne de l'aile de l'Yvron (Joinville, *Campagne de 1792 en France*, p. 48).

l'embranchement du chemin de traverse et de la chaussée nationale, près de l'auberge de la Lune. Au milieu du nuage grisâtre qui s'étend sur le plateau, les Prussiens voient s'agiter de gros points noirs, et surgir par instants le toit d'une maison.

C'était la réserve de l'armée du Centre. Pris au dépourvu, forcé de changer de terrain et d'improviser tant bien que mal son ordre de bataille, désireux de gagner quelques heures, Kellermann envoyait sa réserve sur la hauteur de la Lune et la chargeait de soutenir son avant-garde et de couvrir par une vigoureuse diversion les mouvements de son armée qui occuperait, pendant ce temps, ses positions de combat.

Valence était à la tête de cette réserve composée des deux régiments de carabiniers, de quelques escadrons de dragons et de quatre bataillons de grenadiers. Il déploie ses troupes sur une seule ligne en avant de la grande route. Il place près de l'auberge de la Lune deux compagnies d'artillerie à cheval. Sans ce mouvement de Valence, la journée se terminait peut-être par la défaite des Français. Aussi Kellermann louait-il le lendemain la valeur, le sang-froid et les talents militaires de son lieutenant : [M. de Valence a contenu longtemps les ennemis sur une hauteur en avant de celle où je formai mes troupes.](#)

La canonnade engagée par l'artillerie de Valence fut extrêmement violente¹. Elle força l'avant-garde de Hohenlohe à suspendre sa marche et fit reculer un des meilleurs corps de la cavalerie prussienne.

Pendant que le prince de Hohenlohe postait son avant-garde près de Maigneux, la brigade que commandait le duc Charles-Auguste de Weimar précédait le gros de l'armée et s'avavançait au grand trot. Elle se composait de quinze escadrons et menait avec elle la batterie volante du capitaine Meyer. Le duc courait droit à la route de Châlons. Emporté sans doute par son ardeur et oubliant les ordres de Brunswick, il franchit la chaussée ; c'était, dit Goethe qui chevauchait aux premiers rangs, une allée de beaux et grands peupliers. Mais, tandis que les escadrons de Weimar, d'Eben et de Normann galopent ainsi dans la brume et, selon le mot du poète, dans le gris et l'inconnu, l'artillerie de Valence tire sur eux à toute volée. Surprise, déconcertée, ne voyant pas au milieu du brouillard la hauteur de la Lune d'où part cette décharge inattendue, la cavalerie prussienne prend la fuite et regagne la route en toute hâte ; [les manteaux blancs suivaient une direction parallèle à la croupe de leurs chevaux](#)².

Le commencement de la journée n'était pas de bon augure. On allait soutenir, avoue Caraman, une lutte sérieuse, et l'action militaire devenait la seule possible. Hohenlohe, alarmé par la déroute des escadrons de Weimar et craignant une attaque de la cavalerie française, fait avancer les hussards de Wolfradt et les place à l'extrémité de son aile droite ; mais il importe surtout de réduire au silence le canon de Deprez-Crassier et de Valence.

Sur l'ordre du prince, les batteries de Decker et de Berneck se portent en avant de l'infanterie et ouvrent leur feu vers l'Yvron, pendant que les batteries volantes

¹ Massenbach, *Mém.*, I, 83.

² Goethe est assez obscur sur cette déroute de la cavalerie que commandait son protecteur et ami le duc de Saxe-Weimar ; mais on peut croire Massenbach, *Mém.*, I, 83, et Minutoli, *der Feldzug*, 247, qui, tous deux, emploient, en parlant de la fuite de ce corps de cavalerie, le mot *zurückprallen* ; cp. Laukhard, III, 156 ; Peltier, 54 ; cp. aussi Nassau-Siegen, 353 ; le mot sur les [manteaux blancs](#) est de Massenbach.

de Schönermark, de Hüsser et de Meyer dirigent tous leurs efforts contre la Lune qu'elles prennent en flanc. Mais l'artillerie française répond vigoureusement à l'artillerie prussienne. La canonnade, dit le chef d'état-major de Hohenlohe, dure longtemps et sans intermission avec la plus grande activité. Enfin, vers huit heures et demie, la batterie établie en avant de l'Yvron ne riposte plus et celle de la Lune, vaincue par les feux croisés de trois batteries, abandonne la hauteur.

Pendant que l'avant-garde de Deprez-Crassier se retire sur le camp de Dommartin-la-Planchette, toute la réserve que commande Valence, grenadiers, dragons, carabiniers, canonniers, se replie sur le gros de l'armée et descend dans la plaine entre Orbeval et l'Auve. Mais la résistance de cette réserve a été, selon le mot de Massenbach, opiniâtre ; les grenadiers n'ont pas fléchi ; les carabiniers, reconnaît Nassau-Siegen, ont essuyé un feu très vif sans éprouver le moindre désordre ; l'un d'eux, un officier, égaré dans le brouillard et fait prisonnier, fut amené au roi de Prusse, et l'état-major admira sa haute taille et sa figure martiale ombragée du bonnet à poil¹.

La marche de l'avant-garde prussienne sur la ferme de Maigneux, la canonnade qu'elle engage contre l'artillerie française postée en avant de l'Yvron et à la maison de la Lune, le mouvement de Valence et la belle contenance des troupes qui fait présager celle de l'armée entière, tels sont les premiers événements de la journée du 20 septembre. Quelques coups de canon isolés s'échangent encore de part et d'autre ; mais, en réalité, la lutte est interrompue. Pendant que Hohenlohe attend l'arrivée de l'armée prussienne qui suit avec une extrême lenteur le mouvement de son avant-garde, Kellermann range et dispose ses troupes. Les deux adversaires semblent profiter du brouillard qui dure encore pour se préparer, l'un à l'attaque, l'autre à la défense.

IV. Il était sept heures du matin, lorsque Kellermann connut l'approche des Prussiens². Il n'avait pas prévu cette arrivée subite de l'ennemi ; j'étais bien loin

¹ Massenbach, I, 83 ; Minutoli, *der Feldzug*, 247 (tous deux emploient le mot *hartnäckig*) ; Caraman, *Mém.*, 15 : *renagement fut vif et opiniâtre* ; Nassau-Siegen, 353 ; *Réminiscences*, 159.

² A l'entendre, et comme l'ont répété après lui tous les historiens français, Kellermann serait arrivé à cinq heures du matin sur la hauteur de Valmy et les Prussiens se seraient établis sur la hauteur de la Lune à six heures ; le brouillard se serait dissipé vers sept heures ; l'explosion des caissons aurait eu lieu à dix heures, et la marche des colonnes d'attaque, à onze. Ce récit est démenti par les relations allemandes, et un seul fait le réfute ; Kellermann écrivait dans la matinée du 20 septembre le billet suivant à Dumouriez : *Je vous prévien, mon cher général, que M. Deprez-Crassier m'a rendu compte qu'on lui avait rapporté qu'il marchait une colonne d'ennemis à une lieue de son poste et quelques instants plus tard, cet autre billet : M. Crassier vient de me mander, mon cher général, que ses postes avancés sont attaqués par les hussards et qu'une colonne de cavalerie marche sur sa gauche ; si c'est une troupe égale à la sienne, il l'attendra, et si elle est supérieure, il se repliera sur moi. En conséquence, je vais m'y rendre sur le champ* (Arch. nat., papiers de Dumouriez). Or, le premier de ces billets est daté de sept heures du matin, et à ce moment Kellermann n'avait pris évidemment aucune disposition. D'ailleurs, le général Pully dit dans son mémoire que les soldats de sa brigade *montèrent à cheval sur les huit heures* et les auteurs de la Vie anecdotique de Louis-Philippe assurent qu'il était près de huit heures lorsque le duc de Chartres arriva au moulin. Kellermann n'a donc pu établir le gros de l'armée sur le tertre de Valmy que dans la matinée, de huit à onze heures, — et non, comme il voudrait le faire croire, dès cinq heures, — grâce au brouillard et à l'immobilité de l'ennemi. Relisons sa lettre du 21

de croire, dit-il dans son rapport, qu'une aussi grande partie de l'armée alliée eût passé par la trouée de Grandpré. Il comptait réparer dans la matinée la faute de la veille et prendre une meilleure position, celle qu'il prit après la bataille, à Dampierre-sur-Auve et à Voilemont. L'apparition soudaine des ennemis rompait, ses desseins. Il n'avait plus le temps de passer l'Auve ; c'était exposer l'armée au plus affreux désordre, l'engager au milieu des marais, la livrer à l'adversaire qui la foudroierait sans péril du haut des monticules voisins. Il valait mieux se porter hardiment en avant de l'Auve à la rencontre des assaillants. Bientôt tout est en rumeur dans le camp de Dommartin-la-Planchette ; on prend les armes, on sonne le boute-selle, on plie les tentes, les équipages partent au grand trot par la chaussée de Sainte-Menehould et se retirent à une lieue en arrière de l'aile gauche de Dumouriez.

Mais il y eut durant plusieurs heures de grands encombrements d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie. Rien n'avait été prévu, raconte le général Pully, les ordres furent envoyés au hasard, et l'armée se rassembla sans qu'on eut examiné ni reconnu la position¹. Heureusement le gros de l'armée prussienne ne se mit en marche que très tard et n'avança que fort lentement ; heureusement Deprez-Crassier avec son avant-garde et surtout Valence avec sa réserve empêchèrent Hohenlohe de gagner du terrain. Pendant ce temps, Kellermann cherchait, selon son expression, son champ de bataille. Il se souvenait de la recommandation de Dumouriez, d'occuper, en cas d'attaque, le tertre de Valmy et peut-être Stengel, qui se trouvait en personne sur cette hauteur, lui fit-il dire que l'armée du Centre, attaquée à l'improviste, ne pouvait occuper une meilleure position. Il ordonne donc à sa seconde ligne, commandée par Muratel, de remonter la plaine et de s'établir à la butte du moulin, sous la protection de dix-huit pièces d'artillerie. Le duc de Chartres prend les devants et dirige le mouvement de l'infanterie. Il atteint le moulin vers huit heures. Stengel l'attendait avec impatience, *Arrivez donc*, lui crie de loin l'impétueux général, je ne puis quitter ce poste sans être relevé, et pourtant, si je ne devance pas les Prussiens là-dessus — et en disant ces mots, il montrait la côte d'Yvron — *nous serons écrasés ici tout à l'heure !* et, sans perdre un instant, laissant son infanterie le suivre comme elle peut, il part au grand trot avec ses escadrons et les deux compagnies d'artillerie volante attachées à l'armée des Ardennes, celles des capitaines Barrois et Hanicque² ; il traverse rapidement le village de Valmy et le vallon où coule le Coupré, et s'installe sur le mont d'Yvron pour y demeurer toute la journée³.

septembre au ministre de la guerre ; après avoir raconté que Deprez-Crassier s'est replié sur lui en combattant avec valeur et que Valence a longtemps résisté, il ajoute *je me suis alors rangé en bataille* ; or Valence a quitté la Lune vers huit heures et demie. Kellermann avance tous ses mouvements pour rendre sa résistance plus longue et plus glorieuse. Il place, par exemple, l'explosion des caissons dans la matinée, parce que, dans l'après-midi, elle dérange, pour ainsi dire, la belle ordonnance de la journée. Il grossit le nombre de ses adversaires, prétend que Clerfayt prit part à l'action et amoindrit considérablement le rôle de Dumouriez et de ses lieutenants.

¹ Mémoire du général Pully (arch. guerre).

² La cinquième et la septième batterie à cheval.

³ Ces détails, qui paraissent vrais, sont tirés de la *Vie anecdotique de Louis-Philippe* (p. 59-60) ; voir d'ailleurs plus loin le mot de Frégeville sur Stengel et la fière déclaration de Stengel : *La position de la côte d'Yvron que j'ai choisie*. Kellermann dit, dans son mémoire qu'il avait *trouvé Stengel au moulin de Valmy* ; de même Botidoux, *Esquisse de la carrière militaire de Kellermann*, p. 23-24.

La droite de Kellermann était couverte par l'avant-garde de Stengel. Mais il fallait pourvoir à la sûreté de sa gauche. Déjà, à la pointe du jour, des hussards de Köhler, galopant avec audace au milieu du brouillard, avaient traversé la grande route et poussé jusque derrière le quartier-général de Kellermann, au village de Gizaucourt où campait en sécurité le 1er régiment de dragons, commandé par le colonel Tolozan. Ces dragons n'avaient eu que le temps de monter à cheval et de sortir du village en abandonnant leurs équipages aux hussards prussiens qui s'étaient retirés aussitôt¹. Sur l'ordre de Kellermann, quelques escadrons de chasseurs à cheval et deux bataillons d'infanterie allèrent, au delà du grand chemin, se poster sur les bords de l'Auve et de l'Yèvre, soit à la ferme de Maupertuis, soit dans le village et le château de Gizaucourt².

Sa première ligne restait en bataille au camp de Dommartin-la-Planchette. Kellermann ne connaissait pas encore le dessein et les forces de l'ennemi. Avait-il devant lui l'armée entière de Brunswick ? Les Prussiens allaient-ils l'attaquer avec toutes leurs forces ou n'opérer contre lui qu'une simple démonstration et assaillir Dumouriez en tournant Gizaucourt ? Enfin, lorsqu'il eut la certitude que l'ennemi n'en voulait qu'à son armée, il fit avancer sa première ligne et la rangea, en arrière de la seconde, sur la crête du tertre de Valmy, en appuyant sa droite au moulin, et en plaçant au centre dix-huit pièces d'artillerie.

L'armée française, faisant face aux envahisseurs, s'étend donc en une sorte de demi-cercle, de l'Yvron à Gizaucourt. A droite, sur l'Yvron, est Stengel, le meilleur des lieutenants de Dumouriez. Au centre, le gros de l'armée de Kellermann se trouve ramassé en deux lignes sur le sommet et les pentes de la butte de Valmy, que défendent trente-six pièces de canon. A gauche, l'avant-garde de Deprez-Crassier et la réserve de Valence, formant l'équerre, occupent la plaine qui s'étend entre le monticule de Valmy et la maison de poste d'Orbeval, et un fort détachement garnit Maupertuis et Gizaucourt, au delà de la grande route.

Kellermann aurait dû poster toute sa cavalerie dans la plaine, où elle aurait soutenu la réserve de Valence et protégé le camp de Dommartin-la-Planchette. Mais il ne semblait avoir d'autre idée que d'entasser pêle-mêle sur la hauteur de Valmy toutes les troupes qu'il avait sous la main. Il fit placer, dit le général Pully, la cavalerie³ sur la hauteur, en arrière du moulin, à dix pas de l'infanterie, et ayant derrière elle une seconde ligne de dragons, de chasseurs et de hussards qui se trouvèrent là sans ordre et je ne sais comment ; et, comme hors d'œuvre, il est bon d'observer que le plateau qu'occupait l'armée amoncelée n'avait ni largeur ni profondeur ; il était entre deux gorges, de sorte qu'il était impossible à l'infanterie et à la cavalerie de se mouvoir et de changer sa position⁴.

Mais, de Sainte-Menehould où il semblait inactif, Dumouriez secourait son collègue avec autant d'habileté que de promptitude. Lui aussi avait été surpris par l'attaque de l'ennemi. Il connaissait le mouvement commencé l'avant-veille

¹ *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 57.

² Mémoire de Kellermann. Ce détachement fut évidemment tiré de l'avant-garde de Deprez-Crassier et de la réserve de Valence, et composé du 1er régiment de chasseurs à cheval, du 1er bataillon d'infanterie légère et d'un bataillon de grenadiers.

³ C'est-à-dire la cavalerie proprement dite, celle que commandait Pully, le 8e (le seul régiment de cuirassiers que comptait alors l'armée française) et le 10e (ci-devant Royal-Cravate) de cavalerie. Cp. *Invasion prussienne*, 209.

⁴ Mém. du général Pully (arch. guerre).

par Hohenlohe contre Vienne-le-Château et, croyant Duval en danger, il s'était empressé, dès le 18 septembre, d'envoyer à son lieutenant cinq bataillons de renfort ; Duval avait sept mille hommes, dont moitié d'excellente cavalerie, pour tomber sur les têtes de colonnes prussiennes qui s'aviseraient de vouloir passer la Biesme devant lui ; il était soutenu par le poste de Florent que Dumouriez avait renforcé de deux bataillons et de deux pièces de position ; il devait achever les abatis qu'il avait commencés, afin de n'être pas tourné par les bois¹. Le lendemain (19 septembre) Dumouriez, redoutant encore une attaque sur ses derrières, donnait ses instructions au lieutenant général Le Veneur qui commandait l'aile droite de l'armée. Le Veneur avait sous ses ordres le corps de Duval ainsi que 1.100 Belges dirigés par le maréchal-de-camp Rosières, et disposait en outre de trois régiments à cheval, le 6e de hussards, le 6e de chasseurs, le 12e de dragons, de dix bataillons d'infanterie, de neuf compagnies de grenadiers, des trois compagnies franches des Ransonnets, de Lorient et des Cambretots. Il était chargé de défendre avec toute l'opiniâtreté possible le passage de la Biesme en s'obstinant surtout sur le flanc droit de la Harazée ; c'était à La Harazée et aux environs qu'il fallait disputer âprement le terrain, et Dumouriez recommandait à son lieutenant de ne négliger aucune ressource, de faire de forts abatis, et de poster partout de bons tirailleurs et du canon. Tel est le principal objet de l'instruction de M. Le Veneur ; sa droite par La Harazée est le point par lequel il ne doit jamais se laisser tourner, pour que l'ennemi ne puisse pas pénétrer jusqu'au poste de La Chalade, par lequel poste, s'il est forcé, les Autrichiens et les émigrés qui sont placés à Varennes et à Clermont, pourraient pénétrer par les bois et prendre à revers les retranchements du poste de Florent².

Tout changeait dans la matinée du 20 septembre ; l'armée française était attaquée sur son front, et Kellermann, désormais en première ligne, allait recevoir le choc des assaillants. Dumouriez aida généreusement son collègue. Il commanda à Stengel de se porter à l'extrémité de l'Yvron pour mieux couvrir la droite de Kellermann. Il plaça derrière Stengel seize bataillons formés en colonne, sous le commandement de Beurnonville qui devait se développer sur l'Yvron, si les ennemis tentaient d'attaquer Stengel ou de le tourner. Il envoya quelques escadrons de l'avant-garde de Dillon, sous la conduite de Frégeville, se joindre à la gauche de l'armée de Kellermann³. Lorsqu'il apprit que Valence avait abandonné la hauteur de la Lune qui demeurait inoccupée, il donna l'ordre à Chazot de se porter avec neuf bataillons et huit escadrons, sur la grande route, de prendre possession du point le plus élevé de la montée et d'arrêter près de la maison de la Lune l'effort des assaillants. Grâce à ces dispositions, le plateau de Valmy était flanqué de toutes parts, et Kellermann, protégé sur ses deux ailes par les lieutenants de Dumouriez, ne pouvait être débordé.

Dumouriez conçut en outre une manœuvre audacieuse qui fait grand honneur à son génie militaire, mais que lui seul ou Stengel pouvait exécuter. Il s'agissait de tourner la gauche des Prussiens ; douze bataillons et huit escadrons, commandés par le lieutenant-général Le Veneur, devaient franchir l'Aisne, au-dessus de la Neuville-au-Pont, et tout en appuyant la droite de Beurnonville, se porter par Berzieux et Virginy sur les derrières des alliés.

¹ Lettre de Dumouriez à Devaux, 18 sept.

² Instruction à Le Veneur du 19 septembre (*Arch. nat.* F⁷ 4598).

³ Dillon, *Compte rendu*, 36.

En même temps, il ordonnait à Duval de rassembler ses troupes à Vienne-le-Château et de traverser l'Aisne, ainsi que Le Veneur, pour tomber sur les bagages des Prussiens, et il formait en colonnes, à l'extrémité de sa gauche, une réserve de douze bataillons et de six escadrons, prêts à déboucher sur le grand chemin pour soutenir Kellermann¹.

C'est ainsi que Dumouriez passa la matinée du 20 septembre à son quartier général, envoyant de tous côtés des ordonnances et imprimant aux divers corps de son armée leur direction. Les habitants de Sainte-Menehould, entendant le canon gronder depuis le matin, s'étonnaient que le général en chef ne se rendit pas de sa personne sur le champ de bataille, et Dumouriez ne sortit de la ville qu'à dix heures². Mais les dispositions qu'il avait prises étaient sagement conçues et sauvèrent Kellermann.

V. Cependant l'avant-garde prussienne restait immobile près de la ferme de Maigneux. Le major Massenbach, suivi d'un officier russe, le comte de Forstenbourg, se dirige vers la Lune. Forstenbourg, aimable compagnon, chevaleresque, toujours le premier au feu, était le fils naturel de Brunswick, et, comme disait Massenbach, le Vendôme de cet Henri IV³. Les deux officiers arrivent à la grande route, devant l'auberge. *Que de chemin nous avons fait*, s'écrie Forstenbourg en riant, *nous voici dans la lune !* La maison offrait l'aspect le plus affreux. Le toit était criblé de boulets, et les tuiles brisées jonchaient le sol. Des blessés français gisaient sur la route et dans les fossés. Un d'eux attira l'attention de Massenbach ; c'était un jeune officier d'artillerie, au regard intelligent et fier ; il avait les deux jambes fracassées. Le major, ému de pitié, le fit transporter dans l'auberge.

Lors même qu'on ne connaît pas le pays, remarque l'officier prussien, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se convaincre de l'importance de la Lune⁴. Ce point, le plus élevé de la route, domine en effet tout le terrain d'alentour. Une artillerie, postée à la Lune, peut à la fois balayer le grand chemin qui s'étend à ses pieds et prendre en flanc le tertre de Valmy situé sur la gauche⁵.

Massenbach et Forstenbourg jugèrent qu'il fallait occuper la Lune sur-le-champ avant un retour offensif des Français. Forstenbourg court demander les instructions de Hohenlohe. Massenbach se rend près du général Wolfradt et lui propose de faire avancer les bataillons de fusiliers. Bientôt Forstenbourg revient au galop et annonce à son ami que le prince de Hohenlohe est allé au-devant du roi et de Brunswick pour presser la marche de l'armée. Le major, suivi de Forstenbourg, part à la recherche de Hohenlohe. Mais le brouillard ne s'est pas encore dissipé ; les deux officiers s'égarent, et lorsqu'ils rencontrent le prince, le gros des troupes prussiennes arrive sur le plateau de Maigneux et se met en bataille. Enfin Massenbach peut se faire écouter ; il montre qu'il est nécessaire de se saisir de la Lune au moins avec un bataillon et une batterie. Forstenbourg appuie sa proposition avec chaleur. Brunswick se rend aux raisons du major et le

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 289-292.

² Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 608.

³ Forstenbourg avait servi en France dans les dragons de Schomberg (17^e dragons) ; cp. *Lettres de Grimm à Catherine II*, 1886, p. 433.

⁴ Massenbach, *Mém.*, I, 84.

⁵ Massenbach, *Mém.*, I, 84, et Strantz, *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1831, V, 99.

charge de s'établir à la Lune avec un bataillon et deux batteries. Deux aides-de-camp courent aussitôt chercher, l'un, le bataillon des grenadiers de Kenitz, l'autre, la batterie de Menz ; Massenbach se met lui-même à la tête de la batterie de Decker.

Mais, tandis que le major prussien prenait les ordres du général en chef, Dumouriez commandait à Chazot d'occuper la hauteur. Chazot était parti du camp de Braux il suivait la grande route, il dépassait Orbeval et gravissait la rampe qui mène à la Lune. Mais lui aussi perdit un temps précieux ; au lieu d'exécuter sur-le-champ l'ordre de Dumouriez, il envoya demander l'avis de Kellermann. Les Prussiens eurent le temps d'arriver. Massenbach avait pris les devants. Il voit les troupes de Chazot qui s'approchent et montent rapidement la chaussée. **Encore quelques instants, lit-on dans ses mémoires, et non seulement nos batteries étaient perdues, mais toute l'armée prussienne était attaquée sur son flanc droit — et battue ! C'est à un fil de soie que tient le destin des armées et des États !** Il ordonne à la colonne de doubler le pas ; Kamecke, qui commandait le bataillon des grenadiers de Kenitz, fait battre la charge ; les artilleurs fouettent leurs chevaux et débouchent au galop sur la hauteur. Les batteries de Decker et de Menz auxquelles s'est jointe, de son propre mouvement, la batterie du capitaine Meyer, sont mises en position. Massenbach place sur la route les deux pièces du bataillon de Kenitz. Toute cette artillerie tire à mitraille sur l'assaillant, et les tambours de Kamecke ne cessent -de mêler leur roulement au bruit du canon. En même temps, paraît, à droite de la chaussée, entre la Lune et l'Auve, en avant de l'étang de Somme-Ru, le vieux Wolfradt avec ses dix escadrons ; c'était, dit Massenbach, le *Deus ex machina*, et son mouvement fut décisif. Chazot renonce à s'emparer de la hauteur ; ses troupes, mitraillées sur leur front par trois batteries et menacées sur leur flanc gauche par les hussards de Wolfradt, se replient sur Orbeval, l'infanterie en désordre, la cavalerie **lentement et avec gravité**¹. Chazot s'établit entre Dampierre et Gizaucourt, en arrière et à gauche de la réserve de Valence².

VI. Pendant que Massenbach prenait possession de la Lune, l'armée prussienne arrivait sur le champ de bataille en deux colonnes, l'une commandée par le duc de Brunswick et le roi, l'autre, par Kalkreuth. Elle avait quitté Somme-Tourbe et Somme-Suippes vers huit heures du matin, en laissant brûler derrière elle les grands feux qu'elle avait allumés dans la plaine. Elle marchait, comme l'avant-garde, à travers la brume et la pluie, sans rien voir autour d'elle, lentement, péniblement, arrêtée à tout instant. Mais on entendait le bruit du canon, et les soldats avaient reçu l'ordre de préparer leurs armes et de charger leurs fusils³.

Enfin, peu à peu toutes les brigades arrivèrent sur le plateau de Maigneux. L'armée s'arrêta derrière l'avant-garde et fit face à la fois au mont d'Yvron et à la butte de Valmy. Sa droite s'appuyait à la grande route et sa gauche à la Bionne. Il était midi lorsque toutes les dispositions furent achevées. Le brouillard se déchirait peu à peu. Le roi, Brunswick, Nassau-Siegen, les officiers de l'état-

¹ *Langsam, gravitätisch* (expression de Massenbach).

² Massenbach, *Mém.*, I, 88 ; *Galerie des caractères prussiens*, 176 ; Minutoli, *der Feldzug*, 249 ; *Témoignage oculaire*, II, 100. Massenbach eut en récompense l'expectative d'une riche prébende dans le canonat de Minden, et le capitaine d'artillerie Decker, l'ordre pour le mérite.

³ *Réminiscences*, 158 ; *Témoignage oculaire*, II, 81.

major se portèrent en avant pour reconnaître la position de l'ennemi. Mais bientôt le dépit, l'étonnement, l'embarras se peignirent sur tous les visages. Voilà les troupes qu'on croyait trouver en défaut et surprendre dans la confusion d'une retraite précipitée ! Elles acceptaient la bataille, et les unes sur les hauteurs, les autres dans la plaine, attendaient avec un courage ferme et tranquille le choc de l'adversaire ! Nassau-Siegen, le prince royal, Goethe ont retracé le spectacle inattendu qui frappait leurs yeux. Les Français, dit Goethe, s'étaient postés dans une sorte d'amphithéâtre et montraient le plus grand calme et la sécurité la plus profonde¹. Leur armée, rapporte le prince royal, s'étendait sur les deux flancs de la hauteur de Valmy qui domine tout le terrain ; ses deux ailes paraissaient un peu repliées, et, en avant d'elle, une cavalerie nombreuse se tenait dans la plaine². Nous vîmes, écrit Nassau-Siegen, l'infanterie française formée sur la hauteur du moulin de Valmy, et les hauteurs en arrière étaient aussi couronnées de troupes ; le camp de Dumouriez, entre Moiremont et Dommartin-la-Planchette n'était pas défendu, mais on voyait au nombre des troupes sous les armes, qu'il avait renforcé Kellermann, dont la cavalerie était dans la plaine entre le moulin de Valmy et la rivière d'Auve, et se trouvait soutenue par l'infanterie dont les villages étaient remplis³.

Qu'allaient faire les Prussiens ? L'état-major était unanime : il fallait attaquer avec toutes ses forces la butte de Valmy ; c'étaient là qu'on voyait le plus de monde ; c'était là qu'on devait marcher et jeter le désordre ; les Prussiens avaient pour principe d'attaquer toujours le point le plus fort de la position ennemie⁴. Massenbach proposait d'assaillir en même temps le mont d'Yvron, où l'on apercevait une très forte batterie qui prendrait les Prussiens en écharpe dans leur attaque sur le moulin. Mais on lui répondait qu'il suffirait de tenir en échec la batterie de l'Yvron en lui opposant une batterie d'égale puissance⁵.

De tous ceux qui parlaient de donner bataille, Nassau-Siegen était le plus ardent. Ses discours respiraient l'impatience des émigrés, leur mépris pour les armées de la Révolution, leur hâte d'en finir avec la guerre méthodique de Brunswick et de tout décider par un coup de hardiesse. Il soutenait qu'on avait devant soi des troupes indisciplinées et qu'en les chargeant avec vigueur, on les mettrait aisément en déroute. Il assurait que l'armée de ligne qui faisait face aux Prussiens n'était qu'un ramas de fédérés poltrons et de volontaires sans expérience. Pourquoi, disait-il, occuper la Lune ? Laissons aux rebelles une voie de retraite ; soyez sûrs que les Parisiens prendront la fuite, s'ils ont l'espoir de rejoindre Luckner par la route de Châlons. Il prétendait même qu'en avançant une batterie sur un point qu'il désignait, elle prendrait en flanc toute la ligne ennemie et qu'au bout d'une demi-heure, elle l'aurait enfilée et foudroyée⁶.

Mais Brunswick ne partageait pas les illusions de Nassau-Siegen. Il ne cessait d'observer, la lorgnette à la main, la position de l'adversaire. Il songeait qu'il avait fait un détour de douze lieues pour ne pas attaquer les Islettes. Irait-il attaquer Valmy, plus abordable, il est vrai, que les Islettes et plus exposé au feu de l'artillerie, mais garni d'une armée nombreuse et résolue ? Avait-il assez de

¹ Goethe, *Campagne de France*, 90.

² *Réminiscences*, 158.

³ Nassau-Siegen, 353.

⁴ *Une mission en Prusse* (Toulangeon), 200.

⁵ Massenbach, *Mém.*, I, 85, et II, 137 ; il assure que Grawert vota d'abord pour l'attaque.

⁶ Nassau-Siegen, 354-355.

monde pour vaincre ? Il ne voyait, dit Caraman, que la disproportion entre ses forces et celles qui lui étaient opposées, et toutes ses observations révélèrent ses inquiétudes¹. Tantôt il demandait conseil à l'un et à l'autre, à son quartier-maître général Gruber, au chef de l'état-major Grawert, même à Nassau-Siegen. Tantôt il se portait seul ou presque seul en avant des troupes, et on le vit, accompagné de Gruber et de Nassau, s'avancer, en défendant qu'on le suivit, jusqu'à la hauteur la plus voisine du moulin, à quatre ou cinq cents toises des Français².

Le roi de Prusse était aussi perplexe que son généralissime. Que de fois pourtant il avait craint que l'ennemi ne se dérobât ! Que de fois il avait souhaité de toucher au terme de la lutte, de tenir ensemble Dumouriez et Kellermann, d'écraser d'un seul coup les forces de la Révolution ! Le jour qu'il attendait ardemment était venu. Mais le souverain, si impétueux, si désireux de se battre, avait perdu sa fougue coutumière. Comme Brunswick, il fixait ses regards sur la position de l'armée française ; comme lui, il paraissait inquiet et préoccupé ; comme lui, il poussait des reconnaissances sur le plateau, seul, se consultant, délibérant avec lui-même. Son fils le voit s'arrêter sur un petit tertre ; il court à lui et demande ce qu'on va faire ; mais le roi reste silencieux. Les aides-de-camp que le jeune prince interroge, répondent qu'ils ne savent rien ; les uns haussent les épaules, les autres prennent un air grave et **font un visage allongé**³.

Enfin, vers une heure, Frédéric-Guillaume s'arracha à son indécision et donna l'ordre d'attaquer ; il s'est convaincu que la butte de Valmy est le point capital où doit ; se porter tout l'effort, et que le succès de la bataille dépend de la prise du moulin.

VII. L'artillerie de l'armée, dirigée par Tempelhof, s'était déjà jointe à celle de l'avant-garde. Cinquante-quatre bouches à feu établies sur le plateau formaient comme un arc de cercle autour des Français. Elles couvraient, de même qu'à Mollwitz, le front de l'armée, en restant néanmoins assez près des troupes pour ne pas redouter une brusque attaque de l'ennemi.

Mais Tempelhof n'a pas su profiter des ondulations du sol ; myope, contraint de se servir sans cesse de la lorgnette, il ne peut tout voir à la fois et embrasser d'un seul coup d'œil le champ de bataille. Une des batteries est cachée dans un fond, en face d'un monticule, qui dérobe aux artilleurs la vue de l'adversaire, et les oblige de tirer par élévation⁴. D'ailleurs, Tempelhof, savant officier et grand théoricien, ne sait pas garder son sang-froid au milieu du danger ; enflammé et comme hors de lui dans la chaleur de l'action, il court d'une pièce à l'autre, grondant et rudoyant ses officiers. Il avait eu l'idée d'emmener les deux batteries de mortiers que commandait le capitaine Mauritius ; il apostrophe durement Mauritius, lui reproche d'avoir mal placé ses mortiers, et les place plus mal encore⁵.

¹ Caraman, 15.

² Nassau-Siegen, 355.

³ *Réminiscences*, 158.

⁴ Minutoli observe que le feu des Prussiens était dirigé de bas en haut, **von unten nach oben**.

⁵ Massenbach, *Mém.*, I, 86. Nassau-Siegen, 354. Cp. sur le caractère violent et emporté emporté de Tempelhof les *Réminiscences* du prince royal, 156 et 168 ; il ne cessait de gronder et de tempêter, et à Valmy, dit Massenbach, **er war tumultuarisch, er tobte**.

Cependant l'armée prussienne se déploie en arrière et à droite de la Lune. L'avant-garde quitte la position qu'elle occupait depuis le matin et se porte un peu plus à gauche, en face du moulin de Valmy. Ses chasseurs se dispersent en tirailleurs et s'abritent dans les plis du terrain, en avant de l'artillerie. Derrière les chasseurs et l'artillerie se placent les trois bataillons de fusiliers Renouard, Ernest et Müffling ; derrière les fusiliers se développe le gros de l'avant-garde en deux colonnes d'attaque ; à la première se trouvent un bataillon de Wolframsdorf, deux bataillons de Vittinghoff et les deux régiments de Kleist et de Hohenlohe ; à la seconde sont deux bataillons de Kenitz et un bataillon de Borch.

L'armée royale se forme derrière l'avant-garde en deux lignes. La première ligne comprend les six régiments de Schönfeld, de Budberg, de Romberg, de Thadden, de Woldeck et de Brunswick ; la seconde, que commande le prince royal, est composée des trois bataillons de Herzberg, de deux bataillons de Borch et d'un bataillon de Vittinghoff. La cavalerie se masse sur les ailes ; cinq escadrons de Wolfradt et dix escadrons de Bayreuth à la gauche, et les dragons de Schmettau à la droite de l'avant-garde ; les régiments d'Ilow et de Tschiersky à la gauche, et les régiments de Lottum, de Normann et de Weimar à la droite du corps de bataille. Cinq escadrons de Wolfradt, soutenus par le bataillon des grenadiers de Kenitz, restent immobiles près de la Lune ; les deux régiments de hussards d'Eben et de Köhler franchissent la route et font face à Gizaucourt¹.

Les aides-de-camp du roi portent à tous les chefs de brigade l'ordre de se mettre en mouvement. Les porte-drapeaux s'avancent pour, marquer l'alignement des files. On n'entend sur tout le front de bataille que les mots : **Portez arme ! en avant marche !** Le lieutenant-colonel Manstein accourt au galop vers le prince royal : **L'attaque est résolue, lui dit-il, tout ira bien.**

L'infanterie entière s'ébranle en bon ordre, au bruit des tambours. On n'avait jamais vu de troupes se mouvoir si facilement ni se déployer avec autant de précision sur un champ de bataille. Rien de plus beau et de plus imposant, raconte Nassau-Siegen, on eût dit qu'on se trouvait à une manœuvre de Potsdam bien compassée ; jamais je n'avais plus fermement cru à une victoire, et ce spectacle eût exalté l'âme la plus froide². L'ardeur des officiers et des soldats s'était réveillée ; ils oubliaient les fatigues de la veille ; le prince royal, montrant aux grenadiers de Brunswick la butte de Valmy, affirmait qu'il ne s'agissait que de gravir, comme aux grandes revues de Magdebourg, le Butterberg près de Cörbelitz, et les soldats lui répondaient par un sourire confiant³.

Scharnhorst, visitant Berlin, entendait dire aux officiers de l'artillerie que Tempelhof n'était pas maître de lui un jour de bataille. (Max Lehmann, *Scharnhorst*, 1886, I, p. 36.)

¹ Voir la planche I du joli *Plan de la canonnade de Valmy*, exécuté par Minutoli, à la fin de l'ouvrage *der Feldzug*.

² Nassau-Siegen, 354-355.

³ Caraman, 15 ; Goethe, 84 ; *Réminiscences*, 158 : Strantz, 97 ; Gaudy, 18 ; Pendant cette canonnade, l'ennemi manœuvrait derrière ses batteries, on le voyait marchant paisiblement en colonnes et en bel ordre, et, lorsque la tête de la colonne fut à la hauteur du village de La Chapelle, il se mit en bataille, présentant un front de deux lieues d'étendue depuis la pointe d'Yvron jusqu'au dessus de La Chapelle. (Mémoire de Gobert.)

VIII. Il faisait un grand vent¹ et la petite pluie pénétrante qui tombait depuis le matin n'avait pas cessé. Mais la canonnade, ébranlant l'atmosphère, ne tarda pas à dissiper les nuages, et le plus beau soleil, écrit Caraman, vint éclairer cette journée qui devait être trop fatalement décisive pour nous². Les mouvements se dessinaient à tous les yeux avec netteté, et, de la butte du moulin, on découvrait parfaitement les deux armées³. Déjà l'inquiétude avait saisi quelques-uns de nos bataillons. Les soldats se troublaient en apercevant devant eux cette infanterie prussienne si célèbre et si redoutée. Sauraient-ils résister à ces troupes depuis si longtemps victorieuses, si bien disciplinées, et animées d'un orgueil qu'excitait encore la présence de leur roi ?

Mais Kellermann, calme et imperturbable, forme rapidement ses troupes en trois colonnes d'un bataillon de front ; il leur commande d'attendre les assaillants sans tirer un seul coup, et de les charger à la baïonnette dès qu'ils auront gravi la hauteur ; il met son chapeau, surmonté du panache tricolore, au bout de son épée qu'il élève en l'air, et s'écrie : *Vive la nation !* L'armée entière lui répond : *Vive la nation ! Vive la France ! Vive notre général !* Ce cri se fait entendre sur toute la ligne de bataille et se répète pendant plusieurs minutes, il se mêle au bruit du canon et aux airs entraînants de la musique qui joue le *Ça ira* ; il exalte les âmes. Les soldats, saisis d'enthousiasme, élèvent leurs chapeaux sur leurs baïonnettes et leurs sabres : *qu'ils nous attaquent, se disent-ils les uns aux autres, et ce sera le plus beau moment de notre vie !*⁴

On lit dans les relations françaises de la bataille que les cris poussés par l'armée de Kellermann arrêtaient les Prussiens. Ils avaient quelque chose de barbare, assure sérieusement un des meilleurs historiens de la campagne, et ne sont plus d'usage chez les peuples civilisés ; ils étonnèrent l'ennemi et ralentirent son ardeur⁵. Il est peu vraisemblable que les Prussiens aient été intimidés par les clameurs de l'adversaire. Mais ce qu'ils virent avec surprise, ce fut l'attitude fière et déterminée de l'armée française qui formait une masse imposante et restait inébranlable, comme certaine de sa force. Ils ne croyaient pas livrer un combat long et disputé ; ils comptaient qu'à leur approche et après quelques volées de canon, les patriotes céderaient le champ de bataille. Nos attaques, déclarait superbement Müllendorff, ont lieu par plusieurs décharges générales ; puis nous

¹ Lettre de Kellermann à Servan, du 21 septembre (arch. guerre), *un vent violent qui nous donnait au nez*.

² Caraman, *Mém.*, 15 ; comparez Goethe, 89, et *Réminiscences*, 160.

³ Mot de Belliard, *Mém.*, I, 76. Cp. le mémoire de Kellermann ; ce dernier dit que l'infanterie prussienne formait trois colonnes : l'une à gauche, se dirigeant sur le village ; l'autre au centre, poussant vers le moulin ; la troisième, à droite, un peu en arrière, servant de soutien aux deux autres et s'avancant vers la maison de poste d'Orbeval, sans toutefois se compromettre, et pour n'agir que selon le succès des deux autres colonnes.

⁴ Arch. guerre. Mém. de Kellermann ; lettre à Servan, du 21 septembre ; lettre à Clavière (*Gazette de France* du 2 octobre) ; lettre de Levassieur, aide de camp de Kellermann, à Carra (*Ann. patriot.* du 30 septembre), lettre d'un capitaine (*Patriote français*, 3 octobre). Le colonel Miot assure que *Kellermann, par ce beau mouvement de former ses troupes en colonnes par bataillons pour se précipiter à la rencontre de l'ennemi, montra une résolution ferme et brillante*.

⁵ *Tableau historique*, II, 115 ; Toulangeon dit aussi que cette saillie nationale étonna l'ennemi (II, 331). Mais pas un Prussien, témoin de la canonnade, ne parle des cris des Français.

marchons, et notre infanterie, étant la plus maniable et la plus aguerrie, fait aisément ployer l'infanterie opposée¹.

Douze cents mètres séparaient encore les deux armées². Mais c'étaient les Prussiens et non les Français qui commençaient à se déconcerter et à perdre leurs rangs. Les canonniers de l'armée du Centre ne cherchaient plus, comme auparavant, à démonter les pièces de l'ennemi. Ils essuyaient le feu de l'artillerie prussienne, sans lui répondre³, et, impassibles, ne visaient que l'infanterie qui, jusque-là hors de portée et de prise, s'exposait de plus en plus à chaque pas qu'elle faisait en avant. Bientôt les boulets tombent au milieu des colonnes d'attaque ; quelques-uns parviennent même jusqu'à la réserve ; mais c'est surtout au milieu de l'avant-garde et dans le centre de la première ligne, parmi les bataillons de fusiliers et les régiments de Hohenlohe et de Kleist, que l'artillerie française exerce ses ravages. Écoutons un des témoins de cette canonnade, un de ceux que son nom obligeait à la bravoure, le prince royal de Prusse, le même qui disait aux soldats quelques minutes auparavant qu'il ne s'agissait que d'une parade. Je courus au régiment de Thadden et j'échangeai quelques paroles avec les officiers, lorsque nous entendîmes siffler de très près des boulets, et l'un d'eux tomba au milieu du huitième peloton. Aussitôt on vit tomber sur le sol trois mousquetaires et un tambour de la compagnie du colonel Hundt ; ils avaient les cuisses et les jambes fracassées, et poussaient des gémissements lamentables. Je me tournais de leur côté, mais dans le même instant un autre boulet tombe tout près de l'endroit que je venais de quitter, au milieu du quatrième peloton, et blesse deux hommes de la compagnie du major Massow. J'avoue que ce spectacle m'ébranla fort et que mon cœur se mit à battre étrangement. On ne pouvait voir sans une extrême tristesse les blessés qu'on menait derrière l'armée et qui presque tous avaient été mortellement atteints. Le lieutenant Brodzynski, du bataillon des fusiliers d'Ernest, avait eu les deux cuisses traversées, et ses soldats l'avaient transporté pendant près de mille pas, non sans violentes secousses ; je le reconnus et je plaignis son sort ; il me pria instamment de lui donner une voiture parce que ses souffrances étaient insupportables, et je le fis porter dans la chaise du major Derschau⁴.

Brunswick, persuadé que l'attaque serait à la fois meurtrière et inutile, arrêta la marche de ses troupes. L'infanterie avait à peine parcouru deux cents pas ; elle reçut l'ordre de faire halte. Elle ne se replia pas, comme on l'a raconté ; Frédéric-Guillaume mettait son honneur à ne pas reculer devant l'armée des rebelles. Les soldats demeurèrent où ils étaient, immobiles, les uns murmurant contre Brunswick, les autres approuvant sa résolution, tous recevant les boulets français avec un courage résigné.

IX. La canonnade reprit des deux parts, plus nourrie, plus serrée encore qu'auparavant. Brunswick, n'osant enlever de vive force le moulin de Valmy, essayait au moins d'ébranler l'adversaire par le feu de son artillerie, et ce feu, dit Kellermann, était le plus soutenu qu'on pût voir. Quoique peu favorablement

¹ *Une mission en Prusse* (anonyme), 355.

² Deux mille à quinze cents pas (Minutoli, *der Feldzug*, 250) ; quatre cents toises (*Exposé de la conduite de Kellermann*, 10) ; l'avant-garde prussienne, dit Strantz, était à environ douze cents pas de l'ennemi.

³ Remarque de Favé, *Histoire et tactique des trois armes*, p. 157 et 159.

⁴ *Réminiscences*, 159.

placées par Tempelhof, les batteries prussiennes faisaient un grand mal aux Français, parce que le moulin à vent leur servait de point de mire. Celles de l'aile droite, établies en avant du cabaret de la Lune, quoique les plus éloignées, tiraient avec le plus de succès ; elles battaient en flanc le tertre de Valmy, et leurs projectiles fichants venaient assez souvent éclater dans les rangs de l'armée de Kellermann¹.

Mais l'artillerie française rendait coup pour coup, et ne cessait de tirer avec une justesse, une précision, une rapidité qui surprenaient l'ennemi. On était déconcerté, rapporte Caraman, en voyant les Français, non seulement manœuvrer avec ensemble et prendre militairement leur position, mais répondre à notre feu par un feu non moins bien dirigé². Strantz prétend que leurs obus rataient souvent ou éclataient dans l'air ; mais le prince royal n'entendit pas sans frémissement le sifflement de leurs boulets ; ils sont tous lisses et polis, dit-il, et arrivaient sur nous avec un bruit particulier et strident que n'ont pas les nôtres³. Goethe assistait pour la première fois à une bataille. Désireux de tout connaître, même la fièvre du canon, il quitta les rangs du régiment de Weimar qui n'était nullement exposé, poussa jusqu'à la maison de la Lune où des projectiles français venaient tomber parfois sur les débris de la toiture, puis, tournant à gauche, courut témérairement sur le front de la première ligne au milieu des boulets. Le bruit qu'ils font, rappelait-il plus tard, est bizarre ; on dirait à la fois le bourdonnement d'une toupie, le bouillonnement de l'eau et la voix flûtée d'un oiseau. Bientôt je pus remarquer qu'il se passait en moi quelque chose d'extraordinaire ; mais je ne puis exprimer que par des images la sensation que j'éprouvais. On croit être en un endroit très chaud, et il semble qu'on se sente entièrement pénétré de la même chaleur et comme en parfaite harmonie avec l'élément qui vous entoure. Le regard ne perd rien de sa force et de sa netteté, mais le monde prend, pour ainsi dire, une teinte rougeâtre et paraît absorbé dans cette fournaise. Voilà dans quel sens on a pu parler de la fièvre du canon. Il est néanmoins remarquable que l'angoisse qu'on ressent se communique seulement par les oreilles ; car le tonnerre du canon, le sifflement et le fracas des projectiles à travers l'air, sont la cause véritable de cette sensation⁴.

Pendant que le poète s'engageait audacieusement dans la région des boulets, les officiers prussiens allaient et venaient au milieu de leurs soldats et leur recommandaient le courage et le sang-froid. Le vieux colonel Paczynsky, qui souffrait de la goutte et se faisait traîner en voiture depuis quelques jours, parut à cheval devant son bataillon en disant qu'en un pareil moment il ne pouvait rester en arrière. Le roi de Prusse était le plus intrépide de tous. Il se promenait au petit pas, d'un air calme et assuré, sur le front de la première ligne et au milieu de l'avant-garde. Les soldats du régiment de Kleist baissaient la tête pour laisser passer les boulets : Tous n'avez pas honte, cria Frédéric-Guillaume, regardez-moi, qui de vous donne autant de prise aux boulets ?, et il vint se placer devant le premier rang, immobile sur son cheval, offrant sans crainte sa haute stature aux projectiles. Voyez, disait un officier à ses hommes, voyez ce

¹ Nassau-Siegen, 354 ; Strantz, 99. La distance du moulin de Valmy à la maison de la Lune est de 2.500 mètres environ.

² Caraman, *Mém.*, 15.

³ *Réminiscences*, 159.

⁴ Goethe, *Campagne de France*, 91-92.

vieux soldat qui ne craint pas pour sa peau ; nous serions de bien mauvais Prussiens si nous avions peur¹ !

Mais l'intrépidité des généraux français égalait celle du roi de Prusse. Kellermann était à cheval, près du moulin, dans l'endroit le plus dangereux, en avant du régiment de cuirassiers. A ses côtés se tenaient les deux fils du duc d'Orléans, le duc de Chartres qui commandait une brigade de cavalerie composée du 44^e et du 17^e régiment de dragons, et son jeune frère, le duc de Montpensier, qui servait d'aide-de-camp à son aîné ; les princes français ne m'ont pas quitté, écrivait Kellermann, et se sont montrés au mieux ; Chartres a déployé un grand courage, et Montpensier, un sang-froid que son extrême jeunesse rend encore plus remarquable². Les deux chefs de l'artillerie de l'armée du Centre, le lieutenant-général d'Aboville et le maréchal-de-camp Senarmont, dirigeaient le feu des batteries. Linch, Muratel, Pully exhortaient l'infanterie et la cavalerie ; la contenance des nôtres, dit Pully, était superbe, et les rangs se serraient à mesure qu'ils étaient éclaircis par le canon. Senarmont eut son cheval tué sous lui. Le lieutenant-colonel du 5^e bataillon de grenadiers réunis, Lormier, fut mortellement blessé ; ses soldats s'empressaient autour de lui, pour le relever et lui témoigner leur douleur ; mes amis, leur répondit-il, demeurez à votre poste, je meurs content, la cause de la liberté triomphera³. Kellermann faillit périr ; son cheval fut atteint par un boulet qui perça sa schabraque et déchira le bas de sa capote. Une députation des régiments vint le prier de ne pas s'exposer davantage ; mais il donnait l'exemple à ses troupes, et il a remarqué lui-même que sa propre fermeté contribua plus que tout le reste à l'incroyable fermeté de son armée. Nous avons tremblé plusieurs fois pour la vie de notre général, lisons-nous dans une lettre d'un de ses soldats, il a eu son cheval tué sous lui et, pendant huit minutes qu'il est resté à pied, quinze à dix-huit boulets sont tombés à ses côtés⁴.

Dumouriez arrivait vers cet instant à la butte du moulin au fort de l'affaire et dans le feu le plus vif. On le vit s'entretenir froidement avec son collègue, au milieu des projectiles qui pleuvaient autour de lui ; vous connaissez sa valeur, mandait Kellermann à Servan, c'est tout dire. Mais Dumouriez avait autant de clairvoyance que de bravoure. Il vil aussitôt que Kellermann avait pris une position trop resserrée et commis une grande faute en négligeant de se maintenir sur la hauteur de la Lune ; il jugea que Brunswick n'oserait pas attaquer et, certain du dénouement de l'affaire, il revint à son camp où il attendit le résultat de l'expédition qu'il avait confiée à Le Veneur⁵.

X. Malheureusement les troupes de Kellermann étaient entassées près du moulin de Valmy ; ce rassemblement si maladroit, observe le général Pully, non seulement gênait le service de l'artillerie, mais nous coûtait beaucoup de monde.

¹ *Réminiscences*, 160 ; Caraman, 15 ; Nassau-Siegen, 355 ; Lombard, *Lettres*, 317 ; Laukhard, III, 166 ; Témoin oculaire, II, 92 ; Peltier, 54 ; Dampmartin, *Quelques traits*, 421, et *Mém.*, 302 : il longe à pas lents le front de la ligne, adresse des paroles d'encouragement, et au plus fort du feu, le sourire reste sur ses lèvres.

² Lettres du 21 septembre.

³ *Moniteur* du 19 octobre, et Posselt, *Taschenbuch für die neuste Geschichte*, 1794, t. I, p. 117, loue fort ce trait touchant de grandeur d'âme. Lormier, dit Kellermann dans son rapport, était un officier distingué de toutes les manières.

⁴ Lettre du 26 septembre publiée dans le *Courrier des 85 départements*.

⁵ Dumouriez, *Mém.*, I, 290.

Vers deux heures¹, un obus, parti de la Lune, fit sauter trois caissons. Le fracas de l'explosion fut terrible ; il retentit sur tout le champ de bataille et fut suivi d'un grand cri, puis d'un profond silence. L'artillerie française se tut pendant dix à douze minutes ; des jets d'une fumée épaisse s'élevaient au dessus du moulin ; comme par instinct, les canonniers prussiens suspendirent leur feu.

Kellermann assure, dans son rapport du 21 septembre qui fut inséré dans le *Moniteur* et lu devant la Convention, que l'explosion a fait perdre à ses troupes des rangs entiers, mais qu'elles n'ont pas sourcillé ni dérangé leur alignement. Le mémoire qu'il rédigea plus tard révèle la vérité. Les caissons étaient trop rapprochés de l'infanterie ; la première ligne² recula ; le désordre se mit dans deux anciens régiments allemands au service de France, Salm-Salm et Nassau (62e et 96e) commandés par les colonels Ruttemberg et Rewbell³ ; les conducteurs du train d'artillerie, qui n'étaient alors que des charretiers sans discipline, s'enfuirent en toute hâte ; ce fut, reconnaît le général, un instant très critique.

Massenbach voyait de la Lune cette scène de confusion. Il crut la bataille gagnée. Il court à bride abattue vers le duc de Brunswick. Charles-Ferdinand se tenait devant le premier rang de l'infanterie, calme, impassible, sans qu'on pût remarquer sur son visage la moindre trace de l'émotion qui agitait son cœur. C'était bien, dit Massenbach, le Mornay de Voltaire⁴ :

Incapable à la fois de crainte et de fureur,
Sourd au bruit des canons, calme au sein de l'horreur.

Il prie Brunswick d'envoyer sur la hauteur de la Lune des renforts d'artillerie et d'infanterie, et de diriger de ce point l'attaque contre le moulin. Le major était hors de lui ; *si jamais homme a parlé avec une langue de feu, ce fut moi en ce moment : A l'endroit où vous êtes, Excellence, on ne peut voir la position ennemie, on ne la voit que de la Lune.* — Allons, répond Brunswick et, suivi de Massenbach, il se dirige vers la hauteur.

Mais déjà tout avait changé de face. Au moment où les caissons éclataient, Kellermann surveillait avec d'Aboville l'installation d'une nouvelle batterie, qui devait attirer le feu des ennemis et soulager par cette diversion les troupes postées près du moulin. Au bruit de l'explosion, il accourt ; il arrête de la voix et du geste la première ligne qui se retirait ; il s'efforce de la remettre en bon ordre. Bientôt le tumulte cesse ; l'infanterie reprend son aplomb et se reforme ; les cavaliers démontés se placent dans ses rangs, la carabine sur l'épaule ; le duc de Chartres amène deux batteries d'artillerie légère, celles de la 3e et de la 6e compagnie, qui s'établissent, en avant de la première ligne, à l'ouest du moulin. La canonnade, un instant interrompue, recommence avec intensité, et

¹ Kellermann dit *après dix heures* ; tous les témoignages prussiens placent l'explosion des caissons dans le courant de l'après-midi ; Massenbach dit qu'elle eut lieu vers trois heures et demie ; Minutoli, à deux heures ; le prince royal et Strantz, après une heure ; cp. la *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 71.

² C'est-à-dire en réalité les troupes qui formaient la seconde ligne de l'ordre habituel de bataille, les troupes que commandait Muratel.

³ On trouve ce détail dans la *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 62.

⁴ Cp. *Invasion prussienne*, 127-128, le portrait de Brunswick et les vers de la Henriade que lui applique Massenbach. Le duc, ainsi que le roi et ses fils, dit Gaudy (p. 17), furent toujours à l'endroit où le danger était le plus grand.

c'est alors qu'elle se fait entendre dans toute sa force. La terre, assurant tous les témoins de l'action, tremblait au sens le plus vrai du mot. Une grêle de projectiles tombait au milieu des Prussiens. Le vieux capitaine Ostendorf était tué près de sa batterie. Un ami de Massenbach, Radecke, avait le pied fracassé par un boulet : *je le vis tomber*, dit le major, *et je pensai : il n'en peut être autrement, que d'autres tomberont encore aujourd'hui !* Le premier aide-de-camp de Hohenlohe, Boguslawski, était à côté de Massenbach ; une émotion profonde saisit les deux officiers ; au milieu de l'effroyable canonnade qui menaçait leur vie et couchait par terre leurs camarades, ils s'embrassèrent en se jurant une éternelle amitié ; ce spectacle, s'écrie le major, élevait les cœurs¹ !

Cependant Brunswick était sur la hauteur de la Lune. Allait-il tenter de nouveau la chance et entreprendre une seconde attaque ? Profiterait-il de l'approche des Autrichiens de Clerfayt qu'il venait d'appeler en toute hâte sur le champ de bataille ? Mais le duc vit les Français encore fermes à leur poste ; il vit leur artillerie redoubler la violence de son feu ; il vit dans la plaine, au pied de la butte, entre Orbeval et l'Auve, les dragons, les chasseurs, les carabiniers mettre pied à terre et, parmi les boulets qui venaient s'enfoncer dans la terre vaseuse et mourir à leurs pieds, donner tranquillement l'avoine à leurs chevaux ; il se tourna vers les officiers qui l'entouraient : *Voyez, Messieurs, à quelles troupes nous avons affaire ; ces Français attendent que nous soyons sur eux pour monter à cheval et nous charger !*²

Sa résolution était prise. Il manda le lieutenant-colonel Manstein et causa quelques instants avec lui sur la grande route. Il fallait, avant de convaincre le roi, convaincre l'aide-de-camp qui possédait sa confiance. Bientôt après arriva le monarque, suivi de Nassau-Siegen. Frédéric-Guillaume et Brunswick s'entretinrent avec vivacité. Grawert, Hohenlohe, Manstein, Nassau s'étaient groupés autour d'eux. On avait fait signe aux officiers de l'état-major de rester à l'écart. Un conseil de guerre se tenait en plein air et au bruit du canon, près de l'auberge de la Lune. Brunswick prononça le mot décisif : *Hier schlagen wir nicht, ce n'est pas ici qu'il faut se battre*. Hohenlohe, Grawert, Manstein approuvèrent le duc. Le roi céda. Charles-Ferdinand parlait avec énergie, sur un ton d'autorité qu'il n'avait encore pris dans aucune circonstance. Il affirma que la bataille serait perdue, et que, même gagnée, elle était aussi funeste qu'une défaite. Cette conviction, rapporte un de ses confidents, fut le ferme rocher où il s'appuya dans cet orage.

Nassau-Siegen, exaspéré, tente un suprême effort. Suivi de quelques émigrés³, il avance sur la route et agite un mouchoir blanc. Des chasseurs français étaient à quelque distance ; l'un d'eux se détache ; il déploie son mouchoir, de même que Nassau ; il accourt au galop, si près de la maison de la Lune et du groupe royal que Massenbach et ses compagnons, craignant pour la vie de leur souverain, se jettent à sa rencontre. Le chasseur cause avec Nassau : mais bientôt il pique des deux et disparaît. Ce fut la seule tentative d'embauchage que

¹ *Ein herzerhebendes Schauspiel* ; cp. le mot de Caraman, p. 15 : *le spectacle le plus imposant*.

² Mallet du Pan, I, 323-324 ; Fersen, II, 50. Cp. l'aveu de Nassau-Siegen, 353 : *Nous avons été à même d'observer que cette cavalerie tenait parfaitement bien au feu de notre canon*.

³ Sans doute Caraman, Sombreuil, Bombelles, Heymann.

firent les émigrés dans la journée de Valmy ; pas un soldat français ne déserta ; pas une âme, dit un Prussien, ne vint à nous¹.

XI. Pendant que cette scène dramatique se passait à l'aile droite de l'armée prussienne, et que Brunswick renonçait pour la seconde fois à l'attaque du moulin, le lieutenant-général Kalkreuth canonait le mont d'Yvron². Il disposait d'une seule batterie dirigée par le lieutenant Hahn. Mais durant quelque temps elle fut hors de portée et trop loin de l'Yvron pour faire un mal sérieux à l'ennemi. Hahn la poussa plus avant, à cinq cents pas du monticule qu'il occupait d'abord. Mais sur l'Yvron comme sur la butte de Valmy, l'artillerie française riposta vivement au feu des Prussiens.

Pourtant, à la fin de la journée, quelques pièces étaient démontées, et les munitions faisaient défaut. Heureusement la nuit tombait ; les Prussiens ne purent profiter de leur avantage, et d'ailleurs l'avant-garde de Stengel, renforcée par les vieilles troupes du camp de Maulde, avait essuyé la canonnade avec la même constance et le même sang-froid que l'armée de Kellermann sur le tertre voisin. Beurnonville passait de rang en rang ; **enfants**, dit-il, asseyez-vous, **le danger sera moins grand**. Mais personne ne s'assit, et on répondit au général : **Vous êtes bien à cheval !** Un jeune soldat demanda la permission de se porter sur le front des troupes pour embrasser son frère qui venait d'être tué ; lorsqu'il revint à son poste, en essuyant ses larmes, il cria : **Vive la nation !**³

On oublie ordinairement dans les relations du combat du 20 septembre la résistance des Français qui gardaient le mont d'Yvron et empêchèrent Kellermann d'être pris à revers ; on ne connaît et ne cite que le moulin de Valmy ; Kellermann, qui tire tout de son côté et s'attribue l'entier honneur de la journée, nomme à peine Stengel dans son rapport⁴. Mais un officier d'état-major qui ne cessa de porter des ordres durant l'action, Belliard, déclare que Stengel se conduisit vaillamment et en homme habile. Lorsque le brave soldat fut traduit l'année suivante devant le tribunal révolutionnaire, son compagnon d'armes, le colonel Frégeville, lui rendit un hommage mérité. **Au 20 septembre**, disait Frégeville, **Stengel commandait une division de huit mille hommes avec laquelle**

¹ Massenbach, *Mém.*, I, S9-90 ; Minutoli, *der Feldzug*, 251 ; *Magasin der neuesten Kriegsbegebenheiten*, II, 89 ; Laukhard, III, 160 ; Gaudy, 20.

² Minutoli, *der Feldzug*, 252-253. Kalkreuth avait sous ses ordres la cavalerie du prince de Wurtemberg ; c'étaient les régiments qui formaient l'aile gauche de l'armée : cinq escadrons de Wolfradt (hussards), les dragons de Bayreuth et de Tschiersky, les cuirassiers d'Ilow. Le lieutenant Hahn, qui commandait la batterie, reçut l'ordre pour le mérite. (On remarquera que tous les chefs de l'artillerie, Ostendorf, Menz, Decker, Hahn, semblent être des plébéiens ; comparez *Invasion prussienne*, 96).

³ *Moniteur* du 16 octobre, lettre de l'armée de Kellermann.

⁴ Les troupes commandées par M. Stengel, maréchal de camp, que M. Dumouriez avait envoyées, ainsi que M. Chazot, lieutenant-général, pour renforcer mon armée, se sont brillamment conduites. Aussi Beurnonville écrivait-il à Dumouriez que Kellermann n'avait pas oublié les louanges pour son armée ; je n'en demande point pour moi, ajoutait-il, mais dites quelque chose pour votre avant-garde à mes ordres : elle lit, elle verra avec plaisir que vous ne l'oubliez pas. (Ternaux, IV, notes, 545). Même dans le mémoire rédigé plus tard, Kellermann se contente de dire, sans entrer dans aucun détail et sans prononcer le nom du mont d'Yvron, que **le général Stengel et le colonel Dumesnil, actuellement général de division** (c'est le colonel du 54^e régiment ci-devant Royal-Roussillon), **se sont conduits avec la plus grande distinction.**

il s'empara d'une hauteur qu'il était si important de posséder que, sans cela, les Prussiens pouvaient mettre toute notre armée en déroute, et là il se comporta avec tant de bravoure et de talents militaires qu'il fut un de ceux qui coopérèrent le plus efficacement à la retraite de l'ennemi. Stengel lui-même, rappelant au tribunal ses services passés et la défense de l'Yvron, s'écriait : Le 20 septembre, nous repoussâmes les Prussiens dans une retraite dont l'issue, si elle avait été malheureuse, aurait nécessairement décidé du sort de Paris et de la France. Qu'ai-je fait ? Demandez-le au général Dumouriez. Demandez-le au 54e, au 83e régiments ci-devant Roussillon et Foix, demandez-le au 40e et au 14e régiments de chasseurs, à la compagnie des Quatre Nations, demandez-le à vingt-deux escadrons des chasseurs, hussards et dragons ! Tout ce monde vous dira que la position de la côte d'Yvron que j'ai choisie, que la belle résistance des troupes que j'ai commandées et la contenance fière qu'elles ont tenue, alors même que notre artillerie revenait, après avoir usé toutes ses munitions, sont la cause principale de cette importante journée. Nous sommes modestes, et ni mon avant-garde ni moi n'avons réclamé contre, lorsque les relations de cette affaire paraissaient oublier la juste part de gloire qui nous en revenait !¹

XII. La journée s'écoulait, et la bataille restait ce qu'elle était depuis le matin, un duel d'artillerie. Qu'on fût, ou non, exposé au feu, lisons-nous dans le journal de Goethe, on n'avait d'autre rôle que celui de spectateur et d'auditeur ; aucun des deux partis ne changeait sa position et personne ne savait ce qui résulterait de cette canonnade qui, tantôt se ralentissait, tantôt se rallumait avec plus de vigueur, et durait toujours, semblable à un feu de peloton².

Enfin, à quatre heures, Brunswick fit un mouvement. Il n'avait pas vaincu les Français, mais s'il s'établissait fortement en travers de la grande route, il les coupait de Châlons et de Paris. Sur son ordre, les trois régiments de Brunswick, de Waldeck et de Thadden qui formaient la moitié de la première ligne, franchirent la chaussée et se postèrent près de la Lune, en face d'Orbeval et de Gizaucourt ; les trois régiments de hussards, Eben, Köhler, Wolfradt, couvraient le flanc droit de cette infanterie. Kellermann s'imagina que les Prussiens voulaient l'attaquer³. Il fit une seconde allocution à ses braves frères d'armes et

¹ Belliard, *Mém.*, I, 76 ; arch. nat., W, 272, dossier 41, p. 20, déposition de Frégeville ; p. 26, Stengel au président (imprimé, p. 3-5). C'est à vous que nous devons le succès de la journée d'hier, écrivait Dumouriez à Stengel le 21 septembre, remerciez de la part de la nation et de la mienne vos troupes qui se sont conduites héroïquement et particulièrement la compagnie des chasseurs de Paris (la compagnie des Quatre Nations) qui, n'ayant jamais fait la guerre, auraient pu marquer de l'étonnement. Avec de pareilles troupes nous devons battre les esclaves du Nord. (Dumouriez à Stengel, 21 septembre. Papiers de Dumouriez. Arch. nat. F⁷ 4598.)

² Goethe, *Campagne de France*, passim.

³ D'après toutes les relations allemandes, sans exception, les colonnes d'attaque ne se sont ébranlées qu'une seule fois. Kellermann seul assure qu'elles s'ébranlèrent deux fois, l'ennemi a deux fois ébranlé quatre colonnes d'infanterie pour achever l'affaire, et chaque fois il a fait halte et replié ses troupes (lettre confidentielle à Servan, du 21 septembre) ; après quatre heures, deux colonnes se dirigèrent encore vers le moulin de Valmy... cette fois l'ennemi s'arrêta à une plus grande distance que le matin... le désordre s'y mit ; la fierté de l'armée française redoubla leur frayeur ; elles se retirèrent avec plus de précipitation que le matin, et laissèrent beaucoup d'hommes et de chevaux sur le champ de bataille. (Mémoire.) Pully dit simplement : Les ennemis parurent plusieurs fois s'ébranler pour nous attaquer. Ils menaçaient de nous tourner par notre gauche.

donna l'ordre à son artillerie de ne tirer qu'à bonne portée, afin d'ébranler plus sûrement la tête des colonnes ennemies. On lui répondit par de nouveaux cris d'allégresse *Vive la nation ! Vive notre général !* On éleva, comme trois heures auparavant, les chapeaux sur les baïonnettes et sur les sabres. Toute l'armée, fière de son attitude, convaincue qu'elle avait déjà fait reculer l'assaillant, fatiguée, selon le mot de Kellermann, d'être tirée de but en blanc, attendait avec impatience l'assaut des Prussiens. L'artillerie redoubla son feu ; vingt-quatre pièces de canon étaient alors installées près du moulin de Valmy ; elles tirèrent à pleines volées. Mais l'ennemi ne faisait qu'une simple manœuvre ; on crut qu'il se retirait encore ; il opéra une conversion à droite et s'établit à la Lune avec le même calme méthodique, la même régularité de mouvements, le même ensemble que s'il défilait sur un champ de manœuvres¹.

Le soir venait. La canonnade cessa peu à peu. Des deux côtés on n'avait plus de munitions que pour une seule bataille. Si j'ai encore une affaire, disait Kellermann, elles me manqueraient totalement. Tempelhof, courant de batterie en batterie, comme un furieux, criait aux officiers de l'artillerie : *Que diable ! ne jetez donc pas votre poudre aux moineaux !*² Entre cinq et six heures, expiraient les derniers feux.

Clerfayt ne parut qu'à la fin de l'action. Il avait campé l'avant-veille à Vouziers et la veille à Manre ; il voulu de là se porter sur Somme-Suippes. Mais une patrouille de hussards lui conta qu'on voyait à Somme-Suippes un camp de quarante mille Français. Clerfayt envoya tout exprès son quartier-maître-général, le colonel Schmidt en reconnaissance. Schmidt annonça qu'il n'y avait pas à Somme-Suippes un seul ennemi et les Impériaux allaient s'ébranler lorsque des paysans de Manre assurèrent à Clerfayt que l'armée française approchait. Clerfayt envoya de nouveau un officier de hussards à la découverte, et tout le corps autrichien, le fusil au pied attendit de minuit à trois heures du matin, sous une pluie battante, l'ordre de se mettre en mouvement. Au retour de l'officier, le feldzeugmestre, convaincu que la route était sûre, partit en laissant à Manre ses bagages de même que les Prussiens avaient laissé leurs équipages à la ferme des Maisons de Champagne. Il atteignit Somme-Suippes à neuf heures ; mais là il recevait de Brunswick l'ordre de marcher sur La Croix-en-Champagne, pour couvrir le flanc droit de l'armée prussienne. Il s'engagea dans de mauvais chemins et ne fut à La Croix-en-Champagne qu'à quatre heures du soir. Il y trouva de nouvelles instructions. Cette fois, il fallait faire en diligence sa jonction avec les Prussiens. Clerfayt marcha sur Maigneux ; il arriva pour entendre les derniers coups de canon : durant toute cette journée, par sa faute autant que par celle de Brunswick, il avait erré à deux lieues du champ de bataille, et les Prussiens ne manquèrent pas de dire que son inaction avait été calculée³.

¹ Le 20 septembre, observe ironiquement Valentini (p. 7), était l'époque des manœuvres d'automne de Potsdam.

² Kellermann à Servan, 21 septembre (arch. guerre) ; Massenbach, *Mém.*, I, 100 ; le major prussien nous raconte que Tempelhof n'avait fait emporter dans l'Argonne, à la suite de l'armée, que le tiers des munitions de guerre ; les deux autres tiers étaient restés dans les parcs d'artillerie, et à Luxembourg, et à Longwy, et à Verdun ; chaque batterie n'avait eu moyenne que 1.248 coups à tirer.

³ Massenbach, *Mém.*, I, 91-92 ; Minutoli, *der Feldzug*, 254-256 ; Gebler, 82-85 ; Strantz, 100 ; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 72 ; Témoin oculaire, II, 117 ; Fersen, II, 48 (récit de Levis) ; ce qui n'empêche pas Kellermann d'affirmer dans son mémoire

La canonnade était à peine terminée qu'un orage terrible éclata, et la pluie tomba par torrents. L'auberge de la Lune fut l'asile du roi de Prusse et de sa suite. Elle n'avait que quatre chambres habitables ; la première fut réservée au roi ; la deuxième, au duc de Brunswick ; la troisième, aux princes de Reuss, de Nassau-Siegen, de Hohenlohe, et aux aides-de-camp de Frédéric-Guillaume. Dans la quatrième chambre étaient les blessés du matin, et, parmi eux, le lieutenant d'artillerie dont Massenbach avait admiré la belle figure ; j'entendis ses gémissements, dit le major, et je m'enfuis pour ne plus les entendre. Le vestibule qui servait de cuisine à l'aubergiste, devint le dortoir des officiers de l'état-major. Le prince royal s'enferma dans la chaise étroite et incommode du major Derschau. Massenbach s'étendit, en plein air, sur une botte de paille, et lia son cheval à son pied ; je n'avais rien mangé depuis deux jours, écrit-il, mais je n'avais pas faim ; le manque de nourriture, les efforts de ces deux journées, les impressions d'un esprit surexcité par la vue d'une prochaine victoire, et maintenant accablé par une profonde tristesse, me jetèrent dans un lourd sommeil ; je ne m'éveillai qu'au matin, et, en ouvrant les yeux, je vis mon fidèle cheval couché tranquillement à côté de moi. Le duc de Weimar et ses officiers s'étaient établis derrière une éminence qui les garantissait du vent ; l'un d'eux proposa de creuser des fosses et d'y dormir ; c'était, selon le mot de Goëthe, un enterrement anticipé. Les artilleurs fournirent des outils, les fosses furent creusées, et les officiers de Weimar s'y couchèrent, enveloppés de leurs manteaux. Goëthe avait traité le matin avec un chasseur qui devait lui prêter durant trois nuits consécutives, au prix d'un franc par nuit, une bonne couverture de laine ; il la réclama, la roula autour de son corps, et dormit avec autant de douceur qu'Ulysse sous le manteau d'Eumée¹.

Mais les soldats n'avaient ni couverture, ni manteau pour se défendre contre la bise et la pluie. On leur avait donné l'ordre de mettre leurs fusils en faisceaux et de bivouaquer, comme la veille. Ils allumèrent de grands feux avec la paille qu'ils trouvèrent à la Lune et à Maigneux ; ils brûlèrent les peupliers de la grande route et les chariots d'un convoi français qui venait de Châlons, et que les hussards avaient enlevé dans la journée. Mais, tout en se chauffant à la flamme des brasiers, ils restaient exposés à l'averse et au vent glacial qui souffla toute la nuit ; on était, dit un témoin, à la fois rôti et gelé. Quelques-uns, tombant de lassitude, s'endormirent sur la terre humide et se relevèrent le lendemain malades ou perclus.

On ne prit aucune nourriture, car les vivres comme les tentes étaient restés aux Maisons de Champagne. Le prince royal s'estima fort heureux d'obtenir du général Wolframsdorf un verre de vin blanc. Goëthe avait conservé précieusement une des bouteilles qu'il avait trouvées la veille dans une cave de Somme-Tourbe, et un hussard lui vendit un morceau de pain. Un prince qui s'était caché pendant la bataille dans la maison de la Lune, fit une omelette au roi de Prusse. Mais le reste de l'armée jeûna, et l'on vit les soldats assis au bivouac, ramassés sur eux-mêmes, les coudes sur les genoux et la tête dans les mains, comme pour étouffer les tourments de leur estomac. Tout manquait en ce triste et aride endroit. Les blessés, consumés par la soif, demandaient vainement une goutte d'eau. On les avait transportés dans la ferme de Maigneux, où ils gisaient, étendus sur des gerbes de blé, entre les mains de frères ignorants et

que Clerfayt attaqua vigoureusement sa droite commandée par Stengel qui le reçut avec fermeté et le repoussa avec perte.

¹ Strantz, 101 ; *Réminiscences*, 160 ; Massenbach, I, 93-94 ; Goëthe, 88 et 94.

maladroits¹. On crut ; un instant qu'ils seraient abandonnés sans secours, la pharmacie militaire étant demeurée, avec tout le reste, aux Maisons-de-Champagne. Heureusement on découvrit de la charpie et des médicaments dans les chariots du convoi dont les hussards s'étaient emparés.

L'armée était mêlée comme dans une déroute. Pour mieux masser ses régiments et les avoir sous sa main, Brunswick les avait fait reculer de quelques pas. Mais la nuit tomba pendant ce mouvement. Les troupes, se croisant et s'entrechoquant dans l'obscurité, se confondirent. Le prince royal ne savait plus où était le bataillon des grenadiers de Vittinghoff, et ne le retrouva que dans la matinée du lendemain. Le désordre était si grand que pour la première fois, en présence des ennemis, on ne donna pas le mot d'ordre.

Pas un officier qui ne fit d'amères réflexions et n'eût conscience de la défaite². Le vieux Fritz, s'écriait Wolfradt dans son langage soldatesque, n'aurait pas fait ainsi. Que diable ! pourquoi sommes-nous venus ici, si nous ne voulons pas nous battre ? Frais poissons, bons poissons ! Nous sommes vaincus ! Vous verrez comme ces gaillards-là vont lever la crête ! Wolfradt exprimait tout haut les sentiments de l'armée : elle comprenait qu'elle avait perdu son prestige ; elle songeait aux railleries de l'adversaire et à l'étonnement de l'Europe ; accoutumée aux succès et fière de sa gloire passée, elle était à la fois surprise et consternée à l'idée qu'on ne la regarderait plus comme invincible. Le matin, dit Goëthe, on ne doutait pas d'embrocher tous les Français et de n'en faire qu'une bouchée ; le soir, chacun allait devant soi, on ne se regardait pas, et, si l'on s'abordait, c'était pour maudire l'expédition. Les compagnons du poète lui demandèrent ce qu'il pensait de l'affaire. De ce lieu, répondit-il, et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et vous pourrez dire : j'y étais. Il prévoyait que la France ne se bornerait pas à détrôner son roi et à chasser l'étranger mais qu'elle déborderait sur l'Europe ; il devinait la force irrésistible de la Révolution victorieuse. Ses amis ne voyaient dans la bataille de Valmy qu'un échec à réparer et une revanche à prendre ; c'était, aux yeux de Goëthe, un de ces événements qui changent le cours de l'histoire. Massenbach fit la même prophétie : le 20 septembre, affirmait-il, donne au monde une autre face, c'est le jour le plus important du siècle³.

Brunswick partageait la tristesse et l'abattement de son armée. Caraman entra dans sa chambre au milieu de la nuit. Le duc était assis au coin du feu, la tête couverte d'un bonnet, dans l'attitude d'un homme affaibli qui ne peut supporter le poids d'une pensée douloureuse. Il accueillit Caraman avec sa courtoisie ordinaire et l'entretint longtemps au milieu d'un profond silence que troublaient parfois les gémissements des blessés entassés dans la chambre voisine. Il avoua qu'il était surpris de la résistance qu'il avait rencontrée. Il regretta que le roi de Prusse se fût engagé dans une difficile entreprise ; il n'avait plus, disait-il, à sa disposition ; qu'une armée de quarante mille hommes décimée par la dysenterie ; il allait se trouver isolé au milieu d'un pays que l'ennemi avait déjà occupé et mangé ; les chemins étaient mauvais ; il serait presque impossible d'assurer le service des subsistances. Il parlait, raconte Caraman⁴, avec une sorte d'effroi de sa responsabilité ; j'essayai vainement de combattre ses tristes impressions ; je

¹ Voir sur le service sanitaire de l'armée des alliés *Invasion prussienne*, 107-108 ; *Réminiscences*, 160 ; Massenbach, I, 110-111 ; Goëthe, 93 ; Témoin oculaire, II, 113.

² *Niederlage*, dit Massenbach.

³ Goëthe, *Campagne de France*, 93 ; Massenbach, *Mém.*, I, 94.

⁴ Caraman, *Mém.*, 16-17.

n'avais plus moi-même que de bien faibles espérances et, lorsque je le quittai, je le laissai de plus en plus pénétré des sinistres prévisions qui assiégeaient son esprit.

Pour comble de disgrâce, on apprit le lendemain que les Français de Le Veneur et de Duval avaient failli s'emparer, pendant la canonnade, de la ferme des Maisons-de-Champagne. Ils avaient pris quelques fonctionnaires de la chancellerie qui s'étaient aventurés vers les bords de l'Aisne pour voir de plus près la bataille¹. Sans la timidité de Le Veneur et les mensonges d'un coureur de Kalkreuth, ils auraient fait main basse sur les bagages de l'armée prussienne. S'ils avaient marché, témoigne Massenbach, sur les Maisons-de-Champagne avec un peu de vigueur et de hardiesse, ils se seraient facilement saisis de tous nos équipages, et l'on sait que nous désignons sous ce nom nos voitures, chaises de poste, fourgons de vivres, service des ambulances, tentes et chevaux de somme. Qu'on se représente notre armée, en pleine Champagne, sans pain, sans tentes, sans batteries de cuisine. Mais l'ennemi nous crut sages ; il n'imaginait pas que les élèves de Frédéric II eussent commis la faute de laisser leurs bagages derrière eux, sans autre garde qu'un seul bataillon de fusiliers. Cette fois encore nous fûmes sauvés par la gloire du vieux Fritz et par son esprit qui veillait sur nous².

XIII. Pendant que l'armée prussienne, honteuse et consternée, bivouaquait sur le plateau de la Lune, l'armée française abandonnait l'Yvron et Valmy à la faveur des ténèbres. Malgré l'énergique attitude de ses troupes et leurs cris de triomphe, Kellermann sentait le péril de la situation³. Les ennemis lui barraient la route de Châlons ; ils pouvaient déborder sa gauche, se porter sur les hauteurs de Dampierre et de Voilemont, lui couper ses communications avec le chemin de Vitry-le-François, le seul qui fût désormais ouvert. Inquiet, hésitant, Kellermann envoya chercher Dumouriez pour lui demander conseil. La conférence eut lieu, entre six et sept heures, dans la chétive maisonnette qui dépendait du moulin. Cette cabane, composée d'une pièce unique, ne renfermait qu'une seule chaise occupée par un grenadier qui paraissait dormir. Dumouriez entra et frappant sur l'épaule du soldat : *Allons, camarade*, dit-il, *il faut nous céder la place* ; le grenadier tomba de la chaise ; il était mort⁴. Les généraux tinrent un conseil de

¹ C'étaient, d'après la *Gazette de Voss* du 9 octobre (n° 21), les conseillers de Wegnern et Volgand, le secrétaire du cabinet Lombard, deux commissaires des vivres, deux secrétaires de la poste de campagne, quelques chasseurs et postillons.

² Massenbach, *Mém.*, I, 109-100 ; Goethe, *Campagne de France*, 98 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 291. Dans l'instruction qu'il avait donnée au lieutenant-général Le Veneur, il lui avait malheureusement prescrit de ne pas s'aventurer, pour pouvoir toujours reprendre la position du camp, en cas que l'attaque devînt générale. L'ignorance rend timides les hommes les plus braves, car certainement Le Veneur est un homme d'un grand courage. Ayant marché devant lui, il donna dans la colonne des équipages des Prussiens, qui étaient très mal escortés. Au lieu de pousser au travers, ce qu'il pouvait faire sans danger, il ne fit que quelque butin ; et il se hâta de se replier, non pas à la hauteur de Beurnonville, mais jusqu'au camp. Le général n'eut rien à lui dire ; il objecta son instruction.

³ Il dit dans sa dépêche destinée au public quelque désagréable que fût la position que j'avais prise.

⁴ *Moniteur* du 11 juin 1831. La maisonnette portait encore, en 1831, lorsque Louis-Philippe visita le champ de bataille, la trace des boulets prussiens ; elle est restée debout jusqu'en 1845 ; elle avait été achetée par un nommé Jean-Louis Thiery, dont le petit-fils,

guerre. D'Aboville proposa d'évacuer le soir même l'Yvron et Valmy. L'avis, rapporte le général Pully, était bon et heureux ; il fut adopté. On résolut que l'armée de Kellermann passerait l'Auve durant la nuit et appuierait sa droite à Dampierre et sa gauche à Voilemont ; on aurait devant soi la rivière et les marais ; on menacerait le flanc droit des ennemis s'ils marchaient sur Châlons ; on pourrait les devancer s'ils demeuraient sur les hauteurs de la Lune ; on resterait maître de la chaussée qui menait de Sainte-Menehould à Vitry-le-François par Elise et Daucourt, ainsi que de la route de Vitry-le-François à Châlons ; on n'était donc pas, malgré le mouvement des Prussiens, coupé de ses magasins ; on forçait simplement les convois à faire un détour.

La retraite commença vers neuf heures, dans le plus grand silence, sans confusion et sans tumulte ; comme à Grandpré, cinq jours auparavant. On alluma des feux sur la crête de Valmy, pour faire croire aux Prussiens que l'armée française gardait sa position. Valence couvrit la marche des troupes avec sa réserve ; Deprez-Crassier, à son tour, couvrit avec son avant-garde qui devenait l'arrière-garde, la marche de Valence. Stengel abandonna l'Yvron et se retira sur Dommartin-la-Planchette, où il établit son quartier-général ; mais il avait laissé sur la hauteur du moulin quelques escadrons de chasseurs qui furent chargés d'enterrer les morts et d'enlever les blessés, et de ne se replier que lorsque l'adversaire avancerait sur Valmy avec des forces supérieures.

La marche de l'armée fut lente et la queue des colonnes ne passa le pont de Dommartin-la-Planchette que vers six heures du matin. Mais le 21 septembre, Kellermann était au delà de l'Auve, sur un affluent de cette petite rivière, l'Yèvre, entre Dampierre et Voilemont. La position était très forte ; elle couvrait la route de Vitry ; elle donnait à l'armée du Centre un front inattaquable ; elle appuyait son flanc droit à l'armée de Dumouriez et son flanc gauche à des hauteurs qu'il était facile de défendre et difficile de tourner. L'avant-garde occupait Plagnicourt et Sommerécourt, et poussait jusqu'à Dampierre-le-Château. Frégeville, détaché de l'armée de Dillon, allait avec trois cents chevaux s'établir au Fresne-sur-Moivre, pour [conserver la libre circulation du chemin de Vitry à Châlons](#). Ce fut, écrit Kellermann à Servan, un coup de théâtre ; j'avais tiré mon armée du mauvais pas en faisant cette marche, la nuit, à la barbe des Prussiens, n'ayant qu'un chemin à tenir et un ruisseau à passer sur un seul pont ; il faut maintenant qu'ils passent l'Auve et l'Yèvre pour arriver sur moi¹.

Thiery-Rouyer, possède encore le terrain. Quant au moulin, il n'avait pas été détruit par la canonnade ; on le restaura, et il n'a disparu qu'en 1829. (Communication de M. Thénault.)

¹ Kellermann à Servan, 24 septembre (arch. guerre) ; Dillon, Compte rendu, 32 et 36 ; Deprez-Crassier à la Convention, 5 : [Je fis l'arrière-garde, à la portée du canon ennemi, avec trois escadrons de hussards, et sans perdre une botte de paille](#). Gobert juge ce mouvement [admirable](#) ; Rochambeau, d'ailleurs très bref et très inexact sur ce point, observe (*Mém.*, I, 429) que Kellermann [fit pendant la nuit un mouvement habile qui menaçait le flanc de l'armée prussienne](#). Le général en chef de l'armée du Centre a dit plus tard : [L'affaire du 20 septembre procura à Kellermann la possibilité de prendre une position dans la nuit qui suivit le combat, laquelle mit Brunswick absolument hors d'état de suivre son projet d'invasion](#). (Lettre de Kellermann en réponse à la nouvelle accusation portée contre lui à la Convention par le général Custine. *Arch. nat.*, W. 483, n° 374, p. 4.)

XIV. Telle fut la canonnade de Valmy qui dura, non pas quatorze heures, comme l'a dit et répété Kellermann, mais sept à huit heures¹. L'armée prussienne comptait environ 34.000 combattants, et celle des Français, 52.000, dont 36.000 furent mis en ligne². Les Prussiens traînaient avec eux 58 pièces de canon ; les Français établis sur le tertre disposaient de 40 bouches à feu. Ceux-ci perdaient près de 300 des leurs³ ; ceux-là n'avaient que 184 hommes hors de combat, mais la plupart de leurs blessés moururent, faute de soins, le lendemain et les jours suivants⁴.

Cette action si peu meurtrière n'est donc pas, à proprement parler, une bataille, et, si l'on ne tient compte que du nombre des morts, ce fut à peine un combat. Mais elle eut de plus grands résultats que ces journées sanglantes qui ne sont que d'inutiles carnages et ne font pas époque dans l'existence d'une nation⁵. Tout ce que l'armée prussienne comptait d'hommes intelligents et perspicaces, Brunswick, Nassau-Siegen, le prince royal, Massenbach, Caraman, Goethe, sentaient que cette simple affaire serait décisive. *Le cœur me battait*, dit Caraman ; *la vie du roi, l'avenir de la France, celui de l'Europe peut-être étaient en jeu*, et il y avait longtemps qu'une aussi grande question politique n'avait été soumise au sort des combats⁶.

Les généraux français, au contraire, ne comprirent pas aussitôt l'importance de la journée du 20 septembre. Ils voyaient l'adversaire dont ils ne soupçonnaient pas le profond abatement, se mettre en face d'eux et leur barrer la route de Sainte-Menehould à Châlons. Un sentiment d'inquiétude se mêlait en eux à la joie du succès. Dumouriez écrivait le 21 septembre au commandant militaire de Châlons que les Prussiens avaient beaucoup perdu, mais qu'ils avaient continué

¹ Elle commença le matin, vers sept heures, se ralentit à neuf heures et reprit avec violence vers midi pour cesser entre cinq et six heures. *Après une attaque de huit heures* (Dumouriez au commandant de Châlons, 21 sept., arch. guerre) ; la canonnade, écrit Heuss, a duré de midi et demi à quatre heures et demie, sans compter le feu que nous dûmes essayer depuis neuf heures (Vivenot, *Quellen*, II, 234). Tous les Prussiens assurent que la canonnade a duré quatre heures, parce qu'ils ne la font commencer qu'à l'arrivée du gros de leur armée sur le plateau de Maigneux.

² D'après Strantz (p. 101), l'armée prussienne était composée de 42 bataillons et de 70 escadrons ; en comptant pour un dixième les blessés et les malades, on obtient le chiffre de 34.000 hommes. Quant au chiffre de l'armée française, nous savons que Kellermann avait 16.000 hommes et j'estime les forces de Stengel, de Beurnonville et de Chazot respectivement à 6.000, à 9.000 et à 5.000 hommes.

³ 250 hommes tant tués que blessés, dit Kellermann (lettre du 21 septembre) ; 150 tués et 260 blessés, écrit le commissaire des guerres Brémont (voir son journal en 1792, *Revue historique des Ardennes*, 1864, 1er semestre, p. 63).

⁴ Chiffre officiel donné par la *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 73.

⁵ Comparez la bataille de la Boyne qui ne fut qu'un petit combat où, par hasard, le duc de Schönberg fut tué, mais qui donna l'Irlande à Guillaume III (Rousset, *Louvois*, IV, 422-423). la bataille de Culloden qui ne coûta que 300 tués et blessés aux Anglais et décida du sort de la Grande-Bretagne, l'affaire de Vernon où la troupe de Brune ne perdit qu'un seul homme et qui porta un coup mortel à l'insurrection des départements et à la cause girondine. *Les lieux, les temps*, a dit Voltaire, *font l'importance de l'action ; on a vu dans la guerre de la succession d'Autriche des batailles de près de 100.000 hommes qui n'ont pas eu de grandes suites.* (*Siècle de Louis XV*, chap. XXV).

⁶ Caraman, *Mém.*, 15. *La prise d'Ismail*, disait le correspondant de la *Minerva* d'Archenholz (janvier 1793, p. 152), *n'a eu aucune conséquence ; la canonnade de Valmy a décidé l'indépendance de la France ; elle est ce qu'a été Culloden pour l'Angleterre, elle est même davantage.*

leur marche par sa gauche, soit pour couper sa communication avec Châlons, soit pour marcher sur cette ville, et qu'il allait suivre leur mouvement et les serrer de près¹. Il croyait même qu'ils allaient renouveler leur attaque pour lui *cachez une marche* et il pria Kellermann de venir le secourir et *voir sa bataille*, comme lui-même avait fait la veille². Kellermann, de son côté, mandait confidentiellement à Servan que l'ennemi s'approchait de Châlons et que les subsistances devenaient très difficiles : *Vous savez, ajoutait-il*³, *combien je me suis constamment refusé à cette jonction qui ne pouvait nous conduire à rien, et nous voici maintenant coupés de Châlons*. Servan, tout en félicitant les deux généraux de l'avantage qu'ils avaient remporté, ne cachait pas ses alarmes : *Je vois, disait-il, que les troupes, officiers et soldats se sont battus avec la bravoure de Français libres, et que tous ont bien mérité de la patrie ; mais je vois aussi qu'en perdant plus ou moins de monde, les ennemis ont fait ce qu'ils ont voulu, qu'ils ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons*. Il passe Valmy sous silence dans son rapport du 25 septembre à la Convention et se borne à remarquer que la France avait opposé aux alliés plus de soixante mille hommes réunis à Sainte-Menehould⁴.

Le public n'avait pas les mêmes craintes que les généraux et que le ministre. Il ne crut pas un seul instant, pendant toute la durée de la campagne, que les étrangers pénétreraient jusqu'aux portes de Paris⁵. Mais, au lieu d'applaudir Valmy, il applaudissait la République proclamée par la nouvelle assemblée nationale, et trouvait à cette ouverture de session quelque chose de sublime. *Châlons et Reims sont à la vue de l'ennemi, écrivait Prudhomme, et, tranquille à son poste, la Convention décrète la République et la déclare une et indivisible*⁶. La nouvelle de la canonnade ne causa donc pas une très vive émotion ; on se contenta de dire que l'armée s'était bien défendue et que, renforcée par les bataillons de volontaires qu'on voyait marcher vers les frontières de Champagne, elle refoulerait les envahisseurs. On ne sentit que plus tard, lorsque les Prussiens se retirèrent, les obligations qu'on avait à la journée de Valmy. On comprit alors que cette affaire, comme on la nommait, avait été le salut de la France ; sans infliger aux alliés une défaite signalée et sans leur coûter beaucoup, elle avait écrasé leur fierté ; elle avait arrêté court leur marche en avant ; elle les avait convaincus que leur entreprise échouerait⁷.

¹ Dumouriez au commandant militaire de Châlons, 21 sept. (arch. guerre).

² Dumouriez à Stengel et à Kellermann, 21 sept. (arch. nat. papiers de Dumouriez).

³ Kellermann à Servan, 21 sept. (arch. guerre).

⁴ Servan à Dumouriez, 23 sept. (arch. guerre), et à la Convention, 25 sept., *Moniteur* du 27.

⁵ Voir sur cette disposition du public qu'il faut attribuer non seulement à la lassitude et à la légèreté nationale, mais à l'inébranlable confiance qu'on avait dans la force des sentiments patriotiques et révolutionnaires, les témoignages recueillis par M. Taine (*Conquête jacobine*, 253).

⁶ *Révolutions de Paris*, n° 168, 22-29 sept. 1792, p. 16 ; voir aussi p. 41, Kellermann reconnaît lui-même que *l'affaire de Valmy fit dans les premiers temps assez peu de sensation* (Lettre à la Convention, Arch. nat. w. 483, n° 374, p. 4).

⁷ Lorsque Charles X se rendit à Reims pour son sacre, en passant par la Champagne, il dit au duc d'Orléans : *Nous nous sommes vus autrefois dans ces plaines ? — Oui, sire, mais ce n'était pas sous les mêmes drapeaux. — Je n'ai jamais bien su, ajouta le roi, si Brunswick avait ou non reçu de l'argent ou des ordres pour se retirer. — Sire, le courage de l'armée française a tout fait, et je ne suis pas surpris qu'après la bataille de Valmy le*

Le combat de Valmy, dit Dumouriez dans ses Mémoires, a produit un très bon effet sur les Français en leur prouvant que leur contenance et leur feu pouvaient arrêter un ennemi formidable¹. C'était, en effet, leur premier fait d'armes depuis Bergen et Yorktown. L'armée de la Révolution reçut à Valmy le baptême du feu ; elle avait tenu tête aux troupes les plus redoutables de l'Europe ; elle remportait une victoire morale, une de ces victoires qui enhardissent et fortifient les cœurs, rehaussent l'enthousiasme, et prouvent avec éclat l'énergie de la lutte et de la résistance². Le soldat eut désormais en lui-même cette confiance qui fait la force réelle des armées ; il se sentit plein de courage et destiné à entreprendre de grandes choses. J'ai présenté le combat aux Prussiens, annonçait Kellermann au ministre de la guerre, et ils n'ont jamais osé m'attaquer ; l'ennemi le plus aguerri ne doit pas l'emporter sur ceux qui se consacrent à la défense de la liberté. Le soldat répéta ces paroles de Kellermann. Son orgueil s'exalta. Il ne vit plus dans ses adversaires que les aveugles instruments du despotisme. Déjà les discours et les brochures du temps ne représentaient le militaire autrichien ou prussien que comme une machine, comme un vil esclave dressé à force de coups. Le 25 août, un officier de grenadiers, se promenant à cheval près de Lauterbourg, le long du Rhin, voyait sur l'autre rive sept ou huit soldats de Mirabeau qui se retiraient à son approche. Les lâches ! s'écriait-il³, ils n'ont pu soutenir un instant la vue d'un chevalier des droits de l'homme ! Après Valmy, tout Français qui tenait l'épée ou maniait le fusil, s'envisagea comme le champion d'une cause qui devait nécessairement triompher. L'affaire du 20, écrivait-on du camp de Dampierre au Moniteur, a fait voir que les soldats de la liberté valent mieux que ceux des despotes⁴. Après avoir vu cette action, mandait un capitaine de volontaires à Brissot, je regarde notre nation comme invincible⁵. Dès le lendemain de la canonnade, les Prussiens remarquaient un grand changement dans l'allure et le langage de nos sentinelles. Autant les avant-postes étaient timides dans les derniers jours, dit avec dépit un major de l'avant-garde, autant ils étaient devenus fiers et superbes ; ils nous témoignaient une extrême arrogance⁶. Le pronostic du vieux Wolfradt se vérifiait ; le coq gaulois se dressait sur ses ergots.

duc de Brunswick n'ait pas été d'humeur à marcher sur Paris. (Vie anecdotique de Louis-Philippe, p. 65-66.)

¹ *Mém.*, I, 292.

² Le gain moral, avouent les auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa* (I, p. 72-73), était incalculable.

³ *Moniteur* du 7 septembre.

⁴ *Moniteur* du 1er octobre, lettre du 25 septembre.

⁵ *Patriote français* du 3 octobre.

⁶ Massenbach, *Mém.*, I, 94. L'armée entière est très animée, écrivait Dumouriez le 21 septembre (arch. guerre) ; ma petite armée est bonne, mandait Kellermann le 24 septembre, et l'ennemi n'ayant pas osé l'attaquer de front, cela l'a enhardie à ne plus compter leur nombre ; la dernière affaire l'a échauffée, disait Gorsas (*Courrier des 85 départements*, 25 septembre, p. 51). Un des meilleurs jugements sur Valmy est celui de l'émigré Dampmartin, qui se pique d'impartialité (*Mém.*, 302) : La canonnade de Valmy étonne les étrangers, anime les Français, et s'assure une place dans l'histoire par ses importants résultats. Comparez aussi Valentini (p. 9-10) : Elle réveilla l'esprit guerrier de la nation et les jeunes troupes apprirent dans cette crise dangereuse qu'à la guerre le péril n'est pas aussi grand qu'il en a l'air ; et Minutoli, *Erinnerungen*, 128 : On n'avait pas attaqué les Français, ils se crurent vainqueurs, et d'ailleurs ils s'étaient convaincus qu'un feu, si vif et si bruyant qu'il fût, n'était pas aussi dangereux qu'ils le pensaient d'abord. La canonnade de Valmy, dit l'auteur du *Tableau historique* (II, 91 et 115), devint l'époque de l'indomptabilité des troupes françaises et il faut dater de cette journée la

Au reste, on a tort de rabaisser l'importance militaire de Valmy. Il y eut sans doute, de 1792 à 1815, des canonnades bien supérieures à celle-là par la puissance et l'intensité. Dès l'année suivante, au mois d'août, dans les montagnes du Palatinat, Français et Prussiens engageaient des combats d'artillerie que Gouvion Saint-Cyr compare à celui de Valmy¹. Mais la canonnade du 20 septembre 1792 était une des plus vives que put alors citer l'histoire de la guerre. Lorsque Goethe assura, trente ans plus tard, qu'il est impossible d'en décrire la violence et d'en faire revivre l'idée dans l'imagination², on prétendit que l'affaire, telle qu'il l'avait racontée, n'était qu'un jeu d'enfants ; que son récit était pompeux et hyperbolique ; qu'on y reconnaissait le traducteur de Benvenuto Cellini, le plus grand hâbleur de la nation italienne³. Mais le dire de Goethe est confirmé par de nombreux témoignages. Le bruit du canon fut porté par le vent jusqu'à Sainte-Menehould et à Grandpré⁴ ; à Sainte-Menehould, écrit Buirette, il retentissait d'une manière effrayante et faisait trembler toutes les vitres⁵. Le maréchal-de-camp Money l'entendit aux Islettes, et ce vieux compagnon de Burgoyne affirme qu'il n'a jamais ouï canonnade aussi vive⁶. Pas un militaire, rapporte Lombard, ne se souvient d'un feu semblable⁷. Il faut se rappeler que pour la première fois, depuis la guerre de Sept-Ans, l'artillerie tonnait en Europe sur un champ de bataille, car les combats des Autrichiens et des Russes contre les Turcs s'étaient livrés loin du monde civilisé et, pour ainsi dire, en Orient. On comprend dès lors la stupeur et l'étourdissement des deux partis. La plupart des combattants n'avaient pas encore vu la guerre ; ils furent étonnés et troublés par ce fracas formidable. C'était, dit Caraman, la première fois que je me trouvais à une bataille rangée, et les premiers boulets qui portèrent près de moi, les premières mutilations dont j'eus le triste spectacle, me causèrent une impression involontaire⁸.

valeur et l'assurance dans leurs propres forces qu'elles manifestèrent depuis pendant toute cette guerre. La résistance que les alliés rencontrèrent à Valmy, juge le colonel Miot, fut pour la France comme le signal des victoires qui, pendant vingt ans, ont couronné ses drapeaux ; c'est contre un moulin qu'est venue se rompre la première coalition, et c'est de là que nos bataillons ont pris leur premier élan dans la carrière qu'ils devaient parcourir. (*Mémoire inédit.*)

¹ Gouvion Saint-Cyr, I. 76. L'armée française tira à Valmy 20.000 coups de canon (Dumouriez, *Mém.*, I, 291) ; à la Moskowa, 50.000 ; à Lützen, 39.000 ; à Leipzig, dans la journée du 18 octobre, 95.000 (Fain, Manuscrit de 1815, p. 367 et 431) ; Massenbach nous donne le nombre de coups tirés par les batteries de l'avant-garde prussienne dans la journée du 20 septembre : batterie volante de Schönermark, 900 ; demi-batterie volante de Hüsser, 450 ; batterie Ostendorf, 460 ; batterie Berneck, 480 ; batterie Decker, 450 ; chaque batterie prussienne avait tiré en moyenne 450 coups (*Mém.*, I, p. 99).

² Goethe, *Campagne de France*, 84.

³ *Rheinischer Antiquarius*, I, 117.

⁴ Miroy, *Chronique de Grandpré*, 1839, p. 166.

⁵ Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, II, 609.

⁶ Money, *The Campaign*, 88.

⁷ Lombard, *Lettres*, 317, et Hüffer, *zwei neue Quellen zur Geschichte Friedrich Wilhelms III, aus dem Nachlass Lombards und Lucchesinis*, p. 25, lettre du 24 septembre 1792 la canonnade devint bientôt si terrible, que nous pouvions à peine maîtriser nos inquiétudes.

⁸ Caraman, *Mém.* 15 ; cp. les mots de Lucchesini *canonnade furieuse* (Ranke, *Umprung*, 317), de Reuss *hitzige Canonade* (Vivenot, *Quellen*, II, 233) et de Dumouriez *terrible canonnade* (*Mém.*, 289). Voir plus haut, l'impression dont est saisi Massenbach. L'œil

On attribuerait peut-être une plus grande importance au combat de Valmy, si le nombre des morts avait été plus considérable. Mais, comme l'ont remarqué tous les témoins de la journée, la distance entre les deux armées était trop grande pour que l'artillerie pût faire de larges trouées dans les rangs et, le sol étant entièrement détrempé, la plupart des boulets s'enfonçaient en pleine boue et ne ricochaient pas. Les régiments prussiens qui souffrirent le plus furent ceux de l'avant-garde, surtout Hohenlohe et Kleist ; ce dernier perdit près de quarante hommes. Mais la première ligne fut à peine atteinte ; le régiment de Romberg eut quelques morts ; le régiment de Thadden, quatre seulement ; les deux bataillons de Kenitz, pas un blessé¹.

XV. On a souvent blâmé le duc de Brunswick d'avoir arrêté les colonnes prussiennes qui se déployaient en face du moulin de Valmy. On a prétendu que s'il les avait rapidement entraînées, il aurait mis en déroute l'armée de Kellermann et rejeté celle de Dumouriez dans la vallée de l'Aisne². On a cherché les motifs qui le décidèrent à suspendre l'attaque. Dès le 21 septembre 1792, la résolution qu'il avait prise la veille paraissait extraordinaire. On croyait qu'il s'était, selon le mot de Fersen, déterminé par des raisons inconnues³. Les uns affirmaient qu'on l'avait gagné à prix d'or ; les autres, qu'il ménageait les Français parce qu'il aspirait à la couronne de Louis XVI et se souvenait des propositions de Carra⁴. D'autres contaient qu'il était franc-maçon et que les loges lui défendaient de marcher sur Paris. Quelques-uns assuraient même qu'il s'entendait avec l'Angleterre secrètement alliée à la France, qu'on avait vu des courriers de Londres aller et venir dans son camp, qu'il s'entretenait fréquemment avec le colonel anglais Saint-Leger ; n'avait-il pas épousé la sœur de Georges III et sa fille ne devait-elle pas se marier à l'héritier des trois royaumes⁵ ? Un historien de nos jours a même avancé que la manière d'agir de Charles-Ferdinand à Valmy fut si honteuse, si fatale à l'Allemagne et à son honneur qu'elle provoque la plus grave accusation et le jugement le plus rigoureux. Ah ! si le duc, s'écrie cet auteur, avait pu prévoir le châtement qui l'attendait à Iéna ! Il ajoute qu'on ne peut parcourir le champ de bataille de Valmy sans un sentiment de tristesse, car c'est là que la déloyauté, pour ne pas dire la trahison de Brunswick, a commencé la longue série des malheurs et des hontes qui depuis ont accablé l'Allemagne⁶.

pouvait alors embrasser plus de 100.000 (lire 70.000) hommes prêts à se livrer bataille, et ce spectacle était d'autant plus imposant qu'on n'était pas habitué à voir des armées aussi nombreuses que celles qu'on a vues depuis, et qu'à cette époque il y avait plus de trente ans que l'Europe n'avait mis sur pied une plus grande réunion de combattants. (*Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 63.)

¹ Goethe, 91 ; *Réminiscences*, 160 ; Strantz, 99 ; Gaudy, 17, Témoin oculaire, II, 87.

² Caraman, *Mém.*, 16 — mais c'est un émigré ; Valentini, 8 — mais c'est un Prussien, et sa sévérité à l'égard de Brunswick passe toute limite ; Gouvion Saint-Cyr, I, p. LXXVI, — mais il aime les paradoxes et n'a pas connu les documents dont nous disposons aujourd'hui ; Dumouriez, *Mém.*, I, 292, — mais il dit seulement qu'il fallait attaquer avant midi, et le gros des Prussiens n'arriva qu'à midi sur le champ de bataille.

³ Fersen, II, 48-49.

⁴ Cp. *Invasion prussienne*, 124.

⁵ *Mémoires d'un homme d'État*, II, 34.

⁶ Ditfurth, *die Hessen*, 89-93.

Il est certain que Charles-Ferdinand fut à Valmy ce qu'il avait toujours été, circonspect, porté à prendre l'attitude défensive et à ne s'engager résolument que s'il avait mis toutes les chances de son côté. Quelques jours après la canonnade, il revenait de la Lune au quartier-général de Hans en compagnie de Massenbach. C'est ici, lui dit le major, qu'était la batterie de Schönermark, et là, un peu à droite, est tombé le brave Ostendorf ; voyez, Excellence, tous ces boulets dont la terre est jonchée. — Oui, répondit Brunswick, l'endroit a été chaud, mais que pensez-vous de l'affaire ? — Qu'il fallait attaquer. Pourquoi Votre Excellence ne l'a-t-elle pas voulu ? Brunswick garda quelques instants le silence ; major, reprit-il soudain, connaissez-vous la hauteur de Johannisberg près de Nauheim, non loin de Friedberg ? J'ai eu là maille à partir avec le prince de Condé ; je ne savais pas ce qu'il y avait derrière la hauteur ; je fus battu. Eh bien, Valmy a une grande ressemblance avec Johannisberg. Je ne savais pas ce qu'il y avait derrière. On devient prévoyant, major, lorsqu'on a été malheureux à la guerre !¹

Mais la prudence de Brunswick et le souvenir de son échec de Johannisberg ne donnent pas la clef de sa conduite. Il faut se rappeler ce qui s'était passé, la veille de la canonnade, au quartier-général prussien. Le duc voulait s'enfoncer dans l'Argonne, gagner le poste de la Chalade, attaquer de flanc les Islettes, faire sa jonction avec les Austro-Hessois et déloger Dumouriez de Sainte-Menehould sans coup férir. Le roi traversa les desseins du général ; il crut aveuglément au rapport du lieutenant de Loucey ; il s'imagina que l'armée française se retirait sur Châlons ; il n'écouta ni le général Köhler, ni le duc de Weimar, ni Heymann, assurant tous trois que l'ennemi n'avait pas bougé. C'était, dit Massenbach dans son emphatique langage, *courir à des actions d'éclat qui n'étaient pas suffisamment préparées ; c'était vouloir récolter sans avoir semé et faire la pêche miraculeuse de saint Pierre, sans avoir retiré les filets ; l'armée ressemblait au vaisseau dont l'équipage jette le pilote par dessus bord pour voguer à l'aventure sur l'orageux Océan*².

Brunswick n'est donc pas responsable de l'événement du 20 septembre. Ce fut le roi qui, de son propre chef et dans sa fougue imprudente, donna l'ordre de marcher en toute hâte vers la route de Châlons. Ce fut l'ardeur précipitée de Frédéric-Guillaume qui mena les Prussiens sur le plateau de Maigneux et mit aux prises les deux armées. On a vu que l'avant-garde de Hohenlohe fut accueillie, en débouchant de Somme-Bionne, par des coups de canon. Le roi qui s'était attribué le commandement, savait dès lors que les Français étaient résolus à se défendre. Il devait donc tirer ses troupes de la région périlleuse et inconnue où, selon le mot de Massenbach, elles tâtonnaient dans l'obscurité du brouillard. On ne se bat pas sans savoir où sont les ennemis, sans tracer au préalable un plan d'opérations, sans reconnaître le terrain. Il fallait suspendre les mouvements de l'armée, l'établir commodément entre la Tourbe et la Bionne, lui donner du repos, étudier la position de l'adversaire et faire à loisir ses préparatifs d'attaque. Mais l'avant-garde continua sa marche, l'armée la suivit, et — observe justement Gouvion Saint-Cyr — le projet du roi n'aboutit qu'à une canonnade que les Français pouvaient soutenir³.

¹ Massenbach, I, 102-103.

² Massenbach, I, 95 ; cp. plus haut le chapitre *Somme-Tourbe*.

³ Gouvion Saint-Cyr, I, LXXVI ; cp. Massenbach, I, 108. Si au lieu de m'attaquer le 20 septembre, l'ennemi m'eût devancé et fait occuper les hauteurs de Dampierre, il coupait

Le seul tort de Brunswick, en cette circonstance, fut de s'être courbé le 19 septembre sous la volonté de Frédéric-Guillaume. Il ne se souvint pas qu'il était généralissime et laissa le roi faire son coup de tête. Mais le lendemain, en face du tertre de Valmy et au bruit du canon, il ressaisissait le commandement qu'il semblait abandonner la veille ; il déclarait énergiquement à son souverain que l'attaque du moulin n'aurait pas lieu ; il s'opposait à toute bataille.

Il avait vu la contenance de l'armée française et la force inattendue de son artillerie. Il avait remarqué que le champ de bataille était accidenté et entrecoupé, comme il l'est encore, de ravins, de chemins creux et de pentes rapides¹. Il s'était convaincu que sa cavalerie ne pourrait manœuvrer dans les terres détrempées et que ce sol difficile et boueux ralentirait la marche de l'artillerie qui servirait de soutien à ses colonnes d'attaque². Il savait que son infanterie, prise en écharpe par le mont d'Yvron, attaquée en face par les batteries du moulin, arrêtée déjà dans sa marche par les crevasses et les bas-fonds du terrain, n'arriverait au pied de la butte qu'après avoir subi des pertes énormes. Il craignait que cette infanterie ne fût, malgré sa discipline et sa belle ordonnance, rompue et mise en déroute, comme la cavalerie de Weimar, par le feu juste et rapide du canon français. Il redoutait enfin qu'elle ne fût repoussée et renversée, en montant à l'assaut du tertre.

On croit ordinairement que l'armée prussienne de 1792 se composait de vétérans de Frédéric II. Mais si quelques vieux officiers avaient vu les batailles de la guerre de Sept-Ans, les soldats n'avaient fait que les promenades militaires de Hollande et de Silésie. Ils étaient aussi neufs que les Français et sans autre expérience que celle des manœuvres de Potsdam. Enfin leurs marches de la veille et du matin les avaient épuisés. Écoutons successivement cinq témoins de la canonnade, un simple soldat, Laukhard, deux officiers. Minutoli et Strantz, le secrétaire du roi, Lombard, et le prince de Reuss, ambassadeur d'Autriche. Plus de la moitié d'entre nous, dit Laukhard³, s'avançaient pour la première fois sous le feu du canon ennemi ; un grand nombre étaient malades : on n'avait pas mangé depuis la veille à midi ; tous étaient harassés et mouillés jusqu'aux os ; croit-on que dans de semblables circonstances on se réjouisse de l'approche des ennemis, qu'on marche gaiement à leur rencontre et qu'on murmure lorsque les officiers commandent *halte !* Minutoli reconnaît que l'armée prussienne, inférieure en nombre aux Français, était en outre très affaiblie par des marches, des fatigues et des privations de toute sorte⁴. Strantz avoue que l'état de l'armée prussienne était extrêmement triste, que les soldats se nourrissaient mal, que la cavalerie manquait de fourrage⁵. Après quinze jours de souffrances,

nos subsistances et c'en était fait (*Exposé de la conduite de Kellermann*, 11). Le combat a été accidentel, dit fort justement le colonel Miot.

¹ Massenbach, *Mém.*, I, 98. Il faut, avant d'arriver au moulin, traverser un terrain humide et fangeux, la Jambe Daniel et la Marre, puis la côte de la Marre, traverser de nouveau un pli de terrain qu'on appelle dans le pays ta petite Marre, et gravir encore une légère côte, la Moulette (ainsi nommée, parce qu'il y avait autrefois sur cette côte un petit moulin, moins important que celui de Valmy) ; on gagne ainsi le terrain qui s'étend au pied de la butte de Valmy et qui porte le nom de Marivière.

² Lorsqu'on voyait de ses yeux, dit Goethe (*Campagne de France*, 87) avec quels tourments il fallait traîner une batterie volante au milieu de cette fange, on avait un nouveau sujet de réfléchir à la situation critique dans laquelle nous étions engagés.

³ Laukhard, III, 157.

⁴ Minutoli, *der Feldzug*, 252.

⁵ Strantz, article cité, 97.

écrit Lombard, nous us retrouvions sur la chaussée de Paris, mais bon Dieu, en quel état ! cette brillante armée était méconnaissable ; un tiers était incapable de servir et un autre tiers se composait de spectres plutôt que d'hommes **4**¹. Le témoignage le plus considérable est celui du prince Reuss. L'armée prussienne, mandait-il au cabinet de Vienne, aurait poussé l'attaque, si l'on avait u supposer à des hommes et à des chevaux, très fatigués par une marche forcée, la vigueur nécessaire pour engager une affaire générale**2**.

Tous les Prussiens n'avaient pas le même courage que leur roi. On leur avait trop souvent répété que armée française n'oserait rendre de combat ; leur âme n'acceptait plus le danger, et l'idée d'une bataille était sortie de leur pensée**3**. Le prince royal raconte qu'avant d'arriver sur le plateau de Maigneux, il donna l'ordre de charger les fusils et qu'il vit alors beaucoup de soldats pâlir, et les catholiques de la Haute-Silésie égrener leur chapelet. Vainement Frédéric-Guillaume, allant de bataillon en bataillon, ordonnait aux hommes de se tenir roides et immobiles. Un grand nombre se baissaient et se couchaient à plat ventre lorsqu'un boulet passait au-dessus de leur tête, et criaient : **Seigneur Jésus** ; ils rompaient leurs rangs lorsqu'ils voyaient un projectile tomber devant eux et faire ricochet ; ils jetaient leurs jeux de cartes ou la viande qu'ils avaient dérobée la veille, parce qu'ils craignaient d'attirer sur eux la vengeance divine ; ils expliquaient l'extraordinaire intrépidité de leur souverain en se disant tout bas qu'une tête couronnée ne pouvait être atteinte que par un boulet d'argent et non par un boulet de fer, que les rois de Prusse avaient toujours possédé le secret de se rendre invulnérables, et qu'ils étaient les seuls souverains d'Europe qui fissent la guerre, parce qu'un enchantement les protégeait contre les balles**4**.

Cette armée n'avait donc pas autant de valeur et de solidité qu'on l'a dit. Si les relations allemandes nient que les colonnes prussiennes aient reculé sous le feu de l'artillerie française, Kellermann a toujours soutenu qu'il avait remarqué dans les troupes qui marchaient sur le moulin, un **flottement, avant-coureur de la défaite**. Dampmartin, confident de Frédéric-Guillaume, assure que l'infanterie prussienne chancela et parut ébranlée. Peltier, le journaliste de l'émigration, déclare qu'on vit plier des bataillons, et que l'armée prussienne fut vaincue en discipline et en constance par la ligne de Kellermann. Le 20 septembre, osait écrire Archenholz deux mois plus tard, fut pour la gloire prussienne un triste jour, peut-être plus humiliant que le jour de Maxen**5**.

1 Lombard, *Lettres*, 316.

2 Reuss à Philippe Cobenzl ; Vivenot, *Quellen*, II, 234.

3 On s'était nourri, dit Caraman (p. 16), de la fausse idée que les troupes françaises se débanderaient à première vue et avant d'avoir été attaquées.

4 *Réminiscences*, 158 et 159 ; Témoin oculaire, II, 88-89, 91, 93 ; Laukhard, III, 155-157. Le récit du témoin oculaire paru en 1793 excita la bile d'un officier prussien qui répondit dans le *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten* qu'il assistait à la canonnade et que ni ses soldats ni lui n'avaient pâli ou baissé la tête ; que ce serait une honte pour les troupes prussiennes si l'auteur avait dit vrai. Laukhard riposte dans le III^e volume de ses *Mémoires* (154-158) : **Eh bien ! moi, j'ai vu des soldats et même des officiers pâlir, je les ai vus baisser la tête, et je pourrais les nommer. Mais pourquoi n'aurait-on pas baissé la tête pour se soustraire au danger ? L'honneur prussien exige-t-il une folle témérité ou une bravoure sage et opportune ?**

5 Kellermann, *Mém.* (arch. guerre) ; Dampmartin, *Quelques traits*, 121, et *Mém.*, 302 ; Peltier, 54 ; Archenholz, *Minerva*, novembre 1792, p. 122.

Mais, lors même que les Prussiens auraient subi le feu de l'artillerie française avec le plus héroïque courage, sans trembler ni pâlir, que gagnaient-ils à la victoire ? Comme Brunswick l'avait dit à Caraman, ses troupes s'affaiblissaient de jour en jour ; la victoire qui serait évidemment meurtrière, achèverait de les réduire et ce n'étaient pas trente à trente-cinq mille hommes qui soumettraient Paris¹. Mais si l'armée subissait une défaite, elle était perdue sans ressources. Les Français s'emparaient des bagages qu'elle avait laissés aux Maisons-de-Champagne et lui coupaient ses communications avec Verdun ; elle reculait en désordre, sans vivres, presque sans munitions, harcelée par l'armée victorieuse de Dumouriez et de Kellermann, par les renforts de Châlons, par les garnisons de Mézières, de Sedan et de Montmédy, par les paysans soulevés. Que serait-elle devenue, dit Massenbach, après un désastre, dans sa retraite de la Tourbe vers le Rhin ; il suffit de rappeler ce qu'elle devint en 1806, dans sa retraite de l'Inn sur l'Oder.

La situation de l'armée, voilà la grande, la vraie raison qui détermina Brunswick à suspendre l'attaque. Il ne voulut pas se mettre à la merci d'un revers ; il eut peur de perdre la bataille ; une fois engagée, reconnaît un officier de l'état-major, était-elle en son pouvoir, et qui aurait osé répondre de l'issue² ? Il était sage, rapporte le témoin oculaire, de ne pas pousser plus avant³. On fit halte, écrit le prince royal, et c'était bien le meilleur parti qu'on pût prendre⁴. L'ennemi, mandait Lombard dans cette belle lettre du 8 octobre, un des précis les plus vrais et les plus saisissants de la campagne⁵ l'ennemi avait trompé notre espérance. Dumouriez et Kellermann n'étaient pas des généraux méprisables ; ils avaient choisi d'excellentes positions ; ils avaient sous leurs ordres tout ce qui restait de troupes de ligne à la France ; les volontaires agissaient au moins par leur nombre et pouvaient rendre des services au milieu de réels soldats ; leur cavalerie légère était distinguée et toute fraîche. Rien ne manquait à leur armée,

¹ L'armée, disent les auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa* (I, 74), avait tellement souffert que la plus brillante victoire aurait eu pour suite sa destruction totale, et le lieutenant-colonel Gross (*Historisch-militärisches Handbuch für die Kriegsgeschichte der Jahre 1792 bis 1808*, 1808, p. 13) reconnaît qu'il était très douteux qu'une bataille de Valmy, lors même qu'elle eût été gagnée, aurait produit un bon résultat.

² Massenbach, *Mém.*, I, 101-102.

³ Témoin oculaire, II, 87 et 132.

⁴ *Réminiscences*, 159.

⁵ Lombard, *Lettres*, 317 ; cp. la note des auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa*, 72 : la situation de l'armée commandait de ne pas attaquer ; Renouard aboutit à la même conclusion (*Geschichte des franz. Revolutionskrieges*, 223), et ce capitaine de l'état-major hessois reconnaît, tout bien pesé, que le duc, en ce moment décisif où disparaissait l'espoir d'atteindre le but de la guerre, donna un exemple d'énergie et de conviction indépendante qui provoqua au combat la voix de l'opinion publique contemporaine, mais que la postérité estimera à sa pleine valeur. Minutoli juge, de son côté, que la nécessité commandait au courage de se soumettre aux lois de la prudence, ou plutôt de la prévoyance (*der Feldzug*, 250). Après l'arrivée de Beurnonville et de Kellermann, dit l'auteur du *Tableau historique* (II, 109), il existait en présence du duc de Brunswick 53.000 combattants effectifs, force suffisante pour lui résister et même pour prendre impunément en sa présence les partis les plus convenables aux circonstances ; d'ailleurs les trois armées réunies pouvaient encore être secondées par environ 23.000 hommes répartis sur la Suippe, à Châlons et à Bar ; ce qui présentait une masse disponible de 76.000 hommes, dont plus de 12.000 de cavalerie, et par conséquent des moyens égaux à ceux des généraux allemands quant au nombre, mais supérieurs quant à la position et aux conjonctures.

et à nous, tout manquait. On les avait tournés, mais on les trouvait aussi bien fortifiés sur leurs derrières que sur leur front, et leur artillerie pouvait se mesurer avec la nôtre. Voilà ce qui retint le coup décisif.

Ces mots de Lombard expliquent à la fois la résolution de Brunswick et le succès des Français. La victoire remportée par la première armée de la Révolution était due aux généraux et aux soldats, à l'intrépidité de Kellermann et aux dispositions de Dumouriez, au tir vigoureux de l'artillerie, à la fermeté des troupes de ligne et des volontaires de 1791 encadrés parmi elles.

Kellermann montra une rare valeur et prodigua sa vie, comme l'aurait fait un simple grenadier. Il était incapable d'embrasser par l'esprit un vaste terrain d'opérations, mais il avait résolu de tenir bon sur l'étroit terrain qu'il occupait, et il tint bon. Cette affaire, dit Gouvion Saint-Cyr, lui fit une réputation méritée, car il était plus difficile à cette époque, et dans la circonstance où il se trouvait, de la soutenir avec succès que de gagner une grande bataille quelques années après, lorsque nos officiers et nos soldats furent également instruits et aguerris¹. Kellermann méritait donc le surnom d'*homme du 20 septembre* que lui décernait le conventionnel Jean Debry, et le titre de duc de Valmy que Napoléon lui donna, fut le prix juste et tardif de sa bravoure. Il ne parlait jamais, sans une vive émotion, de ce jour qu'il regardait comme le plus beau de sa vie. A ses derniers instants, il reportait encore sa pensée vers le champ de bataille où son nom avait conquis une gloire impérissable, et demandait que son cœur fût placé au milieu des morts du 20 septembre 1792. Ce vœu touchant fut rempli. Le corps de Kellermann est au cimetière du Père-Lachaise ; son cœur repose au sommet du tertre de Valmy, sous la pyramide élevée en 1823 par les habitants du pays à celui qui les a préservés de l'invasion².

Mais l'habileté de Dumouriez avait décidé du succès presque autant que l'intrépidité de Kellermann. Ce dernier aurait été enveloppé et mis en déroute si Stengel et Chazot n'avaient flanqué le plateau de Valmy, l'un sur sa droite, l'autre sur sa gauche. Dumouriez, avoue Kellermann, *m'a donné plus de troupes que je n'aurais dû en espérer dans sa position, et je ne puis assez me louer de sa conduite envers moi*³. Le général en chef de l'armée des Ardennes vint au secours du général en chef de l'armée du Centre avec cet esprit de ressource et cette activité qui font le véritable homme de guerre. Il prit vaillamment sa part

¹ Introd. aux *Mém.* sur les campagnes des armées du Rhin.

² Un autre combattant de Valmy s'est toujours rappelé la journée du 20 septembre. Au mois de juin 1831, le duc de Chartres, devenu roi des Français, visita le champ de bataille et examina l'emplacement des batteries. Un canonnier, nommé Jametz, qui avait eu le bras emporté dans l'action, se présenta à Louis-Philippe et lui demanda de rétablir sa pension de 800 francs accordée par la Convention et supprimée depuis. Louis-Philippe le décora aussitôt *sur le lieu même où il avait défendu la patrie* (*Moniteur* du 11 juin 1831).

³ Lettre à Servan, 21 septembre : *il m'a donné tous les renforts que je pouvais raisonnablement exiger* (arch. guerre). Il prétendit plus tard, mais sans raison, que Dumouriez l'avait jalosé ; *il retarda dans Valmy ces succès dont il ne pouvait usurper la gloire. J'exposai ma vie et celle de mes braves soldats contre une armée trois fois plus forte que celle que je commandais, et Dumouriez restait spectateur oisif.* (Lettre au président et aux membres du comité de Salut public, 16 germinal an II. Arch. nat. W. 483, doss. 374, p. 33). Comparez également ce passage injuste des notes de Servan aux mémoires de Dumouriez, p. 66 : *Sur la bataille de Valmy, il faut entendre les plaintes du général Kellermann, soit sur la première position indiquée par Dumouriez, soit sur sa conduite le jour du combat.*

du danger commun, sans jalousie et sans rivalité, avec une magnanimité qu'il est rare de rencontrer, même en un jour de bataille, chez des généraux égaux en commandement. [Le brave Kellermann m'a vigoureusement aidé](#), disait-il quelques jours plus tard en parlant de sa campagne, mais lui aussi avait aidé vigoureusement Kellermann dans la journée du 20 septembre. [J'ai été le Fabius](#), ajoutait-il, [il a été le Marcellus](#), et nous minons ensemble l'Annibal Brunswick ; Fabius avait noblement travaillé à la gloire de Marcellus en même temps qu'au salut de la patrie.

Aussi bien que les généraux, l'armée fit son devoir. Mais l'artillerie eut la gloire de la journée ; elle joua le premier rôle, et sans elle la victoire serait restée aux Prussiens. Elle obtint plus tard, témoigne un bon juge, des succès plus brillants ; jamais elle ne rendra de services plus grands¹. Tous les contemporains, tous les acteurs de la journée proclament l'incontestable supériorité de l'artillerie française. C'est la seule arme qui reste aux rebelles, dit Fersen, et elle est très bien servie ; elle tirait à merveille, assure Caraman ; elle est toujours la première de l'Europe, écrit Lombard, et son tir a été admirable ; elle est formidable, rapporte le témoin oculaire, et nos canonniers désespérèrent de la vaincre ; les officiers, reconnaît Brunswick, ont toujours les talents de l'ancien corps royal². Le bulletin prussien de l'affaire de Valmy confessait la puissance de notre artillerie. On ne put, mandait à Berlin le quartier-général de Hans, empêcher l'ennemi de fortifier le poste du moulin à vent et d'y établir finalement plus de quarante canons ; on ne jugea donc pas utile d'attaquer, et on se borna à garder sa position³. Mais laissons parler le général qui commandait l'artillerie, d'Aboville, le véritable vainqueur de la journée. A la fin de la campagne, il félicita dans un ordre du jour les soldats et officiers de l'arme ; il ne cite pas la canonnade du 20 septembre ; il loue, comme dans un jugement d'ensemble, les qualités de tout genre que les artilleurs ont déployées ; mais l'éloge qu'il leur décerne prouve que ces braves gens doivent être classés à la plus belle place parmi ceux qui sauvèrent la France à Valmy. [Le citoyen lieutenant-général, commandant en chef l'artillerie de l'armée du Centre, remplit avec plaisir un de ses devoirs les plus chers en faisant connaître à la République la conduite distinguée des canonnières et autres soldats qui, pendant la campagne, ont été employés au service de l'artillerie. Il n'est pas d'éloges dont tous ces braves soldats ne soient dignes ; leur courage, leur habileté, leur constance, leur](#)

¹ Favé, *Histoire et tactique des trois armes et plus particulièrement de l'artillerie de campagne*, 1845, p. 158. Comparez aussi un article du *Moniteur de l'armée* du 21 avril 1863.

² Fersen, II, 40 et 389 ; Lombard, *Lettres*, 317 ; Témoin oculaire, II, 85, 87, 91, 130 ; Brunswick, conversation avec Galbaud. Nos canonnières, écrivait un soldat le 26 septembre au *Courrier des 85 départements*, ont manœuvré comme à l'ordinaire, c'est-à-dire avec beaucoup d'intelligence et d'activité. [L'ennemi a dû beaucoup souffrir de notre feu](#). (Marceau à Maugars, 24 septembre. Doublet, *Marceau*, 146).

³ Le bulletin est cité par Posselt, p. 170, note (*Bellum populi gallici adversus Hungariæ Borussiaeque reges eorumque socios*, 1793). L'auteur ajoute, à propos de la canonnade : [Mira ejus prælii ratio fuit, neque enim tam ad manus deducta res est, quam minus tormentorum jactu peracta pugna](#). Il affecte la concision de Tacite. Il dit *Rocambæus* pour Rochambeau, *Fayettus* pour Lafayette, *Dumorius* pour Dumouriez, *Clarefaeus* pour Clerfayt, *Boreparius* pour Beaurepaire, *Vernio* pour Vergniaud, *Collotus Herbas* pour Collot d'Herbois, *Wimpenus* (Wimpfen), *Montesquius* (Montesquiou), *Custinas* (Custine), *Valens* (Valence) ; il nomme le duc d'Orléans *Aureliensis dux* ou *Æqualis* (Égalité), Servan *Servius rei bellicæ procurator*, Pétion *Pethio prætor*, etc. ; ces noms latins sont l'unique attrait du volume.

subordination, leur amour de l'ordre, leur respect pour les propriétés, ont été l'admiration de toute l'armée. Une foule de traits particuliers offriraient des preuves brillantes de toutes ces vertus, mais ils sont si nombreux que le détail en serait trop long. Il suffit de dire que, quelque saillants que paraîtraient plusieurs de ces traits, la manière dont se sont conduits les canonniers et autres soldats attachés à l'artillerie, prouve qu'ils en étaient tous capables¹.

La résolution et la bonne volonté de l'infanterie et de la cavalerie n'avaient pas moins contribué que l'artillerie au gain de la bataille. Car tout est singulier dans cette canonnade. On avait cru que l'armée française, obéissant au génie de la nation et à son propre enthousiasme, se jetterait impétueusement sur l'adversaire. On attaquera, pensait Pellenc, et la *furia francese* aura l'avantage². Les Français étaient au contraire restés sur une défensive absolue et l'arme au bras. Ils avaient déployé des qualités de sang-froid et de ténacité qu'on leur refuse d'ordinaire. Kellermann dit des carabiniers qu'ils furent des modèles de courage et de tranquillité ; l'armée entière méritait le même éloge ; l'approche des troupes les plus redoutables qui fussent en Europe et le feu de leur artillerie n'avaient pu l'entamer ; elle semblait avoir pris racine dans le sol. Notre contenance, écrit Gobert avec un juste orgueil, fut bien belle et dut en imposer fortement aux ennemis, il n'y eut pas un homme de faible ce jour-là, et chacun garda son poste avec fermeté, malgré le danger³.

Mais l'armée de Kellermann se composait presque uniquement de troupes de ligne⁴. C'était l'ancienne armée du Nord, devenue celle du Centre, qui campait

¹ Daté de Metz, 10 novembre (arch. guerre) : *félicitations au corps de l'artillerie pour sa bonne conduite*. Cp. sur l'artillerie française, *Invasion prussienne*, 81-87, et ce mot de Pellenc qui fait honneur à la perspicacité de l'ancien secrétaire de Mirabeau ; il est du 20 avril 1792 : *Notre artillerie est la meilleure de l'Europe et c'est de là que viendront nos succès*. On lit dans les variétés de la *Chronique de Paris* du 13 octobre (1147-1148) ce passage curieux : *Le canon deviendra désormais l'arme favorite des Français. Notre artillerie, déjà la meilleure de l'Europe, nous a rendu les plus grands services dans cette guerre. Ce genre de supériorité de notre nation dans cette arme doit être attribué à la sagacité du Français, à la promptitude de son coup d'œil, et peut-être à ce qu'à égalité de professions, le Français a l'esprit le plus cultivé.*

² Lettre du 20 avril 1791, Pellenc à La Marck (citée par Flammermont, *Négociations secrètes de Louis XVI et de Breteuil*, 1885, p. 24) ; comparez le passage suivant des Révolutions de Paris, écrit au moment même où avait lieu la canonnade (n° 168, p. 19) : *Des militaires éclairés qui reviennent de l'armée de Dumouriez nous assurent que des bataillons de piquiers seraient de la plus grande utilité dans son armée. Tout le monde connaît l'avantage que nous avons à l'arme blanche sur toutes les troupes d'Europe. C'est d'après cela, sans doute, qu'ils calculent l'avantage des piques, soutenues par les baïonnettes et précédées de l'artillerie. C'est ainsi que Beurnonville écrivait à Dumouriez le 28 septembre : Nous avons assez d'infanterie, et, comme elle n'est pas assez manœuvrière, il faut une ligne de canons en avant et jouer de la baïonnette, après qu'elle aura fait son affaire.*

³ Gobert, mémoire (arch. guerre).

⁴ Cela seul justifierait Brunswick ; tous ceux qui le blâment de n'avoir pas attaqué, Caraman, Nassau-Siegen, Strantz, etc., s'imaginent que l'armée française n'était composée que de volontaires et de fédérés. On éprouva, dit Toulangeon (*Histoire de France depuis la révolution de 1789*, II, 326-327) que ceux qui s'étaient opposés au licenciement de l'armée de ligne avaient rendu un service public. La conduite des troupes de ligne, disait Dubois-Crancé (rapport du 21 janvier 1793), depuis le commencement de la révolution et *surtout dès l'instant qu'elles ont pu combattre les satellites des despotes*, mérite trop d'éloges pour ne pas détruire tout soupçon, toute incertitude. Cp. au reste

au mois de mai sous les murs de Valenciennes, qui prenait au mois de juin Menin et Courtrai, qui n'avait cessé, depuis la déclaration de guerre, de défendre la frontière et de s'aguerrir. Les troupes venues de Wissembourg passaient pour les meilleures de l'armée du Rhin et s'étaient formées au camp de Neukirch où Kellermann les faisait manœuvrer tous les jours, et les commandait de sa propre voix¹. Les treize régiments ou bataillons d'infanterie, postés au moulin de Valmy, ne comptaient que deux bataillons de volontaires, le 1er de Saône-et-Loire et le 2e de la Moselle ; les onze autres étaient de vieux régiments, le 1er, le 5e, le 22e, le 24e, le 44e, le 81e, le 90e et le 102e, ci-devant Colonel général, Navarre, Viennois, Brie, Orléans, Conti et Chartres² qui formaient la première ligne commandée par Linch ; le 30e, le 62e et le 96e, ci-devant Perche, Salm-Salm et Nassau, qui formaient la seconde ligne, sous les ordres de Muratel³.

D'ailleurs les deux bataillons de volontaires, encadrés entre les trois vieux régiments de la seconde ligne, ne se montrèrent pas indignes du reste de l'armée. Lorsqu'eut lieu l'explosion des caissons, le bataillon de Saône-et-Loire, dit Kellermann, fut celui qui perdit le plus de monde, mais ce bataillon qui commençait à faire la guerre, montra une contenance qui aurait fait honneur aux troupes les plus anciennes et les plus accoutumées au feu⁴.

sur les sentiments de cette armée, la lettre d'un volontaire datée de Vitry et le discours de Simond aux Jacobins, *Invasion prussienne*, p. 61 et 212 ; le volontaire écrit l'armée ne s'occupe pas beaucoup de l'intérieur, nous ne voyons que les Prussiens ; Simond n'a rencontré que des soldats gais et dispos et qui n'avaient à la bouche d'autre mot que ça ira. Le 8 septembre, Kellermann écrivait de Voïd au ministre de la guerre : Je dois tout plein d'éloges aux soldats pour l'ordre et la discipline qu'ils ont observée pendant toute la marche.

¹ Arch. guerre, Kellermann à Servan, 3 juin ; cp. ses notes pour le cabinet historique-topographique du comité de salut public (1er mai) : cette petite armée (du camp de Neukirch) a fait le noyau de celle qui combattit si glorieusement à Valmy. Ces troupes, venues de Wissembourg où commandait Custine, formaient, comme on sait, la seconde ligne de l'armée du Centre (voir *Invasion prussienne*, p. 210) : J'ai envoyé à l'armée du Centre, écrivait Custine à Servan, presque toute la cavalerie de mon armée, sa meilleure infanterie, des régiments éprouvés (lettre du 2 septembre).

² Le 102e (ainsi que le 103e et le 104e) avait été formé le 11 octobre 1791 avec les compagnies soldées de la garde nationale de Paris, dans lesquelles étaient entrés un grand nombre de gardes françaises.

³ Quant à la cavalerie de l'armée du Centre, postée soit dans la plaine, à Orbeval et près de l'Auve, soit sur le tertre de Valmy, elle était ainsi composée : I avant-garde de Deprez-Crassier : 3e hussards (ancien Esterhazy), 4e dragons (ci-devant Conti), 1er chasseurs à cheval (chasseurs d'Alsace) ; II première ligne : 8e (cuirassiers) et 10e cavalerie (Royal-Cravate), 14e et 17e dragons (Chartres et Schomberg) ; III seconde ligne : 4e cavalerie (ci-devant régiment de la Reine), et 1er dragons (ci-devant Royal-Dragons) ; IV réserve : les deux régiments de carabiniers et le 17e cavalerie (ci-devant Royal-Bourgogne).

⁴ Mémoire de Kellermann (arch. guerre) et discours à la Convention, 14 novembre : La journée du 20 septembre a sauvé Paris sur les hauteurs de Valmy, par la valeur mémorable des troupes de ligne et des volontaires nationaux, parmi lesquels il faut distinguer le bataillon de Saône-et-Loire. On raconte que ce bataillon, que Custine regardait comme excellent (lettre du 11 septembre à Biron), avait d'abord été chargé, le 20 septembre, de la garde des équipages, mais il était animé d'un si bon esprit et d'une telle émulation avec les troupes de ligne qu'il refusa de faire ce service. Lorsqu'on en rendit compte au duc de Chartres, devant le front du bataillon, un soldat sortit des rangs et lui dit, au nom de ses camarades : *Mon général, nous sommes ici pour défendre la patrie, et nous vous demandons de ne pas exiger qu'aucun de nous quitte le drapeau de*

Les volontaires ont donc pris une part glorieuse à la défense du moulin de Valmy. Mais ces volontaires avaient eu le temps de se discipliner et de s'instruire ; ils n'appartenaient pas à la levée de 1792 et, comme on disait alors, à la nouvelle levée. Le 1er bataillon de Saône-et-Loire et le 2e bataillon de la Moselle avaient été formés en 1791 ; ils venaient de ces confins militaires de la France, de cette région belliqueuse du nord-est qui mit à l'organisation des corps de volontaires à la fois le moins de temps et le plus de soin ; ils servaient depuis une année et figuraient vaillamment à côté de l'armée régulière¹.

notre bataillon pour aller garder des équipages. — Eh bien, répondit le duc de Chartres, les équipages se garderont tout seuls aujourd'hui, et votre bataillon marchera tout entier avec vos camarades de la ligne ; vous êtes, aussi bien qu'eux, des soldats français. (Laugier et Carpentier, *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, 59.) N'oublions pas aussi, parmi les bataillons de volontaires de 1791 qui appartenaient à l'armée du Centre, le 1er bataillon de l'Yonne attaché au service de l'artillerie.

¹ Le 1er bataillon de Saône-et-Loire fut formé le 10 septembre et le 2e bataillon de la Moselle le 18 août (Susane, *Histoire de l'infanterie française*, 1876, I, 336 et 342 ; Rousset, *Les Volontaires*, annexe 1, 319 et 325). — De même sur l'Yvron ; Stengel, de son aveu, n'avait guère que des troupes régulières : deux régiments de ligne, deux bataillons d'infanterie légère et vingt-deux escadrons. Aucun document ne nous apprend, il est vrai, la composition exacte et détaillée des corps de Beurnonville et de Chazot qui soutinrent efficacement l'armée du Centre ; mais nous savons que l'armée de Dumouriez ne comptait que des troupes de ligne et des volontaires de 1791.

CHAPITRE X

LES ISLETTES

I. Dillon et ses lieutenants. Les gentilshommes verriers. Les francs-tireurs de l'Argonne. — **II.** Les Austro-Hessois. Les deux affaires du 17 et du 20 septembre. Marceau. Neuilly.

I. Pendant que les Prussiens se heurtaient à Valmy contre une résistance inattendue, les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et les Hessois du landgrave ne faisaient contre les Islettes que d'inutiles démonstrations.

Dumouriez avait confié la défense de ce poste au chef de son avant-garde, Arthur Dillon. Mais Dillon était un fervent royaliste qui ne servait la Révolution qu'à contrecœur ; il avertit les alliés de la prochaine invasion de Custine ; il proposa à son lieutenant Money d'émigrer avec lui. Il manquait d'énergie et d'activité. Le 31 août, lorsqu'on le chargeait de seconder l'attaque de Miaczynski sur Stenay, il ne s'engageait qu'avec hésitation et se retirait précipitamment sur Mouzon. Le 4 septembre il prenait le chemin de Varennes avec angoisse et en maudissant la folle audace de Dumouriez. Il aurait dû se saisir de la gorge de Clermont qui est en réalité, la clef du défilé des Islettes. Maître de cette trouée, il aurait défendu quelque temps le passage de l'Aire et retardé la marche des Austro-Hessois. Il laissa les ennemis occuper Clermont, s'avancer sur la grande route bordée de bois, et déboucher dans la plaine des Islettes, sans engager contre eux la moindre escarmouche. Courtisan de Versailles, favori de Marie-Antoinette, rival des Besenval et des Lauzun, Dillon, ou, comme on l'avait surnommé, Dillon *le Beau*, n'était qu'un général de cour ; il restait au lit jusqu'à dix heures du matin et durant toute la campagne, ses aides de camp donnèrent de leur propre mouvement des ordres qu'il ratifiait ensuite. Tout l'honneur de la défense des Islettes revient, non pas à Dillon, mais à Galbaud qui plaça l'artillerie ; à Gobert qui fit les retranchements et dicta la plupart des dispositions¹ ; à

¹ Gobert (voir p. 54-55) a rédigé, outre un mémoire inédit du dépôt de la guerre, une brochure qu'il publia en 1793 et qui porte le titre suivant : *Exposé de la conduite du général de brigade Gobert* (Arch. nat., AF II 281). Il nous apprend dans cette brochure qu'il était capitaine du génie employé à Calais, qu'il prit part, le 29 avril 1792, à la malheureuse affaire de Tournay, qu'il fut chargé d'établir et de fortifier le camp de Pont-sur-Sambre, en qualité d'adjoint aux adjudants-généraux, qu'au 10 août il fut le seul de l'état-major qu'on traitât de jacobin et d'ennemi de Lafayette. Il raconte ainsi la campagne de 1792 : *Après plusieurs marches que l'histoire appréciera, nous occupâmes la côte de Biesme que je fus chargé de fortifier, outre les fonctions importantes et pénibles de chef d'état-major que je puis dire avoir remplies avec honneur ; j'employai jusqu'à six cents ouvriers à retrancher ce poste déjà fort par sa nature et qui devint l'écueil de toutes les forces autrichiennes, hessoises et prussiennes. Je fus présent à*

Money qui commandait le poste le plus important, celui de la côte de Biesme ; aux colonels de cavalerie Neuilly et Frégeville ; aux soldats qui **manifestaient les plus ardentes dispositions et brûlaient de se mesurer en plaine avec l'ennemi**¹ ; enfin aux habitants de la contrée².

La partie de l'Argonne qu'arrose la Biesme, de Vienne-le-Château aux Islettes et à Futeau, renferme et renfermait déjà en 1792 d'importantes verreries. Les gentilshommes nommés *gentilshommes verriers* s'étaient établis depuis le XVII^e siècle dans cette vallée. Tous les rois, depuis Henri III, leur avaient permis de faire le commerce sans déroger. Ils travaillaient eux-mêmes et oui les voyait, revêtus seulement d'une longue chemise, manier la fêle et souffler la bouteille. Les bourgeois les appelaient des *hazis*, c'est-à-dire des desséchés, et se moquaient de leur orgueilleuse pauvreté ; les gentilshommes à leur tour nommaient les roturiers des *sacrés mâtins*. Mais, grâce à la puissante recommandation de la duchesse d'Elbeuf qui possédait la baronnie de Vienne-le-Château, les verriers envoyaient leurs fils aux écoles militaires et leurs filles à la maison royale de Saint-Cyr. Un grand nombre d'entre eux avaient émigré pour s'enrôler sous le drapeau du prince de Condé, comte de Clermontois, qu'ils considéraient comme leur protecteur naturel. Ceux qui n'avaient pas quitté le pays avouaient leur haine pour la Révolution ; ils étaient, dit Dumouriez, fiers de

l'affaire du 17 septembre, à toutes celles que nous eûmes à la côte de Biesme, à toutes les sorties que nous fîmes de nos retranchements, dont je commandai une partie.

1 Lettre de deux députés du corps électoral de l'Aube qui ont été à la côte de Biesme, 7 sept. (arch. guerre) : **C'est là, disent ces braves gens, qu'ils (les ennemis) trouveront leur tombeau ou que la France entière trouvera le sien.**

2 Cp. les *Souvenirs* de Money. La mollesse de Dillon et sa mauvaise volonté n'échappèrent pas à l'œil perçant de Dumouriez. Il faut absolument renvoyer Dillon, manda-t-il le 11 septembre à Servan, je l'ai jugé trop favorablement. Servan rédigea aussitôt (15 sept.) une lettre de rappel qui contenait ces simples mots : **A M. Dillon, le Conseil exécutif provisoire vous destitue de la place de lieutenant-général dans l'armée de Dumouriez ; elle serait remise à Dillon lorsque Dumouriez le jugerait convenable. Ce dernier la garda ; je ne l'ai point encore remise, écrivait-il à Servan le 24 septembre, quoique Dillon soit toujours le même. Westermann vous en dira les motifs. Mais je lui ai déjà ôté le commandement de l'avant-garde pour le donner à Beurnonville. Il me dissimule sa sensibilité sur cette préférence, mais je crois que le diable n'y perd rien. Dumouriez ajoutait : Je crois qu'il y a un moyen très simple de s'en débarrasser, c'est que vous l'appeliez à Paris sous un prétexte quelconque 7quand une fois il y sera, gardez-le bien, et je donnerai sa place à un autre.** Servan réunit le conseil et, trois jours après (27 sept.), il écrivit à Dumouriez une lettre destinée à être mise sous les yeux de Dillon : **Il sera important de m'envoyer un officier qui vienne rendre compte au conseil. Il m'a ordonné de vous écrire qu'il a jeté les yeux sur M. Dillon, pour remplir cet objet.** Dillon se méfia ; il répondit que sa présence était nécessaire à la côte de Biesme, que lui seul connaissait la position et qu'il ne pourrait quitter l'ennemi de vue. On patienta, mais lorsqu'il eut écrit sa lettre au landgrave de Hesse, il fut attaqué en pleine Convention et son rappel décidé. (Arch. guerre.) C'est ce général dont Camille Desmoulins devait se faire le champion dans sa *Lettre de Camille Desmoulins, député de Paris, à la Convention, au général Dillon, en prison aux Madelonnettes* ; le spirituel mais étourdi pamphlétaire s'était engoué de Dillon qu'il regardait comme un grand capitaine et demanda pour lui le commandement de l'armée du Nord ; un passage piquant de sa *Lettre à Dillon relatif à la campagne de 1792*, mérite d'être cité : ... **Aussi, Arthur Dillon, pourquoi avez-vous dit, en présence de maints députés, que lorsque Billaud-Varennes était commissaire à votre armée, il avait eu un jour une belle peur, et qu'il vous avait toujours regardé comme un traître pour lui avoir fait voir l'ennemi ?**

leur fragile noblesse et détournaient le patriotisme des paysans. On arrêta les principaux, au nombre de vingt, et on les conduisit à Châlons¹.

Mais, si les gentilshommes verriers de l'Argonne s'étaient efforcés un instant de paralyser la défense nationale, les bourgeois et les paysans la secondaient de tout leur pouvoir. Ils ont, rapporte Gobert, bien mérité de la patrie et il faut leur rendre cette justice ; c'est à eux que nous devons une partie de nos succès. Tous étaient prêts à venir à notre voix ; tous étaient nos espions, et l'adversaire ne trouva pas un traître parmi eux. Ils informaient Dillon des moindres mouvements des Autrichiens et des Hessois. Ils tiraient sur l'ennemi qui s'écartait imprudemment du gros des troupes. Ils résistaient aux détachements qui venaient faire du fourrage et lever des contributions. Les habitants de Fleury chassèrent de leur village les hussards autrichiens et tuèrent l'un d'eux. Le 11 septembre, Galbaud faisait appel aux districts de Sainte-Menehould et de Varennes ; il priait, au nom de la France et du général Dumouriez, les braves gens habiles à tirer un coup de fusil de se rendre à Sainte-Menehould et les autorisait, dès qu'ils seraient au nombre de cinquante, à se former en compagnies de chasseurs et à choisir eux-mêmes leurs chefs. Ces braves gens vinrent en foule, et on tira, dit encore Gobert, de cette population extrêmement attachée à la patrie, plusieurs corps de chasseurs utiles².

II. Les Hessois campaient à Clermont, en face des Islettes et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg, à Neuville, en face de la Chalade. Nous les voyions devant nous, écrit Gobert, et nous pouvions presque compter leurs soldats. Un poste établi à Aubreville les reliait les uns aux autres. Quelques escadrons de hussards de Wurmser, envoyés à Rarécourt, couvraient le flanc gauche des Hessois.

Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave jugèrent la position des Islettes inattaquable. On sait du reste que le duc de Brunswick leur avait recommandé la plus stricte défensive. Ils se bornèrent donc à des simulacres d'attaque, à des rencontres de fourrageurs et à de petits combats d'avant-garde où les Français admirèrent l'adresse des chasseurs hessois³.

Deux affaires méritent d'être mentionnées ; elles eurent lieu le 17 et le 20 septembre. Le matin du 17 septembre, pendant que le comte de Nauendorf marchait avec cinquante soldats de Schröder et quatre escadrons sur le chemin de Varennes à la Pierre-Croisée, Hohenlohe-Kirchberg s'avancit sur la grande route de Clermont aux Islettes. Il avait avec lui douze compagnies d'infanterie, deux escadrons de cheveu-légers, cinq pièces de canon et deux obusiers. Deux cents volontaires autrichiens et les chasseurs hessois couvraient les flancs du détachement. Le landgrave et le jeune archiduc Charles, que Hohenlohe-

¹ Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, I, 267-268 ; II, 601 ; 5 Dumouriez, *Mém.*, I, 268 ; Muret, *Histoire de l'armée de Condé*, p. 35, ils formèrent deux compagnies presque entières sous les ordres du prince de Condé.

² Mémoire de Gobert (arch. guerre) ; lettre de Galbaud aux administrateurs des districts de Sainte-Menehould et de Varennes, *Arch. Nat.*, AA⁶¹, p. 91, et Bibl. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 49 ; Ditfurth, *die Hessen in den Feldzügen in der Champagne, am Maine, und Rheine*, 100.

³ Un Français que les Hessois avaient fait prisonnier et qui savait un peu d'allemand, disait : mack chasseur mit chapeau pouf, gleich sein kaputt. (Ditfurth, *die Hessen*, 78). Voir sur l'armée hessoise, *Invasion prussienne*, 140-141.

Kirchberg devait initier aux pratiques de la guerre¹, s'étaient joints à l'expédition. On refoula les avant-postes français établis à l'entrée de la vallée, sur le Hutebas, derrière des abatis. On mit en batterie sur une éminence les obusiers et deux pièces de canon. Pendant ce temps, Hohenlohe-Kirchberg, le landgrave, l'archiduc Charles faisaient une reconnaissance. La position leur parut si forte qu'ils ordonnèrent la retraite. Les Austro-Hessois n'avaient perdu que deux hommes. Galbaud, qui ménageait ses munitions et ne voulait tirer qu'à coup sûr, n'avait répondu que par quelques volées de canon au feu des ennemis. Les Français n'eurent même pas un blessé. Ce combat, rappelle Gobert dans son mémoire sur la campagne, paraissait si peu sérieux à nos gens qui bordaient les retranchements que, le moment de la soupe étant arrivé, ils la mangèrent tranquillement en accompagnant de leur chant le sifflement des obus qui passaient sur leurs têtes. Nos soldats, dit de même Dillon, supportèrent cette attaque avec une gaieté extrême, avec des cris de *Vive la nation* et en défiant l'ennemi de s'approcher plus près².

Trois jours après, les Hessois firent une nouvelle tentative. Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave entendaient le canon de Valmy ; mais ils n'avaient pas d'instructions et ne pouvaient en avoir, puisque le combat s'était livré à l'improviste, contre les prévisions de Brunswick. Hohenlohe-Kirchberg se contenta d'envoyer dans la matinée quelques détachements sur le chemin de La Chalade. Mais, à deux heures de l'après-midi, le landgrave impatient fait battre la générale dans les rues de son camp et prendre les armes à sa petite armée. Il laisse à Clermont le gros de ses forces, et se porte sur la route des Islettes, à la tête des troupes légères des grenadiers, des carabiniers et des dragons de la garde. Les grenadiers s'avancent en chantant et au pas de course. Mais ils s'arrêtent devant la Biesme débordée et le feu de l'artillerie française. Les boulets pleuvent au milieu d'eux ; un canonnier est tué à côté du landgrave qui tombe de cheval, étourdi et sans connaissance. Le temps se passe ; le bruit de la canonnade qui vient de Sainte-Menehould s'apaise peu à peu ; le landgrave, qui s'est remis en selle, ne remarque pas le moindre mouvement sur la côte de Biesme ; il ordonne la retraite, et les Hessois rentrent dans leur camp, silencieux et abattus. Les tirailleurs français les poursuivirent jusque dans les jardins de Clermont. *J'ai moi-même été chargé de la poursuite des fuyards, écrivait Marceau, et je les ai menés jusqu'au bord de leur retranchement, sans qu'il me*

¹ C'est le futur adversaire de Napoléon. Il était alors *generalfeldwachtmeister* et commandait une brigade (François II à Hohenlohe-Kirchberg, Vivenot, *Quellen*, II, 186 ; cp. Gross-Hofinger, *Ershertzog Karl*, p. 87). Mais le précédent chef de la brigade était demeuré à son poste afin que l'archiduc pût s'éloigner pour se trouver auprès de Hohenlohe-Kirchberg dans les bonnes occasions.

² Dillon, *Compte rendu*, 30 ; Gobert, mémoire (arch. guerre) ; Ditfurth, *die Hessen*, 79 ; Gebler, *Österreichische militärische Zeitschrift*, 1883, III, p. 80-81. Dillon écrivait le jour même à Dumouriez la lettre suivante, fort honorable pour un bataillon de volontaires de 1791, celui de la Charente-Inférieure, et pour un régiment des troupes de ligne, le 58e : Les ennemis nous ont envoyé une centaine d'obus qui n'ont tué personne. Nous avons trois prisonniers ; ce sont des grenadiers hongrois. J'ai été enchanté des troupes. Les volontaires de Charente garnissaient les retranchements. Je ne saurais apprécier la conduite du 58e régiment, ci-devant Rouergue. Je l'envoyais à Florent, il passait dans le moment de l'action. Je l'ai fait venir. Il est arrivé, battant la charge avec des physionomies rayonnantes. Il a sauté les retranchements pour aller enlever la batterie d'obus. L'ennemi s'est retiré avec précipitation. (Papiers de Dumouriez. Arch. nat. F⁷ 4598.)

soit arrivé d'autre perte que celle de deux chasseurs d'une compagnie franche qui était avec nous¹.

Ces deux reconnaissances du 17 et du 20 septembre furent les seules opérations des alliés contre les Islettes². Le 2 octobre, après avoir languï dans l'inaction, les Autrichiens se repliaient de Neuilly sur Fromeréville et les Hessois de Clermont sur Regret. La veille (1er octobre), le colonel Neuilly, qui venait de recevoir son brevet de maréchal de camp, s'était signalé par un brillant fait d'armes. Il est bon à tout, disait Dumouriez. Il attaqua dans le village d'Autrécourt, sur la rivière d'Aire, à la tête de son 10e régiment de dragons, un détachement de cavalerie austro-hessoise ; il passa le pont au galop, culbuta les Hessois qui le gardaient et tua de sa main le premier qu'il rencontra. Cinq hussards de Wurmser et vingt-deux dragons du landgrave restèrent sur la place. On ne fit que quatre prisonniers. Le lieutenant Lindau, chef du détachement, ne fut sauvé que par le généreux Neuilly, auquel il rendit son épée. Les habitants d'Autrécourt, raconte Dillon ; se précipitaient dans nos rangs pour remercier leurs libérateurs et s'empressaient à l'envi de nous offrir tout ce qu'ils possédaient³.

Telle fut la défense des Islettes en 1792. Le poste de Biesme, écrivait Galbaud, est une des principales causes qui ont amené le magnifique résultat de cette campagne⁴. Mais il ne faut pas exagérer l'importance militaire de ce poste ainsi que la résistance de l'avant-garde de l'armée des Ardennes. Les alliés ne firent contre les Islettes que de simples démonstrations, et, si honorable qu'ait été l'attitude des soldats de Dillon, on ne peut dire avec un historien allemand qu'ils repoussèrent les attaques *opiniâtres* des Austro-Hessois⁵.

¹ Ditfurth, *die Hessen*, 81-82 ; Gebler, article cité du *Journal militaire autrichien*, p. 85. Dillon, *Compte rendu*, 33 ; Marceau à Maugars, 24 sept. (Doublet, I, 145.)

² Lossberg, *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1846, I, 13.

³ Ditfurth, *die Hessen*, 102-104 ; Dillon, *Compte rendu*, 45-47 ; Gobert, mémoire ; Dumouriez à Servan et Dillon à Dumouriez, 2 oct. (arch. guerre et Ternaux, IV, 549-550). Les Hessois furent peut-être ceux des alliés qui commirent le moins de dégâts dans les provinces envahies ; ils se sont conduits sagement, disaient les commissaires de la Convention, et, à l'exception de quelques maisons aux environs de Clermont, qu'ils ont démolies pour l'établissement de leur grand'garde, ils ont respecté les propriétés des habitants. (*Moniteur* du 6 oct.) Il est dur, écrivait un caporal hessois, de prendre le bien aux pauvres gens, mais il faut vivre, et je pense que le bon Dieu ne nous punira pas, nous et nos enfants. Voir dans Ditfurth, *die Hessen*, 96, note, la lettre naïve de ce caporal.

⁴ *Observations* sur la pétition présentée à la Convention le 28 octobre 1792, p. 13, note.

⁵ *Hartnäckige Angriffe*, *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, II, p. 258-259, cité par Ditfurth, *die Hessen*, 82. Dillon osa se faire donner par le conseil général de Sainte-Menehould un certificat constatant qu'il avait arrêté à la côte de Biesme, avec moins de dix mille hommes, l'armée combinée des Prussiens, des Autrichiens, des Hessois et des émigrés, forte de plus de cent mille hommes, commandée par le duc de Brunswick et où étaient en personne Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, et ses fils, et par sa bravoure, sa vigilance, son activité et ses sages dispositions, sauvé Sainte-Menehould de l'invasion et du pillage de l'ennemi. (Extrait du registre des délibérations de la maison commune de Sainte-Menehould, 19 octobre 1792, et reproduit par Dillon dans son *Compte rendu* au ministre de la guerre, p. 107-108).

CHAPITRE XI

L'ARMÉE DES PRINCES

Illusions constantes des émigrés. Projets de Breteuil, de Fersen, de Mercy, de Mallet du Pan. Marche de la cavalerie des émigrés sur le Chesne-Populeux. Vouziers. Somme-Suippes. Arrivée tardive de la petite armée sur le champ de bataille. La *pétarade* de Valmy.

La marche des Prussiens sur Grandpré, puis sur Valmy, avait ravivé les espérances des émigrés, un instant déçues par l'inaction qui suivit la prise de Verdun. Le baron de Breteuil ne cachait pas sa joie et s'imaginait que ce mouvement aurait des conséquences décisives. Il savait le duc contraire à l'expédition, et il observait que Brunswick avait hâte d'en finir et **pensait avec impatience au moment où il pourrait ramener son armée dans ses foyers avec la gloire de son entreprise**. Mais, écrivait-il à Fersen, le duc n'a qu'un but, arriver à la vue de Paris et sauver le roi ; il serait au plus tard le 10 octobre devant la capitale ; il livrerait bataille vers le 16 ou le 17 septembre, car, selon le baron, il était nécessaire de battre fortement les rebelles avant la Convention nationale, et une victoire gagnée ouvrirait la voie à la **conciliation**. Les Prussiens vainqueurs, ajoutait Breteuil, pousseraient aussitôt sur Châlons, et y **feraient un séjour un peu marqué**, comme à Verdun. Mais lui-même comptait employer utilement cette apparente suspension des hostilités ; il suivrait le quartier-général prussien et entamerait, par l'intermédiaire du baron de Batz et de l'agioteur Sainte-Foix, une négociation secrète avec les meneurs du parti populaire pour sauver Louis XVI et sa famille¹. Déjà Fersen proposait de choisir l'endroit où se retirerait le roi de France, et Valenciennes lui paraissait le lieu le plus convenable : **grande ville, bien passante, peu de canaille, grandes ressources pour les logements et les vivres, châteaux ans les environs, proximité de la frontière**. Plus que mais s'agitaient dans l'entourage de Breteuil les projets de représailles et de contre-révolution. Mercy déclarait dans un salon de Bruxelles que la politique allait se taire, que la sévérité était indispensable, que la baïonnette et le canon devaient terminer la guerre, qu'il fallait faire des exemples, anéantir les jacobins, mettre le feu aux quatre coins de Paris. Mallet du Pan mandait de Genève au maréchal de Castries qu'il importait, avant tout, de renoncer à la **pernicieuse miséricorde** et à la clémence qui **serait dans ces conjonctures un crime contre la société**. Tout me fait craindre, disait-il, qu'on veuille mériter la gloire de pardonner et qu'on écoute les esprits faibles qui parleront de gagner les cœurs. Il fallait, à son avis, publier une ou deux gazettes officielles, dont les exemplaires seraient répandus à profusion dans les villes et les campagnes ; le siège du journal, ce *Moniteur des émigrés*, serait à Verdun,

¹ Voir *Invasion prussienne*, le chapitre consacré aux émigrés.

où l'on trouvait une imprimerie et nombre d'ecclésiastiques en état de rédiger une feuille semblable. Fersen donnait Breteuil les mêmes conseils ; éclairer et rassurer le peuple par des écrits simples, courts et clairs, et qu'il serait bon de multiplier ; Limon, pensait le Suédois, était l'homme désigné pour cette besogne. Le marquis de Bombelles proposait de faire paraître une proclamation et comme un nouveau manifeste ; on dirait aux habitants de Paris qu'ils devaient non seulement se détacher des factieux et des scélérats, mais agir contre eux, qu'ils ne sauraient échapper à la juste vengeance du duc de Brunswick, en se bornant à se renfermer dans leurs maisons, qu'eux aussi étaient responsables des horreurs qui se commettaient dans la capitale. Mallet du Pan songeait même à la réorganisation des Suisses qui formeraient la garde de Louis XVI restauré et maintiendraient la sûreté et la police du lieu où le roi fixerait sa résidence : il fallait, assurait cet infatigable faiseur de projets, mettre à la tête de ce corps d'élite des chefs éprouvés ; on aurait pendant quelque temps un *gouvernement militaire* et les officiers supérieurs auraient besoin, non seulement de la connaissance de leur métier, mais d'expérience dans la police publique, de fermeté, d'habitude dans la surveillance de l'administration ; on se passerait donc du vieux d'Affry, qui méritait de finir le reste de ses jours dans un monastère où il pleurerait ses affreuses sottises depuis la Révolution ; on donnerait le commandement des Suisses au baron de Roll, ministre du comte d'Artois, et au baron d'Erlach, bailli de Lausanne ; d'Erlach, concluait Mallet du Pan, protège les émigrés dans le pays de Vaud, il unit le sang-froid à l'activité, le jugement à l'esprit de suite¹.

Sur ces entrefaites, Breteuil reçut une grande nouvelle. Le duc de Brunswick appelait à lui la cavalerie des princes français² ; elle devait longer la Meuse et déboucher dans les plaines de Champagne par le Chesne-Populeux, tandis que les Austro-Prussiens franchiraient les défilés de La Croix-aux-Bois et de Grandpré.

La petite armée des émigrés avait d'abord investi Thionville. Il fut décidé que l'infanterie, sous le commandement du maréchal de Broglie, demeurerait devant la place. La cavalerie, dirigée par le maréchal de Castries et les princes, obéirait aux ordres de Brunswick et irait prendre part aux opérations des alliés ; le roi de Prusse, lisait-on dans le *Courrier de Strasbourg*, a demandé à Messieurs les paladins de France qu'ils vinssent faire le coup de sabre³.

Une émeute faillit éclater dans le camp au départ des frères de Louis XVI. Ceux qui restaient crièrent qu'on allait se battre sans eux, qu'ils voulaient, comme leurs camarades, marcher à la conquête de Paris. Le maréchal de Castries essaya de les calmer et fut insulté. Le comte d'Artois n'apaisa les mécontents qu'en leur donnant l'assurance qu'ils rejoindraient bientôt l'armée principale⁴.

Les princes emmenaient avec eux leurs gardes du corps et ceux du roi, les gendarmes, les grenadiers à cheval, les chasseurs impériaux russes, les quatre compagnies rouges d'ordonnance. Ils n'avaient d'autre infanterie que la brigade

¹ Fersen, II, 360-375, et la lettre de Mallet du Pan du 17 septembre (*Moniteur* du 5 novembre).

² Fersen, II, 372.

³ Lettre du *Courrier de Strasbourg*, reproduite par le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* (26 septembre, p. 69).

⁴ Marcillac, 110, et d'Argens, 55 (*Mém. sur l'émigration*, p. p. de Lescure) ; Fersen, II, 35-36.

irlandaise. Leur armée formait deux colonnes : le duc de Coigny commandait celle de droite où se trouvaient les princes, et le marquis d'Autichamp, celle de gauche. Le marquis de Jaucourt était à la tête de l'avant-garde, composée de la brigade de Monsieur, des hussards de Berchiny, des chasseurs de Polignac et d'environ deux cents hommes d'infanterie¹.

On passa le 11 septembre à Aumetz², le 12 à Spincourt, le 13 à Verdun et à Béthelainville, le 14 à Consenvoye et à Dun³. On franchit la Meuse, on traversa les défilés du Chesne-Populeux et de la Croix-aux-Bois où l'on rencontra le convoi funèbre du prince Charles de Ligne. Le 18 septembre, les émigrés étaient à Vouziers. Les princes y reçurent une lettre de Nassau-Siegen qui leur annonçait une bataille imminente et les priaient de faire diligence. Ils quittèrent Vouziers le lendemain à la pointe du jour et se dirigèrent sur Somme-Suippes. Mais l'avant-garde s'égara dans l'immense plaine qui s'étend de Vouziers à la rivière de la Py. Il fallut s'arrêter, envoyer des hussards en reconnaissance, fouiller les villages déserts pour trouver un guide. On n'atteignit Saint-Souplet que dans la soirée. Le corps du marquis de Jaucourt se reposa quatre heures, et repartit sur-le-champ pour bivouaquer à Somme-Suippes. Le matin du 20 septembre, les émigrés arborèrent leurs écharpes et mirent à leurs chapeaux le branchage vert, signal de guerre autrichien. Ils marchèrent sur La Croix-en-Champagne et laissèrent à leur gauche les colonnes de Clerfayt. Ils entendaient le bruit du canon, et une profonde émotion saisissait leurs cœurs. Des hommes, dit Crossard, nés sous le

¹ Baron de Crossard, *Mém. milit. et histor.*, I, 1829, p. 9-10 — le baron de Crossard, qui devint maréchal de camp, avait servi dans la légion de Maillebois avec Deprez-Crassier, Macdonald, Dupont et Charles de Polignac ; admis dans le corps royal de l'artillerie des colonies, il avait émigré ; il était aide de camp du vicomte de Latour du Pin La Charce (adjudant-général du comte d'Artois) et attaché, comme lieutenant d'infanterie, à l'état-major général de la petite armée — ; comparez Dampmartin, *Mém.*, 302.

² Un prêtre fugitif qui vint à Aumetz, quelques jours plus tard, décrit ainsi l'aspect du village : Nous n'y trouvâmes que des maisons pillées, ravagées, et cela parce que les habitants avaient maltraité les émigrés à leur passage en les forçant à recevoir des assignats pour l'argent qu'ils leur prenaient, et en second lieu, parce que ce village était absolument révolutionnaire et avait marché avec l'intrus en tête contre les troupes prussiennes. Il s'était surnommé sans pareil. Il n'avait pas encore changé de nom, car je puis assurer qu'il n'avait pas son pareil dans toute l'Europe.

Tous quatre nous avons couché
Dessus la paille
Les Prussiens n'ayant laissé
Que les quatre murailles.

Deux de mes confrères couchèrent sur une paillasse où peu de jours auparavant avait couché M. le comte d'Artois. (Mss. 23189 de la bibliothèque du musée Carnavalet, *Tableau des principaux événements de la Révolution française avec l'histoire des voyages d'un prêtre déporté*, p. 142-143 ; l'auteur, Jean-Baptiste Silvestre, veut imiter Bachaumont et entremêle en fort mauvais style la prose et les vers).

³ Trente-cinq habitants de la commune de Dun furent plus tard (9 vendémiaire an III ou 30 septembre 1794) traduits devant le tribunal révolutionnaire pour avoir accueilli les émigrés et arboré le drapeau blanc. Ils furent acquittés à l'exception d'Aublin et d'une femme Jacquet qu'on accusait d'avoir agité, en forme de drapeau, une serviette blanche en criant *Vive le roi, au diable la nation !* Aublin alléguait vainement dans sa défense qu'il faut se représenter la petite ville de Dun comme une habitation ouverte de tous côtés, sans portes, sans murs, sans canons, sans aucune espèce de retranchements contre les émigrés, ne respirant que sang et carnage, menaçant de tout incendier, de tout ravager au moindre mouvement qui pourrait annoncer l'envie de faire résistance. (Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris*, 1881, tome V, p. 308-310.)

même ciel et parlant la même langue, allaient se combattre les uns les autres, ceux-ci voulant briser les fers de leur roi, ceux-là sentant qu'il fallait vaincre pour légitimer leur révolte et assurer leur existence¹. Nous avions tous, écrit Contades, un père, une mère, une femme, des amis à venger, et la cause pour laquelle nous nous battions, nous était personnelle ; nous marchions avec ardeur et dans le plus grand ordre ; le bonheur était peint sur tous les visages². Mais on était trop loin de Valmy. On voyait avec une douleur impuissante la route s'allonger et le soleil s'approcher de l'horizon. Bientôt la nuit tomba. La petite armée, lasse et découragée, dut faire halte. Nous enragions de notre inactivité, rapporte le comte de Neuilly³, et nous demandions aux princes de nous mener au combat, seuls, sans s'occuper des Prussiens ; mais on n'entendait plus rien, cette prétendue bataille de Valmy n'avait été qu'une pètarade. Ce fut presque toujours, durant les guerres de la Révolution, le sort des émigrés, tenus sur les derrières des alliés et à distance respectueuse de l'adversaire, formant une réserve inutile, et arrivant trop tard, lorsqu'ils devaient prendre part à l'action.

Au 20 septembre se termine, à proprement parler, la campagne de l'Argonne. Le salut de la France révolutionnaire dépendait de cette journée, et, comme dit le Hessois Lossberg, il était écrit dans le livre du destin qu'une fois à Valmy, les alliés n'iraient pas plus loin⁴. L'ennemi, désormais incapable d'agir, désespérant de ressaisir l'avantage, abusé par les pourparlers de Dumouriez, reste, une semaine encore, en présence des armées françaises. Le 30 septembre, manquant de tout, affaibli par la faim et les maladies, craignant d'être coupé de ses communications, voyant sa situation s'aggraver de plus en plus, il prendra le parti de la retraite. Sa marche rétrograde durera jusqu'au 23 octobre ; il sauvera son artillerie, ses drapeaux, son bagage ; il saura, grâce à de subtiles et curieuses négociations, se soustraire à un désastre certain, et les Français perdront, de gaieté de cœur, l'occasion de l'écraser. Mais qui aurait cru, après la prise de Longwy et de Verdun, après le combat de La Croix-aux-Bois, après la panique de Montcheutin, même après Valmy, que cette belle armée prussienne abandonnerait si tôt ses conquêtes, et s'estimerait heureuse de regagner la frontière sans être poursuivie ?

¹ Crossard, *Mém. milit. et hist.*, I, 10.

² Contades, 63-64.

³ Neuilly, 50.

⁴ *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1846, I, 13 (*Souvenirs de Lossberg*).

SECONDE PARTIE

LA RETRAITE DE BRUNSWICK

CHAPITRE PREMIER

PARIS ET CHÂLONS

I. Le conseil exécutif. Grouvelle. Monge. Lebrun. Clavière. Roland. Danton, son énergie et son intelligence politique. Ses émissaires à l'armée, Fabre d'Églantine, Billaud-Varennés, Westermann. Sa liaison avec Dumouriez. Il empêche le gouvernement de quitter Paris. — **II.** Servan. Ses collaborateurs. Lacuée. Activité de Servan. Sa passion de la résistance. Son système de temporisation. Le bon Fabius. La vraie mission d'un ministre de la guerre. — **III.** L'Assemblée législative. Décrets. Longwy et Verdun. Apothéose de Beaupaire. Les corps francs. Les fusils. Enthousiasme. Dons patriotiques. Le camp de Paris. Mesures tardives. Les *tyrannicides*. — **IV.** La grande levée et le camp de Châlons. Laclos. Luckner. Labourdonnaye. Indiscipline des volontaires de 1792. Ont-ils repoussé l'invasion ? — **V.** La Commune de Paris. Massacres de septembre. *Terrible prépondérance* de Danton. Les commissaires. L'anarchie. Lutte des partis dans la Convention. Dislocation du conseil exécutif. Démission de Danton et de Servan. La France sauvée par son armée.

I. L'affaire du 20 septembre, comme tout le monde nomma la canonnade de Valmy, avait sauvé la France. L'invasion, commencée le 11 août, s'arrêtait quarante jours plus tard, à trois lieues de Sainte-Menehould. Secondés par les lenteurs de Brunswick et par la mauvaise saison, les généraux, à la tête des troupes de ligne et des volontaires de 1791, avaient fatigué l'adversaire et le tenaient en échec dans les plaines de Champagne. La diplomatie de Dumouriez devait faire le reste ; une semaine après Valmy, l'armée des alliés battait en retraite. Mais il faut auparavant exposer le rôle de l'Assemblée et des ministres pendant cette campagne et retracer ce qui se passait à Paris, où siégeait le gouvernement, et à Châlons où s'organisaient les levées nationales.

L'Assemblée législative avait élu, après la journée du 10 août, un conseil exécutif provisoire formé des ministres. Elle donna les portefeuilles de l'intérieur, des finances et de la guerre aux trois Girondins Roland, Clavière et Servan qui, selon le mot d'Isnard, avaient emporté les regrets de la nation. Lebrun fut ministre des affaires étrangères ; Monge, de la marine ; Danton, de la justice. Grouvelle, qu'une partie de l'Assemblée voulait appeler au département des affaires extérieures, était secrétaire du conseil¹.

¹ Lebrun avait eu 109 voix, et Grouvelle, 91 ; on fit une seconde épreuve par assis et levé, et on décida, sur la proposition de Brival, que celui qui n'était pas ministre serait

Grouvelle, rédacteur de la *Feuille villageoise* et littérateur médiocre, voulut jouer au ministre ; il intervint dans les débats du conseil et donna son avis sur toutes choses avec le ton décisif de l'ignorance.

Monge avait, disait-il, accepté le ministère de la marine à cause de la présence des Prussiens sur le sol français ; Condorcet le recommandait à l'Assemblée ; ce fut un honnête homme et un grand géomètre, mais un mauvais administrateur¹.

Lebrun, d'abord abbé, puis soldat, puis ouvrier imprimeur, enfin rédacteur du Journal général de l'Europe qui se publiait à Liège, était l'homme des Girondins et partagea leur fortune comme leur disgrâce. Il vint à Paris en 1791, à la tête d'une députation des patriotes liégeois ; Brissot se l'attacha ; Dumouriez le nomma premier commis du ministère des relations extérieures. Il rédigeait facilement une lettre ou un rapport ; il n'avait pas l'adresse, l'activité, l'expérience des grandes affaires. D'ailleurs tous les ambassadeurs quittèrent Paris après le 10 août ; Dumouriez mena les négociations en même temps que la guerre ; Lebrun ne fit donc rien de très utile durant l'invasion prussienne².

Le Genevois Clavière possédait, de même que ses deux collègues de la Gironde, Roland et Servan, une grande faculté de labeur et de précieuses connaissances dans sa spécialité. [Voyez cette tête chauve](#), disait de lui Mirabeau, [je ne fais rien sans la consulter](#). Mais il n'avait dé l'énergie que l'apparence : très ambitieux, rêvant depuis son arrivée à Paris d'habiter le ministère des contributions publiques et de réussir où son compatriote Necker avait échoué, fertile en projets, plus sagace que sensé, pointilleux, irascible, opiniâtre dans ses vues et emporté dans la discussion, faible néanmoins, manquant de caractère, incapable de manier les ressorts de la machine révolutionnaire. Toute son attention se tourna vers Genève et l'armée du midi. Chassé de sa ville natale en 1782, il voulait renverser le parti qui l'avait proscrit. Ennemi secret de Montesquiou, jaloux des aptitudes financières que ce général avait montrées à l'Assemblée constituante, il mit tout en œuvre pour obtenir sa destitution³.

Roland, intègre et droit, parlait au lieu d'agir ; il protestait sans cesse de son honnêteté ; il offrait sa démission et ne la donnait pas ; il ne savait qu'écrire et écrire encore ; ses lettres diffuses, qui couvraient les murailles et remplissaient les journaux, ne contenaient que d'inutiles plaintes et d'impuissants regrets sur l'anarchie de la France et sur la domination jacobine.

Le plus agissant de tous les ministres dont la guerre n'était pas l'attribution particulière, fut Danton. Il savait peu, n'étudiait rien et osait tout. Il s'était jeté

secrétaire du Conseil. Danton eut 222 voix et Monge 150 (sur 224 votants). Le rappel des trois Girondins, Roland, Clavière et Servan fut voté tout d'une voix.

¹ Buzot (*Mém.*, édit. Dauban, 18bb, p. là) le juge très durement [l'imbécile Monge qu'on avait pris pour un bonhomme](#). Son élève et panégyriste (Jomard) dans ses *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*, 1853, p. 5, reconnaît que [l'administration lui convenait peu](#).

² Lebrun, dit Prudhomme (*Révolutions de Paris*, n° 173, 240), poursuit sa besogne assez rondement ; il la connaît, d'ailleurs elle n'a jamais été si facile à conduire ; son journal lui donnait plus de mal que le département des affaires étrangères. Voir sur Lebrun Dumouriez, (édit. Barrière) *Mém.*, II, 49 ; Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 43 ; Forster, qui le vit l'année suivante, le juge [faible et timide](#).

³ Mme Roland, *Mém.*, 1827, I, 385 ; Dumont, *Souvenirs*, p. 1831, 399 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 341-342, et Servan, *Notes sur les Mém.*, XIV ; Lafayette, *Mém.*, 1837-38, III, 311 ; Clermont-Gallerande, *Mém.*, 1826, III, 452 ; Beugnot, *Mém.*, 1827, I, 255 ; Buzot, *Mém.*, 74.

dans la Révolution avec ardeur parce qu'il comptait y trouver la richesse et le pouvoir. Tout en lui, sa personne, son langage, ses actes, était révolutionnaire. Sa figure laide et criblée de petite vérole, sa voix tonnante et qu'on nommait *stentoriale*, ses manières brusques et impérieuses, tout ce que sa nature avait d'impétueux et de violent, lui donnait un grand ascendant sur les masses¹. *N'ai-je pas, disait-il, reçu de la nature les formes athlétiques et l'âpre physionomie de la liberté ?* Il parlait avec chaleur, avec une force souvent rude et brutale, parfois avec emphase, mais ses discours, concis, passionnés, toujours prononcés d'abondance, lui méritent les surnoms qu'on lui donna, de Pluton de l'éloquence et de Mirabeau de la populace. Du reste, profondément corrompu, débarrassé de tout scrupule, raillant les hypocrites et avouant ses vices avec cynisme, tantôt armé d'une volonté puissante que n'effraient ni les obstacles ni les crimes, tantôt comme épuisé par l'effort qu'il vient de faire et saisi d'un besoin irrésistible de paresse et de jouissance², barbare et froidement sanguinaire, capable pourtant de généreuses pensées, sensible par accès et, comme dit un de ses contemporains, couvrant sa pitié sous des rugissements. L'influence qu'il exerça durant les mois d'août et de septembre sur les résolutions du conseil exécutif, fut si considérable que les Girondins l'accusèrent d'aspirer à la dictature. Tous les témoignages, si rares qu'ils soient, confirment le jugement de Michelet : Danton tenait alors dans sa main les affaires qui intéressaient le salut de la France. Il avait, en effet, de grandes parties du politique et de l'homme d'État. Il s'initiait aisément aux affaires ; il jugeait nettement les choses et savait qu'elles sont plus difficiles à combiner que les phrases ; il avait la lucidité de l'esprit, la justesse des vues, la connaissance pratique des hommes, la décision prompte et vigoureuse. Quelques mois plus tard, un représentant des Pyrénées-Orientales, Cassanyes, entrant dans la salle du Comité de salut public, annonçait inopinément la prise de Bellegarde. *Qui t'a si bien informé ?* lui dit Danton. — *C'est mon pays.* — *Ah ! c'est ton pays, réplique le tribun, et tu es ici ! Tes foyers sont la proie de l'ennemi, et tu n'es pas parti encore !* Il entraîne Cassanyes. *Viens, viens, tu vas remplir tes poches d'assignats et courir nous sauver !*³

C'est lui qui, le 28 août, parle au nom du conseil exécutif, en *ministre du peuple* et en *ministre révolutionnaire*, et qui déclare qu'il faut faire rétrograder les despotes par une grande convulsion nationale, en précipitant le peuple en masse sur les ennemis. C'est lui qui, le 2 septembre, mêlant, il est vrai, ses vues secrètes de terrorisme aux mesures de défense nationale, annonce encore, au

¹ Un des portraits les plus curieux et les moins connus de Danton a été tracé par Moreau de Jonnés (*Aventures de guerre au temps de la République et du Consulat*, 1858, I, p. 35). La scène se passe en 1791, au comité des Minimes, et Moreau ne connaît pas Danton. *Un personnage m'adressa la parole avec une autorité qui se montra, non seulement dans son langage, mais encore dans le silence qu'on fit pour l'écouter. C'était un homme corpulent, à large figure, ayant le verbe haut et des yeux hardis et pénétrants... Quel est donc ce gentilhomme, dis-je en sortant au vainqueur de la Bastille qui servait de planton au Comité. — C'est l'excellent M. Danton.*

² Dès le mois de novembre 1792, Prudhomme le jugeait ainsi (*Révolutions de Paris*, 297) : *Jamais il ne sera dictateur ou le premier des triumvirs, parce que, pour l'être, il faut de longs calculs, des combinaisons, une étude continuelle, une assiduité tenace, et Danton veut être libre en travaillant à la liberté de son pays.*

³ Miot de Mérito, *Mém.*, 1838, I, 39-40 ; Meillan, *Mém.*, 1823, I, 2-3 ; Garat, *Mém. sur la Révolution*, an III, p. 189-191 ; Michelet, *Hist. de la Révolution française*, 3e édit., 1869, IV, 33 ; Fervel, *Camp. des Français dans les Pyrénées-Orientales*, 1861, I, 72 ; Taine, *Le gouvernement révolutionnaire*, 1885, p. 174-187.

nom des ministres du peuple libre, que tout s'émeut, que tout s'ébranle, que tout brûle de combattre, qu'on doit diriger le mouvement sublime du peuple et punir de mort quiconque refuse de servir de sa personne ou de remettre ses armes ; que le tocsin qu'on va sonner, est non pas un signal d'alarme, mais la charge sur les ennemis de la patrie ; qu'il faut pour vaincre, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace¹.

Il envoyait à Londres son jeune cousin, le futur général Mergez, pour échauffer le zèle timide de Noël, émissaire de Lebrun. Mais, avant son départ, Noël avait mis son âme et sa vie à nu devant Danton ; il le nommait son cher maître ; il lui rendait compte de sa mission, de ses entrevues avec les membres de l'opposition, de ses démarches auprès du ministère anglais².

Il stimulait l'activité de l'administration militaire. J'ai été, disait-il fièrement en pleine Convention et sans trouver de contradicteurs, j'ai été autant l'adjudant du ministre de la guerre que le ministre de la justice ; j'ai talonné Servan et Lacuée³. Il était continuellement, raconte Mme Roland, dans les bureaux. Mais n'y venait-il seulement que pour faire placer aux armées des gens de son bord, pour donner à ses amis une part dans les fournitures et les marchés, pour augmenter son crédit et se former une faction ?⁴ Il pria Servan de nommer colonel du régiment de Chamborant l'intrépide Frégeville⁵. Lorsqu'il apprit le dissentiment de Dumouriez et de Kellermann qui se disputaient le commandement des armées et avaient chacun un plan d'opérations différent, il se prononça nettement pour Dumouriez. Il déclara qu'on devait laisser au plus habile la direction de la guerre. Il mit fin à la mésintelligence des généraux en dépêchant au camp de Sainte-Menehould son intime confident, Fabre d'Eglantine, l'auteur de *Philinte*. Danton l'avait choisi comme secrétaire du sceau et venait de le faire nommer à la Convention par les électeurs de Paris⁶. Fabre flatta Kellermann, caressa son amour-propre et lui promit le bâton de maréchal à la fin de la campagne. De son côté, Kellermann rechercha l'amitié de Fabre d'Eglantine. Un frère du conventionnel, Fabre-Fonds, servait dans l'armée du Centre, et le rapport de Kellermann sur la canonnade de Valmy avait loué son courage. Le général aida Fabre-Fonds à lever un corps franc⁷ ; il lui fit remettre

¹ *Moniteur* du 31 août et du 4 septembre.

² Robinet, *Le procès des dantonistes*, 1879, p. 290-292 (lettres de Noël). Mergez était né le 4 novembre 1772 à Arcis-sur-Aube (voir son acte de baptême dans Vatel, *Charlotte de Corday et les Girondins*, 1872, p. 809) ; il commandait à Libourne en 1793 et ce fut lui qui arrêta Salles et Guadet à Saint-Emilion.

³ Réponse à Cambon, 10 octobre (*Moniteur* du 11), et au tribunal révolutionnaire (notes de Topino Lebrun, prises au procès de Danton et publiées par Chardoillet, 1875, p. 21).

⁴ Mme Roland, *Mém.*, II, 29.

⁵ Servan à Dumouriez, 21 septembre (arch. guerre).

⁶ La mission de Fabre est attestée par Danton (bulletin du trib. révol. et notes de Topino-Lebrun). Elle eut lieu à la fin de septembre ; le 24 de ce mois, Fabre parle à la Convention (*Moniteur* du 25) ; le 28, il a quitté Paris, car, ce jour-là, au comité de la guerre, dont il est membre, il est seul absent, sur quoi un membre a observé que le citoyen Fabre d'Eglantine était indisposé et ne pouvait se rendre. (Arch. nat., Comité de la guerre, AF. II, 22). Mais le 28, Fabre n'était pas encore arrivé au camp de Sainte-Menehould ; sans quoi, Dumouriez n'eût pas écrit à Danton la lettre du 28 septembre qu'on trouvera plus loin.

⁷ Ce corps franc se composait de 1.050 hommes à la fin de 1792 et avait le titre d'éclaireurs ; il était en garnison à Nancy lorsqu'un décret du 28 février 1793 (*Moniteur* du 2 mars) lui prescrivit de prendre rang dans les hussards et de former le 9^e régiment.

une somme de dix mille livres en assignats et s'engagea à lui donner, après la guerre, si ce corps franc était licencié, le commandement de sa légion. Il entretenait une correspondance active avec Fabre d'Eglantine. L'aide de camp Lajolais¹ tenait l'ami de Danton au courant des opérations militaires. Dans des lettres confidentielles, Kellermann rappelait à Fabre le maréchalat promis et le priait d'user de son influence pour envoyer à son armée les objets nécessaires et à lui-même, outre le bâton, des chevaux et une bonne voiture légère de l'ancienne maison du roi².

Danton connaissait déjà Dumouriez qui l'avait *tâté* pour le ministère, lorsqu'il dirigeait les affaires extérieures. Ces deux hommes avaient quelques ressemblances de nature : l'audace, le scepticisme, l'immoralité. Danton s'était défié du général dans les derniers jours du mois d'août. Il avait chargé Westermann, puis Billaud-Varennés de le *surveiller*³. Il fut rassuré par le rapport de ses deux agents. Dumouriez, lui écrivait Westermann, *réunit tout pour mériter la confiance de la nation. Qu'elle lui donne carte blanche, et pour la première fois, elle n'aura pas lieu à se repentir de s'être livrée entièrement à un général d'armée ; s'il avait le malheur de la trahir, je jure que je serais moi-même son assassin*⁴. Quant à Billaud-Varennés, il fit, à son retour, l'éloge de Dumouriez. Il *vous portera ma lettre*, mandait le général à Servan le 18 septembre⁵, *il ne m'a quitté ni jour ni nuit, il a tout vu, il rendra compte de tout au pouvoir exécutif, à l'Assemblée, à la nation entière*. Dumouriez, qui se liait sans scrupules avec tous les partis, avait conquis le sombre et bilieux Jacobin ; Billaud-Varennés se disait son ami pour la vie, et, dès le 20 septembre, lui envoyait un émissaire, le citoyen Laribeau : *Ce sera pour vous un homme de confiance ; c'est un ami que je donne à un ami. Je vous demande une grâce, celle de m'écrire dans les circonstances décisives pour me mettre en mesure d'agir*⁶.

Fabre-Fonds, écrivait Fabre d'Eglantine à Gorsas (*Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 27 septembre, p. 89) *est mon frère unique ; j'ajoute que c'est moi qui, connaissant bien ce frère, l'ai appelé et envoyé, par ordre du ministère de la guerre, au général Kellermann, et je vois avec plaisir que mes espérances eu ce frère ne sont pas trompées*.

¹ C'était un compatriote de Kellermann ; il était né en 1761 à Wissembourg où son père était lieutenant du roi ; comparez sur le rôle odieux qu'il joua plus tard *Les derniers jours du consulat*, manuscrit inédit de Fauriel, p. p. Lalanne, 1886, p. 150. Dumouriez l'estimait peu, et, à son propos, disait de Kellermann à Servan : *Méfiez-vous des gens qui ne savent pas bien le français, parce qu'ils sont livrés à leurs aides de camp* (28 septembre).

² Lettre de Kellermann à Fabre, 21 octobre (Robinet, *Le procès des dantonistes*, p. 530-533).

³ Notes de Topino-Lebrun, 21.

⁴ Lettres de Westermann, 31 août (*Journal des Jacobins*, corresp., 10 septembre), et 10 septembre (*Révolution de Paris*, XII. 491).

⁵ Dumouriez à Servan, 18 septembre (arch. guerre).

⁶ Lecointre, *Crimes des sept membres des anciens comités*, p. 243-244. Ce Laribeau est cité dans la séance du 29 août de la Commune de Paris, comme médecin et demeurant rue Sainte-Anne ; il doit donner un certificat aux prêtres infirmes. Nous le retrouvons plus tard lieutenant-colonel à l'armée du Nord pendant la campagne de Belgique. Il profita de l'a mission que lui avait donnée Billaud-Varennés pour signaler quelques abus qui s'étaient glissés dans l'administration des hôpitaux, et son rapport, appuyé devant la Convention par Prieur de la Marne, provoqua le décret du 11 novembre 1792 qui enjoignit aux municipalités de fournir aux hôpitaux ambulants autant de matelas qu'il y

Le ministre de la justice soutint Dumouriez dans le conseil. Lorsque le général demanda les instructions du gouvernement, après ses pourparlers avec Manstein, Danton approuva sa conduite et déclara qu'il fallait négocier avec le roi de Prusse pour le détacher de la coalition¹. Il fit envoyer au camp de Sainte-Menehould Benoit et Westermann². Il correspondait avec Dumouriez qui, pour être plus sûr de son appui, le pria de garder le pouvoir et de renoncer à son mandat de député : *Mon cher Danton, j'ai une peur terrible que vous ne quittiez le ministère ; j'en serais désolé, car j'y ai besoin de votre tête. Portez votre caractère fort dans le conseil ; vous y êtes plus utile qu'à la Convention nationale, et elle ne vous perdra pas, puisque vous pouvez lui donner des conseils et de l'énergie comme ministre*³.

Aussi, lorsque Dumouriez revint à Paris après la campagne, il eut de fréquents entretiens avec Danton. On vit l'homme de guerre et le tribun s'entretenir familièrement à l'Opéra. Danton présidait le club des Jacobins, lorsque Dumouriez se présenta, le 14 octobre, à la société et il félicita le général d'avoir sauvé la France en tenant bon à Sainte-Menehould et *en conservant cette station qui ruina l'ennemi*⁴.

Dumouriez essaya même de réconcilier les modérés avec Danton. Il avait regagné par ses succès militaires la faveur des Girondins. Il écrivait régulièrement pendant la campagne à son intime ami Gensonné et, dès le 6 octobre, il lui recommandait de se mettre en garde contre le parti de la Montagne⁵. Il estimait sincèrement Vergniaud⁶. Il voulait attacher à son état-major un frère de Guadet⁷. Il conseilla donc aux Girondins de ménager Danton et de s'allier à lui ; c'était le seul homme qui pût les soutenir, et son appui leur

aurait de blessés, et aux ministres d'établir à la suite des armées des chariots suspendus et couverts (*Moniteur* du 13 novembre).

¹ Tous les historiens ont admis cette tradition recueillie par l'auteur des *Mém. d'un homme d'Etat*, I, 515.

² On sait que Westermann fut, plus tard, l'homme d'épée des dantonistes. Si les Girondins, dit Dumouriez (*Mém.*, I, 340), *avaient voulu quitter Paris, le général aurait travaillé auprès de Danton par son agent Westermann*. Danton dut influencer également sur le choix de Benoît, car Noël lui écrit de Londres à deux reprises : *M'envoyez-vous Benoît ? — Pourquoi ne m'avez-vous pas envoyé Benoît ?* (Robinet, *Le procès des dantonistes*, 290-292). Danton jugea que Benoît serait plus utile au camp prussien qu'en Angleterre.

³ Lettre du 28 septembre (Biblioth. nation., collection Deslys, p. 122, et arch. nat., papiers de Dumouriez) ; voir aussi le *Curieux* de mai 1886, n° 29, p. 66-67.

⁴ Dumouriez, *Mém.*, I, 340 : *d'après ce que lui a dit Danton ; Journal des Jacobins* du 16 octobre et *Moniteur* du 17 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 401-402 : Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 35 ; discours de Guadet (*Moniteur* du 15 avril 1793) : *Dans tous les spectacles de Paris, qui était sans cesse à ses côtés ? Danton. Danton, Fabre, Santerre formaient la cour du général.*

⁵ Meillan, *Mém.*, 1823, p. 31 ; témoignage très important : *J'ai vu sa correspondance avec Gensonné. Elle s'arrête au 17 décembre. Elle respire partout un patriotisme ardent, raisonné, clairvoyant, une égale haine du despotisme et de l'anarchie, la crainte des malheurs qui depuis ont affligé la France et le désir de les prévenir. Prenez garde, dit-il dans sa lettre du 6 octobre, à ce parti qui se forme dans la Convention !*

⁶ Dumouriez, *Mém.*, I, 340.

⁷ Guadet à Robespierre (*Moniteur* du 15 avril 1793).

assurait la vie de Louis XVI et la défaite des Montagnards ; mais, dit Dumouriez, les Girondins achevèrent d'aliéner Danton et le poussèrent à bout¹.

Le général fait dans ses mémoires un portrait de Danton qu'il représente aussi hideux au moral qu'au physique ; mais il ajoute que Danton avait beaucoup d'esprit naturel et un caractère très énergique. Lui seul, dans le plus grand danger des Prussiens, n'avait point perdu courage, n'avait point partagé la consternation publique, s'était opposé à ce qu'on transférât la Convention et le roi de l'autre côté de la Loire, et avait forcé l'Assemblée et les ministres à déployer toutes les ressources nationales². Les Girondins eurent, en effet, le dessein de quitter Paris et de transférer le gouvernement en province. Déjà avant le 10 août, Barbaroux, Servan, Roland, examinant la carte de France, se disaient qu'on pourrait abandonner le nord à la royauté triomphante, demander au Limousin, à l'Auvergne, à la Provence un asile contre le despotisme et fonder la République du midi. Mme Roland traçait à l'avance la ligne de démarcation ; Servan étudiait les positions défensives ; Barbaroux proposait de se retirer successivement dans les montagnes du Velay, dans les Cévennes et jusque dans la Corse où l'on n'avait pas encore naturalisé la tyrannie³.

L'approche des Prussiens, leurs succès en Lorraine, leur marche dans le Clermontois, leur dessein hautement annoncé de pousser droit à Paris épouvantèrent les Girondins. Roland et ses collègues se réunirent au ministère des affaires étrangères. La conférence eut lieu au bout du jardin. On avait admis Duhem, Pétion, Fabre d'Eglantine et Kersaint qui revenait de Sedan. Roland, pâle, abattu, la tête appuyée contre un arbre, disait qu'il fallait partir. Où comptez-vous aller ? demanda Danton. — A Tours ou à Blois, répondit Roland, et nous emmènerons avec nous le trésor et le roi. Clavière et Kersaint appuyèrent la proposition. Dans quinze jours, s'écria Kersaint, Brunswick sera à Paris aussi certainement que le coin entre dans la bûche quand on frappe dessus. Mais Danton s'opposa de toutes ses forces à ce départ ; il soutint que le gouvernement devait demeurer dans la capitale. J'ai fait venir, dit-il, ma mère qui a soixante-dix ans ; j'ai fait venir mes deux enfants ; ils sont arrivés hier. Avant que les Prussiens entrent dans Paris, je veux que ma famille périsse avec moi ; je veux que vingt mille flambeaux, en un instant, fassent de Paris un monceau de cendres. Roland, garde-toi de parler de fuite, crains que le peuple ne t'écoute !⁴

¹ Dumouriez, *Mém.*, I, 333 ; Bailleul, II, 183 ; Durand de Maillane, *Mém.*, 297 ; Paganel, *Essai hist. et crit. sur la Révolution*, II, 339.

² *Mém.*, I, 336 et 340.

³ Barbaroux, *Mém.*, édit. Dauba, 337-338 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 408 ; Durand de Maillane, *Mém.*, édit. Lescure, 300.

⁴ Fabre d'Eglantine, discours du 5 novembre 1792 (*Journal des Jacobins* du 9 novembre et du 1er mai 1793 ; discours de Robespierre (3 avril 1793, *Moniteur* du 6 ; 10 avril, *Moniteur* du 12) ; *Tableau historique*, I, 362 : le ministre de la guerre songeait à donner au gouvernement les moyens de gagner sûrement la rive de la Loire ; Lettres de Mme Roland à Bancal, 2 septembre, p. 345-346 : Peu de jours encore jetteront de grandes lumières sur le sort de la capitale d'où la sagesse voudrait peut-être qu'on sortit le gouvernement ; Lettre de Roland à l'Assemblée (3 septembre, *Moniteur* du 5) : Le peuple sait que le midi, plein de feu, d'énergie et de courage, était prêt à se séparer pour assurer son indépendance lorsque la révolution du 10 août nous a valu une Convention qui doit tout rallier ; il aperçoit que les sages et les timides se réuniraient aisément pour établir cette Convention ailleurs. Dumouriez, *Coup d'œil polit. sur l'avenir de la France*,

Le même projet fut, à ce qu'il semble, agité une seconde fois quelques jours plus tard. C'était après la prise de la Croix-aux-Bois. La commission des Vingt et Un ne cachait pas ses alarmes. Les députés, élus à la Convention, ne se rendaient à leur poste qu'avec le sentiment du péril qu'il faudrait braver¹. Brissot et d'autres, rencontrant Mathieu Dumas, l'invitèrent à se rendre avec eux au comité militaire. On envoya chercher au dépôt de la guerre des cartes détaillées du cours de l'Aisne. L'affaire, dit Dumas, est décisive ; Dumouriez se voit coupé de Paris : en deux manœuvres les Prussiens le rejettent dans le Barrois ; en quatre marches, ils arriveront aux portes de la capitale. Il fallait donc abandonner Paris, passer la Loire, emmener le roi et faire une campagne d'hiver². Heureusement, les lettres de Dumouriez furent rassurantes.

Ces délibérations furent révélées dans une des premières séances de la Convention. Il y eut un moment, déclara Danton le 29 septembre, où la confiance fut tellement abattue qu'il n'y avait plus de ministres et que Roland eut l'idée de sortir de Paris. Pas un membre ne se lève pour lui donner un démenti. J'en ai été témoin, s'écrie Duhem. Le Girondin Louvet se contente de répondre que Roland avait perdu quelque confiance, mais qu'il possédait encore tout son courage. Le ministre de l'intérieur tenta le lendemain de se justifier ; il écrivit à la Convention qu'aucun de ses collègues n'avait proposé de quitter Paris, mais, ajoutait-il, nous avons traité la question de savoir si, dans le cas de l'approche de l'ennemi, il y aurait des mesures relatives au salut de l'empire, et si la sortie de l'Assemblée, du trésor national, du pouvoir exécutif et du roi même qui appartenait à toute la France, serait dans le nombre de ces mesures³.

Cette explication embarrassée montre que Roland et ses amis voulaient abandonner Paris lorsque l'ennemi n'était encore ni à Châlons ni à Reims. Mais ce départ eût passé pour une désertion ; il aurait consterné le pays, paralysé la résistance, rompu les plans de Dumouriez, encouragé les envahisseurs. L'Assemblée n'avait-elle pas juré, dans sa séance du 26 août, de ne point quitter son poste avant le 20 septembre ? Tous ses membres, levant la main et répétant le serment par acclamation, n'avaient-ils pas promis de rester à Paris jusqu'au jour où la Convention tiendrait sa première séance ? Le procès-verbal de cette résolution n'avait-il pas été imprimé, publié, affiché, envoyé par des courriers extraordinaires à tous les départements et à toutes les assemblées électorales⁴ ?

Danton, mû à la fois par le patriotisme et par son propre intérêt, combattit le projet de départ. Il était plus fort que les Girondins sur le pavé de Paris ; il comprenait que le pouvoir exécutif donnerait à la France un fatal exemple, s'il fuyait devant l'invasion. Il empêcha la translation, disait plus tard le vainqueur de Jemmapes, en la peignant comme une lâcheté, et il rendit des services aussi importants à Paris, que Dumouriez en Champagne⁵.

Mais faut-il croire avec le général et comme l'ont répété les Jacobins, par haine de la Gironde, que Danton seul déclara dans le conseil qu'abandonner la capitale, c'était quitter la partie ? Des Girondins comme Pétion, Vergniaud, Condorcet,

1795, p. 10 : La nation est consternée, l'assemblée de ces représentants est prête à abandonner la capitale.

¹ Durand de Maillane, *Mém.*, édit. Lescure, p. 294.

² Mallet du Pan, *Mém.*, II, 480-489 (récit de Dumas).

³ *Moniteur* du 30 septembre et du 1er octobre.

⁴ *Moniteur* du 28 août.

⁵ Dumouriez, *Mém.*, 336 et 340.

partagent avec Danton l'honneur de n'avoir pas désespéré. Pétion, avoue un des plus ardents Jacobins, fut courageux et calme, et s'indigna du projet de fuite¹. Vergniaud nous dit lui-même que, dans la commission des Vingt-et-Un, il s'éleva contre la proposition de Roland avec la plus grande énergie ; c'est à Paris, s'écriait-il, qu'il faut assurer le triomphe de la liberté ou périr avec elle, et l'Assemblée législative ne peut sortir de Paris que comme Thémistocle sortit d'Athènes, c'est-à-dire avec tous les citoyens, en ne laissant à l'envahisseur que des cendres et des décombres² ! Condorcet inséra dans sa *Chronique de Paris* un appel d'Anacharsis Cloots à ses concitoyens : Français, ne songeons pas à nous réfugier dans les montagnes méridionales. Le quartier général de la nation est à Paris, et ceux qui vous conseilleront de rétrograder sont des ignorants ou des fourbes. Paris est la ville des Français ; la conquête du chef-lieu désorganiserait complètement le corps politique. Il importe donc aux aristocrates de s'en emparer, et aux démocrates d'y accourir en foule pour le défendre³. Peu de jours après, Condorcet faisait un appel semblable aux habitants de la capitale : Il importe que tous les citoyens qu'elle renferme montrent à tout l'empire la ferme résolution où ils sont de défendre la liberté sur le théâtre qui en a été le berceau. Paris doit se regarder aujourd'hui comme frontière par rapport au reste de la France, et le camp doit être continué avec célérité sous le double point de vue de lui servir de rempart pour sa propre défense et d'ouvrir, en cas d'échec, un asile à nos armées qui se replieraient sous ses murs⁴.

II. Telle fut la part que prit Danton à la défense nationale. Il a été, pendant l'invasion prussienne, le véritable président du conseil. Mais il ne faut pas l'exalter aux dépens de son collègue Servan. Le ministre de la guerre n'eut, durant son administration, du 20 août au 3 octobre, qu'une seule pensée, un seul souci : repousser l'agression étrangère. Quand l'ennemi était aux portes de Paris, s'écriait Danton le 10 mars 1793, j'ai dit à ceux qui gouvernaient alors : *Vos discussions sont misérables, je ne connais que l'ennemi, battons l'ennemi*⁵. Ces paroles seraient plus justement placées dans la bouche de Servan.

Joseph Servan de Gerbay, né à Romans, le 12 février 1741, était frère du célèbre avocat-général de Grenoble, l'ami des encyclopédistes et l'émule de Beccaria. Il s'était engagé au régiment de Guyenne en 1760. Il fit la campagne de Corse et devint successivement capitaine (1770), major au régiment des grenadiers royaux de l'Ile-de-France (1779), major du fort Saint-Jean à Marseille (1790) et sous-gouverneur des pages. Il avait écrit un livre plein de vues originales, le *Soldat citoyen*⁶. Il voulait donner à l'armée près de deux millions d'arpents de terres incultes qu'elle aurait défrichés pendant la paix. Il proposait une nouvelle constitution militaire : trente provinces ou généralités de population égale, fourniraient chacune 9.405 hommes ; les enfants trouvés et les orphelins

¹ Discours de Fabre aux Jacobins, 1er mai 1793.

² Vergniaud à la Convention, 10 avril 1793 (*Moniteur* du 13) ; la proposition fut repoussée par la commission d'une voix unanime.

³ *Chronique de Paris*, 9 septembre.

⁴ *Chronique de Paris*, 19 septembre.

⁵ Discours du 10 mars 1793, *Moniteur* du 13.

⁶ *Le Soldat citoyen* ou vues patriotiques sur la manière la plus avantageuse de pourvoir à la défense du royaume (1780), voir surtout p. 39, 55, 60, 66-67, 74-75. Max Lehmann a très bien apprécié cet ouvrage dans le premier volume de son *Scharnhorst* (1886, p. 60-62).

seraient voués au métier des armes ; le service serait obligatoire pour tous, de dix-huit ans à quarante ans, lorsque le territoire serait envahi ; en temps ordinaire, chaque citoyen servirait huit années, soit personnellement, soit par un remplaçant ou *avoué*.

Auteur d'un ouvrage que le public avait apprécié, destitué par le ministre de la maison du roi, M. de Saint-Priest, de sa charge de sous-gouverneur des pages, ami de Roland qui l'avait connu pendant un séjour à Lyon, Servan reçut de la Gironde le portefeuille de la guerre, abandonné par de Grave. Il était alors colonel du 104^e régiment d'infanterie et comptait trente-deux ans de services¹. Il fut nommé maréchal de camp (8 mai), se signala par une vive opposition à Dumouriez et proposa, sans avertir le conseil, la formation d'un camp de 20.000 hommes au nord de la capitale. Renvoyé du ministère à la suite de cette motion et pourvu d'un commandement, d'abord à l'armée de la Sarre (13 juin), puis au camp de Soissons (2 août), enfin à l'armée des Alpes, Servan se trouvait à Lyon, lorsque Dampmartin, sur le point d'émigrer, le rencontra sur les quais de la Saône. Servan prédit à Dampmartin le renversement de la monarchie et, prenant le ton d'un homme qui donnait naguère des audiences, blâma durement l'émigration : *Quel officier aurait, avant la Révolution, abandonné le champ d'honneur au début d'une guerre ? Voudrez-vous vous cacher dans Paris ou vous enterrer au fond d'un département ? On saura vous atteindre. Vous souillerez-vous du sacrilège de grossir les hordes que la tyrannie arme contre la liberté ? Vous n'aurez, hors de France, que déboires et humiliations ; c'est tôt ou tard le sort de l'enfant qui déchire le sein de sa mère*².

En prenant congé de Dampmartin, Servan avait assuré qu'il rentrerait bientôt au ministère. Il revint aux affaires après le 10 août. C'était un fort honnête homme, passionnément épris, disait-on, de Mme Roland, austère d'ailleurs, se piquant de philosophie et de sensibilité, très dévoué à ses amis de la Gironde, obstinément fidèle aux principes de la Révolution, animé d'un patriotisme ardent. Mais sa mauvaise santé l'avait rendu morose et sombre ; tous ses contemporains le regardent comme *atrabilaire*. Défiant, rebuté par les difficultés, se désespérant au moindre obstacle, il n'avait pas, de même que Clavière et Roland, assez de sang-froid et de force de caractère pour dominer la situation et tenir tête en même temps aux ennemis du dehors et à ceux du dedans. Néanmoins, actif, vigilant, infatigable, travaillant jour et nuit, il avait accepté la tâche que lui confiait l'Assemblée³.

Il appela autour de lui des officiers d'un grand mérite dont il prit les avis. Ce furent Laclos, Grimoard, Mathieu Dumas, Meunier, le futur défenseur de Mayence, à la fois officier du génie et membre de l'Académie des sciences, Vieusseux, gendre de Clavière, enfin Lacuée qui devait être l'un des meilleurs instruments de Napoléon⁴.

¹ Notes de Servan aux *Mém.* de Dumouriez, p. 21. Il avait été nommé lieutenant-colonel du 61^e régiment le 6 novembre 1791, et colonel le 7 mars 1792. Cp. Iung, *Dubois-Crancé*, I, 252, note.

² Dampmartin, *Mém.*, p. 260-261.

³ Mme Roland, *Mém.*, 385 et 405 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 339 ; Dumont, *Souvenirs*, 395 ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 154-155 ; Buzot, *Mém.*, 74 : *un militaire sage, éclairé, actif, bon patriote, honnête homme* ; Corr. de Mallet du Pan, 1884, 1, 257 ; *Tableau historique*, I, 358.

⁴ Dumouriez, *Mém.*, I, 339. Cp. sur Laclos la suite de ce chapitre ; sur Grimoard, Valmy, Valmy, p. 4 ; sur Mathieu Dumas, ses *Souvenirs*, II, 475 : *je continuai de prendre une*

Le plus précieux collaborateur de Servan et le plus rapproché de sa personne fut Lacuée. Capitaine en 1785 au régiment de Dauphin-Infanterie (29^e), et auteur d'un *Guide de l'officier en campagne*, Lacuée était uni à Servan par les liens d'une longue camaraderie et d'une étroite amitié. Il avait, comme lui, publié dans l'*Encyclopédie* plusieurs articles sur l'art de la guerre, et un *Projet de constitution pour l'armée des Français*, qui parut en 1789, était leur œuvre commune. Durant l'Assemblée Constituante, Lacuée, appelé à Versailles comme membre externe du comité militaire, logea chez Servan alors sous-gouverneur des pages. Les deux amis se retrouvèrent sur les bancs de la Législative, Servan comme ministre, Lacuée comme député du Lot-et-Garonne et président de l'Assemblée (29 avril-13 mai 1792). Lacuée traitait surtout les questions relatives à l'organisation de l'armée ; il était le principal membre du comité militaire et le rapporteur de toutes ses décisions ; on a souvent cité le dilemme dans lequel il enfermait Dumouriez [ou il connaissait la situation de l'armée, et c'est un traître ; ou il l'ignorait, et il est incapable](#). Membre de l'Académie de Metz et plus tard de l'Académie française, il avait une instruction profonde, mais une mince expérience de la guerre. Comme Servan, comme Berthier, il fut plus administrateur que général. Le grand capitaine qu'il préférait et auquel il souhaitait de ressembler, était Catinat, non point parce que cet avocat devenu maréchal de France avait remporté les victoires de Staffarde et de la Marsaille, mais parce qu'il n'avait jamais fait une seule action contraire à son devoir. Durant la période révolutionnaire Lacuée fut un de ces obscurs et laborieux serviteurs de la France qui se vouaient tout entiers à une seule cause, la seule bonne, celle de l'intégrité du territoire. Nous étions placés, disait-il à Victor Cousin, entre l'épée de l'étranger et l'échafaud des clubs. Lacuée ne vit que l'épée de l'étranger¹.

Servan n'arriva que le 20 août à Paris. Lacuée le suppléa durant dix jours, sous le nom de Clavière chargé de l'intérim, et c'est alors que Miot le vit paré du ruban tricolore, établi dans le cabinet du ministre². Mais Lacuée resta près de Servan, et personne n'ignorait que tous deux pourvoyaient de concert aux nécessités de la France envahie. On les nommait ensemble ; on ne les séparait pas l'un de l'autre ; [je talonnai Servan et Lacuée](#), disait Danton devant le tribunal révolutionnaire ; [mes compliments à Lacuée](#), écrivait Labourdonnaye, dans une dépêche à Servan. Lorsque ce dernier donna sa démission, quelques conventionnels offrirent sa succession à Lacuée. [Servan ne me désavouera pas](#), s'écria Vergniaud, [depuis le 10 août Lacuée a fait presque tout le travail de la guerre et il a servi très utilement la chose publique](#). Servan voulut même, à la fin du mois d'août, envoyer Lacuée au quartier-général de Dumouriez ; l'*alter ego* du ministre aurait suivi de près les opérations militaires et donné son avis sur le meilleur plan de défensive. Mais Lacuée était député ; s'il se rendait à l'armée,

[part très active aux travaux du comité de la guerre. Mes conseils, mon zèle sincère dans tout ce qui pouvait tendre à la défense du territoire, à l'accroissement et à l'organisation des forces nationales, me concilièrent l'estime](#). Vieusseux, lieutenant-colonel employé à la formation des bataillons de nouvelle levée (état de situation de l'armée du Rhin. 20 août), puis adjudant-général et maréchal-de-camp (1^{er} septembre), fut mandé le 11 septembre à Paris et n'arriva qu'après Valmy (lettre de Vieusseux à Biron, datée de Delémont, du 19 septembre).

¹ D'Aldéguier, *Eloge historique de Lacuée*, 1845, p. 18 ; De La Madelaine, *Not. nécrol. sur Lacuée*, 1841, p. 13 ; du Coetlosquet, *Eloge du comte de Cessac (Mém. de l'Académie de Metz, XXIII, 1841-42, p. 183)* ; Cousin, discours du 18 juin 1841.

² Miot de Mérito, *Mém.*, I, 31.

comme représentant du ministre, il se chargeait de la responsabilité des événements ; l'Assemblée législative décida qu'il resterait à Paris¹.

Aidé des conseils de Lacuée et, comme il disait, de quelques amis instruits², Servan fit les levées de volontaires et accrut les moyens de défense. Dans la place qu'on m'a confiée, écrivait-il le 25 septembre à la Convention, il ne suffit pas de méditer pour correspondre avec les armées ; il faut s'occuper à les alimenter, les augmenter et suivre leurs mouvements ; il faut être dans une action continuelle³. Tous les chemins, rapporte un contemporain, se couvrent de voitures qui conduisaient partout des munitions de guerre et de bouche, des effets de campement, des fournitures d'hôpitaux et des approvisionnements de tout genre ; des soins aussi multipliés allégeaient infiniment aux généraux les embarras du commandement⁴.

Il eut parfois des idées aventureuses. Un jour qu'il ne pouvait donner de la poudre à Dumouriez, il lui conseillait de joindre les Prussiens et de leur livrer bataille. Combattons corps à corps, serrons nos ennemis la baïonnette au bout du canon ; nous économiserons la poudre. Une autre fois il lui proposait d'attaquer les Prussiens pendant la nuit à l'arme blanche et même avec des piques, afin de rendre leurs manœuvres et leurs feux inutiles ; les nôtres, ajoutait Servan, n'ont pas besoin d'être vus pour être braves⁵.

Il eut tort, après le 20 septembre, d'approuver le plan de Kellermann et de rejeter celui de Dumouriez. Si ce dernier eût écouté Servan, il se serait retiré derrière la Marne ; mais il n'eut garde de suivre le timide conseil du ministre, il resta audacieusement en face des Prussiens et attendit leur retraite. J'espère, lui écrivait-il le 2 octobre sur un ton de juste reproche, que dorénavant vous prendrez confiance en moi et que vous ne laisserez pas détruire cette confiance par d'autres correspondances qui ne pourraient que nuire à l'unité du commandement et du plan de campagne. Enfin, on doit reprocher à Servan d'avoir donné sa démission dès le 25 septembre et, comme dit le duc de Bellune, de s'être trop tôt soustrait, sous prétexte de fatigue, à la responsabilité de plus en plus effrayante qui pesait sur sa tête⁶.

Mais Servan eut raison de s'opposer à cette invasion de la Belgique que Dumouriez médita jusqu'au 31 août. Il comprit l'importance des défilés de l'Argonne. Il ne craignit pas de diminuer les forces qui gardaient la frontière du nord pour augmenter celles qui défendraient la frontière de l'est. Il envoya résolument Duval, puis Beurnonville au secours de Dumouriez, et tira des camps et des forteresses de la Flandre près de 14.000 hommes qui grossirent l'armée principale. C'est grâce à Servan, à sa vigoureuse impulsion, à ses recommandations réitérées et pressantes, que s'accomplit la jonction de Dumouriez et de Kellermann. Il faut, mandait-il aux deux généraux, vous réunir

¹ Notes de Topino Lebrun, p. 21 ; lettre de Labourdonnaye, 18 septembre ; séance du 3 octobre, *Moniteur* du 4 (discours de Vergniaud) ; séance du 28 août, *Moniteur* du 30 (discours de Guyton de Morveau).

² Servan à Dumouriez, 1er septembre (arch. guerre).

³ *Moniteur* du 27 septembre.

⁴ *Tableau historique*, II, 96.

⁵ Servan à Dumouriez. 4 et 5 septembre (arch. guerre).

⁶ Duc de Bellune, *Mém.*, I, 71.

le plus tôt possible ; c'est en présentant à l'ennemi un front respectable et de gros bataillons que nous les forcerons à marcher avec circonspection¹.

Il étendait ses soins de tous côtés, mais c'était pour la Champagne qu'il faisait ses plus grands efforts. C'est sur vous, disait-il à Dumouriez, que repose le destin de l'Etat ; et, si nous parvenons à repousser cette grosse colonne ou seulement à la rendre stationnaire, la victoire est à nous. Il sentait qu'il fallait avant tout refouler, recogner la grande armée au delà de la frontière. Nous devons nous attacher fortement au tronc, écrivait-il le 11 septembre au président de l'Assemblée, si nous parvenons à le déraciner, nous serons aisément maîtres des branches².

Il avait la passion de la résistance et un espoir obstiné dans le succès. On lutterait pendant deux mois, trois mois, durant toute la mauvaise saison, dans les boues et les neiges, et s'il le fallait, jusqu'au cœur de l'année suivante ; mais à force de courage et de ténacité, la France laisserait la mauvaise fortune. Automne, hiver ou printemps, il faut harceler les Prussiens si constamment et si fort qu'il n'y en ait pas un vestige dans le mois de mars. Il commandait des vêtements d'hiver pour l'armée, et le 16 septembre il informait Dumouriez et Kellermann qu'il comptait leur envoyer incessamment 300 à 400 redingotes par jour. Résolu à faire la guerre l'hiver, tout l'hiver, je vais employer tous les moyens imaginables pour porter cette fourniture à 80.000. C'était la guerre à outrance, la guerre opiniâtre et désespérée avec toutes ses souffrances et tous ses sacrifices, jusqu'à l'entier épuisement des ressources du pays. Ne ménagez, lisons-nous dans une de ses lettres à Dumouriez, ni les courriers, ni les moyens pour assurer vos subsistances ; c'est le moment de prouver que nous ne prison l'argent qu'autant qu'il peut nous assurer la liberté. Soyons libres et bientôt nous deviendrons riches³.

Il voulait organiser le soulèvement universel contre les envahisseurs et les fatiguer par une incessante et meurtrière guérilla de la population qui ferait le vide autour d'eux et défendrait le territoire pied à pied, en tirant parti de chaque obstacle. Il donnait aux administrateurs des départements menacés et à tous les généraux l'ordre de détruire les moulins, de combler les puits et les fontaines, de faire sauter les magasins de poudre, de transporter dans l'intérieur les fourrages et les provisions de bouche, de soustraire aux alliés les chevaux, les bêtes de somme et de trait, les vaches, les veaux, les moutons, d'envoyer vers Paris et Soissons, vers Châlons et Reims tous les bateaux de l'Aisne et de la Marne. Il rappelait le principe de destruction qui avait si bien réussi en France, notamment sous le règne de François Ier et proposait à la région du nord-est l'exemple de la Provence résistant à Charles-Quint et au prince Eugène. Les habitants des campagnes s'embusquaient sur les flancs et les derrières de l'armée, et là, couverts par un arbre, une haie, une maison, un tas de pierres, ils tiraient sans danger sur l'ennemi ; ils se postaient sur la route de ses convois. C'est ainsi, ajoutait Servan, que les miquelets font la guerre ; c'est ainsi qu'une poignée de

¹ Servan à Dumouriez, 16 et 18 septembre.

² Il empruntait cette comparaison à Dumouriez (voir *Valmy*, p. 40) qui l'avait prise à Brissot. Cp. Servan à Dumouriez, 17 septembre, et à Moreton, 8 septembre.

³ Lettres des 8, 16 et 7 septembre.

Corses a conservé longtemps sa liberté, et il assurait aux habitants qu'ils seraient indemnisés de tous leurs dommages par l'Assemblée¹.

Mais le solide noyau de la défense, c'était l'armée de Dumouriez et de Kellermann. Servan encourageait les généraux. Il citait à Dumouriez les *insurgents* d'Amérique : Désorganisés, manquant d'armes, de munitions, de vêtements, nous n'en devons pas moins conquérir notre liberté. Les Américains, dans un climat bien plus âpre, étaient nu-pieds, sans habits, sans armes et sans munitions avant l'affaire de Trenton où ils assurèrent leur liberté². Mais il fallait ne livrer aux ennemis que de petits engagements, profiter habilement de leurs moindres fautes, en un mot, traîner la guerre en longueur et en dégoûter l'adversaire par une série d'escarmouches, par le ravage systématique du pays qu'il traversait, par la constance et la durée d'une défense qu'il n'avait pas prévue. En gagnant du temps, nous gagnons tout ; chaque jour, nos forces s'accroissent et en nombre et en qualité ; chaque jour celles des ennemis doivent s'affaiblir. L'intérêt des Prussiens est de livrer bataille, et, par conséquent, le nôtre, de ne combattre qu'à la dernière extrémité ; ils comptent sur l'impatience française et conviennent eux-mêmes qu'ils sont perdus si l'on se borne à les harceler ; donc, pas de grand combat, toujours des défenses de poste, des attaques d'arrière-garde, d'équipages, de convois ; n'oubliez pas le bon Fabius, *cunctando restituit rem*. Il donnait les mêmes conseils à Kellermann : Nous devons temporiser et temporiser encore, nous défendre de la manie des batailles... j'aime cent fois mieux que Dumouriez et vous, acquérez la réputation de temporiseurs que celle de batailleurs³.

Telle fut la part que le ministre de la guerre prit à la défense du territoire en août et septembre 1792. Ce fut un ministre patriote ; resserrons-nous, disait-il, pour sauver notre liberté, voilà mon unique vœu, mon unique but. Il accomplit, selon le mot de Grimoard, des miracles administratifs⁴. Il sacrifia ses ressentiments au salut de la patrie ; il oublia que Dumouriez l'avait chassé du ministère ; il ne se souvint que de son génie, et il put dire, à la fin de la campagne, avec un noble orgueil : Lorsque j'écrivais au général Dumouriez, à Maulde, de venir sauver

¹ Arch. guerre, 22 septembre, ordre à donner, au cas que l'ennemi veuille pénétrer dans l'intérieur.

² 6 septembre, et Dumouriez lui répondait le 9 : Je pense comme vous, nous sommes presque aussi désorganisés que les Américains, mais nous saurons de même conquérir notre liberté. Cette comparaison était à la mode ; les Américains, écrivait Gorani au roi de Prusse, étaient neufs dans l'art de la guerre, et cependant l'amour de la liberté leur a fait vaincre les meilleures troupes du monde (lettre du 20 juin). Le 13 juillet on écrivait de La Haye au *Moniteur* (numéro du 19) : Apprenez et faites la guerre comme les Américains. Dans la séance du 22 décembre, Guadet lut et fit adopter une adresse de la Convention aux Etats-Unis d'Amérique, où se trouve la phrase suivante : Seuls contre la coalition des rois, nous nous sommes montrés dignes de nous dire vos frères, et nos succès doivent vous rappeler Saratoga, Trenton et Yorktown. Comparez encore l'article de la *Chronique de Paris* (n° 266) où Condorcet rappelle ces milices américaines qui soutenaient les efforts des troupes les mieux disciplinées de l'Europe et le mot de Franklin, lorsqu'il apprenait un revers : Cela est fâcheux, mais ça ira.

³ Servan à Dumouriez, 12, 16, 17 et 18 septembre, et à Kellermann, 18, 19 et 20 septembre (arch. guerre). Cp. le *Patriote français* du 24 septembre : La campagne est à nous, si nos généraux veulent faire la guerre en Fabius ou en Washington.

⁴ *Tableau historique*, I, 361 et p. xiv-xvi de l'avertissement ; cp. l'éloge que fait de lui Barbaroux, *Moniteur* du 1er janvier 1793, séance du 30 décembre 1792 : Il trouva le moyen de former des armées et d'assurer le succès de nos armes.

l'armée Lafayette et contribuer ensuite à repousser les ennemis, je savais à qui je m'adressais¹.

Il faut se rappeler que pendant qu'il secondait et stimulait Dumouriez et Kellermann, il veillait aux besoins des troupes de Flandre, du Rhin, du Midi ; qu'il correspondait avec tous les commandants de corps d'armée, les gouverneurs des places et les généraux chargés d'organiser les bataillons de volontaires ; qu'il envoyait des renforts aux défenseurs de Lille : qu'il pressait la conquête de Nice et de la Savoie ; qu'il assistait aux séances de l'Assemblée et du Conseil exécutif ; qu'au milieu de tant de soins, il suivait anxieusement sur la carte les progrès des alliés. Que d'incertitudes et de péripéties durant ces mois d'août et de septembre, soit lorsque Dumouriez détournait ses regards de Sedan et ne songeait qu'à l'invasion de la Belgique, soit lorsque se succédaient coup sur coup les tristes nouvelles de la prise de Longwy, de la retraite de Luckner, de la capitulation de Verdun, soit enfin lorsque les alliés s'emparaient de la Croix-aux-Bois et franchissaient l'Argonne ! Je vous sais dans la bagarre, écrivait-il à Dumouriez le 15 septembre, et, deux jours après, j'ai quelquefois été sur votre compte dans de rudes trances, notamment après la retraite du corps de Chazot et plus encore aux premières nouvelles de la terreur panique ; mais rien ne m'étonne plus depuis qu'on a vu une armée victorieuse mise en fuite par un lièvre².

On doit dire encore à l'honneur de Servan, que l'esprit de parti n'avait pas éteint chez lui la raison et le patriotisme. Il aurait donné un commandement à Mathieu Dumas si l'opinion publique n'eût pas été trop prononcée contre lui, mais il prit ses avis et réintégra dans l'armée le frère du député, Dumas de Saint-Marcel, colonel du régiment d'Auvergne³. Il destitua Berthier, mais il garda Stengel et Le Veneur. Il chargea d'Arçon d'inspecter les frontières, car il connaissait la qualité et la constance de ses services⁴. Il avait nommé d'excellents ingénieurs pour fortifier le camp de la plaine Saint-Denis : la Commune objecta qu'ils étaient royalistes et voulut les remplacer par des républicains ignorants. Servan s'emporta : Je garderai mes ingénieurs, s'écriait-il, je ne les chargerais pas de donner leur voix sur la forme du gouvernement, mais je suis sûr qu'ils serviront bien celui qui saura les employer ; il nous faut ici des redoutes, et non des motions !⁵

¹ Lettre de Servan à Dumouriez, 4 octobre (arch. guerre).

² 15 et 17 septembre, Servan à Dumouriez (arch. guerre).

³ Ou 17^e régiment. Dumas de Saint-Marcel avait été renvoyé par Dumouriez ; il vit Servan et revint à son régiment aux Islettes ; il avait pris les épaulettes de grenadier, mais Dillon lui rendit son grade de colonel, et lorsque Dumouriez le retrouva, il lui tendit la main : C'est bien ici, lui dit-il, et c'est bien ainsi qu'il faut se raccommode. (Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, 474-475 ; Servan à Dumouriez, 12 septembre.)

⁴ Servan à d'Arçon, 12 septembre (arch. guerre).

⁵ Mme Roland, *Mém.*, II, 213. Les bureaux de la guerre étaient bien composés et, dit Grimoard, à une époque très difficile où les écritures étaient nécessairement immenses, ne comptaient que 80 commis, secondés par 40 auxiliaires. Il suffit de comparer l'administration de Servan et celle de Pache ; aux hommes instruits, sages et fidèles de Servan, dit très bien Buzot (*Mém.*, 77), succéda je ne sais quel ramas d'ignorants et de forcenés. — Ce qui rend encore remarquable cette étonnante administration, c'est qu'on n'y aperçut pas ces abus ou gaspillages presque toujours inévitables dans les crises violentes, et qu'on a vu fourmiller depuis dans des conjonctures beaucoup moins difficiles. (*Tableau historique*, I, 362.)

Enfin, et ce fut peut-être le plus grand mérite de Servan, il comprit la véritable mission d'un ministre de la guerre et resta toujours dans son rôle. Il n'eut pas la prétention de conduire les opérations du fond de son cabinet. Il connut les plans des généraux, il ne les inspira pas. Il fut le pourvoyeur des armées et l'organisateur des forces nationales ; il ne se crut pas un stratéliste. S'il donna des conseils, il ne donna jamais des ordres et laissa la responsabilité de l'action aux chefs militaires. Dumouriez n'a pas reçu, comme on l'a dit, de lettres impératives ; il agit toujours de lui-même et ne suivit que ses propres idées. Servan l'invitait, le priait, mais ne lui commandait pas. Il écrivait à Moreton que les généraux auraient pendant son ministère la *carte blanche la plus étendue*. *Je ne veux point*, mandait-il à Dumouriez et à Kellermann, *diriger vos mouvements, mais uniquement en causer avec vous... je ne vous prescris rien parce que je veux vous laisser absolument le maître... je vous dirai toujours ce que la prudence me suggérera et tout ce qu'exige de moi l'ensemble des grands objets qui me sont confiés ; mais, comme vous êtes en état de bien voir et en place pour le faire, je ne contrarierai jamais les opérations auxquelles vous tenez fermement, et je ferai au contraire tout ce qui dépendra de moi pour les faire réussir. Quand j'écris à un général, mon intention n'est jamais d'influencer les opérations comme ministre ; je ne mets d'autre poids à mes opinions que celui qu'elles auraient, si je n'étais pas ministre*¹.

III. Pendant que l'activité de Servan mettait les armées françaises en état de résister, l'Assemblée législative, animée d'un grand esprit de patriotisme, rendait, dans l'imminence du péril, décrets sur décrets².

Dès le 10 août, elle s'était déclarée en séance permanente et avait envoyé aux armées des commissaires investis du pouvoir d'arrêter et de destituer les généraux et les fonctionnaires civils et militaires. Lorsqu'elle apprit la capitulation de Longwy, elle lança la proclamation suivante : *Citoyens, la place de Longwy vient d'être vendue ou livrée ; les ennemis s'avancent ; peut-être se flattent-ils de trouver partout des lâches ou des traîtres ; ils se trompent. Nos armées s'indignent de cet échec et leur courage s'en irrite. Citoyens, vous partagez leur indignation ; la patrie vous appelle, partez !*³ et en même temps, le 27 août, elle requit le département de Paris et les départements voisins de fournir à l'instant 30.000 hommes armés et équipés. Elle décréta que quiconque parlerait de reddition, dans une ville assiégée, serait puni de mort, et ce décret fut proclamé solennellement et à son de trompe dans les armées et dans toutes les places fortes⁴. Guadet avait été chargé de faire à l'Assemblée un rapport sur la capitulation de Longwy ; il le fit avec sa vivacité coutumière, et, sur sa proposition, la Législative décida que, dès que la ville serait rentrée au pouvoir de la nation, toutes les maisons seraient détruites et rasées ; que les habitants seraient privés durant dix ans du droit de citoyen français ; que les administrateurs et officiers municipaux seraient renvoyés devant les tribunaux

¹ Servan à Moreton, 8 septembre ; à Dumouriez, 7, 17, 23 et 29 septembre ; à Kellermann, 20 septembre (arch. guerre).

² Sous l'impulsion de sa commission extraordinaire ou des Vingt et Un qui a rempli, pour ainsi dire, l'intérim entre la monarchie tombée le 10 août et la République proclamée le 21 septembre. Voir sur cette commission, Vatel, *Vergniaud*, 1873, vol. II, p. 128-141.

³ 26 août, proposition de Hérault de Séchelles.

⁴ 26 août, proposition de Vergniaud.

criminels¹. Elle fit à la garnison de Longwy l'accueil le plus méprisant. Des soldats sortis de la place se présentèrent à la barre et se plaignirent d'avoir été désarmés par l'ennemi. *C'est bien fait !*, crièrent plusieurs membres, et l'Assemblée, se levant tout entière d'un mouvement unanime et passant à l'ordre du jour, enjoignit aux soldats de se retirer. Le 3^e bataillon des Ardennes envoya un mémoire justificatif dans lequel on lisait ces mots : *La garnison a été trompée, et que pouvait-elle faire ?* Mourir, répondirent quelques membres².

La prise de Verdun inspira la même indignation. L'Assemblée interrompit par de violents murmures la lecture des pièces de la capitulation. Elle mit en accusation Ternaux et Gossin qui s'étaient rendus à Verdun sur la sommation du roi de Prusse, cassa le conseil général de la Meuse, autorisa les corps administratifs et électoraux, menacés par l'invasion, à changer le siège de leurs séances, et prononça la peine de mort contre tout fonctionnaire qui obéirait aux réquisitions de l'ennemi³. Elle décréta que le corps de Beaurepaire serait déposé au Panthéon⁴ et que cette inscription *Il aime mieux se donner la mort que de capituler avec les tyrans* serait gravée sur son tombeau. Le président de l'Assemblée, Hérault de Séchelles, écrivit à la veuve de Beaurepaire que le commandant de Verdun laissait un grand modèle à tous les soldats de la liberté. On profitait de la mort de Beaurepaire⁵ pour exalter les esprits et surexciter le patriotisme. *Elle est plus utile que sa vie*, s'écriait Delaunay dans la séance du 12 septembre, *elle encourage les timides et raffermi les chancelants. De quelle impression profonde seront frappés nos guerriers, en voyant passer de Sainte-Menehould à Paris le char funèbre qui porte les restes de Beaurepaire ! Cette vue élèvera les âmes, inspirera le courage et animera tous les cœurs du désir de la vengeance.* Rome, disait Louvet dans la *Sentinelle* du 18 septembre, n'a pas eu de héros plus magnanime. On entourait de circonstances romanesques le suicide du lieutenant-colonel de Mayenne-et-Loire. On prétendait qu'il s'était tué sous les yeux des administrateurs de Verdun. Il s'est donné la mort, affirmait Delaunay, en présence des fonctionnaires publics qui ont livré le poste confié à son courage⁶. Un décret du 14 septembre défendit de payer provisoirement aux

¹ Séance du 31 août, *Moniteur* du 2 septembre.

² Séances des 28 et 29 août.

³ 5 septembre. Lorsque Ternaux et Gossin sortirent de prison, leurs biens étaient sous le séquestre, et leurs papiers sous les scellés. Ternaux s'enfuit. Gossin voulut purger sa contumace et fut traduit devant le tribunal révolutionnaire qui le condamna. Un an après, la Convention reconnut son innocence et le rapporteur déclara qu'en se rendant à Verdun il avait agi comme Regulus partant pour Carthage. (Ternaux, IV, p. 150-151 et 507-517 ; Harmand de la Meuse, *Anecdotes*, 1814, p. 106-128.) Cp. *Invasion prussienne*, 266, et Valmy, 77.

⁴ On n'a pas dit jusqu'ici que Ducos, dès le 6 septembre, proposa de transporter le corps de Beaurepaire au Panthéon ; j'espère, dit-il, que Beaurepaire, le seul Français qui s'est trouvé dans Verdun, aura un monument au Panthéon français. (*Annales patriotiques* du 8 septembre.) La veuve du commandant envoya, quelques jours plus tard, à la Convention la décoration militaire de son mari ; elle avait un fils, disait-elle, qui combattrait un jour pour assurer la liberté de son pays et venger la mort de son père (*Patriote français* du 5 octobre).

⁵ Le décret en faveur de Beaurepaire, dit Cavaignac dans son rapport sur la reddition de Verdun (9 février 1793), fut sans doute un décret nécessaire dans les circonstances ; lorsque l'Assemblée a honoré sa mémoire, elle se voyait environnée de traîtres et l'ennemi menaçait Paris même.

⁶ Telle est, dit Dommartin (*Beaurepaire*, 57), l'origine de la légende qui court encore aujourd'hui et qu'ont reproduite le témoin oculaire, Goethe, Lamartine, Michelet. Mais,

habitants de Verdun et de Longwy les sommes que leur devait le trésor national pour offices ou autres créances. On les déclara traîtres à la patrie ; on ne vit plus en eux que des Français qui renonçaient à leur pays. Les journaux ne parlaient que de la lâcheté de ces deux villes. Les municipalités écrivaient de toutes parts à l'Assemblée qu'elles n'imiteraient pas l'exemple des deux cités parjures. L'auteur d'un drame intitulé *Le siège de Lille* mettait sur la scène un aristocrate qui portait le nom de M. de Verdun. Le *Patriote français* proposa même d'ôter son nom à la ville de Verdun et de le remplacer par celui de Beaurepaire ; mais, objectait la *Chronique de Paris*, *ce repaire n'est point beau, et nous opinons que Verdun et Longwy gardent leurs noms jusqu'à ce que, par des actes de patriotisme, ces villes aient expié leur honte*¹.

L'Assemblée devenait ainsi, selon le mot de Vergniaud, un grand comité militaire plutôt qu'un corps législatif. Elle décrétait que les employés de l'Etat qui couraient aux armes pour la défense du sol, conserveraient le tiers de leurs appointements². Elle décidait la formation en deux régiments de ligne des officiers, sous-officiers et soldats des régiments ci-devant coloniaux de la Martinique, de la Guadeloupe et de Port-au-Prince³. Elle augmentait le nombre des troupes légères et des corps francs et décrétait successivement la formation de deux compagnies à cheval, de 80 hommes chacune, levées dans la ville de Versailles, habillées de l'uniforme des gardes du roi, montées sur les chevaux des écuries du château⁴ ; d'une légion étrangère, la légion des Germains qui serait composée de 3.000 hommes dont 1.000 cavaliers et 2.000 fantassins⁵ ; d'un corps de chasseurs à cheval qui prendrait le nom de hussards braconniers⁶ ; d'une compagnie franche de *chasseurs bons tireurs de l'Oise et de la Somme*, au nombre de 450 hommes, qui devraient soit harceler l'ennemi, soit s'opposer aux chasseurs tyroliens⁷. Elle ordonnait que tous les chevaux laissés en France par les émigrés appartiendraient à la nation et serviraient à monter les compagnies franches ; Coblenz, disait Choudieu, nous fournit de la cavalerie⁸. Elle décrétait, sur le rapport de Beaupuy, que le conseil exécutif provisoire pouvait requérir, pour le service de l'armée, d'abord les chevaux de luxe, ensuite les chevaux de commerce, enfin les chevaux d'agriculture⁹. Elle autorisait tout Français à lever des corps armés. Elle acceptait les offres de deux citoyens, Louis Rutteau, de Paris et Louis Dumont, de Lille, qui levèrent chacun un corps de *hussards de la liberté* composés de 400 hommes qui *avaient déjà servi dans les*

dès le 8 septembre, Carra, dans ses *Annales patriotiques*, assure que *Beaurepaire s'est brûlé la cervelle au milieu du conseil de guerre*.

¹ *Chronique de Paris*, 19 octobre, p. 1172. Par un arrêté de la commune de Paris (8 septembre), la section des Thermes de Julien dut s'appeler désormais section de Beaurepaire ; la place de Sorbonne, place Beaurepaire (et *il sera apposé sur l'angle de la place un marbre portant une inscription du trait héroïque du brave Beaurepaire*) ; la rue Richelieu, rue Beaurepaire ; la rue de Sorbonne, petite rue Beaurepaire.

² 27 août.

³ 27 août. Port-au-Prince, au nombre de 206 hommes, figure dans l'ordre de bataille de l'armée du Centre du 26 octobre ; il forma le 110^e régiment ; la Guadeloupe et la Martinique formèrent le 109^e (proposition de Mathieu Dumas).

⁴ 29 août, proposition de Lecointre.

⁵ 5 septembre. Marceau entra le 1^{er} mai 1793 dans les cuirassiers de cette légion germanique.

⁶ 9 septembre.

⁷ 1^{er} septembre.

⁸ 10 septembre.

⁹ 14 août.

troupes légères ou dans la ligne¹. Elle adoptait la formation d'une légion de déserteurs prussiens qui porterait le nom *de légion des Vandales*².

Mais, disait Lasource, ce n'est pas à coups de poing qu'on repousse des coups de fusil. Sur le rapport de sa commission des armes, l'Assemblée décréta qu'on fabriquerait à l'arsenal de Paris cent canons de 4, cinquante de 12 et vingt obusiers ; que le plomb et le fer des châteaux de Versailles et de Marly seraient convertis en balles et en mitraille³ ; que tous les ouvriers des manufactures d'armes — Charleville, Maubeuge, Tulle, Saint-Etienne — seraient en activité et que leur travail serait compté comme service militaire ; qu'une compagnie de canoniers serait adjointe à tous les bataillons de volontaires⁴. Elle décida qu'on avancerait une somme de 60.000 livres à des entrepreneurs qui s'engageaient à fournir 40.000 fusils⁵ ; qu'on transporterait à Paris les fusils de Rochefort et de Brest destinés au service de la marine⁶ ; que les municipalités feraient des visites domiciliaires pour rechercher les armes ; que tous les fusils de munition et de calibre de guerre qu'on pourrait trouver, seraient achetés au prix de 38, de 35, de 30 et de 25 livres en assignats⁷. Elle ôtait aux gardes nationales des départements, aux sous-officiers de l'armée, aux soldats de l'artillerie, aux dragons, aux préposés des douanes les fusils qu'on leur avait distribués, pour les donner aux volontaires et aux troupes de ligne⁸. Elle autorisait le ministre de la guerre à retirer ses mousquetons à la cavalerie⁹ ; elle décrétait même que le gouvernement achèterait les fusils de munition de réforme déposés dans les magasins des négociants qui faisaient le trafic sur les côtes de Guinée¹⁰.

Cependant, de toutes parts, les jeunes gens se présentaient pour s'enrôler. 300 habitants de Bar-le-Duc s'engageaient du 11 juillet au 15 août. 650 hommes prenaient les armes dans le district de Cognac ; 30 dans la commune de Boyer (Saône-et-Loire) qui comptait à peine trois cents âmes et ne fournissait qu'un milicien sous l'ancien régime ; 33 dans la paroisse de Longpont. A Lisieux, le citoyen Leroy, père de sept fils, dont quatre servaient à l'armée, offrait à la patrie les trois qui lui restaient et jurait de remplacer le premier qui périrait pour la défense nationale¹¹. Chaque village, dit l'auteur du *Tableau historique*, envoie au moins un fantassin ; tous les esprits sont stimulés par la crise révolutionnaire et la crainte d'un joug étranger ; une prodigieuse quantité d'individus, même des pères de famille, prennent les armes par pur patriotisme.

Les corps francs s'organisaient à l'envi. Mlle Montansier levait une compagnie composée de 85 artistes et ouvriers de son théâtre. Les peintres, les sculpteurs, les graveurs formaient la compagnie des artistes qui casernait au Louvre ; les nègres et les mulâtres, la compagnie des hommes de couleur ; les acteurs, la

¹ Séance du 2 septembre.

² 26 août, proposition de Lasource.

³ 11 septembre, sur la demande de Duhem.

⁴ 13, 14, 16 août.

⁵ 16 septembre.

⁶ 27 août.

⁷ 28 août.

⁸ 26 août (prop. de Bréard) ; 2 septembre ; 5 septembre (prop. de Français) ; 14 septembre (prop. de Lacroix).

⁹ 2 septembre.

¹⁰ 9 septembre, proposition de Français.

¹¹ Séance du 16 août ; lettres des commissaires à l'armée du Midi, 15 août ; *Moniteur* des 20 et 28 août, du 18 septembre.

compagnie franche des acteurs ; les élèves les plus âgés du collège Louis-le-Grand, la seconde compagnie des volontaires du Panthéon. Cent dix boursiers de cet établissement s'enrôlaient dans l'armée.

Les dons patriotiques affluaient. De généreux citoyens offraient de prendre à leur charge les enfants de ceux qui mourraient pour la patrie. D'autres envoyaient à l'Assemblée leurs modestes épargnes. Les officiers donnaient leur croix de Saint-Louis et la garnison de Philippeville, un jour de sa paye pour les frais de la guerre. Bataillons, détachements, compagnies, escouades, défilaient dans la salle où siégeait l'Assemblée, au son de la musique militaire et au cliquetis des armes, en jurant de vaincre ou de mourir.

Paris donna l'exemple au reste de la France. Les 60 bataillons de la garde nationale avaient été remplacés après le 10 août par 48 sections armées, divisées en compagnies. Il n'y avait plus de grenadiers ni de chasseurs, car ces distinctions semblaient contraires aux principes de l'égalité. L'Assemblée décréta que les sections enverraient à l'armée 5.000 volontaires destinés à remplacer la moitié du contingent de grenadiers et de chasseurs que devait fournir la garde nationale. Ces 5.000 volontaires se présentèrent immédiatement et vingt-neuf bataillons se formèrent durant le mois de septembre¹.

Dès le 10 août, sur la proposition de Choudieu, l'Assemblée avait résolu l'établissement d'un camp retranché sous les murs de Paris. Quatre commissaires tracèrent dans la plaine Saint-Denis un emplacement suffisant pour 40.000 hommes. Chaque section de Paris dut fournir tous les quatre jours deux compagnies et une pièce d'artillerie pour la garde de ce camp. La garnison fut composée de citoyens inscrits sur les registres de la municipalité ; ils formèrent six bataillons et plusieurs compagnies à cheval qui reçurent le nom de **cavalerie nationale de Paris** ; on leur joignit 4.600 gendarmes tirés des brigades et répartis en deux divisions. L'officier du génie Belair, secondé par des ingénieurs des ponts et chaussées, dirigea les travaux du camp. Le lieutenant-général Berruyer commanda l'armée destinée à la défense de la capitale ; après avoir prêté serment à l'Assemblée législative dans la séance du 9 septembre, il établit son état-major et ses bureaux rue Louis-le-Grand à l'hôtel d'Egmont².

¹ 4e, 5e et 6e bataillons de volontaires, dits des sections réunies (3, 5 et 7 septembre) ; 6e bataillon bis ou Mauconseil (21 septembre) ; 7e bataillon ou du Théâtre français (8 septembre) ; 7e bataillon *bis* (2 septembre) ; 8e bataillon ou de Sainte-Marguerite (21 septembre) ; U. bataillon ou de Saint-Laurent (16 septembre) ; 9e bataillon *bis* ou de l'Arsenal (11 septembre) ; 10e bataillon ou des Amis de la patrie (4 septembre) ; 11e bataillon ou 11e de la République (4 septembre) ; 12e bataillon ou 12e de la République (1er septembre) ; 13e bataillon ou de la Butte-des-Moulins (5 septembre) ; 14e bataillon ou 14e de la République ; bataillon de Molière (24 septembre) ; 1er Républicain (21 septembre) ; 1er des Gravilliers (4 septembre) ; 1er des Lombards (5 septembre) ; 19e bataillon ou du Pont-Neuf (2 septembre) ; bataillon de la Commune et des Arcis (13 septembre) ; bataillon de Popincourt (5 septembre) ; bataillon de Saint-Denis (7 septembre) ; bataillon des Amis de la République (27 septembre) ; 1or de la République (15 septembre) ; 2e de la République (15 octobre) ; 3e de la République (17 octobre) ; 1er de la Réunion ; bataillon de grenadiers (septembre) ; bataillon des chasseurs républicains ou des Quatre-Nations (4 septembre).

² Prop. de Carnot, 12 août ; décrets du 16 et du 29 août, du 12 septembre ; rapport de Letourneur lu dans la séance du 16 septembre. Voir sur le camp de Paris en 1792 le rapport fait au Comité de défense de l'empire en 1815 (Las Cases, *Suite au Mémorial de Sainte-Hélène*, 1825, p. 420-426).

Toutes ces mesures, prises dans l'espace de quarante jours, augmentaient-elles réellement les forces de la défense nationale ? Elles étaient à la fois tardives et impuissantes. Les décrets de l'Assemblée, dit Vergniaud, amenèrent souvent une confusion qui entravait la marche des affaires¹. Les représentants en mission furent presque toujours en désaccord avec le conseil exécutif. Servan destituait Dillon ; les commissaires lui conservaient son commandement. Servan destituait Luckner ; les commissaires obtenaient que le vieux maréchal fût nommé généralissime des armées. Servan confiait à Dumuy une mission en Suisse ; les commissaires, à leur tour, destituaient Dumuy que le ministre se hâtait de réintégrer².

Le camp retranché de Paris aurait-il arrêté l'invasion ? J'ai été au camp, disait Vergniaud le 16 septembre ; les travaux avancent très lentement ; il y a beaucoup d'ouvriers, mais peu travaillent et un grand nombre se reposent ; les bûches ne sont maniées que par des mains salariées, et non par des mains que dirige l'intérêt commun³.

Les corps francs dont l'Assemblée avait autorisé la formation après le 10 août, ne rendirent aucun service. Il y avait à l'armée de Dumouriez des compagnies franches : la légion belge placée sous les ordres du maréchal de camp Rosières, les Ransonnets, la compagnie de Lorient et celle des Quatre-Nations, les volontaires de Cambrai ou, comme on les nommait, les Cambretots. Les Ransonnets étaient commandés par le capitaine de ce nom qui avait servi successivement l'Autriche, les insurgents d'Amérique, les patriotes de Liège et de la Belgique ; ils appartenaient à l'avant-garde de Dillon. La compagnie de Lorient et celle des Quatre-Nations eurent le temps d'arriver au camp de Braux et subirent le 20 septembre sur le mont d'Yvron la canonnade prussienne⁴. Mais les chasseurs du Louvre et ceux de l'Observatoire, les hussards de la Mort n'arrivèrent en Champagne que lorsque la retraite des Prussiens était déjà commencée. La compagnie des hommes de couleur qui prit le nom de légion des Américains, ne fut prête que pour la campagne de Belgique⁵. Les hussards de la Liberté étaient encore casernés le 16 septembre à l'École militaire⁶. La bizarre

¹ Discours du 27 août.

² Servan à l'assemblée, 15 septembre (*Moniteur* du 16) ; la Législative, émue de ces conflits, rappela ses commissaires le 28 août, sur la proposition de Cambon et la demande des ministres (*Moniteur* du 31 août, Procès-verbaux du conseil exéc. provisoire, 28 août).

³ *Moniteur* du 18 septembre.

⁴ Voir sur les Ransonnets, *Invasion prussienne*, p. 39 (note) ; sur Ransonnet leur chef Juste, *Révolution brabançonne*, 265 (il devint général et mourut à Essling) ; sur la compagnie de Lorient une lettre de Luckner à Dillon (13 septembre, Dillon, *Compte-rendu*, p. 83-84. et *Moniteur* du 9 octobre, lettre des commissaires sur le chasseur Dubois, de la compagnie libre de Lorient ; il nous a répondu : j'ai perdu un bras dans l'affaire du 20, mais j'en ai encore un autre au service de la patrie) ; sur la compagnie des Quatre-Nations notre récit de *Valmy*, p. 218. Elle devait servir d'avant-garde aux contingents de la garde nationale de Paris (arrêté du cons. exéc. du 29 août, *Moniteur* du 1er septembre). La section des Quatre-Nations, dit Prudhomme (*Révolutions de Paris*, n° 164, p. 397, 25 août-1er septembre), a offert 700 jeunes citoyens qui se sont enrôlés dans le courant de la semaine dernière pour les compagnies franches. Vous remercieriez particulièrement, écrivait Dumouriez à Stengel le 21 septembre, la compagnie des chasseurs de Paris qui, n'ayant jamais fait la guerre, auraient pu marquer de l'étonnement.

⁵ Discours de Sers, 16 mai 1793, *Moniteur* du 17.

⁶ *Moniteur* du 18 septembre 1792.

légion des Germains qui devait comprendre quatre escadrons de *cuirassiers légers*, quatre escadrons de *piqueurs à cheval* et un bataillon d'*arquebusiers (sic)*, se forma tout autrement que l'avait décrété l'Assemblée et se trouvait encore cantonnée à Fontainebleau dans le mois de décembre¹.

La Législative avait même approuvé la création d'une légion de tyrannicides. Le 26 août, Jean Debry proposait l'organisation d'un corps de douze cents volontaires qui se dévoueraient, comme de nouveaux Scévola ou comme les satellites du Vieux de la montagne, à frapper les rois qui faisaient la guerre à la France ; chacun d'eux aurait un traitement de 2.000 livres ; ils s'appelleraient les *douze cents* ; le poignard et le pistolet seraient leurs armes. Aussitôt Chabot et Merlin de Thionville déclarent qu'à l'expiration de leur mandat parlementaire, ils s'engageront dans ce corps des vengeurs de l'humanité. Mailhe applaudit à ce projet, car *la guerre actuelle est une guerre à mort, et tous les moyens sont justes pour soustraire un peuple à l'esclavage*. Sans Vergniaud, la motion de Jean Debry était adoptée. Mais l'orateur de la Gironde monte à la tribune. *Je ne traiterai point, dit-il, cette question sous le rapport de la moralité ; la solution est dans toutes les âmes. Mais c'est une guerre loyale que vous voulez faire ; si vous organisez un corps de tyrannicides, vos ennemis organiseront un corps de généralicides et votre décret sera un décret d'assassinat contre vos propres généraux*. Sers de Bordeaux ajoute que l'Assemblée se déshonorerait devant toutes les nations civilisées. La proposition fut renvoyée au comité de législation, puis oubliée². Mais du camp de Malancourt, Reuss et Lucchesini répondirent le 12 septembre à l'Assemblée : *Elle vient, disaient les ministres des deux cours alliées, de décréter qu'il serait envoyé un corps de bandits pour assassiner les souverains de l'Europe et les généraux de Prusse qui sont ligués pour faire cesser les malheurs de la France... Tout Français sera désormais fouillé par les postes, et celui sur lequel on trouvera une arme offensive quelconque, canne avec une dague ou tout autre moyen homicide, sera puni d'une mort ignominieuse, devant le camp, sans rémission et sans aucune forme de procès*³.

Enfin, la grande levée des mois d'août et de septembre 1792 ne fut qu'une force d'apparence ; elle n'eut pas le temps de se joindre aux soldats de Dumouriez et de Kellermann ; lorsqu'elle s'ébranla, la question était décidée ; l'armée de ligne, secondée par les volontaires de 1791, avait soutenu le choc, et l'ennemi se retirait.

IV. L'histoire de l'invasion prussienne serait cependant incomplète si l'on ne retraçait pas ce que fut eu immense levée de volontaires de 1792 et de fédérés⁴. Elle s'organisa dans quatre camps, à Meaux, à Soissons, à Reims, à

¹ J. Gay de Vernon, *Essai hist. sur l'organisation de la cavalerie légère*, 1853, p. 69, et *Moniteur* du 24 décembre 1792.

² *Moniteur* du 28 août ; *Gazette de France* du 27 ; *Révolutions de Paris*, n° 164, p. 410.

³ Un exemplaire de cette proclamation signée *prince Reuss et Lucchesini* est à la bibliothèque de Verdun, *Verdun-Révolution*, II, p. 48.

⁴ Les fédérés étaient primitivement les gardes nationaux réunis au camp de Soissons, par ordre de Servan, puis de Lajard, après avoir assisté au serment fédératif du 14 juillet (*Invasion prussienne*, 36) ; mais on nomma fédérés les volontaire de toute provenance, composant les bataillons qui ne pouvaient porter le nom d'un département. Nous voyons (Rousset, 329) qu'on forma du 14 juillet au 15 septembre 1792, 17 bataillons de ces fédérés ainsi qu'un bataillon dit *des départements*. Il y eut, en outre, 31 bataillons de la réserve qui furent formés du 27 avril au 28 octobre 1792 (Rousset, *id.*, 330) ; 15 d'entre

Châlons ; à Meaux, commandait Lenglantier ; à Soissons, Duhoux auquel succéda Lapoype activement secondé par l'adjudant général Chadelas ; à Reims, d'Harville ; à Châlons, le maréchal Luckner.

Châlons était le principal rassemblement. Le conseil exécutif avait prescrit le 31 août de former dans cette ville un camp de 12.000 hommes. Le chef réel de ce rassemblement fut Choderlos de Laclos, chargé par les ministres de surveiller Luckner et de contresigner tous ses ordres.

Il n'est connu que par le roman des *Liaisons dangereuses* (1782), énergique peinture de la corruption froide et cynique du XVIII^e siècle. Mais il a pris une part active à la Révolution. C'était, dit Mme Roland, un homme plein d'esprit, et que la nature avait fait pour de grandes combinaisons, mais qui consacra toutes ses facultés à l'intrigue¹. D'abord capitaine du génie, puis secrétaire des commandements du duc d'Orléans, il avait publié sous le voile de l'anonyme, dans la Galerie des États généraux, une série de profils parlementaires où l'on devinait Lafayette sous le nom de *Philarète* et Talleyrand sous celui d'*Amène*². Il se fit affilier à la société des Jacobins et demanda un des premiers, après le retour de Varennes, la déchéance de Louis XVI. Il rédigea avec Brissot la pétition du Champ-de-Mars, en ayant soin d'insérer une clause qui rappelait la royauté et ouvrait une porte au duc d'Orléans. Le nouveau gouvernement l'avait nommé colonel d'artillerie et commissaire du conseil exécutif. On ne l'appelait plus que *le patriote Laclos*.

Le patriote Laclos joignait à sa perspicacité naturelle le coup d'œil du militaire. Dès son arrivée à Châlons, il craignit un désastre. Que faudrait-il faire, se demandait-il, si les Prussiens forçaient les passages de l'Argonne ou prenaient la route de Bar-le-Duc et de Vitry-le-François par Revigny ? On ne pouvait défendre Châlons ; la Marne était guéable au-dessus et au-dessous de la ville ; l'ennemi prendrait l'armée *comme dans une cage*. On devait donc, selon Laclos, ou se retirer dans la direction de Paris ou bien occuper la position de Pont-Faverger et de Suippes où le maréchal de Praslin avait arrêté en 1650 les Espagnols commandés par Turenne. Ce dernier plan frappa vivement l'entourage du ministre, et Servan le soutint avec obstination jusqu'à la fin de septembre. Mais Laclos se prononçait résolument pour le premier parti : il fallait, disait-il, battre en retraite jusqu'à Paris et défendre le camp retranché : Dumouriez se replierait par Reims ; Luckner longerait, avec les troupes de Châlons, la rive gauche de la Marne ; Kellermann prendrait le chemin de Bar-sur-Aube et se porterait rapidement sur la Seine ; les trois armées de Dumouriez, de Luckner, de Kellermann refouleraient devant elles toutes les subsistances et brûleraient celles qu'elles ne pourraient transporter ; elles gêneraient les routes et couperaient les

eux portent en même temps le nom d'un département ; le nom de fédérés ne leur appartient donc pas proprement, et revient ; plutôt aux 16 autres. Fédérés, volontaires des réserves, volontaires des départements, ou volontaires de 1793 se réunirent un peu au hasard. Remarquons seulement qu'à Meaux se rendirent les hommes réquisitionnés par le décret du 27 août, dans les seize départements voisins de Paris : *le camp de Soissons*, disait Servan, *nous couvre suffisamment du côté du nord ; il faut faire à Meaux un autre rassemblement, car, si l'ennemi veut venir, il se dirigera de Châlons sur Montmirail* (28 août, *Moniteur* du 30). Observons, en outre, que, lorsqu'on décida la formation d'un corps de troupes à Châlons, *Versailles, Paris et les fédérés qui s'y trouvaient, en fournirent le noyau*. (*Révolutions de Paris*, n° 165, p. 455).

¹ Mme Roland, *Mém.*, I, 368 ; II, 277.

² Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, 1877, vol. XII, p. 16.

ponts ; elles se réuniraient devant Paris pour livrer bataille à l'adversaire épuisé, Labourdonnaye approuvait sans réserve le plan de Laclos. Lui aussi pensait qu'il était impossible de défendre cette grande *villasse* de Châlons¹ et qu'on devait laisser les Prussiens s'avancer dans l'intérieur du pays, les harceler sur leurs flancs et leurs derrières, les attaquer sans cesse en fourrageurs, livrer enfin devant Paris la partie décisive où l'on jouerait quitte ou double².

Pendant que Laclos rédigeait des plans qui devaient être inutiles, Luckner faisait sérieusement le généralissime. Il dictait et recevait des dépêches ; il donnait des conseils aux généraux ; il passait des revues. Mais il restait aussi incapable et aussi nul que sous les murs de Metz, deux semaines auparavant. Les commissaires de l'Assemblée³ le respectaient encore ; sa routine même peut nous être précieuse, écrivaient-ils au comité de correspondance, et si nous étions obligés de rétrograder, une bonne mesure présentée à temps et prise avec célérité influerait essentiellement sur le salut de l'Etat. D'ailleurs, à Châlons comme à Metz, Luckner affirmait son dévouement au nouveau régime et mêlait sans cesse les larmes aux protestations. Il prodigue, disait Laclos, des serments et des pleurs qui le serviront à merveille auprès des troupes pour rejeter sur les autres ses propres sottises⁴.

Mais les troupes se moquaient du maréchal. Les Parisiens, toujours gouailleurs, le couvraient de huées et faisaient mille plaisanteries sur sa figure et son jargon. Bientôt le vieux sabreur, entièrement découragé, perdant ce qui lui restait encore de jugement, tomba dans le plus profond désespoir. Il disait à tout venant que c'en était fait de la France, que la trahison régnait partout, qu'il servait depuis trente ans et n'avait jamais vu de si horribles perfidies. Il radote, écrivait Custine, et sa nullité, le désordre qui régnera dans son armée, me fait faire d'amères réflexions sur le salut de la capitale⁵.

Si encore Luckner n'avait pris aucune mesure, s'il s'était borné à donner des avis ! Mais il essayait de se soustraire à la surveillance de Laclos. Un jour, sans le consulter, il fait afficher un placard qui porte que tous les soldats armés et non organisés doivent quitter Châlons. Laclos court chez le maréchal et l'accable de reproches. Quoi, on renvoie des volontaires armés qu'il suffit d'incorporer dans les bataillons déjà formés ! On ne prend pas son avis ! On publie un arrêté qui

¹ Le mot est de Dumouriez.

² Laclos à Servan, 13 septembre (arch. guerre).

³ Prieur de la Côte-d'Or, Broussonnet, Crublier d'Obterre.

⁴ Ce serait bien mal connaître l'esprit de la Révolution, ajoutait Laclos, que de ne pas sentir que toute croyance sera donnée au général trompeur de préférence au pouvoir exécutif trompé. Voir sur Luckner, *Invasion prussienne*, 193-201 ; il est né en Bavière, à Chum, le 12 janvier 1722, et devait être guillotiné le 4 janvier 1794. Son père était brasseur et devint maire de Cham. Après de mauvaises études au collège des jésuites de Passau, Luckner entra, en 1741, dans le régiment d'infanterie de Morawitzky et y devint enseigne. Lieutenant au corps franc du capitaine Gschray, il se met au service de la Hollande (1745), puis du Hanovre (1747), commande un corps de hussards dans la guerre de Sept-Ans, et, ce régiment dissous, se rend en France. Il avait acquis de grands domaines dans le Holstein et reçu le titre de baron (22 avril 1778), puis de comte (31 mars 1784). Ses deux fils, Nicolas et Ferdinand, pourvus des majorats de Schulenburg et de Deppenau, servaient en Danemark et non en Autriche, comme on le disait à Paris. Cp. *Æsterr. milit. Zeitschrift*, 1801, p. 400-403, *Marschall Luckner, eine biographische Skizze*.

⁵ Rapport de deux députés du corps électoral de l'Aube, 7 septembre ; lettre de Custine à Biron, 7 septembre (arch. guerre).

n'est pas contre-signé par le commissaire du pouvoir exécutif ! Avez-vous signé le placard, oui ou non, demande Laclos à Luckner. — Non, répond le maréchal, je n'ai jamais signé un ordre semblable, qu'on me montre ma signature, je donne ma tête. Mais les serments de Luckner n'ont pas convaincu le patriote Laclos ; je vais, dit-il, au département et je me ferai montrer l'original du placard. — Allez, réplique le maréchal, allez, je vous en prie. Laclos se rend au directoire ; on lui montre l'original de l'arrêté, signé de la main de Luckner ! Je vous demande, écrivait-il au ministre, ce qu'on peut faire d'un pareil homme ! C'est notre plus grand obstacle, et peut-être ai-je assez fait en neutralisant autant qu'il est en moi cet homme faible ou pervers ou peut-être tous deux. Il proposa, non pas de le destituer brutalement, mais, par ménagement pour sa réputation militaire, de le mander à Paris devant le conseil exécutif, sous prétexte de prendre son avis. Gardez-le, ajoutait Laclos, jusqu'à la fin de la campagne ; ce n'est qu'à Paris qu'il sera utile sans être dangereux.

Billaud-Varennes était alors à Châlons. Il partageait l'opinion de Laclos sur le maréchal. Laclos, mandait-il à Danton, n'est pas lui-même un être en qui l'on puisse avoir une confiance aveugle ; mais Luckner est un hors-d'œuvre, il fait pitié ; conserver cette machine étrangère où elle est placée, c'est se charger d'une responsabilité terrible et compromettre le sort de nos armes¹.

Le conseil exécutif fit ce que demandaient Laclos et Billaud-Varennes. Il donna l'ordre à Luckner de se rendre à Paris. Le maréchal, suivi de Laclos qui l'accompagnait comme son ombre, arriva le 22 septembre. On le logea dans l'hôtel qu'habitait Berruyer, et on l'invita à éclairer le conseil de ses avis ; ce qu'il pourrait faire plus utilement dans la capitale qu'à Châlons, vu la fermentation qui règne dans cette ville².

Il serait injuste d'attribuer à la faiblesse de Luckner la fermentation qui, de l'aveu du conseil exécutif, régnait à Châlons. Labourdonnaye assista Luckner durant quelques jours et fut aussi impuissant que le vieux maréchal. On l'avait nommé commandant en chef de l'armée de l'intérieur. Il eut l'esprit de ne pas organiser cette armée de l'intérieur ; il se contenta d'envoyer des renforts à Dumouriez et à Kellermann ; je suis, disait-il, un commis au bureau mouvement des troupes, en attendant que je sois général³.

Mais les volontaires étaient en trop grand nombre. 18.635 quittèrent Paris du 3 au 16 septembre⁴ et Servan annonçait que 24.000 autres arriveraient à Châlons du 18 au 25 ; c'étaient 2.000 environ par jour ! La plupart n'avaient pas d'armes et avouaient franchement à Labourdonnaye qu'ils ne savaient pas se servir d'un fusil. Il fallait donc les armer et les exercer ; mais on n'avait à Châlons ni assez de fusils ni assez d'instructeurs. Il fallait les abriter ; mais on n'avait pas assez de tentes et d'effets de campement. Il fallait les nourrir ; mais il n'y avait pas à Châlons de commissaire ordonnateur chargé de pourvoir spécialement à leur

¹ Lettres de Laclos des 10 et 11 septembre (arch. guerre et *Intermédiaire* du 25 septembre et du 10 novembre 1885 ; Billaud-Varennes à Danton (*Révolution de Paris*, XIII, p. 492-493).

² Procès-verbaux du conseil exéc. prov., p. 135 (arch. nat.). Ajoutons que Laclos fut nommé le 22 septembre maréchal de camp.

³ Lettre du 10 septembre.

⁴ *Gazette de France*, n° 176, 18 septembre, p. 706-707. Départ des troupes de Paris depuis le 3 jusqu'au 16 septembre. Le 3, 827 hommes ; le 4, 1.044 ; le 5, 897 ; le 6, 1.473 ; le 7, 1.493 ; le 8, 2.972 ; le 9, 1.191 ; le 10, 1.218 ; le 11, 1.503 ; le 12, 2.025 ; le 13, 2.115 ; le 14, 360 ; le 15, 1.517 ; du 3 au 16, 18.635 hommes.

subsistance ; les volontaires sans armes consommaient une partie des vivres destinés aux volontaires armés ; les distributions, écrivait Labourdonnaye, sont livrées au pillage. Enfin, il fallait discipliner cette foule confuse et frémissante, composée surtout de Parisiens indociles : ce sont, disait le ministre de la guerre, nos braves frères d'armes de Paris, mais il avouait lui-même qu'ils avaient plus de bonne volonté que de soumission et qu'il faudrait une forte dose de patience pour mettre de l'ordre au milieu de gens aussi exaltés¹.

Le 17 septembre, Labourdonnaye pria Servan de suspendre, durant deux jours, le départ des troupes qui venaient de Paris **pour ne pas augmenter l'engorgement et le désordre**. Châlons n'offrait plus, en effet, qu'un vaste chaos où s'agitait une multitude rebelle à toute discipline. Tantôt les volontaires enlevaient les drapeaux militaires suspendus à la voûte de la cathédrale et les armoiries du chapitre épiscopal pour les brûler sur la place au blé et ils dansaient la farandole autour du bûcher. Tantôt, à l'instigation de Billaud-Varennes qui leur dénonçait l'incivisme de la municipalité de Châlons, ils se rendaient pêle-mêle à l'hôtel de ville et voulaient égorger le maire. Tantôt, ils juraient de massacrer les aristocrates enfermés dans la prison et braquaient leurs canons contre la porte ; déjà les artilleurs approchaient des pièces les mèches allumées ; sans Prieur de la Marne, sans Luckner qui se jeta devant la bouche d'un canon en s'écriant : **Tuez votre général si vous l'osez !**, ils auraient envahi la prison et mis à mort les détenus². Tantôt encore ils égorgèrent un pauvre vieillard sourd qui portait un paroissien sous le bras, mettaient son corps en morceaux et promenaient sa tête au bout d'une pique. Ils massacraient le lieutenant-colonel du 38^e régiment. Ils voulurent tuer un élève de l'École d'artillerie, le futur général Allix, parce que les boutons de son uniforme portaient trois fleurs de lis. Allix fut sauvé par sa présence d'esprit. **Mes boutons vous déplaisent, dit-il aux volontaires, eh bien, je vous donne mon uniforme, il est tout neuf et en drap fin de Sedan ; mais je ne puis aller tout nu, que l'un de vous échange son habit avec le mien, et il fera des boutons ce qu'il voudra.** On rit, on le laissa aller et Allix enleva ses boutons à fleurs de lis³.

¹ Cp. la correspondance de Labourdonnaye avec Servan, 16, 17, 18 septembre ; Laclos à Servan, 13 septembre ; Servan à Dumouriez, 4 et 11 septembre ; Luckner à Dillon, 13 septembre : **Il doit se faire un rassemblement de 30.000 hommes, et nous n'avons encore d'effets de campement que pour 8.000** (arch. guerre). Cp. *Révolutions de Paris*, n° 168, p. 13 ; Prudhomme, qui vient d'alter à Châlons, résume ainsi la situation : **des campements mal organisés, mal fournis ; des troupes volontaires insubordonnées à qui il faut faire aimer la discipline**. Le curé de Bar-sur-Seine écrit, le 26 septembre, à un député, qu'il voit passer tous les jours des jeunes gens de Perpignan, de Tarbes, de Lavar ; ils sont **sans souliers, la plupart estropiés**. (Babeau, *Hist. de Troyes pendant la Révolution*, 1874, II, 54.)

² Labourdonnaye à Servan, 17 et 18 septembre ; lettre de Châlons, du 12 septembre (*Moniteur* du 16) ; discours de Charlier, 18 septembre (*Moniteur* du 19) ; *Souvenirs* du général Allix (*Journal des sciences milit.*, 1828, p. 496) ; Taine, *Conquête jacobine*, p. 350 ; la prison renfermait vingt-deux gentilshommes, parmi lesquels plusieurs verriers de l'Argonne.

³ Taine, *Conquête jacobine*, p. 349-350 ; Barbat, *Hist. de Châlons*, 1855, p. 420-426 ; Allix, *Souvenirs*, p. 495 ; (il avait alors vingt ans ; il professait les mathématiques au collège de Coutances ; il était entre à l'école d'artillerie le premier ou, comme on disait alors, le prince de sa promotion ; il y eut pour camarades Marmont, Foy, etc.). Comparez les *Mém.* du duc de Raguse, 1857, I, 26 ; il faillit être mis à la lanterne, et dut, ainsi qu'un camarade, mettre l'épée à la main.

Le matin du 15 septembre, trois bataillons de Paris reçurent l'ordre de se diriger sur Sainte-Menehould pour renforcer l'armée de Dumouriez. Deux refusèrent d'obéir, le troisième, le bataillon de la section des Lombards, consentit à partir après de grandes hésitations, et seulement dans l'après-midi. Mais il rencontra sur la route les fuyards de Montcheutin et revint sur ses pas en criant à la trahison. Le lendemain et le surlendemain, les volontaires parcouraient les rues de la ville, accusant de perfidie les généraux, les poursuivant d'insultes et d'outrages, disant que leur pain de munition était moins blanc que celui de Paris. Ils pillèrent les boulangeries. Ils menacèrent de mort Luckner et ses aides-de-camp. Le maréchal, convaincu que les fugitifs de Montcheutin excitaient le désordre, déclara qu'il les renverrait à leurs régiments. Mais les volontaires s'écrièrent qu'on n'était plus sous l'ancien régime, qu'on ne pouvait traiter ainsi des citoyens et des frères, qu'il fallait arrêter le maréchal ; plusieurs lui tenaient déjà son cheval par la bride¹.

Vainement Labourdonnaye essayait, avec les gendarmes du département, de tenir tête à ces forcenés. Que faire avec 450 gendarmes contre une foule **méfiante et méchante** ? On lui avait adjoint deux maréchaux de camp, du Hamel, commandant en second de l'École d'artillerie, et Saint-Jean ; tous trois, écrivait Labourdonnaye, nous sommes excédés au physique et au moral.

Aussi avait-il hâte de quitter Châlons ; il craignait d'être immolé par ses soldats. Dès qu'il eût reçu le commandement de l'armée du Nord, il partit. Un mot peint les embarras cruels qu'il avait éprouvés ; il recommandait Santerre comme son successeur : **Si Santerre ne vient pas raccorder et subordonner la force armée de Paris, nous sommes perdus, non par nos ennemis, mais par nos désordres.**

Servan le remplaça par le lieutenant-général de Sparre². Mais Sparre, lui aussi, fut bientôt dégoûté de sa mission. **C'est un furieux travail, disait-il au ministre, quand on veut faire obéir des volontaires qui contrarient vos ordres à chaque instant.** Il lui décrivait ce rassemblement de soldats tapageurs, surexcités, pérorant follement sur les ordres du général et les mouvements des troupes. **La crainte d'être trahis les rend méfiants et paralyse souvent les meilleures dispositions. Tout volontaire veut juger les opérations militaires et se croit trahi quand elles ne répondent pas à ses idées. Laclos m'aurait été d'un grand secours pour arrêter l'effervescence des têtes parisiennes qui croient qu'il n'y a qu'à attaquer les ennemis pour les vaincre**³.

Mais ces volontaires qui se vantaient de tout renverser, refusaient de marcher à l'ennemi. **Je ne puis vous dire, mandait Luckner à Dumouriez, si vous recevrez du renfort ou non, parce qu'un instant ils consentent à partir, et l'instant d'après ils ne le veulent pas, à moins d'être tous les Parisiens ensemble.** Dumouriez, qui n'était jamais à bout d'expédients, conseillait à Frégeville de piquer leur amour-propre et de leur montrer que la besogne était aisée : **Il existe un moyen... c'est de leur dire que l'armée prussienne est épuisée par la faim, la fatigue et la maladie, que je suis déterminé à achever sa ruine en lui donnant bataille, mais que je ne veux pas le faire sans que les fédérés y aient part, que c'est pour cela que je les envoie chercher.** Il donnait le même conseil au général d'Harville ; il lui

¹ Arch. guerre et Rousset, *Les volontaires*, p. 80-83 ; Luckner à Servan, 16 septembre ; Labourdonnaye à Servan, 18 septembre ; *Moniteur* du 21 septembre (lettre de Châlons, du 17).

² De Sparre était lieutenant-général depuis le 1er janvier 1784.

³ Arch. guerre, Sparre à Servan, 22 et 25 septembre.

recommandait de ne pas combattre en rase campagne, de se retrancher dans le camp d'Aubérive, de n'exposer les fédérés en plaine que si la cavalerie des émigrés osait les assaillir ; ce serait le cas, ajoutait Dumouriez, d'exciter dans une telle circonstance le zèle de nos fédérés, car c'est une guerre personnelle entre les ci-devant et le peuple français ; dites-leur surtout de ne pas craindre cette cavalerie très mal organisée et mourant de faim¹.

Enfin, Servan et Dumouriez perdirent patience ; tous deux écrivirent au président de la Convention. Le ministre disait hautement qu'on profitait à Châlons des moindres circonstances pour y répandre la terreur et il proposait de décimer tout bataillon qui troublerait l'ordre et violerait la loi. Le général priait Pétion, ce vertueux président de la plus auguste assemblée de l'univers, de faire des lois fermes et rigides pour arrêter les désordres et les crimes des volontaires. Nous avons cru, ajoutait Dumouriez, que ces citoyens se montreraient remplis d'amitié et de fraternité. Quelle est notre surprise en apprenant qu'ils marquent leur passage par des menaces, des meurtres et du pillage ! Légitimez les punitions ; je n'ose pas prononcer la peine de mort si elle n'est pas passée en loi ; rectifiez surtout notre jury militaire, dont les formes font échapper le coupable ou rendent la punition trop lente pour être exemplaire².

Les volontaires eux-mêmes s'enrayaient de leur propre indiscipline. Ils élurent deux commissaires qui rédigèrent et signèrent avec les colonels de deux régiments d'infanterie, le 94^e et le 38^e, une adresse aux citoyens-soldats. Cette adresse qu'on nommait une instruction de discipline, fut imprimée et envoyée au nom des troupes de Châlons à tous les corps de l'armée. Le mot discipline, disaient nos volontaires, dérive du mot disciple qui signifie l'observateur d'un principe ou d'une loi quelconque ; sans discipline, les plus braves corps de troupes ne sont que des amas confus de brigands plus propres à opérer l'anéantissement total d'une société ou d'un empire qu'à contribuer à la gloire et à l'élévation où ils se proposent d'atteindre. Les auteurs de l'Instruction citaient l'histoire ancienne ; ils rappelaient que les Romains avaient été vaincus par les barbares, parce qu'ils avaient perdu toute discipline ; Français, le sort des Romains vous attend !... Au nom de la patrie, unissons-nous ou attendons-nous à devenir des esclaves mille fois plus à plaindre que nous étions avant la Révolution, car notre esclavage amènera la banqueroute, des impôts quadruples pour payer la horde de satellites qui nous chargeront de fers, enfin, le meurtre, l'incendie et le pillage affreux qui dépouillera de leurs biens ceux qui auront le malheur de survivre à une pareille catastrophe³.

Malgré cette belle instruction, la discipline ne s'établissait pas dans les bataillons de nouvelle levée. Le 2 octobre, des volontaires du camp de Notre-Dame de l'Épine coupaient la tête à un paysan qu'ils accusaient faussement de fournir de la farine aux émigrés et ils voulaient jeter bas un moulin à vent qui se trouvait au milieu de leur camp, sous prétexte qu'il appartenait à un aristocrate⁴. Le 6 octobre, les volontaires parisiens des bataillons Républicain et Mauconseil massacraient à Rethel quatre déserteurs de l'armée des émigrés et menaçaient

¹ Luckner à Dumouriez, 16 septembre ; Dumouriez à Frégevillle, 24 septembre, et à d'Harville, 26 et 28 septembre (arch. guerre).

² Servan à Pétion, 23 septembre (Rousset, *Les Volontaires*, p. 94-96) ; Dumouriez à Pétion, 26 septembre (Bibl. nat., mss., collection Deslys, p. 119) ; voir plus loin l'accueil qu'il fit aux fédérés.

³ Arch. guerre.

⁴ *Révolutions de Paris*, n° 169, p. 77, lettre de Celliez.

Chazot de l'expédier lui-même : Il est impossible, écrivit Chazot à Dumouriez, d'entreprendre quelque chose avec de pareilles troupes. Ce sont des volontaires dans toute l'étendue du mot. Je défie, sans de nouveaux décrets, d'en tirer le moindre avantage. Ils n'inspirent que l'effroi aux citoyens¹.

Partout où passaient les volontaires de 1792, à Meaux, à Soissons, à Reims, à Sedan se produisaient les mêmes désordres. A Meaux, et dans les villages voisins, on se plaignait de leurs excès qu'on ne pouvait tolérer plus longtemps². A Soissons, ils ne voulaient pas de riz ni de pain de munition ; ils refusaient de camper sous la tente ; ils demandaient vingt sous par jour ; ils arrêtaient au passage les farines destinées à l'armée du Nord ; ils ouvraient les tombeaux des religieux, jetaient les corps par dessus les remparts et promenaient les têtes par la ville ; ils massacraient un officier, trois sous-officiers et l'ancien bourreau du bailliage³. A Reims, où il n'y avait encore, au 7 septembre, ni général, ni commissaire des guerres, ils faisaient la loi aux administrateurs ; le 6e bataillon des fédérés exigeait une somme de 40.000 livres en argent ; Duhoux, consterné, entouré de séditieux qui l'accusaient de trahison, piquait des deux et fuyait à Châlons⁴. A Saint-Quentin, des bataillons de récente création se saisissaient, malgré les efforts de leurs officiers, de 1.900 fusils qu'on transportait de Saint-Omer à Reims et, dans le tumulte, brisaient la moitié des armes⁵. Les volontaires de la garnison de Sedan, chargés par Miaczynski d'enlever un magasin de vivres dans une ferme de l'abbaye d'Orval, s'arrêtaient à Carignan pour s'enivrer et piller les maisons. Comment, s'écria Miaczynski, des hommes qui se disent Français et libres ont-ils pu, au mépris du bon exemple qui leur était donné par la garde nationale de Sedan et par les troupes de ligne, violer indignement les propriétés ?⁶ A Charleville, un bataillon de Seine-et-Oise, malgré la généreuse résistance de son commandant Persinet, se mêlait à la populace pour égorger le lieutenant-colonel Juchereau et menaçait de mort les officiers municipaux⁷. Quelques mois devaient s'écouler encore avant que les volontaires, oubliant les déclamations politiques, confiants dans leurs généraux, aguerris aux dangers, assouplis par le temps à l'obéissance, pénétrés de la grandeur et de la justice de leur cause, fiers de leur dévouement à la patrie, devinssent les Sa admirables qui portèrent leurs armes au cœur de l'Allemagne, au delà du Rhin et du Danube. Il

¹ Voir sur cet épisode Ternaux et Rousset.

² Lettre de Châlons du 6 octobre, *Moniteur* du 10.

³ Arch. guerre. Duhoux à Servan, 21 et 29 août, 5 septembre ; Rousset, 74-76 ; Michaux, *Les milices et les régiments soissonnais, les garnisons et les camps de Soissons*, 1885, p. 122-125 (d'après les mémoires manuscrits de Brayer et de Patté) ; voir aussi Ed. Fleury, *Le camp de Soissons et les fédérés*.

⁴ Arch. guerre. Duhoux à Servan, 21 et 29 août, 5 septembre. Le conseil général de Reims à Luckner ; Luckner à Servan, 6 septembre ; Rousset, 76.

⁵ Servan au président de l'Assemblée, *Moniteur* du 21 septembre.

⁶ Proclamation du 25 septembre, *Moniteur* du 3 octobre.

⁷ 4 septembre. Cp. Hubert, *Hist. de Charleville*, 1854, p. 205-210. Juchereau dirigeait sur Huningue deux voitures chargées d'armes, on prétendit qu'il les envoyait à l'ennemi. Comparez à Troyes le meurtre du chanoine Fardeau ; un volontaire lui tranche la tête avec une hache empruntée chez un boulanger ; la tête ensanglantée, lavée dans la rivière, fut promenée dans les rues et portée à l'hôtel de ville. (Babeau, *Hist. de Troyes*, I, p. 504-505.)

fallait énergiquement Hulot, purifier ces bandes au feu de l'ennemi et les purger en leur tirant du sang¹.

Voilà ce que fut ce magnifique élan si vanté par les contemporains ; voilà ce que furent les volontaires de 1792, soupçonneux, méfiants, s'obstinant à ne voir autour d'eux qu'incurie et trahison, inexercés, indisciplinés, ignorant de parti pris leur devoir militaire, dépensant leur ardeur en manifestations inutiles ou sanglantes, et enfin, lorsqu'ils virent l'ennemi, prenant honteusement la fuite, comme ce bataillon des Lombards qui lâchait pied devant un escadron de hussards prussiens². On ne saurait trop le répéter ; ce ne furent pas ces bataillons levés pendant les mois de juillet, d'août et de septembre, qui sauvèrent la France en 1792 ; ce ne fut pas cette cohue qui vainquit les Prussiens et refoula l'invasion. L'honneur de la résistance revient aux soldats de ligne et aux volontaires de la première formation, aux braves du camp de Maulde que Beurnonville menait à Sainte-Menehould, à l'armée de Sedan que Lafayette avait organisée et que Dumouriez anima de sa confiance et de sa hardiesse, à l'armée du Centre presque entièrement formée de troupes régulières³. Loin de nous l'idée de nier ce grand et généreux mouvement qui précipita tant de bataillons à la rencontre des envahisseurs. Tous les contemporains, Hulot, Gouvion Saint-Cyr, Lafayette, Soult, Belliard, Lavallette, Grimoard et Servan, les militaires qui publièrent plus tard le récit des *Victoires et conquêtes*, ont décrit l'enthousiasme qui saisit la jeunesse française lorsque l'Assemblée législative proclama la patrie en danger et que la *colonne brunswickoise* eut envahi le territoire. Toutes les réquisitions, assure Rochambeau, marchèrent avec une rapidité dont je n'ai jamais vu d'exemple, même en Amérique, dans les situations les plus critiques, et cette levée qui se fit au mois d'août, en pleine récolte, peut être comparée aux croisades de saint Bernard ; l'enthousiasme de la liberté produisait les mêmes effets⁴. *De toutes parts*, dit Gouvion Saint-Cyr, *on courait aux armes ; tout ce qui était en état de supporter les fatigues de la guerre, se porta dans les camps ; un jeune homme aurait rougi de rester dans ses foyers, quand l'indépendance nationale paraissait menacée ; chacun abandonna ses études, sa profession : noble exemple, imité, parodié aussi, mais qui vivra dans la mémoire des hommes aussi longtemps que les nations conserveront le sentiment de leur dignité et que le nom de patrie ne sera pas un vain mot !*⁵

¹ Hulot, *Souvenirs militaires (Spectateur milit.*, 15 janvier 1883, p. 131). Les jeunes soldats seront battus à la première campagne, à la seconde peut-être ; mais à la troisième vous aurez les soldats de 1794, qui n'étaient plus les soldats enrégimentés de 1792 (Stendhal, *Le rouge et le noir*, II, p. 128). Les Français, dit le prince de Ligne [de l'armée française], se battirent peu ou mal pendant presque deux campagnes. ; entendez par les Français les bataillons de nouvelle levée.

² Westermann à Servan, 30 septembre (arch. guerre).

³ Les bataillons de volontaires, disait Bugeaud, — qui oublie les bataillons de 1791 et ne songe qu'à ceux de 1792 — auraient vaincu, grâce à l'enthousiasme ! C'est faux ! Dans les deux premières campagnes, ils furent presque indisciplinables, parce qu'il s'y trouvait des hommes qui avaient apporté l'esprit des clubs. Ils furent battus dans presque toutes les circonstances, à cause de leur inexpérience. Ce n'est qu'à la bataille de Fleurus qu'ils ont commencé à rendre des services. A Jemmapes et à Valmy, les principales forces étaient composées de la vieille armée de ligne. (Disc. des 6 et 9 janvier 1834. D'Ideville, *Bugeaud*, 1882, II, p. 230-232.)

⁴ Rochambeau, *Mém.*, I, 427-428.

⁵ Gouvion Saint-Cyr, I, LVII. Le 1er septembre, le jeune peintre Laurent Gouvion s'engageait dans le 1er bataillon des chasseurs de Paris ; il était élu sergent-major le 15

Mais il faut se rappeler que sept bataillons de fédérés seulement arrivèrent le 19 septembre au camp de Sainte-Menehould¹. Encore Labourdonnaye ne les avait-il envoyés qu'à regret, sur la demande expresse de Dumouriez et sur la réquisition des commissaires de l'Assemblée législative. Ils ne prirent aucune part à la journée de Valmy ; ils n'étaient là, selon le mot de Servan, que pour s'habituer à l'ordre, à la discipline et surtout à l'idée de ce qu'est une armée².

Est-ce à dire que la levée de 1792 fut entièrement inutile ? Non, car elle prouvait aux coalisés que la nation entière s'armait pour la défense du territoire, que la France irritée se levait avec enthousiasme pour repousser l'ennemi³, que la jeunesse exaltée par une généreuse colère et brûlant de l'amour de la patrie, s'élançait contre l'envahisseur⁴. A la vue de cette foule de volontaires qui s'écoulait de tous côtés comme un torrent, les alliés craignirent de succomber fatalement sous le nombre. Ils reconnurent à la fois l'erreur politique qu'ils avaient commise et leur impuissance. Ils comptaient ne rencontrer qu'une ligne de bataille ; et voici qu'une seconde ligne se présentait pour soutenir la première, voici que les armées succédaient aux armées ! Evidemment ils s'étaient trompés sur les forces comme sur les sentiments de la France nouvelle, et Bouillé avoue dans ses Mémoires qu'il avait mal jugé les ressources de la Révolution⁵.

V. La France fut donc sauvée par son armée et non par son gouvernement. Pendant que ses soldats contenaient les envahisseurs dans l'Argonne, les deux pouvoirs, restés seuls en présence après le renversement de la royauté, l'Assemblée législative et la Commune de Paris se combattaient avec acharnement, au lieu de s'unir dans une même pensée et dans une action commune⁶.

La Commune de Paris vantait son patriotisme ; elle vouait les Prussiens à l'exécration ; elle renchérissait sur les mesures défensives de l'Assemblée ; elle établissait des estrades où ses membres recevaient les enrôlements volontaires ; elle réquisitionnait dans les départements voisins des munitions et des vivres ; elle faisait transformer en piques les grilles des monuments publics, fondre les crucifix et les cloches des églises, porter à la Monnaie l'argenterie des sacristies et des autels. Mais elle n'avait d'autre but que de garder le pouvoir usurpé dans

septembre, et capitaine le 1er novembre (Gay de Vernon, *Vie du maréchal Gouvion Saint-Cyr*, p. 1 et suiv.). Il rejoignit l'armée du Rhin, mais sa troupe, raconte Lavallette (Mém., I, 145), était composée de mauvais sujets parisiens, c'est tout dire, et se vantait hautement qu'elle allait mettre l'armée au pas.

¹ Cp. Dillon, *Compte-rendu*, p. 25 : Je ne pouvais concevoir que de toute la masse des forces qu'on annonçait dès longtemps devoir arriver à Châlons, rien ne fût encore venu au secours de Dumouriez, et Billaud-Varenes (*Journal des Jacobins*, 26 septembre) : Vainement Dumouriez demandait des forces, on ne lui en envoyait pas.

² Servan à Dumouriez, 8 septembre (arch. guerre). Voir *Valmy*, p. 161, le mot de Beurnonville sur ces fédérés ; il écrivait, le 30 septembre, à Dumouriez : Je vous renverrai 1.000 fédérés qui présenteront un front et figureront en masse ; je n'ai pas besoin de mangeurs ici ; il s'agit de besogner. (*Arch. nat.*, papiers de Dumouriez).

³ Expression de Sault, *Mém.*, I, 9.

⁴ Mots de Lavallette, *Mém.*, II, 99.

⁵ Bouillé, *Mém.*, 337.

⁶ On ne fait pas ici l'histoire intérieure de la Révolution ; on n'y touche que légèrement et au point de vue de la défense nationale.

la nuit du 9 août. Elle conservait les Marseillais à Paris, malgré Servan et l'Assemblée¹.

Elle faisait les visites domiciliaires, moins pour chercher des armes que pour remplir ses prisons. Elle recueillait à peine 2.000 fusils, mais, en fermant les barrières et en consignait les habitants, elle tenait Paris durant quarante-huit heures (29-31 août) dans la stupeur et l'épouvante. Elle imputait à l'Assemblée les premières calamités de la guerre. Elle prétendait que plusieurs députés se munissaient de passeports sous des noms supposés, et dénonçait par une affiche à la vengeance publique les traîtres qui remplissaient le Corps législatif². Elle mandait devant elle le rédacteur du *Patriote Français*, Girey-Dupré, et, le journaliste refusant de comparaître, ses agents bloquaient le ministère de la guerre où l'on croyait Girey-Dupré réfugié ; pendant deux heures, écrivait Servan, personne n'a pu sortir de l'hôtel³. Elle désorganisait tous les services par des arrestations arbitraires⁴. Elle arrêta et retenait, malgré les passeports des ministres, les courriers du conseil exécutif. *Notre folle Commune, écrivait Mme Roland, lutte avec le Corps législatif ; elle dérange toutes les combinaisons du pouvoir exécutif ; si cela continue, nous ne pouvons manquer de finir bientôt et ce sera peut-être par le peuple de Paris plus encore que par les Prussiens*⁵.

Roland prenait des arrangements avec le comité de subsistances de la ville ; mais la Commune cassait ce comité. Servan discutait avec elle les mesures qu'il fallait prendre pour l'établissement du camp retranché, mais je l'ai vu, disait Roland, *gémir des lenteurs qu'apportait à la formation du camp l'intervention d'une commission étrangère aux dispositions de cette nature*⁶.

Poussée à bout, l'Assemblée législative casse la Commune, qui lui répond par les massacres de septembre. On a dit que ces massacres étaient dus uniquement au fanatisme politique, au déchaînement d'un peuple exaspéré qui voulait, avant de marcher au devant des ennemis, se débarrasser de leurs complices et ne pas laisser de conspirateurs derrière lui. On a prétendu que ces horreurs étaient nécessaires et, qu'en inspirant la peur, elles envoyèrent à la frontière des milliers de soldats. Comme s'il fallait, pour se donner du cœur, égorger ses concitoyens ! Mais ni les volontaires qui s'armaient pour la défense de la patrie, ni le peuple de Paris n'ont commis les crimes de septembre. Les volontaires étaient au Champ de Mars, où la Commune avait convoqué le 2 septembre tous les hommes valides. La population parisienne demeurait consternée par la soudaineté du crime⁷. Les assassins furent, pour la plupart, les tape-durs des bandes de

¹ Ternaux, IV, 465-466.

² Lettre de Tallien, 26 août (*Moniteur* du 28) ; Ternaux, III, 143.

³ Lettre de Servan, Ternaux, III, 154-155.

⁴ Plainte de Lacuée à Miot. Miot de Mérito, *Mém.*, I, 31.

⁵ Mme Roland, *Lettres à Bancal*, 344-345 (2 septembre) ; *la municipalité de Paris*, disait disait Choudieu, *désorganise tout et entrave tout*. (Séance du 30 août, *Moniteur* du 1er septembre).

⁶ Roland à l'Assemblée, *Moniteur* du 5 septembre. Comparez Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20 : ... *la Commune dominant les sections, se mêlant du gouvernement, chaque individu s'immisçant dans les affaires publiques et se donnant le droit d'en blâmer les opérations et les agents*.

⁷ Cp. Lavallette, *Mém.*, I, 94. On ne cite qu'un volontaire qui ait pris part aux massacres de septembre, le perruquier Chariot (Lavallée, *Hist. de Paris*, 96) et ces deux ou trois soldats de la gendarmerie parisienne qui déclarèrent en passant à Roye, qu'ils étaient de ceux qui avaient massacré les prisonniers de Paris à la journée du 2 septembre, et qu'il ne leur en coûtait rien de massacrer. (Taine, *Conquête jacobine*, p.

Maillard, de Lazowski, de Fournier, des fédérés du Midi qui ne voulaient combattre que les ennemis de l'intérieur, et des artisans du plus bas étage qui croyaient travailler pour la nation et réclamèrent leur salaire. Leurs chefs furent les meneurs de la Commune, ceux qui répandaient le bruit que les citoyens enrôlés ne partiraient pas avant d'exterminer les royalistes, qui décidaient le 30 août que les sections jugeraient les détenus, qui proclamaient le 2 septembre la trahison du conseil exécutif, et l'accusaient formellement de révéler aux Prussiens le départ d'un renfort destiné à Verdun. Les uns étaient résolus à conserver la dictature ; les autres, coupables de vols, craignaient de rendre leurs comptes de gestion ; tous voulaient faire trembler la Gironde, s'imposer par la terreur au choix des électeurs parisiens, et conquérir, en entrant à la Convention, à la fois le pouvoir et l'impunité.

Le comité de surveillance de la Commune organisa la tuerie. Panis, Sergent, Duplain, Jourdeuil, qui formaient ce comité, s'adjoignirent le 2 septembre six membres nouveaux : Leforgues, Duffort, Guermeur, Leclerc, Lenfant, Marat, et, dans l'après-midi, commencèrent les massacres qui devaient durer jusqu'au 5 et même jusqu'au 6 septembre. Partout où ils s'exécutent on trouve la main de la Commune. Partout, sur l'ordre de la Commune, les concierges des prisons ouvrent les portes et apportent les registres d'écrou. Maillard et sa bande entrent à l'Abbaye en présentant un billet signé de Panis et de Sergent : **Mes camarades, il vous est enjoint de juger tous les prisonniers de l'Abbaye sans distinction.** Billaud-Varennes, membre de la Commune, coiffé de sa perruque noire et vêtu de son petit habit puce, vient encourager les assassins et promet à chacun des ouvriers un louis pour leur travail. Le procureur de la Commune, Manuel, leur déclare qu'ils exercent des **vengeances légitimes** et les prie de ne pas frapper indistinctement toutes les têtes. A la Force, le sanglant tribunal est présidé successivement par trois membres de la Commune : Hébert, Monneuse et Rossignol. A Saint-Firmin, douze hommes de la section des Sans-Culottes, qui viennent aider au massacre des prêtres, sont requis par un membre du comité de surveillance. 1.300 à 1.400 personnes furent massacrées. Mais, le 3 septembre au matin, lorsque les électeurs se rendirent à la salle du club des Jacobins, ils passèrent sur le Pont-au-Change devant les cadavres qu'avaient entassés les égorgeurs de la Conciergerie et du Châtelet. La députation de Paris ne fut composée que des instigateurs et des complices du massacre : Robespierre, Danton, Marat, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine, Sergent, Panis, Manuel, Fréron¹.

L'Assemblée et le ministre de l'intérieur demeurèrent impuissants, sans force, sans police, sans pouvoir sur la garde nationale dont le commandant général Santerre, beau-frère de Panis, paralysait l'action. L'Assemblée applaudit, sans l'imiter, au courage de l'horloger Monnot qui sauva la vie de l'abbé Sicard ; elle envoya le soir du 2 septembre à la prison de l'Abbaye des commissaires qui ne

334-335.) Les égorgeurs, écrivait plus tard l'abbé Sicard à la fin de sa célèbre relation des massacres, **ont la plupart fui de Paris ; ils ont été dans les armées, espérant y trouver des camarades. Les scélérats ! Pouvaient-ils ainsi se méprendre sur les soldats français ? On les a reconnus, et ils n'y ont trouvé que des vengeurs.**

¹ On ne cite ici que le témoignage de Cambon qui n'est pas suspect **ces agitateurs qui n'aspirent qu'à être nommés à la Convention... ils brûlent de nous remplacer** (4 septembre, *Moniteur* du 6) ... ils voulaient s'emparer de la Révolution pour en recueillir les avantages, et dès lors il n'y a pas d'horreurs dont le Corps législatif n'ait été le témoin. (10 novembre, *Moniteur* du 12.)

furent pas écoutés ; elle lança le lendemain une proclamation et décréta que les corps administratifs de Paris veilleraient à la sûreté des biens et des personnes ; elle nomma de nouveaux commissaires qui se rendirent le 4 septembre dans les sections pour y porter des paroles de paix et d'humanité. Roland, comme à son ordinaire, adressa de longues lettres à l'Assemblée, à Pétion, maire de Paris, à Santerre, commandant de la garde nationale, et jura qu'il resterait à son poste jusqu'à la mort ; mais il n'osa flétrir les massacres : Hier, écrivait-il le 3 septembre, fut un jour sur les événements duquel il faut peut-être laisser un voile ; le peuple, terrible en ses vengeances, y porte encore une sorte de justice. Il était sous le couteau. Robespierre et Marat, disait Mme Roland, s'efforcent d'agiter le peuple et de le tourner contre l'Assemblée nationale et le conseil ; ils ont fait une chambre ardente ; ils ont une petite armée qu'ils soudoient à l'aide de ce qu'ils ont trouvé ou volé dans le château et ailleurs, ou de ce que leur donne Danton. Si les départements n'envoient une garde à l'Assemblée et au Conseil, on perdra l'une et l'autre¹.

Désormais, le Corps législatif et les ministres étaient sous la dépendance de Marat, de Robespierre, de Danton, des trois hommes qu'on nommait les triumvirs de la liberté². Marat, journaliste officiel de la Commune, qui lui donne une tribune dans la salle de ses séances, attaque sans relâche les membres de l'Assemblée, les généraux, les ministres, excepté Danton. Robespierre accuse, en pleine Commune, Brissot le liberticide, la faction de la Gironde et la scélérate commission des Vingt et un, d'avoir vendu la France au duc de Brunswick (1er et 2 septembre), et, à son instigation, le comité de surveillance lance des mandats d'arrêt contre Roland et Brissot ; des bandes d'hommes armés envahissent le ministère de l'intérieur, et des commissaires de la Commune pénètrent dans l'appartement de Brissot pour examiner ses papiers. Quant à Danton, en secret il dirige tout. C'est le chef de la horde, écrit Mme Roland, Robespierre est son mannequin, Marat tient sa torche et son poignard ; ce farouche tribun règne, et nous ne sommes que des opprimés, en attendant que nous tombions ses victimes³. Tout-puissant depuis la journée du 10 août, où ce substitut du procureur-syndic avait pris d'une heure du matin à sept heures toutes les dispositions, où il avait signé l'arrêt de mort du commandant de la garde nationale Mandat, où il avait été le véritable point de ralliement, entré au ministère avec le prestige de la victoire et, comme il disait, porté au pouvoir par un boulet de canon⁴, il n'avait cessé de soutenir ses amis de l'Hôtel-de-Ville contre l'Assemblée et, fort de cette alliance, il dominait le conseil exécutif. Ce fut lui qui fit décréter ces visites domiciliaires qui jetèrent dans les prisons de la

¹ Lettre du 5 septembre à Bancal, 346. Servan, *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20 : ... les massacres de septembre, les projets de les étendre sur plusieurs députés et sur quelques ministres. D'après le *Tableau hist.*, I, 392, Servan fut le seul membre du conseil exécutif qui eut assez de courage pour oser entreprendre de détourner les magistrats séditieux de Paris, de souiller leurs mains par les massacres ; mais les représentations les mieux fondées et les plus pathétiques sont vaines parce qu'ils veulent absolument des victimes, et le sang commence à couler. Si l'acte de dévouement de Servan faillit lui coûter la vie, puisqu'on agita en sa présence s'il ne convenait pas de l'égorger un des premiers, il lui mérita la réputation d'homme de bien.

² *Révolutions de Paris*, n° 167, p. 516.

³ Lettre du 9 septembre à Bancal, 348.

⁴ La peur, dit Buzot (*Mém.*, 73), l'avait place au milieu de la justice. Il fallait dans le ministère, écrit Condorcet (*Œuvres*, 1847, vol. I, p. 602) un homme qui, par son ascendant, pût contenir les instruments très méprisables d'une révolution utile.

Commune les futures victimes de septembre. Son intime, Thuriot, obtint le 1er septembre un décret ambigu qui maintenait provisoirement la Commune dissoute. La plupart des hommes de la Commune, le secrétaire-greffier, Tallien, et Billaud-Varennes, étaient ses affidés, Deforgues, chef de bureau à la mairie et membre du comité de surveillance, était un de ses anciens clercs¹. Lui-même avait résolu de se maintenir dans Paris par tous les moyens et en faisant peur. *Je me moque des prisonniers, dit-il à Grandpré, qu'ils deviennent ce qu'ils pourront !* Il expédia, sous son contresigne, la fameuse circulaire du comité de surveillance qui engageait les départements à suivre l'exemple de Paris, et à mettre à mort les conspirateurs. Il laissa massacrer les prisonniers d'Orléans et félicita les meurtriers. *Véritable dictateur, écrit Mathieu Dumas, dédaignant toute espèce de ménagement, prenant sur lui la responsabilité de tout ce qui lui semblait nécessaire pour consommer la révolution démagogique, il opposait à la Gironde le monstrueux pouvoir de la Commune².* C'était Danton que Roland dénonçait à mots couverts dans sa lettre du 30 septembre : *Des hommes ardents, peut-être égarés, sèment les défiances contre toutes les autorités qu'ils n'ont pas créées, ne parlent que de trahisons, paralysent le glaive de la loi pour lui substituer le poignard des proscriptions ; ils se font un droit de leur audace, un rempart de la terreur qu'ils essaient d'inspirer ; ils veulent de l'autorité, du pouvoir dont ils se croient seuls capables de bien user. Combien serait coupable l'individu supérieur par sa force ou ses talents à cette horde insensée qui voudrait la faire servir à ses desseins ambitieux ; qui tantôt avec l'air d'une indulgence magnanime excuserait ses torts et adoucirait ses excès ; tantôt avec une apparente sévérité s'élèverait adroitement contre elle pour lui porter des coups plus funestes ; mais toujours la protégerait en secret, caressant ses erreurs, animant sa colère et dirigeant ses pas !*

¹ Il devint ministre des affaires étrangères, de même que Paré, lui aussi ancien clerc de Danton, succédait à Grouvelle, comme secrétaire du conseil, puis à Garat, comme ministre de la justice.

² Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 467. Voir sur les massacres de septembre, Granier de Cassagnac, Guadet, Ternaux et M. Taine qui ont réuni tous les textes. Un témoignage écrasant et très peu connu, et qui se produit quelques jours après l'événement, me semble être celui de Prudhomme, non du Prudhomme des *Crimes de la Révolution*, mais du Prudhomme des *Révolutions de Paris*. Kersaint ayant dit que le peuple avait déshonoré Paris par les massacres de septembre. *Dites, Monsieur*, répondit Prudhomme, que ce sont les meneurs qui ont déshonoré le peuple en lâchant au milieu de lui des sicaires gagés à tant par assassinat. Attaquez tant qu'il vous plaira votre collègue Marat ; celui-ci est là pour se défendre, s'il y a lieu. (*Révolutions de Paris*, 27 octobre-3 novembre 1792, p. 243). Dans le même numéro, Prudhomme accuse à mots couverts Robespierre et Danton (après le discours de Louvet) : *Il serait vrai que Robespierre ait voulu se frayer un chemin de la Commune à la dictature, à travers les cadavres amoncelés aux portes des prisons de Paris ? Cela n'est pas possible. Mais faut-il huit jours pour répondre ?... Et toi, Danton, tu te tais aussi ou tu n'ouvres la bouche que pour désavouer lâchement ton agent subalterne (Marat). Quelle idée prendre de la Convention d'après la moralité et la conduite de ceux qui en sont les coryphées ? Fidèle à notre impartialité, nous te rendons pourtant justice pour un fait. Tu donnas le contre-ordre qui sauva les jours de Roland et de Brissot contre lesquels Marat avait fait décerner des mandats d'arrêt. A la nouvelle qu'ils étaient menacés, tu courus chez Robespierre pour parer à ces deux assassinats. Cp. encore n° 174, p. 299. Si on veut absolument que Robespierre, Marat et Danton aient amené, provoqué et dirigé ce supplément indispensable peut-être à la révolution du 10...*

Il régente en effet, il gourmande, il talonne ses faibles collègues et prend sur eux, de l'aveu de Roland, une terrible prépondérance. Trois mois auparavant, Roland, Clavière, Servan tenaient tête à Dumouriez dans le conseil des ministres ; Roland lisait à Louis XVI cette lettre impérieuse qui le sommait d'accepter la Révolution ; Servan proposait à l'Assemblée l'établissement d'un camp de 20.000 fédérés, sans en prévenir Dumouriez et le roi. Aujourd'hui, les trois Girondins courbent la tête ; ils subissent le joug du ministre qui s'intitule le ministre du peuple ; ils signent tout ce que Danton leur présente. Monge, Lebrun, Grouvelle reçoivent aussi docilement que les trois autres, les ordres du redoutable tribun. C'est Danton qui le veut, répond Monge à toutes les objections, et, si je refuse, il me fera pendre. Que de fois Roland avait demandé, sous son précédent ministère, la nomination d'un secrétaire qui rédigerait le procès-verbal de chaque séance du conseil ! Que de fois, avec Clavière et Servan, il avait réclamé de Louis XVI un registre des délibérations qui constaterait l'opinion des ministres et laisserait un témoignage utile à l'histoire ! Nous sommes responsables, disaient alors au roi les trois ministres girondins, nous voulons trouver notre garantie dans un livre où seront consignés nos avis, et la manière courageuse dont nous aurons pris les intérêts du peuple¹. Mais Danton ne voulait pas laisser la moindre trace de ses avis. Le secrétaire Grouvelle ne fit donc, en échange de ses 20.000 livres d'appointements, que des rapports insignifiants ; il se contenta de résumer en termes vagues les discussions du conseil et de reproduire ses arrêtés sans déductions de motifs, ni mention des oppositions².

Roland a tracé le tableau des séances du conseil exécutif pendant les mois d'août et de septembre. Elles offrirent le même aspect que les séances de l'Assemblée, de la Commune ou des comités des sections : même tapage, mêmes clameurs, mêmes invectives, même affluence de gens du dehors, et, au milieu de ce vacarme, la voix tonnante de Danton qui dicte à ses collègues sa volonté, tantôt d'un air jovial et avec bonhomie, tantôt sur un ton de menace et avec un emportement brutal. Les conseils de son temps, dit Roland, ne présentèrent jamais aucun plan, aucune suite de discussion ; ce n'étaient que des propositions ex abrupto, entremêlées de cris, de jurements, d'allées, de venues des membres mêmes, et d'étrangers postés comme pétitionnaires, interlocuteurs, et finalement usant et abusant de la liberté, à peu près comme firent ensuite les tribunes à la Convention même ; Danton faisait les propositions, les arrêtés, les proclamations, les brevets, etc.³.

Ce fut Danton qui choisit les trente commissaires chargés de seconder les représentants que l'Assemblée avait envoyés dans les départements pour hâter la formation des nouveaux bataillons de volontaires. En vain Roland demande un jour de réflexion. Danton enlève en une séance la nomination de ses agents ; il se présente au conseil le 29 août, il jette sur la table les commissions dressées à l'avance, il assure que ses candidats sont d'excellents patriotes. Roland et ses collègues signent sans faire d'objection, et voilà un essaim d'intrigants de sections ou brouillons de clubs, patriotes par intérêt, très dévoués à Danton, leur

¹ (Servan), Notes aux *Mémoires* de Dumouriez, IX-X.

² Mme Roland *Mém.*, I, 383 ; II, 6, 21, 23, 24.

³ Ecrit tracé par Roland et reproduit dans ses principaux passages par les éditeurs des *Mém.* de Mme Roland, II, 17, 23-24, 67-68, 436-442. D'où vient, disait Prudhomme, que les membres du conseil ne sont pas plus d'accord entre eux ? (*Révolution de Paris*, n° 167, 15-22 septembre, p. 514.)

protecteur, les voilà représentants du conseil exécutif dans les départements !¹ On remarquait dans le nombre l'imprimeur Momoro, Fréron, Clémence, Laclos, Brochet, etc. Fréron était envoyé avec André et Sutières à Metz et dans les autres places fortes de la Moselle ; Clémence dans les provinces de l'Est ; Laclos, à l'armée de Luckner ; Brochet, à Châlons-sur-Marne et dans les départements voisins². Mais Danton retint quelques-uns d'entre eux jusqu'aux premiers jours de septembre³. Ils purent emporter avec eux la circulaire du comité de surveillance.

A ces trente commissaires du conseil exécutif, nommés le 29 août, se joignirent vingt-quatre autres commissaires choisis le 3 septembre par la Commune et dans son sein. Ils devaient, d'après l'arrêté du conseil ; général, engager les citoyens des départements à se réunir à l'armée parisienne et employer tous les moyens pour repousser l'ennemi. En réalité, ils avaient mission d'exercer une pression vigoureuse sur le corps électoral, de faire nommer les députés publiquement et à haute voix comme dans la salle du club des Jacobins, de présenter à la province le 2 septembre comme le grand article du *Credo* de la liberté⁴.

On ne cite ici que les commissaires envoyés dans les départements envahis ou menacés par l'invasion : ce furent Paris pour la Moselle ; Harou-Romain et Sigaut pour la Meurthe ; Crosne et Laborie pour l'Alsace ; Billaud-Varennes, Celliez et Varin pour Châlons⁵ ; Janson et Legray pour le département du Nord. Tous reçurent, en même temps qu'un passeport de la Commune, une commission du pouvoir exécutif. Le conseil des ministres, entraîné par Danton, les chargea de faire les réquisitions qu'ils jugeraient nécessaires, d'exciter le zèle des citoyens, de diriger le mouvement qui portait les volontaires vers la défense des frontières et de la capitale, enfin de se concerter avec les commissaires précédemment envoyés pour veiller à l'équipement des nouvelles levées et les pourvoir d'armes, de munitions et de chariots de subsistance.

¹ Mme Roland, *Mém.*, II, 28. Quelle vertu, remarque à ce propos Lafayette (*Mém.*, IV, 126) que celle d'un ministre de l'intérieur qui n'exige pas même que l'on examine et discute de tels choix et signe par complaisance l'envoi, dans les départements, de tous les scélérats nommés par Danton ! Lafayette ajoute plus loin (135) : Roland laissait Danton envoyer officiellement des ordres d'assassinat dans les départements. Il dit à Mme d'Ayen que les assassinats s'organisaient dans le Conseil (octobre 92).

² Brochet, fils d'un vannier champenois, et d'abord garde de la connétablie, logeait dans la même maison que Billaud-Varennes dont il devint le flatteur ; il fut juré du tribunal révolutionnaire. (Campardon, *Hist. du trib. rév.*, I, 223, note).

³ Vingt et un commissaires du pouvoir exécutif, tous pris dans l'élite des patriotes de la capitale, viennent de partir dans la nuit du 29 au 30. (*Révolutions de Paris*, n° 164. p. 380.)

⁴ Expression de Collot d'Herbois (discours du 3 novembre aux Jacobins). Voir *Révolutions de Paris*, n° 166, 473-475, l'instruction destinée à diriger la conduite des commissaires patriotes envoyés dans les départements.

⁵ La plupart de ces missionnaires, passèrent par Châlons qui devint ainsi le rendez-vous des commissaires du pouvoir exécutif. On vit même à Châlons (outre Celliez et Varin, Billaud-Varennes et Brochet, Laclos, Harou-Romain et Sigaut), le frère du fameux brasseur Santerre et le citoyen Prudhomme, rédacteur des *Révolutions de Paris*. Prudhomme était accompagné du correcteur de son imprimerie ; il avait obtenu de Roland un pouvoir en vertu duquel il devait presser sur son passage la fabrication des piques et prendre tous les renseignements nécessaires. (*Révolutions de Paris*, n° 204, 1-8 juin 1793, p. 471).

Quel fut le résultat de ces *missions révolutionnaires*, comme les nommait Danton ? Seul, Laclos rendit quelques services. Mais Billaud-Varennes excita l'indiscipline des volontaires de Châlons¹. Les commissaires envoyés dans l'Yonne annoncèrent que la Commune de Paris s'était emparée de tous les pouvoirs et invitait les communes de France à se rallier autour d'elle. Ceux qui vinrent à Douai assurèrent que la Commune de Paris était maîtresse de toute l'autorité, qu'elle seule sauverait le pays, qu'il suffisait de dresser contre les opposants des échafauds et des potences. Ronsin et Lacroix, revêtus de leurs écharpes, se rendirent à Meaux où siégeait l'assemblée électorale de Seine-et-Marne et proposèrent de fondre un canon du calibre de la tête de Louis XVI, afin d'envoyer cette tête, en guise de boulet, aux premiers Prussiens qui paraîtraient ; à leur instigation, des gendarmes parisiens, joints à la populace, envahirent la prison de la ville et massacrèrent treize personnes, dont sept prêtres². Partout où passaient ces commissaires, ils faisaient l'éloge de Marat, de Robespierre, surtout de Danton. Ils ne correspondaient qu'avec le ministre de la justice, leur patron, et leurs lettres, disait Prudhomme³, expriment toutes le désir qu'ont les départements de voir M. Danton rester au ministère et la crainte que, s'il passe à la Convention nationale, il ne soit pas remplacé dignement. Ils exaltaient l'énergie de la Commune, diffamaient le conseil exécutif et l'assemblée, et comme ce Guermeur qui fut envoyé dans le Finistère, déblatéraient contre les brissotins, les rolandistes et la clique girondaise. Ils déclaraient qu'il n'existait plus de loi, que chacun était maître puisque le peuple était souverain, que chaque fraction de la nation pouvait prendre les mesures qui lui conviendraient, qu'on avait le droit de taxer les blés, de les saisir dans les granges, de couper la tête du fermier qui refuserait d'amener ses grains au marché. Ils destituaient les magistrats et créaient des comités de surveillance auxquels ils déléguaient toute l'autorité⁴. Bientôt on se plaignit partout des commissaires. Quelques-uns furent arrêtés ou expulsés. Danton se contenta de faire une plaisanterie accompagnée d'un juron : *Croyaient-ils donc qu'on leur enverrait des demoiselles !* Le 14 septembre, sur la proposition de Vergniaud, l'Assemblée décréta que les commissaires devaient se renfermer dans les bornes de leur mission et montrer leurs instructions aux autorités ; elle frappa de nullité les destitutions qu'ils avaient prononcées. Huit jours après (22 septembre), le conseil exécutif révoquait

¹ Cp. ci-dessus. Sa mission était une des plus importantes. Il la devait à Danton dont il avait été secrétaire (voir sa lettre du 11 septembre, *Mon cher Danton*, etc. *Révolutions de Paris*, n° 166, p. 492-495). Le conseil l'envoyait à l'effet d'annoncer l'arrivée des soldats-citoyens de la capitale, d'observer les dispositions faites pour l'établissement de l'armée qui doit s'y rassembler sous les ordres de Luckner, d'alimenter le civisme et l'amour de la liberté, de correspondre avec le conseil exécutif et de l'informer régulièrement de tous les résultats de ses observations. (Procès-verbaux du conseil exécutif, p. 85, 4 septembre).

² Séance de la Convention du 25 septembre, témoignages de Boilleau, de Fockedey, de Bailly ; lettre de Roland (*Moniteur* du 14 septembre) ; Ternaux, III, 324-325, et IV, 89-91. Ce même Lacroix — qu'il ne faut pas confondre avec le conventionnel, ami de Danton, et qu'on retrouve en 1793, membre du comité révolutionnaire de la section de l'Unité, — poussa jusqu'à Châlons, fut nommé par Prieur procureur-syndic de la Marne et déclara qu'il mourrait plutôt que de laisser entrer un Prussien dans Châlons. Lorsqu'il vit arriver les fuyards de Montcheutin, il partit pour Paris, sans avertir ses collègues du département, (Lettre de Celliez, *Révolutions de Paris*, n° 202, p. 389, et dénonciation de Lacroix à la Convention, par Celliez et Varin. *Arch. nat.* C II, 202, lettre du 4 octobre).

³ *Révolutions de Paris*, n° 166, p. 477.

⁴ Rapport de Fauchet, 6 novembre Meillan, *Mém.*, 12.

les pouvoirs de ces commissaires nommés pour le **salut du pays** et qui n'avaient fait, pendant trois semaines, selon l'expression de Roland, que provoquer des rumeurs, occasionner des troubles, exposer même la sûreté des personnes et des biens¹.

Telle était la situation de Paris et de la France pendant l'invasion prussienne. Roland la résumait ainsi : faiblesse du corps législatif et du conseil exécutif, confusion des pouvoirs, mépris des autorités, commune active et despote, désorganisation fatale où se sont développées les passions les plus nobles et les plus atroces, la partie saine du peuple intimidée et contrainte, l'autre partie travaillée par des flatteurs et enflammée par la calomnie². La peur régnait, non la peur des Prussiens, mais la peur de la nouvelle tyrannie. Du 5 au 16 septembre, la Commune, poursuivant son système de terreur, fit 400 à 500 arrestations, et lorsque Roland ordonna des recherches dans les prisons, on ne trouva ni registre ni écrou ; la plupart des mandats d'arrêt, signés tantôt par la municipalité, tantôt par les sections, tantôt par de simples particuliers, n'étaient pas motivés³. Le peuple, lit-on dans le journal de Prudhomme, **répète en chœur le chant des Marseillais que des chanteurs, placés devant la statue de la Liberté, dans le jardin des Tuileries, lui apprennent chaque jour, mais en même temps et au même lieu, d'autres harangueurs provoquent la multitude du geste et de la voix à de nouvelles sentences de mort et insinuent que tous les coupables ne sont pas encore punis**⁴. On dénonçait le pouvoir exécutif à la tribune des électeurs, dans la grande salle des Jacobins, et des septembriseurs criaient que la hache était encore levée, qu'ils n'avaient pas perdu leurs poignards⁵. Le 17 septembre, Roland comparait sa situation à celle de d'Assas élevant sa voix au milieu des baïonnettes⁶ et le même jour, Pétion craignait un nouvel envahissement des prisons et notamment de la Conciergerie. Les détenus de Sainte-Pélagie suppliaient l'Assemblée de veiller à leur sûreté. Le Garde-Meuble était pillé. Des voleurs arrêtaient les passants en plein jour, les dépouillaient de leurs montres et de leurs boucles d'argent, enlevaient aux femmes leurs bijoux et leurs pendants d'oreilles. Des hommes du peuple, découvrant une cave dans les décombres du Carrousel, y pénétraient pour s'enivrer de vin ou, malgré Pétion, emportaient les tonneaux d'huile qu'ils y trouvaient. Les ouvriers qui construisaient la salle de la Convention s'insurgeaient tous les jours. On menaçait d'assassiner les députés de la Législative dès qu'ils auraient cessé leurs fonctions, et l'Assemblée craintive publiait une longue proclamation qui rappelait

¹ *Moniteur* du 25 septembre. Harou-Romain et Sigaut ont publié le compte-rendu de leur mission. Ils parcoururent cinq départements. Ils trouvèrent des cocardes blanches dans les bagages du 92^e régiment qui venait de Verdun, et constatèrent qu'elles avaient été oubliées par des officiers émigrés ; ils se joignirent à Luckner et à Prieur pour sauver les prisonniers de Châlons que menaçaient les volontaires ; ils **ranimèrent l'esprit public par leurs discours et leur conduite**, et ce fut tout ; leur compte-rendu ne renferme pas autre chose.

² Rapport du 20 octobre, *Moniteur* du 10 novembre.

³ Roland à l'Assemblée, *Moniteur* du 17 septembre.

⁴ *Révolutions de Paris*, n° 167, p. 519 et 521.

⁵ Lettre de Roland, du 16 septembre ; *Gazette de France* du 19.

⁶ Lettre de Roland, du 16 septembre ; *Gazette de France* du 19. C'est alors que Mme Roland écrivit à Buzot cette lettre dont parle Duroy dans la séance du 13 juin 1793 (*Moniteur* du 15) ; elle racontait que la Commune avait lancé un mandat d'arrêt contre son mari, exposait les dangers qu'il courait et ajoutait que le seul moyen de le sauver était de le faire nommer député à la Convention. Comparez sa lettre à Bancal, du 11 septembre (p. 349), **Brissot m'a fort grondée des recherches de nomination**, etc.

l'inviolabilité de ses membres et les principes garants de la liberté publique et individuelle. Partout la défiance. Mais Roland n'avait-il pas dit qu'en temps de guerre, et surtout lorsqu'une révolution intérieure avait provoqué la lutte, la défiance est presque une vertu¹ ? **Défiez-vous de vos places fortes, écrivait Prudhomme, défiez-vous de vos généraux, défiez-vous de vos officiers, défiez-vous de l'état-major des troupes de ligne, défiez-vous même de vos ministres quoique de votre choix ; défions-nous même de nos députés à la Convention².** La section des Amis de la patrie dénonçait l'incivisme des hussards de la liberté. Les bruits les plus sinistres couraient dans Paris. On ne parlait plus que de grandes défaites. Vainement le ministre de l'intérieur faisait afficher une lettre rassurante de Servan au président de l'Assemblée. Vainement on annonçait que le prince de Ligne était tué, que les troupes de Chazot avaient bravement combattu. Vainement on publiait que l'armée de Dumouriez était, malgré la panique de Montcheutin, intacte et pleine de résolution. Paris croyait l'armée entièrement défaite et le peuple répétait dans les rues que le général n'avait sauvé qu'à grand'peine la caisse militaire³.

Ce spectacle d'un pays où d'affreuses discordes domestiques se mêlaient aux violences de l'invasion étrangère, révoltait les esprits généreux. On ne peut enchaîner la France, s'écriait Lasource, mais on veut la déshonorer⁴. Est-il possible, écrivait Pétion, **que nous nous déchirions nous-mêmes lorsque l'ennemi est à nos portes et que nous avons besoin de toutes nos forces pour le repousser⁵ ?** Vergniaud flétrissait avec une éloquente mais inutile indignation l'audace des hommes qui ne se montrent que dans les calamités publiques comme les insectes malfaisants que la terre produit dans les orages : **Citoyens de Paris, disait-il, ne démasquez-vous pas ceux qui aristocratisent la vertu pour la fouler aux pieds et démocratisent le crime pour s'en rassasier ? Lorsqu'un homme au lieu de prendre l'épée pour repousser l'ennemi qui s'avance, vous engage à égorger froidement des citoyens désarmés, celui-là est ennemi de votre bonheur et de votre gloire. Lorsqu'au contraire un homme ne vous parle que des Prussiens pour vous indiquer le cœur où vous devez frapper, celui-là est ami de votre gloire et de votre bonheur⁶.**

La même anarchie régnait dans les départements. En pleine invasion, les municipalités de Rouen et de Perpignan arrêtaient l'envoi des farines et des grains, et il fallut prononcer la peine de mort contre quiconque disposerait sans le consentement du conseil exécutif et de l'Assemblée, de la subsistance des armées⁷. Lavallette se rendait alors de Paris à Villefranche pour s'engager dans la légion du Midi ; il assure dans ses Mémoires que la terreur était au comble :

¹ *Moniteur* du 19 août.

² *Révolutions de Paris*, n° 167, p. 318.

³ Lettres de Servan à Roland, de Pétion à l'Assemblée (*Moniteur* des 17, 18 et 19 septembre ; *Gazette de France*, 17 septembre) ; mot de Lacroix : **Les malveillants abusent le peuple d'une manière terrible**, de Coustard : **bruits tantôt exagérés, tantôt alarmants**, et de Kersaint : **Il est urgent d'arrêter la calomnie qui s'accroît dans Paris au sujet des armées.**

⁴ Discours du 17 septembre, *Moniteur* du 18.

⁵ *Moniteur* du 18 septembre.

⁶ Discours du 16 septembre (*Moniteur* du 18) ; le lendemain, il prononçait le fameux discours où se trouve la phrase : **Périsse l'Assemblée nationale et sa mémoire, pourvu que la France soit libre !**

⁷ Séance du 16 septembre (*Moniteur* du 18 et du 19), discours de Servan à l'Assemblée et de Lacroix, décret proposé par Vergniaud.

les dernières classes du peuple effrayaient par leurs clameurs, et partout elles devinrent maîtresses¹.

Il n'y avait plus de gouvernement². La Législative, dit Levasseur, était presque oubliée et ne possédait aucune puissance réelle ; le ministère, émanant de cette assemblée impuissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir ; tous les regards se tournaient avec espoir, vers la Convention³.

La Convention, ou comme on la nommait aussi, l'assemblée conventionale, se réunit et, dès sa première séance, décréta l'abolition de la royauté. Mais l'anarchie ne disparut pas. Elle nous a dévorés, s'écriait Cambon le 10 novembre, depuis le 10 août jusqu'au moment de notre réunion. — Dites jusqu'à présent, ajoutèrent quelques membres.

La lutte des partis avait en effet commencé dès le 24 septembre et il était aisé de prévoir que la Gironde serait vaincue. Elle fit élire Pétion, président de l'Assemblée et obtint cinq secrétaires sur six : Condorcet, Brissot, Rabaut Saint-Étienne, Lasource et Vergniaud. Mais, composée de brillants orateurs et non pas d'hommes d'action, indisciplinée, n'agissant jamais avec concert, elle devait inévitablement succomber ; il lui manquait ce qui fit la force de la Montagne : l'énergie, la hardiesse, la volonté tenace, même la clairvoyance.

Pourtant, sa prépondérance semblait assurée dans le conseil exécutif. Danton, élu à la Convention, avait déclaré dès le 21 septembre qu'il résignait ses fonctions ministérielles et n'acceptait d'autre mandat que le mandat de représentant du peuple. Il connaissait trop la Révolution et les hommes, écrit Garat⁴, pour ignorer que rester ministre, n'était qu'un moyen de se perdre, et il renonça à un pouvoir exécutif qui mettait les infortunés qui en étaient membres, sous le pouvoir de qui voulait les écraser. Mais Danton siégea dans le conseil jusqu'au 10 octobre, toujours aux trousses des ministres, leur poussant ses protégés, les forçant de les placer⁵, et le successeur que lui donna la Gironde, fut Garat, ce littérateur toujours pliant, toujours prêt à flatter le parti victorieux, servant tous les régimes avec la même bassesse, les louant tour à tour sur le même ton emphatique et banal, sacrifiant sans hésiter ses meilleurs amis pour ne pas déplaire au plus fort⁶.

Servan donnait sa démission en même temps que Danton (25 septembre). Il se disait fatigué et à bout de forces⁷. Cependant le jour même où il annonçait son

¹ Lavallette, *Mém.*, I, 104.

² C'est le mot de Dubois-Crancé (*Analyse de la Révolution*, p. 98). Il n'y avait plus à proprement parler de gouvernement. Le Corps législatif n'osait outrepasser la limite de ses pouvoirs. Les ministres n'étaient pas sans nuances dans leurs opinions.

³ Levasseur, *Mém.*, 1829, I, p. 42. Comparez les mots de Cambon (10 novembre, *Moniteur* du 12) La Constitution étant brisée, le Corps législatif n'avait plus de pouvoir, et, je suis honteux de le dire, il était accablé.

⁴ Garat, *Mém. sur la Révolution*, an III, p. 189.

⁵ Mot de Roland, mémoire cité.

⁶ Voir sur Garat les *Mém.* de Buzot, 79-83.

⁷ Il écrit, en effet, dès le 21 septembre, à la Convention qu'il se présenterait à elle sans des douleurs très aiguës qui le retiennent dans son lit, et le 3 octobre, il mande au président. : Mes douleurs sont tellement augmentées que plusieurs fois dans la journée ma tête ni mon corps ne pouvant plus agir, les affaires les plus essentielles s'entassent

dessein de quitter le ministère, il se faisait nommer par ses collègues lieutenant-général et commandant de l'armée des Pyrénées. En réalité, il l'avoua plus tard, il se trouvait comprimé entre les membres du conseil ; il voyait la Convention se diviser en deux partis bien prononcés¹ ; il pressentait la défaite de la Gironde. Dumouriez, qui le vit trois semaines plus tard, le trouva fort triste et abattu. Valmy et la retraite des Prussiens, dit-il dans ses *Mémoires*², auraient dû délivrer Servan de toutes ses craintes ; il semblait au contraire qu'elles se fussent augmentées ; moins fin que les autres Girondins, il ne savait pas, comme eux, cacher les impressions de son âme sous des dehors agréables ; il prévoyait les malheurs qui ont suivi.

La Convention nomma le 3 octobre le successeur de Servan. Elle élut par 434 voix sur 573 le citoyen Pache³. C'était un ami de Roland ; le ministre de l'intérieur vantait sa modestie et le recommandait au choix de la Convention comme un nouvel Abdolonyme. Mais ce Pache qui devait n'agir que sous l'inspiration de la Gironde, devint l'ennemi le plus acharné de Roland et livra le département de la guerre à la Montagne.

Le 21 septembre, Monge, alors président du conseil, s'était présenté devant la Convention et avait prononcé ce discours : La Convention vient de ratifier le vœu de tous les sages et de légaliser la volonté de tous les Français en les délivrant du fléau de la royauté. Certes, cette journée est la plus grande dont les fastes du genre humain puissent jamais conserver la mémoire et il est sans doute permis au premier conseil exécutif de la République française de se glorifier d'avoir de telles fonctions à remplir dans une époque si solennelle⁴. Trois jours après, ce ministère, si fier de sa mission, se disloquait, et le ministre le plus spécialement chargé de la défense nationale donnait sa démission lorsque les Prussiens étaient encore sur le sol français ! On crut même un instant que Roland, élu député de la Somme, allait suivre l'exemple de Servan. La Convention s'émut. Verrait-on sous le régime républicain cette instabilité ministérielle qu'on avait tant reprochée à la monarchie ? Servan et Roland avaient tous deux bien mérité de la patrie ; tous deux devaient conserver leur poste ; si Servan est malade, s'écriait Granet, on peut lui donner un adjoint. Mais dès cette discussion, éclatait la fatale indiscipline des Girondins qui ne surent jamais se rallier à la voix d'un chef et concourir avec ensemble au même but. Lasource déclara que la reconnaissance faisait le malheur des nations, et la Convention passa à l'ordre du jour⁵.

Heureusement, si l'Assemblée législative n'avait pris que d'impuissantes mesures contre l'invasion prussienne, si Roland ne savait que gémir⁶, si Servan se décourageait, si le conseil exécutif formé au 10 août était dissous dans les

sans se terminer ; il lui est impossible même de signer et il veut aller recouvrer des forces dans son air natal. (*Arch. nat.*, C II, 202.)

¹ *Notes sur les mémoires de Dumouriez*, 20.

² Dumouriez, *Mém.*, I, 339-341.

³ Pache, 434 voix ; du Chatelet, 42 ; Bouchotte, 22 ; Laclos, 13 ; Wimpfen, 13 ; Anselme, 8 ; Valence, 6 ; Berruyer, 6 ; Lapoype, 5 ; Ligniville, 4 ; Hassenfratz, Biron, Beauharnais, Labourdonnaye, 2 ; Kellermann, Beurnonville, Meunier, Ferrières, Vergne, 1. (*Arch. nat.*, C II, 195.)

⁴ *Arch. nat.*, C II, 202.

⁵ Séance du 29 septembre. On sait que Roland revint sur sa résolution et garda le ministère.

⁶ C'est le mot qu'il emploie dans ses réponses aux administrateurs. Taine, *Conquête jacobine*, 362.

derniers jours de septembre, si le gouvernement n'était qu'une sorte d'anarchie ministérielle¹, la puissance militaire de la France s'affirmait par la canonnade de Valmy. Son esprit guerrier se ranimait, selon le mot de Gouvion Saint-Cyr, et jetait un nouvel éclat sous les drapeaux de la liberté. L'indépendance de la nation était assurée par l'armée régulière, par cette armée sur laquelle on aime à reporter ses regards et où, pendant la Terreur, allait se réfugier et briller du plus vif éclat tout ce que la Révolution avait de généreux et d'énergique, la bravoure et le talent, l'enthousiasme et l'amour sincère de la patrie.

¹ Paganel, *Essai hist. et crit. sur la Révolution*, I, 425 ; comparez Dubois-Crancé, *Analyse de la Révolution*, p. 98, véritable anarchie.

CHAPITRE II

LA NÉGOCIATION DE MANSTEIN

I. Les alliés ; dégoût de la guerre et désir d'en finir. Conférences de Vienne. Mission de Spielmann. Le quartier général prussien. Lucchesini. Manstein. Plan de Dumouriez. — **II.** Lombard. Mémoire de Fortair. Westermann au camp de Hans. Echange de Lombard contre Georges. — **III.** Manstein et Heymann au camp de Dampierre (23 septembre). Points essentiels. Naïveté de Kellermann. Proclamation de la République. Mission de Westermann à Paris. — **IV.** Nouvelles démarches de Manstein. Entrevue du 25 septembre. — **V.** Thouvenot au camp de Hans (26 septembre). Cartel d'échange. Curieuses paroles de Thouvenot. — **VI.** Tentatives d'embauchage. Le décret sur les déserteurs. Schneider à ses anciens camarades du régiment de Clerfayt. Massenbach à Dampierre. Trahison de Dillon. — **VII.** Second mémoire de Dumouriez (27 septembre). Intervention de Lucchesini. Déclaration ou troisième manifeste de Brunswick (28 septembre). Réponse de Dumouriez. Nouvelle lettre de Manstein (29 septembre). Rupture de la négociation.

I. Pendant que l'armée des alliés envahissait la Lorraine et la Champagne, leur diplomatie discutait toujours la grande question des indemnités. Mais le vieux Kaunitz ne dirigeait plus le cabinet autrichien ; il avait donné sa démission et depuis le 19 août, le vice-chancelier comte Philippe Cobenzl était chargé du département des affaires étrangères.

Cobenzl réunit deux fois, le 3 et le 7 septembre, un conseil auquel assistèrent le grand maître de la cour Starhemberg, le grand chambellan Rosenberg, le ministre Colloredo, le référendaire des affaires étrangères Spielmann. On convint dans ces deux conférences qu'il fallait établir entre les contractants une entière égalité et qu'en conséquence la cour de Vienne réclamerait, comme au mois de juillet, l'échange de la Belgique contre la Bavière et la cession des margraviats franconiens d'Anspach et de Bayreuth. Si Frédéric-Guillaume refusait de céder les margraviats, on demanderait soit une **conquête française**, le Sundgau, soit une partie de la Pologne, les palatinats limitrophes de la Galicie. La discussion fut très vive. Rosenberg, Colloredo, Cobenzl votèrent pour l'annexion de la Haute-Alsace ; on y mettrait partout des ecclésiastiques bien pensants, on rendrait à la noblesse du pays son influence et ses droits, on briderait ainsi la population. Mais Starhemberg et Spielmann déclarèrent qu'il fallait tout prévoir. La France ne songerait-elle pas à reprendre son bien ? Ne tenterait-elle pas tôt ou tard de reconquérir l'Alsace ? Cette province était française de cœur ; elle montrait des dispositions dangereuses et semblait attachée à la Révolution ; elle était éloignée du centre de l'empire des Habsbourgs ; il faudrait y entretenir de nombreuses garnisons. Enfin, observait Kaunitz qui de sa retraite donnait encore des conseils,

aurait-on l'assentiment de l'Angleterre et de l'Espagne, si l'on faisait des acquisitions aux dépens de la France ? Ne valait-il pas mieux chercher en Pologne un agrandissement ou, comme on disait, un arrondissement ? On rejetterait l'odieuse du partage sur la Prusse et la Russie ; on ne prendrait qu'en protestant sa part du gâteau ; on agirait à la Frédéric, mais on sauverait les apparences et selon le mot de Marie-Thérèse, on garderait l'air de l'honnêteté. Ce qu'il y a de bien certain, écrivait Kaunitz, c'est que le roi de Prusse, ainsi que la Russie, ne trouvera qu'en Pologne l'augmentation de puissance à laquelle il vise ; il faut donc consentir à un nouveau démembrement pour nous remettre de niveau avec nos alliés ; c'est une jurisprudence que justifie la nécessité, la politique et l'équilibre des puissances. Mais l'empereur ne se rallia pas à l'opinion de Kaunitz ; comme Cobenzl, Rosenberg et Colloredo qui formaient la majorité du conseil, il opta pour l'Alsace.

Il fallait porter ces propositions au roi de Prusse. On confia cette mission au référendaire Spielmann. C'était un homme assez borné, mais exact, laborieux, initié à tous les arcanes de la chancellerie autrichienne ; le secrétaire Collenbach l'accompagnait¹.

Cobenzl donna les instructions suivantes à Spielmann : obtenir un armistice pendant lequel se noueraient les négociations ; traiter, puisqu'il le fallait, avec l'assemblée qui représentait la nation ; demander la restauration de Louis XVI ou, si le roi n'était plus en vie, l'avènement du dauphin et la régence de Monsieur. L'Assemblée, ajoutait Cobenzl, se réunira très probablement dans une ville du midi ; il faudra permettre aux départements occupés par nos troupes d'élire leurs députés, mais exercer notre influence sur les élections et proposer aux suffrages des hommes modérés qui porteront à l'Assemblée nos propositions d'armistice². Cobenzl prévoyait le cas où le dauphin serait immolé par le parti populaire ; en ce cas, disait-il, Monsieur ferait valoir ses droits à la couronne, on le mettrait en avant, on lui laisserait peu à peu le rôle principal ; mais on ne l'aiderait que s'il déférait aux exigences des alliés ; dès qu'on aurait obtenu l'indemnité, on abandonnerait le nouveau roi aux difficultés de sa situation ; il régnerait sur le nord et l'est de la France ; le midi se gouvernerait à sa guise et s'organiserait en états confédérés³.

Spielmann partit avec l'ambassadeur de Prusse à Vienne, le comte de Haugwitz. Il arriva le 28 septembre à Luxembourg. Les nouvelles qu'il apprit en chemin, le convainquirent qu'il fallait finir au plus vite une campagne ruineuse et régler sur le champ la question de l'indemnité. On doit, écrivait-il dix jours après Valmy, faire aux Français le meilleur marché possible ; que le roi n'ait pas une liberté parfaite et n'ait qu'une *quasi-liberté* ; qu'il ne soit que le stathouder d'une république fédérative ; mais que l'Autriche sorte au plus tôt de ce jeu coûteux.

¹ Vivenot, *Quellen*, II, 180-192. En même temps le cabinet de Vienne donnait pleins pouvoirs pour régler les affaires de France au comte de Mercy-Argenteau : c'était l'homme qui *connaissait le mieux la France et qui avait vu la Révolution naître, grandir et dégénérer en monstruosité* (Cobenzl à Reuss, 9 septembre) ; il devait se rendre dans la ville la plus voisine du camp prussien ; on lui adjoignit le baron de Thugut.

² Cobenzl à Spielmann, 20 septembre (Vivenot. *Quellen*, II, 216-219). Il oubliait que les élections avaient eu lieu dès le 2 septembre dans les départements envahis (dans la Moselle, à Metz ; dans la Meuse, à Gondrecourt ; dans la Marne, à Reims ; dans les Ardennes, à Sedan).

³ Comparez ce que disait Schulenburg à Verdun, *Invasion prussienne*, p. 291-292.

C'était l'avis de Cobenzl et du cabinet autrichien. Le vice-chancelier ne cessait de récriminer contre l'Europe qui laissait le roi de Prusse et l'empereur s'engager dans une guerre difficile, sans leur prêter le moindre appui. Les autres puissances, disait-il, après avoir fait les plus grandes promesses et crié le plus haut contre la lenteur des cours de Vienne et de Berlin, ont tiré leur épingle du jeu. On nous a excités de tous les côtés, et maintenant nous restons seuls, nous soutenons seuls une entreprise qui dévore et l'argent et les hommes, une entreprise qui n'a d'autre but que le bien de tous les états !¹

Au quartier-général prussien, même lassitude de la guerre², même désir de transiger avec la Révolution, même défiance de ses alliés et même crainte de leur donner trop d'avantages. On était dégoûté de cette campagne ingrate et pleine encore d'inconnu ; on comprenait dans quelle aventure on s'était engagé ; on maugréait contre l'Autriche et la Russie. La cour de Vienne persistait dans ses exigences et demandait toujours ces margraviats franconiens que Frédéric-Guillaume ne voulait céder à aucun prix. Catherine II ne tenait pas ses promesses ; elle laissait ses deux voisins aux prises avec la Révolution et ne songeait qu'à ses propres affaires ; à toutes les représentations qu'on lui faisait, elle ne répondait qu'un mot : la Pologne. Son poste, disait-elle, était pris, et son rôle assigné ; elle se chargeait de veiller sur les Polonais. On lui réclamait les 15.000 hommes qu'elle devait envoyer sur le Rhin ; mais elle objectait que ces renforts n'arriveraient qu'à la fin de la campagne. On lui proposait de soutenir la coalition de ses subsides ; elle offrait la somme dérisoire de quatre cent mille roubles. On insistait ; elle répliquait qu'elle avait donné beaucoup d'argent aux princes français, et son chancelier Ostermann ajoutait qu'il fallait savoir gré à la Russie de s'occuper seule des affaires de Pologne, sans demander l'appui des deux cours. On lui demandait de s'expliquer sur la question de l'indemnité ; elle répondait qu'elle ne prendrait une résolution, que lorsque l'Autriche et la Prusse seraient d'accord sur ce grave objet³.

Dans cette situation, Frédéric-Guillaume n'avait plus rien de sa flamme première et n'était pas fâché de terminer une guerre où ses troupes ne faisaient que maigre besogne. Six mois auparavant, ce monarque fier et emporté refusait d'entendre un émissaire de Dumouriez ; mais le silence de la Russie, les exigences de l'Autriche et la faiblesse de ses armements, la misère croissante de sa propre armée, la journée malheureuse du 20 septembre avaient abattu son orgueil. D'ailleurs son entourage l'excitait à négocier. Le promoteur de l'alliance austro-prussienne et l'un des grands artisans de la guerre, Bischoffswerder, malade, assombri par les mauvais débuts de la campagne, se tenait à l'écart. Mais le duc de Brunswick, le marquis Lucchesini qui remplaçait Schulenbourg, le lieutenant-colonel Manstein, premier aide-de-camp du roi, avaient hâte d'abandonner la partie.

¹ Vivenot, *Quellen*, II, 23S-239, Spielmann à Cobenzl, 30 septembre ; 222, Cobenzl à Mercy, 22 septembre, 228-229 ; Ph. Cobenzl à Louis Cobenzl.

² Si le roi (Louis XVI) était emmené dans le midi, écrit Breteuil à Fersen le 12 septembre (Fersen, II, 371), l'armée prussienne ne le suivrait pas ; tout ce que nous en pourrions obtenir serait de nous laisser une partie à notre solde.

³ Vivenot, *Quellen*, II, entretiens de L. Cobenzl avec Ostermann et Markoff ; lettre de Ph. Cobenzl à L. Cobenzl et à Spielmann, 212-214, 228 et à l'empereur (19 novembre) 369-370.

L'Italien Girolamo Lucchesini avait fait en Prusse la fortune la plus brillante¹. Lauréat du collège de Modène, élève de Spallanzani qui le comparait à Pie de la Mirandole, condisciple et intime ami de Pindemonte qui lui rappelle dans une de ses poésies ses triomphes scolaires, il avait voyagé en Allemagne, en Hollande, en France, en Angleterre. Chambellan du grand Frédéric auquel il sut plaire par l'agrément de sa conversation et les grâces de son esprit, puis chargé de plusieurs missions à l'étranger par Frédéric-Guillaume II, il fit nommer le candidat de la Prusse, Dalberg, coadjuteur de l'archevêque de Mayence, conclut le traité d'alliance de Varsovie (29 mars 1794), prit part aux congrès de Reichenbach et de Sistowa. Il était en Pologne, lorsque Frédéric-Guillaume le fit venir à l'armée. Ce fut lui qui signa les mesures de réaction proposées par le baron de Breteuil (14 septembre). Il avait suivi les troupes prussiennes très lentement et non sans quelque crainte pour sa personne. Deux jours après la canonnade de Valmy, il était à Termes, près de Grandpré ; il n'osa pousser plus loin et reprit le chemin de Verdun, Mais un courrier, dépêché par le roi, lui porta l'ordre de se rendre en toute hâte au quartier général de Hans où l'on avait besoin de ses talents diplomatiques. Il arriva le 24 septembre **après une course des plus pénibles**². Il était beau-frère de Bischoffswerder, mais il désapprouvait l'alliance de la Prusse avec l'Autriche et la regardait comme une folie. La guerre entreprise contre la France lui paraissait imprudente et il désirait en laisser tout le poids à la cour de Vienne ; **il est important, disait-il, que nous n'allions pas en avant, et je mettrai tous mes soins à l'empêcher**³.

Le lieutenant-colonel Manstein était, comme Lucchesini, anti-autrichien. Il se croyait à la fois homme de guerre et diplomate ; aussi censurait-il amèrement la stratégie de Brunswick et la politique de Bischoffswerder. Il aimait, de même que son roi, la table et les plaisirs ; mais il affectait la dévotion et l'austérité ; sa tenue était toujours correcte, son air sévère, son abord froid et réservé ; Brunswick l'appelait l'homme noir et Massenbach, *le moine* ; Dumouriez le nomma, peut-être ironiquement, le vertueux Manstein. Il répétait à Frédéric-Guillaume qu'il fallait ne pratiquer d'autre politique que celle de l'intérêt. Le roi croyait, en prenant les armes pour Louis XVI, défendre une noble cause ; Manstein lui représentait qu'un souverain doit s'affranchir de ces idées chevaleresques. Frédéric-Guillaume était attaché à l'alliance autrichienne ; Manstein lui remontrait que l'Autriche seule retirait tous les fruits de l'expédition ; elle n'avait, disait-il, envoyé qu'une poignée d'hommes, et pendant que la Prusse s'affaiblissait dans une périlleuse campagne qui vidait son trésor et décimait son armée, elle intriguait dans l'est de l'Europe et ne cessait de se fortifier et de s'agrandir⁴.

Comme Manstein et Lucchesini, le duc de Brunswick désirait en finir. On sait qu'il n'avait jamais auguré favorablement de l'expédition, et le perspicace Lucchesini remarquait en lui un singulier **empressement de vouloir terminer la guerre par une négociation quelconque**⁵.

¹ Il est né à Lucques le 7 mai 1751 ; cp. sur Lucchesini H. Hüffer, *aus dem Nachlass Lombards und Lucchesinis*, 1882, p. 7-8 ; prince de Ligne, *Mém.*, I, 34-35 ; Ségur, *Mém.*, II, 123 ; Sybel, I, 567.

² Lettre de Lucchesini, Ranke, *Ursprung*, app., 371.

³ Hausser, I, 431 ; comp. Malmesbury, *Diary*, III, 20.

⁴ Sybel, I, 564 ; Massenbach, *Mém.*, I, 232 ; Malmesbury, *Diary*, III, 4b.

⁵ Hausser, I, 386.

Prussiens et Autrichiens voulaient donc négocier. Déjà, le 14 septembre, Brunswick avait envoyé Massenbach aux avant-postes de Marcq pour demander une entrevue à Dumouriez ; c'était une avance détournée¹. Déjà le prince de Hohenlohe-Kirchberg avait fait des ouvertures au général français ; ce vieux soldat, blanchi sous le harnais, uniquement préoccupé de son devoir militaire, et n'obéissant qu'à sa consigne, agissait évidemment sur l'ordre du cabinet de Vienne ; il m'a provoqué plusieurs fois à des conférences, écrivait Dumouriez, mais j'ai rejeté fort loin les insinuations autrichiennes².

Il ne voulait traiter qu'avec la Prusse. Il partageait la prédilection de tous ses contemporains pour la monarchie du grand Frédéric. Lorsqu'en 1757, au début de la guerre de Sept-Ans, il prenait avec son père le chemin de la Westphalie, il faisait des vœux pour le roi philosophe³. Lorsqu'après trente années d'intrigues, il saisissait le pouvoir et déclarait la guerre à l'Autriche, il s'efforçait par tous les moyens de gagner l'amitié de la Prusse. Mais, dans le ministère, il n'avait pas eu les coudées franches ; dans son camp et à la tête de la seule armée qui défendait la France et Paris ; il était maître d'agir à sa guise et de *faire grand*⁴.

Il préférait le métier de diplomate à celui de soldat. L'homme d'épée redevint homme de plume⁵ ; il rédigea des mémoires ; il noua des intrigues ; il engagea une de ces négociations subtiles dans lesquelles il déployait avec une sorte de jouissance les ressources de son intelligence si variée et si souple, jouant tous les personnages, parlant tous les langages, tantôt énergique et affectant une rudesse guerrière, tantôt sentimental et déplorant avec emphase les fléaux de la guerre. Les Prussiens refuseraient peut-être de rompre avec l'Autriche et de s'allier à la France nouvelle. Mais si Dumouriez ne pouvait les séduire, il arrêterait leur marche et les retiendrait dans l'inaction. Pendant les pourparlers, leur armée s'enfoncerait dans le guêpier⁶. Il connaissait le découragement de ses adversaires ; il ne demandait que huit jours pour achever, sans tirer un coup de fusil, leur complet épuisement. A quoi bon tenter la fortune des armes ? Malgré le succès de Valmy, l'armée française n'était pas assez solide pour se risquer en rase campagne. Une attaque soudaine, un mouvement tournant des Prussiens avait encore chance de réussir. Il valait mieux, à la faveur d'une trêve, les amuser et les user.

¹ Cp. *Valmy*, p. 128-133.

² Dumouriez à Lebrun, 24 septembre (arch. guerre).

³ Dumouriez, *Mém.*, I, 1, 14.

⁴ Il disait ce mot à Choiseul, en partant pour la Pologne. Voir sur les négociations de Dumouriez pendant son ministère. *Invasion prussienne*, p. 16-19.

⁵ Cp. *Valmy*, p. 19 ; Dumouriez, disait Prudhomme, écrit trop pour un général ; nous savons depuis longtemps qu'il est toujours la plume à la main, qu'il entretient des correspondances avec tout l'univers, et que, jour et nuit, on le voit sans cesse écrire, écrire, écrire (*Révolutions de Paris*, n° 194, p. 85). Fraîchement sorti du ministère des affaires étrangères, rapporte Rochambeau (*Mém.*, I, 429), il se servit habilement de sa plume et de son épée pour dérouter tous les plans du roi de Prusse.

⁶ Dumouriez à Biron, 25 septembre (arch. guerre). La lumière est faite aujourd'hui sur les dessous obscurs de cet épisode. Sybel, Hausser, Ranke, en Allemagne ; A. Sorel, en France, ont fait, d'après toutes les pièces, le récit de la négociation de Manstein ; en recommençant ce récit, nous entrerons davantage dans le détail et ajouterons à ce qu'on connaît déjà de nouvelles particularités (rôle de Lombard et de Heymann, de Westermann, de Kellermann, de Thouvenot, etc.).

II. Le 20 septembre, pendant la canonnade de Valmy, quelques employés de la chancellerie prussienne, et avec eux le secrétaire de Frédéric-Guillaume, Lombard, restés à la ferme des Maisons-de-Champagne, étaient montés à cheval pour voir de loin la bataille. Cette curiosité leur coûta cher, ils furent tous massacrés ou faits prisonniers par la cavalerie du général Duval. Lombard avait eu la bonne idée d'abandonner ses compagnons avant l'arrivée des Français ; il se repentait de son imprudence et craignait d'avoir poussé trop avant. Il se hâtait de regagner les Maisons-de-Champagne, lorsqu'il aperçut, à peu de distance, une vingtaine de hussards qui venaient à lui. Il montait un mauvais cheval ; il préféra sauver sa vie en se rendant prisonnier que de recevoir des coups de fusil en se faisant poursuivre. Il s'arrêta. **Qui vive**, crièrent les hussards. — **Tout ce que vous voudrez**, répondit-il, **je suis votre prisonnier**. Ils enlevèrent à Lombard sa bourse, sa montre, sa bague, son cachet, ses éperons, et l'emmenèrent avec eux. Ils arrivèrent dans une plaine où quelques troupes étaient rangées en bataille. Lombard avait un habit bleu et un gilet rouge : il parla français ; son costume et son langage le firent prendre pour un émigré. Des volontaires se jetèrent sur lui. **A la lanterne**, criaient-ils, **il faut lui couper la tête, lui arracher les entrailles !** Lombard protesta vainement qu'il était Prussien. Sa voix se perdait dans le tumulte. Heureusement, Duval n'était pas loin ; les hussards prirent le galop et menèrent Lombard au général. Duval calma les volontaires ; il sut bientôt qu'il avait devant lui le secrétaire du roi de Prusse ; il comprit l'importance de cette capture ; il traita Lombard fort poliment et le garda près de lui jusqu'à la fin de la journée.

Vers le soir, Lombard fut conduit à Sainte-Menehould. Il n'était pas descendu de cheval depuis le matin ; il n'avait pris aucune nourriture ; il ne s'était reposé qu'un quart d'heure dans la ferme où Duval avait établi son quartier général. **Nous fûmes**, dit-il, **toute la nuit en route, parce que nous accompagnions quelques voitures chargées de blessés ; le vent, la pluie étaient horribles ; dépouillé de mon manteau, de mes gants, l'étourdissement seul, l'insouciance profonde où j'étais tombé et à laquelle je ne puis comparer aucune autre situation de ma vie, m'empêcha de succomber.**

Le lendemain, un aide-de-camp l'interrogea. Mais déjà Frédéric-Guillaume avait réclamé son secrétaire. Dumouriez fit donner à Lombard une belle chambre, la table, une garde d'honneur. **Je n'en profitai pas**, écrit Lombard ; **je n'avais plus de besoin, je fus trois jours sans manger et sans dormir, et ne m'en apercevais pas.**

Dumouriez vint s'entretenir avec lui. Il lui fit de brillantes promesses. Lombard n'avait encore que vingt-cinq ans et devait diriger, sous le règne de Frédéric-Guillaume III, la politique extérieure de la Prusse ; il maniait le français et l'allemand avec une égale aisance. Dumouriez, qui démêla facilement ses aptitudes, essaya de le gagner. **Prenez du service en France**, lui disait-il, **aussi bien pas un Prussien ne sortira vivant de notre territoire**¹.

Lombard reçut encore dans sa prison la visite d'un aide-de-camp de Dumouriez, Fortair. C'était le confident du général, un de ses meilleurs amis, après

¹ Lettre de Lombard, du 9 novembre 1792. Fils d'un maître perruquier d'origine dauphinoise et de la Bernoise Suzanne Salomé Monod, Lombard était né le 1er avril 1767 à Berlin ; il mourut à Nice le 28 avril 1812.

Thouvenot, et l'un de ses principaux agents politiques¹. Il remit à Lombard un mémoire destiné au roi de Prusse.

Ce mémoire, que Fortair avait rédigé sur les notes de Dumouriez, devait amorcer la négociation. Le général représentait à Frédéric-Guillaume que la guerre entreprise par la Prusse était onéreuse et que le monarque en faisait tous les frais. Il exposait la situation de l'armée prussienne, éloignée de tout secours, violemment affectée par le dégoût, le flux de sang et le germe de toutes les maladies destructives, certaine de périr de misère et de faim si elle était assez malheureuse pour faire encore quelques progrès sur le territoire français. Le roi se laissait-il abuser à ce point par les agents de la maison d'Autriche ? Ignorait-il les ressources incalculables de la France ? Ne savait-il pas que la nation combattait avec acharnement, jusqu'à ce qu'elle n'eût plus d'ennemis, ou qu'elle périt toute entière ? Poursuivre la guerre, c'était augmenter le péril que courait Louis XVI et rendre à ses frères un mauvais service. La marche du roi de Prusse ne peut qu'aggraver la situation de Louis XVI, et l'amitié qu'il porte à quelque autre personne ne pourrait réussir à couronner l'ambition de cette dernière. Dumouriez exagérait à dessein les forces dont il disposait ; son armée, disait-il, était forte de 75.000 hommes ; il avait 15.000 cavaliers et plus de cent pièces de canon ; il recevait chaque jour des renforts qui venaient de tous les départements. Il faisait, en passant, l'éloge de M. Dumouriez, général que l'universelle confiance a mis au plus haut degré du pouvoir. Pourquoi le roi de Prusse s'obstinait-il à combattre la France ? Les intérêts intimes des deux nations leur commandaient de vivre en bonne intelligence et amitié. Dumouriez proposait donc à Frédéric-Guillaume de se retirer d'abord de sa personne et ensuite d'entrer en négociation sur le pied qui lui avait été proposé, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. Alors, ajoutait-il, le roi de Prusse retirerait son armée de ce pas dangereux où elle se trouve et s'en servirait, ainsi qu'il y sera infailliblement appelé par une nécessité impérieuse, à achever le vrai plan de la monarchie prussienne, qui est de contrebalancer la maison d'Autriche, et il cesserait de s'en servir, contre toute politique juste et raisonnable, pour favoriser l'ambition de cette maison. L'abaissement de l'Autriche était le premier intérêt de toutes les puissances éclairées de l'Europe².

Lombard fut mis en liberté le 22 septembre. Mais Westermann était alors au camp de Sainte-Menehould. Il intervint de son propre chef dans la négociation. Il avait alors quarante et un ans. Sa jeunesse fut orageuse. Il servit successivement dans le régiment d'Esterhazy, dans la petite gendarmerie, enfin dans Royal-dragons. Il avait été, par trois fois, accusé de vol, et la troisième fois, convaincu d'avoir dérobé chez un restaurateur un plat d'argent armorié. La Révolution fit sa fortune. Greffier de la mairie de Haguenau et commandant de la garde nationale, il vint à Paris pour des affaires des communes de sa province³

¹ Cp. sur Fortair, *Valmy*, p. 28. Claude-Marie Fortair était né le 2 février 1757 ; il avait été élève du corps du génie et servait dans la garde nationale parisienne depuis le 12 juillet. 1789 ; ce fut le 29 août 1792 que Dumouriez le nomma son aide-de-camp. (*Arch. nat.*, F⁷ 4598, brevet de Fortair.)

² Arch. guerre, 22 septembre.

³ Interrogatoire de Westermann, 19 avril 1793, devant le comité militaire (*Arch. nat.*, A F, II, 22, p. 177). Il prétend qu'il était lors de la révolution de 89, grand bailli du directoire de la noblesse et avant volontaire de cavalerie dans le régiment d'Esterhazy, et sortant dudit régiment, il est entré dans les gendarmes de la garde où il a été trois ans surnuméraire.

et fut le bras de cette insurrection du 10 août dont la tête était Danton. Il avait pris le commandement des Brestois et on le vit jeter bas son habit, relever jusqu'au coude ses manches de chemise et diriger la colonne d'assaut contre les Tuileries. Impétueux, téméraire, vrai chef d'avant-garde, il devait se signaler dans les guerres de la Vendée par d'heureux coups de main comme par une fureur de sabrer qui lui valut le surnom de boucher parmi les chouans, et il eut devant les juges du tribunal révolutionnaire un mot presque sublime : **Je demanderai à me mettre nu devant le peuple, pour qu'on me voie ; j'ai reçu sept blessures, toutes par devant ; je n'en ai reçu qu'une par derrière, mon acte d'accusation**¹.

Servan l'avait nommé, sur la demande de Pétion, colonel de la légion du Nord et adjudant-général à l'armée de Dumouriez. Les exemples de trahison, disait le conseil exécutif, qui ont livré nos places aux ennemis, les abus nuisibles qui se sont glissés dans les administrations militaires, et généralement les circonstances difficiles où sont nos armées, demandent une surveillance extraordinaire qu'il est impossible aux généraux d'exercer d'une manière assez sûre ; il fallait donc envoyer à l'armée des Ardennes un commissaire particulier pour remplir ce **ministère de confiance**². Ce commissaire avait été Westermann. Il alla travailler à Sedan l'armée de Lafayette et porter à Valenciennes la nouvelle de la capitulation de Longwy ; il accompagna Dumouriez à Grandpré et à Sainte-Menehould ; il envoyait à Danton des correspondances de l'armée qu'il signait Westermann, commissaire national et que le ministre de la justice faisait lire aux Jacobins et reproduire dans le journal du club ou dans celui de Prud'homme ; dans l'intervalle, il avait fait un voyage à Paris.

Il apprit que Dumouriez avait renvoyé le secrétaire du roi de Prusse. Il se mit à la poursuite de Lombard, l'arrêta de son autorité privée et le ramena à Sainte-Menehould. Dumouriez, assez mécontent, dut mettre Westermann dans la confiance ; il lui montra la lettre du roi de Prusse qui réclamait son secrétaire et lui communiqua le mémoire de Fortair. Westermann entra dans les vues du général, mais il demanda pourquoi l'on n'échangeait pas Lombard contre un Français prisonnier ; il rappela que les Prussiens avaient enfermé dans la citadelle de Verdun le maire de Varennes, Georges, ancien membre de la Constituante et un des plus ardents patriotes de la région de l'est³. Dumouriez avait renvoyé Lombard sans conditions, par courtoisie et pour donner plus de prix à ses avances. Il fit ce que proposait Westermann. Lombard eut ordre d'écrire au camp prussien que sa vie répondait de celle de Georges et qu'il partagerait en tout le sort du maire de Varennes, mais qu'il ne serait renvoyé que par échange. Le secrétaire s'exécuta ; il transmit au roi de Prusse l'offre de Dumouriez, mais, ajoutait-il stoïquement, **je supplie Sa Majesté de ne pas écouter sa bonté, de ne pas faire céder ses plans politiques à l'intérêt personnel d'un simple secrétaire et de m'abandonner à mon destin.**

¹ Comparez sur Westermann, Et. Barth, *Notes biographiques sur les hommes de la Révolution à Strasbourg*, 1877-1883, p. 539-541 ; Claretie, *Camille Desmoulins*, 237-239 ; Taine, *Conquête jacobine*, 259 ; sur son rôle au 10 août le *Moniteur* du 24 décembre (témoignage de Carra, de Bourdon de Seine-et-Oise et de Legendre) ; sur son rôle en Vendée les *Mém. du général Turreau* (p. p. Lescure, 1877, p. 207) et Beauchamps, *Guerre de la Vendée*, 1807, II, p. 194-195. Turreau dit que **la Révolution n'a pas eu de charlatan qui eût aussi peu de talents et autant d'impudence que Westermann.**

² Procès-verbaux du Conseil exécutif. (Arch. nat.)

³ Sur Georges, voir *Invasion prussienne*, p. 261-265.

Il fallait porter au quartier-général prussien la lettre de Lombard et le mémoire de Fortair. Westermann fut chargé de cette mission. C'était, après tout, un ami de Danton, et Dumouriez crut utile de l'employer. Le roi de Prusse le verrait peut-être avec déplaisir ; mais puisqu'il sortait de la fournaise, on ne manquerait pas de le considérer avec curiosité ; on l'interrogerait sur les événements de Paris et sur la captivité du roi. Il parlerait de la fermentation de la capitale, des résolutions énergiques du conseil exécutif, des levées de troupes qui se faisaient partout. Il était Alsacien et savait l'allemand ; il pourrait saisir au passage quelque renseignement utile ; il a, disait Dumouriez, l'esprit liant et fin.

Westermann se rendit au camp ennemi le 22 septembre. Il fut présenté à celui qu'il appelait le tyran prussien. Il obtint que Lombard fût échangé contre Georges. Les princes français, raconte le secrétaire royal, crièrent en vain qu'on voulait leur arracher leur victime ; l'humanité du roi l'emporta, et ce bon maître consentit à tout pour me racheter. Le 23 septembre, dans la nuit, Lombard arrivait au quartier-général de Hans harassé, affamé, épuisé, mais sain, un peu honteux seulement de son imprudence, pénétré de reconnaissance pour le roi, le meilleur des maîtres, et riche de mille expériences sur lesquelles il ruminait encore sans pouvoir trop fixer ses jugements. Il courut aussitôt chez le duc de Brunswick. Le généralissime dormait dans la chambre qu'il partageait avec son fils aîné ; mais on devait l'éveiller dès que Lombard serait de retour. Le secrétaire royal s'assit au pied du lit où reposait le jeune prince qu' ne se lassait pas de l'interroger : il raconta tout ce qu'il avait vu et entendu ; la conversation dura toute la nuit¹.

III. Une phrase du mémoire de Fortair frappa vivement Brunswick et Manstein. M. Dumouriez prend la liberté de conseiller au roi de Prusse, de se retirer d'abord de sa personne, et ensuite, d'entrer en négociation sur le pied qui lui avait été proposé par ce général lorsqu'il était ministre des affaires étrangères. On se rappelle les propositions de l'émissaire de Dumouriez, Benoit ; Schulenburg refusa de l'entendre, mais il avait dit, en quittant Berlin, qu'on l'écouterait peut-être sur le territoire français². Les Prussiens avaient envahi la France, et Dumouriez renouait avec eux les négociations rompues au mois d'avril ; il leur faisait de nouvelles ouvertures ; il semblait, selon le mot du prince de Reuss, venir au devant d'eux et s'offrir³.

On crut qu'il avait le dessein secret de rétablir la royauté renversée au 10 août et de devenir le connétable de la monarchie restaurée. On caressait toujours, rapporte le prince royal, le vain espoir de le rendre favorable à notre entreprise ; en pensa le gagner à la bonne cause et connaître par lui les véritables dispositions de l'armée⁴. Dumouriez, écrit Goethe, n'avait-il pas été partisan du roi et de la Constitution ? Ne devait-il pas pour sa propre sûreté et son salut,

¹ Voir sur le rôle de Westermann dans ce premier acte de la négociation, ses dispositions devant le tribunal révolutionnaire et les notes de Topino-Lebrun, publiées par Chardoillet, p. 25 ; sur le rôle de Lombard ses lettres du 28 septembre et du 10 octobre et surtout celle du 24 septembre, reproduite dans le texte original français par H. Hüffer (*aus dem Nachlass Lombards und Lucchesinis*, p. 25-26).

² Voir *Invasion prussienne*, p. 19.

³ Vivenot, *Quellen*, II, 234. Bouillé (*Mém.*, 336) avait dit à Brunswick et au roi qu'il serait peut-être avantageux de renouer cette négociation qui pourrait mener à un arrangement raisonnable.

⁴ *Réminiscences*, 162.

combattre l'état de choses existant ? C'eût été un résultat considérable, s'il se fût *allié aux alliés* pour marcher avec eux sur Paris¹.

Manstein et Heymann furent chargés de s'aboucher avec le général français. L'entrevue eut lieu le 23 septembre au quartier-général de l'armée du Centre, à Dampierre-sur-Auve. Les négociateurs prussiens dînèrent avec Kellermann et Dumouriez. Ce dernier raconte dans ses mémoires que Manstein lui ht mille compliments ; on connaissait, disait le lieutenant-colonel, les talents de Dumouriez et l'autorité qu'il avait sur son armée ; il pouvait terminer à la fois la guerre et l'anarchie ; il était le maître de la paix et, en se déclarant pour Louis XVI, il rendrait un grand service à sa patrie et à l'Europe. Colonel, aurait répondu Dumouriez, *vous m'avez dit qu'on m'estimait dans l'armée prussienne ; je croirais qu'il n'en est rien si vous me proposez des choses qui me déshonorent.*

Ce qu'on sait, c'est que Dumouriez *promit beaucoup en paroles*² et *amplifia les principes contenus dans son mémoire*³. Quant à Manstein, il demandait, avant toutes choses, au nom de Frédéric-Guillaume, que Louis XVI fût mis en liberté et rétabli sur son trône ; à cette condition, disait-il, les Prussiens ne se mêleront en rien de la constitution ; ils font peu de cas des émigrés, ils n'ont avec eux aucun traité, ils les abandonneront sans nulle difficulté⁴.

Après une longue conversation, Manstein mit par écrit les propositions du roi de Prusse et les signa.

*Points essentiels pour trouver le moyen
d'accommoder à l'amiable tout mésentendu entre
les deux royaumes de France et de Prusse.*

1° Le roi de Prusse, ainsi que ses alliés, désirent un représentant de la nation française dans la personne de son roi, pour pouvoir traiter avec lui. Il ne s'agit pas de remettre les choses sur l'ancien pied, mais, au contraire, de donner à la France un gouvernement qui soit propre au bien du royaume.

2° Le roi ainsi que ses alliés désirent que toute propagande cesse.

3° L'on désire que le roi soit mis en entière liberté⁵.

¹ Goethe, 100 ; Caraman assura le prince de Reuss que Breteuil approuverait tout (Vivenot, *Quellen*, II, 234). *Pourquoi*, dit Servan dans ses notes au *Mém.* de Dumouriez (p. V), *si Dumouriez voulait sauver le roi, n'accéda-t-il pas en Champagne à une paix avec le roi de Prusse, conseillée par l'ex-ministre Breteuil ?* Après avoir chassé Calonne, il (Breteuil) venait de se mettre à la tête des affaires des princes, et il désirait la paix, afin de pouvoir travailler avec plus d'efficacité à assurer la vie du roi et celle de la famille royale.

² Journal de Lucchesini, Hausser, I, p. 382.

³ Dumouriez à Lebrun, 24 septembre.

⁴ Kellermann à Servan, 24 septembre (Arch. guerre).

⁵ Heymann, de son côté, prononça le nom du duc d'Orléans et déclara que les alliés seraient rassurés s'ils voyaient ce prince sur le trône. Le duc de Chartres était présent. Heymann lui demanda son avis. *Comment*, lui répondit le jeune prince, *avez-vous pu croire que nous écouterions de pareilles sornettes !* Néanmoins Heymann demanda s'il pouvait écrire au duc d'Orléans. Le duc de Chartres prit sa lettre et l'envoya à son père. L'émigré pria le duc d'Orléans de conférer avec lui, en présence de Biron, et sollicitait

Dumouriez donna à Manstein un reçu de cette pièce qu'il lui promit de transmettre sur-le-champ au conseil exécutif provisoire. On convint ensuite que les avant-postes cesseraient leur feu pendant la durée des pourparlers. Pourquoi tirailler les uns sur les autres et se faire un mal inutile ?

Kellermann jugeait les propositions de Manstein fort acceptables. Il me paraît, disait-il, que le roi de Prusse est très dégoûté de cette guerre et qu'il n'entend en aucune manière vouloir troubler notre constitution ; il abandonne entièrement les émigrés. Adoptons ce qu'il nous propose ; il demande la liberté de Louis XVI comme avant l'affaire du 10 août, afin de traiter directement avec lui sur le pied de la constitution ; il suffit donc de renvoyer Louis XVI aux Tuileries pour satisfaire la volonté de la Prusse. Ce souverain, ajoutait Kellermann, a pris des engagements avec ses alliés ; il est jaloux de son honneur et craint d'être accusé de perfidie par les autres puissances ; il faut employer tous les moyens pour le gagner, et, plein de l'idée de **terminer à l'amiable**, le vainqueur de Valmy écrivait à Servan qu'on devait suivre la négociation commencée, qu'elle attirerait la Prusse dans les intérêts de la France et romprait cette **monstrueuse** alliance avec l'Autriche qui **serait dès lors la victime de ses trames**¹.

Dumouriez était plus avisé. Il savait que ni le conseil exécutif provisoire, ni la Convention nationale ne consentiraient à tirer Louis XVI de sa prison et à l'installer de nouveau dans son palais des Tuileries. Il se garda bien d'écrire, comme le naïf Kellermann, que les propositions de Manstein étaient **de nature à pouvoir être adoptées**. Il prévoyait que la République, qui, depuis le 10 août, existait de fait, serait officiellement proclamée par la nouvelle assemblée. La Législative n'avait-elle pas juré, dans la séance du 4 septembre, et hautement proclamé dans une adresse aux Français que ses membres prêtaient, comme citoyens et comme individus, le serment de combattre de toutes leurs forces les rois et la royauté ? Merlin de Thionville n'avait-il pas dit aux Girondins dans les derniers jours de la Législative qu'on décréterait la République par acclamation dès la première séance de la Convention² ?

L'événement justifia la prévision de Dumouriez. En rentrant à son camp de Sainte-Menehould, après la conférence de Dampierre, il apprit que la Convention avait proclamé, le 21 septembre, sans discussion et avec d'unanimes

un passeport pour se rendre à l'endroit désigné. Mais le duc venait d'être élu à la Convention et s'était attaché aux Jacobins ; il avait reçu naguère de la Commune le nom d'Egalité ; toute négociation avec lui était impossible. Il monta le 26 septembre à la tribune et déposa sur le bureau la lettre de Heymann ; il n'avait, disait-il, aucune correspondance avec les émigrés et les ennemis de la patrie ; il ne ferait donc aucune réponse au message qu'il avait reçu. Voir sur cette épisode Vatout, *Le Palais-Royal*, 1838, p. 223-224 ; Beaulieu, IV, 173 ; Fersen, II, 41 ; Ranke, *Ursprung*, 314 et le procès-verbal, écrit par Vergniaud et non reproduit dans les journaux, de la séance du 26 septembre (Arch. nat. C II, et Vatel, *Vergniaud*, II, 145-146). Comparez encore le *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 29 septembre, p. 115. **On assure, et nous pourrions peut-être le certifier, que le roi de Prusse a invité M. de Chartres à venir dîner avec lui à son camp. Le porte-parole est Heymann. Chartres a répondu pour son père et pour lui qu'il faisait trop de cas de l'estime et de la confiance de la nation française, pour se permettre une démarche qui pourrait le rendre suspect, et dont il ne trouvait ni le motif ni l'excuse dans son cœur.**

¹ Id., même lettre de Kellermann à Servan.

² Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, p. 470.

applaudissements l'abolition de la royauté¹. Il n'y a plus à traiter avec le roi de Prusse, déclarait-il à Kellermann, à moins qu'il ne change ses propositions et qu'il reconnaisse le pouvoir représentatif du peuple souverain *qui ne sera pas un roi* ; mais il aura bien de la peine à s'y résoudre. Il s'empressa de mander au ministre des affaires étrangères que le premier acte de la Convention avait été *très juste et très vigoureux*². Il lui fit connaître les propositions de Manstein en ajoutant qu'on ne pouvait les accueillir, ni même les considérer comme la base des négociations futures ; mais elles prouvaient la détresse des Prussiens, et pendant qu'ils attendraient la réponse du conseil exécutif, ils achèveraient de s'affaiblir. *Je crois*, écrivait-il à Lebrun, *le roi de Prusse très embarrassé et très fâché d'avoir été si avant et qu'il désirerait trouver un moyen pour sortir d'embarras. Mais, si je le tiens encore en panne pendant huit jours, son armée sera entièrement défaite d'elle-même sans combattre*. Il engageait donc Lebrun et ses collègues à lier conversation. Sans doute la proclamation de la République coupait court à tous les pourparlers, et les *points essentiels* de Manstein n'étaient pas admissibles ; mais le conseil exécutif ou le ministre des affaires étrangères pouvait répondre aux propositions de Frédéric-Guillaume et *cette réponse contiendrait les bases d'une négociation nouvelle* qui, comme la précédente, traînerait la guerre en longueur. En attendant, disait superbement Dumouriez, je continuerai à tailler ma plume à coups de sabre.

Westermann fut chargé de porter au conseil exécutif la lettre de Dumouriez, le mémoire de Fortair et les propositions de Manstein. Il devait rendre compte de sa visite au camp prussien et de la conférence de Dampierre, montrer aux ministres le pain noir dont se nourrissaient les Prussiens, affirmer l'issue heureuse de la lutte³.

IV. Manstein s'imaginait avoir gagné Dumouriez et sauvé Louis XVI. Le duc de Brunswick partageait ses illusions. Il fit appeler Nassau-Siegen et lui révéla, sous le sceau du secret, que le roi de France serait mis en liberté, qu'il viendrait peut-être au camp de Sainte-Menehould pour traiter en personne avec son frère le roi de Prusse. Dumouriez, disait Brunswick, promet de travailler de tout son pouvoir à la délivrance de Louis XVI ; on restaurera la monarchie ; on fera, en échange, quelques concessions ; on abandonnera la noblesse et le clergé, mais on stipulera une amnistie générale pour les émigrés ; les princes resteront bannis du royaume, mais on leur donnera des pensions considérables à manger hors de France⁴.

¹ La Convention, écrivait Rühl à Custine, a ouvert ses séances par un coup d'éclat en décrétant que la royauté est abolie en France, *quod Deus bene vertat !* (22 septembre. Arch. guerre).

² Il disait à Clavière : *Je suis enchanté qu'enfin nous ayons sauté le pas de la République. Actuellement il n'y a plus d'incertitude. Les modérés n'ont qu'à lire Plutarque et à changer de peau comme le serpent.* (26 septembre.)

³ Dumouriez à Lebrun, 24 septembre (Arch. guerre). Westermann apportait en même temps à la Commune une caisse et un fusil enlevés aux Prussiens. *La vue de ces armes*, dit le *Moniteur* du 7 octobre, *a répandu l'allégresse dans tous les cœurs. Des applaudissements multipliés ont accueilli le citoyen Westermann ; on a ordonné la mention honorable au procès-verbal du civisme de cet officier, et le conseil a arrêté que le fusil et la caisse seraient placés en trophée sur le piédestal qui servait au buste de Louis le dernier.*

⁴ Nassau-Siegen (Feuillet de Conches, VI, p. 358-359).

Désireux de poursuivre ses succès diplomatiques, Manstein invita Dumouriez à dîner avec lui le 25 septembre au quartier général de Hans. Il offrait de le présenter au roi de Prusse. Dumouriez avait d'abord accepté ; puis il se ravisa. **Je n'irai point**, mandait-il à Lebrun, **parce que ce serait une imprudence et parce que le premier acte de la Convention détruit tous les moyens de négocier**. Il écrivit à Manstein qu'il regrettait de ne pouvoir faire sa cour à Sa Majesté prussienne ; mais, pendant la conférence on avait tiré quelques coups de canon sur son avant-garde et cherché à la déposter du campement qu'elle voulait prendre ; il ne pouvait quitter ses troupes puisqu'on les attaquait en son absence. D'ailleurs la décision de la Convention à son début avait été la déchéance du roi et l'abolition de la monarchie. Il fallait **attendre des nouvelles de Paris avant d'entamer des négociations qui pourraient être infructueuses, si elles n'étaient pas autorisées par la nation assemblée**. Dumouriez terminait sa lettre en assurant à Manstein qu'il se félicitait d'avoir fait connaissance avec un homme d'un caractère aussi sage et d'un esprit aussi juste ; il s'affligeait, comme lui, des calamités d'une guerre si contraire aux principes de la philosophie, de la raison et de l'humanité ; mais il avait l'espoir que cette lutte, commencée pour des préjugés, finirait par détruire tous les préjugés¹.

Il est donc faux que Dumouriez ait, dans la première conférence de Dampierre, remis à Manstein, pour toute réponse à ses propositions, l'exemplaire du Moniteur qui contenait le décret de la Convention. Ce coup de théâtre n'eût pas lieu. Ce fut au camp de Hans, par un message de Dumouriez, que Manstein reçut cette nouvelle inattendue : **Vous pouvez vous imaginer**, écrit le prince de Reuss à Spielmann, **notre consternation et notre incertitude ; les uns conseillaient d'attaquer les Français sur-le-champ ; les autres, et surtout le général en chef, déclaraient qu'il ne restait plus qu'à couvrir Verdun et Longwy**².

Mais Manstein, prenant tout sur lui, prétendit que Dumouriez n'abandonnait pas l'espoir de délivrer Louis XVI et voulait **rester en connexion** ; il fallait, au lieu de rompre ou d'attendre le retour de Westermann et la réponse du conseil exécutif, poursuivre l'œuvre de séduction commencée. Il répondit à Dumouriez qu'on avait tiré par méprise sur son avant-garde dont les mouvements faisaient supposer une attaque. Il lui réitéra son invitation, le pria de tenir sa promesse, l'assura qu'on s'abstiendrait pendant son absence de toute hostilité. **Il se livrait**, dit Lucchesini, **à l'espoir illusoire d'attacher le général français plus ou moins à notre cause et de contribuer efficacement par son secours à opérer un changement de système en France**.

Dumouriez n'avait garde de détromper le crédule colonel. Mais il refusait de se rendre au camp prussien. Il écrivit successivement trois lettres à Manstein ; dans la première, il objectait qu'une députation de ses soldats l'avait prié de ne pas quitter son camp et qu'il devait déférer au vœu de son armée ; dans les deux autres lettres, toujours emphatiques et flatteuses, il invitait Manstein à dîner avec lui une seconde fois ; **nous entrerons ensemble dans une des maisons de Dampierre, et nous causerons à fond sur les intérêts de deux nations faites pour s'aimer et pour être alliées**³.

Manstein accepta. Il vint dîner à Dampierre le 25 septembre. Kellermann, Valence, les ducs de Chartres et de Montpensier assistaient à ce repas.

¹ Dumouriez à Manstein, 25 septembre ; à Kellermann, 25 septembre ; Häusser, I, 382.

² Reuss à Spielmann, 26 septembre ; Vivenot, *Quellen*, II, 233.

³ Reuss à Cobenzl, Vivenot, *Quellen*, II, 234 ; Hausser, I, 383.

Dumouriez remit au lieutenant-colonel un exemplaire du *Moniteur*, qui rendait compte de la première séance de l'assemblée. Il ne lui cacha pas que le roi de Prusse devait accepter les faits accomplis et traiter avec la Convention. Manstein ne se récria pas. *Je crois, écrivait Dumouriez, que, malgré la répugnance du monarque prussien, on me rapportera de nouvelles propositions*¹.

On avait, durant cette conférence, causé d'un échange des prisonniers de guerre. Manstein voulait comprendre les émigrés dans le cartel qui serait établi. Mais Dumouriez répliqua vivement qu'il ne traiterait qu'avec les Prussiens ; les émigrés étaient des Français armés contre leur patrie, faisant la guerre en leur propre nom, avec des troupes de dénomination française, mousquetaires, gendarmes, régiment du Roi, etc. ; il ne pouvait entrer avec eux en accommodement. On convint, en se séparant, que l'adjudant-général Thouvenot irait le lendemain au quartier général de Hans ; Manstein avait demandé qu'il eût les pouvoirs nécessaires pour traiter de l'échange des prisonniers et *d'autres choses importantes*².

V. Thouvenot fut reçu le 26 septembre par le duc de Brunswick³. Comme Manstein, le généralissime voulut, au nom de la justice et de l'humanité, comprendre les émigrés dans le cartel d'échange. Mais Thouvenot répondit qu'une nation ne pouvait traiter qu'avec une autre nation et non avec des rebelles. Le duc demanda ce que deviendraient les émigrés prisonniers. *Ils doivent, répliqua Thouvenot, s'attendre à toute la sévérité des lois et peut-être, selon les circonstances, à l'indulgence de la nation constituée en république.* Brunswick n'insista plus et ne stipula que pour les troupes prussiennes, autrichiennes et hessoises. On convint d'échanger homme pour homme et grade pour grade, et de mettre en liberté dans l'espace de quarante-huit heures tous les prisonniers *non militaires, quels qu'ils fussent*⁴.

Lorsque les articles du cartel furent arrêtés et signés de part et d'autre, Brunswick demanda quelle impression avait produite sur l'armée la proclamation de la République. Thouvenot répartit que l'armée n'était composée que de citoyens soumis aux lois de l'Assemblée et qu'elle avait accueilli le décret aux cris de Vive la nation, *Mais, Monsieur, s'écria Brunswick, que deviendra le roi ? C'est le sort de Louis XVI qui nous préoccupe ; qu'on lui donne une place dans le nouvel ordre de choses*⁵ et nous quitterons votre territoire. Thouvenot observa qu'il fallait traiter directement avec la Convention qui représentait la nation entière. *Vous ne pouvez, disait l'officier, révoquer en doute l'existence de cette nation, ses armées sont en lace des vôtres, il n'est pas plus difficile de traiter avec elle que de lui faire la guerre.*

¹ Dumouriez à Servan, 26 septembre (Arch. guerre).

² Dumouriez, *Mém.*, I, 305 ; Hausser, I, 383.

³ D'après la *Chronique de Paris* (28 septembre, p. 1088) *on avait ramassé toutes les vaches éparses dans le camp pour faire voir à l'officier français que l'armée prussienne ne manquait de rien.*

⁴ Cartel d'échange, 26 septembre (Arch. guerre), ratifié deux jours plus tard par les généraux en chef.

⁵ Ce passage de la conversation, cité par Lebrun à la Convention, excita l'hilarité ; on rit de la naïveté, disait le Patriote français du 2 octobre, et l'histoire de Denys de Corinthe revient à la mémoire.

A cet instant entra Lucchesini. Il déclara qu'il était très difficile de négocier avec la Convention, parce qu'il fallait auparavant la reconnaître ; mais le roi de Prusse ne pouvait-il traiter avec l'armée ? L'armée, répondit Thouvenot, se bat et défend le territoire, elle ne s'occupe pas de la politique ; toutes les affaires étrangères à la partie militaire ne peuvent être portées qu'à la nation elle-même qui les traite par ses délégués. Mais permettez-moi, Messieurs, un dilemme : ou nous vous battons, ou vous nous battez, ou nous nous observerons sans pouvoir nous entamer. Si nous vous battons, et nous en avons l'espoir, car des hommes libres sont des lions chez eux, vous êtes perdus. Si vous nous battez, il renaîtra de la première défaite autant de soldats français que de citoyens, et lors même que vous nous auriez réduits à l'état le plus déplorable, l'énergie de la nation française subsisterait toujours comme le ressort qu'une force étrangère a momentanément comprimé ; dès que vous seriez partis, il reprendrait toute son élasticité. Si nous ne sommes battus ni l'un ni l'autre, vous vous serez affaiblis par les maladies et les désertions ; vos finances seront en désordre ; il en résultera pour vous des maux incalculables. Thouvenot ajouta ces curieuses paroles : Le civisme augmente eu raison de la distance des frontières ; à la hauteur où vous êtes, la teinte d'aristocratie est entièrement délayée, et le civisme le plus pur vous prépare autant d'ennemis que d'habitants. Si, par une suite des hasards de la guerre, vous avanciez sur Paris, alors Paris cesserait d'être Paris, et au moment de votre arrivée, Paris serait à deux cents lieues de Paris¹. — Mais, dit Brunswick, on rapporte qu'à mesure que nous avançons, le danger du roi augmente. — La nation, répliqua Thouvenot, a été assez grande, assez généreuse pour pardonner plus d'une fois les trahisons du roi ; elle ne se démentira pas ; elle abolit la royauté, mais sûrement elle a prévu ce que deviendrait le monarque dont elle prononçait la déchéance. Notre position respective ne ressemble pas mal à deux lignes parallèles qu'une force d'impulsion — qui vous a trompée — détermine à se rapprocher pour se couper sous un certain angle ; nous voulons que l'angle soit droit, vous voulez qu'il soit aigu ; laissez-nous faire, nous détruirons l'impulsion étrangère, et les lignes se placeront comme elles doivent l'être.

VI. Dumouriez faisait arme de tout ; il ne se bornait pas à négocier avec Brunswick ; il excitait les troupes prussiennes à la désertion.

Les tiraileries ayant cessé sur le front du camp, les soldats des deux armées s'étaient rencontrés et causaient ensemble. Ils se trouvaient sans cesse mêlés, dit Nassau-Siegen, et je ne concevrai jamais comment le duc de Brunswick pût souffrir un tel désordre². On se traitait avec la plus grande cordialité ; les Français partageaient leur pain avec leurs ennemis : une sorte de camaraderie familière s'établissait entre les sentinelles ; elles étaient convenues qu'elles auraient le droit, lorsque le vent ou la pluie leur fouetterait le visage, de se retourner sans rien craindre de l'adversaire³. Les Prussiens, écrivait un

¹ Thouvenot publia le récit de cette conférence ; cette pièce est intitulée *Résultat de la conférence qui a eu lieu entre MM. le duc de Brunswick, le comte de Lucchesini et le lieutenant-colonel Thouvenot* ; on la trouvera dans les *Révolutions de Paris* de Prudhomme, n° 169, 29 septembre. 6 octobre, p. 67-70 ; cp. la lettre de Lebrun à la Convention, *Moniteur* du 2 octobre.

² Nassau-Siegen, 362.

³ Goethe, 102 et Dumouriez, I, 305.

volontaire de la Somme¹, se livrent aux épanchements de la plus affectueuse fraternité et manifestent aux nôtres des regrets très vifs sur la guerre entreprise entre les deux nations.

Un jour, des soldats de l'armée de Dumouriez, Alsaciens d'origine, se présentèrent sans armes aux avant-postes. Ils assurèrent qu'ils venaient en amis, qu'ils aimaient les Prussiens comme des frères et ne détestaient que les Autrichiens. On leur ordonna de s'éloigner : ils obéirent, mais ils laissèrent, en forme d'adieu, des exemplaires du décret qui promettaient cent livres de pension aux déserteurs.

Ce décret avait été traduit en allemand et imprimé à Strasbourg. Il était affiché partout, au delà de la Lauter et du Rhin, sur les murs, sur les arbres qui bordaient les routes, à la porte des cabarets et dans leurs latrines. Biron menaçait les aubergistes, s'ils l'arrachaient, de brûler leur maison. On le collait, en guise d'étiquette ou de réclame, sur des bouteilles d'eau-de-vie qu'on abandonnait aux abords des avant-postes ennemis. Les paysans de la Flandre, soudoyés par Beurnonville, le mettaient dans l'intérieur de chaque miche de pain qu'ils vendaient aux Autrichiens. Toutes les marchandises expédiées en Allemagne étaient enveloppées dans le fameux décret, et des milliers d'exemplaires renfermés dans de gros ballots, furent envoyés de Strasbourg aux armées ; la profusion à cet égard, disait Roland, ne peut être susceptible d'excès².

On répandait, outre le décret, des brochures contre l'Autriche. La plupart avaient été imprimées sur l'ordre de Roland qui se disait, dans son langage parfois ampoulé, chargé de l'administration des forces morales et prétendait les faire agir de front et d'accord avec les forces physiques³. Une de ces brochures, sortie des presses de l'imprimerie nationale, était intitulée *Schneider à ses anciens camarades du régiment de Clerfayt*.

Camarades, disait le prétendu Schneider, les mauvais traitements, la dureté d'officiers inhumains m'ont enfin fait passer en France. Je viens de demander à la municipalité du lieu que j'habite, une jolie chaumière entourée de plusieurs arpents de terre, appartenant à un ci-devant comte qui a quitté sa patrie pour la combattre avec vous et la ravager par le fer et le feu. Je vous réponds, camarades, que si le ci-devant *comte* s'avise de reparaître pour me disputer le terrain, ma carabine lui fera bonne réponse. On est bien fort sur son fumier. Si dans notre régiment j'en valais bien un autre pour aller au feu, ici je puis vous assurer que je me sens en valoir cent. Accourez, laissez-là vos officiers d'enfer

¹ *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, lettre du fils de Rivery, député de la Somme (29 septembre, p. 115).

² Arch. guerre. Roland à Custine, 4 septembre ; Biron à Servan, 20 septembre et à Dumouriez, 4 octobre (il envoyait 4.000 exemplaires à Dumouriez le 18 septembre) ; Beurnonville à Couthon, *Thermomètre du jour*, 2 septembre et *Moniteur*, 20 août.

³ A Custine, 4 septembre. L'imprimeur Reynier reçut du 3 au 22 septembre 4275 livres pour impression de diverses brochures et avis qui devaient être distribués aux soldats autrichiens. (Roland a ses concitoyens, *Mém.* de Mme Roland, notes, II, 429). En outre Roland donna 600 livres aux citoyens Parraud et Frédéric Simon pour traductions d'écrits patriotiques et de pamphlets propres à éclairer nos voisins et leurs armées. Il fit aussi réimprimer, pour 571 livres, les *Observations sur l'Autriche* de Favier.

qui vous ont meurtri le dos de leurs coups, vos slagueurs (*sic*), vos ducs, vos rois, votre empereur et venez vivre dans ce doux climat où tous les hommes sont égaux. Si vous voulez porter les armes, vous aurez, au lieu de pain noir et sablonneux, du pain blanc et sain, le double de votre paye, et le droit de choisir parmi vous des chefs, et la perspective de monter rapidement à tous les grades. Ah ! camarades, on vous cache soigneusement tant d'avantages pour vous retenir sous le bâton de vos maîtres qui ne le sont pourtant que parce que vous n'avez pas le cœur de vous croire des hommes comme eux, et vous vous livrez, pour servir leurs haines particulières, à toutes les horreurs et les misères d'une guerre, où vous serez à la longue exterminés tous. Car, sachez-le, ce ne sont plus des soldats gagés à un homme que vous allez combattre ; c'est toute une cation indignée qui va déborder sur vous comme une mer en furie¹ !

Cette propagande ou, comme on disait au camp prussien, ce système de visites et d'insinuations irrita Frédéric-Guillaume et le duc de Brunswick. Le 24 septembre, Massenbach se rendit au quartier général de Kellermann pour déclarer que les sentinelles prussiennes accueilleraient désormais à coups de fusil tout Français qui ferait des tentatives d'embauchage. Le major a raconté son ambassade dans ses Mémoires. Dès qu'il fut arrivé aux avant-postes de Dommartin-la-Planchette, un officier lui banda les yeux et le mena au général Stengel². Massenbach savait que Stengel était Palatin de naissance ; il connaissait sa famille, il le nomma son cousin, et Stengel qui était jovial, dit Massenbach, causa bientôt avec le major sur le ton le plus enjoué. Il l'accompagna jusqu'au camp de Dampierre-sur-Auve. Le mouchoir qui serrait le front de Massenbach était si mince et si faiblement noué que l'officier prussien pouvait tout voir. Il observa qu'on lui faisait parcourir le front du camp et que les Français avaient lâché les écluses de l'Auve et de l'Yèvre. Il fut présenté à Kellermann qui le retint à diner. Les ducs de Chartres et de Montpensier, Dillon, La Barolière, Schauenbourg étaient au nombre des convives. On causa de la canonnade du 20 septembre et de la situation politique de la France. Après le diner, Dillon attira Massenbach dans l'embrasement d'une fenêtre et lui dit qu'il regrettait de voir la Prusse engagée dans la guerre. Il avait vu Berlin et les manœuvres de Potsdam, il connaissait personnellement Frédéric-Guillaume et

¹ Brochure de quatre pages, sur deux colonnes, en allemand et en français, 1792. Le texte allemand renferme quelques divergences ; la comparaison de la fin est ainsi transformée *wie eine Mutter, der man ihr Junges beraubt hat*. Cp. Laukhard, III, 178 ; il donne le texte d'une autre brochure : *Les Français sont les frères de tous ceux qui veulent être libres comme eux... venez partager avec nous la gloire de donner la liberté à tous les peuples de l'Europe*, etc. Carra fit également une adresse aux soldats étrangers, qui fut traduite en allemand, imprimée à 50.000 exemplaires et envoyée aux armées. *Que vos bataillons lèvent la crosse de vos fusils en haut, nous irons vous serrer dans nos bras*. (*Ann. patriotiques*, 5 septembre).

² Voir sur Stengel, *Valmy*, p. 63 et dans le *Moniteur* du 13 mars 1793 (séance du 10) les discours de Lacroix et de Rühl ; il disait à Lacroix : *Je suis né sujet de l'électeur palatin ; si la neutralité est rompue, je demande à être employé ailleurs, de peur de paraître suspect*.

Brunswick. Dites de ma part au roi et au duc, ajouta Dillon à toute voix, que Louis XVI ne peut être sauvé que si la coalition reconnaît la République et fait la paix avec elle. Puis, plus bas, il reprit : Si vous ne faites pas la paix, la monarchie et la noblesse sont à jamais perdues. Si vous faites la paix, la République, n'ayant plus d'ennemis au dehors, sera déchirée par les partis, et la nation fatiguée finira par rétablir la royauté. En tout cas il ne faut pas songer un instant à ramener les comtes de Provence et d'Artois ; toute la France les méprise et les hait. Dillon se tut ; il regardait autour de lui, comme s'il craignait d'être entendu : enfin, il ouvrit une croisée, se pencha au dehors, et faisant signe au major d'approcher : **Regardez donc, la belle contrée !** Le major s'était mis à la fenêtre : **Dites au roi, chuchota Dillon, qu'on projette à Paris une invasion en Allemagne ; on sait qu'il n'y a pas de troupes sur le Rhin**¹.

Cette confidence n'était pas une ruse à la Thémistocle et Dillon n'était pas le seul officier royaliste de l'armée française qui donnait secrètement aux Prussiens d'utiles avis. Nassau-Siegen, ramenant un prisonnier au camp de Dampierre, fit demander un officier, autrefois son ami. **Je ne vous connais plus,** lui dit à haute voix cet officier, **et ce n'était pas la peine de m'appeler ;** puis, tout bas : **Pourquoi n'interceptez-vous pas nos convois qui viennent de Châlons ? Tout serait fini**².

VII. Au milieu de ces allées et venues d'officiers des deux partis, Dumouriez poursuivait son dessein avec chaleur. Il ne perdait pas l'espoir de gagner Frédéric-Guillaume à l'alliance française. Détacher le roi de Prusse, tel était le mot qui revenait à tout instant dans ses dépêches et qui devait être désormais le schibboleth de la diplomatie révolutionnaire. Son collègue Kellermann, qu'il tenait au courant de la négociation, ne doutait pas que Frédéric-Guillaume ne devint bientôt un des meilleurs amis de la République, s'il pouvait se tirer avec honneur des engagements qu'il avait pris avec ses alliés³.

Jusqu'à présent, écrivait Dumouriez le 26 septembre, **je ne suis que la raquette qui reçoit et qui renvoie les propositions. Mais, comme les Prussiens paraissent me témoigner une confiance exclusive parce que j'ai été ministre des affaires étrangères, je pourrai, si la République le juge à propos, et si l'on m'envoie des bases, travailler activement à profiter des circonstances.** Frédéric-Guillaume, ajoutait-il, devait : 1° reconnaître la République et traiter avec elle ; 2° rompre la convention de Pillnitz ; 3° évacuer le territoire français après avoir rendu les deux forteresses de Verdun et de Longwy ; 4° rester neutre dans la lutte de la France contre l'Autriche et promettre de ne pas regarder cette guerre comme une guerre d'Empire ; 5° se borner à intercéder en faveur de Louis XVI **sans rien exiger à cet égard** ; 6° laisser se terminer par une discussion juridique l'affaire des princes possessionnés. Qu'on se mît d'accord sur ces six points, et les deux nations seraient prochainement unies par un traité d'alliance qui **donnerait presque sans combattre la liberté aux peuples de la Belgique**⁴.

¹ Massenbach, *Mém.*, I, p. 120-121 ; cp. Gouvion Saint-Cyr, p. LXXXII.

² Nassau-Siegen. 357-358 ; Fersen, II, 50.

³ Kellermann à Servan, 27 septembre (Arch. guerre).

⁴ Dumouriez à Servan, 26 septembre et à Lebrun, même jour. **Envoyez-moi, dit-il à Lebrun, des bases claires et précises, et je vous jure que je mènerai lestement cette négociation avec le roi des Bulgares. Vous savez que je vous aime bien. Votre titre de républicain ajoute un grain de sel à notre liaison.**

Il voulut brusquer l'affaire et, en renonçant aux ambages diplomatiques, amener le roi de Prusse à se prononcer. Le 27 septembre il envoyait à Manstein une nouvelle lettre. *J'ai l'honneur, disait-il, de vous envoyer, vertueux Manstein, douze pains, douze livres de café, douze livres de sucre que je vous supplie d'offrir à Sa Majesté.* Il faisait l'éloge de Frédéric-Guillaume, de son cœur et de ses grandes qualités ; la France aimait ce monarque et l'estimait ; tous les Français gémissaient sur l'alliance qu'il avait faite avec une cour légère et perfide. Mais, s'il continuait la guerre, ne serait-il pas inhumain et injuste ? Nos malheurs, ajoutait Dumouriez, ont amené une révolution qui a entraîné l'abolition de la monarchie ; ou il faut traiter avec nous, ou il faut nous détruire, et on n'efface pas de la surface du globe une nation courageuse de vingt-six millions d'hommes !

Cette lettre était accompagnée d'un second mémoire de Dumouriez sur les dangers que courait la Prusse en s'unissant à l'Autriche et sur le profit qu'elle tirerait d'une alliance avec la République française. Il était impossible, écrivait le général, de relever le trône. Pourquoi le roi de Prusse ne traiterait-il pas avec la République ? Voulait-il être l'instrument de l'Autriche qui ne faisait que le compromettre et ne lui fournissait qu'un faible contingent ? Voulait-il sacrifier son armée et ses trésors à l'ambition d'une puissance toujours plus redoutable à ses alliés qu'à ses ennemis, toujours avare et avide, manquant de franchise et de courage, ne connaissant d'autres armes que la politique subtile et tortueuse ? Un tel renversement de tous les principes ne pouvait durer. Est-il impossible, disait crûment Dumouriez, de rompre avec des brigands ? Oui, le roi de Prusse abandonnerait des alliés indignes de lui. L'illusion du point d'honneur ne l'emporterait pas sur ses vertus, sur son humanité, sur ses vrais intérêts. Il jouerait le plus beau rôle qu'un roi puisse jouer ; il se ferait de la nation française un allié généreux, puissant, invariable, qui lui donnerait tous ses secours et son sang même. La France avait aboli la royauté parce qu'elle n'avait eu depuis Henri IV que des rois faibles et lâches, gouvernés par des maîtresses et des confesseurs, par d'insolents ministres et de vils courtisans. Mais elle aimait, elle estimait le roi de Prusse ; ses troupes ne pouvaient se résoudre à le regarder comme leur ennemi ; dans l'intérêt de sa gloire et principalement dans l'intérêt de deux peuples magnanimes, Frédéric-Guillaume abandonnerait les émigrés, ces véritables rebelles qu'il tolérait dans son armée, et surtout ces barbares Autrichiens dont il était la dupe¹.

Mais les choses n'étaient pas aussi avancées que le croyait Dumouriez et il se trompait étrangement sur les dispositions du roi de Prusse. Frédéric-Guillaume se regardait comme le représentant du droit divin et défendait la cause de Louis XVI parce qu'elle était commune à tous les rois. Pouvait-il s'allier à la République, à ceux qu'il n'avait cessé de nommer des factieux et des révoltés, à ces maudits hommes du 10 août, et comme disait Goethe, à ces jacobins détestés que le manifeste avait voués à la mort² ? Pouvait-il, sans déshonneur, manquer à la parole qu'il venait à peine de donner et rompre une alliance tout fraîchement conclue ?

L'ambassadeur d'Autriche, le prince de Reuss, était au camp de Hans ; mais les Prussiens ne lui cachaient rien ; ils l'informaient de tout -ce qui se passait ; ils lui demandaient son avis et, pour ainsi dire, son autorisation. Manstein n'avait

¹ Tous les journaux du temps ont publié ce mémoire.

² Goethe, *Campagne de France*, 180.

ouvert sa négociation avec Dumouriez qu'après avoir obtenu la permission du prince de Reuss, et l'ambassadeur autrichien reconnaît lui-même qu'au milieu de ses embarras et dans la triste situation de l'armée, la *loyauté* du roi, du duc de Brunswick et au marquis de Lucchesini est pour lui une grande consolation¹.

Lucchesini était arrivé le 24 septembre au quartier général. Il comprit aussitôt que Dumouriez cachait son jeu. Il n'hésita pas à déclarer que Manstein s'engageait imprudemment et qu'il était fort en train de se laisser tromper par un fourbe². Dumouriez avait-il de pleins pouvoirs ? Était-il autorisé par le conseil exécutif à traiter avec l'ennemi ? Pouvait-on négocier avec un gouvernement, né la veille d'une révolution et qu'une autre révolution renverserait peut-être le lendemain ? Ce qu'on voulait, avant toutes choses, au camp prussien, c'était la délivrance de Louis XVI et le rétablissement de la monarchie. Mais Dumouriez avait-il fait dans ses lettres la moindre allusion à la restauration de la royauté ? Son adjudant-général Thouvenot avait-il, dans l'entrevue du 26 septembre, prononcé un seul mot en faveur de Louis XVI ? N'avait-il pas assuré, au contraire, que la Convention était souveraine et que l'armée avait accueilli la proclamation de la République avec l'allégresse la plus vive ? Croyez-moi, disait Lucchesini, il n'y a rien à gagner dans ces négociations qui ne sont au fond qu'un combat d'astuce de Dumouriez contre la probité de Manstein³. Pendant ces pourparlers, le Français se retranche et se fortifie, il gagne du temps, il retarde notre attaque et en diminue les chances, il énerve notre armée en la rendant inactive, il la provoque à la désertion, il alarme nos alliés, il fait croire que nous désespérons du résultat final de la guerre et que nous sommes prêts à trahir nos engagements ; on sait déjà que Dumouriez et le roi de Prusse négocient ; on dira bientôt qu'ils sont d'accord.

Tels étaient les sentiments du quartier général prussien le 27 septembre. Brunswick et le roi reconnaissaient leur illusion ; ils accusaient Manstein de légèreté ; ils comprenaient, avoue Lucchesini, que ces envois, ces insinuations, ces conférences n'avaient profité qu'aux Français. A cet instant, arrivait le second mémoire de Dumouriez. Le roi de Prusse le lut, en présence de Lucchesini, de Brunswick et du prince de Reuss. L'ambassadeur d'Autriche fut outré d'indignation ; ce mémoire, s'écriait-il, est ce qu'il y a de plus bas, de plus pervers, de mieux fait pour échauffer la bile d'un homme d'honneur ! Le roi, le duc et le marquis partageaient son irritation. A chaque mot, s'augmentait la fureur de Frédéric-Guillaume. Quoi ! On lui faisait la leçon ! On osait lui dire qu'il sacrifiait le bien de l'État à l'illusion du point d'honneur ! On lui conseillait de lâcher son allié et de s'associer à la Révolution ! La franchise de Dumouriez ne lui paraissait que de l'effronterie et de l'insolence. Brunswick ne cachait pas son chagrin et son embarras. Lucchesini triomphait ; cette fois, disait-il, vous êtes désabusés ; le voilà, ce Dumouriez sur lequel on comptait ; n'avais-je pas prévu qu'il abuserait de la facilité qu'on lui montrait à entrer en pourparlers avec lui ? Il se démasque, il change de langage, le jacobin reparait et exprime les principes de son parti sans la moindre retenue⁴ !

¹ Reuss à Spielmann, 26 septembre et 2 octobre (Vivenot, *Quellen*, II, 233 et 242).

² Mot de Breteuil à Fersen, Fersen, II, 382-383.

³ Ranke, *Ursprung*, 372.

⁴ Reuss à Cobenzl, Vivenot, *Quellen*, II, 235 ; Lucchesini au ministère prussien, 3 octobre (Hausser, I, 386, note 1) et 29 septembre (Ranke, *Ursprung*, 320 et append., 372, lettre du 29 septembre). On se sert, dans ce récit, autant que possible des expressions mêmes des documents.

La colère du roi se déchargea sur Manstein. Il lui reprocha, dans les termes les plus durs, d'avoir entamé une négociation qui devait aboutir à de semblables propositions, et son mécontentement, rapporte Lucchesini, fut exprimé d'une manière assez énergique pour affliger sensiblement M. de Manstein. Sous le coup de cette rude semonce, le colonel-diplomate écrivit aussitôt à Dumouriez ; il mit dans sa réponse assez de sécheresse et de froideur pour arrêter court les effusions sentimentales du général français et ses offres d'alliance. Je viens de remettre à Sa Majesté, disait-il à Dumouriez, les comestibles que vous m'avez envoyés pour elle ; quoique le roi se trouve dans une position à ne manquer de rien, il a bien voulu agréer, pour cette fois, cette marque d'attention que vous venez de lui donner, cependant j'ose vous prier de ne plus vous donner de pareilles peines. Quant au mémoire qui a été joint à votre lettre d'aujourd'hui, je dois vous renouveler, Monsieur, mes instantes prières de ne pas revenir sur l'article des liaisons actuelles de la Prusse avec la cour de Vienne. Chacun a ses principes ; celui du roi mon maître est de demeurer fidèle à ses engagements ; ce principe ne pourra qu'augmenter la bonne opinion que la nation française a de ce prince¹ et qu'il ne démentira jamais, soit qu'il se trouve dans le cas de continuer la guerre, ou qu'il puisse se livrer à la douce satisfaction de rétablir la paix.

Mais cette démarche de Manstein n'était pas assez éclatante. Il ne suffisait pas, selon le mot de Lucchesini, de répondre à l'outrageant mémoire de Dumouriez par le mépris du silence ; il fallait rompre absolument avec des gens dépourvus d'ailleurs de tout pouvoir légal et montrer à l'Autriche et à l'Europe, par un acte vigoureux, que la Prusse ne pactisait pas avec la Révolution. Le marquis observa que la proclamation de la République heurtait de front les principes exposés dans le manifeste du 25 juillet ; la France, disait-il, défie sans ménagement la cause que nous représentons ; en face même de nos troupes qui campent sur son territoire et au milieu de ses foyers, elle abolit la royauté ; il faut lui répondre par un nouveau manifeste qui soit une preuve d'animadversion et de désaveu formel. Il rédigea donc, au nom du duc de Brunswick, une déclaration à la nation française².

Lucchesini — ou le duc de Brunswick, qui se servait de la plume élégante du marquis — rappelait les événements qui s'étaient passés en France depuis les deux manifestes de juillet. Paris avait été le théâtre de scènes d'horreur et d'attentats dont l'histoire des nations policées n'offre presque point d'exemple. Quelques factieux avaient fait du peuple de la capitale l'instrument aveugle de leur volonté ; ils avaient détruit la Constitution, cette même Constitution qu'on avait si longtemps proclamée comme le vœu de la nation entière : ils avaient suspendu le roi de toutes ses fonctions : dernier crime de cette assemblée qui attirait sur la France les deux terribles fléaux de la guerre et de l'anarchie ! Une Convention venait de se réunir ; mais, elle aussi, elle était saisie de cet esprit de vertige, funeste avant-coureur de la chute des empires³, et le premier décret qu'elle avait porté était l'abolition de la royauté ! Un petit nombre d'individus,

¹ Cette ironie qui sentait son Frédéric — remarque A. Sorel — trahit la collaboration de Lucchesini à la correspondance de Manstein.

² Lettres de Lucchesini du 3 octobre et du 29 septembre ; Hausser, I, 386 et Ranke, *Ursprung Append.*, 372.

³ Lucchesini est un bel esprit, un phénix de collègue, et se souvient de son Racine.

dont plusieurs même sont des étrangers¹, s'est arrogé le droit de balancer l'opinion de quatorze générations qui ont rempli les quatorze siècles d'existence de la monarchie française ! Mais l'empereur et le roi de Prusse avaient la ferme résolution de rendre à Sa Majesté très chrétienne sa liberté, sa sûreté et sa dignité royale. Invariablement attachés au principe de ne point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France, ils persistaient également à exiger que Sa Majesté très chrétienne, ainsi que toute sa famille, fût immédiatement mise en liberté, que la dignité royale fut rétablie sans délai dans la personne de Louis XVI et de ses successeurs, que cette dignité fût désormais à l'abri des avanies. Brunswick sommait la nation d'obéir à cette demande péremptoire ; il la menaçait, en cas de refus, de nouveaux et plus terribles malheurs ; supprimer la royauté, c'était ôter le moyen de rétablir et d'entretenir les anciens rapports entre la France et les souverains d'Europe, c'était perpétuer les effets d'une guerre funeste, exposer la nation à tous les maux qui marchent à la suite des armées.

Le roi de Prusse approuva cette déclaration et le duc de Brunswick la signa (28 septembre). Lucchesini était fier de son œuvre. Il l'annonçait au ministère prussien avec l'écœurante vanité d'un Trissotin ou d'un Vadius. Que de finesse, que de circonspection dans cette délicate réponse ! Le ton de modération, disait-il avec complaisance, n'échappera pas à l'attention de Vos Excellences. J'ai dû me borner à insister sur la liberté du roi, la sûreté et le rétablissement de sa dignité, — points qui pourront être accordés en tout cas sans entraîner implicitement l'idée de son autorité ; — j'ai évité soigneusement de rien dire qui puisse nous compromettre par rapport à cette formation subite d'un état républicain ; enfin, les termes employés nous laisseront toute la liberté et la facilité d'appliquer leur sens aussi bien à un avenir heureux qu'à un état de succès imparfaits et insuffisants pour l'exécution de nos vues².

En réalité, la déclaration était plus conforme à l'orgueil du roi de Prusse qu'à sa situation, et l'état de son armée ne justifiait pas ses altières exigences. Même dans le camp prussien on jugea le manifeste du 28 septembre très imprudent. Le duc de Brunswick, disait Goethe, a la démangeaison d'écrire et, comme les auteurs qui lisent leurs productions à tout venant et mal à propos, il n'a pu s'empêcher de montrer à Dumouriez son nouveau chef-d'œuvre³. Massenbach savait que Lucchesini avait rédigé la déclaration ; voilà bien nos diplomates, s'écriait-il, toujours grands faiseurs de manifestes et toujours beaux diseurs ! Breteuil trouva le mot juste : Le duc a fait une nouvelle déclaration à laquelle il ne manque que d'avoir battu l'ennemi⁴.

¹ Allusion à Anacharsis Cloots et autres. La *Chronique de Paris* (p. 1183) rapporte l'entretien suivant. Manstein disait à Dumouriez : Comment voulez-vous que nous puissions traiter avec vous ? Vous n'avez point de roi. — Nous avons la Convention nationale, qui est chargée d'exprimer la volonté de la nation. — Oui, mais comment est-elle composée ? Par exemple, vous avez là un Cloots, Prussien qui serait pendu s'il était chez nous. Dumouriez lui répondit : C'est parce qu'il mérite d'être pendu chez vous qu'il a mérité d'être élu chez nous.

² Ranke, *Ursprung*, 372 ; cp. Reuss à Cobenzl (Vivenot, *Quellen*, II, 235) ; les conclusions de Lucchesini lui semblent justes, et son style assez pénétrant pour faire impression sur un homme qui n'est pas encore entièrement corrompu.

³ Goethe, *Campagne de France*, 119.

⁴ Massenbach, *Mém.*, I, 124 ; Breteuil à Fersen, 2 octobre (Fersen, II, 378). Ce fut Brissot qui lut le manifeste à la Convention, dans la séance du 1er octobre ; il fut

Manstein fut chargé d'envoyer à Dumouriez ce nouveau manifeste. Il le somma de le publier sur-le-champ et l'avertit que le quartier général allait, pour plus de sûreté, le faire imprimer aussitôt. L'importance et l'authenticité de cette pièce exigent que vous la portiez aussi promptement que possible à la connaissance de la nation à laquelle elle est adressée. Elle le sera de notre part par la voie de l'impression, et l'on avertira la nation française que l'original de cette déclaration vous a été adressé aujourd'hui par moi.

Dumouriez trouva la déclaration si impérative, si dure, si déplacée¹ qu'il la lut deux fois, sans dissimuler sa surprise et sa colère. Le duc de Brunswick, dit-il au porteur du message, me prend sans doute pour un bourgmestre d'Amsterdam ; annoncez-lui que la trêve cessera demain matin et que j'en donne l'ordre devant vous. Il écrivit, séance tenante, un billet laconique à Manstein. Ce n'était pas ainsi qu'on traitait avec une grande nation et qu'on dictait des lois à un peuple souverain ; les Français ne penseraient plus qu'à combattre ; on voulait leur arracher la liberté qu'ils avaient conquise ; on ne tarderait pas à s'en repentir. Je vais, ajoutait-il, faire passer l'écrit du duc de Brunswick à la Convention nationale ; je vais le faire lire dans mon camp, et partout il sera reçu avec le même sentiment d'indignation.

La négociation était terminée. Nous n'avons plus, mandait Dumouriez à Paris, de base pour négocier. Tout est dit, marquait de son côté Lucchesini au ministère prussien, et il n'y a plus qu'à finir brusquement tous pourparlers ultérieurs. Mais le duc de Brunswick préparait sa retraite ; il lui semblait indispensable de prolonger la trêve, ne fût-ce que d'un jour. Manstein revint à la charge. Il écrivit à Dumouriez le 29 septembre ; il lui paraissait que le général français n'avait pas voulu entrer dans le sens de la déclaration, ni saisir le véritable esprit qui l'avait dictée ; il proposait un nouveau rendez-vous pour le lendemain, 30 septembre, à midi, aux avant-postes des deux armées. Dumouriez répondit que Brunswick avait écrit, non pas un mémoire particulier, mais un manifeste ; que ce manifeste portait avec lui la menace et la guerre, qu'il rompait le fil de la négociation, et détruisait tout ce qu'on avait dit depuis quatre jours dans les conférences de Dampierre ; tant que cette pièce subsisterait, il ne pourrait voir Manstein. Que penseriez-vous, ajoutait-il, d'une nation qui, sans avoir été vaincue, se plierait devant un manifeste et traiterait sur les conditions de l'esclavage, lorsqu'elle s'est déclarée républicaine ? D'ailleurs il avait fait imprimer la déclaration, il l'avait répandue dans son armée, il l'avait envoyée à Paris ; il ne pouvait plus qu'attendre les ordres de son souverain qui était le peuple français rassemblé en Convention nationale par ses représentants².

Le même jour, Dumouriez mandait à Lebrun : Ces gens-là sont insolents, mais ils ont besoin de la paix. La grande difficulté pour eux est de savoir comment ils pourront garder le *decorum* dans cette négociation. Je suis bien persuadé que le manifeste du duc de Brunswick sera annulé et qu'on reviendra à des propositions plus raisonnables. Pourtant je crois que décidément le roi de Prusse n'abandonnera pas l'Autriche³. Mais sa tactique prudente avait eu plein succès. La négociation qu'il ouvrit dès le surlendemain de Valmy et qu'il prolongea

interrompu par des éclats de rire (Moniteur et Patriote français du 2 octobre. On a ri de ces inepties) ; cp. le jugement de Manso, *Geschichte des preussischen Staates*, I, 248.

¹ *Mém.*, I, 307.

² Voir tous ces documents dans le Moniteur du 6 octobre.

³ Dumouriez à Lebrun, 29 septembre (Arch. guerre).

pendant huit jours, ruina l'armée prussienne. Cette semaine d'inaction valait mieux qu'une bataille gagnée.

Les envahisseurs, désormais réduits à une défensive inerte, avaient pris le parti d'abandonner la Champagne et de se retirer sur la Meuse.

CHAPITRE III

LE CAMP DE LA LUNE

I. Le camp des alliés. Les Prussiens à Hans et les Autrichiens à Valmy. — **II.** Détresse de l'armée. Manque de fourrages. Retards des convois. Le pain de munition. Décoction d'orge. L'eau de pluie. La dysenterie. Profond découragement des soldats. — **III.** Illusions persistantes des émigrés. Propositions de Nassau-Siegen. Conseil de guerre du 24 septembre. Le maréchal de Castries. Nécessité de la retraite.

La situation de l'armée prussienne n'avait fait qu'empirer durant la négociation de Manstein. On vit le 21 septembre, au lendemain de la canonnade, que Kellermann avait pris une autre position pendant la nuit. Mais on n'osa l'inquiéter, et l'on essuya sans riposter quelques volées de canon que le général français envoyait aux alliés [pour leur confirmer son arrivée sur leur flanc droit](#). On était, raconte l'auteur de la *Campagne de France*, placé sur le bord d'un immense amphithéâtre, en face de l'armée ennemie postée sur des hauteurs et formant un demi-cercle énorme ; entre les deux camps, des ruisseaux et des marais, sorte d'arène où les hussards des deux partis galopèrent parmi les haies des jardins et les cabanes, tantôt avançant, tantôt reculant, agitant leur sabre, tirant d'inutiles coups de feu, fixant l'attention par un simulacre de combat¹.

On resta néanmoins dans la même position, non seulement, comme dit Goethe, par point d'honneur et pour sauver les apparences, mais parce qu'on voyait encore sur l'Yvron et près du moulin de Valmy, les avant-postes ennemis.

Enfin Brunswick fit un mouvement. L'armée française avait définitivement quitté le champ de bataille du 20 septembre ; sa cavalerie se portait entre l'Auve et l'Yèvre, et son infanterie élevait des retranchements près de Felcourt. Fallait-il passer l'Auve hardiment et attaquer le flanc gauche de Kellermann ? Mais le généralissime voulait moins que jamais livrer bataille. Nous étions, écrit Massenbach, réduits à la défensive, et nous n'avions même plus la moindre étincelle de cet esprit militaire qui cherche à se tirer d'un pas difficile par une action d'audace². On prévoyait déjà la retraite ; on craignait de trop s'éloigner de Grandpré, d'où venaient les vivres de l'armée ; on résolut de demeurer entre la Bionne et l'Auve.

¹ *Campagne de France*, 95.

² *Mém.*, I, 118.

Le 23 septembre, les Autrichiens de Clerfayt, portant des bottes de paille à la pointe de leurs baïonnettes, allèrent occuper le tertre de Valmy¹. L'avant-garde de Hohenlohe s'établit à Maigneux et sur la hauteur de la Lune². Le reste de l'armée prussienne campa sur l'Yvron et au pied de ce monticule autour du village de Hans, près de la Bionne.

Le quartier général était au château de Hans, [grande maison assez laide, avec un beau jardin dessiné à la française](#)³. Il appartenait à la veuve de ce comte de Dampierre, égorgé le 22 juin 1791 par les gardes nationaux qui suivaient Louis XVI au retour de Varennes. Le duc de Brunswick habita la maison du chapelain.

II. L'armée prussienne avait beaucoup souffert depuis son entrée sur le territoire français. Mais ce fut au camp de Hans, ou, comme l'appelèrent les Français, au camp de la Lune, qu'elle subit ses plus poignantes épreuves. Sur ces hauteurs chauves, dit un témoin de la campagne, sur ce sol crayeux et si blanc qu'on s'imaginait chaque matin qu'il avait neigé pendant la nuit, commença véritablement notre misère⁴.

On avait trouvé, dès le lendemain de Valmy, dans les villages de Dommartin-sous-Hans et de Courtémont, assez de foin et d'avoine. Mais bientôt les fourrages manquèrent entièrement. On ne savait plus que donner aux chevaux qui devenaient maigres comme des squelettes ; notre cavalerie, écrit Lombard, aurait été la proie du premier qui l'aurait attaquée⁵.

Le pain destiné aux soldats n'arrivait que très lentement. On le cuisait à Verdun, et les chariots de l'administration militaire le transportaient à Grandpré où les voitures régimentaires allaient le chercher. Mais les mauvais chemins retardèrent plusieurs fois les fourgons qui venaient de Verdun et de Grandpré. Les pluies, dit Peltier, avaient rompu les routes, et les convois, passant dans des fondrières de quatre à cinq pieds de profondeur, mettaient cinq jours à parvenir à leur destination. Durant une journée entière, le 25 septembre, les soldats n'eurent pas une bouchée de pain. D'ailleurs les hussards et les troupes légères touchaient, au lieu de pain, ce qu'on nommait le [Brotgroschen](#), c'est-à-dire douze centimes et demi de notre monnaie. Mais à quoi servait le [Brotgroschen](#) dans ce pays désolé ? Où les hussards et les fusiliers auraient-ils acheté du pain ? Il fallut prendre sur la subsistance des autres régiments. Le soldat n'avait donc pas suffisamment à manger. On lui donnait pour trois jours une ration de quatre livres ; elle le nourrissait à peine durant deux jours ; elle était épuisée dès le

¹ Tous les habitants s'étaient enfuis à Chaudefontaine. Un vieillard, du nom de Gouvernal, resta seul ; il prit les Autrichiens pour des Français et leur dit dans le patois du pays : [Gagnerons-je, nos gens ?](#) (Thénault, *Hist. de Valmy*, I, 298, manuscrit des archives de l'académie de Reims.)

² Elle y éleva quelques retranchements. Le capitaine Joinville reconnut en 1833 l'emplacement d'un bonnet-de-prêtre qui couvrait le cabaret de la Lune et coupait la route ; on y avait lu pendant longtemps cette inscription : Les ennemis de la Liberté sont venus jusqu'ici en 1793. Joinville vit encore, à la même époque, une redoute pentagonale à 400 mètres à l'ouest de la Lune et une redoute carrée au nord, au-dessus de l'étang de Somme-Rup.

³ *Réminiscences*, 161 ; cp. Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 632. Le nom de Hans doit être prononcé Han.

⁴ Mot du prince royal de Prusse.

⁵ *Réminiscences*, 161 ; Lombard, *Lettres*, 318.

second, et on jeûnait le troisième¹. Enfin, ce pain était de la plus mauvaise qualité ; aqueux, cuit à la hâte et sans le moindre soin, mouillé par les pluies qui traversaient la bâche des fourgons, il rebutait le soldat. Vainement les généraux avaient remontré qu'il ne valait pas le pain de munition français. Vainement, dès la prise de Longwy, Courbière s'était indigné publiquement, devant le duc de Brunswick, qu'on nourrit si mal une armée en campagne. Le pain resta détestable ; lorsqu'on le prenait en main, la mie se détachait aussitôt de la croûte et la moisissure apparaissait dans les intervalles. Ces taches vertes et jaunes faisaient croire au soldat que le pain renfermait soit du vert-de-gris, soit de l'arsenic ou du soufre. La plupart le jetaient loin d'eux avec dégoût². Les Hessois finirent par le renvoyer et ne demandèrent plus à la boulangerie de Verdun que de la farine ; on les vit à Clermont remuer cette farine dans des plats, voire dans leurs chapeaux et leurs bonnets, la mélanger avec du sel et de la poudre, l'étendre sur des pierres plates et faire cuire ainsi de mauvaises galettes. Tous les Français qui voyaient le pain prussien ou essayaient d'en avaler un morceau, se récriaient avec horreur. Sûrement, il était fait avec de la farine de la guerre de Sept-Ans ou du blé de la dernière récolte ! J'ai vu de leur pain, écrivait un Parisien de l'avant-garde de Kellermann, *c'est infâme comme il est, de la farine d'avoine échauffée, il n'est pas mangeable !* Les jeunes paysans dont Goethe avait réquisitionné les chevaux, refusèrent de partager le *Commissbrod* du poète ; ils lui dirent qu'ils n'avaient jamais mangé que du bon pain ; ils s'enfuirent un jour, raconte le poète, *en me laissant leurs chevaux, et je parierais que notre pain noir fut le terrible spectre qui les chassa ; pain blanc, pain noir, voilà le cri de guerre entre Allemands et Français*³.

Bientôt la disette régna au camp de la Lune. Le pays d'alentour était un véritable désert, les villages restaient vides et dès le 21 septembre on avait fait main basse sur toute la volaille. Pas un vivandier, pas un juif n'avait suivi l'armée. On n'avait ni tabac ni eau-de-vie. De jeunes soldats pleuraient d'inanition. Un pain de quatre livres se vendait un louis et même davantage. Mon gilet et mon habit, disait Goethe plaisamment, me prouvent que je perds tous les jours de ma graisse. Frédéric-Guillaume, rapporte Ségur, *écrivit à Mme Rietz que depuis trois jours il était sans café, et lorsqu'un roi manque de café, certainement son armée manque de pain*⁴.

Il fallut combattre la famine par des moyens extraordinaires. Brunswick ordonna de battre toutes les gerbes qu'on trouverait, de faire bouillir les grains et d'assaisonner de beurre et de lard cette pâte informe. Mais où trouver du lard et

¹ Le témoin oculaire (II, p. 63) dit même que *le pain qui devait suffire pour trois jours, ne durait qu'un jour*.

² Déjà devant Verdun, les chasseurs, au lieu de manger leur pain, s'amusaient à le couper en petites tranches qu'ils disposaient, en forme de culs de bouteilles, sur le mur des jardins ; Goethe, toujours en quête d'observations scientifiques, crut voir de loin une rangée de pierres de la même couleur que le jaspe vert. *Campagne de France*, p. 40.

³ Peltier, 55 ; Massenbach, *Mém.*, I, 111-113 ; *Réminiscences*, 151 et 161 ; Goethe, 40, 104 et 118 ; Ditfurth, *die Hessen*, p. 116 ; *Moniteur* du 17 septembre, lettre de Reims ; Dunuy à son père, lettre du 23 octobre (arch. guerre).

⁴ Ségur, *Histoire des principaux événements du règne de Frédéric-Guillaume II*, II, 299 ; Goethe à Knebel, 27 septembre ; le témoin oculaire raconte qu'on fuma de la paille, des feuilles d'arbre, etc., et que le quart d'une livre du tabac le plus mauvais coûtait deux à trois francs (II, 171-176).

du beurre ? On exécuta néanmoins l'ordre du quartier général et on mangea, sans sel et sans graisse, cette décoction d'orge¹.

La soif se joignait à la faim. L'eau potable manquait ; celle des étangs voisins était saumâtre, nauséabonde, souillée par les cadavres des chevaux ; descendre jusqu'à l'Auve, c'était s'exposer à être pris ou tué par l'ennemi. Il fallut boire l'eau de pluie qu'on recueillait dans les bâches des voitures ou l'eau crayeuse qu'on puisait dans les creux du terrain et dans les pas des chevaux².

Les Français n'ignoraient pas la détresse des alliés. Les prisonniers qu'ils faisaient tous les jours, dévoraient gloutonnement ce qu'on leur offrait. Ils étaient, dit Gobert ; dans un état de dépérissement horrible et tombaient avec avidité sur un morceau de pain³. Ils avaient l'air enchantés d'être pris, écrit Dillon, et se jetaient sur les aliments qu'on leur présentait⁴. Ils sont si affamés, mandait Brémont au conseil de guerre de Mézières, qu'ils mangent le pain d'huile et boivent l'eau blanche qu'on a préparés pour les bœufs⁵. Tous, rapporte Buirette, témoignaient du dénuement où se trouvait leur armée⁶.

Au milieu de ces extrémités presque intolérables sévissait la dysenterie. Elle avait commencé à se manifester à Coblenz, et n'avait pas quitté l'armée prussienne depuis son entrée en France. C'est au camp de la Lune qu'elle fit le plus de victimes. Il n'y a pas un cep de vigne dans la région ; mais sur les coteaux de Verdun et en allant de Landres à Vaux-les-Mouron, les soldats avaient mangé sans précaution des raisins verts. Telle fut une des causes de l'épidémie. Il faut y joindre les intempéries de la saison, la nourriture malsaine, les mauvaises pommes de terre qu'on trouvait dans les champs et qu'en Allemagne, dit Laukhard, on aurait données au bétail, la viande de cheval qu'on mangeait sans légumes et sans sel⁷. Comme l'armée de Charles-Quint en 1544 devant Saint-Dizier⁸, l'armée prussienne fut décimée par cette cruelle maladie qu'on nomme en allemand la *diarrhée rouge* ; le sixième des troupes gisait dans les ambulances ; on comptait dans une compagnie trente, quarante, jusqu'à cinquante dysentériques. *J'étais aussi*, raconte Caraman, *et depuis assez*

¹ Goethe, *Campagne de France*, 108 ; Laukhard, III, 374 ; Minutoli, *der Feldzug*, 20 ; Gaudy, 23.

² Goethe, p. 99 ; Témoin oculaire ; Laukhard, etc. ; la pinte d'eau se payait douze sous. On racontait à Paris que Frédéric-Guillaume avait demandé à Dumouriez la permission de laisser boire ses chevaux dans une mare voisine du camp français ; ce n'est pas à moi, répondait Dumouriez, c'est à nos canonniers qu'il faut demander cette permission (*Révolutions de Paris*, n° 168, 16-17).

³ Gobert, *Mém.* (Arch. guerre).

⁴ Dillon, *Compte-rendu*, 39-40.

⁵ *Journal* de Brémont, 60.

⁶ *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 619. Cp. la lettre d'un ami de Gorsas, arrêté près de Clermont par des Prussiens et relâché : *Les Prussiens doivent manquer de tout... ils dévorent jusqu'à des graines fétides ; plusieurs délayent de la farine dans l'eau et font par ce moyen un excellent repas.* (*Courrier des quatre-vingt-trois départements*, 30 septembre, p. 129.)

⁷ Ils mangent leurs chevaux, disait la *Chronique de Paris* (29 septembre, p. 1792), ce qui, du reste, est assez ordinaire aux peuples du Nord, descendus des Tartares !

⁸ Voir la *Chronique de Götz de Berlichingen*, publiée par Berlichingen Rossach, p. 81. Possit dit dans son récit, p. 119 : *Extremam ad inopiam commeatu redacti Germani quum jam non fame modo, sed per adversa tempestatum (nam sicut augustus mensis intolerabili prope aestu incaluerat, ita per omnem septembrem continu ; imbres effusi sunt), multo masis etiam contagione morborum conflictarentur.*

longtemps, attaqué de ce mal et ne me soutenais que grâce aux soins dont j'étais l'objet au quartier général. Lorsque les Prussiens quittèrent le camp de la Lune, les Français trouvèrent les fosses d'aisances remplies de sang. Les gens restés à la ferme de Maigneux, à l'auberge de la Lune, au village de Hans étaient presque tous malades. On voyait çà et là sur le plateau des cadavres de soldats jetés en hâte dans des fosses peu profondes d'où sortaient des bras et des jambes. Le chirurgien-major de l'armée, écrivait Westermann, dit que le camp est pestiféré et qu'il faut y brûler beaucoup de vinaigre et autres choses. On mit le feu aux débris de toute sorte qu'avaient laissés les Prussiens ; l'épaisse fumée que fit la flamme exhalait une odeur fétide. Dampierre, que Dumouriez avait chargé de camper en cet endroit avec sa brigade, craignit pour la santé de ses soldats et poussa plus loin¹.

Telle était la situation de cette armée prussienne naguère si belle et si florissante, maintenant délabrée, exténuée par les privations, grelottant dans ses bivouacs fangeux sous les pluies froides et insalubres de l'automne, dépérissant dans l'inaction et la faim. C'est à Hans, dit un soldat, qu'il fallait nous voir, nous Prussiens, d'ordinaire si propres et si brillants ! Les vêtements étaient sales et jaunis par la fumée ; les guêtres, couvertes de boue ; les souliers déchirés et rajustés avec de la ficelle ou des brins d'osier. On ne songeait plus à se raser ; on laissait pousser sa barbe drue et inculte ; quelques jours plus tard, à Etain, Goethe se regardait dans un miroir et s'effrayait de voir ses cheveux flotter sur ses épaules comme une quenouille emmêlée².

On était tombé dans le découragement le plus profond. On restait blotti sous la tente, accroupi dans la boue autour d'un feu misérable, les officiers dissertant sur la guerre et lisant des livres français qu'ils avaient ramassés dans les villages des environs, les soldats maudissant les émigrés, les patriotes et l'horrible contrée, tous craignant un prochain désastre, souhaitant de rentrer en Prusse au plus tôt, n'aspirant plus qu'à regagner leurs tranquilles garnisons. Après avoir méprisé l'ennemi, dit Goethe, on commençait à l'estimer, et, comme il arrive d'ordinaire, à l'estimer peut-être plus qu'il ne valait. Des bruits alarmants se répandaient dans l'armée. On parlait des nombreux renforts que recevait l'adversaire au camp de Sainte-Menehould. On disait que vingt mille paysans s'étaient levés dans le pays de Reims et parcouraient la contrée, armés de faux et de fourches, massacrant les hommes isolés. Tout le pays est contre nous, écrivait le duc de Le vis qui servait dans le corps de Clerfayt, et les habitants massacrent tout ce qui s'écarte. On se répétait que les communications n'étaient pas sûres. On s'entretenait avec effroi des partis de cavalerie française qui battaient la campagne, et, comme le 29 septembre à Bouconville, enlevaient les convois³. On voyait avec consternation les chevaux mourir par centaines et les

¹ *Réminiscences*, 161 ; Laukhard, III, 175 ; Caraman, *Mém.*, 21 ; Buirette, II, 263 ; Strantz, 104 ; Gaudy, 23 ; Témoin oculaire, 11,212 ; Manso, I, 249 ; Westermann à Pétion (Ternaux, IV, p. 548) ; Dumouriez, *Mém.*, 309 ; Dumouriez ajoute que de malheureux soldats étaient tombés dans les fosses d'aisances et y avaient péri.

² Laukhard, III, 183 ; Témoin oculaire, II, 56 ; Goethe, *Campagne de France*, 164.

³ Goethe, lettre à Knebel, 27 septembre et *Campagne de France*, 112 ; Strantz, p. 104 ; Laukhard, III, 182 ; Fersen, II, 41 ; *Réminiscences*, 101 ; Massenbach, *Mém.*, 111-114. Nous avons, dit le major, 43 bataillons, 40 escadrons et 15 batteries ; chaque bataillon a 4 fourgons de vivres ; chaque escadron, 1 ; chaque batterie, 2 ; l'armée avait donc 285 voitures. Imaginez cette longue file de véhicules allant de Hans à Grandpré, sous l'escorte d'un seul régiment de dragons ! Quoi de plus aisé que de l'attaquer en tête ou en queue, ou de la couper en plusieurs tronçons ? Cp. les nouvelles apportées à Bruxelles

blessés de la canonnade, entassés sur la paille des granges, sans couverture et presque sans pansement, expirer les uns après les autres dans d'affreuses douleurs.

C'est dans cet état que Brunswick commandait aux soldats de ramasser de la craie et d'en faire une ample provision. Mais, comme disait Goethe, on réclamait du pain, et non de la poussière. Ah ! s'écriait un soldat, [si Jésus était là pour changer la craie en pain !](#)¹

Même misère et même tristesse de l'autre côté de l'Argonne, dans les camps de Clermont et de Neuville. Là aussi la pluie qui tombait furieuse, abattait les tentes ; là aussi la faim faisait sentir ses atteintes ; là aussi la dysenterie exerçait ses ravages, et vainement les Hessois séchaient, en les exposant à la flamme du bivouac, les raisins cueillis dans les vignes de Clermont. Les averses continuelles avaient mélangé d'une boue crayeuse l'eau des sources et des puits. Le feuillage vert qu'on étendait à défaut de paille, sur le sol boueux, pourrissait comme du fumier. Bientôt les malades furent en grand nombre. Le colonel de l'artillerie Kellermann mourut après trois semaines de souffrances. Il fallut établir à Verdun dans l'ancien couvent des Minimes un hospice hessois². Lorsque la petite armée du landgrave repassa la frontière, elle était réduite de 5.560 hommes à 4.941 ; 30 soldats seulement avaient été tués devant l'ennemi ; 60 avaient disparu ; 130 malades étaient demeurés dans le rang ; 240 autres gisaient dans les hôpitaux ; 100 étaient morts de la fièvre ou de la [courée prussienne](#), et parmi eux les pauvres nègres qui formaient la musique du régiment de la garde et qui portaient les noms héroïques d'Apollon et de Ganymède, d'Alcibiade et de César, de Brutus et de Caton³.

III. Cependant Nassau-Siegen, les comtes de Provence et d'Artois, le maréchal de Castries et les principaux émigrés pressaient le duc de Brunswick de livrer bataille. La canonnade de Valmy n'avait pas dissipé leurs illusions. Ils soutenaient encore que l'armée française menaçait de pendre ses généraux. Pas un [patriote](#) ne désertait, mais, prétendaient les émigrés, c'est parce que le soldat est sûr d'avoir du pain en restant à l'armée et parce qu'il aime l'indiscipline révolutionnaire. On avait vu les cavaliers de Valence et de Chazot mettre pied à terre durant le combat et donner l'avoine à leurs montures ; ils avaient peur, disaient les émigrés, et refusaient de monter à cheval. On voyait les soldats de Kellermann élever des retranchements et dresser des batteries ; c'est pour les occuper, disaient encore les émigrés, et parce qu'on craint leur insubordination. On savait l'artillerie française formidable ; mais, ajoutaient les émigrés, ces

par un officier, courrier de lord Elgin (Fersen, *id.*) L'armée est abîmée par les fatigues, le manque de tout et les maladies ; la peur d'être entouré commence à se répandre ; les Français font bonne contenance ; les habitants sont détestables, n'amènent rien au camp et tirent sur tout ce qui se présente.

¹ Goethe, 107 ; Laukhard, III, 177.

² Arch. municip. de Verdun, carton 1¹⁷, n° 10.

³ Ditfurth, *Die Hessen*, 136 ; le landgrave avait établi à Wilhelmshöhe une petite colonie de nègres, et ce fut là que le célèbre Sömmerring put faire les observations qu'il a consignées dans son écrit sur [la différence corporelle du nègre et de l'Européen](#) (1784-1785) ; cp. R. Wagner, *Sömmerring's Leben*, 1844, II, p. 42.

scélérats tremblent derrière leur canon, ils n'ont de confiance et d'espoir qu'en leurs batteries, et sont incapables de la moindre résistance¹.

Nassau-Siegen proposa au duc de Brunswick de tourner la position française ; 20.000 hommes soutenus par la cavalerie des émigrés qui **pouvait être employée sans ménagement**, se jetteraient sur les derrières de l'armée de Kellermann ; le reste des alliés s'avancerait jusqu'à l'extrémité de l'Yvron et contiendrait l'armée de Dumouriez ; Kellermann battu, l'impossibilité de subsister forcerait Dumouriez à décamper. Mais Brunswick répondit que le terrain était impraticable pour la cavalerie et que l'armée manquait de pain ; **quand nous aurons du pain, je ferai tout ce qu'il sera humainement possible de faire, mais c'est bien difficile**. Cet entretien eut lieu le 24 septembre. Le jour même, au sortir de table, le roi de Prusse réunit un conseil de guerre auquel assistaient Brunswick, Kalkreuth, Hohenlohe, Clerfayt, Nassau-Siegen, le maréchal de Castries, MM. d'Autichamp et de Rozières².

Brunswick parla le premier. Il exposa la situation de l'armée, extrêmement affaiblie par le mauvais temps, la maladie et le manque de vivres. Il avoua qu'on pouvait tourner la position française, mais qu'à son avis, on devait s'éloigner moins que jamais de ses communications. Il valait mieux lever le camp, regagner la trouée de Grandpré, s'emparer de Sedan, prendre ses cantonnements sur la Meuse et couvrir les provinces conquises³.

Le maréchal de Castries prit la parole après le duc de Brunswick. Il soutint avec chaleur le plan de Nassau-Siegen. **Tout ce que j'ai vu, disait-il, tout ce qu'on m'a rapporté de la position de l'ennemi, prouve que Kellermann est en l'air. Chargeons ses troupes avec vigueur, nous les mettrons aisément en déroute, nous nous saisissons de la route de Vitry, et Dumouriez devra prendre la fuite ou capituler. On parle de lever le camp, on dit qu'il vaut mieux regagner le défilé de Grandpré que de se battre. Mais se retirer devant l'ennemi, c'est lui rendre courage ; en nous voyant reculer, les volontaires enhardis s'acharneront à notre poursuite. Castries se tourna vers Frédéric-Guillaume, le roi de Prusse, s'écria-t-il, voudrait-il battre en retraite ? Non, il n'en a même pas la pensée !**

Frédéric-Guillaume semblait ému ; **il n'est pas question de retraite**, répondit-il au maréchal, **et je suis contraire à toute démarche timide**. Mais Brunswick fit encore une triste peinture de l'état où l'armée prussienne était réduite. Le roi se leva : **Eh bien ! que décidons-nous ? M. de Clerfayt, quel est votre avis ? — Je ferai tout ce qu'on voudra**, dit Clerfayt, **dès que j'aurai du pain**. Ce mot trancha la question. Il fut convenu qu'on attendrait le pain et que la bataille serait livrée le 29 septembre⁴.

Le 29 septembre arriva. La veille, le roi de Prusse, indigné des propositions d'alliance que lui faisait Dumouriez, avait accepté l'idée d'un troisième manifeste⁵. Nassau-Siegen offrait d'écrire sur-le-champ à la tsarine et de demander instamment l'envoi d'un corps de troupes russes qui se dirigerait sur la France à marches forcées et arriverait en Champagne avant la fin de l'automne.

¹ Nassau-Siegen ; Fersen, II, 48 et 50 ; Contades, 73.

² Ce dernier avait été lieutenant général et inspecteur général du génie. Il était quartier-maître-général de l'armée des princes.

³ Reuss à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II, 233.

⁴ Nassau-Siegen, 359-362 ; Peltier, 58 ; *Tagebuch der Feldzüge gegen Frankreich*, von D(esfours), 1818, p. 35-36 (récit d'un émigré).

⁵ Voir ci-dessus, chapitre précédent.

Les princes français priaient Frédéric-Guillaume de les placer au poste le plus périlleux ; le comte d'Artois promettait d'emporter, à la tête de la noblesse, une batterie de pièces de 24 qui flanquait la droite du camp de Kellermann ; les émigrés juraient de culbuter l'armée des patriotes. Mais, s'il était téméraire d'attaquer les Français le 20 septembre, il était insensé de les assaillir neuf jours après. Brunswick refusa fort prudemment de tenter le sort d'une bataille et répondit aux sollicitations des émigrés qu'il n'avait pas trente mille hommes capables de combattre¹. Caraman l'approuva. L'effectif disponible, assure cet émigré dans un fragment de ses mémoires, était réduit à 17.000 hommes. Tout le surplus était languissant, épuisé et mourant : les rapports s'accordaient tous pour annoncer la formation à Châlons d'un corps considérable de nouvelles levées destiné à nous fermer le passage vers Paris ; même en admettant les succès les plus inespérés, si l'on pouvait arriver devant la capitale, ce serait avec une armée tellement réduite qu'elle se trouverait hors d'état de surmonter la plus faible résistance². Il fallait battre en retraite, et ce parti, ajoute Caraman, n'était que trop évidemment dicté par les conseils de la raison la plus sage. La nouvelle fut accueillie diversement dans le camp prussien ; les officiers l'apprirent avec tristesse ; les soldats poussèrent un cri de joie et se dirent les uns aux autres : *Bruder, es geht nack Hause, frère, on rentre chez soi !*³

¹ Dampmartin, *Mém.*, 304.

² Caraman, *Mém.*, 20.

³ Hausser, I, 386 ; Marcillac, *Mém.*, 110 ; Contades, 74 ; Neuilly, 50 ; Témoin oculaire, II, 193.

CHAPITRE IV

LE CAMP DE SAINTE-MENEHOULD

I. Ténacité de Dumouriez. Mot de Napoléon. Proclamation aux habitants de la Marne. Grand projet de réunion. Frégeville et Baudinot au Fresne. Leur jonction avec Dubouquet. D'Harville à Aubérive. — **II.** La route de Vitry. Retard des convois. La disette. Propos de Dumouriez. Il mate les fédérés. Confiance et bon vouloir de l'armée. *Pio patria mori.* — **III.** Jalousie de Kellermann. Sa querelle avec Dumouriez. Lettres des deux généraux. Dumouriez écrit à Servan et à la Convention. Mission de Vialla. Recours à Danton. — **IV.** Servan. Ses craintes. Il désapprouve le plan de Dumouriez. — **V.** Les trois commissaires de la Convention. Prieur de la Marne. Sillery. Carra. Adhésion de l'armée au décret qui proclame la République. Aspect de Sainte-Menehould. Un *camp de plaisance*. La *Marseillaise*.

I. Pendant qu'il amusait les Prussiens par des négociations, Dumouriez luttait dans son camp contre la défiance de ses soldats, contre la jalousie de Kellermann, contre les sollicitations de Servan qui le priait de se retirer derrière la Marne. Il subissait, écrit-il dans ses Mémoires, une véritable persécution, et ses compatriotes lui causaient plus d'ennui que les Prussiens. Mais il sut résister à toutes les obsessions, et pendant ces neuf jours qui décidèrent de l'issue de la campagne, au milieu des alarmes des ministres et de l'Assemblée, des récriminations de son collègue et des plaintes de l'armée, conserver une inébranlable fermeté, faire, comme il disait, tous les métiers et passer à tout moment à travers toutes les contrariétés, sans perdre sa bonne humeur et sa vivacité d'esprit. Il opposa sa propre prévoyance aux soupçons, aux clameurs, aux inquiétudes qui l'assiégeaient de toutes parts. Il tint bon dans son plan que tous ou presque tous désapprouvaient. Il garda sa position de Sainte-Menehould. Résolution hardie, tellement hardie que Napoléon, de son propre aveu, n'aurait osé la prendre. *Je me regarde*, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, *comme l'homme le plus audacieux à la guerre qui ait jamais existé, et bien certainement je ne serais pas resté dans la position de Dumouriez, tant elle m'eût présenté de dangers. Je n'explique sa manœuvre qu'en me disant qu'il n'aura pas osé se retirer. Il aura jugé encore plus de péril dans la retraite qu'à demeurer. Les Français ne savent pas se retirer devant un ennemi victorieux ; s'ils ont le moindre échec, ils n'ont plus ni tenue ni discipline, ils vous glissent dans la main. Voilà, je suppose, quel aura été le calcul de Dumouriez*¹. Napoléon se trompait.

¹ Las Cases, *Mémorial*, VI, 241 (10 novembre 1816).

Dumouriez, en restant à Sainte-Menehould, obligeait les Prussiens à lui faire face ; il les empêchait de se rejeter dans le département de la Meuse et les Évêchés, où ils auraient vécu au large sur un riche terroir ; il les retenait immobiles dans un pays stérile où ils devaient périr à la longue de misère et de faim. Se retirer sur Châlons, c'était livrer le pays de Bar et la Lorraine et ouvrir des subsistances à l'ennemi qui pourrait hiverner sur le sol français et se préparer à une seconde campagne¹.

Il crut un instant que Brunswick se dirigerait sur Châlons. Déjà le conseil général de la Marne décidait de transférer à Sézanne, à l'extrémité du département, le siège de ses séances. Déjà l'ambulance des hôpitaux militaires refluit sur Epernay et Château-Thierry. Déjà Dumouriez annonçait au ministre qu'il suivrait les Prussiens dans leur marche et les serrerait de près. Il ordonnait au commandant militaire de Châlons d'évacuer les magasins, de couper le pont de la Marne, de mener au-delà de la rivière les troupes de Dubouquet et les fédérés qui se trouvaient dans la ville ; lui-même se porterait sur Suippes, puis de là sur la montagne de Reims².

Il fut bientôt rassuré. Non, l'ennemi ne se dirigerait pas sur Châlons ; *je suis là, disait-il, avec une armée à peu près égale à la sienne et je lui tomberais sur le corps dans le désordre de sa marche.* Il écrivit aux administrateurs de la Marne une lettre qui fut imprimée sous forme de placard et répandue dans tout le département. Il sommait la population de concourir au salut du pays, de détruire les vivres, de faire un désert autour de l'envahisseur. *Aidez de votre pouvoir le général Labourdonnaye et le patriote Laclos à faire évacuer au-delà de la Marne tous les approvisionnements qui tenteraient les Prussiens, tous les fourrages qu'on pourra charger sur les voitures ; que le reste soit brûlé ou jeté dans les rivières.* Il engageait, au nom de la patrie, les habitants des villages qui bordent le cours de la Suippe et de la Vesle à se retirer avec leurs bestiaux sur l'autre rive de la Marne. Ce parti était extrême ; mais fallait-il livrer les subsistances à l'ennemi, lui donner la ressource de pénétrer plus avant ? Les dangers sont grands, ajoutait Dumouriez ; notre courage et notre civisme doivent s'élever à la même hauteur. Il affirmait aux paysans que la crise ne durerait que quelques jours ; il leur promettait la reconnaissance de la nation ; il leur assurait que la France leur saurait gré de leurs sacrifices et les dédommagerait des pertes qu'ils auraient supportées³.

Mais Dumouriez ne se bornait pas à rejeter obstinément tout plan de retraite. Il ne s'agit pas seulement, disait-il, de ne pas se retirer du tout ; pour ne pas se retirer, il faut être plus nombreux que l'adversaire ; il ne suffit pas de faire face, il faut se renforcer. Il avait un grand projet : rassembler sur la même étendue de terrain toutes les armées et fractions d'armée qui tenaient la campagne, grouper autour de lui toutes les troupes de Reims et de Châlons, auparavant *désunies par petits paquets*, présenter aux alliés une masse imposante de quatre-vingts à cent mille hommes qui couvrirait à la fois Châlons, Reims, Vitry-le-François et par suite la capitale.

Il appelait donc autour de lui toutes les forces de la France. Il ordonnait à Sparre, qui commandait à Châlons, d'envoyer entre le Fresne et Tilloy 15.000 hommes

¹ Dumouriez à Kellermann, 25 septembre (arch. guerre).

² Dumouriez au commandant militaire de Châlons, 21 septembre (arch. guerre).

³ Dumouriez aux administrateurs de la Marne, 22 septembre (arch. guerre) et à Labourdonnaye, 22 septembre (papiers de Dumouriez).

sous les ordres de Dubouquet ; ces 15.000 hommes devaient lui **donner une grande supériorité sur les ennemis et les forcer à un mouvement rétrograde**. Il pria d'Harville qui commandait à Reims, de se porter sur la Suipe et de se retrancher avec ses fédérés dans le camp d'Aubérive, derrière la rivière. **Voici, lui écrivait-il, le moment de décider les affaires par un grand coup, et nous serons dans quatre jours plus de 100.000 hommes réunis**. Un cercle de fer se formerait peu à peu autour des Prussiens : partout, des armées ; en face d'eux et sur leur droite les soldats de Dumouriez et de Kellermann ; sur leurs derrières, les rassemblements de Châlons et de Reims qui s'approchaient lentement. On enfermerait l'ennemi, disait l'aide-de-camp Fortair, dans un fer à cheval, et, selon le mot de Dumouriez, on l'acculerait aux montagnes, on le refoulerait insensiblement sur la route de Grandpré¹.

Dumouriez écrivait même à Biron qu'il fallait détacher de l'armée du Rhin un corps de 15.000 hommes qui marcherait avec la plus grande diligence sur Metz et de là sur Toul et Bar-le-Duc, pour couper aux Prussiens leurs communications avec Verdun. Nous tenons les ennemis, assurait-il, et sous quinze jours nous pouvons ruiner leur armée. Cette lettre arriva trop tard. Custine poussait alors sa pointe sur Spire et Mayence. Dumouriez jugea l'expédition plus brillante qu'utile ; il eût mieux aimé que les 15.000 hommes de Custine **au lieu d'aller courir les hasards en terre étrangère**, eussent marché sur Verdun ; j'aurais pu, affirmait-il, répondre de terminer la guerre en trois semaines de temps par une capitulation au lieu d'une négociation².

Mais son plan réussit. Deux partis s'offraient à lui après le 20 septembre : la **retraite** ou la **réunion**, la retraite sur Châlons ou la réunion de toutes les levées nationales à Sainte-Menehould et aux environs. Dumouriez s'était hardiment décidé pour la réunion. Dès le 22 septembre, sur ses ordres qui ne furent jamais aussi pressants, aussi impérieux que dans ces derniers jours de la campagne, le colonel Frégeville, avec douze escadrons de cavalerie légère et un bataillon de chasseurs à pied, se portait au Fresne ; il était suivi de 1.000 hommes — 300 cavaliers et 700 fantassins — commandés par Baudinot. Bientôt Dubouquet et d'Harville se rapprochaient de la grande armée. D'Harville se retranchait à Aubérive et voyait les émigrés qui campaient à Suippes, reculer sur La Croix-en-Champagne. Dubouquet arrivait au Fresne où il faisait sa jonction avec Frégeville et Baudinot, il envoyait sa cavalerie légère à Tilloy, il était sur le point de former l'aile gauche de l'armée réunie à Dampierre et à Braux. **Sous peu de jours, disait Dumouriez, je ferai un mouvement par ma gauche qui débordera la droite des Prussiens et les forcera à changer de position**.

Enfin, le 1er octobre, l'armée de Dubouquet³ quittait le Fresne et s'ébranlant sur deux colonnes, faisait deux lieues en avant pour camper à Gizaucourt et à

¹ Dumouriez à Sparre et à d'Harville, 24 septembre ; Fortair à Dumouriez, 27 septembre (arch. guerre).

² Dumouriez à Biron, 25 et 28 septembre (arch. guerre).

³ Dubouquet avait en tout 15.226 hommes : *avant-garde*, 13 escadrons de hussards, chasseurs et dragons, 400 gendarmes, 1 régiment de chasseurs, 1 régiment de ligne, 4 compagnies de Seine-et-Oise ; *première ligne* : 94e régiment, 1er bataillon de la Marne, 5e bataillon de la Meurthe, 99e régiment (ce sont les quatre bataillons qui gardaient le Chesne-Populeux quelques jours auparavant) 72e régiment, bataillon de la butte Saint-Denis, bataillon de la butte des Moulins. *Seconde ligne* : bataillon de l'Arsenal, bataillon des Amis de la patrie, bataillon du Pont-Neuf, bataillon de Molière. *Réserve* : Bataillon de

Voilemont. Les trois armées de Dumouriez, de Kellermann et de Dubouquet, notait un témoin oculaire, n'en forment plus qu'une et occupent tout le terrain de Sainte-Menehould à Voilemont, sur deux lieues et demie de longueur, pendant que l'armée de Sparre et de d'Harville borde la Vesle et la Suippe ; l'ennemi est au milieu de cet angle¹. Ainsi s'était opérée la grande réunion que projetait Dumouriez. Mais la veille les Prussiens avaient commencé leur retraite. Enfin, écrivait fièrement Dumouriez au ministre de la guerre, enfin, ce que j'ai calculé, arrangé et prédit, est arrivé ; tenez-moi compte de ce qu'on appelait mon obstination. Relisez mes lettres et vous verrez que si je n'avais pas pris le parti de résister à l'opinion universelle, l'ennemi était sauvé, et la France en danger. Les trois commissaires que la Convention avait envoyés à Sainte-Menehould rendirent hommage au général. Vous voyez, disait Carra à Servan, que Dumouriez a très bien fait de tenir ferme, et Sillery mandait à Pétion : Dumouriez a su tenir tête contre l'opinion générale et la France est sauvée. Elle eût été dans un grand danger, s'il ne s'était pas obstiné à garder sa position. En effet, s'il s'était jeté sur Châlons ou Reims, les ennemis mourant de faim n'eussent point cherché à l'attaquer, mais ils se seraient emparés du Barrois, auraient hiverné dans nos campagnes abondantes, et de là se seraient raccommodés et renforcés ; l'année prochaine, ils eussent entamé une nouvelle campagne, au lieu que je les en défie maintenant².

II. Mais du 21 au 30 septembre, l'ennemi, posté à la Lune, avait fermé la route de Châlons par Sommevesle et Auve. Il ne restait plus à Dumouriez et à Kellermann que la chaussée de Châlons à Vitry-le-François, sur la rive gauche de la Marne, et un chemin menant de Vitry à Sainte-Menehould par Possesse et Elize. Tous les convois qu'on envoyait de Châlons au camp français prirent donc la route de Vitry et le chemin d'Elize. Cette dernière voie qui passait à travers des bois, des marais et des ruisseaux, était très difficile et presque impraticable en certains endroits. Dumouriez la fit réparer par les huit cents travailleurs qui avaient élevé les retranchements de la côte de Biesme³.

Néanmoins la pluie et la boue retardaient les convois. On dut couper les arbres qui bordaient le chemin de Vitry à Elize et les coucher dans les ornières pour assurer le passage des voitures. Le pain manqua durant trois jours, du 21 au 24 septembre, et aux Islettes, et à Braux, et à Dampierre. Si vous ne m'envoyez pas les vivres que je vous ai demandés, écrivait Dumouriez au commandant militaire de Châlons, vous me mettez dans la position où j'ai mis l'armée prussienne. Les soldats formaient des attroupements tumultueux : ils couraient dans les rues de Sainte-Menehould, réclamant du pain, offrant de le payer à quelque prix que ce fût, criant qu'il fallait livrer bataille et prendre les vivres des Prussiens⁴.

Sainte-Marguerite, bataillon Bonconseil (Mauconseil), 1er Républicain ou bataillon de Palloy, 30 hussards et 200 gendarmes (arch. nat., papiers de Dumouriez).

¹ Brémont, 59.

² Dumouriez à Servan (1er octobre), Carra à Servan (30 septembre), Sillery à Pétion (2 octobre).

³ Dillon, *Compte rendu*, 37 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 297 ; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 610.

⁴ Buirette, II, 610 ; Dumouriez à Sparre, 24 septembre.

Dumouriez parcourut le camp avec son fidèle Thouvenot. Il allait de tente en tente. Il passait la nuit au feu des bivouacs. Il prêchait la patience, stimulait le patriotisme, prodiguait en un langage familier les exhortations et les saillies. Tantôt il montrait aux soldats la profonde misère des Prussiens qui se voyaient réduits aux extrémités de la famine et il annonçait leur retraite prochaine ; vous n'êtes pas tant à plaindre que ces Prussiens que vous voyez devant vous et qui mangent leurs chevaux morts. Tantôt il rappelait le mot plaisant du maréchal de Saxe, qu'il faut au moins une fois la semaine, interrompre les arrivages de pain pour accoutumer les troupes aux privations. Vous n'avez pas de pain, disait-il, mais vous avez du lard, du riz, de la farine, faites des galettes, la liberté les assaisonnera. Un jour, de violents murmures éclatèrent sur son passage. Quels sont, s'écria Dumouriez, les mauvais citoyens assez lâches pour ne pas supporter la faim ? Qu'on leur prenne leurs armes et leur uniforme, et qu'on les chasse ! Ils ne sont pas dignes de partager avec nous l'honneur de sauver la patrie. Non, vous n'aurez pas de pain aujourd'hui, mais n'êtes-vous pas des soldats capables de tout souffrir et de tout surmonter ? Vive la liberté ! Tous ceux qui l'écoutaient, répondirent : Vive la liberté ! Vive Dumouriez, notre père !¹

Mais l'armée ne voyait pas sans inquiétude la grande route de Sainte-Menehould à Châlons interceptée par l'ennemi. On osa dire à Dumouriez qu'il était cerné par les Prussiens. Mais non, mes enfants, répliquait-il gaiement, c'est moi qui cerne les Prussiens ; leur situation est plus désespérée que la mienne ; il faut nous féliciter qu'ils se soient engagés aussi avant dans le cœur de la France. Il ajoutait que sa retraite de Grandpré n'était que l'effet d'un plan médité d'avance ; il n'avait abandonné les défilés que pour attirer Brunswick dans une région désolée ; les Autrichiens avaient forcé la trouée de La Croix-aux-Bois, mais ils n'avaient fait que le prévenir, car il comptait, après sa jonction, ouvrir volontairement ce passage aux alliés, afin de les enfourner en un mauvais pays.

Les sept bataillons de fédérés que Beurnonville avait amenés de Châlons eurent quelques velléités d'indiscipline. Ils annonçaient, à leur arrivée, qu'ils ne souffriraient ni épauettes, ni croix de Saint-Louis, ni habits brodés, et qu'ils sauraient mettre les généraux à la raison. Mais Dumouriez n'était pas du tout d'humeur à endurer. Il passa les fédérés en revue. Il avait placé devant eux de l'artillerie et derrière eux de la cavalerie. Il était accompagné de son état-major et de cent hussards. Vous autres, dit-il aux fédérés, car je ne veux vous appeler ni citoyens, ni soldats, ni mes enfants, vous vous êtes déshonorés par des crimes ; mais je ne souffre ici ni assassins ni bourreaux. Vous voyez cette artillerie et cette cavalerie ; elles vous hacheront à la moindre émeute. Si, au contraire, vous vous corrigez, si vous vous conduisez comme cette brave armée dans laquelle vous avez l'honneur d'être admis, vous trouverez en moi un père. Ce langage émut les fédérés qui furent très souples et promirent monts et merveilles. Je leur tiendrai parole, écrivait Dumouriez à Labourdonnaye, et je ne les raterai pas, car si je ne prenais ce parti, ils ruineraient mon armée et finiraient par me pendre. Quelques jours après, il mandait à Dubouquet : Dites aux fédérés de Châlons que je compte sur eux, qu'ils sont des hommes, des Français, des républicains. Mais dites-leur aussi que la nation m'a transmis les pouvoirs les plus étendus et que

¹ Cp. sur l'amour des soldats pour Dumouriez le passage suivant, d'une lettre de Paris, datée du 26 septembre, non signée, mais qui est évidemment de la baronne d'Angel, quant à l'amour que tes soldats ont pour toi, j'y ai toujours cru ; aussi je n'en suis point étonnée ; tu as tout ce qu'il faut pour te faire aimer d'eux et de beaucoup d'autres (Arch. nat., papiers de Dumouriez).

j'en userai. Il déclara que tout séditieux périrait sur-le-champ et que tout bataillon mutin serait désarmé et renvoyé comme noté d'infamie. Ces menaces furent suivies d'exécution ; je ferai, avait dit Dumouriez à Servan, une justice sévère et expéditive. Le bataillon des Lombards abandonnait un convoi de vivres à l'approche des hussards prussiens ; vingt-cinq soldats de ce bataillon eurent la tête rasée et furent chassés en veste (30 septembre). Des volontaires des bataillons parisiens Républicain et Mauconseil massacraient à Réthel quatre déserteurs du corps émigré des chasseurs impériaux russes ; Dumouriez déclara qu'il licencierait les deux bataillons et enverrait les hommes les plus coupables à la barre de la Convention ; neuf soldats du Républicain furent garrottés par leurs camarades et livrés à Beurnonville (4 octobre)¹.

Cependant les parlementaires prussiens ne cessaient d'arriver à Sainte-Menehould ; ils venaient d'abord les yeux bandés, mais peu à peu on les avait dispensés de cette inutile formalité. Le général craignit d'éveiller les défiances, de donner un nouvel aliment à cette maladie du soupçon qui s'était étendue sur toute la France et qui régnait dans l'armée depuis le commencement de la Révolution. Il n'épargna rien pour rassurer ses troupes. Mes enfants, dit-il un jour aux soldats qui se pressaient autour de lui, *que pensez-vous des conférences avec les Prussiens ? — Si c'était un autre que vous,* répondit un officier, *on serait inquiet et l'on épilucherait ses actes ; mais vous êtes le père de vos soldats et nous sommes sûrs de vous.* Il fit imprimer quelques pièces de sa négociation, son second mémoire au roi de Prusse, le manifeste de Brunswick, la lettre de Manstein du 28 septembre et sa réponse. Le général d'une armée d'hommes libres ne devait pas, selon lui, encourir de soupçons sur sa correspondance avec l'ennemi².

Ainsi, grâce aux paroles que Dumouriez semait adroitement autour de lui, à l'enthousiasme qu'il inspirait, à l'autorité qu'il exerçait avec autant de vigilance que d'énergie, à la sérénité qui, selon le mot de son lieutenant Dillon, ne l'abandonna jamais, ces troupes françaises que les émigrés croyaient livrées à l'indiscipline, formaient une armée sérieuse et forte, dévouée à son général, docile aux ordres de ses officiers, pleine de patriotisme et de bon vouloir. *Dites aux braves sans-culottes,* écrivait un volontaire, *que l'harmonie qui règne entre nos généraux et nous est parfaite depuis vingt jours ; je ne me souviens pas que l'on s'est déshabillé ; mais l'art de faire la guerre sur la terrasse des Tuileries est bien différent de celui-ci ; nous sommes comme le chat qui guette la souris,* et Dumouriez mandait à Servan que les soldats montraient autant de persévérance que de courage ; *ils ne murmurent pas ; plus ils souffrent, plus ils semblent redoubler de confiance en leurs chefs*³.

Dillon et Marceau confirment le témoignage de Dumouriez. Aux Islettes comme à Sainte-Menehould on se plaignit quelquefois. *Il y a trois jours,* écrivait Marceau le 24 septembre, *que le pain nous manque, les convois ayant été obligés de prendre le grand tour pour éviter l'ennemi.* Mais les soldats qui bivouaquaient sur

¹ Buirette, II, 610 ; Dillon, *Compte rendu*, 40 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 295-298 ; à Labourdonnaye (19 septembre), à Dubouquet et à Servan (26 septembre) ; lettre de Westermann (30 septembre) ; Rousset, *Les Volontaires*, 83-84, 88-90.

² *A l'armée française*, in-4°, 8 p., Sainte-Menehould, imp. de Mercier ; Buirette, II, 611 ; Dumouriez à Servan (1er octobre), et *Mém.*, I, 308.

³ Dillon, *Compte rendu*, 40 ; lettre d'un volontaire de l'armée de Dumouriez, 21 septembre (*Annales patriotiques*, du 26) ; Dumouriez à Servan, 26 septembre (arch. guerre).

la côte de Biesme et dans le bois de Courrupt supportaient de bon cœur les privations. *Pro patria mori oportet*, disait Marceau. Dillon, conseillé par Dumouriez, prit d'excellentes mesures ; il ordonna de battre le blé et de cuire le pain dans tous les villages depuis les Islettes jusqu'à Passavant et à Florent, il fit prendre ou acheter une telle quantité de pommes de terre qu'elle suffit à nourrir ses troupes pendant huit jours¹.

III. La jalousie de Kellermann causait à Dumouriez plus de soucis encore que sa propre armée. Les généraux vantèrent après la campagne l'accord qui régnait entre eux. *On a cherché à nous brouiller*, disait Dumouriez, *on n'a pas réussi, et Kellermann m'aime à la folie ; voilà ce que fait la République et ce qu'on n'aurait pas obtenu sous un roi*². En réalité, ces deux hommes qui commandaient ensemble, n'étaient pas toujours d'intelligence, et l'on voyait se produire dans l'armée de la Révolution les mêmes rivalités, les mêmes conflits que dans les armées de l'ancien régime.

Kellermann cachait sous sa bonhomie alsacienne l'opinion la plus avantageuse de lui-même³. Fier du succès de Valmy et, comme il disait, de son affaire du 20, il ne cessait de revendiquer son indépendance. Il ne voulait ni être ni paraître le lieutenant de Dumouriez. Il consentait à reconnaître l'autorité supérieure de Luckner. *Dépendre du maréchal*, écrivait-il, *à la bonne heure ! Mais Dumouriez se trompe fort, s'il pense que je me rangerai immédiatement sous ses ordres. Il signe depuis plusieurs fois chef de l'armée ; sans rien lui dire, je signe de même. Je sais conduire mes troupes ; je l'ai prouvé puisque dans la plus mauvaise position que Dumouriez m'a indiquée, j'ai couvert de gloire mon armée attaquée par 55.000 hommes*⁴.

Aussi opposait-il son plan à celui de son collègue. Selon lui, il fallait quitter Sainte-Menehould, se retirer à Châlons et défendre la ligne de la Marne. *Si j'étais à Châlons !*, cette phrase revenait comme un refrain dans sa correspondance. Il n'avait jamais approuvé la jonction des deux armées ; c'était à Châlons qu'il voulait aller ; c'était Châlons qu'il fallait occuper *par dessus tout au monde*. A l'entendre, Dumouriez s'engageait dans la plus périlleuse des aventures ; il était opiniâtre, il était téméraire, il n'avait pas d'idées conséquentes ; quel *acharnement* il mettait à tenir la gorge de Sainte-Menehould lorsque tous les autres passages étaient forcés ! Ne voyait-il pas que les Prussiens avaient encore des forces très considérables, qu'ils coupaient les communications de l'armée avec Châlons, qu'ils allaient peut-être s'emparer de Vitry, établir dans cette ville leurs magasins et vivre dans l'abondance pendant que les Français manqueraient de tout ? Nous serons affamés, ajoutait tristement Kellermann, si nous restons plus longtemps dans cette mauvaise Champagne⁵.

Vainement Dumouriez le conjurait de s'armer de patience. Vainement Valence lui conseillait avec douceur de suivre le plan de son collègue. Vainement Philippe Devaux joignait ses instances à celles de Valence. Ce Devaux était un Belge, fils

¹ Lettre de Marceau, du 24 septembre (Doublet, p. 145) ; *Mém.* de Gobert ; Dillon, *Compte rendu*, 38.

² Dumouriez à Biron, 6 octobre ; les commissaires à la Convention, *Moniteur* du 9 octobre.

³ Voir sur Kellermann, *Invasion prussienne*, p. 201-204.

⁴ A Servan, 24 septembre.

⁵ Kellermann à Servan (24 septembre) et à Dumouriez (25 septembre) arch. guerre.

naturel de Charles de Lorraine, ancien gouverneur des Pays-Bas. Il avait servi dans l'armée autrichienne et pris parti contre l'empereur en 1789 dans la révolution brabançonne. Il avait alors commandé, avec Ransonnet, la petite armée qui s'était emparée du fort de Lillo. Dumouriez, qui le connaissait de longue date, le prit pour aide de camp et le nomma lieutenant-colonel du 47^e régiment ; il devait l'entraîner dans sa défection. Ce Devaux, écrit le général, était un homme très adroit et très insinuant, il avait de l'esprit, un grand courage, une âme fière et sensible, et toutes les qualités nécessaires pour devenir un très bon officier¹. C'était Devaux qui avait porté à Kellermann la lettre du 14 septembre où Dumouriez demandait le secours de son collègue. Devaux s'était introduit dans la confiance de Kellermann, et avait pris sur lui une grande influence ; dès que Devaux allait lui parler, dit Dumouriez, Kellermann s'attendrissait et promettait tout, mais c'était toujours à recommencer².

Les commissaires des guerres épousaient la querelle des généraux. Les ordonnateurs de l'armée Kellermann³ prétendaient se réserver les approvisionnements qui venaient de Vitry et ne laisser à l'armée Dumouriez que les convois qui venaient de Châlons par la route qu'interceptaient les Prussiens. Ils attribuaient à l'armée Kellermann les fourrages du Barrois et des pays voisins, et à l'armée Dumouriez qui se composait de 48 escadrons et exigeait par jour plus de quinze mille rations, les fourrages de la Champagne pouilleuse ! Un jour les vivres destinés aux troupes du camp de Braux furent arrêtés et pillés dans le camp de Dampierre. Il semble, disait Dumouriez, que nous soyons deux armées ennemies réunies sur le terrain par une trêve⁴.

Le 24 septembre, Kellermann vint trouver Dumouriez, et lui représenta qu'il fallait souffler une marche aux Prussiens et se diriger sur Châlons sans perdre un instant. Le lendemain, il lui écrivait une longue lettre : Je ne vous ai joint que parce que vous étiez dans la presse. Vous vous entêtez à Sainte-Menehould, mais je ne donne pas dans vos grandes mesures et je vous déclare que si vous ne prenez pas un parti, je saurai prendre le mien, Vous avez votre armée, et moi la mienne ; vous ne pouvez disposer de mes troupes ni me dicter mes mouvements ; nous sommes deux généraux indépendants l'un de l'autre.

Dumouriez répondit à Kellermann qu'il fallait unir et leurs forces et leurs cœurs, qu'ils étaient tous deux indépendants, lorsqu'ils étaient séparés, mais que puisqu'ils étaient réunis, un seul devait commander. Si votre plan l'emporte sur le mien, ajoutait-il, je vous cède le commandement et vous servirai comme votre premier lieutenant-général. Il citait à Kellermann l'exemple de Frégeville et de Baudinot qui campaient au Fresne ; Frégeville s'était empressé de se mettre sous les ordres de Baudinot, son ancien. Je ne réclame pas le commandement, disait Dumouriez, quoique votre ancien ; je trouve juste que celui de nous dont le plan sera adopté, commande la totalité de l'armée.

Mais il savait bien que ni ses lettres ni ses démarches personnelles ne vaincraient l'obstination de Kellermann. Il recourut aux grands moyens. Il pria Servan de porter la question devant le conseil exécutif et de la trancher sur-le-champ :

¹ Voir, sur Devaux, le *Moniteur* du 27 mai 1793 ; Juste, *Révol. brabançonne*, 265 ; Devaux à Fortair (9 novembre, arch. guerre) ; Dumouriez, *Mém.*, I, 297 et 353, II, 165, et *Correspondance avec Pache*, p. 7.

² Dumouriez, *Mém.*, I, 297.

³ Expression du temps ; on disait l'armée Dumouriez, l'armée Lafayette, etc.

⁴ Dumouriez à Kellermann, 25 septembre (arch. guerre).

Donnez votre décision bien claire et bien catégorique, réunion ou retraite ; envoyez les ordres à celui des deux dont l'avis l'emportera ; il doit commander en chef l'exécution de son plan et l'autre doit être à ses ordres ; sinon, tout est perdu.

Il écrivit à la Convention une lettre que le ministre de la guerre devait lire en séance publique. Augustes représentants d'un peuple libre, disait Dumouriez, l'armée est en ce moment l'espoir de la nation. La manière dont elle va opérer, peut ou sauver la patrie en très peu de temps ou nous causer de longues calamités... Décrivez sur le plan que vous voulez adopter, ou la retraite, ou la réunion de plus de 100.000 hommes.

Un aide de camp de Dumouriez, Vialla, porta ses lettres à Paris. Le messenger, à la fois lieutenant-colonel et commissaire du pouvoir exécutif, était habilement choisi¹. Il entretint Servan des desseins du général. Il s'agit, affirmait Vialla, de réunion et non de retraite ; le plan de réunion est le seul qu'il faut suivre ; il doit être exécuté par celui qui l'a conçu ; la victoire est sûre si l'on oppose aux ennemis une *phalange formidable* commandée par le général qui saura la diriger le plus savamment et avec le plus d'avantage.

Enfin, Dumouriez demanda l'appui de Danton. J'éprouve, écrivait-il au ministre de la justice, des contradictions. On ne m'envoie point de décision sur le commandement qui doit être dans les mains d'un seul, tant que les armées sont réunies. On envoie des dépêches contradictoires à Kellermann qui est un fort bon soldat, mais qui n'a pas la tête assez forte pour résister à des insinuations, et que par conséquent on rend vacillante... Ayez soin de vous faire représenter mes quatre ou cinq dernières dépêches au patriote Servan, et pesez-les bien ; si on est content de mon plan, il faut me laisser faire ; sinon, il faut donner des ordres très clairs pour un étranger. Pesez tout cela dans votre sagesse, brave Danton ; chargez-vous de me faire faire des réponses précises, des oui ou des non².

IV. Les ministres s'alarmèrent de la mésintelligence qui régnait entre Dumouriez et Kellermann. Danton, très inquiet, se hâta d'envoyer Fabre d'Eglantine au camp de Sainte-Menehould. Servan chargea Westermann qui partait avec Benoît pour négocier la paix avec la Prusse, de ménager une réconciliation entre les deux généraux. Le conseil nomma Dumouriez commandant en chef des deux armées, mais en le priant avec instance de ménager l'amour-propre de son

¹ Jacques-Louis Vialla, né le 4 août 1764, soldat aux gardes françaises (24 septembre 1786), fourrier (11 juillet 1787), capitaine aide-major du 8^e bataillon de la 5^e division de la garde nationale de Paris, capitaine à la suite du 104^e régiment d'infanterie, avait été nommé, le 5 septembre, commissaire du conseil exécutif, avec grade de lieutenant-colonel ; il devait se concerter avec les généraux de l'armée française sur les opérations ultérieures de ladite armée ; le 12 septembre, à Grandpré, Dumouriez l'avait promu au grade de lieutenant-colonel aide de camp, et cette promotion avait été approuvée par Brochet et Billaud-Varennes (Lettre de Vialla, *Arch. nat.*, papiers de Dumouriez). Il avait été poursuivi, en 1791, et condamné, au tribunal des Minimes, parce qu'il avait dit publiquement qu'il était né républicain et qu'il mourrait tel. (*Révolutions de Paris*, n° 169, p. 61.)

² Cp. sur cette querelle entre Dumouriez et Kellermann les *Mém.* de Dumouriez, I, 296-297, les lettres de Kellermann à Dumouriez (25 septembre) et à Servan (24 septembre), de Dumouriez à Kellermann et à Servan (25 septembre), son projet d'adresse à la Convention (25 septembre), les réflexions remises au ministre de la guerre par Vialla (29 septembre), la lettre, déjà citée, de Dumouriez à Danton (28 septembre).

collègue. Vous commanderez les armées, lui écrivait Servan le 27 septembre, tant qu'elles resteront réunies, puisque vous êtes l'ancien et que c'est votre droit ; mais vous n'en aimerez pas moins Kellermann, et vous agirez de concert avec lui, car enfin, nous tous qui sommes bien résolus à sacrifier notre vie, s'il le faut, nous saurons bien au besoin sacrifier aussi notre opinion.

Mais Servan ne sacrifiait pas son opinion. Il pensait, comme Kellermann, qu'il fallait abandonner Sainte-Menehould et se retirer derrière la Marne. En vain Dumouriez se refusait obstinément à quitter le camp de Braux, et assurait qu'on ne devait pas douter du succès final, qu'il engageait sa responsabilité, que l'armée prussienne perdait de jour en jour les chances qui lui restaient et n'aurait bientôt qu'une préoccupation, celle de quitter la France. En vain il affirmait qu'il aurait le temps de dégager Lille assiégé, qu'il serait le 15 novembre en plein Brabant et prendrait à Bruxelles ses quartiers d'hiver. On l'accusait de flatter l'imagination de ses concitoyens et de leur cacher la vérité. N'était-il pas enveloppé sur ses derrières par les Austro-Hessois et sur son front par les Prussiens ? L'ennemi ne campait-il pas entre Paris et l'armée dont il coupait les communications avec Châlons, avec Réthel, avec les places de la Meuse ? Des hussards prussiens ne couraient-ils pas jusqu'à deux lieues de Reims ? Les émigrés, les gazettes étrangères, répandaient les bruits les plus sinistres. Fersen marquait dans son journal, à la date du 28 septembre, que Dumouriez, cerné par les alliés, consentait à capituler et à se retirer dans l'intérieur en abandonnant ses canons, ses bagages et ses tentes, mais que Brunswick exigeait toutes les armes sans distinction. Trois jours auparavant, Breteuil mandait de Verdun à Bruxelles que les patriotes avaient pris une position inattaquable, mais qu'ils manquaient de vivres et se rendraient bientôt à merci. En Allemagne, en Prusse, en Autriche, on répétait que la comédie française allait finir, et que les coalisés arriveraient sous les murs de Paris dans les premiers jours d'octobre. Un système de fausses nouvelles, disait Gorsas le 28 septembre, paraît être à l'ordre du jour, et ce n'est pas seulement dans la société, mais même dans la Convention nationale que les fabricateurs les répandent ; on disait hier et avant-hier, que l'ennemi était à Châlons et s'était montré à deux ou trois lieues en deçà ; hier, dans l'Assemblée nationale, on assurait qu'il était à l'instant dans la forêt de Compiègne et qu'il était maître de la ville¹.

Servan lui-même s'effrayait². On se souvient que le salut de Paris était son principal ou mieux son unique souci. Lorsqu'il commandait à Dumouriez de se porter entre la Meuse et la Marne, il n'avait d'autre pensée que de couvrir la capitale. Il eut un instant l'idée de garder les défilés de l'Argonne, mais, en réalité, il avait toujours prié Dumouriez et Kellermann de tenir derrière la Marne, soit à Châlons, soit à Reims, soit dans ces deux villes à la fois, et de disputer le passage de la rivière. La défense de la Marne, écrivait-il le 1er septembre, offre de grandes ressources, et le lendemain il demandait à Dumouriez de se porter

¹ Fersen, II, 39-41 ; Vivenot, *Quellen*, II, (Spielmann à Cobenzl, 30 septembre) ; *Briefve des Grafen Mercy an Starhemberg*, p. p. Thürheim, 1884, 28 septembre, p. 19-20 ; *Moniteur* du 15 octobre (lettre de La Haye, du 5) ; et du 18 (lettre de Bruxelles, du 10) ; d'Argens, *Mém.* (Mém. sur l'émigr., p. p. Lescure, 1877), p. 55 ; Prudhomme, dans le n° 168 des *Révolutions de Paris* (22-29 septembre), parlait de la présence de l'ennemi à Châlons et à Reims ; *Courrier des 83 départements*, 28 septembre, p. 102. Sur les faux bruits et les nouvelles exagérées pour et contre qui circulent à Paris.

² Westermann à Servan, 30 septembre : Quoique vous ayez été effrayé un instant. (arch. guerre).

sur Sainte-Menehould ou environs, ou même *sur Châlons*¹. Même le 7 septembre, lorsque Dumouriez s'était établi solidement à Grandpré, Servan lui conseillait de se rapprocher de Châlons pour rassurer la capitale, recevoir plus facilement les secours qui viendraient de Paris, et faire plus rapidement sa jonction avec Kellermann. Après la prise de La Croix-aux-Bois et la retraite de Dumouriez sur Sainte-Menehould, il mandait au général qu'il aurait mieux aimé le savoir à Châlons ; *Kellermann et vous, vous vous seriez là réunis, amalgamés*, etc. Il ne voyait à ce moment que deux positions où l'armée pût résister, soit Châlons, soit Suippes.

La canonnade de Valmy ne modifia pas ses idées. *Les ennemis*, mandait-il à Dumouriez le 23 septembre, *ont fait ce qu'ils ont voulu, ils ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons*. Ce qu'il craignait surtout, c'était, non pas l'armée prussienne, mais Paris, ce Paris toujours effarouché, toujours fiévreux et surexcité. Il redoutait un mouvement populaire, une nouvelle insurrection éclatant sous le coup de l'émotion publique. Il redoutait cette *tourbe fluctuante ou exagérée que le moindre choc porte à des excès incalculables*. Il redoutait l'Assemblée ; *Nos législateurs*, disait-il, *ont besoin d'un grand calme pour n'être pas entraînés malgré eux hors des mesures de sagesse qui doivent nous sauver*. Il fallait donc tranquilliser au plus tôt et l'Assemblée et la population parisienne. Il fallait couvrir Reims et Châlons, et par suite Paris ; Kellermann se porterait sur Châlons par une marche dérobée et, ralliant à lui les troupes de Sparre et de Dubouquet, défendrait, soit sur la rive gauche, soit sur la rive droite de la Marne, la position qui lui paraîtrait la meilleure, celle de Jaalons sur la Soude ou celle d'Ay près d'Épernay. Dumouriez irait occuper une des positions défensives qu'offrait la montagne de Reims, et, s'il en était délogé, se poster à Fismes. *Je tiens à mon idée*, écrivait Servan, *défendez ou entravez les routes de Châlons et de Reims qui conduisent à Paris, ne craignez pas de découvrir entièrement tout le reste*.

Déjà le ministre ordonnait à Lenglantjer de faire reconnaître derrière le Morin et l'Ourcq les positions que pourrait prendre l'armée. Déjà il chargeait Berruyer de se rendre à La Ferté-sous-Jouarre, d'examiner les facilités que le pays offrait au cantonnement, d'étudier le terrain soit en avant, soit en arrière de cette ville, et de choisir un poste avantageux où l'on pût défendre à la fois les deux routes qui mènent de Châlons à Paris, l'une par Épernay et Château-Thierry, l'autre par Montmirail et Coulommiers.

La négociation de Manstein ne calma pas les craintes de Servan. *Veillons*, disait-il à Dumouriez, *et si, pendant ce temps, par quelque moyen que ce soit, vous pouvez vous rapprocher de la Marne, je vous en conjure au nom de la chose publique, n'y perdez pas un moment*. Pas une lettre du ministre qui n'engage le général à quitter l'Argonne, et à lever ce camp de Sainte-Menehould contre lequel on crie tant à Paris². Venez, écrit-il le 27 septembre, *venez couvrir Châlons, Reims et les superbes campagnes du Soissonnais et de la Brie*. Que nous importe actuellement que l'ennemi occupe les plaines arides de la Champagne ? Mais nous voulons que votre brave armée et celle du général Kellermann soient approvisionnées en abondance, et nous ne supportons pas de savoir que vos communications sont devenues difficiles et que vous avez des ennemis presque de tous les côtés. Plus ils sont dans une position fâcheuse

¹ Cp. *Valmy*, p. 36.

² Expression de Dumouriez, lettre à Servan, 26 septembre.

relativement aux subsistances, plus il faut la rendre pénible et améliorer la nôtre. D'ailleurs, personne ne vous voit tranquillement à Sainte-Menehould, tandis que les houlans viennent insulter les faubourgs de Reims.

Servan adoptait donc le plan de Kellermann, et lorsque Dumouriez le sommait de choisir entre la retraite et la réunion, il optait résolument pour la retraite. Voici, mandait-il à Dumouriez, l'avis du conseil ; vous devez abandonner sans délai la position que vous occupez pour vous approcher de la Marne, et vous concerter avec Kellermann pour couvrir à vous deux Reims et Châlons. Il ajoutait que Dumouriez assurerait ainsi ses subsistances, qu'il aurait derrière lui un pays fertile et pourvu de tout, qu'il laisserait l'ennemi dans une contrée stérile et déjà ravagée. N'était-ce pas gagner une belle bataille ?

Mais Dumouriez refusait de décamper. Il accusait le ministre de la guerre de se laisser aller par les frayeurs de la ville. Il objectait très justement que les deux armées, se retirant sur Châlons, seraient décontenancées et découragées parce qu'elles auraient l'air de fuir un ennemi qui n'osait les attaquer. Du reste, ne couraient-elles pas un grand risque en se divisant ? Les Prussiens ne pourraient-ils accabler l'une avec toutes leurs forces avant que l'autre eût le temps de la secourir ? Quant au conseil perpétuel, disait-il, de me rapprocher de la Marne, de me mettre derrière elle et de séparer l'armée en deux ou trois petits paquets, je me garderai bien de le suivre. Je n'irai pas gêner la campagne, faire une retraite déshonorante qui ôterait à notre armée toute son énergie et sa confiance.

Les lettres de Servan ne changèrent donc rien à la résolution de Dumouriez. Il parvint enfin à convaincre Kellermann, en lui remontrant que si l'on adoptait son plan de réunion, l'armée française appuierait sa droite à Sainte-Menehould et sa gauche à la Marne. Le petit nuage, écrivait-il le 26 septembre, est entièrement dissipé entre Kellermann et moi ; je lui ai développé mon plan ; il l'entend parfaitement bien ; il l'a entièrement adopté, et nous sommes convenus de tous nos faits¹. Trois jours après il recevait la visite de Fabre d'Eglantine et il avait la certitude qu'il serait désormais soutenu par Danton.

V. Trois commissaires de la Convention, Carra, Prieur de la Marne et Sillery, venaient d'arriver à Sainte-Menehould pour faire prêter aux troupes le serment de fidélité à la République nouvellement proclamée.

Prieur, avocat à Châlons et membre du conseil général de la Marne, représentait ce département à la Convention. Il avait aidé Luckner et Laclos à mettre quelque ordre dans le rassemblement des fédérés et sauvé des prisonniers que les volontaires voulaient égorger. Il eut, disent deux témoins oculaires, la plus grande part à cette bonne action et se conduisit, comme il a coutume de le faire, en vrai républicain, car il parla avec enthousiasme de la liberté, de la loi et surtout de l'humanité². Violent, exalté, il fut un des derniers montagnards et prit une part active à l'insurrection du 1er prairial. Opiniâtre et borné, il devait se faire en Vendée le patron de l'incapable Rossignol, qu'il nommait le fils aîné du Comité de Salut public.

¹ Voir toute la correspondance de Servan aux archives de la guerre ; lettres des 7, 8, 18, 23, 26, 27 septembre à Dumouriez ; du 14 septembre à Lenglantier et du 24 septembre à Berruyer ; lettre de Dumouriez à Servan, 26 et 28 septembre.

² Compte rendu par les citoyens Harou-Romain et Sigaut, p. 3, note.

Charles-Alexis Bruslart, d'abord comte de Genlis et ensuite marquis de Sillery, s'était bravement battu dans les Indes où M. d'Aché le décora de la croix de Saint-Louis. Successivement garde-marine, enseigne de vaisseau, colonel aux grenadiers de France, mestre de camp en Second du régiment d'Orléans, gouverneur d'Épernay, brigadier dans les colonies, puis à la guerre, il fut retraité le 4 août 1780, après vingt-sept ans de services. Intime ami du duc d'Orléans dont il était, avant la Révolution, le capitaine des gardes, il l'avait éloquemment défendu devant l'Assemblée constituante qui voulait enlever aux membres de la famille royale leurs droits de citoyen actif. Les Girondins avaient proposé de le faire gouverneur de Saint-Domingue. **Son nom, dit Dubois-Crancé, vaut mieux en femme qu'en homme¹, mais il ne manque pas de talents.** Sillery était en effet insinuant et délié. Dumouriez vante sa finesse, son esprit séduisant, son activité qu'interrompaient parfois de cruels accès de goutte.

Carra, autrefois condamné par le tribunal de Mâcon à deux ans d'emprisonnement pour Vol avec effraction, avait, en même temps que Westermann, Santerre, Fournier l'Américain, le Polonais Lazowski, le Messin Anthoine et le Strasbourgeois Simon, siégé dans le Directoire insurrectionnel qui tenait ses séances au Soleil d'Or et au Cadran bleu. Ce fut lui qui rédigea le plan de la journée du 10 août. Il publiait avec Mercier un journal très répandu, les Annales patriotiques dont l'emphase et le ton prophétique imposaient à la foule. Deux départements, la Somme et l'Orne, l'envoyèrent à la Convention et Roland le nomma, en même temps que Chamfort, conservateur à la Bibliothèque nationale. Il professait le plus ardent enthousiasme pour la révolution et n'avait à la bouche que les mots de République et de liberté. Mais il jugeait tout de travers ; il proposait d'appeler au trône le duc de Brunswick ou le duc d'York ; il dissertait sur la politique étrangère sans connaître la carte de l'Europe ; il annonçait naïvement la fin de la Révolution, la félicité de la France et l'affranchissement du monde. Il attribua les revers de 1793 à la lune rousse et prétendit sérieusement que la panique des volontaires était l'effet de la lune de mars et que le soleil du printemps les guérirait de l'habitude de fuir. Il venait de prononcer à la barre de l'Assemblée législative, le discours le plus ridicule (8 septembre). Il avait dédié quelques années auparavant à Frédéric-Guillaume un ouvrage de physique et reçu de ce prince une tabatière d'or avec une lettre de remerciement. **Je dépose sur le bureau, dit Carra, la lettre du roi de Prusse et je déchire sa signature ; quant à ce monceau d'or que je méprise parce qu'il vient d'un tyran, j'en fais hommage à la nation et je désire qu'il soit employé aux frais de la grande entreprise contre ce coquin de Brunswick².**

Ces trois commissaires étaient assez bien choisis³. Prieur et Sillery connaissaient le pays où sa faisait la guerre. Sillery était en outre membre du Comité militaire

¹ Il avait épousé la célèbre Mme de Genlis ; comparez sur Sillery, Dumouriez, *Mém.*, I, 300, et Iung, *Dubois-Crancé*, I, 304-305.

² Mme Roland, *Mém.*, II, 214-215 ; Rousset, *Les Volontaires*, 276 ; *Thermomètre du jour*, 10 septembre.

³ Remarquons qu'ils furent choisis, non par l'Assemblée, mais par Pétion ; dès le 21 septembre, Pétion, après avoir pris le fauteuil, sommait trois commissaires pour constater l'état de la caisse de l'extraordinaire (Dupont, Cambon et Ramel-Nogaret) ; le lendemain, **les moments étant précieux**, c'était encore lui qui désignait trois commissaires pour se rendre à Orléans (Manuel, Lepage et Thuriot) : Desmoulin affirme par deux fois dans son *Hist. des Brissotins*, p. 15-16 et 32 que **le président Pétion envoya Carra et Sillery au camp de Sainte-Menehould**, et il ajoute : **Ô les bons surveillants qu'on donnait là aux généraux Dumouriez et Kellermann, pour empêcher qu'on ne ménageât**

et il retrouvait à Sainte-Menehould son gendre Valence qui commandait la réserve de l'armée de Kellermann¹. Carra avait tout récemment dénoncé le maréchal Luckner avec énergie, et il était populaire dans les camps par son journal et- son appel aux déserteurs étrangers ; Dumouriez dit qu'il s'érigeait en protecteur de tous les soldats en insurrection et **s'était fait aimer des troupes**².

Carra, Prieur et Sillery avaient visité le camp de Meaux qui renfermait 2,400 hommes et requis à la Ferté-sous-Jouarre le 9^e bataillon de Seine-et-Oise de se rendre à Reims (27 septembre). Ils avaient parcouru le camp de Châlons, réclamé de Santerre l'envoi de trois cents canonniers, et décidé l'organisation d'un corps de garde nationale, qui préserverait de toute insulte les villages entre Châlons et Reims. Ils s'étaient rendus au Fresne (28 septembre), où la petite armée de Dubouquet les accueillit avec allégresse. **Nous avons, écrivaient-ils à l'Assemblée, instruit les différents corps des décrets que la Convention nationale a rendus, et c'est avec une vive satisfaction que vos commissaires vous instruisent que les soldats de la patrie ont tous adhéré avec transport aux sages mesures adoptées par leurs représentants**³. Le 29 septembre, au matin, ils prirent la route de Sainte-Menehould et, négligeant l'armée du Centre qu'ils devaient visiter à leur retour, ils se rendirent à Braux-Sainte-Cohière, où campait l'armée des Ardennes. Ils passèrent en revue les troupes qui venaient de faire la campagne de l'Argonne. Dumouriez présentait les commissaires et annonçait le but de leur mission. Prieur harangua les soldats. Il avait des **poumons d'airain** et les éclats de sa voix portaient au loin dans la plaine. Il dit que la nouvelle assemblée avait proclamé la République et qu'elle ferait prochainement une constitution qui serait ratifiée par la nation entière, que l'égalité entre tous les citoyens serait la base du gouvernement, que la loi seule devait dorénavant commander. La royauté, ajoutait-il, était détruite à jamais, et il fallait jurer à tous les tyrans une haine éternelle. Il montra de la main le camp de Hans, à une lieue de là ; **voilà, braves citoyens, les despotes qui veulent vous opprimer, nous comptons sur votre courage et sur l'aversion qu'ils vous inspirent !** Les soldats acclamèrent la République avec enthousiasme. Pourtant quelques officiers murmurèrent et l'un d'eux osa dire tout haut : **Pour qui donc nous battons-nous désormais ?** Prieur l'entendit, poussa vers lui son cheval et s'écria d'un ton menaçant : **Vous vous battrez pour vos foyers, pour vos femmes et vos enfants, pour la nation, pour la République ; si vous n'avez pas l'intention ni le courage de défendre cette noble cause, retirez-vous !**⁴

Frédéric-Guillaume ! Desmoulins calomnie Pétion et la Gironde. Les commissaires des assemblées aux armées étaient presque toujours des militaires ou des hommes qui avaient, selon l'expression du temps, la connaissance des localités ; en même temps que le Champenois Prieur, que l'ancien brigadier Sillery, que le journaliste Carra se rendaient à Sainte-Menehould, d'Espinassy, Aubry et Carnot allaient à Perpignan et Dubois-Crancé, Lacombe Saint-Michel, Gasparin, à l'armée du Midi. C'est ainsi que plus tard (23 décembre), la Convention envoyait dans les départements du Bas-Rhin et de la Moselle Couturier, Dentzel et Rühl ; ainsi que l'Assemblée législative avait envoyé à l'armée du Nord Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde.

¹ Ajoutons que Sillery, ancien gouverneur d'Épernay, avait représenté aux Etats généraux la noblesse du bailliage de Reims.

² Dumouriez, *Mém.*, I, 300 ; voir, sur la dénonciation de Luckner, par Carra, le *Moniteur* du 25 septembre et sur son appel aux déserteurs, ci-dessus, chapitre précédent en note.

³ Toutes les lettres des commissaires ont été reproduites, sans changement, par le *Moniteur*.

⁴ *Moniteur* du 2 octobre ; Buirette, II, 619 ; Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 173.

Les commissaires reçurent partout le même accueil. Partout, à l'avant-garde de Beurnonville, au camp de Dampierre, à la côte de Biesme, ils entendirent les cris : vive la République et vive la Convention nationale. Le soldat aimait trop la Révolution pour ne pas approuver chaque pas qu'elle faisait en avant ; il avait résolu de la suivre jusqu'au bout ; il n'espérait plus rien de la monarchie et attendait tout de la République qui devait ouvrir à l'ambition militaire la carrière la plus vaste. Il n'y a pas eu, dit Durand Maillane, de citoyen aussi attaché que le soldat, au régime de liberté et d'égalité ; il ne voyait dans les armées qu'un avancement qui l'encourageait et que lui refusait l'ancien régime de nos rois¹. D'ailleurs le soldat ne lisait que les journaux dévoués à la cause populaire et, depuis les premiers jours de septembre, des apôtres du nouvel ordre de choses, agents du pouvoir exécutif et de la Commune, Westermann, Billaud-Varennes, Brochet, Celliez, Varin, Harou-Romain, Sigault, Paris, Valmont, Violla. Laribeau, ne cessaient de courir le camp des armées réunies et de prêcher la haine des rois et des tyrans². L'effet de l'arrivée des commissaires, reconnaît Dumouriez, fut donc très prompt, et les troupes passèrent de l'état constitutionnel à l'état républicain à l'unanimité, avec la rapidité d'un torrent³. Le mot République, écrit Toulangeon, avait produit dans les armées le même effet que le mot tiers état au commencement de la Révolution ; s'il y eût eu des incertitudes dans les déterminations des chefs, la détermination des soldats eût suffi pour les porter en avant⁴.

Fière de sa contenance, certaine du succès que lui promettait Dumouriez, l'armée française s'abandonnait à l'allégresse. Cinq semaines auparavant, dans ses quartiers de Sedan, elle était triste et découragée ; à Sainte-Menehould, elle était pleine d'entrain et de bonne humeur. Les chants et la joie, disait Dumouriez quelques jours plus tard à la Convention, auraient fait prendre ce camp terrible pour un de ces camps de plaisance où le luxe des camps rassemblait autrefois des automates enrégimentés pour l'amusement de leurs maîtresses et de leurs enfants. Le matin, les soldats élevaient des retranchements et des redoutes, ou bien ils fortifiaient le château de Braux-Sainte-Cohière ; l'après-midi, ils se livraient aux jeux les plus bruyants et à tous les amusements qu'invente, après

¹ Durand Maillane, *Mém.*, p. p. Lescure, p. 329 et 331

² Nous connaissons déjà Westermann, Billaud-Varennes et Brochet. — Celliez suivit l'armée de Kellermann et mandait à Sparre, le 18 octobre, la capitulation de Longwy. — Sur Violla, voir plus haut (voir aussi une lettre de Celliez, *Révolutions de Paris*, n° 202, p. 389) ; sur Valmont, une lettre de Dumouriez (*Mém.* de Mme Roland, I, 464, note F).

³ Dumouriez. *Mém.*, I, 301.

⁴ Toulangeon, II, 358, cp. Money, *The Campaign*, 91 désormais les royalistes se turent et ceux qui étaient à demi républicains, le devinrent tout à fait, duc de Bellune, *Mém.*, I, 57 ; *Invasion prussienne*, p. 57-60. Dès le 9 septembre, Valence écrivait à Dumouriez : Ceux qui ont eu pour principe constant la souveraineté du peuple, courront à la République avec transport, et je suis de ce nombre. La lettre suivante de Beurnonville montre que les généraux étaient dévoués au nouveau régime, mais qu'ils se souvenaient d'avoir servi le roi. Deux puissances en force demandent pour le roi liberté, sûreté et dignité. Je ne pense pas qu'il soit jamais entre dans le cœur d'aucun Français de tremper ses mains dans le sang de son ancien roi, ainsi la sûreté peut s'accorder. Liberté ; elle pourra s'accorder quand les armées ennemies seront rentrées chacune sur son territoire. Dignité ; il est de celle de la nation de lui donner de quoi vivre dignement et longtemps. Quant à l'épouse, je pense qu'il faut la renvoyer à la cour impériale et alors nous serons sûrs de faire du mari un excellent bourgeois. (Valence et Beurnonville à Dumouriez, 9 et 28 septembre, papiers de Dumouriez.)

le péril ou le travail, la légèreté française ; le soir ils se groupaient autour de la musique des régiments¹.

Ce fut alors que la Marseillaise ou, comme on la nommait, l'*Hymne à la Liberté* ou l'*Hymne des Marseillais*, pénétra dans les armées. Le soldat avait chanté jusqu'alors le *Çà ira* ; il le chantait lorsque le 14 et le 20 septembre il affrontait les Autrichiens à la Croix-aux-Bois et les Prussiens à Valmy. Mais le 29, Kellermann fit célébrer à son quartier général de Dampierre une cérémonie solennelle en l'honneur de la canonnade. On y chanta la *Marseillaise*. Kellermann aurait préféré le *Te Deum*, car il était encore imbu des traditions de l'ancien régime ; il portait toujours son cordon rouge et demandait pour ses officiers la croix de Saint-Louis. Mais le républicain Servan lui répondit que la mode des *Te Deum* était passée ; il faut, lui écrivait-il, **y substituer quelque chose de plus utile et de plus conforme à l'esprit public**, et il lui envoya le texte et la musique de l'Hymne des Marseillais qu'on pouvait **chanter solennellement et avec la même pompe qu'on eût mise au *Te Deum***².

Les habitants de Sainte-Menehould fêtèrent les commissaires et donnèrent des banquets en leur honneur. On observa que Carra se servait toujours dans la conversation du mot citoyen ; c'est le seul titre, disait-il, qui convienne à des républicains. On félicita Prieur et Sillery, anciens membres de la Constituante, de leur réélection ; Sillery répondit par le quatrain suivant :

Anciens usurpateurs du pouvoir populaire,
Vous êtes maintenant de vrais représentants ;
Frappez de vos décrets tout mortel téméraire
Qui voudrait parmi vous rappeler les tyrans.

il mit ces vers par écrit et les signa ; les amateurs en prirent copie.

Sainte-Menehould offrait alors l'aspect le plus animé. Jamais la petite ville n'avait été si remplie de bruit et de mouvement. De toutes parts les maréchaux-ferrants, les taillandiers, les serruriers fabriquaient des clous pour ferrer les chevaux de la cavalerie. Les armuriers et les autres ouvriers en fer réparaient les armes³. On construisait des fours dans le couvent des Capucins. On faisait filer dans les villages, sur le chemin de Vitry, les gros équipages de l'armée. De nombreux détachements bivouaquaient sur les places. La curiosité des habitants était tenue sans cesse en éveil. On voyait les chasseurs de Stengel et de Beurnonville amener chaque jour des prisonniers. On allait regarder les deux hussards de Köhler, que Dumouriez avait imaginé de placer en sentinelle à la porte de sa maison. On admirait les demoiselles Fernig, vêtues de l'uniforme, et passant au galop dans les rues pour accompagner le général en chef qui les avait attachées à son état-major ou pour porter ses ordres. On se pressait sur le passage des princes d'Orléans dont les fourgons portaient l'inscription : ***Fourgons des citoyens Égalité***. On se montrait le cheval blanc de Lafayette, que montait un domestique de Dumouriez, et sa berline dont se servaient les commissaires de la Convention. On visitait, comme en partie de plaisir, le parc d'artillerie et le camp

¹ Discours de Dumouriez, 12 octobre, *Moniteur* du 13 ; Buirette, II, 611.

² Servan à Kellermann, 26 septembre, et Kellermann à Servan, 29 septembre (arch. guerre). Prudhomme disait à ce propos que c'était un **sot usage de rapporter à un être placé hors du monde tout l'honneur d'une bataille gagnée** et qu'on avait bien fait d'abolir le *Te Deum* (*Révolutions de Paris*, n° 170, p. 103).

³ Registre de délibération du conseil de Sainte-Menehould, 23 septembre 1792, p. 137.

de Braux-Sainte-Cohière. Il semblait, dit un contemporain, qu'on fût en pleine paix¹.

Le jour même où se célébrait la cérémonie en l'honneur de la canonnade de Valmy, on apprit que la trêve était rompue. Le camp prit aussitôt un aspect plus guerrier ; on fit tous les préparatifs de combat ; les généraux et les officiers supérieurs avaient quitté Sainte-Menehould. La pluie tombait, et un vent froid soufflait avec violence. Mais le lendemain, 30 septembre, le temps s'éclaircit ; la chaleur fut vive ; dans la matinée, les curieux, montés sur le clocher du Château, virent l'armée des alliés manœuvrer de Gizaucourt, au sud, jusqu'à l'extrémité de l'Yvron, au nord, dans un pourtour de deux lieues. Ces grands mouvements faisaient croire qu'une bataille s'engagerait le lendemain. C'était la retraite des Prussiens qui commençait².

¹ Buirette, II, 621 et 631 ; Archenholz, *Minerva*, janvier 173, p. 162 ; lettre d'un officier à Prudhomme, *Révolutions de Paris*, n° 173, p. 262.

² Buirette, II, 618.

CHAPITRE V

L'ÉVACUATION DU TERRITOIRE

I. Le conseil exécutif désire négocier. Arrêté qui trompe l'opinion Mission de Benoît et de Westermann. Instructions de Lebrun. Lettre de Dumouriez à Danton. — **II.** La grande énigme de la Révolution. Dumouriez prend seul et de son chef tous les arrangements. Son désir de conquérir la Belgique. Il croit à une rupture entre la Prusse et l'Autriche. Mouvements des armées. Marches et contre-marches de Kellermann. Faute de Dumouriez. Témoignages des contemporains. — **III.** Retraite des Prussiens (30 septembre-8 octobre). Leur misère et leurs souffrances. Leur indiscipline. Les oiseaux de proie. — **IV.** Dillon et le landgrave de Hesse. Brunswick à Verdun. Entrevue du 8 octobre. Sommation de Verdun. Entrevue du 11 octobre. Reddition de la place. Adieux du prince royal à Mlle Morland. — **V.** Nouvelles conférences du 14 et du 18 octobre. Reddition de Longwy. Les Prussiens lèvent le masque. — **VI.** Singulière poursuite. Episodes. Débâcle de l'armée prussienne. Ce qu'a vu Goethe. La forêt de Mangiennes. L'ennemi repasse la frontière. Complet délabrement. Marche forcée des Hessois sur Coblenz. — **VII.** Résultat des négociations. Divisions des alliés. La bagarre de Longuyon. Colère du roi de Prusse. Querelles des soldats. Sentiments de l'armée prussienne. Adieu, braves Français ! Propos démocrates. Politique de camp.

I. Le conseil exécutif avait délibéré le 25 septembre sur les *points essentiels* proposés par Manstein¹. Danton opina qu'il fallait, selon le mot de Dumouriez, entrer en conversation. Il entraîna ses collègues.

On se rappelle le premier et principal article des points essentiels : Le roi de Prusse désire un représentant de la nation française dans la personne de son roi pour traiter avec lui ; il s'agit de donner à la France un gouvernement qui soit propre au bien du royaume. Le roi de Prusse, disait très subtilement Lebrun, avoue donc que l'ancien gouvernement n'était pas propre au bien du royaume et il reconnaît la souveraineté de la nation française, puisqu'il admet que Louis XVI n'est que son représentant ; on peut, en conséquence, traiter avec lui².

Mais il fallait tromper l'opinion et lui cacher avec soin la négociation qui s'entamait. Faire à la République un allié d'un ennemi ! s'écriait Camille Desmoulins, la République ne peut ni ne veut sans doute traiter avec les

¹ Voir sur ce point de la négociation l'étude d'A. Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1884, p. 597-600 ; il cite et résume deux lettres de Lebrun à Dumouriez, des 26 et 30 septembre (arch. étrangères)

² Cp. le discours de Lebrun à la Convention, séance du 26 septembre. *Moniteur* du 28.

brigands prussiens ! Point d'alliance avec Frédéric, disait Prudhomme¹, point d'alliance avec les rois ; un peuple de républicains ne traite pas avec les tyrans étrangers et ne marchandé pas sa liberté ; ses négociations sur la paix doivent se réduire au seul mot non prononcé avec toute la fierté, tout le laconisme d'un peuple libre, fondé sur ce qu'on ne peut parler raison avec des rois ni avec des esclaves ! A la nouvelle des pourparlers de Dumouriez avec Manstein, le rédacteur des *Annales patriotiques* écrivait avec indignation : Les généraux parlementent et invitent à dîner ces hommes qui ont porté le fer et le feu sur notre territoire ! On est tenté de se demander si ce n'est point une guerre de l'ancien régime. Fabius combattait Annibal, mais ne dînait pas avec lui. Il fallait répondre au tyran prussien : *Que t'importe que Louis XVI couche sur la paille ou le duvet ; la république te doit-elle compte de sa clémence ou de sa justice envers un traître ?*² On nous demande, lisait-on dans la *Chronique de Paris*, si nous ne ferons pas bien de nous allier avec Frédéric contre l'Autriche ; il n'est plus temps ; le sort en est jeté ; la France ne doit plus avoir des alliances qu'après la victoire, et d'ailleurs elle n'en a pas besoin ; sa générosité qui lui fait tendre les bras à tous les peuples, ne lui permet pas de rechercher les rois !³ Le 2 octobre, ce même journal s'exprimait plus nettement encore : On parle de négociations !... Point de paroles, point de discours, point de traités !... Ne vous fiez plus aux paroles des rois. Que toutes négociations secrètes soient punies ! Que tout se discute dans la salle de la nation !

Le conseil exécutif rédigea l'arrêté suivant :

Les généraux de l'armée du Nord et du Centre, ayant fait connaître au Conseil exécutif provisoire qu'il leur a été fait des ouvertures de la part du roi de Prusse qui annonçaient quelques dispositions à entrer en négociation, le Conseil, après avoir délibéré sur cette communication, arrête qu'il sera répondu que la République française ne peut entendre aucune proposition avant que les troupes prussiennes aient entièrement évacué le territoire français⁴.

Lebrun lut le 26 septembre cette déclaration superbe à la Convention. L'assemblée l'accueillit par des applaudissements et crut ressembler au sénat romain qui refusait de faire aucun accommodement avec Pyrrhus ou Annibal, tant que l'adversaire serait en Italie. Cette réponse, disait Condorcet, *met enfin les Français à la hauteur qui leur convient en les reportant aux plus beaux temps de la république romaine*⁵, et les journalistes rappelèrent à l'envi les vers de Voltaire :

Que Tarquin satisfasse aux ordres du sénat,
De son coupable aspect qu'il purge nos frontières.

¹ *Révolutions de Paris*, n° 169, p. 63-66.

² *Annales patriotiques* des 1er, 2 et 24 octobre.

³ *Chronique de Paris*, 29 septembre, p. 1092 : comparez une lettre de Noël à Danton, du 4 octobre (Robinet, *Le Procès des dantonistes*, 292). Noël propose la médiation de l'Angleterre pour assurer la liberté des négociations avec la Prusse ; sans quoi vous avez à craindre les soupçons et la défiance du peuple en vous voyant négocier.

⁴ Reg. des séances du Conseil exécutif, p. 138.

⁵ *Chronique de Paris*, 28 septembre, p. 1086.

Et nous pourrons ensuite écouter ses prières¹.

Lebrun lut, en outre, un long rapport dans lequel il rendait compte des travaux de son département. Il parla de la terreur des rois qui s'éveillaient, de leur improbité, de leur immoralité, de leur atroce machiavélisme ; il flétrit les perfidies profondes dont le cabinet de Berlin avait souvent donné le scandale ; il déclara que la nation devait tenir un langage fier et libre, digne de la majesté d'un grand peuple ; que la diplomatie n'était plus l'art de la dissimulation et de l'imposture ; que la politique française serait aussi franche que peu compliquée ; qu'on n'aurait plus besoin de distribuer aux agents étrangers des tabatières, des bagues à brillants et des boîtes à portraits, richesses frivoles qu'on échangerait contre le fer, métal de la liberté².

Mais, dans la nuit même, partaient pour le camp de Sainte-Menehould deux émissaires chargés de négocier avec le potentat qui, selon le mot de Lebrun, osait fournir son contingent à une croisade impie. C'étaient Westermann et Benoit. Ils devaient, en discutant au quartier général prussien les points essentiels de Manstein, repousser toute idée de propagande ; la nation française, écrivait Lebrun dans ses instructions, ne souffrira jamais qu'on s'autorise de son nom et de sa puissance, pour porter le trouble dans l'état de ses alliés. Elle croit toujours que le livre éternel de la nature et de la raison est une propagande infaillible et plus puissante que ses orateurs et ses pamphlets. Ils ajouteraient qu'on ne pouvait mettre Louis XVI en liberté ; le roi, disait Lebrun, sera jugé, et la nation ne souffrira point qu'aucun étranger vienne influencer sur sa justice ou sur sa clémence³. Mais ils prouveraient que Louis XVI était traité dans sa prison avec de grands égards et ne couchait pas sur la paille d'un cachot du Châtelet, comme on l'avait prétendu devant Westermann au quartier général de Hans. Le procureur-syndic Manuel fit réunir et remettre à Westermann tous les arrêtés qu'avait pris la Commune sur le séjour de Louis XVI dans la tour du Temple⁴.

Enfin, les négociateurs devaient flatter le roi de Prusse, l'exciter contre l'Autriche dont les insidieux exposés et les folles espérances l'avaient engagé dans une guerre désastreuse, lui présenter l'appât de faciles conquêtes, l'assurer qu'on le laisserait s'emparer du reste de la Silésie, s'il abandonnait la cour de Vienne ; la nation française, assurait Lebrun, ne tarderait pas à couvrir de ses armées les provinces belgiques, mais elle promettait formellement que jamais elle ne consentirait à l'accession d'aucune partie des territoires du Pays-Bas⁵.

Dumouriez apprit avec déplaisir la nomination de Benoit et de Westermann. Il voulait diriger à la fois la diplomatie et la guerre. J'aime Westermann de tout mon cœur, mandait-il à Danton, sa franchise peut être très utile et il a l'avantage de parler les deux langues. Mais Benoit a fait par mon ordre un voyage en Prusse, dont j'ai été mécontent ; je ne l'emploierai point à cette négociation pour ne pas la gêner ; il a de l'esprit, il peut être bon partout ailleurs, et je désire

¹ *Brutus*, acte I, scène I (mots de Valerius Publicola). Cp. *Chronique de Paris*, *id.* ; *Courrier des 83 départements* (28 septembre), p. 96 ; la *Sentinelle*, n° 61, 29 septembre ; ce dernier journal ajoute que le Porsenna du Borysthène (!) mendie la paix.

² *Moniteur* du 28 septembre.

³ Lebrun à Dumouriez, 26 septembre.

⁴ *Moniteur* du 28 septembre, réponse de Simond, député du Bas-Rhin et ami de Westermann, à Manuel. Prudhomme déclarait, à ce propos, que Dumouriez avilissait les Français auprès de Frédéric, en descendant avec lui à une exhibition de certificats. (*Révolutions de Paris*, n° 169. p. 59.)

⁵ Sorel, art. cité, p. 600.

même qu'on l'emploie partout, excepté avec les Prussiens. Jugez comme Westermann et Benoit brilleraient vis-à-vis d'un vieux renard comme le marquis Lucchesini, formé à l'école du grand Frédéric. Il ne faut considérer cette négociation que comme entre deux généraux d'armée ; il ne faut la regarder que comme une ruse militaire. Remontons au temps des Romains et des Grecs. Leurs généraux, quand ils étaient dans une position respectable, comme celle dans laquelle je me trouve, traitaient avec les rois barbares, et on s'en fiait à eux. Si, dans cette circonstance-ci, on sépare la négociation de la partie militaire, alors ou la négociation entravera le général dans ses mouvements, ou les mouvements du général entraveront le négociateur¹.

Cette lettre était datée du 28 septembre ; le lendemain, au soir, Benoit et Westermann arrivaient à Sainte-Menehould. Dumouriez accepta leurs offices, mais il se réservait dans les nouvelles négociations qui s'engagèrent dès le 30 septembre et durèrent jusqu'au 3 octobre, un rôle prépondérant. C'était lui seul, qui, comme les généraux de l'antiquité, devait traiter avec le roi barbare. Lui seul était de taille à se mesurer avec Lucchesini. Il employa néanmoins les commissaires du pouvoir exécutif, mais il ne les regardait que comme de simples agents. Il est même assez vraisemblable qu'il tint Benoit à l'écart et ne se servit que de Westermann qu'il savait docile et souple.

II. La retraite des Prussiens était résolue. Mais par quelle route quitteraient-ils la Champagne ? Hohenlohe proposait de tourner la gauche de Kellermann et de regagner Verdun par Revigny-aux-Vaches, Bar-le-Duc, Chaumont-sur-Aire et Senoncourt ; cette marche, selon lui, était aisée et rapide ; elle n'avait pas l'aspect d'une retraite, elle semblait faite en pleine liberté et gardait l'apparence d'un mouvement stratégique et menaçant. Brunswick préféra se retirer par la trouée de Grandpré et suivre en sens contraire le chemin qu'avait pris l'invasion².

Les Français pouvaient, il est vrai, lui barrer l'Aisne à Senuc et l'assaillir lorsqu'il traverserait le défilé. Mais l'arrivée de Benoit et de Westermann fournissait au duc une occasion de négocier, et il comptait, à la faveur des nouveaux pourparlers, franchir sans encombre le dangereux passage.

Il s'associa Lucchesini et Kalkreuth. On sait que Brunswick était un homme de conseil et de ressources, mêlant à de grandes connaissances la prudence et l'astuce ; tous ses officiers ont reconnu depuis qu'il sauva les Prussiens et leurs alliés par sa diplomatie autant que par ses dispositions militaires³. Lucchesini

¹ Dumouriez à Danton, 28 septembre (*Arch. nat.*, F7, 4398) ; cp. une lettre semblable à Servan : Westermann me paraît bien choisi en ce qu'il suivra certainement mes conseils et mes ordres. Mais qui diable a fait choix de M. Benoit ? je l'ai une fois envoyé à Berlin ; je m'en suis repenti, et je ne l'ai pas employé depuis ; il ne sera ni reçu, ni cru, ni écouté au camp du roi de Prusse. Il faut regarder tout ce qui doit se faire comme une négociation purement militaire, telle que les capitaines romains et grecs en faisaient à la tête de leurs armées. Elevons-nous à ces temps héroïques, si nous voulons être dignes de la République que nous avons créée. (28 septembre, *id.*)

² Massenbach, *Mém.*, I, 116-117 ; Goethe, lettre à Knebel, 27 septembre : chemin tout parabolique.

³ Cp. son portrait, *Invasion prussienne*, p. 121-128. Voici un trait qui le peint. En 1761, Rochambeau faillit le surprendre et lui donna une forte chasse (*Mém.*, I, 171). Brunswick fit demander parole et s'entretint un quart d'heure avec Rochambeau ; c'était pour

était fort expert dans la guerre de ruses et de mensonges qui s'était engagée depuis le 21 septembre et son adresse, dit Lafayette, contribua beaucoup à tirer l'armée alliée du borbier où elle s'était fourrée¹. Kalkreuth était comme Dumouriez, un général diplomate, loquace, fécond en expédients, aussi propre au métier de négociateur qu'à celui de soldat, plus habile peut-être à mener une intrigue qu'à conduire un siège ou à gagner une bataille². Ces trois hommes surent jouer le personnage qui convenait à la situation. Pourquoi, se disaient-ils, n'useraient-ils pas des mêmes artifices que Dumouriez ? Pourquoi ne chercheraient-ils pas, eux aussi, à tromper l'adversaire, à l'endormir par de belles paroles, à l'amuser par des *négociations insidieuses*³ ? C'était un prêté-rendu.

On témoigna donc les plus grands égards aux envoyés du conseil exécutif. On se mit pour eux en frais de coquetterie. On leur assura que la paix était le plus ardent désir des Prussiens, et sans rien leur promettre formellement, sans leur faire de protestations antiautrichiennes, on écouta complaisamment leurs discours contre la cour de Vienne. Westermann était ravi : *J'ai été au camp prussien*, écrivait-il le 3 octobre à un ami de Strasbourg, *dîner avec le roi de Prusse. J'ai fait plus que jamais l'on n'a espéré de moi ; dans ce moment, je suis tout puissant. Tout va bien ; les Prussiens se séparent d'avec les Autrichiens ; toutes leurs armées sont en déroute, la République sera établie malgré l'univers*⁴. Ses ennemis prétendirent plus tard qu'il avait reçu 250.000 livres de Brunswick. Mais eut-on besoin de le corrompre ? Westermann croyait naïvement ce qu'il souhaitait.

Dumouriez partageait son illusion. Ce grand dupeur était dupe à son tour. Il s'imaginait que Frédéric-Guillaume voulait rompre avec l'Autriche. Il aurait pu harceler les Prussiens avec vigueur ; il les ménagea, parce qu'il voyait en eux de prochains alliés.

Telle est la grande et véritable raison qui détermina Dumouriez. Telle est la solution du problème et, comme disait Niebuhr, de cette grande énigme de la Révolution⁵.

On sait les fables répandues sur la retraite des Prussiens. Selon les uns, Dumouriez aurait fait avec les ennemis une convention secrète que proposa Danton et que ratifièrent les commissaires de l'Assemblée ; Carra et Sillery étaient seuls dans le secret ; Prieur de la Marne leur était adjoint, comme Pétion l'avait été à Barnave et à Latour-Maubourg, au retour de Varennes *pour être* — ainsi s'exprime Camille Desmoulins — l'homme de bien de la légation, pour jeter de la poudre aux yeux du vulgaire, et à condition que ses collègues lui cacheraient tout⁶. Selon d'autres, Brunswick et les principaux personnages de

sauver ses canons et se donner le temps d'avoir des chevaux de trait qu'il avait demandé cette conversation.

¹ Lafayette, *Mém.*, IV, 337.

² Voir le portrait de Kalkreuth, *Invasion prussienne*, p. 117. *Il est Français de cœur et de goût*, écrivait Beurnonville à Dumouriez le 28 septembre, *je l'ai trouvé très humain et très disposé à la paix*.

³ Hausser, I, 389.

⁴ Ternaux, IV, 552-553 (la lettre est aux archives de la guerre, armée du Rhin ; elle fut saisie par le représentant Lacoste).

⁵ Mot cité par Manso, *das grosse Rathsel der Revolution*.

⁶ Deux documents cités plus loin : 1° la dépêche des commissaires à Kellermann du 2 octobre ; 2° une lettre de Carra réfutent suffisamment l'opinion de Desmoulins et

l'entourage du roi de Prusse auraient reçu, pour se retirer, quelques centaines de mille francs qui provenaient de la vente des diamants de la couronne et du vol du garde-meuble. D'autres assurent que Pétion, Manuel et Kersaint promirent à Louis XVI de lui sauver la vie, s'il écrivait au roi de Prusse et le priait d'abandonner le territoire français. Le comte de Barruel-Beauvert prétend même qu'un faussaire, employé par le duc d'Orléans, imita l'écriture de Louis XVI et manda que si le roi de Prusse ne sortait aussitôt de France, toute la famille royale serait égorgée¹.

Mais Dumouriez était alors l'arbitre de la situation, et plus ministre que les ministres. Il prit seul et de son chef tous ses arrangements. Vous seul, lui mande Servan le 29 septembre, êtes en état de bien voir et de bien faire, et Lebrun vous dit sur les négociations ce que je vous dis sur les opérations de guerre. Il faut le suivre d'aussi près que possible dans les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre, et sans se fier à ses *Mémoires*, étudier ses lettres, ses propos et ses démarches.

Tout d'abord, il jugeait les Prussiens encore très redoutables. S'il avait eu la certitude de les détruire et d'attacher son nom à une grande victoire, il n'eût pas manqué l'occasion. Mais le souvenir de la Croix-aux-Bois et de Montcheutin le rendait prudent ; il craignait toujours une *crise fâcheuse*² dans son armée. Il n'avait jamais eu d'autre dessein que d'éviter toute affaire décisive, de forcer simplement le roi de Prusse à *rétrograder sur Grandpré, à se retirer sur la Meuse, à abandonner entièrement la Champagne*. N'écrivait-il pas le 21 septembre aux administrateurs de la Marne que si les ennemis se retiraient par Grandpré, il se contenterait d'attaquer leur arrière-garde ? Ne mandait-il pas à Clavière le 26 septembre qu'il se débarrasserait des Prussiens avec quelques escarmouches et de belles paroles ? *Je ne veux pas*, disait-il à Valence le 2 octobre, *m'exposer à un mauvais succès par un coup de désespoir des Prussiens*³.

En outre, il avait hâte de dégager Lille assiégé. Il avait hâte surtout d'envahir les Pays-Bas-autrichiens. C'était sa pensée dominante ; elle s'était emparée de son âme tout entière. *Il voulait, témoigne Servan, prendre la Belgique, cet objet chéri de son ambition ; il la convoitait sans cesse ; il lui avait toujours tout sacrifié*⁴. Même au camp de Grandpré, même à Sainte-Menehould, il portait ses

prouvent que les commissaires n'arrivèrent à l'armée que pour être *témoins du dénouement de l'aventure* (mot de Dumouriez, lettre du 1er octobre, arch. guerre). 1° Les trois commissaires ordonnent, le 2 octobre, à Kellermann de faire, pour écraser les Prussiens, un mouvement que lui interdit Dumouriez ; 2° Carra, dans une lettre du 4 octobre, *désavoue hautement*, ses collaborateurs des Annales patriotiques qui reprochaient à Dumouriez son inaction ; s'il avait su, en quittant Paris, qu'il fallait faciliter l'évasion des Prussiens, il aurait fait la leçon à Mercier et aux rédacteurs de son journal.

¹ Cp. Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, p. 23, et le rapport de Saint-Just contre Danton ; Ferrières, *Mém.*, III, 247 ; Rochambeau, *Mém.*, I, 430 ; Ségur, p. 297-298 ; Barruel-Beauvert, *Lettres sur quelques particularités secrètes*, I, p. 172 ; Ledieu, *Dumouriez et la Révolution française*, p. 342, etc.

² Dumouriez à Labourdonnaye, 19 septembre.

³ Dumouriez à d'Harville, et à Clavière, 26 septembre ; à Lebrun, 29 septembre ; à Valence, 2 octobre.

⁴ Servan, *Notes sur les Mém. de Dumouriez*, p. VI ; cp., p. XIV : *pourquoi abandonna-t-il son poste pour venir préparer son entrée dans la Belgique ?* et p. 20 : *il abandonnait la Champagne et la poursuite des ennemis dans un moment où il était si important de les*

regards vers le Brabant. Le 5 septembre, il mandait à Malus : **Pensez que je n'abandonne point du tout le projet offensif — il n'est que différé — et que c'est par là que nous devons finir cette guerre pour avoir une paix avantageuse.** Le 11, il priait Servan de donner à Labourdonnaye le commandement des troupes réunies en Flandre. Le 19, à la veille de Valmy, il envoyait des instructions à Labourdonnaye, lui recommandait de se tenir sur la défensive, de pousser la levée des corps francs, d'appeler l'agent diplomatique Maret, et il s'engageait à lui mener 30 ou 40.000 hommes avant le 10 octobre. L'accord qu'il méditait entre la France et la Prusse devait, écrivait-il à Servan et à Clavière le 26 septembre, **donner, presque sans combattre, la liberté aux peuples de la Belgique ; je vous débarrasserai des Prussiens, ajoutait-il ; quant aux Autrichiens, mon avis n'est pas que nous les tenions quittes à si bon marché, et mes braves Belges doivent y gagner leur liberté et nous leur alliance.** Le 28 septembre, il entretenait Maret de ses projets révolutionnaires pour la Belgique et le pays de Liège et assurait qu'au milieu de ses négociations avec Frédéric-Guillaume, il ne cessait de suivre les affaires de la révolution brabançonne qu'on ne devait pas abandonner. Le 1er octobre, il déclarait qu'il prendrait son quartier d'hiver en Brabant. **Il n'y a plus de guerre offensive à craindre en ce pays-ci,** disait-il à Biron le 5 octobre, **je fais filer 30.000 hommes pour aller délivrer le département du Nord, j'y marche à leur tête et vous jugez d'avance que je ne compte pas m'en tenir là, et que j'espère passer mon carnaval à Bruxelles ; c'est la seule récompense que je demande pour avoir sauvé la patrie**¹.

Mais le respect que lui inspiraient la discipline et la tactique prussiennes, le danger que courait Lille, l'invasion prochaine de la Belgique, ne furent pas les seuls motifs qui décidèrent le général à laisser les alliés franchir l'Argonne librement et sans obstacle. Il croyait acheter l'alliance des Prussiens en facilitant leur retraite. L'accueil que les envoyés du conseil exécutif reçurent au quartier général ennemi le trompa sur les desseins de Frédéric-Guillaume. **Si les Prussiens veulent se séparer, lisons-nous dans une lettre qu'il envoie le 26 septembre à d'Harville, je leur ferai un pont d'or, à condition qu'ils m'abandonnent l'Autriche et les émigrés**². Les Prussiens semblaient abandonner les émigrés et l'Autriche ; ils promettaient, à mots couverts, de se séparer ; Dumouriez leur fit un pont d'or.

Je doute, disait-il à Servan le 1er octobre, **que le roi de Prusse veuille continuer une guerre dont le début est si maladroit et si funeste pour lui ; je crois que de sa personne il cherchera à regagner Postdam et ceci refroidira prodigieusement son amour pour la maison d'Autriche.** Quatre jours plus tard, il écrivait à Roland qu'il profiterait des occasions et que dans un temps qui n'était pas éloigné, il renouerait avec dignité. Il assurait au commissaire Brémont qu'il y avait une scission décidée entre l'empereur et le roi de Prusse. Il apprenait que les princes français s'étaient entretenus à Termes avec Frédéric-Guillaume et donnaient, en

pousser avec vigueur, il reprenait ses projets chéris sur la Belgique, p. 31 : **cédant à sa malheureuse manie de tout quitter pour voler à la conquête de la Belgique.**

¹ Dumouriez à Malus et à Maret (5 septembre, *Arch. nat.*, F⁷, 4598 ; **dès que j'aurai fini avec les Prussiens, je commencerai la guerre dans la Belgique** ; à Servan, 11 septembre ; à Labourdonnaye, 19 septembre ; à Servan et à Clavière, 26 septembre ; à Maret, 28 septembre ; à Servan, 1er octobre ; à Biron, 6 octobre (*arch. guerre*, et Ternaux, IV, 536-539, 560). Je connais assez votre tête, lui écrivait Servan, le 8 septembre, pour être convaincu que vous mènerez les deux armées de front.

² Dumouriez à d'Harville, 26 septembre (*arch. guerre*).

revenant à Vouziers, les marques d'un violent chagrin. Le roi de Prusse, mandait-il aussitôt à Paris, est parti pour Berlin où son armée le suit ; il a eu une conversation terrible avec les deux ci-devant princes français ; il leur a reproché d'avoir été trompé par eux. Il ne garantit plus cette anecdote dans ses Mémoires ; mais le 5 octobre 1792 il la croyait vraie ; il annonçait à Dillon que le roi de Prusse, furieux de son équipée, avait traité Monsieur comme un gredin ; la plus belle discorde, ajoutait-il, règne entre Prussiens, Autrichiens, Hessois et émigrés. Il confirmait cette nouvelle à Biron : Le roi est furieux contre les Autrichiens ; j'espère que cela facilitera les négociations et que je finirai par lui faire préférer l'alliance de la France. Son entourage partageait le même espoir, et Duval écrivait à Merlin de Douai : Je crois que jamais la Prusse ne nous fera la guerre, et, si nous ne sommes pas maladroits, nous en serons les alliés cet hiver ; leurs généraux sont convenus avec moi que c'étaient les intérêts de la Prusse de former alliance avec nous¹.

Il résolut donc de demeurer inactif et de laisser aux Prussiens les portes de l'Argonne toutes grandes ouvertes. On n'a trouvé nulle part trace de cette négociation. Mais il est certain que Dumouriez fit dire au quartier général prussien, soit au duc de Brunswick, soit à Manstein², que l'armée alliée pouvait se retirer paisiblement. Il prit cette mesure de sa propre autorité, sans mettre d'abord personne dans la confidence, sinon Beurnonville qui commandait son avant-garde et Westermann³. Il promit aux ennemis de ne pas les inquiéter jusqu'à Verdun⁴ ; il savait bien qu'une fois sur la rive droite de la Meuse, ils s'empresseraient de regagner Trèves et Coblenz ; leur armée, disait-il, est ruinée, elle ne peut hiverner dans le district de Verdun et de Longwy parce qu'ils sont mangés ; elle ne peut pas entreprendre d'assiéger Mézières, Sedan ou Montmédy, devant une armée victorieuse ; elle n'a d'autre ressource que de se retirer tristement par le Luxembourg⁵.

¹ Dumouriez à Servan, 1er octobre ; à Roland, 5 octobre (Mme Roland, *Mém.*, I, 464) ; journal de Brémont, 64 : je tiens ce qui suit de lui-même ; Dumouriez à Servan et à Dillon, 5 octobre ; à Biron 6 octobre ; Duval à Merlin de Douai, 6 octobre ; et à Dumouriez, 29 septembre. Les Prussiens deviendront nos alliés aussitôt qu'ils le pourront honorablement, et sans l'apparence d'abandonner leurs compagnons de voyage.

² Voir plus loin l'aveu de Beurnonville.

³ Kellermann — de même que Valence et les trois commissaires de la Convention — ne fut averti qu'ensuite ; autrement il ne se serait pas plaint si hautement des ordres de Dumouriez, qui le réduisirent à l'inaction dans les premiers jours d'octobre.

⁴ Jusqu'à Verdun seulement ; s'il avait promis aux Prussiens de ne pas troubler leur retraite jusqu'à la frontière, Kellermann, Dillon, Valence, Galbaud, La Barolière, les commissaires de la Convention n'auraient pas eu devant Verdun et Longwy ces conférences réitérées avec Kalkreuth et Brunswick. Nous verrons d'ailleurs que le généralissime des alliés se croyait encore assez fort pour tenir derrière la Meuse. On peut trouver des biais, avait écrit Beurnonville à Dumouriez le 28 septembre (*Arch. nat.*, Papiers de Dumouriez), par exemple qu'ils se retirent sur la Meuse jusqu'en mars prochain, pendant lequel temps on pourrait négocier, et à nous, liberté de prendre la position qu'il plaira sur notre territoire, promettant de les laisser se retirer paisiblement. Dès le 26 septembre, Brunswick avait offert à Thouvenot de se retirer sur la Meuse, si les Français se retiraient sur la Marne. (Dumouriez à Servan, 28 septembre ; id., cp. *Tableau historique*, II, 131 et 135).

⁵ Dumouriez à Servan, 1er octobre (arch. guerre). Westermann, se présentant dès le 5 octobre devant la Commune de Paris, assure que Verdun va rentrer sous la domination de la République, et que la prise de Longwy suivra de près cette conquête. (*Moniteur* du 7 octobre.)

Ce fut, ce semble, dans la soirée du 1er octobre que Dumouriez prit cette résolution. Il avait, la veille, parcouru au moins douze lieues de terrain, depuis sept heures du matin jusqu'à huit heures du soir et ses dispositions, mandait Carra à Servan, étaient **telles qu'il ne serait pas impossible que l'ennemi ne fût coupé et abîmé avant de pouvoir se retirer par son trou de Grandpré**¹. Il venait d'écrire que les Prussiens ne faisaient qu'une ou deux lieues par jour ; que ses troupes légères attaqueraient le château d'Autry, couperaient les deux ponts de Senuc et pénétreraient derrière son ancien camp de Grandpré ; que Stengel occuperait Massiges et Ville-sur-Tourbe ; que l'avant-garde et la réserve de Kellermann se porteraient sur la Dormoise ; j'espère, ajoutait-il, que nous pourrons vexer l'arrière-garde et ramasser les traîneurs. Il ordonnait à Miaczynski qui commandait à Sedan de donner la main, par Mouzon et Carignan, à Ugniville qui commandait à Montmédy, pour harceler la retraite des alliés. Il annonçait que s'il avait avec lui des équipages de siège et des mortiers, il serait sûr de bombarder Verdun sous dix jours, et Sillery disait à Pétion que Dumouriez demandait de la grosse artillerie à Metz, pour assiéger Longwy².

Mais, le 2 octobre, à l'aube, Dumouriez se rend à Vienne-la-Ville et y reste jusqu'au 5 ; le 3, au matin, Westermann court le rejoindre, le quitte le même jour, traverse Sainte-Menehould, s'entretient avec les commissaires de la Convention et arrive à Paris le 5 octobre au matin. Que s'est-il passé ? Que signifie ce brusque départ de Westermann qui, selon son expression, ne dort plus, n'a plus le temps de respirer, ne peut plus résister à la fatigue ? Pourquoi Dumouriez est-il resté deux jours entiers à Vienne-la-Ville et pourquoi, le 5 octobre, 'sans plus se soucier des Prussiens, revient-il à Sainte-Menehould³ ?

De Vienne-la-Ville, Dumouriez assiste de plus près à la retraite des alliés⁴ ; de Vienne-la-Ville il correspond, durant la journée du 2 octobre, avec le quartier-général prussien ; de Vienne-la-Ville il contremande les ordres qu'il avait donnés le 1er octobre, retarde la marche de ses lieutenants, ralentit les mouvements de Kellermann.

Ce dernier s'était porté le 1er octobre, sur l'ordre de Dumouriez, à Suippes et à Somme-Suippes. Il était ainsi sur les derrières des Prussiens ; **nous avons, écrivait-il, le moyen de jouer à coup sûr, de tomber sur une partie de leur armée, lorsque l'autre sera engagée dans les défilés.** Déjà l'avant-garde de Deprez-Crassier et la réserve de Valence dépassaient Massiges, occupaient Fontaine-en-Dormois et menaçaient d'inquiéter les Prussiens au passage de l'Aisne.

Mais le 2 octobre, Kellermann recevait un contre-ordre. Dumouriez avait réfléchi ; il jugeait que le général en chef de l'armée du Centre mettait trop de vivacité dans sa poursuite. Il lui recommandait de rétrograder et de se porter par

¹ Carra à Servan, 30 septembre (arch. guerre).

² Dumouriez à Servan, 1er octobre ; Sillery à Pétion, 3 octobre ; Ternaux, IV, 555.

³ Sur les faits et gestes de Dumouriez, pendant les premiers jours d'octobre, voir sa correspondance et le *Journal* de Brémont, 62-64. Quant à Westermann, il porte à Dumouriez, le 3 octobre, un billet de Vouillers daté de Sainte-Menehould, à quatre heures du matin (papiers de Dumouriez) ; deux heures plus tard, il est à Vienne-le-Château, d'où il écrit à Pétion (Ternaux, IV, p. 552) ; le même jour, il est à Sainte-Menehould, d'où il écrit à Philibert (Ternaux, *ibid.*), et il prend, en passant, une lettre de Sillery pour Pétion ; le 5, Servan annonce à la Convention que **le colonel Westermann est arrivé ce matin des armées réunies.** (*Moniteur* du 6.)

⁴ **Je veux y être moi-même,** écrivait-il à Valence.

Revigny sur Bar-le-Duc pour se joindre à Dillon et attaquer les Austro-Hessois. Kellermann obéit, et les commissaires de la Convention, restés à Sainte-Menehould, apprirent dans la nuit du 2 octobre qu'il revenait sur ses pas. Leur surprise fut extrême. Ils crurent que Kellermann, comme d'ordinaire, agissait de son chef et refusait d'exécuter les ordres de Dumouriez. **Toujours ces f..... disputes de commandement !**, s'écriait Sillery. Ils mandèrent au général que sa démarche était étrange, que les Austro-Hessois battaient en retraite sur Verdun et que Dillon les poursuivait ; **le mouvement que vous vous proposez de faire, change toutes les espérances que nous donne la situation des ennemis. Dumouriez a, par son ancienneté, le droit de vous commander, et vous ne pouvez opérer aucune séparation sans ses ordres positifs. Nous vous rendons personnellement responsable du mouvement que vous allez opérer, et nous vous ordonnons, au nom de la Convention nationale, d'obéir aux ordres de Dumouriez, et de reprendre votre position, si vous l'avez quittée.** Pendant que Sillery, tourmenté par la goutte, restait à Sainte-Menehould et pestait à la fois contre son mal et contre les rivalités des généraux, Prieur et Carra couraient à Suippes. Kellermann leur montra l'ordre de Dumouriez ; c'était Dumouriez qui lui prescrivait le mouvement que les commissaires jugeaient **si nuisible au bien de la chose publique** ; c'était Dumouriez qui lui commandait de se porter sur Bar. Prieur et Carra revinrent en hâte à Sainte-Menehould ; Sillery avait déjà mandé l'incident à Pétion ; il ajouta sur-le-champ en postscriptum : **Ne rendez pas ma lettre publique sur cette nouvelle. Prieur et Carra reviennent du camp de Kellermann ; les généraux sont d'accord ; mais je n'en persiste pas moins à demander que Dumouriez commande le tout. Ne parlez de rien de ce qui est contenu dans cette lettre, qui est pour vous seul. Montrez-la à Gensonné**¹.

Mais, en se portant sur Bar, Kellermann pouvait encore faire un très grand mal aux Prussiens qu'il aurait attaqués sur la rive gauche de la Meuse. Il avait quitté Suippes et marchait diligemment sur Revigny, lorsque, à deux lieues de son camp, près du village d'Auve, Devaux, arrivant au galop, arrêta la tête de ses colonnes et lui remit une dépêche de Dumouriez² : il devait reprendre la route de Suippes, parce que les ennemis avaient peut-être le dessein de **rétrograder et de reprendre leur ancienne position !** Kellermann était tout stupéfait ; **je vous avoue**, écrivait-il à Dumouriez, **que jamais lettre ne m'a autant surpris que la vôtre** ; docile néanmoins à l'ordre du généralissime, il revint le même jour à Suippes et alla camper le lendemain à Fontaine-en-Dormois.

Durant quatre jours, il avait erré sur les chemins. **Ils ont passé l'Aisne, ainsi que Grandpré**, écrivait-il le 4 octobre au ministre, **et ma position de Fontaine, qui m'aurait mis en mesure de tomber sur leurs derrières, devient très inutile.** Cependant, il pouvait encore, avec un peu d'activité, inquiéter les colonnes qui fermaient la marche des Prussiens. Le 5 octobre, une nouvelle lettre de Dumouriez lui intimait l'ordre de rester immobile à Fontaine, de ne partir que lorsque **l'armée ennemie aurait repassé les défilés** et de ne **plus rien tenter sur son arrière-garde**³.

¹ Sillery à Pétion, Ternaux, IV, 553-556. Voilà la lettre citée plus haut, en note, qui prouve que les commissaires n'ont nullement coopéré à la retraite des Prussiens sur Grandpré.

² *Exposé de la conduite de Kellermann*, 12.

³ Arch. guerre et Arch. nat., papiers de Dumouriez, lettres de Dumouriez et de Kellermann, du 1er au 4 octobre.

Comme Kellermann, les lieutenants de Dumouriez étaient demeurés dans une complète inaction. Pendant la dernière semaine de septembre, lorsque les Prussiens campaient à la Lune et à Hans, les soldats de Duval et de Beurnonville faisaient une guérilla très active et les hussards de Lauzun (6e régiment), pénétrant par Marcq, au travers de la forêt, en des endroits où jamais cheval n'avait passé, jusqu'à l'ancien camp de Grandpré, étaient entrés dans Buzancy. Que font, du 1er au 4 octobre, ces détachements qui, la veille, tracassaient les ennemis et coupaient leurs convois, ces chasseurs et ces hussards que l'appât du gain rendait si hardis, cette cavalerie qui, depuis le 20 septembre, valait mieux que la cavalerie prussienne ? Si l'orgueil royal, écrivait Dumouriez à d'Harville quelques jours auparavant, empêche Frédéric-Guillaume de traiter séparément avec moi, je n'aurai qu'un soin, d'achever d'affamer les Prussiens et de les accabler dans leur retraite avec mes nombreuses troupes légères¹. Que font ces nombreuses troupes légères qui devaient accabler l'ennemi ? Malgré la marche très régulière et militaire des Prussiens, mandait l'aide-de-camp Montjoye à Dumouriez, nous pourrions les gêner beaucoup et leur faire du mal, et ces foudres de guerre seraient bien surpris si nos avant-gardes qui, réunies, sont assez fortes, montraient de l'audace². Que font ces avant-gardes qui pourraient, selon le mot de Montjoye, entreprendre sur l'ennemi et lui infliger des pertes sérieuses ? Valence, chargé de cerner la droite de l'adversaire, ne bouge pas, durant trois jours, de Fontaine-en-Dormois. Dampierre, qui passait la nuit du 30 septembre au 1er octobre à cinquante pas de l'ennemi³, est encore le 2 octobre sur le mont d'Yvron et attend vainement les ordres de Dumouriez pour se joindre, soit à Stengel, soit à Beurnonville. Stengel, l'intrépide Stengel, un de nos meilleurs généraux de cavalerie qui, dès le 30 septembre, conduisait lui-même à la redoute de la Lune une grand'garde de dragons⁴, se contente de prendre des cantonnements le long de la Tourbe et de ramasser quelques traîneurs aux environs de Massiges. Beurnonville reste obstinément à Vienne-le-Château. Il devrait marcher sur Servon, Binarville et Condé, passer l'Aisne et attaquer le château d'Autry, ou, en côtoyant la rive droite, couper les ponts de Senuc. Il devrait prendre le chemin romain, à travers bois, et, en quelques heures, occuper les hauteurs de Marcq et de Nègremont. Il ne fait pas un mouvement, malgré l'impatience de ses soldats qui veulent ensevelir les Prussiens dans la boue ; il bivouaque tranquillement dans les haies et les taillis de l'Argonne ; le 5 octobre seulement, il se porte sur Marcq ; il a parcouru trois lieues en cinq jours ! Voilà ce qu'a fait ce Beurnonville qui écrivait le 29 et le 30 septembre à Dumouriez qu'il avait pris 443 Prussiens depuis la veille et 72 pour sa matinée ; qu'il avait des vues sur Grandpré et que tout ce qui en sortirait lui passerait par les mains ; que lorsque les Prussiens s'engageraient dans ce trou étroit, il leur mordrait la tête, le flanc et la queue⁵ !

¹ Le 26 septembre. Et le 18 septembre, à Servan : D'ici à quinze jours les Prussiens doivent penser à leur retraite. Nous verrons comment ils la feront... ça ne peut être que par les mêmes défilés, et c'est là que je les attends (arch. guerre).

² Montjoye à Dumouriez, 1er octobre, daté de Ville-sur-Tourbe (papiers de Dumouriez).

³ Dampierre à Dumouriez, 2 octobre : Ordonnez et employez-moi (papiers de Dumouriez).

⁴ Stengel à Dumouriez, 30 septembre (Arch. nat., papiers de Dumouriez).

⁵ Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (arch. guerre), et 29 et 30 septembre (Arch. nat., papiers de Dumouriez). Voilà des vainqueurs, aurait dit le prince de Ligne, qui sont si surpris de l'être qu'ils tombent en catalepsie.

Le Danois de Witch, qui servait dans le corps de Dubouquet, déclare formellement que Dumouriez laissa le temps aux Prussiens de se retirer ; lorsqu'on se mit en mouvement, écrivait-il plus tard, ils avaient une si grande avance qu'il était impossible de les atteindre. Kellermann me disait qu'il ne comprenait rien à tout ce mystère, et je me souviens que le 1er octobre, le colonel de hussards Barbier, qui dirigeait l'avant-garde, envoya dire au commandant de l'arrière-garde prussienne qu'il l'engageait à partir dans une heure, parce qu'il ne pouvait contenir ses cavaliers. Même si Dumouriez avait fait marcher son armée le 6 octobre à la poursuite des Prussiens, il aurait pris leur artillerie et leurs bagages¹.

Recueillons les témoignages des Prussiens et de leurs alliés. Tous affirment que leur situation paraissait désespérée, et qu'ils durent leur salut aux négociations de Dumouriez. Tous reconnaissent qu'il était facile à l'adversaire de fermer le pays de tous côtés et de les empêcher d'échapper. L'armée était désorganisée, dit Caraman, et n'en avait plus que le nom ; elle avait perdu l'énergie de l'impulsion qui l'animait ; elle pouvait à peine se diriger à travers les boues que la pluie avait amoncelées, et cet aide-de-camp du roi de Prusse assure que Dumouriez promit de suspendre toutes les hostilités si les Prussiens s'engageaient à repasser la frontière, et de leur donner même les facilités nécessaires pour qu'ils pussent opérer leur retraite avec sécurité². Lafayette, sorti des prisons d'Olmütz, interrogeait Lucchesini sur la retraite des premiers jours d'octobre 1792 ; nous fûmes heureux, lui répondait le ministre, d'avoir affaire à un général qui savait négocier ; autrement, il nous serait arrivé les Fourches Caudines, ou du moins nous n'aurions eu ni les moyens ni la prétention d'emmener nos bagages et notre artillerie³. — De toutes parts, lit-on dans le récit du témoin oculaire⁴, des rivières et des collines, de tous côtés des ennemis qui nous épiaient, Dumouriez, Kellermann, Stengel, Beurnonville, avec une cavalerie d'élite, une redoutable artillerie, une infanterie bien approvisionnée ; s'ils nous avaient poursuivis, nous aurions dû nous rendre sans résistance, ils nous laissèrent passer. — On ne pouvait se dissimuler, affirme Minutoli⁵, que la situation des alliés, en présence d'un adversaire entreprenant et actif, eût été très critique, car ils étaient entourés de tous côtés, et l'Argonne leur dérobaient les mouvements des Français. — Il ne restait plus, écrit Archenholz⁶, d'autre moyen moyen de salut qu'une prompte retraite, et ces guerriers, naguère si redoutés, étaient à la discrétion des généraux ennemis. — Il fallait, rapporte Lombard⁷, parcourir une route plus mauvaise qu'auparavant, à la vue d'un ennemi qui nous surpassait en nombre, qui avait pris confiance, et qui, au centre du cercle que nous devons décrire avant de gagner Verdun, arrivait partout avant nous et pouvait nous inquiéter sans trêve ni repos. — Je n'ai pas de mots, raconte un officier, pour décrire notre malheureuse retraite ; on se demandait, dans cette terrible position, non pas comment on en sortirait, mais si l'on en sortirait ; heureusement les généraux français, espérant que nous quitterions les

¹ Lafayette, *Mém.*, III, 501 ; Lafayette écrit de Witch : ne serait-ce pas de Wisch, premier lieutenant-colonel commandant le 99e régiment d'infanterie, qu'on voit cité dans une lettre de Dumouriez, du 6 septembre ?

² Caraman, *Mém.*, 20.

³ Lafayette, *Mém.*, IV, 337.

⁴ Témoin oculaire, III, 186 et 190.

⁵ Minutoli, *Erinnerungen*, 138.

⁶ Archenholz, *Minerva*, novembre 1792, p. 122.

⁷ Lombard, *Lettres*, 318.

Autrichiens pour embrasser leur propre parti, firent avec nous une trêve tacite¹. — A droite, à gauche, sur nos derrières, dit enfin Goëthe, les Français pouvaient nous attaquer ; nous étions, pour ainsi parler, sur le bord du plus grand péril, et la nuit, au lieu de dormir, je pensais que si l'adversaire voulait nous surprendre, il n'échapperait ni un rayon de roue ni un ossement humain ; chacun d'ailleurs voyait bien que, selon la stratégie, nous étions perdus, si l'ennemi avait la moindre envie de nous inquiéter et de nous presser ; on finit cependant par se rassurer ; on crut qu'un accord s'était fait entre Dumouriez et le quartier général, et que les négociations s'étaient terminées heureusement et en notre faveur².

Mais à quoi bon insister ? Beurnonville, mené l'année suivante au château d'Olmitz, faisait dire à Lafayette qu'il n'avait tenu qu'à Dumouriez de forcer les alliés à capituler³, et une lettre de ce général nous révèle le secret de la retraite. retraite. Il écrit à Dumouriez qu'il s'est emparé de Grandpré dans la matinée du 5 octobre ; il connaît, dit-il, tous les mouvements de l'arrière-garde prussienne ; il sait qu'elle a quitté Termes à minuit et traversé Grandpré deux heures plus tard ; mais il se garde bien de l'attaquer, il lui donne de la marge, il n'avance qu'avec prudence et précaution ; il laisse les vedettes ennemies se replier devant lui, sans leur tirer un seul coup de fusil ; il n'entre à Grandpré qu'à sept heures du matin. Mais il trouve encore dans la petite ville vingt voitures chargées de blessés : *J'ai cependant observé à M. Manstein, ajoute Beurnonville, dans la lettre que le trompette lui a portée, que tous n'aviez pas eu tort de prévoir les difficultés qui pouvaient résulter de la retraite de l'armée prussienne*⁴ ; si j'étais arrivé un peu plus matin, j'aurais pu prendre cent voitures de pareils malades, et un tel convoi aurait été embarrassant. L'aveu de Beurnonville est précieux ; Dumouriez avait donc renoué avec Manstein ; il avait prévu les difficultés de la retraite et les retards que causerait à ses amis les ennemis le transport de leurs malades ; il avait débattu les conditions de leur marche et réglé les mouvements de l'arrière-garde prussienne⁵ !

Il fut assez habile pour tromper un instant ses propres lieutenants. Il leur fit croire que la jalousie de Kellermann avait entravé ses mouvements. Ce dernier avait impérieusement réclamé la réserve de Valence qui faisait partie de son armée et que Dumouriez retenait à Fontaine-en-Dormois. Le général diplomate saisit ce prétexte pour se plaindre vivement de son collègue. Kellermann, écrivait le naïf Duval à Merlin de Douai⁶, a donné des ordres de retraite à Valence et des

¹ *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten*, II, p. 92.

² Goëthe, *Campagne de France*, 119, 123, 125 ; cp. Strantz, 105, Gaudy, 25 ; Hardenberg (Ranke, p. 122) le second tome de *Saratoga*.

³ Lafayette, *Mém.*, IV, 339.

⁴ Ce n'est pas le seul témoignage des pourparlers qui duraient entre les deux quartiers généraux pendant les premiers jours d'octobre ; le général Köhler, par exemple, réclamant un prisonnier auquel il s'intéresse, écrit à Dumouriez qu'il profite de l'occasion favorable qui se présente par le départ d'un trompette (lettre datée d'Autry, 3 octobre, papiers de Dumouriez).

⁵ Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 556-558). Le même jour Dumouriez écrivait à Beurnonville : Je suis content de vos dispositions, mais c'est à une condition, qui est que vous tirerez du canon aujourd'hui sur l'avant-garde de l'ennemi. Cela est absolument nécessaire. Passez sur le champ copie de ma lettre à Valence. Il ne faut pas qu'il puisse être dit que nous avons laissé passer des défilés très difficiles à une armée encombrée de malades sans lui avoir fait la moindre attaque. (*Arch. nat.*, F⁷ 4598.)

⁶ Duval à Merlin, 3 octobre (arch. guerre).

des divergences d'opinion nous ont empêché de faire à l'ennemi tout le mal qui était en notre puissance. Miranda partageait l'erreur de Duval ; abusé par les discours de Dumouriez, il attribuait la lenteur des mouvements à la surprise des généraux qui passaient brusquement de la défensive à l'offensive et devaient prendre une nouvelle allure ; ce passage inopiné de l'état d'une armée triomphante à celui d'une armée fugitive, disait-il plus tard à Champagneux, avait produit une espèce de stupéfaction¹.

Mais la plupart des contemporains qui suivaient de près les opérations, ne furent pas la dupe de Dumouriez. Vainement le général essayait de donner le change à l'opinion en écrivant que les Prussiens faisaient leur retraite avec beaucoup de difficulté, mais avec beaucoup d'ordre ; que le temps et les chemins étaient détestables ; que les Français finiraient par se mettre aussi mal que l'ennemi, s'ils suivaient sa marche avec plus d'acharnement que de prudence. Vainement Carra tentait de désarmer les journalistes de Paris et ses collaborateurs des *Annales patriotiques* en leur disant que l'armée française restait un moment dans l'inaction, mais que c'était reculer pour mieux sauter. Vainement il écrivait à Mercier qu'une armée ne se détruit pas si vite ; qu'il était impossible de nourrir près de cent mille hommes dans un pays dévasté ; qu'on manquait de chevaux de charrois ; que si les troupes de Dumouriez avaient passé par la trouée de Grandpré, elles auraient gagné la peste dans ce cimetière des alliés ; enfin que le général ruinerait plus promptement les ennemis en se portant tout d'un coup dans le Brabant².

Les lettres des commissaires et de Dumouriez lui-même avaient annoncé que les Prussiens étaient dans la plus grande détresse, que Beurnonville allait leur intercepter la communication de Grandpré et faisait à tout instant des captures, qu'il s'était emparé en deux jours de plus de quatre cents hommes, qu'il ne lâcherait pas les troupes de Brunswick avant de les exterminer, que le général en chef se joignait à son lieutenant pour achever l'affaire. On pouvait lire dans le *Moniteur* du 4 octobre que l'on vexerait l'arrière-garde prussienne, et dans le numéro du 6 que Dumouriez ne cessait de harceler l'ennemi, qu'il lui faisait un grand nombre de prisonniers, qu'il assurerait par ses combinaisons le succès d'une campagne que la journée de Valmy avait si glorieusement préparé. Carra mandait avec une imprudente emphase que cette guerre était une épopée semblable à l'Iliade ; que Dumouriez était un autre Agamemnon, Beurnonville, un autre Ajax et Duval, un autre Diomède ; que ces trois héros, m'accompagnés d'Ulysse-Sillery, allaient faire leurs adieux aux Prussiens à la trouée de Grandpré ; que toute l'armée s'ébranlait pour se trouver à ce grand bal d'opéra ; que les dispositions de Dumouriez-Agamemnon étaient admirables, mais qu'on ne pouvait en parler pour le moment. Même le 7 octobre, les commissaires affirmaient la perte de presque toute l'armée prussienne ; le 9, le *Patriote français* reproduisait une lettre de Beurnonville qui était toujours à la poursuite des Prussiens et voulait leur enlever jusqu'à la semelle de leurs souliers ; le 12, le même journal citait une dépêche de Kellermann : Les ennemis fuient, et la rapidité de leurs mouvements ne peut être comparée qu'à notre célérité à les

¹ Témoignage de Champagneux, détenu à la Force avec Miranda (Mme Roland, *Mém.*, II, 346).

² Dumouriez à Servan, 6 octobre ; cp. les *Annales patriotiques* de Carra et Mercier, lettres de Carra du 4 et du 16 octobre.

suivre, à les inquiéter sur tous les points à la fois ; un *grand traque* se fait en ce moment par toutes les armées combinées¹.

Il n'est donc pas étonnant qu'en voyant les Prussiens passer l'Aisne sans combat et s'acheminer librement à travers l'Argonne, on ait aussitôt soupçonné la vérité. Un cri général, dit Fantin-Desodoards, s'élevait contre Dumouriez, accusé d'ineptie ou de trahison. Lorsque le général, accompagné de Santerre, se présenta le 14 octobre au club des Jacobins et, comme sept mois auparavant, embrassa Robespierre, il faut, s'écria Collot d'Herbois, te reprocher quelque excès de générosité, tu as reconduit le roi de Prusse à la manière française, à l'ancienne manière française, s'entend ; mais l'Autriche paiera double. Un soldat, écrivait Camille Desmoulins, un soldat qui a reçu mission de battre l'ennemi, a parlementé avec lui, lui a donné le temps de laisser partir son artillerie, de lever son camp et de se retirer, quand il pouvait l'écraser ! et, quelques mois plus tard, n'est-ce pas une chose inconcevable pour tout le monde et inouïe dans l'histoire que Dumouriez n'ait pu couper la retraite à cette armée réduite de près de moitié et embarrassée dans sa marche par ses malades ? Nous demanderons, lisait-on dans les *Annales patriotiques* du 7 octobre, si nos généraux ont fait ce qu'ils auraient pu faire ; s'il suffisait, l'ennemi étant aux abois, de le suivre et de prendre quelques traîneurs ; s'ils n'auraient pu cerner le despote barbare ; s'ils ont cru que le droit de la guerre ne leur permettait pas de faire un roi prisonnier et qu'il était de la magnanimité de la République de laisser les Prussiens retourner tranquillement chez eux... Nos généraux montrent pour l'adversaire les égards les plus humains et les plus généreux ; nous ne désespérons, pas qu'on demande des passeports à la République pour l'armée prussienne ; on croirait qu'ils n'ont pas voulu la cerner pour se réserver le plaisir d'une autre campagne. Prudhomme tenait le même langage dans les Révolutions de Paris : Dumouriez, dit-il, prétendait que l'armée prussienne allait s'enfuir au grand galop. Les Prussiens ne paraissent pas beaucoup se presser ; ils s'en vont au tout petit pas, comme en se promenant. A quoi pensent donc l'Achille ou Agamemnon Dumouriez, l'Ajax Beurnonville ? Nous ont-ils trompés ci-devant ou nous trompent-ils à cette heure ? Les prisonniers qu'ils ont faits, où sont-ils ? Où vont-ils ? Combien sont-ils ? Depuis le temps que vous en prenez, ils doivent obstruer votre armée, l'affamer, la fatiguer, rien qu'à les garder. Tout cela n'est pas clair².

¹ *Moniteur* du 3 octobre (lettre des commissaires, du 30 septembre, et de Dumouriez, du 1er octobre) ; *Moniteur* du 4 et du 6 octobre (lettre de Servan) ; *Moniteur* du 8 octobre (lettre de Carra, du 2) ; *Moniteur* et *Patriote français* du 9 octobre (lettre des commissaires, du 7, et lettre de Beurnonville, du 5) ; *Patriote français* du 12 octobre (lettre du 5, signée Kellermann), etc.

² Fantin-Desodoards, *Hist. philosophique de la rév. fr.*, 6e édition, 1817, p. 1, 247 ; *Journal des Jacobins*, séance du 14 octobre, numéro du 16 (discours de Collot) ; Cam. Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 34 ; *Annales patriotiques*, 7, 11 et 24 octobre ; *Révolutions de Paris*, n° 170, 6-13 octobre, 113-114. Citons encore le mot de Marat : Dumouriez s'entend avec les ministres et les royalistes qui s'agitent pour sauver leur patron (*Journal de la République française*, 4 octobre, n° 10, p. 5) ; les paroles de Robespierre (*Moniteur* du 6 avril 1793) : Ce que je sais, c'est que Dumouriez conduisit poliment le roi de Prusse aux frontières ; ce que je sais, c'est que l'armée française était furieuse de voir échapper les ennemis, quand elle eût pu les écraser ; celles de Haussmann (*Moniteur* du 4 avril 1793) : Dumouriez et Beurnonville ont laissé échapper les ennemis au mois d'octobre, lorsque quatre-vingts mille hommes attestent qu'ils pouvaient les anéantir ; et surtout ce témoignage de Custine (*Plan pour la campagne de 1793*, arch. guerre) : Sans doute le roi de Prusse a pu donner l'espoir de se retirer dans

Tout cela est clair aujourd'hui. Dumouriez assure dans ses *Mémoires* que la conduite de Kellermann fut inconcevable et que les Prussiens échappèrent, parce que son collègue suspendit la poursuite durant trente-six heures par son **mouvement très coupable** sur Suippes. Il prétend que les généraux de son avant-garde manquèrent d'audace et ne surent ni se concerter ni exécuter ses ordres avec vigueur. Il a menti. Il n'a pas voulu passer pour un négociateur malheureux ; il n'a pas osé dire qu'il s'était laissé duper par les Prussiens dont il croyait acheter la neutralité ou l'alliance pro, chaine par son inaction. Ce fut lui qui suspendit la poursuite, qui dicta les marches et les contre-marches inutiles de Kellermann, qui tint ses lieutenants dans l'immobilité. Il mit successivement dans le secret Beurnonville, Valence, Kellermann, les commissaires de la Convention ; il fit briller à leurs yeux l'espoir certain de l'alliance prussienne : maître de l'armée, regardé par tous comme le seul homme de guerre qu'eut la France nouvelle, environné du prestige que lui donnait la retraite inattendue d'un adversaire naguère si redoutable, il convainquit aisément ses lieutenants et les trois conventionnels. Westermann, son agent autant que celui de Danton, exposa ses vues le 5 octobre au conseil exécutif. Les ministres approuvèrent Dumouriez¹. Ils avaient cru que l'envahisseur s'avancerait jusqu'à Châlons et même aux portes de Paris, et voici que s'éloignait cette formidable armée ! Après l'entrée si triomphante des Prussiens, leur retraite ne valait-elle pas une victoire ? N'achevait-elle pas de donner à la France l'ascendant moral qu'elle avait gagné depuis Valmy ? Il ne fallait pas demander davantage. Pourquoi les pousser vivement et les serrer de près ? Pourquoi leur rendre le courage du désespoir ? Le moindre revers eût été de conséquence, et, selon le mot de Servan, une défaite pouvait tout perdre². L'essentiel, c'était la délivrance du sol national, c'était la prompte évacuation de la Lorraine et de la Champagne. **Il ne faut pas consentir à l'ouverture d'un congrès pour des négociations suivies**, écrivait Lebrun à Dumouriez, **qu'au préalable les troupes ennemies ne soient hors de notre territoire ; mais, ajoutait-il, vous pourrez convenir de quelques bases préliminaires pour faciliter leur sortie de France**³. Le Conseil exécutif, disait Pache plus tard, avait pour premier objet d'éloigner le théâtre de la guerre du territoire français⁴. D'ailleurs, comme Dumouriez, les ministres s'imaginaient que

ses Etats à Dumouriez et à Kellermann, lorsque des maladies désolaient son armée, lorsque les chevaux de son artillerie et de sa cavalerie, exténués par le défaut de nourriture, par l'air saliné qu'ils avaient respiré, par la nature fangeuse du terrain dans lequel ils croupissaient, ne pouvaient plus porter leurs cavaliers et traîner leurs canons. C'est alors qu'il fallait les exterminer.

¹ En voici la meilleure preuve. Le 6 octobre, le lendemain du jour où Westermann a conféré avec eux et leur a communiqué les desseins de Dumouriez, les ministres chargent le général de diriger en chef l'expédition projetée dans les Pays-Bas autrichiens afin de **poursuivre jusque sur son territoire le plus mortel ennemi de la République** (*Arch. nat.*, Reg. des délibér. du conseil exéc. prov., p. 153). On voit que le conseil partage absolument l'opinion de Dumouriez et de Westermann, qu'il faut laisser les Prussiens s'échapper et tourner tous ses efforts contre l'Autriche.

² Dès le 18 septembre. Qu'on se rappelle Charles-Quint repassant le Var en 1536, et Montmorency forçant les Français qui brûlent de se jeter à sa poursuite, de rester dans leur camp d'Avignon.

³ Lebrun à Dumouriez, 30 septembre ; Jomini dit aussi que **le gouvernement devait désirer vivement de voir évacuer les départements envahis et consolider la gloire nationale aux yeux de l'Europe**.

⁴ *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, 225 ; dépêche de Pache du 6 décembre : cp. *Tableau historique*, II, p. 129.

le roi de Prusse se séparerait de son allié et retournerait à Berlin¹. Il y eut alors, rapporte Mme Roland, **quelque espérance de le détacher de la ligue et quelques pourparlers à ce sujet**². On devait donc ménager les Prussiens au lieu de les accabler. Il était facile de les vaincre, mais un désastre les rejetterait dans les bras de l'Autriche. On préféra sacrifier la gloriole d'une victoire aux avantages plus solides d'une alliance, de cette alliance prussienne qui fut si longtemps à l'ordre du jour et dont la Convention, le Directoire, le Consulat, l'Empire même devaient incessamment poursuivre la chimère. Un succès militaire aurait compromis le succès politique qui semblait assuré.

Cette opinion du conseil exécutif était celle d'un grand nombre de journalistes et de conventionnels. La plupart se persuadaient que Frédéric-Guillaume ne tarderait pas à briser les liens qui l'unissaient à l'empereur. Dès le 2 octobre, on lisait dans une adresse de Charles Villette à ses concitoyens : **Je parie avec qui voudra que, sans livrer bataille, Frédéric-Guillaume et Brunswick nous laisseront sous peu de jours aux prises avec les Autrichiens et les émigrés**³. Le surlendemain, Louvet imprimait dans la *Sentinelle* que leurs défaites avaient donné de l'humeur aux alliés, que leur union s'altérerait, que l'Autriche trouverait dans la Prusse un allié infidèle prêt à profiter de sa ruine⁴. Le roi de Prusse, dit Meillan dans ses *Mémoires* à la date des premiers jours d'octobre, était **à peu près détaché**⁵. **Il va rentrer à Berlin**, écrivait Brissot dans le *Patriote français*⁶, **et et il ne peut réparer cet échec qu'en rompant avec l'Autriche**. Mailhe, chargé par la Convention de rédiger une adresse aux cantons helvétiques, assurait que l'alliance de la Prusse avec l'Autriche, la plus monstrueuse des alliances, était rompue⁷. **Il serait très bon**, mandait Couthon à ses commettants, **que le roi de Prusse tombât de concert avec la République et sur les émigrés et sur la maison d'Autriche, et qu'il cherchât de son côté à se dédommager par la prise de la Silésie autrichienne**⁸. Marat lui-même conseillait de *diplomatiser* ; *c'est un grand grand point gagné*, disait-il dans son journal, *que de rompre la ligue des despotes conjurés, de détacher Guillaume de François, de nous débarrasser*

¹ Mots de Pache, même dépêche.

² Mme Roland, *Mém.*, I, p. 400 ; cp. p. 464 la lettre de Dumouriez à Roland, 5 octobre : **Je pense comme vous sur l'utilité qu'il y aurait à séparer les Prussiens**. La pensée de Roland est exprimée dans le numéro du 24 octobre de la *Sentinelle* (n° 65) : **Pourquoi, dit Louvet, souffrir la retraite des Prussiens ? pourquoi ne pas les exterminer ? Tant mieux qu'on ne l'ait pas fait. C'était prolonger la guerre, et n'est-ce donc rien ? Si vous avez vaincu sans bataille, quel peuple tentera désormais de vous forcer à combattre ?... pourquoi n'avons-nous pas pris le roi de Prusse ? Tant mieux qu'il ne le soit pas. Libre, mais fuyant devant vous, il reconnaît votre souveraineté spontanément. Laissez à des brigands couronnés tels qu'un Charles-Quint à se réjouir des fers qu'il avait donnés à François Ier. Faites fuir les rois, républicains, mais ne soyez pas si jaloux de les faire prisonniers ; ils vous mentiraient pour se délivrer !**

³ *Chronique de Paris*, 2 octobre, p. 1102. Villette était député de l'Oise. Il avait épousé la nièce adoptive de Mme Denis, et c'est chez lui que mourut Voltaire. Lié avec les Girondins, Villette aurait partagé leur sort s'il n'était tombé malade. Il mourut le 9 juillet 1793.

⁴ *Sentinelle* du 4 octobre.

⁵ Meillan, *Mém.*, 8.

⁶ *Patriote français* du 8 octobre.

⁷ *Moniteur* du 10 octobre, séance du 8, discours de Mailhe.

⁸ *Correspondance de Couthon*, 199, 11 octobre.

promptement et pour toujours des Prussiens, de n'avoir plus qu'à réduire par le fer les Autrichiens devenus indignes de tout quartier¹.

Dumouriez eut-il raison ? Faut-il croire, avec un contemporain, que s'il était avantageux de favoriser la retraite du roi de Prusse, il était plus utile encore de le faire prisonnier de guerre² ? Évidemment l'armée alliée pouvait encore se frayer un chemin à travers les troupes qui l'auraient enveloppée. On ne fauche pas une armée, dit spirituellement Dumouriez, comme on fauche un pré, et les jacobins, passés de la plus grande consternation à la plus grande insolence, croyaient qu'on prend une armée avec autant de facilité qu'ils assassinaient un aristocrate dans les rues de Paris³. Mais il reconnaît lui-même qu'on a suivi très mollement la retraite des Prussiens et qu'ils ont repassé trop impunément le défilé de Grandpré. Il avoue donc sa faute, et tous les historiens militaires, l'auteur du *Tableau historique*, Jomini, Toulangeon, le général Berthaut l'ont blâmé d'avoir négocié lorsque le moment était venu de jouer de l'épée. Tous affirment que Dumouriez devait, au lieu de marcher à la conquête des Pays-Bas, se porter avec son armée et celle de Kellermann à la suite des alliés dont un petit nombre aurait échappé, appeler à lui les troupes de Custine, passer le Rhin et envahir l'Allemagne ; en même temps qu'il refoulait devant lui les débris des colonnes prussiennes, il coupait de la Meuse les Autrichiens de Saxe-Teschen, les rejetait vers la mer et s'emparait de la Belgique sans coup férir. Servan quittait alors le ministère ; il se tut, mais trois ans plus tard, lorsqu'il prit la plume pour critiquer les *Mémoires* du général, Dumouriez, disait-il, a-t-il fait ce qu'il pouvait et ce qu'il devait, et ne pouvait-il pas, ne devait-il pas suivre les ennemis sans relâche et avec toutes ses forces, empêcher l'évacuation si paisible de Verdun et de Longwy, leur faire un plus grand nombre de prisonniers, prendre leurs bagages et les suivre le long de la Moselle, d'abord jusqu'à Trèves dont il aurait pu s'emparer, ainsi que de Coblenz ? Lafayette porte le même jugement : l'esprit d'intrigue de Dumouriez, son dessein d'opposer la Prusse à l'Autriche, son impatience d'attaquer les Pays-Bas l'avaient jeté dans une négociation embrouillée, tandis qu'en allant droit son chemin, il aurait obtenu un succès complet⁴.

Quoi qu'il en soit, le 5 octobre, l'armée prussienne tout entière, bagages, artillerie, arrière-garde, avait franchi l'Argonne. Certain qu'elle avait le temps de gagner la Meuse en toute sûreté, Dumouriez quitta Vienne-la-Ville et revint à Sainte-Menehould. Le conseil général de la commune lui rendit visite et le remercia d'avoir délivré la ville d'un ennemi qui, pendant un mois, avait environné le territoire⁵. Il quitta le lendemain Sainte-Menehould et se rendit au

¹ *Journal de la République française*, 15 octobre, p. 3.

² Fantin-Desodoards, I, 248.

³ Dumouriez à Pache, 8 décembre, et *Mém.*, I, 230.

⁴ Voir Jomini et Toulangeon, et surtout le *Tableau historique*, II, 133, et Berthaut, *Principes de stratégie*, 1881, p. 163 ; cp. Servan, *Notes sur les Mém. de Dumouriez*, XV, 64, et Lafayette, *Mém.*, IV, 337 ; cp. encore Belliard, *Mém.*, I, 81 : Il a manqué l'occasion de détruire l'armée combinée. Il eut certainement obtenu des avantages décisifs qui eussent amené la paix ; et Gobert (*Mém.*, arch. guerre) : En nous emparant de Grandpré, nous pouvions réduire les Prussiens à des extrémités malheureuses, et *Exposé de sa conduite*, 1793, p. 4 : Si Dumouriez avait voulu, ainsi que plusieurs autres généraux, il ne serait pas sorti de France un seul homme de toute cette horde prussienne, autrichienne et hessoise qui avait inondé notre territoire.

⁵ Registre des délibérations du conseil de Sainte-Menehould, année 1792. p. 141.

château d'Autry¹. Kellermann l'attendait et reçut ses dernières instructions. Il devait poursuivre les Prussiens et les Austro-Hessois. Dumouriez lui laissait le corps d'armée que commandait Dillon. Kellermann avait 28.000 hommes environ ; il se contenterait de pousser lentement les alliés hors du territoire ; il obtiendrait, sans verser une goutte de sang, la reddition de Verdun et de Longwy ; il ménagerait l'alliance entre Frédéric-Guillaume et la République. Kellermann entra dans les vues de son collègue ; le 3 octobre, probablement à la suite d'un entretien avec Westermann, il avait compris le grand dessein de Dumouriez. Il écrivit aussitôt qu'on gagnerait la Prusse à peu de frais ; déjà il remaniait la carte de l'Europe, donnait à Frédéric-Guillaume le reste de la Silésie, Dantzic et Thorn, écrasait l'empereur, envoyait dans la Baltique une flotte chargée de soutenir les Prussiens contre les Russes².

Tout étant convenu, Dumouriez dirigea son armée sur Vouziers. Kellermann, disait-il, *se charge d'achever de chasser les ennemis, ils ne rentreront plus en France*. Il prit le chemin de Paris pour régler avec le conseil exécutif les détails de la prochaine campagne ou, comme il la nommait, de la guerre belge. Le 12 octobre, il présentait ses hommages à la Convention et annonçait, au milieu des applaudissements unanimes de l'Assemblée et des tribunes, qu'il marchait au secours de la Flandre et des malheureux Belges. Le 19 octobre, il arrivait à Cambrai, au bruit des salves d'artillerie, et entra à l'hôtel de ville où un superbe trophée d'armes portait cette inscription : *La commune de Cambrai s'applaudit d'avoir vu naître Dumouriez le 26 janvier 1739*. Le 28, il envahissait la Belgique ; le 6 novembre, il remportait la victoire de Jemmapes, et, huit jours après, entra dans Bruxelles en triomphateur.

III. L'armée prussienne avait quitté le 30 septembre le camp de la Lune et passé la Bionne. Le lendemain (1er octobre), elle traversait la Tourbe à Laval et à Wargemoulin, puis la Dormoise à Rouvroy, et campait au village de Fontaine. Le temps était doux et beau ; mais on n'avancait, dit un officier, qu'avec des fatigues indescriptibles ; heureusement, l'ennemi n'envoyait derrière nous que des patrouilles de cavalerie qui restaient toujours à grande distance³.

Le 2 octobre, l'armée quitta Fontaine, passa l'Aisne entre Termes et Vaux-les-Mouron, et s'établit, à la tombée de la nuit, sur les hauteurs de Grandpré, entre cette ville et le bois de la Sarthe. Elle avait traversé l'Aisne sur deux ponts de bateaux. Goethe, placé entre les deux ponts, en un endroit sablonneux et planté de saules, vit défiler successivement l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie. Les bataillons passaient muets et désespérés ; tous les visages étaient sombres ; les amis, qui se rencontraient, s'embrassaient en pleurant. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick, suivis de leur état-major, fermaient la marche ; tous deux s'arrêtèrent un instant à l'entrée du pont, comme s'ils hésitaient à faire le pas décisif et ne pouvaient se résoudre à quitter les plaines de Champagne⁴.

¹ La veille il écrivait à Valence : *Nous réglerons tout décidément, et je vous expliquerai mon plan de campagne d'une manière si claire que lorsque je me séparerai de vous, l'esprit du Seigneur y restera toujours*. (*Arch. nat.*, F⁷ 4598).

² Kellermann à Servan, 3 octobre (*arch. guerre*) ; ce sont les propres termes de l'instruction de Lebrun.

³ Minutoli, *der Feldzug*, 286 (il donne tous les détails de la marche, p. 277-349) : comparez les *Réminiscences du prince royal*, p. 162.

⁴ Goethe, 132.

Les défilés étaient franchis ; l'ennemi, dit Massenbach, qui pouvait nous prévenir à Senuc et à Grandpré, nous laissait échapper. On respira librement, on prit un peu de repos (3 oct.), on dirigea sur Verdun quelques malades. Mais un grand nombre de dysentériques restèrent soit dans les villages, soit dans le château de Grandpré qui n'était plus, selon l'expression de Goethe, qu'un séjour de peste et de mort. Les mots ne suffisent pas, dit le prince royal, pour décrire la douleur et la misère qui régnaient dans cet hôpital ; combien d'entre nous y ont trouvé leur tombeau ! Déjà des soldats affaiblis, hors d'état de marcher, tombaient sur la route pour ne plus se relever. Un officier prussien rapporte que les environs de Grandpré ressemblaient à un cimetière. Le commissaire des guerres, Petitjean, fut le premier qui pénétra dans la ville ; je ne marchais pas sur la terre, écrivait-il, mais sur des cadavres très mal enterrés et nos chevaux refusaient de nous porter, tant était forte l'odeur infecte que nous respirions ; jamais on ne put voir un tableau plus effrayant¹.

Le gros de l'armée se remit en mouvement le 4 octobre et se dirigea de Termes sur Buzancy. De ce jour date la débâcle. On avait marché jusque III dans le plus grand ordre. Mais la pluie, la pluie furieuse et cruelle, comme la nomme Goethe, tombait depuis la veille et ne devait plus cesser jusqu'à la fin du mois. Les chemins étaient entièrement défoncés, obstrués par les canons, par les bagages, par les ambulances. Il fallut, au sortir de Grandpré, faire halte pendant huit heures. Il fallut couper les arbres fruitiers et les jeter sur la route pour faciliter le passage de l'artillerie dans cette boue profonde et liquide. Il fallut, au pied de la moindre montée, atteler à chaque voiture qu'on poussait en avant, les chevaux des autres voitures. On n'arriva que vers dix heures du soir à Buzancy, et on laissait en arrière une foule de traînaras, les uns à bout de forces, les autres égarés dans la nuit noire².

Vainement on s'écartait de la grande route et des chemins de traverse pour s'engager à travers champs. La terre grasse où sourdaient de nombreux petits ruisseaux, était plus tenace encore que le sol crayeux de la Champagne pouilleuse. Quatre petits chevaux traînaient avec une peine extrême la chaise de poste de Goethe ; pris d'impatience, le poète descendit, monta dans un fourgon de cuisine que tiraient six forts chevaux, et se mit à lire un dictionnaire de physique ; mais le fourgon n'avancait qu'avec la plus grande difficulté, l'attelage était rendu ; je fus alors, écrit Goethe, comme une parodie de Pharaon dans la mer Rouge, car je voyais autour de moi cavaliers et fantassins s'enfoncer pareillement dans la terre rougeâtre. Enfin il aperçut au loin ses compagnons de Weimar qui gardaient son cheval ; il les appela et enfourcha de nouveau sa mouture ; j'allai plus librement, dit-il, mais ni mieux, ni plus vite. Le soir, au bivouac, il fut sombre et silencieux. Il avait jusqu'alors supporté gaiement tant d'épreuves inattendues : c'était lui, le littérateur, qui ranimait le courage des hommes de guerre ; il déridait ses amis par ses plaisanteries, par ses poésies satiriques, par de burlesques ordres du jour ; il leur racontait la croisade de saint Louis en Égypte, et la défaite d'Attila dans les champs catalauniques ; il leur disait en riant que, comme Joinville et le sénéchal de Soissons, ils feraient plus tard *ès chambre des dames* le récit de leurs aventures ; il leur assurait qu'Aétius-

¹ Massenbach, I, 125-129 ; *Réminiscences*, 163 ; Minutoli, *der Feldzug*, 293 ; Goethe, 133 et 135 ; d'Ardenne, *Gesch. des Zisten. Hesarenregiments*, 223 ; *Ma justification*, par Petitjean (*Arch. nat.*, W, 360, doss. 769, p. 33).

² *Réminiscences*, 163 ; Laukhard, III, 189-191 ; *Témoin oculaire*, III, 190.

Dumouriez laisserait, cette fois encore, échapper l'armée des Huns¹. Mais le 4 octobre, son énergie fut brisée ; l'inquiétude et la souffrance vainquirent sa volonté ; quatre jours après il quittait l'armée.

Le 5 octobre fut, comme le 3, un jour de repos et de ralliement. L'armée campait entre Buzancy et Sivry, Heureux ceux qui purent, comme Goethe et le prince royal, se loger dans une maison de paysan 1 Ils passèrent tout le jour au coin d'une cheminée, pendant que le vent et la pluie faisaient rage au dehors. **Un bon feu, dit Frédéric-Guillaume III, et un lit sur le plancher, que pouvais-je souhaiter de mieux ? Je me sentais comme rajeuni.**

Mais le 6 octobre, il fallut se remettre en route, se rejeter, selon le mot du poète allemand, dans un monde de boue et d'horreur. L'armée se dirigeait en deux colonnes vers la rive gauche de la Meuse. Le 6, au soir, elle campait entre Aincreville et Douillon, tout près de Dun, où s'était établi le quartier général ; elle y retrouva, écrit le témoin oculaire, la saucisse de Quedlinbourg et les vivandiers. Le 7, elle passait la Meuse à Vilosnes. Le 8, elle marchait en longeant la rive droite du fleuve, sur Consenvoye².

Brunswick avait réussi ; élevé, dit Porbeck, à l'école de Minerve et de Bellone, il avait sauvé son armée³. Il n'était plus qu'à deux lieues de Verdun ; il assurait sa retraite sur Longwy et ses communications avec Luxembourg. Mais au prix de quelles fatigues et de quels sacrifices !

L'armée n'avait cessé de patauger dans l'eau et la boue. On partait dès le matin, parfois même avant l'aube ; on marchait jusqu'à la nuit close, et chaque jour on faisait à peine huit à dix kilomètres ! Dès le 3 octobre, des soldats accablés de faiblesse, avaient jeté leur fusil, leur sac, leur giberne ; à quoi bon conserver une poudre humide et inutile ? **Je l'avoue, rapporte Laukhard, je me suis débarrassé de mes munitions et je suis allé de Consenvoye à Montaubour sans autre arme qu'un fusil que je ne pouvais plus charger.** Un silence de mort régnait dans les marches ; on ne chantait plus, on ne causait plus, on n'ouvrait la bouche que pour jurer et blasphémer. Les rires n'éclataient que lorsqu'on voyait revenir, le visage bouffi et presque méconnaissable, les camarades qui bravaient les piqûres des abeilles, pour prendre un peu de miel dans les ruches. On allait devant soi, la tête baissée, sans compatir aux souffrances du voisin. Tous les soirs, un officier faisait, pour la forme, l'appel de la compagnie ; tous les soirs, il manquait des soldats, tantôt plus, tantôt moins. En d'autres circonstances, le capitaine ou le colonel se serait emporté ; il aurait rendu le sous-officier responsable de l'absence de ses hommes ; il l'aurait menacé de le mettre aux fers ou de le faire casser ; il se bornait à dire : **Allons, bon, encore un qui est mort ou resté dans la boue !** Parfois un soldat qu'on croyait perdu, rejoignait sa compagnie ; si ses camarades l'aimaient, ils ouvraient silencieusement les rangs pour lui faire place ; s'il leur déplaisait, **mon Dieu**, lui disaient-ils froidement, **tu aurais dû ne pas**

¹ Goethe, 133-135. Les Français faisaient aussi ce rapprochement. **Jamais, disait le Patriote français du 8 septembre, les plaines de Châlons n'auront tant vu de combattants, depuis le jour mémorable où Attila qui se disait le fléau de Dieu — c'était un roi — y fut entièrement défait par nos braves ancêtres.** — Dumouriez, écrivait Cam. Desmoulin (*Hist. des Brissotins*, 34), avait annoncé que la Champagne serait le tombeau de l'armée du roi de Prusse, comme de celle d'Attila. — **Montrons encore une fois, mandait Servan au général, l'exemple d'une armée détruite dans les vastes plaines de la Champagne** (16 septembre, arch. guerre).

² Minutoli, *der Feldzug*, 304-309, et Témoin oculaire, III, 194.

³ *Neue Bellona*, 1802, I, 161.

revenir. Minutoli raconte que tous les trésors de la terre n'avaient plus de valeur à ses yeux ; on n'était préoccupé que de sa propre vie ; on passait devant de belles voitures abandonnées ; et pas un de nous ne songeait à s'emparer d'objets qui appartenaient désormais à tout le monde ; mais pas un de nous n'aurait tendu la main à l'ami qui tombait sur le bord de la route¹.

Les endroits où l'armée prussienne avait campé offraient l'aspect d'un charnier ; partout de sanglantes immondices, dont la vue soulevait le cœur ; partout des mourants qu'on ne voulait pas emporter et des morts qu'on ne prenait pas la peine d'enterrer. On empilait les malades sur les voitures comme les veaux dans les charrettes, et lorsqu'ils expiraient en chemin, on les poussait simplement par dessus le bord. On précipita dans les fossés des voitures chargées de soldats qui respiraient encore et qui crevèrent en pleine boue ; oui, crever, dit un témoin, le mot n'est pas noble, mais il rend parfaitement le genre de mort de nos frères dans cette retraite fatale². Les émigrés suivaient parfois la même route que l'hôpital ambulante des Prussiens. Leur inhumanité, rapporte Erasme de Contades, m'a révolté à un point que je ne puis exprimer ; dès qu'ils jugent qu'un d'eux ne peut plus en revenir, ils le jettent dans le champ voisin ; ils traitent un soldat trop malade comme un cheval trop blessé pour pouvoir rendre service³. On ne faisait pas grande cérémonie pour leurs obsèques, écrit Achille de Neuilly dans ses *Souvenirs*⁴, et nous avions une belle escorte de loups des Ardennes ; dans les logements, c'était pis encore ; on entassait ces malheureux dans les granges, les écuries, les cuisines, sans pourvoir à leurs besoins ; et le matin, en sortant de nos chambres, nous étions obligés d'enjamber une douzaine de cadavres.

Au milieu de tant de souffrances, personne ne désertait. Les officiers assuraient que les Français ne tenaient jamais leurs promesses ; que le décret de l'Assemblée qui donnait cent livres de pension aux transfuges, n'était qu'un mensonge ; que la guerre serait bientôt terminée. Mais la discipline se relâchait. Si les nationaux demeuraient dans le rang, les étrangers s'éloignaient du gros de la troupe pour piller les maisons écartées. Déjà, au camp de la Lune, ils avaient commis toute sorte d'excès et s'étaient livrés à l'insubordination⁵. Ils incendièrent les villages, comme s'ils voulaient, dit un officier, se venger de leur misère sur les choses inanimées. Ils ne quittèrent Hans qu'après avoir dévasté le château, brûlé les meubles et emporté les portraits⁶. Ils violèrent les sauvegardes qu'avait données le généralissime. Goethe vit des hussards enlever, à Sivry-les-Buzancy, le métier d'un tisserand, et, lorsqu'il racontait en 1797, dans son plus beau poème, l'attaque des maraudeurs contre la ferme où s'est réfugiée Dorothee, il pensait aux pillards de 1792 : Le fugitif, dit-il, ne connaît aucune loi, et le désespoir l'excite au crime ; plus rien de sacré pour lui ; il voit

¹ Minutoli, *Erinnerungen*, 139-141 ; Laukhard, III, 191-194 ; Goethe, 122.

² Laukhard, III, 197-199.

³ Contades, 88-89.

⁴ Neuilly, 52.

⁵ Peltier, 55 : pillage que rien ne pouvait contenir ; Lombard, *Lettres*, 316.

⁶ Un portrait de Louis XIV, donné par le roi lui-même, qui séjourna au château de Hans en 1653, et un portrait de Henri de Dampierre, qui fut général en chef de la cavalerie impériale et mourut le 9 octobre 1620 au siège de Presbourg. Un acte de la municipalité de Hans, du 27 novembre 1792, évalue les dommages à 33.491 fr. 31 c. Cp. Boulard, *Notice biogr. sur le général de Dampierre*, 1858, p. 19 et 58, et le Témoin oculaire, II, 119.

partout la mort, il jouit cruellement des dernières minutes de sa vie, il aime le sang, il aime la douleur et les gémissements d'autrui !¹

Les *oiseaux de proie* les plus redoutables étaient les vivandières et les filles de joie. La loi militaire les soumettait à la surveillance du prévôt de chaque régiment, mais les prévôts étaient méprisés de toute l'armée ; personne ne buvait avec eux ; ils n'osaient entrer dans les cantines et les auberges où s'atablaient les soldats. C'étaient de vieux invalides, mal payés, qui faisaient seuls leur difficile besogne ; ils n'avaient pas, comme en Autriche, un licteur chargé de tenir leur baguette et de mettre les coupables en prison. Ils tentèrent vainement d'arrêter les pillages des vivandières ; ces furies, écrit un officier, les insultèrent et menacèrent de leur arracher les yeux. On les laissa faire. Toutes celles que Goethe rencontra étaient chargées de gros paquets : celle-ci prenait les robes de soie et les portait sur elle en forme de châle ou de mantelet ; celle-là aurait enlevé, près de Grandpré, à une enfant de douze ans, son tablier et son corset, sans un officier de Thadden qui la roua de coups ; une autre, aussi résolue qu'un vieux soldat, entra avec une jeune femme qui venait d'accoucher, dans une maison de Sivry, et, sans savoir un mot de français, par des gestes brusques et une mimique impérieuse, obtenait de ses hôtes du linge et de la bouillie pour le nouveau-né et un breuvage réchauffant pour la mère ; il fallait la voir, dit Goethe, se carrer sur son escabeau, personne ne s'entendait mieux qu'elle aux réquisitions. Un soir, le poète entendit une de ces vivandières se plaindre gravement de la conduite des opérations et comparer le duc de Brunswick au grand Frédéric ; sous le vieux Fritz, s'écriait-elle, la guerre donnait de plus gros profits et on ne vous menait pas dans un pays où la cantinière ne peut faire son métier² !

IV. Pendant que l'armée prussienne quittait le camp de la Lune et se retirait sur la Meuse, les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et les Hessois du landgrave, postés à Varennes et à Clermont, regagnaient Verdun en toute hâte. Dillon les suivait. Il tenta, de son propre chef et à la Dumouriez, de négocier la retraite des Hessois. Il n'avait encore que très peu de monde ; il croyait Guillaume IX brouillé avec Hohenlohe-Kirchberg ; si les Hessois abandonnaient leurs alliés, la partie devenait égale, et Dillon se croyait assez fort pour battre les Autrichiens à la vue même du landgrave.

Il écrivit à Guillaume IX une lettre que lui porta l'adjudant général Gobert. Il offrait au landgrave, disait-il, quelques réflexions dictées par l'humanité et la raison. Une nation n'avait-elle pas le droit de se donner la forme de gouvernement qui lui plaisait ? Le landgrave était prince et soldat ; prince, il sacrifiait ses sujets à une cause qui lui était étrangère ; soldat, il devait reconnaître le péril de sa situation. Dillon l'engageait à reprendre le lendemain matin le chemin de la Hesse et à vider le territoire français. **Je procurerai à Son**

¹ *Réminiscences*, 163 ; Ditzfurth, *die Hessen*, 130 ; Témoin oculaire, II, 119, et III, 192 ; Gaudy, 26 ; Goethe, *Campagne de France*, 140 ; *Hermann et Dorothee*, VI, v. 55-65.

² *Témoin oculaire*, I, 105 ; Laukhard, III, 114-117 ; Goethe, 122, 125-126, 141-143 ; c'est à ces vivandières de 1792 que pensait le grand poète lorsqu'il représentait dans le second Faust une cantinière qui s'attache aux pas des compagnons de Méphisto en disant :

Die Frau ist grimmig, wenn sie greift ;
Ist ohne Schonung, wenn sie raubt.

Altesse les moyens de passer en sûreté près des armées françaises qui se sont rendues maîtresses de plusieurs points par où elle doit passer ; cette proposition est franche ; je demande une réponse catégorique et formelle. La réponse de Guillaume IX, écrite par son secrétaire, fut méprisante : Considérant les événements actuels en France sous un point de vue très différent de celui du peuple égaré, Son Altesse sérénissime m'a témoigné que votre lettre est d'une nature à n'y pouvoir faire réponse¹.

Il ne restait plus qu'à tenter le sort des armes. Dillon avait reçu des renforts de Dumouriez ; son armée comptait vingt bataillons et neuf escadrons² et fut bientôt rejointe par l'avant-garde de l'armée du Centre aux ordres de La Barolière. Il occupa le 2 octobre Clermont-en-Argonne, le 4 Dombasle, le 5 Sivry-la-Perche. Peu à peu les avant-postes hessois se repliaient sur Verdun ; ils évacuaient le 8 octobre, sous le feu de l'artillerie de Galbaud, une redoute élevée en avant de Thierville par le bataillon d'Eschwege ; ils ne tenaient plus qu'une partie du Bois-Brûlé.

Mais Brunswick avait prévu le péril des Austro-Hessois. Dès le 1er octobre il envoyait le général d'Ebeu avec cinq escadrons et deux bataillons de fusiliers au secours de ses alliés. Quatre jours plus tard, Kalkreuth partait du camp de Buzancy avec dix escadrons et six bataillons et venait, après une marche forcée, s'établir sur la côte Saint-Michel. Enfin, Brunswick lui-même quittait Consenvoye dans la soirée du 7 octobre et arrivait le lendemain à Verdun.

Lorsque le duc avait atteint les bords de la Meuse, il pensait encore à mettre le siège devant Montmédy, Sedan et Mézières. Le vicomte de Caraman raconte que le roi s'efforçait de ranimer ses espérances en lui faisant entrevoir de nouveaux efforts. Le prince royal assure qu'on songeait sérieusement à tenir derrière la Meuse. Tout le monde, dit Goethe, croyait que les alliés avaient le dessein de conserver Verdun et Longwy, de conquérir encore quelques forteresses, de préparer de sûrs quartiers d'hiver. Peut-être réussirons-nous, écrivait Lombard le 8 octobre, à prendre quelques places et à garder un pied en France, soit pour obtenir pendant la mauvaise saison de meilleures conditions de paix, soit pour entreprendre avec avantage une seconde campagne. Clerfayt aurait assiégé Sedan ; le landgrave de Hesse aurait investi Thionville et Metz ; les Prussiens, dont les renforts auraient eu le temps d'arriver, seraient restés à Verdun pour contenir l'armée française et prêter main-forte à leurs alliés. Hohenlohe-Kirchberg était d'accord avec Brunswick ; il ne fallait pas, mandait-il au généralissime, rendre ce qu'on avait pris et décourager le soldat ; on devait diriger les opérations sur Sedan et Metz, poursuivre le siège de Lille, partager sur trois points l'attention de l'ennemi, et l'empereur François comptait infailliblement sur la prise de quelques forteresses³.

¹ Dillon, *Compte rendu*, S3 et 89-90 ; *Moniteur* du 12 octobre ; Ditfurth, *die Hessen*, 106-107. Dillon avait renvoyé au landgrave un prisonnier, le lieutenant Lindau, comme Dumouriez avait renvoyé Lombard au roi de Prusse. Sa lettre, que Billaud-Varennes qualifia de lâche et perfide proposition, devait amener sa destitution, puis sa mort.

² *Arch. nat.*, AA, 61, pap. de Galbaud, p. 111, ordre de bataille de l'armée au camp de Dombasle ; Mérat, *Verdun en 1792*, 138-140.

³ Caraman, *Mém.*, 21 ; *Réminiscences*, 162 ; Goethe, 158 (10 octobre) ; Lombard, *Lettres*, 318 ; Nassau-Siegen, 365 ; Strantz, 104 ; Vivenot, *Quellen*, II, 192-194 et 267 (lettre de l'empereur, 13 octobre).

Les nouvelles désastreuses qui se succédaient avec rapidité rompirent le plan de Brunswick. Le landgrave de Hesse apprit, dans la matinée du 8 octobre, que Custine était maître de Spire et menaçait Mayence. Il prit à peine le temps de confier au lieutenant-général de Biesenrodt le commandement de sa petite armée. Il partit aussitôt, suivi d'un escadron de hussards, et courut au galop vers Cassel. Au sortir de Verdun, entre Bellevue et Grand-Bras, il rencontra le duc de Brunswick ; il lui déclara qu'il devait penser avant tout à la défense de ses propres États et que les Hessois n'étaient plus à la disposition des alliés. Il fit si grande diligence qu'il arriva le 17 octobre dans sa capitale¹.

Le roi de Prusse éclata de rire lorsque le major Rùchel vint au camp de Consenvoye lui annoncer le départ précipité du landgrave. Mais, au même instant, les Autrichiens l'abandonnaient. Le duc de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas impériaux, ordonnait à ses généraux de quitter l'armée prussienne ; Clerfayt devait assiéger Lille que le duc avait investi depuis le 25 septembre avec trop peu de monde, et hâter par son artillerie la reddition de la place ; Hohenlohe-Kirchberg resterait dans le Luxembourg et couvrirait les mouvements de Clerfayt².

Que faire ? Si les Hessois regagnaient l'Allemagne, si les Autrichiens rentraient en Belgique et dans le Luxembourg, les Prussiens resteraient-ils en France ? Mais Brunswick n'avait plus guère que 30.000 hommes, dont les deux tiers étaient malades. Garderait-il Verdun et Longwy ? Mais ces deux places étaient trop faibles pour se défendre longtemps et les garnisons qu'il y laisserait, seraient inutilement sacrifiées. D'ailleurs il fallait arrêter les progrès de Custine qui se porterait évidemment de Spire sur Mayence et de Mayence sur Coblenz.

Brunswick résolut de rendre aux Français Verdun et Longwy, sous la condition expresse que son armée ne serait pas inquiétée dans sa retraite. C'est dans ce dessein qu'il arrivait le 8 octobre à Verdun. Mais, pour donner le temps aux Austro-Hessois de passer la Meuse avec leur artillerie et leurs bagages, il traîna la négociation en longueur et demanda deux entrevues successives aux généraux français. Il ne rendit Verdun que le 13 octobre, lorsque ses alliés étaient déjà sur la route d'Étain.

La première entrevue eut lieu le 8, entre La Barolière³, Galbaud, Kalkreuth et le capitaine hessois Wiederhold. Les troupes du landgrave venaient d'abandonner la redoute de Thierville. Kalkreuth demanda que les vedettes des deux partis cessassent désormais de tirailler, selon les anciens usages de la guerre. La Barolière répliqua que la demande de Kalkreuth prouvait la supériorité des tirailleurs français et qu'il consentait volontiers à suspendre le feu, mais qu'en

¹ Le landgrave partit par Longwy, Luxembourg, Liège et Coblenz. Ditfurth, *die Hessen*, 112 ; Renouard, 297.

² *Réminiscences*, 165 ; Sybel, I, 592 (lettre de Brunswick à Tauenzien, du 8 octobre). Saxe-Teschen commandait *privatim*, selon l'expression du temps, et ne dépendait pas de Brunswick.

³ On se rappelle que La Barolière avait commandé une des avant-gardes de l'armée du Centre (cp. *Valmy*, p. 165). Il avait été élevé dans la maison d'éducation du roi de Pologne, à Lunéville, et était devenu lieutenant-colonel des chasseurs à cheval de Lorraine avant la Révolution. C'était un ardent patriote : *Je commandais à Versailles*, dit-il lui-même (arch. guerre, lettre au ministre, 12 novembre 1792), *et j'étais noté pour n'avoir pas voulu tremper dans les complots d'une cour perfide près de laquelle j'étais*. On le retrouve plus tard en Vendée ; battu à Vihiers, puis destitué, il fut nommé, en 1796, commandant de la division de Rennes.

revanche les Hessois céderaient la portion du Bois-Brûlé qu'ils occupaient encore. La victoire, disait La Barolière, n'est souvent due qu'à une suite continue de petits avantages, et les succès journaliers de nos troupes légères prouvent l'enthousiasme de l'armée française. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick doivent comprendre maintenant l'inutilité de leurs efforts. S'ils ont profité, dans les commencements de la campagne, de la trahison du pouvoir, ils voient sans doute aujourd'hui que la nation est unie sous le même drapeau et par conséquent invincible. Galbaud prit la parole à son tour. Quel mal avons-nous fait à la Prusse ? La politique de Frédéric-Guillaume est fautive ; il se laisse abuser par une puissance ambitieuse. La France, elle aussi, a été l'alliée de l'Autriche ; mais c'était la France de Louis XV, et non celle de la République. La cour de Versailles, plus perfide encore que celle de Vienne, a sacrifié les intérêts du peuple. Mais les temps sont changés ; les Français font eux-mêmes leurs affaires, et le duc de Brunswick a la folle présomption — passez-moi le mot, ajoutait Galbaud, — de vouloir leur dicter des lois ! Notre force consiste dans l'opinion qui est unanime ; nous sommes tous résolus à nous ensevelir sous les débris fumants du territoire plutôt que de renoncer à la souveraineté. Galbaud conclut en exigeant, comme La Barolière, que le Bois-Brûlé fût cédé tout entier aux Français. Kalkreuth répondit qu'il allait trouver le duc de Brunswick, et, s'il était possible, le ramener avec lui. Pendant l'absence de Kalkreuth, le capitaine hessois s'entretint avec les deux généraux ; mais, dit Galbaud, il parlait du landgrave comme de son maître et son langage était si peu digne d'un être libre qu'on n'a pas cru devoir retenir sa conversation.

Au bout de quelques instants, Kalkreuth revint avec le duc de Brunswick et une suite nombreuse. Comment vous nommez-vous ? dit le duc aux généraux français. — La Barolière et Galbaud. — Brunswick se tourna vers Galbaud : C'est vous qui avez placé les canons ; ils nous ont fait bien du mal ; comment vous est-il venu à l'idée de les établir si près de notre redoute ? — Il est vrai, répliqua Galbaud, nous étions bien près de vous, mais nos soldats ne connaissent aucun danger quand ils travaillent pour la patrie. La conversation s'engagea sur la situation de la France. J'aime votre nation, dit Brunswick, et je l'ai prouvé plus d'une fois. Je ne lui dispute nullement le droit de régler son gouvernement. Mais a-t-elle choisi la forme qui convient le mieux à son caractère ? Voilà ce dont on doute généralement en Europe, et certes, quand je suis venu en France, je n'avais d'autre but que de rétablir l'ordre. J'insiste pour que la nation, connaissant mieux ses intérêts, revienne à des principes plus modérés. — Est-ce l'auteur du manifeste qui parle, répartit vivement La Barolière ; en ce cas, je ne puis lui répondre qu'à coups de canon. Est-ce l'ami de l'humanité ? Je lui dirai que la meilleure preuve qu'il puisse nous donner de ses heureuses dispositions à notre égard, est d'évacuer le territoire français avant qu'il n'y soit contraint par nos armées qui se grossissent journellement. Nous savons que les Prussiens sont accablés de maladies, qu'ils perdent chaque jour des hommes et des chevaux. En cet état de choses, ils ne peuvent résister longtemps, et leur intérêt même veut qu'ils épargnent une effusion de sang inutile. Si vous voulez traiter pour la reddition de Verdun, je ne doute pas que la nation accorde aux Prussiens toutes les facilités qui peuvent se concilier avec ses intérêts et la juste vengeance qu'elle doit tirer de la violation de son territoire. — La France est une nation bien étonnante, s'écria Brunswick, à peine s'est-elle déclarée République qu'elle prend le langage des républicains ! Il ajouta qu'il ne pouvait en dire davantage ; mais il pria les généraux d'accorder une suspension d'hostilités entre les vedettes pendant vingt-quatre heures ; Kalkreuth reviendrait le lendemain avec les

instructions du roi. Je suis charmé, dit le duc à La Barolière, d'avoir fait votre connaissance. Quant à vous, général Galbaud, j'ai vu avec plaisir un ancien officier d'artillerie ; vous m'avez montré par votre batterie un échantillon des talents de l'ancien corps royal. Continuez l'un et l'autre à bien servir votre patrie et croyez que, malgré la teneur du manifeste, on ne peut s'empêcher d'estimer ceux qui travaillent avec loyauté à assurer l'indépendance de leur pays. Brunswick s'éloigna. Kalkreuth reconduisit les généraux : Permettez, messieurs, dit-il courtoisement, qu'en vous demandant votre amitié, je vous accompagne quelques pas. Il A ce moment les tirailleurs français qui venaient de fraterniser, le verre en main, avec les tirailleurs ennemis, crièrent Vive la nation ! Kalkreuth, surpris, demanda s'il n'avait rien à craindre. La loyauté française, lui répondit Galbaud, vous est un sûr garant de votre sûreté¹.

Deux jours s'écoulèrent. Kalkreuth ne parut pas ; il préparait avec Brunswick la retraite des Prussiens et de leurs alliés. Mais Kellermann, suivi des commissaires de la Convention, venait d'arriver à Dombasle et concentrait son armée autour de Verdun. Le 11 octobre au matin, il apprit que l'adversaire avait évacué pendant la nuit les villages de Regret et de Glorieux. Aussitôt ses troupes s'ébranlèrent. Dillon les précédait. Déjà Galbaud disposait ses batteries sur la hauteur de Saint-Barthélemy, à neuf cents mètres de la citadelle, et les tirailleurs français, se glissant derrière les arbres, faisaient feu sur les sentinelles prussiennes. A gauche de la porte de France, sur le bastion de la citadelle, Brunswick et Kalkreuth s'entretenaient avec le gouverneur de la ville, Courbière, qui ne cachait pas son inquiétude².

Bientôt parut un parlementaire : c'était l'aide de camp de Dillon, le lieutenant-colonel Schenetz, qui venait sommer le commandant de Verdun de rendre la place. Il avait ordre de ne pas remettre la sommation, si la garnison se composait d'Autrichiens. Dillon assurait que si les Prussiens évacuaient Verdun dans la journée, il n'inquiéterait pas leur retraite et protégerait le transport de leurs malades.

C'était aller au devant des désirs de Brunswick. Mais le duc ne voulait pas quitter Verdun immédiatement. Il avait besoin de quelques jours encore pour acheminer lentement vers la frontière l'armée des coalisés. Il chargea Kalkreuth de calmer l'impatience française et de gagner du temps par de beaux discours.

Kalkreuth demanda, comme trois jours auparavant, une entrevue. Elle eut lieu au village de Glorieux. Dillon et Galbaud représentaient l'armée française. Kalkreuth prodigua les paroles dorées ; il ne parla pas de la République, mais il assura les deux généraux de sa grande estime pour les Français ; il affirma qu'il serait trop heureux de ménager un accommodement utile aux deux nations ; il déclara même que le roi de Prusse écouterait volontiers des propositions honorables. Dillon donna dans le panneau ; il se hâta d'affirmer à son tour que la France avait toujours estimé les Prussiens et blâmé le *monstrueux* traité de 1756. Passons l'éponge, disait-il, sur ces trahisons politiques. Les deux peuples ne devraient-ils pas se réunir contre l'ennemi commun ? Le véritable intérêt du roi de Prusse n'est-il pas de s'allier à nous pour humilier cette orgueilleuse maison d'Autriche qui convoite la Silésie et ne voit qu'à regret la maison de

¹ Arch. guerre, rapport de Galbaud sur la conférence ; Dillon, *Compte rendu*, p. 92-100 ; *Moniteur* des 20 et 26 novembre ; *Révolutions de Paris*, n° 174. p. 319-323 ; Vivenot, *Quellen*, II, 262-264.

² *Réminiscences du prince royal*.

Brandebourg jouer un des premiers rôles en Europe ? Kalkreuth répondit qu'il jugeait la guerre présente aussi impolitique de la part de son roi que celle de 1736, de la part de Louis XV ; mais qu'on avait redouté la propagande révolutionnaire. D'ailleurs, ajoutait-il, peur prouver son désir de s'arranger avec la France, le roi de Prusse rendra Verdun ; il rendrait même la place de Longwy, si ses troupes l'occupaient. — Mais, insinua Dillon, pourquoi le roi ne cesserait-il pas de protéger et de couvrir la retraite de ses alliés ? Ne pouvait-il séparer entièrement son armée de celle des Autrichiens ? — Vous savez, répartit Kalkreuth, que lorsque des voyageurs se sont promis de faire une route ensemble, l'honneur veut qu'ils l'achèvent conjointement ; mais ce n'est pas une raison pour qu'ils recommencent une nouvelle route. Je pars rempli d'estime pour la nation française et pour vous. Je rapporterai au roi notre conversation et je ne doute pas du succès de mes démarches. Dillon fit ses adieux au général prussien. J'espère, dit-il, que la campagne prochaine ne s'ouvrira pas sans que la France et la Prusse ne soient réunies et que vous nous aiderez à affranchir les Pays-Bas ; rappelez bien au roi qu'il ne saurait y avoir de plus belle alliance que celle d'un peuple libre. — Reposez-vous sur moi, répondit Kalkreuth ; croyez que personne n'apprécie mieux que moi les avantages immenses d'une telle alliance. Puissé-je aller moi-même à Paris la négocier ! Je suis sûr de la loyauté française et les affaires ne seraient pas longues à terminer¹.

La capitulation fut signée le lendemain (12 oct.). Les troupes prussiennes durent évacuer Verdun le 14 octobre avant midi ; les approvisionnements de la place seraient remis à l'armée française ; les malades resteraient dans les hôpitaux jusqu'à leur entière guérison et ne pourraient être faits prisonniers de guerre.

Le 13 octobre, à dix heures du matin, Kellermann, suivi de deux compagnies de grenadiers et de vingt-cinq cavaliers, transporta son quartier général à la citadelle de Verdun. La porte de Secours était encore gardée par une compagnie prussienne. Kalkreuth s'entretint avec Kellermann et les commissaires de la Convention. Sans entrer dans une conférence politique, écrivaient les représentants², il nous a été facile de remarquer que le roi de Prusse regrettait son expédition.

L'armée française entra le 14 octobre à Verdun. Les rues encore dépavées, pleines de boue et de flaques d'eau, ressemblaient à de petits marais. Kellermann alla s'établir sur les hauteurs de Haudainville, entre ce village et la route d'Etain. Dillon voulut camper sur le mont Saint-Michel ; mais le terrain, occupé depuis une semaine par les Prussiens de Kalkreuth, était couvert de cadavres et d'immondices de toute sorte ; il dut pousser jusqu'à Fleury³. La réserve, que commandait Valence, prit possession de la ville et planta sur l'esplanade de la citadelle un nouvel arbre de la liberté, autour duquel les soldats dansèrent la carmagnole. Galbaud fut nommé commandant de la place.

Deux jours auparavant, le prince royal de Prusse avait pris congé de la famille Morland. Je ne pus, écrit-il dans son journal, m'empêcher de passer encore une

¹ Arch. guerre, rapport de Dillon et de Galbaud, 11 octobre ; Dillon, *Compte rendu*, pièce XIX, p. 101-106.

² *Moniteur* du 17 octobre.

³ C'est là qu'il fut relevé de son commandement et reçut l'ordre de se rendre à Paris (*Compte rendu*, 67). Le 13 octobre, sur la proposition de Lebrun, ministre de la guerre par intérim, le conseil exécutif avait ordonné que Dillon viendrait rendre compte de sa conduite.

fois devant la maison où demeuraient Mme Morland et ses jolies filles. Vite je descends de cheval, je ne fais qu'un saut dans la maison, et j'entre dans la chambre à droite ; elles étaient là auprès du feu de la cheminée. Je dis quelques mots de politesse à la mère et à l'aînée des filles ; j'embrassai sur les lèvres la cadette qui me rendit de bon cœur un doux baiser, et l'âme un peu triste, je m'en allai, me remis en selle, et *adieu, Verdun !*¹

V. Pendant les négociations que Brunswick et Kalkreuth nouaient sous les murs de Verdun et prolongeaient adroitement durant six jours, l'armée prussienne avait quitté le camp de Consenvoye et marché par Louvemont sur Azannes. Elle y fut rejointe par le corps que -commandait Kalkreuth. Elle devait de là marcher, à travers la forêt de Mangiennes, sur Pillon, Martin-Fontaine et Longuyon. Les Hessois et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg la précédaient ; ils se retiraient par Étain et Spincourt, mais reprenaient à Martin-Fontaine le chemin de Longuyon que suivaient les Prussiens. Les alliés formaient ainsi jusqu'à Martin-Fontaine deux grosses colonnes ; au sortir de ce village ils s'engageaient tous en une seule file immense sur la route de Longuyon et de Longwy.

On ne pouvait s'imaginer une situation plus périlleuse, et cet endroit de la route semblait garder, comme pour le bouquet, tous les genres d'obstacles et de dangers. Les coalisés étaient enveloppés de tous côtés et hors d'état de se défendre ; tout au moins si Kellermann les avait poussés vigoureusement, ils auraient abandonné leurs bagages et leur canon, et sacrifié leur arrière-garde.

Les Prussiens résolurent de rendre Longwy à Kellermann, pourvu qu'il les laissât se retirer tranquillement dans le Luxembourg. Brunswick voulait un instant conserver cette forteresse qui donnait un pied en France ; on ne la rendra, écrivait Lucchesini, que si une nécessité impérieuse nous y porte². Mais les raisons qui décidaient l'abandon de Verdun, décidaient aussi l'abandon de Longwy. Cette place n'était pas assez forte pour supporter un long siège ; le bataillon autrichien qui la gardait avait ordre de se retirer, et l'on ne pouvait y mettre une garnison prussienne, car il fallait à tout prix se rapprocher du Rhin et des frontières de Prusse, prendre de bons quartiers d'hiver et préparer à loisir une seconde campagne³.

Kalkreuth intervint de nouveau. Il était devenu le négociateur et, ainsi qu'il s'exprimait lui-même, le messenger de l'armée. Il eut le 14 octobre une entrevue avec Kellermann et Dillon au village d'Azannes. Il promettait de rendre Longwy, si les Français s'engageaient à ne plus troubler la retraite des Prussiens et de leurs alliés. Il laissait entendre que le roi saurait reconnaître ce grand service ; on n'était pas éloigné, disait-il, de reconnaître la République, et cette guerre, qu'il avait toujours désapprouvée, éclairerait certainement la Prusse sur ses véritables intérêts.

Kellermann, heureux d'avoir Longwy *d'un coup de plume*, consentit à suivre l'armée prussienne, selon le mot de Dillon, pour la forme seulement. Les commissaires de la Convention l'approuvèrent. Ils écrivaient officiellement au président de l'assemblée qu'ils avaient refusé de comprendre les Austro-Hessois dans la capitulation de Verdun et que les Français, débouchant de toutes parts,

¹ *Réminiscences*, 166-167 ; voir sur ses relations avec les dames Morland, *Valmy*, 78-79.

² Hausser, I, 393.

³ Minutoli, *der Feldzug*, 342-343. On ignorait encore la prise de Mayence.

faisaient reculer l'adversaire à coups de canon. Mais eux aussi, comme Valence et Kellermann, n'écoutaient que leurs désirs et s'imaginaient que le roi de Prusse, une fois sorti de France, se joindrait à la République pour accabler l'Autriche. On n'a pas l'idée, écrivait Carra aux *Annales patriotiques*¹, de la division qui règne entre les alliés. C'est d'après cette division marquée que la politique de la République doit se régler pour venger les outrages qu'elle n'a cessé de recevoir de la maison d'Autriche. Jamais plus belle occasion ne s'est présentée à cet égard. Dumouriez et Kellermann sont dans les mêmes principes et la nation connaîtra bientôt les obligations qu'elle a à ces deux généraux. Le Courrier des quatre-vingt-trois départements exprimait la même opinion ; il informait ses lecteurs que l'alliance austro-prussienne ne tenait qu'à un fil ; la campagne, ajoutait-il, était peut-être moins brillante pour les généraux, mais elle était plus avantageuse pour la nation ; le grand but des vrais ennemis de la tyrannie n'était-il pas de conspirer la ruine de la maison d'Autriche² ?

Commissaires de la Convention et généraux accordèrent donc aux Prussiens tout ce qu'ils voulurent. Le roi, disait Kellermann, désire une suspension d'armes, il l'aura ; il veut qu'on n'inquiète pas ses alliés pendant la retraite ; on se contentera de les suivre de loin. Notre arrière-garde peut être tranquille, mandait Kalkreuth à Brunswick ; trainards, soldats du train, bêtes de somme marcheront aussi paisiblement que sous la dernière allée de leur garnison ; les généraux français eux-mêmes admirent notre retraite et me disent en riant que j'ai su mettre en sûreté les Autrichiens qu'ils voulaient attaquer³.

Cependant, les Français ne purent s'empêcher de tirer quelques coups de canon contre l'arrière-garde de Hohenlohe-Kirchberg. Mais Kalkreuth courut au camp français et déclara qu'on violait la capitulation de Verdun ; on s'excusa, et Hohenlohe-Kirchberg reprit sa marche sans obstacle⁴.

Le 18 octobre, Kellermann et Valence qui commandait l'armée de Dillon depuis trois jours, arrivaient à Martin-Fontaine. Les alliés se retiraient lentement et dans le plus grand désordre ; ils craignaient pour leur sûreté : il leur fallait, au sortir de la forêt de Mangiennes et des bois de Pillon, s'engager dans la vallée de la

¹ *Annales patriotiques* du 17 octobre.

² *Courrier des quatre-vingt-trois départements* des 18 et 22 octobre, p. 421 et 482. Voir également une lettre curieuse de Custine à la Convention du 16 octobre (*Moniteur* du 21). Il annonce que 19.000 Russes vont entrer en Allemagne et qu'ils seront nécessairement suivis d'une armée nombreuse qui doit conquérir la Silésie et la rendre à l'Autriche. Tels sont les desseins de la romanesque souveraine du Nord. Depuis longtemps je les connaissais, ils tendent à l'abaissement de la maison de Brandebourg, etc. La lettre est évidemment destinée à entraîner Frédéric-Guillaume dans l'alliance de la France.

³ Hausser, I, 390.

⁴ *Réminiscences*, 168 ; cp. dans le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* (26 octobre, p. 550-551) la chanson ou gaieté patriotique qui met en scène Dumouriez et Frédéric-Guillaume ; le Français dit au Prussien :

N'allez plus mordre à la grappe
Dans la vigne du voisin.

et le Prussien répond :

N'ayez pas peur qu'on m'y rattrape ;
Je saurai, si j'en réchappe,
Dire au brave Autrichien :
Va tout seul mordre à la grappe
Dans la vigne du voisin.

Crune et franchir les défilés de Longuyon ; c'était, dit un Prussien, la partie la plus difficile de la retraite.

Brunswick et Kalkreuth demandèrent à Kellermann un nouvel entretien qu'il accepta. Ils proposèrent de céder Longwy par une capitulation et aux mêmes conditions que Verdun. Mais Kellermann exigea qu'on rendit la place telle qu'elle était deux mois auparavant [avec toute l'artillerie et les magasins](#). La capitulation fut signée le jour même, au camp de Martin-Fontaine, par Valence et Kalkreuth. On convint que la porte de France serait remise le 22 octobre aux troupes françaises et la ville évacuée vingt-quatre heures plus tard ; pour donner à cet acte plus d'authenticité, on le scella du cachet du peuple français et de celui du roi de Prusse¹.

Cette dernière clause déplut à Frédéric-Guillaume et à Lucchesini ; [j'ai été](#), disait ce dernier, [extrêmement affligé d'une condition non usitée et qui associe le sceau du roi à celui de la République](#). Mais l'armée prussienne ou du moins son artillerie, ses équipages, son arrière-garde toute entière se tiraient des mains des ennemis.

Deux hommes, deux étrangers attachés à l'armée française, avaient démêlé le jeu des Prussiens ; c'étaient un Allemand, correspondant de la Minerva d'Archenholz et un Anglais, le maréchal-de-camp Money qui commandait une brigade de l'armée de Valence. L'Allemand lut une lettre de Brunswick que Valence lui montra : [Elle est flatteuse](#), observait-il au général, [mais ne voyez-vous pas qu'elle respire l'urbanité séduisante de l'aristocratie et qu'elle n'a d'autre but que de vous ravir un temps précieux ?](#) Money tenait le même langage. [Nous sommes sur le flanc gauche des Prussiens](#), disait-il, [nous pouvons atteindre Longwy dans la nuit et leur couper la retraite](#). Carra soupait avec lui et partageait sa chambre ; durant deux heures, Money, en son mauvais français, s'efforça d'expliquer au conventionnel qu'on perdait l'occasion d'écraser les Prussiens et de frapper un coup décisif qui terminerait la guerre. Carra lui répondit que les généraux de la République immolaient à l'avantage de la patrie l'intérêt de leur propre gloire ; que la France aimait la Prusse et abhorrait l'Autriche ; que plus on faisait de concessions à Frédéric-Guillaume, plus le grand projet d'alliance s'avavançait vers le succès².

Kellermann partageait l'erreur de Carra. [Il serait facile à l'heure qu'il est](#), écrivait-il au ministre de la guerre, [de faire un traité d'alliance avec la Prusse, et si la Convention voulait m'en charger avec d'autres commissaires, nous entamerions cette négociation](#). Le brave soldat se croyait un adroit diplomate. Il appelait dans son camp Fabre d'Églantine ; il fallait que ce [cher citoyen](#), ce [bon ami](#) vint signer, conjointement avec lui, le traité d'alliance ; le roi de Prusse faisait encore quelques formalités pour se tirer avec honneur de ses engagements, mais il montrait [infiniment des dispositions](#). Fidèle au programme tracé par Lebrun, le général assurait aux Prussiens que la France ferait bientôt la conquête des Pays-Bas autrichiens, mais qu'elle leur laisserait leur autonomie. Il s'entretint pendant la conférence de Martin-Fontaine avec le comte de Lindenau, grand écuyer de Frédéric-Guillaume ; on sait, lui dit-il, que vous visez à un

¹ Minutoli, *der Feldzug*, 343 ; *Mém*, de Kellermann ; *Moniteur* du 21 octobre.

² *Minerva*, janvier 1793, p. 178, et Money, *The Campaign*, 142-145. Deux mois plus tard, à Namur, Money disait à Valence que les Prussiens l'avaient dupé, *imposed upon* ; Valence, dit-il (233), se promenait de long en large, profondément ému, mordant ses plèvres, convaincu, sans doute, qu'il avait perdu l'occasion d'immortaliser son nom.

second partage de la Pologne, mais on vous laissera faire ; la Prusse doit être tôt ou tard notre alliée, et nous verrons avec plaisir s'augmenter sa puissance¹.

Le 22 octobre, les premières troupes françaises entraient à Longwy. Le prince royal de Prusse et son cousin Louis-Ferdinand avaient rejoint Kalkreuth qui devait régler les derniers détails de la capitulation. On se fit de grandes politesses ; Kellermann voulut être présenté aux deux princes ; les officiers français, parmi eux d'Hédouville, s'empressèrent autour du futur Frédéric-Guillaume III. Leur conversation, écrit ce dernier dans ses *Réminiscences*, était franche et familière, mais courtoise ; ils ne cessaient de nous témoigner leur estime pour la Prusse et la haine que leur inspirait l'Autriche ; ils parlaient d'une alliance future ; ils faisaient le plus grand éloge des rois de Prusse et disaient que si la France avait toujours eu de pareils souverains, elle ne serait pas devenue une république. Un peu plus, ajoute plaisamment le prince royal, ils m'auraient choisi pour leur roi et quelques-uns me firent en riant cette proposition².

Trois jours plus tard (25 octobre), Kellermann et Valence se rendirent au château d'Aubange. Brunswick, Lucchesini, le prince de Reuss, Hohenlohe-Kirchberg, assistaient à l'entrevue. Valence demanda si le roi de Prusse voulait faire la paix et conclure avec la République française une alliance qui serait éternelle. La réponse de Lucchesini fut inattendue : *L'alliance est le dernier terme de l'intimité, et je m'étonne qu'on en parle avant même d'avoir conclu un armistice.* Kellermann ne cacha pas sa surprise. *Mais vous voulez la paix, dit-il à Brunswick et à Lucchesini, faites-nous du moins des propositions. — Nous voulons la paix,* répliqua le ministre prussien, *mais nous n'avons jamais parlé, dans nos négociations, que d'un armistice général ; la cour de Berlin ne traitera pas sans la cour de Vienne ; les deux puissances sont alliées et l'une ne peut faire de propositions sans l'assentiment de l'autre ; d'ailleurs nous ne discuterons de la paix qu'avec des personnes autorisées*³.

Voilà où aboutirent les négociations commencées par Dumouriez et poursuivies par Kellermann et Valence. Le ministre Lebrun, qui les avait encouragées, venait d'envoyer à Cologne l'émissaire Mandrillon. Ce Mandrillon avait fait plusieurs voyages en Allemagne et notamment à Berlin ; il avait vu Kalkreuth à Amsterdam ; il rédigeait le *Spectateur* américain et devait être commissaire du pouvoir exécutif en Belgique. Il s'aboucha avec le résident de Prusse, Dohm, que Lebrun, connaissait de longue date. Mais, dès que Frédéric-Guillaume apprit l'arrivée de l'envoyé français, il écrivit à Dohm : *Dites au sieur Mandrillon qu'il ne serait ni de ma dignité, ni de mon intérêt, d'entrer dans des négociations secrètes avec les émissaires obscurs d'un ministre sans pouvoir. La Convention a décrété qu'elle ne ferait pas la paix avant que les armées étrangères eussent quitté le territoire français. J'attendrai pareillement que le sieur Custine ait*

¹ Kellermann à Pache, 18 octobre (arch. guerre) ; à Fabre d'Eglantine, 21 octobre (Robinet, *Procès des dantonistes*, 531-532) ; lettre de Lucchesini du 19 octobre (Hausser, I, 391).

² *Réminiscences*, 170. On se rappelle que l'assemblée législative avait décrété que Longwy, une fois repris, serait mis au ras du sol. Le 30 octobre, la Convention ordonna la suspension du décret portant la démolition des maisons de Longwy. Merlin de Thionville proposait, à cette occasion, de transporter à Longwy les habitants de Lille dont les demeures avaient été bombardées (*Moniteur* du 1er novembre).

³ Vivenot, *Quellen*, II, 297 ; Lucchesini à Haugwitz, 26 octobre. Le récit de cette conférence, fait plus tard par Kellermann qui la place au château de Dambrouge (?), est inexact.

repassé la frontière. Au reste, je ne me laisserai jamais aller à aucune négociation à l'insu et contre les intérêts de l'empereur, mon allié¹.

Le tour était joué, et Frédéric-Guillaume pouvait couper court aux beaux semblants. Grâce au triumvirat diplomatique qu'avaient formé, dans le péril, Brunswick, Kalkreuth et Lucchesini, l'armée prussienne demeurait intacte et se retirait avec ses étendards et toute son artillerie ; si déconfite qu'elle fût, elle sortait de France avec tous les honneurs de la guerre. Un charme politique, écrivait plus tard un officier prussien, nous avait sauvés ; on rompit désormais toute négociation, et l'épée reprit ses droits². Tout, dit un autre officier, tout, excepté les capitulations de Verdun et de Longwy, ne reposait que sur des conventions verbales ; dès qu'on eut passé la frontière, on leva le masque, et les hostilités recommencèrent³.

VI. La poursuite qu'avait dirigée Kellermann, du 13 au 23 octobre, est une des plus curieuses qu'offre l'histoire militaire. En réalité, la guerre durait encore, mais ce n'était plus qu'un simulacre de guerre. Le général en chef de l'armée du Centre déclarait tout haut qu'il ne consentirait jamais à une suspension d'armes tant que les Prussiens seraient sur le territoire français. Mais il se contentait d'accompagner les alliés et, pour ainsi dire, de les escorter jusqu'au seuil du pays. Il ne marchait que lorsqu'ils se mettaient en mouvement ; s'ils s'arrêtaient, il s'arrêtait aussi. Que de fois, raconte le général Pully, on a été obligé de faire attendre l'armée française plusieurs heures avant d'entrer dans son camp, afin de laisser le temps à l'ennemi de l'évacuer et d'en prendre un nouveau ! Les soldats exprimaient naïvement leur surprise. Il y a évidemment un arrangement avec le roi de Prusse, mandait un Parisien de l'avant-garde, on nous a défendu de tirer sur les Prussiens ni de leur prendre aucun butin. L'autre jour, nous attendîmes dans un champ, pendant six heures, qu'ils défilent d'un village ; ils venaient demander à notre général deux heures, et quand elles étaient écoulées, ils en venaient demander encore autant. Avant-hier, quelques-uns de nos chasseurs leur prirent des chevaux ; le général a ordonné de les rendre. Tous les soldats de l'avant-garde, écrit Camille Desmoulins, vous diront que lorsque l'arrière-garde des Prussiens faisait halte, nous faisons halte ; quand ils allaient à droite, nous marchions à gauche ; on reconduisait le roi de Prusse, on ne le poursuivait pas⁴.

Les incidents les plus étranges se produisaient. Prussiens et Français faisaient la route ensemble, conversant les uns avec les autres, se comblant d'honnêtetés, se traitant en amis et en frères, les Français portant des toasts à Frédéric-Guillaume et les Prussiens à la nation française : pendant l'évacuation de Verdun, le prince royal causait avec des soldats de ligne qui l'entouraient de prévenances, vantaient la bravoure des Prussiens et disaient pis que pendre des Autrichiens. Il prenait une collation chez le confiseur Leroux, lorsqu'un chasseur à cheval entra

¹ M., p. 325-326, lettre du 1er novembre.

² Porbeck, *Neue Bellona*, I, 101.

³ *Magazin der neuesten Kriegsbegelenheiten*, II, p. 93.

⁴ Arch. guerre, *Mém.* de Pully ; lettre de Dupuy, soldat du 12e bataillon d'infanterie légère, à son père, 23 octobre ; Desmoulins, *Hist. des Brissotins*, 34.

dans la boutique ; dès qu'il sut que le prince royal était devant lui, il but à sa santé¹.

Pendant la retraite, le lieutenant prussien Minutoli, accompagné de ses fourriers et de deux vivandières, rencontra dans un village une troupe de dragons français. Il passa devant eux sans leur dire un seul mot ; les dragons ne bougèrent pas. Pourtant, lorsqu'il fut sorti du village, deux d'entre eux coururent après les vivandières ; Minutoli se retourna, le pistolet au poing, et les dragons s'en allèrent. Une heure plus tard, il vit déboucher d'un sentier une compagnie d'infanterie française ; elle suivait la même route que lui. Le capitaine s'entretint avec Minutoli ; les deux officiers marchaient l'un à côté de l'autre, Minutoli à cheval, le capitaine, à pied. Le plumet du Prussien se détacha, le Français le ramassa courtoisement et le remit de sa propre main au chapeau de son adversaire ; une demi-heure après, on se séparait dans les meilleurs termes.

Une autre fois, le bataillon de Minutoli campait dans un village, lorsqu'un détachement de cavalerie française se montra sur une hauteur, à quelque distance. On envoya sur-le-champ un parlementaire qui déclara qu'on était Prussiens et qu'un armistice existait entre les deux armées. Le chef du détachement répondit qu'il croyait le village occupé par les Français, et s'éloigna. On voit, ajoute Minutoli², à quels dangers nous avons échappé grâce aux négociations du duc de Brunswick ; nous étions enveloppés de toutes parts comme dans un réseau.

Kellermann a tenté plus tard de se justifier. Il avait en tête, disait-il, des forces infiniment supérieures. Il ne disposait que de 28.000 hommes contre 90.000. Les terres étaient tellement détrempées et les chemins si rompus que l'armée ne pouvait manœuvrer ni se déployer dans la plaine. Mon canon, assurait-il, était obligé de rester sur le grand chemin où il enfonçait jusqu'aux essieux ; il fallait donc chasser l'ennemi du territoire sans rien hasarder. D'ailleurs, ses troupes manquaient de tout : Elles ont, écrivait-il alors, un besoin extrême d'être équipées de la tête jusqu'aux pieds ; il faut leur envoyer des capotes, des culottes et des souliers ; leurs chaussures sont en pièces au bout de deux jours³.

Mais, comme dit le général Pully, les chemins n'étaient pas meilleurs pour l'ennemi. L'armée française restait alerte et confiante. Le correspondant de la Minerva écrivait que le soldat était gai, qu'il avait le visage frais et sain, que les troupes se composaient en grande partie de jeunes gens vigoureux qui supportaient la fatigue avec une patience exemplaire, sans qu'on eût besoin de leur dire un mot de blâme. Il admirait surtout la discipline et l'endurance des

¹ *Réminiscences*, 166 ; voir plus haut la capitulation de Longwy. On trouva dans la correspondance interceptée à Verdun une lettre d'un sous-officier prussien, nommé Rosenberg. Ce sous-officier, dit Rühl à la Convention, écrit à sa femme, qu'il a laissée à Jauer, en Silésie, avec trois enfants. Dans sa lettre, qui respire l'amour conjugal le plus vertueux et l'amour paternel le plus pur, se sont trouvés deux ducats en or qu'il envoie à sa femme, en lui marquant qu'il les avait épargnés sur sa paye en ne mangeant que du pain et ne buvant que de l'eau. Je demande que ces deux ducats soient renvoyés avec la lettre à la femme de ce sous-officier, et que nous lui prouvions que les Français respectent même les propriétés de leurs ennemis. La Convention adopta la proposition de Rühl (séance du 24 octobre, *Moniteur* du 25).

² Minutoli, *Erinnerungen*, 154-156.

³ Cp. la notice de Botidoux sur Kellermann, p. 33, le mémoire du général, ses lettres à l'ache (18 et 21 octobre), à Custine (24 octobre), à Fabre d'Eglantine (21 octobre), les discours de Prieur et de Cambon à la Convention (*Moniteur* du 3 novembre).

troupes de ligne ; leurs habits sont usés, mandait-il à Archenholz, et leurs souliers déchirés : mais personne ne se plaint ; leurs tentes sont trouées et offrent moins d'espace que celles des volontaires, mais personne ne murmure, et on marche avec assurance par le vent, la pluie et la boue. Enfin la retraite des Prussiens s'était changée en déroute, et on ne saurait imaginer leur épuisement pendant cette marche de Verdun à Longwy¹.

Goethe avait pris les devants. Il quitta Verdun le 11 octobre, traversa Etain, Spincourt, Longuyon, et arriva le 13 aux portes d'Arlon. Il n'avait fendu qu'avec peine le torrent des fugitifs qui roulait tumultueusement vers la frontière. Peu de cavaliers, mais une foule de piétons se pressant, se meurtrissant les uns les autres au milieu des voitures et du bétail, ne songeant qu'à soi, marchant en toute hâte, sous une pluie battante, dans la boue jusqu'au genou, tantôt sur la route, tantôt dans les terres horriblement détrempées et coupées de fossés profonds. Des véhicules en nombre infini, se suivant sur une longue file et allant d'un pas d'enterrement : fourgons de bagages ou de malades, chariots d'artillerie, charrettes de paysans à longues échelles, calèches élégantes des émigrés, berlines des représentants de Louis XVI, Breteuil et Caraman², ou des ministres des cours alliées, Haugwitz, Spielmann, arrivés à Verdun pour démembler la France et entraînés dans le tourbillon d'une déroute imprévue. Les chevaux reculant, se heurtant, s'embarrassant à droite et à gauche, tombant sur le chemin où les roues des voitures les écrasaient et broyaient leurs membres palpitants. Mais plus loin, et à mesure qu'on approchait de la frontière, ce n'étaient plus seulement des cadavres de chevaux qu'on rencontrait ; au bord de la route et dans les buissons gisaient des hommes morts que des maraudeurs avaient dépouillés de leurs vêtements³.

Voilà ce que vit Goethe du 11 au 13 octobre dans sa fuite précipitée, et, durant les dix jours qui suivirent, l'armée prussienne se traîna lentement sur les mêmes chemins abominables⁴, subit les mêmes averses incessantes, se démena dans la même fange et la même vase, couvrit sa route des mêmes débris. Notre route, dit un officier, ressemblait à un champ de bataille cou vert de chevaux morts ou mourants ; nos malades expiraient sur les chemins et dans les villages où ils traînaient avec un dernier et douloureux effort leur corps languissant⁵.

On s'était porté le 13 octobre de Louvemont sur Azannes. Mais les chevaux qui traînaient les bagages et les caissons d'artillerie s'abattaient à tout instant ; on

¹ Archenholz, *Minerva*, décembre 1792, p. 177 et 179. Voir aussi le Mémoire relatif à quelques généraux qui ont été convaincus d'avoir trahi les intérêts de la République française (*Arch. nat.*, W, 483, n° 374, p. 17). Kellermann ne niera pas que l'armée prussienne était à moitié détruite par les maladies, que la nature des chemins, l'intempérie de la saison avait obligé d'atteler jusqu'à quarante-deux chevaux à chaque canon et caisson, et qu'il n'était besoin que de troupes légères et d'une artillerie volante pour harceler et détruire une armée réduite en cet état. On pouvait lui enlever au moins son arrière-garde ou ses bagages ou son artillerie. On pouvait la heurter et y jeter la confusion dans les vallées profondes et fréquentes qu'elle a eues à traverser de Trèves à Coblenz.

² Caraman avait rejoint Breteuil à Verdun, *Mém.*, 21.

³ Goethe, *Campagne de France*, 161-171. Cp. sa lettre du 16 octobre à Herder.

⁴ *Abscheulich* ; c'est le mot de tous les témoins.

⁵ Minutoli, *der Feldzug*, 337. D'Allonville raconte (*Mém. secrets*, III, 85) que l'abbé de Balivière allait, prodiguant aux cadavres les signes de croix ; on lui observait que les soldats n'étaient pas catholiques ; si cela ne leur fait pas de bien, répondit-il, cela du moins ne leur fera pas de mal.

détela les plus faibles ; on abandonna des voitures ; on ensevelit ou brûla des munitions ; déjà, le 9, au camp de Consenvoye, on avait enterré cinquante charges par pièce de canon. On aurait même laissé sur la route une partie de l'artillerie ; mais le roi de Prusse ne voulait pas lâcher un seul de ses canons et livrer aux Français cette marque de leur victoire. Les régiments de Weimar, d'Ilow et de Bayreuth donnèrent chacun trois cents chevaux au train d'artillerie, et leurs cavaliers devenus fantassins, durent porter sur leurs épaules leur selle, leur porte-manteau et le reste de leur harnachement¹.

Pendant que s'écoulait cette longue suite de bagages et de bouches à feu qui ne cessait de défiler lentement jour et nuit, l'armée campait dans la forêt de Mangiennes. Elle y resta du 14 au 17 octobre, décimée plus que jamais par la faim et par la maladie. Déjà, sur les hauteurs de Verdun, les fusiliers de Legat ne s'étaient nourris durant quatre jours que de prunelles et de baies sauvages. A Mangiennes, on déterra les pommes de terre, on enleva et tua les vaches des paysans, on écorcha les chevaux morts et fit rôtir leurs parties charnues à la pointe des sabres. Mais cette nourriture ne suffisait pas à toute l'armée ; le prince royal ne mangea le 16 octobre qu'un plat de choucroute qui lui fut envoyé des bagages ; des soldats se glissèrent jusqu'aux avant-postes français et demandèrent un morceau de pain à leurs ennemis, en disant qu'ils n'étaient pas la cause de la guerre. Heureux, écrit Minutoli, ceux qui conservaient au fond de leur sac une croûte, ou un peu de viande fumée ou quelques grains de café ! On avait scié les plus beaux chênes de la forêt et allumé des feux immenses. Mais les tentes manquaient ; il fallait demeurer en plein air, sous une ondée continue, et les arbres, les broussailles, les claies faites de branchages entrelacés n'offraient qu'un abri misérable. Je ne me souviens pas, assure Laukhard, d'avoir été jamais dans une situation plus malheureuse. La dysenterie, la fièvre faisaient tous les jours de nouvelles victimes ; le roi vit mourir à quelques pas de lui, au pied d'un arbre, le lieutenant Beurmann ; ses deux frères, raconte le prince royal, servaient dans le même régiment ; ils se tenaient à ses côtés, versant des larmes et impuissants à le secourir².

Enfin le 17 octobre l'armée quitta la forêt et marcha sur Longuyon. Ce passage, rapporte Laukhard, fut le plus affreux des affreux passages que nous avons eu jusque-là. On enfonçait dans la boue jusqu'à mi-jambe. On traversait des prés que la pluie avait transformés en étangs. Le 48, les Prussiens campaient à Tellancourt ; le 49 ils atteignaient le village de Romain ; plus qu'une marche, disaient les soldats, et nous sommes hors de France ! Le 2, après avoir reçu des magasins de

Longwy de la viande, du biscuit, du vin, de l'eau-de-vie, ils franchissaient la frontière près d'Aubange en remerciant le bon Dieu. Le 23, ils entendaient les trois salves d'artillerie que Kellermann faisait tirer sur les remparts de Longwy pour annoncer qu'il n'existait plus d'ennemis sur le territoire de la République³. Le maudit canon ! s'écria Brunswick — Bah ! lui répondit Massenbach, les

¹ Nassau-Siegen, 366 ; *Réminiscences*, 167 ; Témoin oculaire, III, 192 ; Minutoli, *der Feldzug*, 335, et *Erinnerungen*, 151 ; Gaudy, 26.

² *Réminiscences*, 168 ; Témoin oculaire, III, 200-202 ; Minutoli, *Erinnerungen*, 145 ; Laukhard, III, 205.

³ Lettre des commissaires à la Convention, *Moniteur* du 26 octobre.

Français perdent leur poudre, et à leur place, j'irais à Taverne barrer aux Prussiens le chemin de Trèves et de Coblenz¹.

Le même jour arrivaient à Longwy les commissaires du directoire de la Moselle, chargés de concerter avec Carra, Prieur et Sillery les mesures les plus pressantes d'administration. Toute la campagne aux environs de la ville, écrivait le procureur-syndic, est jalonnée d'un nombre prodigieux de chevaux morts ; on a craint la putréfaction et les maladies qu'elle devait engendrer ; toutes les municipalités ont reçu l'ordre de faire enfouir les cadavres dans le délai de vingt-quatre heures et à la profondeur de six pieds ; pour accélérer l'opération, on paie quarante sols par cheval enfoui. On prit les mêmes précautions à Longwy. L'officier prussien, chargé de l'évacuation des malades et des convalescents, fut requis de faire enlever par des soldats de sa nation les morts qui gisaient dans les rues, dans les casernes et à l'hôpital militaire ; il fallut lui fournir, pour le transport des cadavres, près de trente chariots².

Tous les narrateurs de l'expédition ont peint avec les mêmes couleurs le spectacle lamentable qu'offrait l'armée prussienne. Quelle différence, s'écrie Minutoli³, entre notre première marche et cette retraite ! — Qui aurait reconnu, dit Strantz⁴, ces belles troupes qui faisaient aux camps de Coblenz et de Trèves l'objet de l'admiration universelle ? — Où étaient, rapporte le témoin oculaire⁵, notre propreté si vantée, la propreté prussienne ? On ne voyait parmi nous que vermine, saleté et haillons, et toute notre route était jonchée de voitures abandonnées, d'affûts brisés, de pontons mis en pièces, de tentes déchirées et pourries. — J'ai assisté, racontait plus tard le lieutenant général de Lossberg, à la retraite de Russie, mais les soldats prussiens étaient peut-être plus effrayants à voir que ceux de Napoléon⁶. La plupart des cavaliers marchaient à pied, et le petit nombre de chevaux qui restaient pour traîner l'artillerie et les bagages, le corps efflanqué, les sabots pourris, n'avançaient qu'en boitant. Beaucoup de fantassins avaient jeté leurs armes. Leur démarche chancelante, leur air sombre, leur visage pâle et défait, leurs yeux creux et hagards, leur barbe hérissée, leur cadennette qui pendait en désordre sur leur front, leur corps amaigri, et couvert de vermine, tout inspirait à la fois l'horreur et la pitié. Je les ai vus, dit Dampmartin, hâves, décharnés et presque des ombres, se traîner à pas lents et ne conserver aucun ordre dans leur marche. Leur uniforme souillé de fange,

¹ Laukhard, III, 216-218 ; *Réminiscences*, 169 ; Témoin oculaire, III, 206 ; Massenbach, I, 128.

² *Arch. nat.*, W, 341, n° 640, p. 7, lettre du procureur-syndic de la Moselle, 23 octobre. Un aide de camp de Valence, Lespomarede, écrivait au conseil exécutif provisoire que l'infection était horrible au plus haut degré ; il avait vu le terrain jonché de cadavres prussiens et autrichiens sans nulle sépulture et de chevaux morts. A Longwy, les malades prussiens mouraient tous les jours par vingtaines, qu'on portait tous ensemble dans un trou hors de la ville. Ce Lespomarede nous apprend qu'il était capitaine général des préposés à la police du commerce extérieur à Delle et nous montre ce que fut alors l'enthousiasme patriotique : Ayant exprimé mon désir de voler sur le théâtre sanglant de la guerre au ministre des contributions publiques, lequel j'ai signé de mon sang que j'ai tiré par une incision avec un canif dans ma chair, il m'a répondu à l'instant qu'il approuvait ma résolution, et aussitôt je me suis mis en marche à pied, mon sac sur le dos, un mousquet sur l'épaule (lettre du 8 novembre, *Arch. nat.*, AF. II. 281).

³ Minutoli, *der Feldzug*, 337.

⁴ Strantz, 116.

⁵ Témoin oculaire, III, 209.

⁶ *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Greschichte des Krieges*, 1846, I, 19.

tombait en lambeaux. Leurs chapeaux de carton avaient pris les aspects les plus étranges. Les gibernes n'étaient plus que d'informes boîtes de cuir, et la poudre qu'elles renfermaient, une pâte mêlée de papier. Les fusils étaient complètement enrrouillés, leur platine ne jouait pas et leur lumière ne s'ouvrait plus. Les sabres, couverts de rouille, adhéraient au fourreau que l'humidité avait entièrement amolli. Vainement on ordonnait aux soldats qui connaissaient le métier de cordonnier, de raccommoier les souliers de leurs compagnons ; on manquait de cuir, de chanvre et de poix ; les officiers avaient des bottes éculées ; leurs hommes marchaient sans chaussures, les pieds meurtris et gonflés par les cailloux ; quelques-uns avaient enveloppé leurs jambes de haillons et de foin¹. On s'est moqué, dit Laukhard, du misérable costume des volontaires français, mais l'armée prussienne des derniers jours d'octobre 1792 ressemblait à une bande de bohémiens².

Les Autrichiens n'avaient pas enduré moins de misères. Sur les vives instances de Brunswick, le feldzeugmestre Clerfayt s'était porté de Stenay sur Marville, et de là sur Virton, puis sur Arlon, pour couvrir le flanc droit des Prussiens. Mais, écrivait-il au duc de Saxe-Teschen, j'ai passé de mauvaises routes, laissé en arrière des chariots dont les chevaux étaient crevés, et les soldats ont beaucoup souffert. Il réclamait des souliers et des manteaux. Son armée comptait plus de quatorze cents malades, et les bataillons de Bender, de Vierzet, de Clerfayt, qui formaient l'arrière-garde, avaient perdu par la désertion près de cinq cents hommes³.

42.000 Prussiens avaient envahi la France au mois d'août ; 20.000 à peine repassaient la frontière ; les autres étaient morts de misère et de besoin dans les boues de la Champagne ou dans les hôpitaux⁴. Mais les survivants n'étaient pas au bout, et la maladie devait les poursuivre plus activement que les Français. J'avais cru, raconte Massenbach⁵, que nos hommes, une fois sortis de France, se se guériraient rapidement ; mais je les vis tomber comme des mouches, cette expression m'avait toujours semblé poétique et se réalisait sous mes yeux. J'aperçus à Köhnen un artilleur qui chancelait ; je crus qu'il était ivre ; soudain il tomba ; je descendis de cheval pour le relever ; il était déjà mort. J'ose affirmer

¹ Dampmartin, *Quelques traits...*, 132, et *Mém.*, 306 ; Ditfurth, *die Hessen*, 129-130 ; *Réminiscences*, 169 ; Laukhard, III, 212-213 ; Gaudy, 27 ; Témoin oculaire, III, 197-198 ; Renouard, 300 ; *Revue rétrospective*, 1886, tome IV (journal d'un officier de l'armée des princes), p. 30. Nous trouvons la route couverte de Prussiens ; c'était un spectacle pitoyable ; sans habits, sans souliers, mourant des suites de leur voracité, ils avaient plutôt l'air de bandits que de soldats.

² Voir p. 18 du *Taschenbuch für die neueste Geschichte de Posselt*, I, 1794, la gravure qui représente la retraite des alliés en Champagne. Sur le premier plan, un vieux soldat tombe assis sur une pierre ; il a les pieds nus ; il appuie la tête sur son coude et semble livré au désespoir. Dans le fond, un officier patauge au milieu de la boue, et des soldats poussent et traînent un canon.

³ Vivenot, *Quellen*, II, 278-279, 289-290, 295-296 ; Lossberg, 23.

⁴ Unger dit dans son *Hist. crit. des exploits et vicissitudes de la cavalerie*, 1848-49 (I, 6, 6, trad. franç.) : On n'avait pas perdu 1.000 hommes devant l'ennemi ; la majeure partie de l'infanterie n'avait pas tiré un coup de fusil ; la cavalerie avait à peine donné quelques coups de sabre ; l'artillerie seule avait brûlé dix mille charges pour casser les membres à quelques centaines de Français. L'armée était réduite de plus de la moitié ; unter die Hälfte (*Geschichte der Kriege in Europa*, 87) ; um mehr als die Hälfte geschmolzen (Gaudy, 30).

⁵ Massenbach, I, 136-137.

que plus de la moitié de l'armée était malade ; moi-même je sentais une telle faiblesse que je pouvais à peine me tenir en selle.

L'armée, qu'on nommait naguère la grande armée, et dont le nom seul imprimait, un mois auparavant, le respect et la crainte, arriva sous les murs de Luxembourg dans le désarroi d'une déroute complète. Reuterswørd écrivait à Fersen qu'elle était sans tentes et sans équipages, qu'elle bivouaquait misérablement sur le glacis¹. Je vis là, dit Goethe, les dernières scènes de la guerre et son sinistre épilogue : des soldats en guenilles, des armes brisées, des essieux, des roues, des affûts à réparer, des ruines de tout genre². L'émigré d'Allonville et ses camarades traversèrent durant la nuit la ligne des bivouacs sans rencontrer de garde avancée ou de vedette qui les arrêtât³. A peu près à une demi-heure des remparts, raconte le Hessois Lossberg, à gauche et assez loin de la route, gisaient des centaines de chevaux crevés qu'on avait traînés en cet endroit et autour desquels voltigeaient des milliers de corbeaux et de choucas affamés⁴.

Pour comble de disgrâce, on apprit que Custine s'était emparé de Mayence. N'allait-il pas pénétrer entre la Moselle et la Sarre et barrer aux Prussiens le chemin de Coblenz ? Déjà la petite garnison de cette ville s'était - réfugiée dans la forteresse d'Ehrenbreitstein ; la population appelait les Français ; le syndic Lasaulx portait à Custine les clefs de la cité. Il fallait marcher sans retard sur Coblenz. Les Hessois furent chargés de l'expédition. Leur avant-garde, composée de cinquante hussards, d'un bataillon de chasseurs et d'un bataillon de grenadiers de Philippsthal se mit en marche le 24 octobre ; elle était commandée par le major prussien Rùchel⁵. Les fantassins s'entassèrent sur des voitures qui partirent au trot ; des officiers détachés en estafettes avaient préparé les relais ; chaque soldat recevait aux étapes une demi-livre de viande et une demi-pinte de bière et d'eau-de-vie. Le 26, à minuit, l'avant-garde hessoise était aux portes de Coblenz. Le bataillon de grenadiers de Philippsthal entra le premier dans la ville ; il avait emmené les tambours des autres bataillons pour faire croire que toute l'armée hessoise arrivait. Il était temps ; les hussards furent pris dans l'obscurité pour des cavaliers de Custine, et les habitants leur crièrent avec joie : Vive la France !⁶

VII. Que de mal, s'écrie un historien allemand, eût fait aux Prussiens un général énergique et résolu, un Vandamme, un Bonaparte, s'il avait commandé l'armée française et n'avait eu d'autre pensée que celle de châtier sans pitié les menaces du manifeste et les ravages exercés de Longwy à Valmy et à Clermont !⁷ Mais si les patriotes, abusés par la diplomatie prussienne, avaient perdu l'occasion d'écraser les alliés, ils avaient jeté la zizanie dans leur camp. Ils n'ont cessé, écrivait Lucchesini, de se déclarer nos amis et les adversaires implacables de

¹ Fersen, II, 49.

² Goethe, *Campagne de France*, 177.

³ D'Allonville, *Mém. secrets*, III, 86.

⁴ Lossberg, art. cité, 30.

⁵ Voir sur Rùchel, *Invasion prussienne*, 118. Il était, dit le Hessois Lossberg, le ressort de de tous les mouvements de notre corps d'armée ; très énergique en toute circonstance, il avait l'estime et l'amour du soldat, et les hauts officiers, tout en le blâmant de s'occuper souvent des détails sans y être invité lui rendaient justice (art. cité, p. 20-22).

⁶ Ditfurth, *die Hessen*, 132-136.

⁷ Ditfurth, 130.

l'empereur ; ils veulent relâcher les liens qui nous unissent au cabinet de Vienne et réveiller dans notre armée la vieille inimitié contre l'Autriche ; ils savent que notre roi est trop loyal pour rompre son alliance, mais ils cherchent à gagner la sympathie de nos soldats et à nourrir leur répugnance pour une guerre qui n'est, disent-ils, que la conséquence de notre union avec l'empereur. Aussi les ministres de Berlin hâtaient-ils de leurs vœux le moment où les troupes prussiennes seraient sorties de France. Enfin, s'écriaient Alvensleben et Finkestein, lorsqu'ils apprirent que l'armée avait repassé la frontière, enfin on respire ! On a coupé court à ces négociations insidieuses qui n'avaient d'autre but que de compromettre le nom prussien et de nous brouiller avec nos alliés !¹

Mais le coup était porté. On pouvait prévoir que la Prusse ferait bientôt sa paix avec la France. Elle avait encore des scrupules, elle craignait le scandale que causerait en Europe une trop prompte défection, et le point d'honneur était très vif chez son roi que liaient à l'empereur des engagements personnels. En réalité, l'alliance austro-prussienne avait été profondément ébranlée par cette malheureuse campagne. On se défiait l'un de l'autre ; on s'accusait sourdement ; on prenait ombrage de la moindre parole ; la prochaine rupture s'annonçait déjà par des soupçons, par des mots amers et ironiques, par une mauvaise humeur mal dissimulée.

Le rappel de Clerfayt et de Hohenlohe-Kirchberg avait irrité Brunswick et le roi de Prusse. Cette séparation, écrivait le prince de Reuss au duc de Saxe-Teschen, n'a pas effectué l'effet le plus désirable et laissera des impressions fâcheuses².

Les plus mécontents étaient les Autrichiens. Ils prenaient au sérieux les assurances d'amitié que les Prussiens prodiguaient astucieusement à l'adversaire, et les relations que Frédéric-Guillaume avait simplement ouvertes pour se tirer d'embarras, leur semblaient poussées jusqu'à l'intimité. Vainement le roi, Brunswick, Lucchesini essayaient de leur mettre l'esprit en repos en leur montrant que ces entrevues tournaient à leur propre avantage et facilitaient leur retraite. Vainement ils alléguaient que, grâce aux pourparlers, Clerfayt avait gagné la frontière, sans être inquiété par l'ennemi. Vainement ils livraient au prince de Reuss le secret de leurs négociations et affirmaient au prince de Hohenlohe-Kirchberg qu'on n'avait jamais fait et qu'on ne ferait jamais mystère aux Autrichiens de tout ce qui pourrait importer à la cause commune. Les Autrichiens n'oubliaient pas que la Prusse avait plus d'une fois violé sa parole et abandonné ses alliés sans vergogne. Ils ont très sérieusement des soupçons, écrivait Lucchesini ; Spielmann exprime des craintes ; Hohenlohe-Kirchberg, l'archiduc Charles, Clerfayt même croient que le roi de Prusse veut conclure une paix séparée, et le prince de Reuss commence à redouter tout de bon l'impression que ces insinuations pourraient faire sur la cour de Vienne³.

Il ne se trompait guère. Les lettres de Cobenzl à ses agents prouvent que le cabinet de Vienne redoutait une trahison. Que signifient, mandait-il à Spielmann, tous ces messages entre le duc et Dumouriez ? Je ne puis comprendre que l'ennemi n'ait pas poursuivi les Prussiens, et si le roi n'était pas à l'armée, si

¹ Lucchesini au ministère prussien, 17 octobre, et le ministère prussien à Lucchesini, 11 novembre (Hausser, I, 389 et 391).

² 10 octobre, Vivenot, II, 260-262.

³ Brunswick à Hohenlohe-Kirchberg, 29 octobre (Vivenot, II, 313) ; Lucchesini au ministère (Hausser, I, 391).

chacun ne vantait pas sa droiture, j'aurais toutes sortes de pensées¹. Thugut, plus rapproché pourtant du théâtre de la guerre, ne put se défendre d'une très vive méfiance lorsqu'il apprit ces *pourparlers secrets* et ces cachotteries ; il a, disait-il, toujours existé entre les Prussiens et les nationaux un fil non interrompu de tripotages ; l'argent ne coûte rien aux fabricateurs d'assignats, et l'avidité connue de quelques subalternes prussiens n'est guère faite pour résister à l'appât de l'or offert à pleines mains².

Mais il suffit, pour mettre ces dissentiments en pleine lumière, de raconter le dernier épisode de la retraite. Déjà, le 8 octobre, Hohenlohe-Kirchberg avait écrit à Brunswick que les Français n'en voulaient pas aux Prussiens et ne regardaient comme ennemis que les Autrichiens ; qu'il ne resterait pas un instant de plus à Verdun, parce qu'il craignait d'avoir sur les bras toute l'armée de Kellermann et de Dillon³. Il marcha le 11 octobre sur Étain, et le 12 sur Nouillonpont. Mais, plus il approchait de la frontière, plus il craignait un mauvais tour de ses alliés. Il apprit que Brunswick n'avait compris ni les Autrichiens ni les Hessois dans la capitulation de Verdun. Il résolut aussitôt de gagner une marche et de mettre toujours les Prussiens entre l'adversaire et lui. Le 14 octobre, il s'engageait sur le chemin de Longuyon avant l'heure fixée par Brunswick. Mais Biesenrodt, qui commandait les Hessois, avait fait le même calcul que Hohenlohe-Kirchberg ; lui aussi appréhendait d'être sacrifié par les Prussiens et exposé seul aux coups de Kellermann ; il avait donc marché de son propre chef et atteint Longuyon avant les Autrichiens⁴. La route était obstruée par les ambulances, les pontons et la grosse artillerie des Prussiens. Il fallut faire halte. Enfin, les Hessois, puis les Autrichiens réussirent à passer. Leur arrière-garde demeurait en deçà de la ville. Soudain des goujats prussiens, accourant au galop, annoncent l'arrivée des Français ; les Hessois arment leurs fusils, quelques coups de feu éclatent. A ce bruit, la panique s'empare des équipages qui traversent Longuyon ; on croit l'arrière-garde austro-hessoise aux prises avec l'ennemi ; les charretiers coupent les traits des voitures ; les artilleurs précipitent dans les fossés les chariots des ambulances et détellent les chevaux qu'ils attellent à leurs pièces. La confusion est indescriptible. Hohenlohe-Kirchberg ordonne à Biesenrodt de se porter en avant et de contenir l'ennemi pour laisser aux Autrichiens le temps de faire leur retraite ; Biesenrodt répond que les Autrichiens en prennent à leur aise, et qu'il ne marchera que s'ils marchent avec lui ; pendant ce temps, les malades, jetés dans la boue, sont écrasés sous les caissons qui passent au grand trot ; Prussiens et Autrichiens, profitant de la bagarre, pillent les maisons de

¹ 26 octobre (Vivenot, II, 308-309).

² Thugut à Colloredo, 1er novembre, Luxembourg (Vivenot, *Vertrauliche Briefe von Thugut*, p. 5).

³ *Réminiscences*, 165.

⁴ Il faut voir dans le livre de Ditfurth, *die Hessen*, avec quelle colère cet ancien officier hessois parle des négociations ouvertes par les Prussiens avec les Français. Il raconte, par exemple, sur un ton indigné, que Rùchel fit demander à Dillon la permission de passer par les Islettes pour se rendre plus tôt au camp de Hans. Le fait est vrai ; le 28 septembre, par une lettre datée du camp de Vraincourt, Rùchel sollicitait un *passport et une escorte sûre pour se rendre demain, le matin à sept heures, par les Grandes-Islettes et Sainte-Menehould, au camp prussien à Hans, afin pour attendre les ordres et les instructions nécessaires de S. M. le roi et de Son Altesse le sérénissime duc de Brunswick* (papiers de Dumouriez).

Longuyon, livrent aux flammes les usines, font main-basse sur les bagages, et, pour arrêter le désordre, les Hessois tirent sur leurs alliés¹ !

On peut juger, par cet épisode, des jalousies et des défiances que la France avait semées parmi les coalisés. Hohenlohe-Kirchberg refusait formellement d'obéir aux ordres du généralissime et Brunswick dut recourir aux plus instantes prières pour le décider à couvrir jusqu'au bout l'aile gauche des Prussiens. Lorsque le roi proposa, le 16 octobre, à Hohenlohe-Kirchberg de garder et de défendre Longwy, le vieux soldat répondit qu'il ne connaissait que ses instructions ; qu'il devait, d'après les ordres de son gouvernement, rentrer dans le Luxembourg ; que rien au monde ne le retiendrait au delà de la frontière. La scène fut violente, et Frédéric-Guillaume se plaignit d'être abandonné de ses alliés. *Voilà, disait-il à Bischoffswerder², les f..... alliés que vous m'avez donnés ! je suis bien près de rompre avec eux !*

C'est à ce moment que Cobenzl écrivait à Spielmann que les Prussiens avaient tort de réclamer une indemnité et de marchander leur appui. *Quoi, disait-il, les Autrichiens se sont distingués dans toutes les occasions, et les Prussiens qui n'ont joué que le rôle le plus misérable, qui n'ont jamais livré une bataille, qui ont dégarni de tout secours la région du Rhin, demandent sur un ton arrogant, un dédommagement qu'ils n'ont nullement mérité, et cela, sans se soucier de notre convenance !* L'empereur éprouvait la même indignation que son vice-chancelier. Il se reprochait d'avoir donné le commandement de ses troupes au duc de Brunswick. Il avait d'abord écrit au généralissime une lettre affectueuse. Spielmann la renvoya. *Le duc, disait le prince de Reuss, sera toujours un général craintif et irrésolu dont il ne faut attendre rien de viril³.*

La discorde se glissait donc parmi les alliés. Elle éclata lorsque les Prussiens arrivèrent à Luxembourg. On leur refusa tout ce qu'ils demandaient, jusqu'à la paille et aux vivres qu'ils offraient. de payer. On leur vendit les souliers à des prix énormes⁴. On leur ferma la porte des auberges. Un prince allemand, qui servait comme major dans un bataillon de fusiliers prussiens, voulait dîner dans un hôtel ; on l'éconduisit grossièrement en lui disant que la table n'était mise que pour Messieurs les Impériaux, *Nos pauvres soldats, raconte un officier prussien, durent étendre leurs membres fatigués sur un sol humide et subir, comme en pays ennemi, toutes les intempéries de la saison⁵.*

Brunswick, Lucchesini, Frédéric-Guillaume ne cachaient pas leur colère. Le duc ne parlait plus qu'avec amertume de ses alliés qui créaient mille difficultés à ses régisseurs des vivres. Le marquis demandait ironiquement si la guerre regardait les Autrichiens autant que le Grand Turc. *Croiriez-vous, disait le roi à Nassau-Siegen⁶, que je ne sais où mettre mes malades parce qu'on refuse de les recevoir et que depuis trois jours on négocie pour avoir ici de la paille et du bois sans pouvoir l'obtenir ?*

¹ Ditfurth, 118-123 ; Témoin oculaire, III, 203 ; Laukhard, III, 215 ; Lossberg, 17.

² Hausser, I, 293.

³ Vivenot, II, 308-309, 317, 322 ; Cobenzl à Spielmann, 26 octobre ; François II à Brunswick (la lettre resta aux archives et ne fut ouverte qu'en 1869 par Vivenot) ; Reuss à Hohenlohe-Kirchberg, 30 octobre.

⁴ Gaudy, 27.

⁵ Minutoli, *Erinnerungen*, 158 ; Valentini, 13 ; d'Allonville, *Mém. secrets*, III, 86 : *ce que je vis à l'hôtel de Bourgogne où je logeais.*

⁶ Sybel, I, 592 ; Nassau-Siegen, 390.

Les soldats des deux armées, aigris par l'infortune, s'accablaient réciproquement de reproches et d'injures. On se serait cru au temps de la guerre de Sept-Ans ou à l'époque où Gibbon passait trois semaines à la campagne avec deux gentilshommes dont l'un était Prussien et l'autre Autrichien, de façon, dit-il, que les disputes ne finissaient point¹. Laukhard eut, dans une auberge de Luxembourg, une vive discussion avec un sous-officier autrichien qui lui soutenait que les Prussiens n'avaient pas joué franc jeu². Les Impériaux, rapporte Peltier, maudissaient leurs alliés et les traitaient de brigands ; leurs officiers assuraient aux émigrés que, s'ils faisaient jamais la guerre aux Prussiens, ils leur paieraient cher la façon de cette campagne³. Breteuil écrivait à Fersen : Vous ne sauriez vous faire idée de la haine toujours agissante entre les Autrichiens et les Prussiens, et combien peu de gens raisonnables dans les deux bandes à cet égard ; la liaison des deux souverains est un miracle des circonstances⁴.

Ce ne fut pas le seul résultat des négociations qu'avaient nouées Dumouriez et Kellermann. Le prince de Ligne disait qu'on aurait dû traiter les patriotes comme des révoltés. Mais, au milieu de ces armistices déguisés et de ces perpétuels parlementages, les officiers des deux armées s'étaient rencontrés. Ils avaient causé familièrement, avec la franchise des mœurs militaires, comme des hommes qu'unit la grande confraternité des armes et que rapproche la communauté de courage et de dangers. Polis, humains, élevés à la française, estimant tout ce qui est noble et généreux, les officiers prussiens refusaient de regarder leurs adversaires comme des rebelles. Cette Révolution, qu'ils méprisaient naguère, avait montré tant d'énergie qu'ils recherchaient curieusement les républicains et n'avaient pour eux que des expressions d'estime et des éloges. Quelques mois plus tard, les soldats de Custine, entrant dans un village du Palatinat, après un brillant combat, trouvaient sur une porte ces mots écrits au crayon : *Adieu, braves Français !* Dès 1792, les officiers prussiens se séparaient de nos officiers avec les mêmes paroles sympathiques⁵.

Ce n'était pas impunément qu'ils avaient séjourné sur le sol français et vu de près ces patriotes qui nommaient le roi de Prusse le citoyen Guillaume et assuraient superbement qu'un républicain est le seul être raisonnable. *La rage de la liberté*, avait dit Dumouriez dans son style pittoresque, *gagnera tous les stipendiaires qui viendront se frotter contre nous*⁶. Qu'on lise les récits de l'officier anonyme et de Laukhard : ils font des vœux pour le triomphe de la République ; ils souhaitent que les nouveaux Francs, les *Neufranken*, comme on nommait alors les Français régénérés par la Révolution, propagent dans le monde entier les principes de la liberté et de l'égalité ; ils déclarent nettement que la Prusse devrait se séparer de l'Autriche et embrasser la querelle de la

¹ O. d'Haussonville, *Le salon de Mme Necker*, I, 43.

² Laukhard, III, 239.

³ Peltier, 49.

⁴ Fersen, II, 386 (lettre du 17 octobre). Comparez Valentini, p. 12-13, et Goethe, *Campagne de France* (discussion entre un Prussien et un Autrichien, le premier long, maigre et remuant, le second robuste, gras et flegmatique).

⁵ Beaulieu, IV, 177 ; Lossberg, art. cité, 29 ; Lavallette, *Mém.*, I, 139. Voir sur l'officier prussien de cette époque et ses brillants côtés, *Invasion prussienne*, 97-100.

⁶ Projet de lettre au président du comité diplomatique, 1er mai : *Savez-vous avec qui vous venez de trinquer ?*, disait un officier prussien à un dragon français qui buvait à Verdun avec les fils du roi. — *Parfaitement*, répondait le soldat, *avec des hommes comme vous et moi.* (*Moniteur* du 30 octobre).

France. Le témoin oculaire se rappelle, en franchissant l'Argonne, la résistance des Grecs et des Romains qui combattaient pour leur liberté. Il retrouve, dans les discours des grands orateurs de la Révolution, cette mâle éloquence des Gracques que louait Cicéron, et les harangues de Mirabeau et des Girondins lui semblent dignes de Démosthène¹. Déjà les généraux remarquaient dans l'armée le progrès des idées françaises, et de perspicaces observateurs se demandaient si la Révolution victorieuse ne laissait pas dans les âmes des semences légères, destinées à germer prochainement. Le prince de Reuss écrivait au cabinet de Vienne que l'armée prussienne commençait à devenir démocratique². *Votre Majesté*, disait Nassau-Siegen à Frédéric-Guillaume, *ignore les propos que tiennent ses officiers en faveur des révoltés dont ils se disent les amis ; le nombre des démocrates est grand.* — Je le sais, répondait le roi, et quelques jours plus tard, dans un entretien avec le baron de Breteuil, *je connais*, s'écriait le monarque, *tous les propos démocrates qui se tiennent contre moi, mais on en faisait de semblables dans les antichambres de mon oncle, et, comme lui, je semble ne pas les entendre*³.

Cette guerre étrange acheva donc de désorganiser les troupes prussiennes. Plus que jamais les officiers raisonnaient sur la politique et dissertaient sur les droits de l'homme. Les vertus militaires s'effaçaient ; on comptait plus sur une négociation que sur une bataille ; on s'imaginait que l'intrigue était le seul fond de la guerre comme de la diplomatie. *La politique de camp*, assure Lucchesini, *fait un effet surprenant sur notre armée, et les officiers la prônent au delà de ce que l'ancien esprit de subordination prussienne peut supporter.* On devenait frondeur, on cabalait, on n'exécutait les ordres du quartier général qu'en souriant dédaigneusement et en haussant les épaules ; personne ne voulait obéir et tout le monde se croyait capable de commander ; on exaltait Kalkreuth aux dépens de Brunswick ; c'était Kalkreuth qui avait proposé, dès le 3 septembre, de s'emparer des Islettes ; c'était lui qui avait, par son adresse et sa faconde, trompé les généraux français et assuré la retraite. Brunswick devait reconnaître bientôt que l'armée n'était plus une machine, et, dès qu'elle est autre chose, disait-il tristement, elle sert à la destruction et non pas à la conservation d'un Etat⁴.

¹ II, 69-70 ; voir ses conversations avec le ferblantier Pierrot, *Valmy*, 79-80.

² Vivenot, *Quellen*, II, 332.

³ Nassau, V, 394, et Fersen, II, 60. La même crainte travaillait les Autrichiens. On écrivait de Bruxelles au général d'Happoncourt qui assiégeait Lille : *Si l'on s'y prend bien, la raison peut encore vous fournir des moyens d'occuper les troupes qui, dans l'oisiveté, pourraient se corrompre par le contact des sans-culottes et des patriotes brabançons* (lettre du 7 octobre, *Moniteur* du 23). *Ces hommes*, mandait-on le 26 septembre de l'armée de Kellermann au *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, *ces hommes ou plutôt ces esclaves paraissent remplis de vénération pour nous, hommes libres ; ils regrettent et se repentent de porter le fer contre nous.*

⁴ Hausser, I, 390 ; Malmesbury, *Diary*, III, 44 ; comparez *Invasion prussienne*, 111-112. 112.

CHAPITRE VI

DISPERSION DES ÉMIGRÉS

L'armée des princes en Champagne. Incendie de Voncq. Misère et retraite. Combat de Buzancy et de Sy. Représailles des paysans. Exécution des prisonniers. Episodes de la déroute. Injures contre le roi de Prusse et Brunswick. Ce que devient l'armée. Mépris qu'elle inspire aux alliés. Ordonnance de l'empereur. Le landgrave de Hesse expulse les émigrés. Réponse des conseillers des princes à Bischoffswerder.

Les princes français qui commandaient avec le maréchal de Castries la petite armée des émigrés, avaient, après la canonnade de Valmy, établi leur quartier général à Somme-Suippes. Le corps de bataille prit ses campements à Somme-Tourbe. L'avant-garde bivouaqua, d'abord à Saint-Remy, puis à La Croix-en-Champagne, enfin à Suippes. Elle était chargée d'observer les routes de Châlons et de Reims ; de tenir en respect les troupes que d'Harville rassemblait à Aubérive, et de couvrir les derrières de l'armée prussienne. Elle eut, dit Minutoli, quelques escarmouches insignifiantes, et ce fut le seul profit qu'on tira des émigrés dans cette campagne¹.

Un détachement était demeuré à Vouziers. Il incendia Voncq. Ce village, dont la population comptait alors onze cents âmes, est situé à deux lieues de Vouziers, sur une hauteur qui domine la vallée de l'Aisne. Le 24 septembre, des émigrés sommèrent les habitants de Voncq de leur fournir du pain et du fourrage. Les officiers municipaux répondirent que la loi leur défendait d'obéir aux ennemis de la patrie. Les émigrés firent dans la journée une seconde sommation et menacèrent le village d'une exécution militaire ; ils reçurent un nouveau refus. Dans l'après-midi, une troupe, composée de cheveau-légers et de mousquetaires, marcha sur Voncq. La garde nationale, grossie de quelques habitants des communes voisines, résista quelque temps dans les vignes et sur le mamelon de la Cour-le-Comte. Mais la partie n'était pas égale ; il fallut se retirer après avoir tué un cavalier et blessé deux chevaux. Les émigrés envahirent le village. Deux cents maisons, sur trois cents, furent réduites en cendres. Les assaillants s'étaient portés aussitôt vers les habitations des principaux notables, du curé Peignier, du maire Robert, d'un autre Robert, député à la Convention. Ils défendirent aux paysans de faire sortir les chevaux des écuries. Ils empêchèrent une mère de sauver ses trois enfants qui périrent au milieu des flammes. La maison du conventionnel Robert était construite en pierres de tailles et ne brûlait pas assez vite ; ils forcèrent la vieille nourrice de la famille à porter de la paille

¹ *Der Feldzug*, 263.

dans le grenier. Dix-huit habitants de Voncq furent garrottés et emmenés à Vouziers¹.

Ces émigrés qui cantonnaient à Vouziers et dans les environs, passèrent la dernière semaine de septembre dans l'abondance et la sécurité. Leurs pompeux équipages, écrivait Fortair à Dumouriez, s'engagent dans les campagnes avec la plus faible escorte, et souvent sans être accompagnés... la présence de ces franco-barbares désole le pays... ces flibustiers envoient fourrager et font contribuer les municipalités s².

Il n'en était pas de même sur les bords de la Suippe. Les émigrés, mandait Sparre à Servan, sont nus et meurent de faim ; ils paient la livre de pain quinze francs³. Les lettres qu'ils envoyaient à leurs amis de Bruxelles et de Coblenz ne contenaient que de navrants détails. Depuis dix jours, disait le comte de Vauban, nous sommes sans tentes, sans équipages, sans vivres. On entendit le vicomte de Caraman s'écrier avec douleur : Dieu seul sait comment cela finira ! Erasme de Contades rapporte dans ses souvenirs que le temps était affreux ; la pluie, froide et continuelle ; nous couchions dans des granges à peine couvertes ; nous avons tous la dysenterie⁴.

L'armée des émigrés reprit tristement le chemin de l'Argonne, à travers une boue blanche qui, selon le mot de Neuilly, prenait aux pieds comme de la poix⁵. Elle traversa Saint-Souplet, Sainte-Marie et cette morne plaine dans laquelle elle s'était égarée dix jours-auparavant. Elle franchit de nouveau le défilé du Chesne-Populeux et regagna par Stenay, Marville, Longuyon et Cutry le Luxembourg autrichien⁶. Elle ne fut pas inquiétée, car elle filait derrière l'armée prussienne qui la couvrait contre toute attaque. Elle ne livra que deux petits combats, l'un près de Buzancy, l'autre au village de Sy.

Elle se dirigeait sur Buzancy et marchait à la droite des Autrichiens de Clerfayt, lorsque Valence attaqua son arrière-garde. Les républicains prirent un guidon aux émigrés. Cet étendard appartenait à la 6^e division des gardes du corps. Il fut porté en triomphe au château de Vouziers où les princes tenaient la veille leur grand couvert et où Dumouriez venait de s'établir. On le suspendit à la fenêtre de la chambre qu'habitait le général, et quelques jours plus tard (12 octobre) un officier de l'armée des Ardennes l'offrait à la Convention. Sur la proposition de

¹ *Moniteur* du 1^{er} octobre ; rapport de Peignier et du maire Robert ; discours du conventionnel Robert ; lettre de M. Léon Robert, ancien député du département. La Convention accorda provisoirement à la commune une somme de 200.000 livres (27 novembre, *Moniteur* du 28), mais le député Robert réclama et obtint pour le village une indemnité de 772.623 livres (*Trois questions relatives à l'indemnité à accorder à Voncq*, 1793).

² Fortair à Dumouriez, Reithel, 27 septembre (arch. guerre).

³ Sparre à Servan. 28 septembre (arch. guerre).

⁴ Fersen, II, 39 ; Contades, 70. Cp. *Revue rétrospective*, IV, p. 23 journal d'un officier de l'armée des princes, pendant les douze jours que nous passâmes dans ce misérable endroit [à la Croix-en-Champagne] il est difficile de se faire une idée de la misère que nous firent éprouver la continuité du mauvais temps, la disette de vivres, le manque d'eau, les alertes continues.

⁵ Neuilly 52.

⁶ 8 octobre, de Stenay à Marville ; 9, Longuyon ; 11, Lexy ; 12, Arlon ; 21, Liège (*Geschichte der Kriege in Europa*, 87).

Vergniaud, l'assemblée décréta que ce signe de rébellion serait brûlé par la main du bourreau¹.

L'affaire de Sy consola les émigrés de ce léger échec. Des paysans auxquels s'étaient joints des soldats de la garnison de Sedan, les attendaient près de Stonne, à la sortie des Grandes-Armoises. Le marquis d'Autichamp se mit à la tête de la gendarmerie et de l'escadron de Chamborant et de Lauzun ; il attaqua résolument les républicains qui s'enfuirent dans les bois ; quelques-uns furent sabrés, d'autres faits prisonniers. Le chevalier de La Porte, aide de camp d'Autichamp, périt dans ce combat. Un soldat, qu'il avait oublié de désarmer, lui lâcha par derrière un coup de fusil. De La Porte tomba mort sur la place. Mais l'adjudant major Du Fay le vengea aussitôt en tuant le meurtrier, et Autichamp fit brûler sans miséricorde cinq villages des environs. Plusieurs maisons n'avaient pu brûler ; Autichamp y renvoya la gendarmerie. Presque toute l'armée blâma cette cruauté. *Les cendres parlent, disait Contades, et mille familles, réduites par vous à la mendicité, vont publier votre barbarie dans toute la France ; vous ne laisserez sur cette terre à laquelle nous venions rendre le bonheur et la paix, que des traces de sang et de dévastation !*²

Contades avait raison. L'incendie des villages de l'Ardenne acheva de rendre odieux le nom des émigrés. Vainement un grand nombre d'entre eux assuraient sur leur passage qu'ils ne feraient aucun mal aux populations. Vainement, pendant leur séjour à Vouziers, le 2 et le 3 octobre, ils avaient tout payé au poids de l'or³. Ils venaient de brûler Voncq et de saccager cinq autres bourgades florissantes. On ne parla plus des émigrés qu'avec horreur ; on se répéta qu'ils avaient rapporté de l'exil les plus cruels ressentiments ; on ne vit plus en eux que des *tigres dévorants, altérés du sang de leurs concitoyens*⁴, et après avoir compté qu'ils seraient reçus avec des acclamations de joie, ils se retirèrent au milieu de l'exécration universelle. On les accusa d'avoir empoisonné les eaux du pays en jetant exprès dans les puits, les fontaines et les ruisseaux les cadavres de leurs chevaux. Les commissaires de la Convention dénoncèrent leur *atrocité* à la France entière ; cette armée royale, écrivaient-ils à l'assemblée dans une lettre qui fut publiée par les journaux, *n'a laissé subsister dans les lieux qu'elle abandonnait, ni grains pour ensemercer les terres, ni chevaux pour les cultiver, ni bestiaux pour fournir à la nourriture des habitants*⁵.

Mais les paysans exercèrent de terribles représailles. Malheur aux émigrés qui s'écartaient du gros de la troupe ! Beaucoup d'entre eux, épuisés de fatigue, tombaient sur les routes sans pouvoir se défendre et se laissaient *prendre comme des moutons*. On les massacrait ou les envoyait à Reims. Les malheureux prétendaient, pour sauver leur vie, qu'ils avaient reconnu leur erreur, qu'ils venaient se rallier aux républicains. On ne les croyait pas ; c'est le refrain, disait Westermann, de tous ceux qui sont pris. Aux environs de Sedan, les gens du pays saisirent deux officiers bretons, les fusillèrent et jetèrent leurs cadavres dans un fossé, après s'être emparés de leurs montres et de leur argent. A

¹ Brémont, 67 ; *Moniteur* du 13 octobre.

² Marcillac, 112 ; Crossard, 13-14 ; Contades, 80-81 ; Neuilly, 51 ; Minutoli, *der Feldzug*, 302 ; *Revue rétrospective*, IV, p. 28.

³ Brémont, 67.

⁴ Contades, 61.

⁵ Lettre des commissaires du 2 octobre, *Moniteur* du 6 ; lettre de Kellermann à Servan, même jour : *ils n'ont laissé aux paysans que les yeux pour pleurer et poussé l'atrocité jusqu'à emporter la dernière chemise que ces pauvres gens avaient sur le corps.*

Longwé, près de La Croix-aux-Bois, les habitants, armés de haches et de pioches, firent main basse sur les bagages des émigrés et vendirent à Vouziers deux voitures remplies de porte-manteaux ; Dumouriez leur donna la moitié de la prise, environ douze mille livres¹.

La cavalerie légère de Beurnonville et de Valence se joignait aux paysans. L'*Ajax français*, qui laissait échapper les Prussiens, s'acharnait à la poursuite des émigrés. Tous ses hussards, ses corsaires, comme il les nommait, avaient des montres et de l'or ; vous avez fait trêve de feu, disait-il à Dumouriez, mais je n'ai point cessé de courir sur le butin ; je vous recommande ces b..... d'émigrés qui ont l'air de pendards et qui nous font tant de mal. Il ajoutait qu'il les enverrait à la guillotine et il se plaignait d'être moins favorisé que Valence qui avait le bon côté pour les captures. Neuf émigrés, pris aux avant-postes, furent menés à Paris, jugés par un conseil de guerre que présidait le général Berruyer, et guillotiné le 23 octobre sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Etre fait prisonnier, écrit Contades, était la chose la plus à craindre, et la pensée de périr à Paris sur un échafaud m'effrayait plus que mille trépas².

Les émigrés qui n'avaient pas suivi l'armée prussienne dans l'Argonne, connurent les mêmes misères et les mêmes angoisses. Ils avaient abandonné le siège de Thionville et campaient aux environs de Verdun. Ils croyaient les patriotes enfermés dans les défilés et sur le point de mettre bas les armes. Soudain arriva l'ordre de regagner la frontière. Las Cases et Chateaubriand servaient dans ce corps d'émigrés. Je sortis des rangs, raconte Las Cases, et opérai seul ma retraite, succombant sous la fatigue de trop longues marches dans la boue et sous des torrents de pluie, courbant sous un mousquet et tout un attirail qui n'était nuisible qu'à moi³. La compagnie de Chateaubriand se débanda. Lui-même, affaibli par la dysenterie, livré au plus violent désespoir, voulut rester dans la terre labourée où il enfonçait jusqu'aux genoux, et y mourir ; ses compagnons durent l'arracher de cette boue et l'entraîner avec eux. On ne rencontra, dit-il, que des caissons renversés, des affûts et des canons embourbés, des chariots renversés, des vivandières avec leurs enfants sur leur dos, des soldats expirants ou expirés. Il vit sur la grande route, aux portes d'Arlon, une file de voitures attelées ; les chevaux, les uns debout, les autres agenouillés, d'autres appuyés sur le nez, étaient morts, et leurs cadavres se tenaient raidis entre les brancards ; on eût dit des ombres d'une bataille bivouaquant au bord du Styx⁴.

Avec l'armée des princes s'éloignaient pour un second exil les émigrés de Lorraine et de Champagne qui croyaient la Révolution terminée et n'avaient revu leur demeure que pour l'abandonner aussitôt. Un vieux chevalier de Saint-Louis, membre de l'Assemblée des notables en 1787, suivi d'un domestique qui portait un petit paquet au bout d'un bâton, quittait son hôtel de Verdun et se dirigeait à pied vers la frontière⁵. Une heure avant l'évacuation de la place, une jeune dame émigrée, sanglotant et se tordant les mains, entra dans la chambre du

¹ Westermann à Pétion, 1er octobre (Ternaux, IV, 548) ; Brémont, 65-66 ; Forneron, *Hist. gén. des émigrés*, I, 356 ; Gaudy, art. cité, 26 : le bagage fut la proie des paysans qui revenaient de tous côtés.

² Beurnonville à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 545-546) ; *Moniteur* du 21 octobre ; *Révolutions de Paris*, n° 172, p. 199-206 ; Contades, 86-87.

³ Las Cases, *Mémorial*, V, 230.

⁴ *Mémoires d'outre-tombe*, II, 58 ; Peltier, 60 ; d'Argens, 55-56.

⁵ Goethe, *Campagne de France*, 161.

lieutenant Minutoli et le conjurait de la sauver, elle, sa mère et son père, de la vengeance des républicains. L'officier ému de pitié, lui offrit son cheval ; mais la jeune femme n'avait pas de voiture et refusait d'abandonner ses parents. Après beaucoup d'efforts, Minutoli installa la famille dans un fourgon de bagages ; elle put quitter Verdun, dit-il dans ses Souvenirs, et je ne l'ai plus revue¹. Mais onze émigrés, pris dans les chariots de l'ambulance par l'avant-garde de Kellermann, furent menés à Verdun, jetés en prison et le soir même exécutés, l'un après l'autre, sur une place de la ville, à la lueur des flambeaux. Un seul échappe, le plus jeune et le plus malade, Alexis de Villeneuve Laroche-Barnaud. On l'avait oublié au fond de son cachot. Mais un factionnaire l'entend gémir. Il entre : **Vous avez de l'argent, donnez-le moi**. Villeneuve lui remet trente-huit francs qui lui restaient. Au bout de quelques instants, le soldat reparaît ; il fait endosser au prisonnier une capote grise qu'il vient d'acheter ; il le prend sous le bras, le mène hors de la ville ; **allez à Nancy, lui dit-il en le quittant, et engagez-vous dans un régiment de chasseurs**².

La plupart des émigrés se trouvèrent réunis dans la petite ville d'Arlon, et ce fut là, rapporte l'un d'eux, que le courage abandonna tout le monde. Deux mois auparavant, on entrait en France avec joie ; on croyait revoir à la fin de l'automne la bruyère natale, et le grand bois, et le vieux colombier ; c'était pour tous un plaisir piquant de couper le bois et d'aller puiser l'eau, de laver son linge, de s'éveiller au son de la trompette et de s'entretenir de sa province autour d'un feu de bivouac³. Aujourd'hui il fallait fuir, se disperser dans le monde, recommencer la vie d'exil, et cette fois sans joyeuses illusions et sang espoir. **La douleur et la consternation, raconte d'Argens, étaient peintes sur tous les visages ; les murmures, les plaintes les plus amères et les invectives éclatèrent contre le roi de Prusse et son général Brunswick**⁴.

Déjà, pendant la campagne, les émigrés s'étaient plaints hautement d'être tenus en laisse et de marcher, comme des prisonniers, entre les colonnes des alliés. La retraite avait à peine commencé qu'ils se crurent trahis. Las Cases dit que le langage ne saurait rendre le ressentiment de ses compagnons contre les Prussiens⁵. **La mésintelligence, rapporte Marcillac, avait éclaté à un tel degré qu'il eût été dangereux de rencontrer des troupes de cette puissance, les ordres des princes eussent été insuffisants pour empêcher une lutte à outrance**⁶. Frédéric-Guillaume, que les émigrés célébraient naguère comme l'Agamemnon moderne, n'était plus que **l'opprobre des souverains**⁷. Il avait promis aux chevaliers français de leur rendre leur patrie et leur roi ; et il leur imposait la retraite la plus déshonorante, il livrait la vie de Louis XVI sans défense à toute la fureur révolutionnaire ! On l'accusait d'avoir reçu des millions du parti jacobin. On prétendait qu'il était **las de la guerre et pressé de retourner à Berlin pour y retrouver ses maîtresses et reprendre le cours de ses débauches**⁸. Le généralissime était l'objet des mêmes injures et des mêmes soupçons outrageants. On ne l'appelait plus que le Brunswick. On déclarait que c'était un

¹ Minutoli, *Erinnerungen*, 149-150.

² Villeneuve Laroche-Barnaud, 120-124.

³ Chateaubriand, *Mém. sur le duc de Berry*, chap. VIII, et chant VI des *Martyrs*.

⁴ D'Argens, 56-57.

⁵ Las Cases, *Mém.*, 21, et *Mémorial*, V, 230.

⁶ Marcillac, 111.

⁷ Dampmartin, *Mém.*, 306, et Montrol, *Hist. de l'émigration*, 114.

⁸ Neuilly, 50.

homme inepte et surfait, fort au-dessous de sa réputation militaire. Ah ! si ces pauvres Allemands avaient été conduits par un Français un peu leste ! Ils auraient mené les sans-culottes à coups de chiquenaude jusqu'à Paris ! Mais le duc s'était fié à la parole de ce *petit tigre* de Dumouriez qui l'avait trompé¹ ! On lui reprochait la distinction cruelle qu'il avait établie dans le cartel d'échange ; ne devait-il pas, selon toutes les lois de l'honneur, stipuler pour les émigrés comme pour les siens² ? On répétait qu'il s'était vendu parce qu'il croyait monter sur le trône de France. *Quelle conduite étonnante que celle de M. de Brunswick*, disait Breteuil, c'est un homme dans la boue !³ Les mémoires de Contades respirent encore la colère de l'émigration : *On fuit sans s'être battus. Duc de Brunswick, vous avez laissé notre sang se glacer dans nos veines de froid, de misère et de honte. C'est à l'Europe entière que vous en répondrez. Vous avez tenu son sort entre vos mains ; votre retraite sans coup férir a ébranlé tous les trônes !*⁴

Tous maudissaient cette guerre si gaiement engagée et si tristement finie. Tous se demandaient ce qu'ils allaient devenir. Que de malheureux qui n'auraient bientôt plus de pain à manger ! Les neuf dixièmes d'entre eux seraient littéralement réduits à l'aumône. Déjà, de Verdun, quelques-uns imploraient le secours des plus riches. *Je ne puis vous exprimer*, écrivait Imard de Cancelade au comte d'Egmont, *combien tout le monde est navré de la tournure qu'ont prise les choses ; nous ne savons, mon frère et moi, quel parti prendre ; jamais nous n'eûmes autant besoin de votre protection.* Le jeune duc d'Harcourt mandait à son père qu'il était dans une *position affreuse* et comme dans une mer de désolation ; j'irai, ajoutait-il, *vous joindre à Aix-la-Chapelle où nous chercherons à prendre les moyens les plus économiques pour passer notre hiver avec le peu qui nous reste.* Des scènes déchirantes eurent lieu au camp d'Arlon lorsque les princes donnèrent l'ordre maladroit d'accorder des congés à quiconque voudrait se retirer. Les uns rentrèrent en France en disant qu'ils aimaient autant être massacrés que de mourir de faim. Les autres jetèrent leur uniforme ou, dans leur rage le mirent en pièces et, revêtus de la blouse du paysan, repassèrent la frontière pour gagner, à travers mille dangers, la Vendée et la Bretagne. D'autres, reniant leur foi monarchique, s'engagèrent sous un faux nom dans les armées de la république victorieuse. Plusieurs se brûlèrent la cervelle. Le reste reflua sur Liège où, sur l'ordre de la cour de Vienne, les débris de l'armée des princes devaient prendre leurs quartiers d'hiver⁵.

Mais plus que jamais les émigrés étaient méprisés et haïs de leurs allies. Minutoli assure que l'armée prussienne les détestait parce qu'elle les regardait comme les auteurs de cette guerre désastreuse⁶. Laukhard les nomme le rebut de l'humanité⁷. Le témoin oculaire leur attribue tout l'insuccès de l'expédition ; *ces ex-Français, écrit-il, ont été nos pires ennemis ; ce sont de grands hâbleurs, des*

¹ *Moniteur* du 24 octobre : lettre de Bruxelles interceptée.

² Peltier, 57.

³ Fersen, II, 387. Cp. *Revue rétrospective*, IV, p. 24 (journal d'un officier de l'armée des des princes). *La conduite du duc de Brunswick nous paraissait tellement odieuse que les plus violents l'accusaient hautement de trahison.*

⁴ Contades, 72-74.

⁵ *Moniteur* du 26 octobre, lettres interceptées, et *Correspondance orig. des émigrés*, II, 174-180 ; d'Argens, 58 ; Dampmartin, 306 ; Fersen, II, 48-49 ; d'Allonville, III, 116.

⁶ Minutoli, *der Feldzug*, 301.

⁷ Laukhard, III, 29 et 34.

archi-menteurs qui n'ont fait qu'entasser gasconnades sur gasconnades¹. Les généraux eux-mêmes ne dissimulaient pas l'aversion profonde que leur inspiraient les princes français et leur armée. Le 24 avril, au début de la guerre, l'adjudant général Latour-Foissac, conférant à Mons avec Beaulieu, voyait de la fenêtre un rassemblement d'émigrés ; vous regardez là, lui dit l'Autrichien, des hommes qui nous sont fort incommodes ; il y en avait beaucoup ici, mais j'en ai fait partir un grand nombre². Le 8 octobre, pendant que La Barolière et Galbaud s'entretenaient devant Verdun avec le duc de Brunswick et Kalkreuth, ils virent s'approcher le maréchal de camp Klinglin, portant la cocarde blanche ; Brunswick lui fit signe de se retirer : Voilà, dit-il à Galbaud, comment je traite les émigrés, je n'ai jamais aimé les traîtres, faites d'eux ce que vous voudrez, peu nous importe³.

Le 23 octobre, sur la proposition de Buzot appuyée par Danton, la Convention décrétait que les émigrés étaient bannis à perpétuité du territoire de la République et que tous ceux qui repasseraient la frontière seraient punis de mort, comme s'ils avaient été pris les armes à la main. Le même jour, l'empereur ordonnait à ses gouverneurs et officiers des Pays-Bas autrichiens d'arrêter tout Français de l'armée des princes qui ne se trouverait pas dans l'endroit désigné pour les cantonnements. Les émigrés qui n'auraient pas loué une maison ou un appartement, seraient chassés du pays, comme gens sans aveu. S'ils voulaient rester en Belgique, ils devraient remettre à l'officier de police une note signée de leur nom, qui indiquerait leur dernier domicile et leur état⁴. Thugut proposait même de déblayer entièrement les Pays-Bas autrichiens de cette foule importune. Mais, — ajoutait-il après réflexion — ces émigrés, sans habits, sans souliers, prêts à périr de faim, sont physiquement hors d'état d'exécuter l'ordre qu'on leur donnerait de se disperser ; peut-être même se jetteraient-ils dans les bois ; peut-être infesteraient-ils les grands chemins ; il faudrait les expulser à main armée et les exterminer. On doit donc, concluait Thugut, subvenir encore, dans les premiers moments, à leurs plus pressants besoins, mais avec l'économie la plus stricte et la plus sévère⁵. Voilà les secours que l'Autriche donnait à l'émigration vaincue !

Le landgrave de Hesse ne fit pas tant de façons. Quelques émigrés avaient suivi sa petite armée. Leur détresse était si grande qu'ils envahirent, dans la nuit du 8 novembre, les villages de Langen-Dernbach et de Herborn et mirent le paysan à contribution ; ils avaient pris la cocarde tricolore et se donnaient pour des soldats de Custine ! Guillaume IX ordonna de les désarmer aussitôt et défendit à tous les émigrés sans exception de séjourner dans ses États⁶.

Plusieurs arrivèrent à Mayence. On les reçut, dit un témoin oculaire, autrement qu'au mois de juillet, car on leur imputait les désastres de la coalition et on savait Custine à quelques lieues de là⁷. Il leur fut interdit de demeurer dans la ville ; on leur permit seulement de la traverser et d'aller, sous escorte, d'une

¹ Témoin oculaire, I, 4-5, 49-50, 50, 55, 75 ; Dumouriez aux commissaires, 3 octobre : la colonne des émigrés, méprisée également des deux côtés.

² Mémoire de Latour-Foissac (arch. guerre).

³ Voir ci-dessus la conversation de Brunswick avec Galbaud ; comparez aussi *Invasion prussienne*, 276-281, les lettres de Lombard et Strantz, art. cité, 104.

⁴ *Moniteur* du 14 novembre ; Ternaux, IV, 352-353.

⁵ Thugut à Cobenzl, 23 octobre (Vivenot, *Vertrauliche Briefe von Thuqut*, I, 3).

⁶ Ditfurth, *die Hessen*, 138, et *Moniteur* du 22 novembre (lettre de Francfort, du 11).

⁷ Eickemeyer, *Denhwûrdigkeiten*, 1845, p. 124.

porte à l'autre¹. Les malheureux se rendirent à Ratisbonne ; leurs habits sont en guenilles, écrivait-on au *Moniteur*, leurs chevaux sont harassés, et ils ne s'en servent que tour à tour ; ils sont tellement changés qu'ils ont perdu même leur étourderie ; ces hommes, quoique bien coupables, font presque pitié².

Seul, le roi de Prusse ne démentit pas sa générosité. Il fit offrir aux comtes de Provence et d'Artois par son favori Bischoffswerder le château de Hamm sur les bords de la Lippe. Mais, lorsque le général prussien eut représenté aux conseillers des princes qu'il faudrait peut-être, après le succès d'une seconde campagne, détruire les abus de l'ancien régime, on se récria, on répondit que l'émigration victorieuse n'accorderait ni une seule grâce ni un seul changement. Monsieur, dit un des plus fougueux, nous savons que le roi de Prusse se laisse approcher par des hommes séduisants, mais dangereux. Il serait affligeant qu'il leur laissât de l'influence, car les monarchiens sont aussi criminels à nos yeux que les démagogues. Si les souverains alliés adoptaient des erreurs si contraires à la nature du pouvoir monarchique, nos princes les remercieraient de leur secours³. Les émigrés n'avaient rien appris ni rien oublié.

¹ Forster, *Sämmtliche Schriften*, VIII, 234.

² *Moniteur* du 7 novembre.

³ Dampmartin, *Mém.*, 307. Je ne puis clore ce chapitre sans citer un joli passage des Mémoires de la duchesse de Gontaut (Biblioth. nat. Réserve) : Le désordre de la défaite fut horrible. Nous nous trouvâmes entourés de troupes qui couvraient les chemins. Nous étions obligés d'aller au pas. Les soldats malades cherchaient le repos sur les voitures et en surchargeaient l'impériale. A la fin de chacune de ces pénibles journées, on cherchait un gîte, une grange ; un peu de paille était disputé ; et quand on apercevait un clocher qui faisait espérer un asile, on avait la douleur de s'en voir privé par ces mots si durs affichés aux portes des villes des petits états que nous traversions : *Ici les juifs et les émigrés ont défense d'entrer*. Un épisode ranima un moment la gaieté française. Une grange spacieuse, de la paille fraîche donnaient l'espérance d'une bonne nuit. La duchesse de Guiche, Mmes de Poulpry, de Lage, etc., ma mère et moi, nous couchâmes rangées le long de la muraille. Un chasseur de la duchesse de Guiche, un sabre à la main, avait consigne de nous bien garder. Au milieu de la nuit, nous fûmes réveillés par des coups redoublés et par une voix de femme demandant asile. *Ouvrez, c'est moi !* On ouvrit. Mme de Calonne, femme du ministre, entra parée, crépée, fardée, poudrée, belle robe à queue, paniers, souliers à talons. *Où sont les appartements ?* dit-elle. Elle regarde avec terreur. *Mais que vois-je ? Un hôpital ! Des femmes sur la paille ! Un homme armé ! Holà ! où sont mes laquais ? De la lumière ! Des flambeaux !* Les laquais accourent et, la grange une fois illuminée, ses cris redoublent. *Où suis-je ? Que vois-je ? Des pendus à la muraille !* Alors nous vîmes aussi vingt-quatre moutons écorchés, accrochés, prêts à être livrés le lendemain au marché. Alors chacun se reconnut, et nous de rire (p. 19-20).

CHAPITRE VII

LILLE ET THIONVILLE

I. Félix Wimpffen. La place de Thionville. Sa garnison. Sommations. Bombardement. Blocus. Krieg, Moreau, Sémélé, Hoche. Les enfants de la Fensch. — **II.** Les Autrichiens en Flandre. Leurs premiers succès. Le corps du duc de Bourbon. Lille. Les travaux du siège. La sommation. Bombardement. Héroïque constance de la population. Les renforts. Levée du siège.

I. Les Prussiens et leurs alliés rebroussaient chemin vers la frontière et suspendaient une campagne qu'ils n'étaient pas en état d'entreprendre. Il reste à dire comment ils furent repoussés devant deux places qu'ils n'étaient pas en état d'assiéger : Lille et Thionville.

Le commandant de Thionville était le baron Félix-Louis de Wimpffen. Successivement lieutenant en second au régiment d'infanterie de Deux-Ponts (1757), lieutenant en premier (1759), capitaine (1766), et colonel en second (1776) au régiment de La Marck, brigadier (1784), maréchal de camp (1788), il avait pris part à la guerre de Sept-Ans, à la campagne de Corse, aux sièges de Mahon et de Gibraltar. Député du bailliage de Caen aux Etats généraux et membre du comité militaire de la Constituante, il avait reçu depuis le 18 mai 1792 le commandement de Thionville. Il n'était, dit Dubois-Crancé qui le connut de près, *ni aristocrate, ni patriote ; il n'a jamais eu que son intérêt personnel en vue, et il cachait, sous la bonhomie d'un Allemand, toute la finesse d'un Gascon*¹.

Les princes français comptaient que Wimpffen leur livrerait Thionville et certainement il avait prêté l'oreille à leurs propositions. Il entretint, pendant le siège, par l'intermédiaire du graveur juif, Joseph Godchaux, de secrets rapports avec le comte d'Artois et le maréchal de Broglie. Un an plus tard, il dirigeait la petite armée des Girondins, choisissait Puisaye pour chef d'état-major et ne cachait ni à Louvet ni à Buzot ses inclinations royalistes².

¹ Iung, *Dubois-Crancé*, I, 96. Wimpffen était né le 5 novembre 1744 à Minfeld, dans le pays de Deux-Ponts.

² Godchaux, mal payé, dénonça Wimpffen à la Convention (voir *Arch. nat.*, AF, II, 281, les pièces relatives à cette affaire). Comparez sur les rapports de Wimpffen avec l'émigration, Vivenot, *Quellen*, II, 207. Esterhazy à Spielmann ; Kellermann à Servan (lettre confidentielle du 24 septembre, arch. guerre) ; Beaulieu, IV, 180 ; Neuilly, 49 ; d'Allonville, III, 73-74 ; Fersen au prince régent de Suède (Fersen, II, 33 et 362) ; sur le rôle postérieur de Wimpffen Louvet, *Mém.*, édition Barrière, p. 269 ; sur le siège de Thionville, Teissier, *Histoire de Thionville* (Metz, 1828). Minutoli, Renouard, etc.

Le gouvernement connut les menées de Wimpffen, mais il n'osa les punir. Il le nomma lieutenant-général (20 août) et, après le siège, sur la proposition de Kellermann, l'envoya prudemment dans l'intérieur, à Bayeux, commander l'armée des côtes de la Manche.

Wimpffen aurait probablement rendu Thionville, si les assiégeants avaient eu l'air de l'assaillir sérieusement. Ils ne déployèrent devant la place que les moyens d'attaque les plus misérables et ne firent qu'un simulacre d'investissement. Wimpffen garda son poste et répondit aux émigrés à coups de canon¹.

Thionville est dans une petite plaine que bornent à l'ouest des collines couvertes de bois, à l'est la Moselle, au sud, un affluent de la Moselle, la Fensch. C'était alors une des meilleures places de la frontière française². Les fortifications de la ville se composaient de onze bastions réguliers, couverts par quelques travaux avancés. Un grand ouvrage à cornes défendait la porte de Luxembourg. La rive droite de la Moselle, reliée à l'autre bord par un pont de bois aux piliers maçonnés, était protégée par une couronne et par un fort qui commandait les routes de Sarrelouis et de Trêves³.

La garnison comprenait le 103^e régiment d'infanterie, les dépôts du 2^e, du 6^e et du 58^e, ceux du 13^e dragons et du 12^e chasseurs, un bataillon de grenadiers, le 1^{er} bataillon des Ardennes, le 1^{er} de la Creuse, le 2^e de Seine-et-Marne, le 3^e de la Moselle, le 46 de la Meurthe, et deux compagnies d'artillerie, en tout 5.400 hommes⁴.

Le 29 août, 9 bataillons et 12 escadrons qui formaient la première colonne du corps autrichien de Hohenlohe-Kirchberg, investirent la forteresse et s'établirent soit au camp de Richemont, évacué cinq jours auparavant par Luckner, soit à Meneville et sur les deux bords de l'Orne. Une seconde colonne, forte de 4 bataillons, de 8 escadrons, d'une compagnie de sapeurs et de l'artillerie de réserve, se posta sur les hauteurs de Guentrange. Brunswick avait désigné ce point comme le plus favorable à l'emplacement des batteries. Mais Hohenlohe-Kirchberg jugea que son artillerie serait trop loin de la forteresse ; il la transporta au sud-ouest de Thionville, à Beaufregard.

La petite armée des émigrés rejoignit les Autrichiens le 3 septembre et campa sur la rive droite de la Moselle, à Basse Yütz et à Haute Yütz.

Une première sommation fut envoyée, le 4 septembre, à Wimpffen. Elle était libellée au nom des princes, frères du roi, et engageait la garnison et les habitants à suivre l'exemple de Longwy et de Verdun. Wimpffen répondit qu'il ignorait ce qui se passait en France, que les citoyens et la garnison étaient fidèles à la nation, à la loi et au roi, qu'ils dépendaient au reste des autorités établies à Metz, et ne pouvaient recevoir d'ordres que d'elles.

Cette réponse assez ambiguë provoqua une seconde sommation (5 septembre). Vous ignorez ce qui se passe en France, disaient les princes à Wimpffen, on a

¹ Quant à moi, écrivait-il à Lavergne le 19 août, je reste *in statu quo* ; je n'ai rien dit, rien proposé à ma garnison, parce que je ne puis lui dire rien de fondé et rien d'avantageux ; j'attends les événements (Teissier, 469).

² Esterhazy à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II.

³ Renouard, 139.

⁴ Arch. guerre. Armée du Centre, état de situation du 3 septembre. Le 103^e régiment, écrit Esterhazy, est un régiment enragé, son arrivée a rendu douteuses la position du commandant et l'espérance du succès.

violé la personne sacrée du roi, on le tient emprisonné et menace ses jours ; nous vous adressons un exemplaire de la déclaration du 25 juillet, et vous exhortons à ne pas vous exposer aux exécutions militaires qui y sont annoncées. Les habitants de Longwy ignoraient, comme vous, ce qui s'était passé dans la capitale ; ils ont frémi en l'apprenant et se sont empressés de déposer entre nos mains l'expression de leurs sentiments. Hâtez-vous de faire les mêmes protestations. Wimpffen répondit, non pas aux princes, mais à l'armée impériale et prussienne : Nous gémissons avec vous, écrivait-il, sur les maux qui affligent la France. Nous ne partageons et ne partagerons jamais les crimes qui souillent les annales de notre révolution. Mais, citoyens français, nous sommes tout aussi peu disposés à nous soumettre au despotisme que vous nous offrez, et les princes savent bien, qu'à part opinion, un ensemble de gens d'honneur ne posent point les armes sur des invitations qui ne sont que des menaces.

Hohenlohe-Kirchberg se résolut à bombarder la ville. Il fit établir, dans la nuit du 5 au 6 septembre, deux batteries, l'une à la chapelle Sainte-Anne, sur la rive gauche de la Moselle, l'autre à Haute Yütz, sur la rive droite. Mais il fallut les avancer à quatre cents pas du glacis, au milieu d'une pluie battante, sur une terre détremnée, et les couvrir autant que possible par des gabions. Le bombardement ne dura pas deux heures, et les grenades autrichiennes n'allumèrent dans Thionville que trois petits incendies qu'on éteignit aussitôt. Les artilleurs de la place avaient riposté vigoureusement ; couchés à côté de leurs pièces, ils attendirent avec patience le premier coup de canon ; dès que s'ouvrit le feu, les batteries de la ville et du fort tirèrent sur l'assiégeant. Trois artilleurs ennemis furent tués sur leurs pièces ; huit autres, dont un major et un lieutenant, étaient blessés ; le prince de Waldeck eut le bras gauche emporté : J'emploierai l'autre, dit-il, à rétablir le roi de France sur son trône.

Les émigrés n'eurent pas une meilleure fortune. Le maréchal de Castries canonait le fort et le pont de la rive droite. Mais il n'avait que les deux pièces de 4 du régiment de Berwick que servaient les officiers du corps royal de l'artillerie des colonies. Ridicule démonstration, s'écrie Marcillac, contre une place régulièrement fortifiée !¹

Cet échec consterna les princes. Ils écrivirent à Hohenlohe-Kirchberg, le soir du 6 septembre : Manquer Thionville est peu de chose en soi-même ; mais que la première place attaquée par l'armée, aux ordres de Votre Altesse, n'ait pas été prise, est beaucoup pour l'opinion publique. Serait-il dit qu'au moment où Luckner abandonne Thionville à ses propres forces, nous renoncerons à prendre la place ? Non, Votre Altesse n'y peut consentir ; mais le temps passe, nous la conjurons d'envoyer sur-le-champ à Luxembourg l'ordre de faire avancer l'artillerie que nous lui demandons. On devait donner aux émigrés deux nouvelles pièces ainsi qu'un mortier, et déjà Crossard et deux autres officiers d'artillerie allaient reconnaître les chemins. Mais le maréchal Bender refusa d'envoyer aux princes un seul canon². Hohenlohe-Kirchberg dut se rendre à Clermont pour masquer les Islettes et quitta son camp le 10 septembre. Il ne resta devant Thionville qu'un corps très faible, commandé par le feld-maréchal comte Wallis ; 3 bataillons et 3 escadrons, sous le général Einsiedel, observaient la place ; 4

¹ Marcillac, 109, et Crossard, I, 8.

² Il y avait des pièces de gros calibre sans affûts ; le peu qui restait n'avait reçu aucune réparation depuis 1749 et se trouvait tellement pourri qu'il eût été impossible d'en faire usage. (Nassau-Siegen, 341.)

bataillons et 3 escadrons, sous le général Schröder, campaient à Richemont¹. Les princes partirent en même temps que Hohenlohe-Kirchberg, pour rejoindre l'armée prussienne avec leur cavalerie ; ils ne laissèrent devant la forteresse que l'infanterie sous les ordres du maréchal de Broglie².

Le siège de Thionville se transformait en blocus, et, selon le mot de Marcillac, en un blocus mal établi. -Il n'offre plus aucun incident remarquable. La garnison fit plusieurs sorties dans lesquelles se signala le futur général Krieg, qui devait prendre le commandement de la place après le départ de Wimpffen et de son successeur Saint-Hillier. Krieg était entré au service en 1756, et Kellermann venait de lui donner le brevet de lieutenant-colonel ; il surprit des postes, enleva des voitures de fourrages et détruisit un magasin de vivres³. A ce siège se signalèrent encore René Moreaux qui commandait le 1er bataillon des volontaires des Ardennes et assiégea Luxembourg en 1795 ; Sémélé, officier au 3e bataillon de la Moselle et, plus tard, lieutenant-général ; Hoche, qui servait comme lieutenant dans le 58e régiment. Hoche et Sémélé, dit un historien, allaient faire le coup de feu avec les vedettes⁴.

La population de Thionville avait autant de bonne volonté que la garnison. Elle était résolue à ne pas capituler ; nous ferons plutôt sauter la ville, écrivait le père de Merlin. Les *enfants de la Fensch*, comme se nomment les Thionvillois, placèrent sur le rempart un cheval de bois avec une botte de foin dans la bouche et cette inscription : *Quand le cheval mangera ce foin, Thionville se rendra*. Les femmes dansaient autour des batteries. Jamais, raconté un témoin oculaire, on n'avait vu une ville aussi tranquille et aussi gaie. Les canonnières de la garde nationale ne tiraient qu'à de rares intervalles, le soir, après le souper, et le matin, après le coup d'eau-de-vie. Mais ils étaient convenus de former une masse et de donner un prix à celui d'entre eux qui viserait assez juste pour démonter une pièce ou renverser un homme ; celui qui manquait, payait une amende⁵.

L'ennemi est plus sur la défensive que sur l'offensive, écrivait Wimpffen le 29 septembre à Kellermann. *Je suis plus tranquille qu'on ne l'est à Paris, et les coups de canon que je tire de temps à autre, ne sont que pour éloigner les curieux et les patrouilles un peu fortes, ou bien pour soutenir de petits enlèvements de bois où de fourrages*.

Tel fut ce siège qu'un émigré nommait plus tard une mystification. Il ne fit pas une victime parmi les assiégés. Le bombardement, qui ne dura que deux heures et demie (nuit du 5 au 6 septembre), ne brûla pas une toise de toiture et ne causa pas pour dix écus de dégât⁶. Un détachement de volontaires de Brest se trouvait dans la place ; il reconnut les officiers qui servaient dans le corps de la marine et

¹ Gebler, art. cité, p. 71.

² Cp. *Valmy*, p. 91-92 et 260.

³ *Krieg aux véritables républicains*, 1793, p. 11-13.

⁴ Teissier, 464.

⁵ *Lettres à Merlin*, *Moniteur* du 29 août et du 29 septembre ; d'Argens, 55.

⁶ Wimpffen à Pache, 5 février 1793. Aussi les administrateurs de la Moselle refusaient-ils les 30.000 livres destinées à réparer les dommages qu'avaient subis les habitants de Thionville ; la Convention dut décréter qu'ils accepteraient la somme (23 décembre, *Moniteur* du 24).

les salua par des injures **en vrai style de matelot** ; ces invectives, dit Las Cases, furent le plus grand mal qu'on se fit réciproquement¹.

Les bulletins triomphants de Wimpffen et les discours emphatiques de Merlin avaient trompé l'opinion sur la vigueur et la durée de la défense. Toute la France crut alors que Thionville luttait à outrance contre les ennemis et faisait, une de ces résistances héroïques et désespérées qui méritent place dans l'histoire. Mais ce siège retarda les opérations des alliés et rendit le courage à la capitale et aux provinces². La Commune de Paris arrêta que la rue Dauphine prendrait le nom de rue de Thionville. La Convention fit donner aux habitants un secours de 30.000 livrés, et placer dans la salle de ses séances, à côté des drapeaux enlevés à la garnison de Spire et à l'armée piémontaise, les boulets autrichiens que lui offrirent les Thionvillois. Le 19 septembre, pendant le blocus, la municipalité de Metz avait loué dans une adresse la bravoure de ses voisins ; **la qualité de citoyen de votre ville, disait-elle, deviendra désormais un titre dont les Français seront aussi jaloux que les peuples le furent de celui de citoyen de Rome**. Le 14 octobre, une députation de Messins alla féliciter la population de Thionville et lui porta une couronne civique qui fut promenée dans les rues et sur les remparts, aux sons de la musique³.

II. Les Autrichiens, commandés par le duc Albert de Saxe-Teschen, avaient fait d'abord de petites conquêtes. Le départ de Duval et de Beurnonville laissait la Flandre à leur discrétion. Il ne restait dans le nord que 9.000 hommes, sous les ordres du lieutenant-général Moreton. Le feld-maréchal La tour franchit la frontière le 5 septembre ; il enleva les postes de Lannoy et de Roubaix ; il prit les retranchements que les Français avaient élevés à Warneton, sur la Lys, et la petite ville de Comines ; il détruisit à coups d'obus quatorze bateaux chargés de vivres et de munitions. Moreton gardait encore le camp de Maulde avec onze bataillons et deux escadrons ; il jugea la position intenable et se retira le 7 septembre derrière la Scarpe, entre Bruille et Saint-Amand. Mais Latour attaqua son arrière-garde à Mortagne et à Château-l'Abbaye. Moreton se retira de nouveau sous les murs de Valenciennes, pendant que les Impériaux se rendaient maîtres de Saint-Amand et d'Orchies (8-10 sept.). Les avant-postes autrichiens poussaient jusqu'aux environs de Condé dont le gouverneur ouvrait les écluses⁴.

écluses⁴.

Mais le duc Albert voulait prendre Lille, et non Condé. Il lui semblait aisé de faire tomber la principale barrière du nord de la France ; comme Brunswick à Verdun et à Longwy, il terrifierait la bourgeoisie de la ville et enlèverait la capitulation à force de bombes. Il oubliait qu'il ne disposait, comme le reste des alliés, que de moyens insuffisants. Lorsque le corps de Beaulieu, qui venait de Mons, eut fait sa jonction avec le corps de Latour, les forces autrichiennes comprenaient 11 bataillons, 4 compagnies légères et 42 escadrons, c'est-à-dire 11.000 fantassins et 1.840 cavaliers. Ce n'était pas assez pour investir une ville d'un périmètre très considérable, et pour vaincre une garnison qui recevrait des renforts tous les

¹ Las Cases, *Mém.*, 20, et *Mémorial*, V, 227.

² Mallet du Pan à M. de Castries (*Moniteur* du 5 novembre), et Fersen, II, 34.

³ *Moniteur* des 22 et 29 septembre, des 2, 24 et 27 octobre, du 6 décembre 1792.

⁴ *Österreichische milit. Zeitschrift*, 1811, 297-298 : *Des Herzogs Albert von Sachsen Teschen Vertheidigung der Niederlande* par le capitaine J.-B. Schels, et *Tableau historique*, II, 145.

jours. Le pare d'artillerie ne renfermait que 50 canons et 42 mortiers ; encore étaient-ce de vieilles pièces ramassées de tous côtés dans les châteaux et les villes des Pays-Bas et mises tant bien que mal en état de servir ; vingt sortaient de l'arsenal d'Anvers ; six petits mortiers avaient été tirés de la citadelle de Namur¹.

L'armée du duc Albert se mit en marche le 24 septembre. Elle laissa 14 compagnies à Mons, et entre Mons et Maubeuge la division du feld-maréchal Lilien. Le colonel Kheim demeurait à Saméon avec 2 bataillons, 3 compagnies légères et 6 escadrons pour observer les garnisons de Valenciennes, de Douai, de Condé. Le corps d'émigrés que commandait le duc de Bourbon, restait cantonné près de Namur.

Ce corps de 4.000 hommes avait voulu se joindre aux troupes de Clerfayt qui faisaient la guerre en Champagne. Mais le feldzeugmestre déclara que ce secours lui serait inutile et qu'il ne pourrait l'accepter sans l'autorisation de l'empereur et du généralissime. Le duc de Bourbon n'avait pas de canons ; il demanda les pièces qu'on prendrait aux Français et offrit de les rendre après la campagne. Saxe-Teschen les lui refusa. Le duc Albert ne permit même pas aux émigrés d'entrer dans Namur ; ils durent s'établir aux environs. Deux témoins oculaires, le baron de Franclieu et le chirurgien Brillouet, ont retracé la triste situation de cette troupe qui s'intitulait *la noble armée française commandée par Mgr le duc de Bourbon*.

Nous sommes partis de Huy le 13, dit Brillouet, pour nous rendre à Marche-en-Famine par un temps épouvantable. Il fallait voir cette noblesse orgueilleuse marcher dans la crotte, lu havresac sur le dos, et camper dans les boues sous de mauvaises tentes de toile claire faites à Liège, à crédit. Une grande partie est v..... ou galeuse ; une autre, composée de vieillards, est accablée de catharres et de pituites ; une autre ; de mauvaises têtes qui, à cause qu'ils ont l'honneur d'être gentilshommes, ne se croient pas faits pour être menés comme des soldats. Personne n'est à sa place, chacun déserte le camp comme bon lui semble, pour se jeter dans les maisons. Cette armée traîne avec elle une quantité prodigieuse de bagages dont ces luxueux ne peuvent se passer à la guerre même et au sein de la plus grande misère. Si jamais elle est attaquée à la surprise par 1200 hommes seulement, elle sera ou tuée ou faite prisonnière².

Le baron de Franclieu écrivit le journal de la campagne ; il suffit d'en extraire quelques lignes :

L'armée était en grande partie sans armes, dénuée d'argent, sans tente, sans munitions. Le temps et la pluie et le vent froid et fort du nord fit beaucoup souffrir l'armée. Les villages n'offraient aucune ressource. On cantonna la plupart

¹ Schels, art. cité, 299-301

² Arch. guerre, 16 septembre, lettre de Brillouet à Gadoile, datée de Marche-en-Famine — *village*, disait Neuilly (*Souvenirs*, p. 53), *qui n'a pas volé son nom*. Voir *Invasion prussienne*, p. 273, la peinture des émigrés de Coblenz et de ceux qui suivaient les princes en Lorraine et en Champagne.

des compagnies à Marche-en-Famine et la cavalerie dans les villages... Il a presque toujours plu... La petite quantité de bottes de paille n'a pas permis celle des tentes qui sont un fumier¹.

Lille passait pour le chef-d'œuvre de Vauban. Sa citadelle, entourée d'un double fossé et d'un double chemin couvert, formait un pentagone régulier, armé de cinq bastions et de courtines protégées par des tenailles en terre. Les angles rentrants de l'avant-fossé étaient garnis, du côté de la campagne, par sept demi-lunes. La ville elle-même avait une enceinte que défendaient quatre ouvrages à corne et quatorze bastions couverts de demi-lunes et de tenailles. Elle renfermait de grands approvisionnements. La garnison comptait 7 à 8.000 soldats de ligne et volontaires, 1.200 cavaliers et 132 canonniers². Elle avait à sa tête le maréchal de camp Ruault. Le génie était commandé par le maréchal de camp Champmorin, le lieutenant-colonel Garnier et le capitaine Marescot ; l'artillerie, par le lieutenant-colonel Guiscard ; la garde nationale de la ville, par le brave Bryan³.

On ne veut que résumer les principaux événements de ce siège mémorable. Le 24 septembre, les chasseurs tyroliens occupèrent Hellemmes, après avoir refoulé dans le faubourg de Fives un détachement de hussards et repoussé sur le soir un bataillon de volontaires qui revenait à la charge. Le centre de l'armée de Saxe-Teschen s'établit à Fiers ; l'aile droite s'appuyait à Mons-en-Barœul ; l'aile gauche s'étendait au delà de Lezannes.

Le lendemain (25 sept.), des partis autrichiens, commandés par le général Sziarrai, se glissant dans les faubourgs, obligèrent les grand'gardes de se replier sur la lunette de Fives et dans les chemins couverts. On dut se résoudre à livrer aux flammes le faubourg Saint-Maurice et celui de Fives où l'ennemi pouvait s'abriter. Mais le bataillon belge ne parvint à détruire le faubourg de Fives qu'après un combat obstiné qu'il soutint dans les rues contre les chasseurs tyroliens.

¹ *Arch. nat.*, AA, 61, journal du baron de Franclieu. Cp. *Correspondance originale des émigrés*, II, 191, lettre à d'Arthaud, Namur, 8 octobre. *L'armée de Bourbon... ce fut, au luxe près, un camp de plaisance, et l'on n'y voyait que des femmes.*

² La garnison de Lille se composait, au 5 septembre 1792, de 4 régiments de ligne : le 15^e, le 24^e, le 56^e et le 90^e ; de 4 bataillons de volontaires : le 1^{er} de la Manche, le 1^{er} et le 3^e de l'Oise, le 4^e de la Somme ; du 6^e et du 13^e de cavalerie ; d'un escadron de hussards ; de 132 hommes du 3^e régiment d'artillerie. Le 11 septembre entra dans la place un bataillon de l'Eure ; le 14, un bataillon du Nord ; le 20, le 2^e de la Somme ; le 21, un bataillon du Calvados et un autre du Pas-de-Calais, ainsi que le 2^e des volontaires nationaux ; le 1^{er} octobre, les 74^e et 87^e d'infanterie et 6 bataillons de fédérés (6^e, 8^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e) ; le 4 octobre, le 22^e d'infanterie ; le 5 octobre, le 19^e d'infanterie. Voir sur le siège de Lille, sources françaises : le *Journal précis de l'attaque de Lille*, rédigé sous les yeux du conseil de guerre ; Blismon, *Hist. du siège de Lille en 1792*, Lille, 1842 ; Brun-Lavainne et Elie Brun, *Les sept sièges de Lille*, 1838 ; Derode, *Le siège de Lille en 1792*, 1842 ; journal du siège par Marescot (dans les *Relations des principaux sièges militaires* de Musset-Pathay, 1806, p. 209-226, et dans la *France militaire* d'A. Hugo, 1834, I, p. 13-16) ; sources allemandes : la *Geschichte der Kriege in Europa*, I, p. 114 et suiv. ; *Æsterr. milit. Zeitschrift*, 1811, I, p. 297 et suiv. ; Renouard ; p. 268-273.

³ Ruault ne commanda qu'au 29 septembre, lorsque le lieutenant-général Duhoux fut appelé à Paris, mais il eut tout l'honneur de la défense. Son aide-de-camp était le capitaine Morand, qui fut un des meilleurs généraux de l'Empire.

Cependant le feldzeugmestre Browne, chargé de diriger l'attaque, avait fait ouvrir les tranchées par l'ingénieur lieutenant-colonel marquis de Chasteller. Les travaux, entrepris avec la plus grande activité, furent achevés en quatre jours, malgré le mauvais temps, le petit nombre des pionniers et les sorties des assiégés. Le 26, les Autrichiens s'avançaient jusqu'à trois cents pas du faubourg des Malades, et le surlendemain, dans la nuit, ils avaient terminé les tranchées, établi cinq batteries de 29 pièces de canon, disposé les grils pour les boulets rouges.

Le 29 septembre, au matin, le major d'Aspre, suivi d'un trompette et de trois hussards, somma le commandant et le maire de rendre la ville. Les batteries, disait Saxe-Teschén, sont dressées et prêtes à foudroyer Lille, vous serez responsables envers les habitants de toutes les horreurs de la guerre. Ruault répondit que la garnison était résolue à s'ensevelir sous les ruines de la place, et le maire André répliqua, au nom du conseil de la commune : Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste ; nous ne sommes pas des parjures. Le parlementaire fut accompagné jusqu'à la porte Saint-Maurice par une population enthousiaste qui ne cessait de crier Vive la nation ! Vive la liberté ! Mort aux Autrichiens ! Une femme du peuple, saisie de rage, lança une brique dans le dos du trompette. Des plaisants attachèrent des cocardes tricolores à l'habit des hussards¹.

Le bombardement commence deux heures plus tard². Une grêle de bombes, d'obus et de boulets rouges s'abat sur la ville. Le feu prend en divers endroits, aux casernes de Fives, à l'église Saint-Étienne, à l'église Saint-Sauveur dont la flèche élançée s'écroule avec fracas. Le quartier Saint-Sauveur, le plus peuplé de Lille, devient la proie des flammes. Plusieurs familles, réfugiées dans les caves, sont étouffées par la fumée ou écrasées sous les débris de leurs maisons. La consternation se répand partout. On ne voit plus personne dans les rues et sur les places ; quelques habitants, soit malveillance, soit faiblesse, parlent déjà d'une capitulation prochaine ; Lille est en danger, écrit Labourdonnaye³, les mouvements de la population et les maisons brûlées qui les augmentent, sont nos plus grands ennemis.

Mais le conseil de guerre fait publier à son de trompe la proclamation suivante : Défendez vos habitations des flammes. Soyez assurés, soyez absolument sûrs que la République, riche de ses vastes domaines et des propriétés des émigrés, fera rebâtir vos maisons, vous indemniserà de toutes vos pertes. Le conseil de guerre en prend de nouveau l'engagement au nom de la nation entière débarrassée de ses tyrans. Les membres du conseil du district écrivent au conseil du département qu'ils ne broncheront jamais⁴. Les exhortations des magistrats, l'exemple des soldats de ligne et des volontaires, l'amour de la patrie l'emportent chez les Lillois sur la frayeur du premier moment. Les uns se portent aux remparts ; les autres, postés sur les toits ou sur le seuil des maisons, s'efforcent d'arrêter nuit et jour les progrès de l'incendie. On s'accoutume au feu roulant des canons et des mortiers ; on voit venir les bombes ; on reconnaît les boulets rouges, on les saisit avec des pinces, des tenailles ou de grandes cuillers en fer

¹ Blismon, 43 ; Derode, 34-35.

² A trois heures.

³ Labourdonnaye à Servan, 29 septembre (arch. guerre) et relation de Marescot.

⁴ *Moniteur* du 5 octobre.

fabriquées exprès, on les jette dans les ruisseaux ou dans des chaudrons d'eau placés à chaque étage et devant chaque porte. Dès qu'un projectile éclate dans une maison, les habitants du quartier accourent de tous côtés pour le ramasser et l'éteindre.

Les rues n'avaient pas été délavées¹. On les couvrit de couches épaisses de fumier qu'on arrosa d'eau à différentes reprises. On mit aussi de gros tas de fumier dans les greniers. On réunit un grand nombre de pompes qu'on dirigeait avec promptitude sur les endroits les plus menacés. On disposa de distance en distance des réservoirs d'eau. Les incendies devinrent plus rares et on s'en rendit maître aisément. Peu à peu les Lillois vécurent au milieu de la canonnade comme en pleine paix. On riait du danger, on devenait téméraire, on rivalisait de courage et de crânerie. Des femmes, des enfants se disputaient le périlleux plaisir de courir après les boulets ou d'arracher la mèche enflammée des bombes. Les scélérats, disait-on², ils n'auront pas la ville pour cela ! Un barbier ramassait un éclat de bombe et en faisait un plat à barbe pour raser ses clients, à l'endroit même où le projectile était tombé³. Le capitaine des canonniers lillois, Ovigneur, voyant sa maison incendiée, disait tranquillement qu'il restait à son poste et rendait feu pour feu. Un boulet perça le mur de la salle où s'était réuni le corps électoral et passa entre le secrétaire et le curé de Marchiennes ; je propose, s'écria le curé, de déclarer ce boulet en permanence, il témoignera de notre fermeté et de notre assiduité aux séances⁴.

Le bombardement dura, sans se ralentir, du 29 septembre au 3 octobre. Pendant ces cinq jours 30.000 boulets rouges et 6.000 bombes, remplies pour la plupart de clous, de morceaux de fer et de mitraille, tombèrent dans la ville. Le ciel semblait embrasé, et à la lueur des incendies, les Lillois pouvaient lire le journal en pleine nuit comme en plein jour.

Mais l'investissement de Lille n'était pas complet. Vainement le colonel Mylius occupait Quesnoy sur Deule à l'aile droite des assiégeants et poussait des détachements de cavalerie sur la rive gauche de la rivière jusqu'au canal de Douai. Vainement le colonel Kheim envoyait ses hussards et ses uhlands jusqu'à Haubourdin. Faute de troupes⁵, le duc de Saxe-Teschen n'avait pu former autour de la ville une barrière continue et ses positions ne s'étendaient que de la basse Deule — le Trou, la Madeleine, etc. — jusqu'à l'embranchement des routes d'Arras et de Douai. Son aile gauche était si faiblement couverte que le 27 septembre, 5.000 hommes des garnisons du Quesnoy, de Bouchain, de Valenciennes, de Douai, de Condé, commandés par le maréchal de camp Ferrand et traînant avec eux douze pièces de canon, s'emparèrent de Saint-Amand⁶.

¹ Pour ne pas ralentir les mouvements de la garnison.

² *Moniteur* du 5 octobre.

³ Le fait est authentique. Le barbier se nommait Maes et la bombe éclata dans la rue du Vieux-Marché-aux-Moutons (Brun-Lavainne, p. 473, note).

⁴ *Moniteur* du 5 octobre, et Brun-Lavainne, *Annales des canonniers de Lille*. Ces canonniers, qui méritaient leur renom de bravoure et d'adresse, formaient deux compagnies, chacune de 110 hommes, sous le commandement de Nicquet et d'Ovigneur.

⁵ Il eût fallu, reconnaît Schels (art. cité, 304), 40.000 hommes, et l'on n'avait que 10.896 fantassins et 1.840 cavaliers.

⁶ Cette expédition fut inutile. Les soldats se débandèrent, s'enivrèrent, pillèrent les maisons. Il fallut appeler en soutien une réserve de 1.200 hommes que dirigeait Lamarlière. On craignit d'être attaqué par les Autrichiens du camp de Maulde, et par ceux

Lille conservait donc ses communications avec l'intérieur et recevait des secours dont l'ennemi n'osait empêcher l'entrée. Cassel lui envoyait treize rasières de blé et deux mille quatre cents pains ; La Ventie, quinze voitures de farine, et Cambrai, de la viande salée. Les villes d'Aire, d'Armentières, d'Arras, de Bergues, de Béthune, de Cassel, de Dunkerque, de Saint-Omer envoyaient leurs pompes¹. Le 1er octobre, le maréchal de camp Lamarlière arrivait avec deux régiments d'infanterie, six bataillons de volontaires et trente-sept canonniers de Béthune. Le 4 et le 5 octobre deux autres régiments d'infanterie entraient dans la place. Le soir du 5, à huit heures, se présentaient devant le conseil de guerre six commissaires de la Convention, Daoust, Doulcet, Delmas, Duhem, Duquesnoy, Bellegarde ; ils annoncèrent que l'Assemblée avait voté un secours de six millions à l'héroïque cité.

Mais déjà les assiégeants se décourageaient. Ils manquaient de munitions, et leurs pièces étaient pour la plupart démontées ou hors de service à force de tirer. Dès le 2 octobre leur feu perdait de sa violence. Il reprit le 4, de huit heures jusqu'à onze avec une abondance effroyable². Mais le 5, les Impériaux ne lançaient plus de bombes et de boulets rouges qu'à de rares intervalles ; ils chargeaient leurs pièces avec des pierres, des chaînes, des barres de fer. On dit même que les poids de l'horloge de Fives leur servirent de projectiles³.

Le 6 octobre, le jour même où l'armée de Dumouriez quittait Sainte-Menehould pour marcher sur Vouziers et de là sur les Pays-Bas, le duc de Saxe-Teschen prenait le parti de lever le siège. Tout lui conseillait cette résolution : la supériorité de plus en plus évidente de l'artillerie de la place⁴, les secours que les assiégés ne cessaient de recevoir, la nouvelle de la retraite des Prussiens et des succès de Custine. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, les Autrichiens reculèrent derrière la Marque, à mi-chemin de Tournay. Ils ne perdaient que très peu de monde, car leurs tranchées avaient jusqu'à huit banquettes, et en certains endroits douze pieds du sommet du parapet jusqu'au fond. Leur bombardement fit de nombreuses victimes. Plus de sept cents maisons étaient brûlées et beaucoup d'autres criblées de boulets, il n'en est presque pas une, dit Marescot, qui ne porte des marques particulières du malheur général. Les faubourgs de Saint-Sauveur et de Fives n'étaient plus qu'un amas de décombres. Mais la défense de Lille avait offert à la France l'exemple du dévouement civique s'unissant au courage militaire. La résistance extraordinaire de cette place, écrivait Archenholz, où aucun tumulte ne se produisit sous la pluie des boulets rouges, où la population n'essaya même pas de forcer le gouverneur à capituler, est une sorte d'éloquence qui réfute les beaux discours des émigrés⁵. La Convention décréta que la ville avait bien mérité de la patrie, et la Commune de Paris arrêta que la rue Bourbon prendrait le nom de rue de Lille qu'elle a depuis conservé.

d'Orchies et de Marchiennes. Il fallut évacuer de nouveau Saint-Amand (*Moniteur* du 1er octobre, lettre de Moreton).

¹ Dunkerque envoya cinq pompes en poste.

² Journal du conseil de guerre.

³ Blismon, 51.

⁴ Schels, article cité, p. 907

⁵ *Minerva*, novembre 1792, p. 121.

CONCLUSION

I. Mot de Steuben. Les douze fautes des alliés. La plus grave. Les Islettes. La pluie et la boue. Infériorité numérique. L'armée française. Les levées. La population. — **II.** La campagne au point de vue militaire. Une leçon qui ne profite pas. — **III.** Conséquences.

I. L'Allemand Steuben, qui défendit avec Lafayette la cause de l'indépendance américaine, apprit dans sa ferme, sur les bords du lac Oneida, la retraite des Prussiens. La nouvelle lui parut invraisemblable. **Non, s'écriait-il, c'est impossible ; jamais je n'ai vu fuir l'aigle prussienne ; les Français ont menti.** Il dut pourtant se rendre à l'évidence ; mais il hochait la tête et croyait à quelque trahison ; il y a là-dessous, disait-il, une intrigue diplomatique, et je vais écrire au prince Henri pour savoir la vérité¹.

La vérité, assure Dumouriez dans ses Mémoires, c'est que Brunswick commit douze fautes, ni plus ni moins, et le général les énumère avec complaisance : le duc n'attaqua pas Montmédy : il ne marcha pas sur le camp de Sedan après la fuite de Lafayette ; il ne se saisit pas des Islettes après la prise de Verdun ; il n'assaillit pas les Français dans leur marche sur Grandpré ; il perdit en son camp de Regret un temps précieux ; il ne cerna pas l'adversaire après le succès de la Croix-aux-Bois ; il ne profita pas de la panique de Montcheutin ; il permit à Beurnonville et à Kellermann de secourir Dumouriez ; il laissa les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg se morfondre devant les Islettes au lieu de les détacher dans le Barrois ; il canonna les Français à Valmy au lieu de les charger brusquement dès son arrivée sur le champ de bataille ; il tenta de déloger Dumouriez de Sainte-Menehould au lieu de se porter en droiture sur Châlons ; enfin, lorsqu'il repassa les défilés de l'Argonne, il était trop tard pour s'emparer de Sedan et de Montmédy².

Toutes ces fautes ne nous semblent pas évidentes ; mais la plus grave que Brunswick ait certainement commise, et la plus incontestable, ce fut de s'enfoncer dans l'Argonne et de remonter vers Grandpré, au lieu de se diriger par sa gauche sur Bar-le-Duc et Saint-Dizier, ou mieux encore d'attaquer hardiment les Islettes et de culbuter Dillon. L'armée prussienne s'engagea par un long boyau dans des routes peu praticables et sur le plus mauvais terrain. Deux jours de mouvements pénibles et de rudes secousses suffirent pour détraquer cette machine si lourde et si compliquée. **Devait-on, dit un historien militaire, enfourner une grande armée dans des gorges et la concentrer dans des défilés ?**

¹ Kapp, *Leben des amerikanischen Generals Fr. W. von Steuben*, 1858, p. 61.

² Dumouriez, *Mém.*, I, 322-328.

Ne devait-on pas gagner les plaines pour se servir de la cavalerie et faciliter les déploiements ?¹

Ce fut l'erreur capitale de la campagne et les alliés la reprochèrent très amèrement à Brunswick. Goethe assure qu'à son retour, lorsqu'on analysait les causes de la défaite, le nom des Islettes revenait à tout instant dans les conversations. Evidemment, on blâmait le généralissime de n'avoir pas osé forcer la position que défendait Arthur Dillon. On rappelait que Kalkreuth avait inutilement proposé de se saisir de cet important passage. On quitta le grand chemin, disait Lombard, et on tourna à droite au lieu de suivre directement la route de Paris et de passer sur le ventre à l'armée française en sacrifiant quelques milliers d'hommes. Je croyais pourtant que, lorsqu'on acceptait la guerre, on acceptait aussi les sacrifices qu'elle exige, et qu'il valait mieux perdre 5.000 hommes, s'ouvrir le chemin de Paris, sauver ainsi les chevaux, les vivres et la santé de l'armée que de faire périr dix mille hommes au camp de Hans par les maladies sans aucune utilité et sans aucun succès².

Aux fautes militaires des alliés se joignirent les obstacles imprévus que leur opposa la mauvaise saison.

Brunswick disait à Goethe qu'il rencontra le 6 octobre sur la route de Consenvoye : Vous pourrez témoigner que nous sommes vaincus par les éléments. On a vu en effet que pendant toute l'expédition la pluie ne cessa de tomber avec une violence extraordinaire. La Révolution avait mis le temps même de son parti. Les coalisés durent marcher et camper au milieu d'averses implacables, sous un ciel toujours sombre, dans les boues les plus épaisses et les plus tenaces. Avant l'affaire décisive de Valmy, bien des chevaux s'étaient abattus et bien des soldats malades avaient dû rester dans les hôpitaux malsains de Longwy, de Verdun et de Grandpré. La halte fatale de neuf jours qui suivit le combat du 20 septembre, acheva l'épuisement moral et physique des troupes prussiennes. Elles étaient dans l'eau, dit Lafayette, et réellement embourbées³. Valentini rappelle dans ses Souvenirs que Napoléon conserva par une médaille le souvenir de sa malheureuse campagne de Russie qui vingt ans après, renouvela la même catastrophe dans de plus grandes proportions ; cette médaille représente l'armée française sous la figure d'un vigoureux géant qui se retire avec lenteur du territoire ennemi et ne cède qu'aux éléments ; derrière lui se précipitent Eole et son cortège ; on pourrait, ajoute Valentini, si le sujet se prêtait à l'art, représenter encore avec plus de raison la plus sale des déesses, la Boue, qui défend le sol de la France républicaine⁴.

Mais, lors même que le temps eût favorisé les opérations des alliés, que pouvaient faire les 5.600 Hessois du landgrave, les 15.000 Autrichiens de

¹ Liger, *Campagne des Français*, I, 42. Il ajoute que le général Rochedragon, qui connaissait l'Argonne, l'assura dès les premiers jours que, d'après ses plans d'attaque, l'ennemi serait forcé de rétrograder. Comparez Lafayette, *Mém.*, IV, 336.

² Lombard, *Lettres*, 315 et 319 ; Goethe ; Ferrières, *Mém.*, III, 245. C'est en ce sens qu'on a dit que le poste des Islettes a décidé du destin de l'Europe (Peltier, 51).

³ Lafayette, *Mém.*, IV, 337.

⁴ Valentini, 12 : Ah ! s'écriait un émigré, les sans-culottes ont de fières obligations à cette pluie ! (*Moniteur* du 24 octobre). Enfin, dit Dampmartin dans son style emphatique (*Mém.*, 295), apparaît la main surnaturelle qui conduisit la puissance révolutionnaire... 70 jours d'une pluie abondante et continuelle désorganisent des troupes que l'Europe étudiait comme des modèles, de même que le froid du nord devait terrasser là grande armée.

Clerfayt et les 42.000 Prussiens de Brunswick ? Ces forces n'étaient pas suffisantes pour soumettre la France. On avait cru, sur la foi des princes et de leur entourage, que l'armée de ligne se joindrait aux envahisseurs ; que les commandants des forteresses hisseraient le drapeau blanc dès que retentirait le premier coup de canon ; que l'expédition ne serait qu'un voyage de plaisance. On reconnut trop tard que les émigrés avaient menti¹. Au lieu de faire une simple démonstration, il fallut se battre ; il fallut s'avancer péniblement à travers des difficultés inattendues ; il fallut se résoudre à perdre du monde, à courir les risques d'une véritable guerre, à payer d'un sang précieux chaque parcelle de terre qu'on gagnait. Mais les alliés connaissaient leur faiblesse numérique ; ils sentaient, selon le mot de Massenbach, qu'ils avaient entamé leur entreprise avec trop peu de ressources², et, comme disait un correspondant du *Moniteur*, qu'ils n'avaient pas proportionné leurs moyens à la grandeur de leurs projets³ ; ils comprenaient qu'une armée ne voyage pas en chaise de poste et ne trouve pas d'abri dans les auberges⁴. De là, les tergiversations de Brunswick et l'allure traînante de l'expédition. On était trop loin de la Prusse pour recevoir à temps des renforts. Au lieu de s'accroître, comme on l'avait espéré, et de se grossir des partisans de la royauté, l'armée diminuait tous les jours. Plus elle avançait, plus elle devait laisser de troupes derrière elle pour garder ses communications. Sa ligne d'opérations s'allongeait d'une manière effrayante et la marche des alliés, dit Beaulieu⁵, bordée de gens armés dans une étendue de trente lieues, ressemblait à une procession dont on venait honorer le passage. Au bout de quarante jours, après avoir vu de loin les clochers de Châlons, on rebroussa chemin. Des émigrés furieux reprochèrent au prince royal de Prusse de n'avoir pas livré bataille. Avez-vous tenu, leur répondit-il, ce que vous avez promis, et notre armée devait-elle se sacrifier pour vous ?⁶

On conçoit difficilement, écrivait Peltier, que Brunswick ait pu se charger d'un rôle pareil avec aussi peu de moyens ; il ne devait pas lui rester 30.000 hommes en arrivant à Paris ; il fût donc venu présenter un squelette d'armée aux portes de la capitale et faire prendre dans le même filet lui, son roi, les princes, la noblesse et toute l'Europe⁷.

Toutefois les pluies et les fanges de l'Argonne, les fautes des alliés, leur petit nombre, la contagion qui désola leur armée, ne sont pas l'unique cause de leur insuccès. On sait ce que fut la résistance nationale, d'abord molle, puis vigoureuse ; les alliés ne la prévoyaient pas ; elle les troubla et les déconcerta.

¹ Es ist doch eine Täuschung geschehen, disait Archenholz (*Minerva*, novembre 1792, p. 197).

² *Mém.*, I, 31.

³ *Moniteur* du 30 octobre, lettre de Hambourg.

⁴ Wagner, *der Feldzug der preuss. Armee am Rhein*, 1795, p. VIII.

⁵ Beaulieu, *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution de France*, IV, 175.

⁶ *Réminiscences*, 164 (7 octobre).

⁷ Peltier, 50. Comparez Hüffer, *Österreich und Preussen*, 1868, I, 33. — Les armées de la coalition, a dit Bugeaud, étaient fort peu nombreuses ; si l'ennemi avait concentré 100.000 hommes dans cette première campagne, il serait venu à Paris. — Le père de Lossberg était gouverneur de Cassel au début de l'expédition. Son fils lui dit en partant : Je vous écrirai de Paris. — Mon fils, lui répondit-il, c'est peut-être moi qui verrai les Français apparaître ici, sur la place Frédéric, et, j'en ai peur, lorsque je vois entreprendre avec si peu de forces cette malheureuse guerre. (Lossberg, art. cité, p. 15).

Ils trouvèrent dans l'Argonne et sur le tertre de Valmy la plus grande partie de l'armée régulière¹. Billaud-Varennes écrivait de Châlons qu'il entendait faire à chaque instant cette question : **Que sont devenues nos troupes de ligne ?**² Ces troupes de ligne étaient avec Dumouriez, avec Kellermann, avec Custine et Montesquiou, et faisaient la principale force des armées de la défense. **La plupart des combattants, dit un officier prussien, étaient des soldats des troupes régulières, bien exercés, qui avaient servi dans la guerre de Sept-Ans, où en Corse ou en Virginie et senti assez de poudre**³. La cavalerie pouvait se mesurer avec les fameux hussards de Wolfradt. L'artillerie était incomparablement supérieure à celle des alliés. Cette armée de ligne **remplie de courage et bien commandée**⁴ suffisait à tenir en échec les forces des coalisés. Elle doit, avait dit le ministre Narbonne, **être avide des sacrifices que redoutent les ennemis, des sacrifices dont ils aiment à la défier, des sacrifices qui n'appartenant pas à l'élan d'un moment, présentent à l'Europe le sentiment qui doit le plus imposer, la persévérance**. Elle eut cette noble persévérance que Narbonne lui recommandait ; elle supporta tout avec un courage infatigable, les privations, les marches sous la pluie, les fangeux bivouacs ; elle ne désespéra pas de la victoire ; elle regarda intrépidement les soldats de Frédéric et subit leur feu sans broncher. Ce n'était plus l'armée royale ; c'était l'armée de la Révolution, qui, depuis le retour de Varennes, ne criait plus que **Vive la Nation !** et qui, animée et pénétrée de l'esprit nouveau, avait juré de mourir pour la patrie. **Si nous avons ce bonheur, disait en juillet 1791 le carabinier Huguenin devant la Société des Amis de la Constitution, à Strasbourg, nos froides cendres ne cesseront de répéter en leur langage muet : nous sommes les restes d'hommes qui ont vécu et combattu pour la liberté, et qui ont été martyrs pour établir son règne, suivez leurs traces !** Le carabinier Cariet offrait, en janvier 1792, à la même Société le sixième de sa paie et ajoutait : **Il viendra ce jour heureux où le Français reprendra son audace et sa noble fierté ; il s'armera pour exterminer le despotisme. Qu'il s'arme ; qu'il porte dans le camp ennemi la mort et l'effroi. Je sacrifierai volontiers ma vie pour seconder ses efforts guerriers. Vivre libre ou mourir, c'est le cri unanime et les carabiniers n'auront jamais d'autres sentiments**⁵. Ce furent ces carabiniers, si passionnément attachés à la Révolution, qui soutinrent, près de l'auberge de la Lune, le premier effort des Prussiens.

L'armée de ligne fut d'ailleurs secondée par les volontaires de 1791 auxquels elle donnait l'exemple de l'endurance et d'une tranquille bravoure. Aguerri par dix mois d'exercices et par le contact incessant des vieux régiments, les volontaires de la première levée avaient fini, malgré quelques défaillances inévitables, par rivaliser de courage, de sang-froid et de patience avec les troupes de ligne⁶.

¹ En somme 44 régiments (ou premiers bataillons) d'infanterie et 34 régiments de cavalerie.

² Lettre du 9 septembre (arch. guerre).

³ Témoin oculaire, II, 130. Comparez au *Moniteur* du 14 novembre la lettre évidemment évidemment authentique d'un officier prussien : **Nous avons trouvé de beaux hommes, et la cavalerie parfaitement bien montée ; leur subordination est aussi bonne que celle de nos troupes ; nous leur avons vu faire des évolutions que nos généraux n'ont pu s'empêcher d'admirer. Leur artillerie est très bien servie.**

⁴ Meillan, *Mém.*, 8.

⁵ Discours de Huguenin et lettre de Cariet. Heitz, *Les Sociétés politiques de Strasbourg*, 1863, p. 162 et 172.

⁶ Voir *Invasion prussienne*, p. 71-78.

La France avait donc une armée valeureuse, patriotique, capable de la sauver. Les chasseurs à cheval de Deprez-Crassier qui se battaient avec fureur à Aumetz et à Fontoy en criant **vive la liberté et l'égalité** ; les canonniers de Longwy dont les émigrés admiraient l'attitude martiale ; Beaurepaire se tuant pour ne pas capituler ; le jeune lieutenant-colonel Marceau qui voulait tenir deux jours de plus dans Verdun et qui, sous les feuillées du bois de Courrupt, encourageait ses compagnons et les menait à la poursuite des Hessois ; le soldat inconnu qui, en sortant de Verdun, criait fièrement aux ennemis **au revoir, dans les plaines de Champagne !** ; les troupes du camp de Grandpré qui suppliaient Dumouriez de les conduire au feu et repoussaient au Morthomme et à Saint-Juvin les Prussiens de Kalkreuth et de Hohenlohe ; les bataillons de Chazot qui emportaient le défilé de La Croix-aux-Bois la baïonnette en avant ; les officiers de l'état-major et le vieux maréchal de camp Duval que le major Massenbach ne pouvait voir sans respect ; ces Alsaciens, faits prisonniers à Grandpré, qui refusaient de s'enrôler dans le régiment du prince royal de Prusse ; le canonnier de Montcheutin qui se mettait à cheval sur sa pièce, le sabre au poing, et se laissait hacher par les hussards plutôt que de se rendre ; les cavaliers de Stengel qui escarmouchaient audacieusement avec ceux de Köhler ; les vétérans du camp de Maulde qui venaient gaiement partager à Sainte-Menehould la fortune de Dumouriez ; tous les combattants du 20 septembre, et les carabiniers de Valence, et les cuirassiers de Pully, et les dragons du duc de Chartres, et les artilleurs de d'Aboville et de Senarmont, et les fantassins de Linch et de Muratel, que de braves gens barraient à l'envahisseur le chemin de Paris !

Enfin cette armée avait une réserve immense et qui semblait formidable. La France entière se dressait contre l'étranger. Au bruit des clameurs qu'excitait l'invasion, à la nouvelle de l'élan unanime de la jeunesse qui se jetait dans les camps, à la vue des masses que soulevait le sentiment national, les alliés jugèrent la partie perdue. L'appareil de nos forces, dit Couthon, avait fait pâlir les rois de l'Europe¹.

Ajoutons que, par bonheur, les provinces que foula la guerre, étaient les plus patriotiques de France et les plus dévouées au nouvel ordre de choses. Avec quelle haine les populations rurales de la Lorraine et de la Champagne avaient protesté contre cet ancien régime sous lequel elles ne tiraient de la terre **rien ou presque rien** et devaient **péniblement végéter dans un état d'angoisses et de privations continues** ! Avec quel enthousiasme elles avaient salué cette bienfaisante Révolution qui détruisait les droits seigneuriaux et les subsides dont **l'exorbitance l'accablait**, les corvées et prestations de toute sorte, la dîme qu'elles payaient au clergé² ! La région où pénétraient les alliés, s'était déclarée avec enthousiasme pour les résultats de la journée du 10 août, parce qu'elle ne considérait que le danger imminent de l'invasion étrangère. **Les décrets de l'Assemblée**, écrivait le district d'Epernay, **ont sauvé la France**, et la municipalité de cette ville envoyait, comme don patriotique, mille boisseaux de blé à l'armée de Dumouriez³. Si 15 volontaires du 2e bataillon de la Meuse quittèrent leurs

¹ *Correspondance* de Couthon, 1872, p. 198. Comparez les *Lettres* de Lombard, le mot de Caraman, plus haut, part II, c. IV, et Ségur, *Hist. de Frédéric-Guillaume*, II, 295 : **Même après avoir vaincu Dumouriez, la position du roi n'aurait pas été moins critique, puisqu'à mesure qu'il se serait avancé, il se serait vu entouré par les bataillons de volontaires qui se levaient et s'armaient dans toutes les parties de la France.**

² Cahier du bailliage de Toul, *Archives parlementaires*, VI, 13.

³ *Moniteur* du 21 août et du 4 octobre.

drapeaux pour retourner à Verdun après la capitulation du 2 septembre¹, le fils du procureur Viart allait s'engager, les habitants de l'Argonne se formaient en compagnies de francs-tireurs, une foule de jeunes gens de Stenay, de Mouzon, de Charleville, de Reims, d'Épernay, de Vitry-le-François s'enrôlaient pour défendre la frontière de Champagne et se joindre aux quatre bataillons de volontaires que le département de la Marne avait levés en 1791 et qui combattaient dans les rangs de l'armée de Dumouriez². Cette évidente hostilité de la population découragea les alliés. Pas un Français, écrit Lombard, ne venait à nous, et la méchanceté des habitants faisait tout ce qu'il était possible pour empêcher nos plans. Les paysans fuyaient dans les bois, nous cachaient ce qu'ils pouvaient, et donnaient tout abondamment aux Français qu'ils aidaient à épier et à inquiéter nos transports. La France entière — ajoute le secrétaire royal — n'a qu'une voix sur la Révolution, et le péril commun a réuni tous les partis. Quelques nobles, quelques prêtres, et quelques valets qui vivent des uns et des autres, n'ont aucune importance. Tous savent et sentent qu'ils étaient foulés aux pieds et ne le seront plus ; qu'ils paieront volontairement les impôts qu'on leur imposait par la violence ; qu'on mettait toute la classe pauvre au rang des brutes et que leurs chefs actuels ne sont que leurs égaux. Voilà les faits, et tant qu'ils resteront irréfutables, tous les princes d'Europe pourront entrer en France ; au milieu même des plus brillants succès, ils ne verront pas un seul Français venir au-devant d'eux³.

Aussi la désillusion des alliés fut-elle prompte. Ils comprirent que la France n'accepterait jamais l'ancien régime qu'ils venaient rétablir. Quelques jours après Valmy, le prince Louis-Ferdinand parcourait, avec l'émigré Marcillac, la ligne de l'armée de Dumouriez et de Kellermann : A quoi bon se battre, lui dit-il⁴, nous ferons tuer des hommes, et voilà tout ; mais nous ne sauverons pas Louis XVI ; les Français ne veulent plus de roi ; je suis allé dans leur camp ; c'est le cri de tous les soldats. Les coalisés savaient donc qu'ils n'atteindraient pas le but de l'expédition. Ils étaient certains que Louis XVI restauré ne remettrait pas la France sous sa loi. Aurait-il pu, avoue Bouillé, maintenir la portion d'autorité qu'on lui aurait rendue⁵ ? Croit-on, s'écrie Archenholz, que le peuple français aurait rejeté loin de lui la liberté dont il avait joui pendant quatre années, et qu'il aurait gardé la tranquillité que lui imposeraient les alliés victorieux⁶ ? Dès le 3 octobre, Mercy reconnaissait que l'entreprise de rétablir d'emblée la monarchie était une *chimère*, une *désastreuse folie* ; on essaie, disait-il, de rétablir un ordre de choses détruit sans retour et de détruire des choses indestructibles⁷.

¹ Arch. de l'Hôtel-de-Ville de Verdun, I, p. 15, lettres de Ligniville et du capitaine Belille, 28 octobre.

² Comparez *Valmy*, p. 161, composition de l'armée de Dumouriez, et les *Mém.* du général, I, 301, la Champagne avait fourni beaucoup de soldats dans cette armée.

³ Lombard, *Lettres*, 314-316 : Aller à Paris, s'écrie Gaudy, à travers une contrée où tout paysan était un ennemi ! (*jeder Bauer ein Feind*, p. 22). Comparez *Invasion prussienne*, p. 116, 217, 296 et *Valmy*, p. 76-77, 106-107, 253.

⁴ Marcillac, *Mém.*, III.

⁵ Bouillé, *Mém.*, 340.

⁶ Archenholz, *Minerva*, novembre 1792, p. 119.

⁷ *Correspondance entre Mirabeau et La Marck*, III, 347-350. Le 24 janvier 1792, Kaunitz Kaunitz prévoyait ce résultat : La guerre, disait-il, attirera à Louis XVI une plus rude captivité, et, en cas de victoire, on ne pourra, compter sur la durée de la monarchie restaurée que tant que les armées étrangères demeureront en France. (Vivenot, *Quellen*, I, 343).

II. Telle fut cette singulière campagne, la première de cette guerre qui devait mettre aux prises, pendant vingt-trois années, la France et l'Europe. Elle n'a rien de grand ni d'éclatant si on l'examine au point de vue stratégique, pas de conceptions supérieures, pas de combinaisons hardies et brillantes. Des deux côtés, les généraux tâtonnent et sont au-dessous de leur tâche ; toutes les opérations, dit Jomini, furent marquées au coin de la médiocrité. Les soldats mêmes ne montrent pas encore les qualités qu'ils déploieront plus tard ; il y a dans les deux partis, même chez les vieilles troupes des alliés, une grande inexpérience de la guerre. **Au siège de Thionville, écrivait Las Cases, la plus petite sortie mettait toutes nos forces en l'air, la moindre circonstance était un événement, nous étions étrangers à tout ; heureusement nos adversaires n'en savaient pas plus que nous ; tous étaient pygmées alors, bien qu'en très peu de temps on ait trouvé des géants partout**¹.

Cette campagne n'est intéressante que par ses épisodes, par ses péripéties peu sanglantes, mais profondément émouvantes. Les deux adversaires font assaut de maladresse ; si l'un commet une faute, l'autre la répare, pour ainsi dire, en commettant une erreur plus grande encore. Dumouriez se met trop tard à la tête de l'armée de Lafayette, mais Brunswick n'a pas osé marcher sur Sedan. Dumouriez ne se saisit des défilés de l'Argonne qu'à l'extrémité et lorsqu'il voit les ennemis à portée ; mais le duc néglige de le prévenir. Dumouriez laisse prendre La Croix-aux-Bois, mais les Prussiens qui peuvent le tourner, ne l'inquiètent pas dans sa retraite et lui donnent le temps de se mettre en mesure. Kellermann et Beurnonville arrivent lentement au secours de Dumouriez, mais les alliés ne font rien pour empêcher cette jonction. Finalement le nombre décide du succès. Les coalisés ont d'abord la supériorité numérique ; mais plus leur mouvement agressif se prononce, plus leurs ressources diminuent et se fondent ; chaque pas qu'ils font en avant augmente leur misère, et bientôt ils sont hors d'état de rien entreprendre. Les Français, au contraire, se fortifient à mesure qu'ils reculent. Au bout de quatre semaines, l'équilibre est rétabli ; les envahisseurs s'arrêtent, la diplomatie prime la guerre, et cette armée, dit Ségur², **qui prenait les villes en passant et devait arriver à Paris sans obstacle, n'emporte que la honte qui suit une entreprise annoncée avec tant de pompe, accompagnée de tant de menaces, conduite avec si peu de prudence, soutenue avec si peu de fermeté et terminée par un dénouement si ridicule.**

Mais la leçon ne profita pas aux alliés. L'expédition de Brunswick était, selon le mot d'un historien allemand, à la fois un pronostic et un avertissement³. En vain vain les puissances étrangères recommenceront la lutte contre la France ; leurs efforts échoueront en 1793 et en 1794 comme en 1792 ; de même que la campagne de l'Argonne, et, pour les mêmes causes, les campagnes de Flandre, du Palatinat, de l'Alsace seront inutiles et désastreuses. Les coalisés oublieront toujours qu'il faut, suivant l'expression de Peltier, frapper fort et frapper vite, ou, comme disait le prince de Ligne, tonner et étonner⁴. Ils hésiteront toujours à mettre sur pied des forces supérieures à celles de l'adversaire. Ils se feront des promesses qu'ils ne tiendront pas, et justifieront cette parole de Bombelles que,

¹ Las Cases, *Mémorial*, III, 228 ; comparez Jomini, II, 111.

² *Hist. de Frédéric-Guillaume II*, II, 296.

³ Manso, I, 251.

⁴ Peltier, 60 ; prince de Ligne, *Mém. et mélanges*, III, 191 (des plans de campagne), et I, 169, lettre à Kaunitz, décembre 1789.

malgré leurs superbes assurances, ils n'exécutent jamais le quart de ce qu'ils annoncent si hautement¹.

S'ils ont des succès, ils ne sauront pas les poursuivre ; ils manqueront à plaisir toutes les occasions ; ils affaibliront leurs troupes en les divisant sur trop de points ; ils laisseront aux patriotes le temps de respirer ; ils n'opposeront à la Révolution que des efforts décousus et manqueront constamment de vigueur, d'énergie, de suite dans l'exécution de leurs desseins. Augmenter les forces, dira Mercy, se concerter sur de bons moyens de les employer, établir une vraie confiance et un parfait accord, réunir tous ses efforts et les diriger uniquement contre la tête de l'hydre dont nous n'avons piqué que le bout de l'orteil, voilà ma recette². Les alliés ne l'écoutèrent pas.

III. Les conséquences de la campagne de 1792 étaient incalculables. Elle devait tout finir, elle commença tout. Ceux qui l'avaient entreprise voulaient sauver à Louis XVI le trône et la vie ; leur approche le détrôna, et le ressentiment de leur agression fut une des causes de sa mort. Ils voulaient comprimer la Révolution, ils la déchaînèrent. Ils projetaient d'affaiblir la France sous prétexte de lui rendre l'ordre et la paix ; ils instruisirent son armée ; ils réveillèrent la valeur française qu'ils croyaient endormie ; ils firent des troupes, qu'ils croyaient balayer devant eux comme la poussière, une force irrésistible que dirigèrent successivement les deux despotismes les plus absolus des temps modernes, le Comité de salut public et l'Empire.

Déjà, la guerre qu'ils avaient commencée en vue d'une restauration, devenait une guerre d'un autre ordre et se détournait de son premier but. Ce n'était plus seulement une croisade contre le jacobinisme ; l'intérêt et la cupidité l'emportaient sur les principes ; après avoir protesté de leur désintéressement, les alliés ne dissimulaient plus leurs idées de conquête. Il s'agissait, au mois de juillet, de sauver la France de l'anarchie ; au mois d'octobre, on ne visait plus qu'à la démembrer. La Prusse refusait toujours de céder à l'Autriche ses margraviats franconiens, mais le cabinet de Vienne venait de lui proposer de changer le caractère de la coalition, de renoncer au rétablissement de Louis XVI, de chercher une indemnité territoriale dans la nouvelle république, et le cabinet de Berlin avait répondu que s'il obtenait en Pologne l'*arrondissement* qu'il désirait, il laisserait son allié s'agrandir aux dépens de la France. Il faut, mandait François II à Frédéric-Guillaume, continuer la guerre avec toute la vigueur possible contre nos communs ennemis et nous procurer tout l'apaisement et tout le dédommagement que nous sommes en droit d'en prétendre, et que nous serons à même de nous procurer par l'énergie de nos forces réunies³.

Mais, de son côté, la Révolution passait à l'offensive et entamait de toutes parts les territoires avoisinants. Ces Français, écrivait un ministre autrichien, l'objet du mépris et de la risée de l'Europe il y a cinq mois, font aujourd'hui avorter honteusement les tentatives de nos armées combinées ; ils nous ont contraints de lever le siège de Lille ; ils ont détruit à Spire nos plus riches magasins ; ils menacent l'empire du côté de Heidelberg ; ils sont maîtres de toute la Savoie⁴. Custine s'emparait de Mayence et Dumouriez partait pour la conquête de la

¹ Fersen, II, 280.

² *Briefve des Grafen Mercy an Starhemberg*, 190 et 245.

³ Vivenot, *Quellen*, II, 317, lettre du 29 octobre.

⁴ Mercy, *Correspondance entre Mirabeau et La Marck*, III, 350-351.

Belgique. Le 24 octobre, le Conseil exécutif provisoire arrêta que les armées françaises ne prendraient pas de quartier d'hiver jusqu'à ce que les ennemis de la République fussent repoussés au delà du Rhin ; c'est en vain, disait le Conseil, que le patriotisme des citoyens, la valeur des soldats et l'habileté des généraux auraient repoussé au delà des frontières les armées ennemies, si elles pouvaient encore, en s'établissant dans les pays circonvoisins, s'y renforcer avec sécurité et y préparer impunément les moyens de renouveler incessamment leur funeste invasion¹.

La guerre décrétée le 20 avril 1792 contre l'Autriche devenait une guerre contre la vieille Europe, et, comme l'avait prédit un officier du camp de la Lune, un jeu de hasard où l'on jouerait les majestés². Une nouvelle ère commençait, et Merlin de Thionville l'avait définie dans la séance du 20 avril, lorsqu'il s'écriait, aux applaudissements des tribunes, qu'il fallait déclarer la guerre aux rois et la paix aux nations. Le labarum de la liberté, disait Louvet, flotte sur les monts savoisiens et menace les possessions autrichiennes. Chambéry est pris, le Brabant nous attend, on y entre ; tous les peuples convolent en liberté ; une conflagration universelle va incendier les derniers trônes qui pèsent sur la terre ! Ces mots de Louvet paraissaient dans la *Sentinelle* dès le 29 septembre 1792, et la veille, dans la séance de la Convention, Danton déclarait que la nation française avait, en nommant la nouvelle assemblée, créé un grand comité d'insurrection générale des peuples !

¹ *Arch. nat.*, Registre des délibérations du conseil, p. 185 ; *Moniteur* du 12 novembre.

² *Témoin oculaire*, II, 195.

FIN DE LA THÈSE